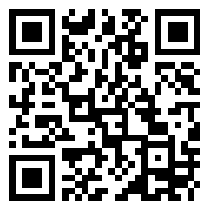

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Revue de l'Agenais

Société des sciences, lettres & arts d'Agén



REVUE DE L'AGENAIS

TOME XV. — 1898.

1

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Tome vingt-cinquième. — Année 1898

AGEN

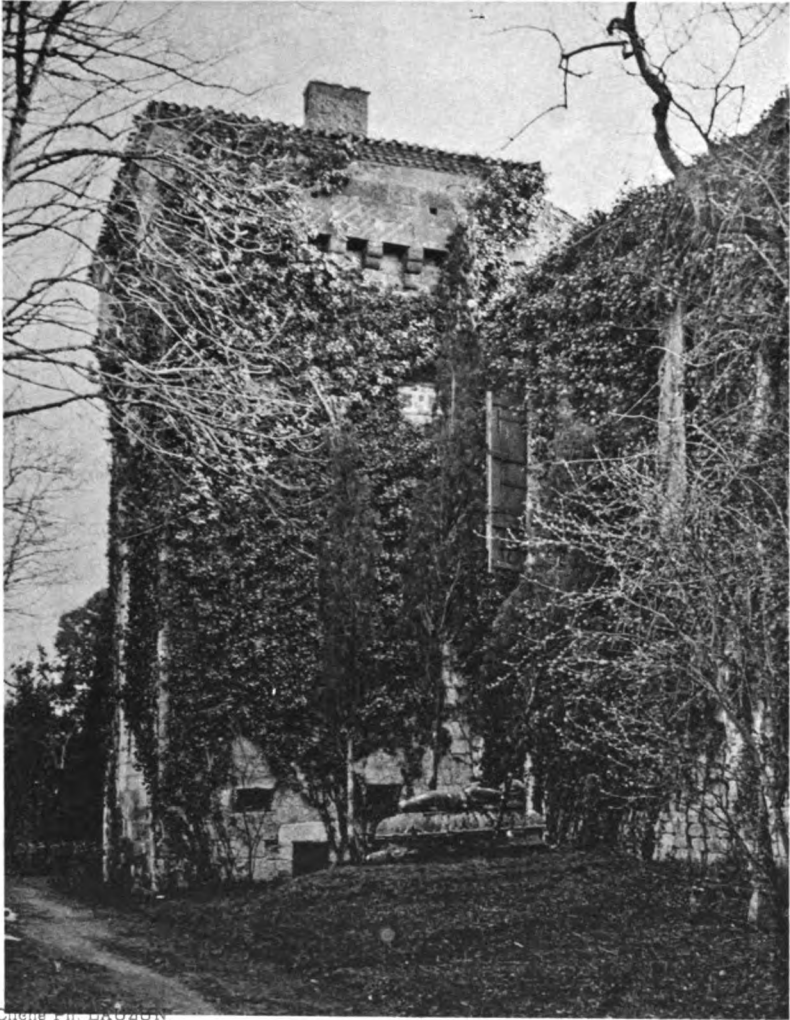
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AGENAISES

(ANCIENNES MAISONS NOUBEL ET LAMY)

43, Rue Voltaire, 43

1898

LOAN STACK



Château d'Estillac.

CHATEAU D'ESTILLAC (LOT-&-GARONNE)

Vue extérieure d'une Tour et du Tombeau de Monluc



DC611
A16R4
v. 25

LE

CHATEAU D'ESTILLAC

XIII^e - XVI^e SIÈCLES

(Suite et fin¹.)

DE MONDENARD. — De tous les faits précédents, il résulte donc qu'avant le milieu du XV^e siècle, les Mondenard possédaient Estillac.

Garcie de Mondenard vécut dans ce château. Il dut mourir fort âgé. Ses dernières dispositions sont du 7 avril 1487. Il voulut, comme sa femme (dans son testament du 8 juillet 1473), être enterré près du grand autel de l'église des Frères Prêcheurs d'Agen, auxquels il légua, ainsi qu'aux autres communautés de cette ville, des sommes importantes ⁽²⁾.

De son mariage avec Miramonde d'Albret, *Garcie de Mondenard* laissa plusieurs enfants. L'aîné fut Jean, baron de Moncaut, époux de Bertrande de Durfort, dont le fils unique François n'eut que deux filles. Puis vint un autre *Jean* qui seul nous intéresse ici. A lui en effet échut en partage la terre d'Estillac. Il épousa Marguerite de Galard de Brassac et en eut quatre enfants : deux fils, *Garcies* ou plus commu-

(1) Voir : *Revue de l'Agenais*. 1897. Novembre-Décembre, p. 481.

(2) La Chesnaye des Bois. Art. Montagu de Mondenard, T. XIV, p. 13.

nément Gaixiot, et François, qui moururent sans postérité et furent les oncles de Blaise de Monluc; puis deux filles : Françoise, qui épousa François de Lasseran de Massencôme et devint la mère du futur maréchal, enfin Catherine, épouse d'un Verduzan ⁽¹⁾.

Nous ignorons la date de la mort de Jean de Mondenard, seigneur d'Estillac, à quelle époque par suite le château passa sur la tête de ses deux fils *Gaixiot* et *François*. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que lorsque Blaise de Monluc arriva pour la première fois en Italie, en 1521, il y trouva ses deux oncles, sur le compte desquels il s'exprime ainsi : « Je pris mon chemin droict à Lyon, et de là passay
« le mont Ginèbre et m'en allai à Milan, n'excédant encore
« l'âge de dix-sept ans ; où je trouvés deux de mes oncles,
« frères de ma mère, nommés les *Estillac*, (certaines édi-
« tions écrivent les *Stillats*), bien estimés et en bonne
« réputation dans ce cartier-là, l'un desquels estoit à M. de
« Lescut, frère de M. de Lautrec ⁽²⁾. »

Françoise de Mondenard épousa *François de Lasseran-Massencôme*, d'une des plus anciennes familles de la Gascogne ⁽³⁾, qui formait un rameau détaché de la grande famille de Montesquiou, et qui était seigneur de Monluc (anciennement Bonluc ?), de Puch, de Gontaud, du Sempuy, etc. Elle n'entra en possession de la seigneurie d'Estillac qu'à la mort de ses deux frères, décédés sans postérité, mais dont l'un, Gaixiot, vivait encore en 1544, année où il eut

(1) D'après le même, Françoise de Mondenard, mère de Monluc, aurait été, non pas la fille de Jean de Mondenard et de Marguerite de Galard, mais la sœur de ce même Jean et le cinquième enfant de Garcie de Mondenard. Nous croyons que ce généalogiste commet ici une erreur, les Commentaires du Maréchal s'accordant à la considérer comme une sœur de Gaixiot et de François, fille par conséquent de Jean de Mondenard.

(2) *Commentaires de Bl. de Monluc*. Éd. de Ruble. T. I, l. 1, p. 42.

(3) Voir dans notre étude sur quelques *Châteaux gascons de la fin du XIII^e siècle*, les deux monographies des *Châteaux de Massencôme et de Léberon* (Auch 1897).

un procès avec le syndic du chapitre de Saint-Caprais d'Agen ⁽¹⁾.

Le 14 janvier 1530, noble François de Massencôme, étant au lieu de Puch de Gontaud, diocèse de Condom, fit son testament, par lequel il institua pour son héritier universel son fils aîné Blaise, sous réserve que « noble Françoise d'Estillac, dame d'Estillac, sa femme et compagne, seroit « dame maîtresse usufruituaire de tous ses biens et choses, « demeurant viduellement et chastement ⁽²⁾. »

Cette dernière dut mourir vers l'année 1544. C'est en effet à dater de cette époque que son fils Blaise, également son héritier universel, commença à revendiquer ses droits sur la seigneurie d'Estillac et qu'il acheta peu à peu à ses frères et à ses sœurs les parts leur revenant sur ladite propriété.

DE MONLUC. — Françoise de Mondenard laissait onze enfants :

1. *Blaise de Monluc*. La date exacte de sa naissance n'est pas encore définitivement fixée. Si l'on consulte à cet égard les *Commentaires*, on se heurte à des contradictions insurmontables, si bien que tous les auteurs qui se sont occupés de la question proposent chacun une date différente. Il résulte cependant de l'ensemble des témoignages que c'est l'année 1502 qui semble devoir être le plus raisonnablement adoptée ⁽³⁾ ;

2. *Jean*, évêque de Valence et de Die, si célèbre par ses ambassades en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en

(1) Archives départementales du Gers. B. 1, f° 146.

(2) Revue de Gascogne. T. XVIII, p. 425. *Testament de messire François de Massencôme*.

(3) Voir à cet égard : Brantôme, Moréri, le Père Anselme, Chaudon, Sainte-Beuve, et plus particulièrement MM. de Ruble, Tamizey de Larroque, Charles Normand, enfin M. Clément Simon, dans sa remarquable introduction à la publication du *Testament de Blaise de Monluc* (*Recueil de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*. 2^e série, T. II, 1872).

Pologne, etc., etc., mort à Toulouse en 1579 et enterré dans l'église cathédrale de cette ville ⁽¹⁾;

3. *Joachim*, seigneur de Longueville et de Lioux, prince de Chabonais, lieutenant du roi en Piémont, mort en 1567 ;

4. *Julienne*, femme de François de Pellegrue ;

5. *Anne*, femme de François de Gélas de Léberon ;

6. *Barbe*, religieuse ;

7. *Isabeau*, dame de Gouaube ;

8. *Jeanne-Louise*, mariée au vicomte de Corneillan ;

Enfin trois fils (9, 10, 11), morts en bas âge et dont l'existence ne nous est connue que par un passage des *Commentaires*.

Nous ignorons si quelqu'un de ces enfants naquit au château d'Estillac, habité, on le sait, pendant toute la première moitié du XVI^e siècle, par les frères de Mondenard. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que l'aîné, Blaise de Monluc, naquit au château du Sempuy, dans le comté de Gaure, apanage et résidence fréquente de son père François de Lasséran, et que ce n'est que longtemps après, en 1544, qu'il est fait mention d'Estillac dans ses Lettres et ses *Commentaires*.

Le 14 mars de cette année 1544, il passe avec sa sœur Anne une transaction en vertu de laquelle celle-ci lui abandonne tous ses droits sur Estillac. L'année suivante 1545, le 18 décembre, nouvelle transaction entre Blaise et Joachim « pour tous les droicts que ce dernier a sur la terre d'Estillac et aultres droicts novels qu'il cède et transporte à son frère Blaise, ez biens de Gaixiot, François et Pierre de Mondenard. » Le même jour, « Jean de Verduzan transige avec messire Blaise de Massencôme, relativement aux droits dudit seigneur sur la seigneurie d'Estillac, les-

(1) Voir : *Notes et documents inédits pour servir à la biographie de Jean de Monluc*, par M. Ph. Tamizey de Larroque. Paris, Aubry, 1868.

« quels appartiennent à ce dernier par le décès de Gaixiot
« et de Pierre de Mondenard, ce dernier son cousin-
« germain. » Le 25 avril 1562, Blaise de Monluc reçoit de
Louis Fonfrède, d'Agen, un domaine dans la juridiction
d'Estillac. Enfin, le 10 août 1563, Blaise de Monluc achète
des terres, prés et vignes à Estillac au même Jean Fonfrède,
qui les avait précédemment acquises de Jean Marcon de
Ponsset ⁽¹⁾.

Ce fut au château du Sempuy que, le 20 octobre 1526,
Blaise de Monluc épousa sa première femme Antoinette
Ysalguier ⁽²⁾. Du reste, pendant les séjours assez courts que,
dans l'intervalle de ses premières campagnes, il fit en Gas-
cogne, Monluc semble n'avoir jamais résidé au château
d'Estillac avant la mort de sa mère, et ce n'est qu'à partir
de l'année 1571, que, dans ses *Commentaires* ou ses *Lettres*,
il parle couramment de son nouveau domaine. « Et m'en
« revenant d'une maison mienne à celle d'Estillac, écrit-il
« au début du livre V, je trouvai la ville de la Plume assié-
« gée, etc. » Dès les premiers mois de 1562, on le voit
encore à Estillac : « A peine eus-je demeuré quatre ou cinq
« jours en ma maison d'Estillac, qu'un ministre nommé La
« Barelle, etc. ». Il y revient, après chaque expédition de
cette année terrible de 1562, où la Guienne était en feu et
où le vieux capitaine ne cessait de se prodiguer, ternissant

(1) Archives du château d'Estillac. Cf. de Laffore, *loc. cit.* Ce Jean Marcon de Ponsset devint dans la suite gouverneur du château d'Estillac. Il y remplissait ces fonctions, lorsque Monluc lui adressa, le 21 juillet 1570, « du 3^e jour du siège de Rabastens », cette si curieuse lettre, qui le dépeint tout entier et qu'a déjà publiée M. de Laffore (*loc. cit.*). Cette charge de gouverneur du château d'Estillac semble d'ailleurs être devenue héréditaire, pendant de longues années, dans la famille de Marcon. Nous voyons en effet, plus de cent ans après, un Louis Marcon, qualifié fermier du domaine d'Estillac, rendre compte de sa gestion, pendant les années 1686, 1687, 1688, au marquis d'Escoubleau de Sourdis, alors propriétaire d'Estillac. (Pièce mss. de 31 pages, provenant des archives d'Estillac, en notre possession).

(2) Le contrat de mariage a été publié in-extenso par M. Paul Laplagne-Barris, *Revue de Gascogne*, T. XVI. p. 466 et suivantes (1875).

malheureusement sa gloire par de trop nombreux méfaits. C'est toujours en son château d'Estillac qu'il vient prendre quelques jours de repos, après la prise de Monségur, du château de Caumont et son expédition de Bordeaux, et qu'il y perdit, au mois d'août, sa première femme. « Et me re-
« tiray à Estillac pour donner quelque ordre à ma maison,
« ayant sceu la mort de ma femme. » ⁽¹⁾

C'est du château d'Estillac que partirent, pendant plus de douze ans, la plupart des lettres, ordonnances, commissions, remontrances, qu'il adressait aussi bien au Roi et à la Reine-Mère qu'à ses égaux et à ses inférieurs ⁽²⁾. Leurs dates prouvent que le vieux capitaine y séjournait de préférence pendant la belle saison, rentrant l'hiver à Agen dans son hôtel de la rue des Juifs ⁽³⁾. Il avait d'ailleurs à y surveiller les réparations et agrandissements considérables qu'il s'était plu à faire au vieux manoir maternel, aussitôt qu'il en fut devenu le maître; témoin cette attestation du 15 avril 1567, déjà indiquée précédemment :

« Certifiant que le bois de charpente acheté à Toulouse par M^e Jehan
« Chambres, charpentier, est destiné à la construction du château et de
« l'église d'Estillac, avec la demande de laisser passer, adressée aux Capi-
« toulx de Toulouse, d'une nouvelle quantité de bois de charpente. » ⁽⁴⁾

Il s'agissait de l'achèvement des travaux, entrepris depuis quelques années, comme le prouve la lettre suivante, publiée

(1) *Commentaires*, éd. de Ruble, livre V, t. II, p. 452.

(2) *Idem*, tomes IV et V.

(3) L'hôtel de Monluc à Agen était, non pas le Musée actuel, comme longtemps on l'a dit et cru sans aucune preuve, mais bien la belle construction d'à côté, avec cour et tourelles, aujourd'hui en la possession de la famille Recours. La grande salle très artistiquement restaurée dans le goût du XVI^e siècle par notre regretté collègue, M. Gaëtan Recours, ancien notaire, en est le plus bel ornement. Une vue de l'hôtel de Monluc a été publiée dans l'*Écho de Gascogne*, n^o du 5 novembre 1887.

(4) Archives m^{les} de Toulouse, original. Pièce signalée par M. de Ruble, au tome V, p. 335, de son édition.

déjà par M. Ph. Tamizey de Larroque ⁽¹⁾, mais que nous n'hésitons pas à reproduire, se rapportant directement à l'histoire du château. Elle est écrite par la seconde femme de Monluc, Isabeau de Beauville, et adressée à son cousin Robert de Gontaud, alors évêque de Condom.

« Mon cher cousin, arsoyr bien tard, Boëry arriva en ceste ville, portant
« lettres de créances de Monsieur de Monluc, pour vous dire qu'y me gardera
« de vous en fère plus long discours. Au reste mon dict seigneur de Monluc
« me mande que je luy face avancer le bastiment d'Estillac, ce que je ne puy
« fère sans vostre ayde. A ceste cause vous prie me vouloir envoyer ce
« maistre masson que vous scavez pour fere marché et divyser le pourtal
« dudict Estilhac, et vous repye encore une foiyz le fere venir le plus taust
« que vous sera possible. Je m'en pars aujourd'hui d'icy pour m'en aller à
« Stillac et en envoyé les grands chevaulx de mon dict seigneur de Monluc à
« Bayonne, et me manderez quand esse que vous en viendrez à ce cartyer.
« Je n'e point heu nouveles despuys de Mademoiselle de Sainthorens. Le
« pourteur me gardera de vous fere plus long discours, qui sera fin de ma
« lettre, apres m'estre recommandée bien humblement à vostre bonne grace,
« pryé Dieu.

« Monsieur mon cousin,

« en santé vous donner très heureuse et longue vye.

« D'agen, ce XXIX^e d'avril 1563 (*sic*).

« Vostre très humble cousine à vous faire service,

« De Beauville ⁽²⁾ ».

(1) *Lettres inédites de quelques membres de la famille de Monluc* (Auch, 1896, p. 15-16).

(2) Bibliothèque nationale. Fonds français, n° 20462, f° 91, copie. — Après nouvelle vérification, faite sur notre prière par notre toujours si obligeant et si scrupuleux collègue et ami M. Tamizey de Larroque, au fonds français de la Bibliothèque nationale, il ressort que cette lettre, dont la Bibliothèque ne possède d'ailleurs qu'une copie, porte bien la date du 29 avril 1563. Cette date est inadmissible, Monluc n'ayant pas encore convolé en secondes noces. Sa première femme, en effet, Antoinette Ysalguier, serait morte, d'après les *Commentaires* mêmes, en août 1562, au château d'Estillac, et il ne se serait remarié, après le laps de temps suffisamment convenable de 21 mois, que le 31 mai 1564, ainsi que le porte formellement son second contrat de mariage, passé à ce même château d'Estillac. et publié par M. de Ruble, au tome V, p. 346-348 de son édition, en appendice. Or, il résulte de la lettre précitée qu'Isabeau de Beauville est bien mariée, puisqu'elle cherche à exécuter les ordres « de son dict seigneur de Monluc. » Le copiste a donc mal reproduit la date de l'original. En tous cas, cette lettre ne peut

Enfin c'est au château d'Estillac qu'à partir de l'année 1575 Monluc commença à écrire ou plutôt à dicter ses fameux *Commentaires*.

Blaise de Monluc est-il mort au château d'Estillac, comme tant d'auteurs, Mézeray, de Thou, etc., l'ont écrit. Nous ne le pensons pas. Nul document sérieux ne vient appuyer cette opinion, basée uniquement sur la présence de ce tombeau en marbre, qui se trouve actuellement au pied de la tour crénelée de la façade nord-est, et sous lequel ses restes n'ont jamais reposé. Il est hors de doute que le célèbre maréchal mourut en 1577, au mois d'août. Ce mois-là, il quitta Estillac pour se rendre à Condom, où son fils Jean était titulaire de l'évêché et où son neveu, Antoine de Gélas de Léberon, possédait un superbe hôtel⁽¹⁾. C'est de cette ville qu'il écrivit, le 18 août, son codicille, dernier acte que nous connaissions de lui⁽²⁾. Dupleix, originaire de Condom, qui alors avait sept ans et dont tous les parents furent des amis de Monluc, écrit dans son histoire d'Henri III : « L'année (1577) « fut remarquable par le trespas d'aucuns illustres person-
« nages, et entre autres de *Blaise de Monluc*, mareschal
« de France, *qui mourut à Condom et fut enterré dans le*

être que postérieure, non seulement à l'année 1563, mais même à 1564, Monluc n'étant pas encore remarié au mois d'avril de cette dernière année. Nous proposons, quant à nous, la date du 29 avril 1565. Isabeau de Beauville écrit en effet, à la fin de sa lettre qu' « elle envoie les grands chevaux de mon dict seigneur de Monluc à Bayonne. » Or, bien que ni les *Commentaires*, ni les *Lettres* ne disent rien de ce voyage de Monluc à Bayonne, c'est l'époque où « Leurs Magestés, ayant traversé la Guienne... séjournèrent au Mont-de-Marsan quelques temps (mai 1565), attendant que la Roynie d'Espagne vint à Bayonne. » Nul doute que Monluc ne les ait accompagnées après leur passage à Agen, où, le 25 mars de cette année, le roi Charles IX et la Reine Mère tinrent sur les fonts baptismaux la première fille, née de son second mariage, et qu'il ne se soit trouvé, à la fin d'avril ou au commencement de mai, dans les Landes ou en Béarn.

(1) L'ancien hôtel des Gélas de Léberon, à Condom, remarquable par deux fenêtres à meneaux du style le plus pur de la Renaissance, est aujourd'hui la propriété de M. André Lussan.

(2) Voir le testament de Blaise de Monluc, publié par M. Clément-Simon, *loc. cit.*

« *chœur de l'Eglise cathédrale.* » ⁽¹⁾ Devant une assertion aussi formelle et jusqu'à preuve du contraire, nous croyons qu'il faut s'incliner. Le document suivant, entièrement inédit, s'il ne tranche pas absolument la question de savoir en quel lieu mourut Blaise de Monluc, ni si, conformément au désir exprimé par lui dans son testament, il fut enseveli « au lieu de Saint-Puy en Gaure », vient à l'appui de l'opinion de Dupleix, et nous donne même incidemment le jour exact de sa mort, qui fut le 26 août 1577.

Contrat passé par le chapitre métropolitain de l'église Saint-André de Bordeaux avec M. de Monluc, évêque de Condom. Août 1579.

« Messieurs Guarray de Montrigauld, archidiacre de Cernès, et Joseph Benoist, chanoine en ladite église (St-André de Bordeaux), sont commis et députez et les commet et depute ledit chapitre pour passer tel contrat, ainsi que de raison et en la meilleure forme, avec Messire Jehan de Monluc, chevalier de l'ordre St-Jehan de Jérusalem, conseiller du Roy en son privé conseil et evesque de Condom ; — Sur ce qu'a l'instante prière et supplication dudit sieur évêque de Condom, ledit chapitre luy aurait promis et accordé de faire inhumer et sépulturer en ladite église, au devant le pillier du milieu des troys qui soutiennent les grandz orgues, au fond de la nef d'icelle église, le corps de feu hault et puissant seigneur Messire Blaise de Monluc, en son vivant chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de cent hommes d'armes, maréchal de France, lieutenant général pour Sa Majesté ès pays et duché de Guienne, père dudit sieur évêque de Condom, et sur ladite sépulture faire drapper le tombeau de longueur et largeur de neuf à dix pieds un quart seulement et de la haulteur qu'il plairoyt audit sieur evesque de Condom, et de fere mettre aux murailles de ladite nef, viz à viz dudit tombeau, d'un costé et d'autre les armes dudit feu, comme cotte d'armes, heaulme, guidon, masse, espée, gantelets et choses semblables, pour la conservation de la mémoire à tout temps dudit feu sieur mareschal et des actes vertueux et valeureux par luy faicts ou faicts d'armes dès sa jeunesse jusques à son décès. — En recongnissance de laquelle permission et pour faire prier pour l'âme dudit feu sieur mareschal, ledit sieur évêque de Condom auroict promis fonder en ladite esglise quatre anniversaires appelés solennels et vouloir célébrer chacun an, savoir : l'un le jour de Saint Blaise et l'autre le jour de Nostre Dame de Marie, l'autre

(1) *Histoire d'Henri III*, par Scipion Dupleix. Paris, Denis Béchét, 1663, p. 62.

« *le vingt-sixiesme jour d'Aoust* et le quatriesme le jour de feste de Monsieur
« Saint-Michel au moys de septembre ; pour la dotation **desquels** avoiet
« offrir bailher audit chapitre la **somme de quatre cens escus sol à soixante**
« sous pièce, employables **en bon fonds**, de lors et le plustot que faire se
« pourra, **pour le profit** qui en proviendra estre employé et distribué, à la
« **manière** accoustumée en ladite esglise, aux assistans à la célébration des-
« dits anniversaires, et jusques audit employ desdits quatre cens escus ladite
« somme estre mise et baillée à intérêt en main bourgeoise bonne et sol-
« vable et du prouffict en estre faict comme dessus. Ensemble ledit sieur
« evesque de Condom offre pour la célébration desdits anniversaires, bailhan
« à ladite église une chapelle garnye, scavoir est de troys grandeurs, chappes,
« chazubles et deux courtibaultz de bon velours noir, et une aultre chappe et
« deux courtibaultz d'aultre moyenne estoffe noir, toutesfoys le tout garny
« de ses orfres requis et necessaire, auquel drap aussi de velours pour par-
« dessus où seroiet enterré le corps dudit sieur mareschal. — Et pour assu-
« rance et entretenement de ce que dessus en ce que concerne le faict dudit
« chapitre envers ledit sieur evesque et aussy pour prendre pareille assurance
« dudit sieur evesque de Condom, ledit chapitre a baillé et baille auxdits
« sieurs de Montrigaud et Benoist toute puissance tant d'obliger les biens et
« revenus temporels dudit chapitre audit sieur evesque et aussi respective-
« ment d'obliger ledit sieur evesque en ce que concerne envers ledit chapitre.
« Le tout en la meilleure forme. Fait à Bordeaux audit chapitre, les jour et
« moys et an susdits. » (1).

Des quatre anniversaires mentionnés dans ce contrat, les premier et deuxième devaient être célébrés les jours de saint Blaise et de Notre-Dame, patrons du maréchal ; le quatrième le jour de saint Michel, (il était chevalier de l'ordre de ce nom). Reste le troisième à la date du 26 août, que rien n'expliquerait s'il ne se rapportait à la date même du jour de sa mort. Concluons : Blaise de Monluc était à Condom le 18 août, puisque, à cette date, il fit son codicille. Il y mourut le 26 août suivant, 1577. Conformément au dire formel de Duplex, il fut enterré dans le chœur de la cathédrale de cette ville, dont son fils Jean était évêque. Cette sépulture

(1) Archives départementales de la Gironde. G. 289, n° 147. (Fonds du chapitre métropolitain de Saint-André de Bordeaux). Le registre sur lequel est copié cet acte n'indique pas la date du jour du contrat, mais comme il est inséré entre un acte du 18 août et un autre du 20 août, on peut conclure qu'il porte la date du 19 août 1579.

ne fut peut-être que provisoire, Jean de Monluc cherchant déjà à se démettre de sa charge, et ayant deux ans après « instamment prié et supplié » le chapitre métropolitain de Bordeaux de faire inhumer définitivement le corps de son père dans la nef de cette dernière église, ce qui fut accepté.

Maintenant ce contrat reçut-il pleine et entière exécution ? C'est ce qu'aucun document, soit aux archives de Condom, soit aux archives municipales et départementales de Bordeaux, soit même à l'archevêché de cette ville, n'a pu nous apprendre. Si cette translation solennelle avait eu lieu, la mention en eût été vraisemblablement consignée dans quelque registre. Les guerres religieuses, les difficultés du moment, la mort de Jean de Monluc, arrivée le 6 août 1581 à Condom, avant que son successeur Jean Duchemin, en faveur de qui il avait volontairement résigné son évêché, eût reçu ses bulles ⁽¹⁾, firent-elles remettre à plus tard, ou peut-être à jamais, l'exécution de cet engagement réciproque ? En un mot, Monluc dort-il dans la nef de Saint-André, « au-devant du pilier du milieu des troys qui soutiennent les grands orgues » ? Ou bien ses restes ont-ils été oubliés dans le chœur de la cathédrale de Condom, jusqu'à ce qu'ils aient été jetés au vent par les révolutionnaires de 93 ? Tout ce que nous pouvons affirmer, et pour en revenir au château dont nous écrivons l'histoire, c'est que, n'en ayant pas exprimé le désir, il ne fut pas enterré à Estillac. S'il en avait été autrement, ses obsèques auraient été l'objet de quelque men-

(1) Voir la note que nous avons consacrée à la mort de Jean de Monluc, évêque de Condom, dans notre publication des *Lettres inédites de Marguerite de Valois, tirées de la bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg* (Archives historiques de la Gascogne, fascicule onzième de la 1^{re} série, p. 31). — Voir également sur la question de la mort de Monluc l'introduction et les substantielles notes de M. Tamizey de Larroque, dans sa notice : *Lettres inédites de quelques membres de la famille de Monluc* (1890), et, en appendice, la concluante lettre de M. J. Gardère, archiviste de la ville de Condom. Cf. le *Testament de Monluc*, par M. Clément-Simon ; etc, etc.

tion dans les livres des Jurades ou les cahiers des Comptes des Archives d'Agen. Les habitants de cette ville, qui furent ses contemporains, ne perdirent jamais une occasion de lui témoigner leur reconnaissance ⁽¹⁾.

La succession de Blaise de Monluc a été étudiée en détail par M. Clément-Simon dans sa savante introduction à la publication déjà citée du testament du maréchal. Nous ne répèterons pas tout ce que cet auteur a dit, avec une grande précision, de ses héritiers, de ses descendants, de ses divers domaines. Des nombreuses terres que possédait Monluc, une seule, celle d'Estillac, nous intéresse. Rappelons brièvement en quelles mains elle passa après sa mort.

Blaise avait eu quatre fils de son premier mariage. Trois étaient morts avant lui, les armes à la main : *Marc-Antoine*, l'aîné, tué en Italie devant le port d'Ostie en 1557 et inhumé à Rome ; — *Pierre-Bertrand*, le cadet, surnommé par son père le *Capitaine Peyrot*, marié le 6 juillet 1563 à Marguerite de Caupène, et tué en 1566 à Madère, au début d'une expédition aventureuse ⁽²⁾ ; — *Fabien*, le quatrième, tué au siège de Nogaro, en Armagnac, en 1573. Seul vivait son

(1) Monluc a sauvé deux fois la ville d'Agen : en 1562, il l'a délivrée de l'occupation des protestants ; en 1569, il s'y est enfermé pour la défendre contre l'armée de Montgommery et des Princes, périlleuse entreprise dans laquelle il risquait une chose à laquelle il tenait peut-être plus qu'à sa vie, sa réputation militaire. (Voir *Commentaires et l'Étude sur la ville d'Agen pendant les guerres de religion*, par G. Tholin, *Revue de l'Agenais*, T. XV, p. 346, 409 et suiv.). Cependant, tandis que le portrait de l'illustre maréchal figure dans la galerie de Versailles, tandis que les œuvres de Monluc sont l'objet d'une faveur toujours croissante, la ville d'Agen n'avait pas encore payé sa dette envers son « bon voisin » d'Estillac.

Cet oubli sera réparé. Madame la comtesse Marie de Raymond, morte en 1886, a légué à la ville d'Agen une somme de 40,000 francs pour ériger une statue à Monluc sur une place publique. Elle a même indiqué la forme et les sujets des bas-reliefs qui doivent décorer le piédestal. Tout a été prévu par elle avec un soin pieux ; mais le monument ne pourra être exécuté que lorsque la somme, grevée d'un usufruit, sera devenue disponible.

(2) *L'Expédition maritime de Peyrot de Monluc en 1566*, par J. Andrieu. *Revue de l'Agenais*, 1895, et tirage à part.

troisième fils, *Jean* ; il était d'église, et, au moment du décès de son père, titulaire de l'évêché de Condom.

Aussi, dans son testament daté d'Agen du 22 juillet 1576, le maréchal institua pour son héritier universel son petit-fils, *Blaise de Monluc*, fils aîné du capitaine Peyrot. C'est à lui que revint après sa mort la seigneurie d'Estillac. Mais l'acte contenait une clause d'après laquelle sa veuve Isabeau en aurait, avec ses filles, l'entier usufruit, qui cependant cesserait au cas « où elle viendrait à secondes noces ».

Isabeau de Beauville ne porta pas longtemps le deuil de son mari. Elle se remaria, le 23 novembre 1579, avec François de Pérusse, comte des Cars ; ce qui lui faisait perdre ses droits sur Estillac. Aussi voyons-nous, quinze jours après, sa belle-fille *Marguerite de Caupène*, veuve du capitaine Peyrot, prendre solennellement possession de ladite seigneurie, « au nom et comme administreresse des biens de « Jean-Blaise de Monluc, son fils, héritier universel de M. de « Monluc, maréchal de France, acte où la coutume d'Estillac est comprise » ⁽¹⁾.

Un désaccord existe entre les généalogistes au sujet du nouveau seigneur d'Estillac. Tandis que certains lui font épouser la dame de Balaguier-Monsalès, de qui il aurait eu Suzanne, d'autres, notamment La Chesnaye des Bois, prétendent qu'il mourut sans alliance. Cette dernière version paraît la plus vraisemblable. Il y a eu confusion de la part de quelques auteurs.

Ce fut en effet son frère cadet *Charles de Monluc* qui épousa, le 19 août 1589, *Marguerite de Balaguier, dame de Monsalès*, veuve de Bertrand d'Ébrard, seigneur de Saint-Sulpice. Leur fille unique, Suzanne, devint après lui héritière de tous les biens de ses ancêtres, sa mère, la dame

(1) Archives du château d'Estillac. Cf: de Lafore.

de Monsalès, s'étant mariée une troisième fois avec Bertrand de la Hire, marquis de Vignoles ⁽¹⁾.

Charles de Monluc habita longtemps le château d'Estillac. Nous en avons de nombreuses preuves, notamment les lettres, toutes datées de ce lieu, écrites : à Henri III, les 14 mai et 11 juillet 1585, à M. Daffis, au président de Gourgues, enfin à Henri IV, les 2, 29 et 31 juillet de l'année 1594 ⁽²⁾. Il joua, on le sait, un rôle très considérable en Guienne pendant les années les plus orageuses de la Ligue. Chevalier de l'ordre du Roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, il devint un des principaux chefs de la Sainte-Union dans notre pays. Mayenne l'avait en haute estime et en fit un de ses principaux lieutenants, témoin cette lettre du 27 septembre 1592, où « il prie et néanmoins « ordonne, en vertu de son pouvoir, au trésorier du Bureau « des Finances en Guienne, transféré à Agen, de pourvoir « au paiement des garnisons placées pour le service de « l'Union, à Sauvelerre et au château d'Estillac. » ⁽³⁾

Charles de Monluc fit sa soumission au Roi en 1594. Il reçut de lui en échange, « provision de l'office de sénéchal « et de la charge de gouverneur d'Agenais et de Condo- « mois » ⁽⁴⁾, et se montra dès lors un de ses plus dévoués serviteurs. Il mourut deux ans après, le 19 mai 1596, en même temps que son frère aîné, sous les murs d'Ardres en Picardie, qu'assiégeaient les Espagnols ⁽⁵⁾. On lui fit de superbes funérailles, d'abord à Bordeaux, puis au couvent des Cordeliers d'Agen où il fut inhumé. A cette occasion, rappelons le contrat « passé le 17 février 1597 par Florimond

(1) La Chesnaye des Bois. Art. Montesquiou — Monluc. T. XIV, p. 240.

(2) Tamizey de Larroque, *Lettres inédites de quelques membres de la famille de Monluc*. Auch, 1890.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 1.

(4) Idem. B. 2.

(5) Voir Palma-Cayet, Mézeray, de Thou, etc.

de Raymond, conseiller au Parlement de Bordeaux, et Théore de Hius, écuyer, au nom de haute et puissante dame douairière de Monluc, avec deux maitres maçons pour la construction d'un tombeau en marbre que les représentants de la mère de Monluc s'engagent à faire porter de Bordeaux en la ville d'Agen, au couvent des Cordeliers. » ⁽¹⁾

Si Saint-Amans dans ses *Antiquités d'Agen*, p. 142, ne nous donnait la description détaillée de ce mausolée et ne nous représentait son effigie, « à genoux, dans l'attitude de « la prière, devant un livre ouvert », on pourrait croire que le tombeau d'Estillac était plutôt destiné aux restes de Charles de Monluc qu'à son grand-père le maréchal. Mais ici, on le sait, le personnage est représenté, couché, la tête nue, les mains jointes, couvert de sa cuirasse. En tous cas, ne peut-on pas supposer, que si ces deux mausolées n'ont pas été faits pour la même personne, ils ont pu être sculptés à la même époque et peut-être par le même artiste ?

DE LAUZIÈRES-THÉMINES. — La mort inopinée de Charles de Monluc fit passer sa fortune sur la tête de son unique enfant *Suzanne*. Elle épousa, le 21 décembre 1606, *Antoine de Lauzières*, marquis de Thémines, qui aussitôt après son mariage prit possession de la seigneurie d'Estillac et vint de temps à autre résider au château.

En 1615, en effet, « le marquis de Thémines, ayant donné « avis des entreprises qui se préparaient contre Agen, les « Consuls de cette ville vont lui faire une visite à son château d'Estillac » ⁽²⁾. Il s'y trouvait encore en 1616, quand les mêmes consuls « envoient un messenger au marquis de « Thémines en son château d'Estillac, pour l'avertir que les

(1) Tamizey de Larroque, *Notes inédites, etc.*, p. 30. note 1. Cf. *Archives historiques de la Gironde*, T. XIX, 1879, p. 287.

(2) Archives municipales d'Agen. BB. 44.

« ennemis se préparent à envahir la juridiction. » ⁽¹⁾ Etc.

D'ESCOUBLEAU DE SOURDIS. — Comment la succession de Suzanne de Monluc passa-t-elle sur la tête de sa cousine Jeanne ? Probablement par défaut de descendants directs. Quoiqu'il en soit, *Jeanne de Monluc*, fille d'Adrien de Monluc et de Jeanne de Foix-Carmain, petite-fille par conséquent de Fabien de Monluc, quatrième fils du maréchal, se trouva, dans la première moitié du XVII^e siècle, devenir héritière de toute la fortune des Monluc. Qualifiée dame d'Estillac à la mort de Suzanne, elle apporta par son mariage cette terre, dont les revenus annuels étaient évalués à 3,000 livres environ, dans la famille des d'Escoubleau de Sourdis.

Jeanne de Monluc et de Foix, comtesse de Carmain, princesse de Chabonais, dame de Montesquiou et de Saint-Félix, épousa en effet *Charles d'Escoubleau*, marquis de Sourdis, d'Alluyes, chevalier des ordres du Roi, maréchal de camp de S. M., gouverneur de l'Orléanais, du pays Chartrain et du Blésois, et frère du célèbre archevêque de Bordeaux. Charles d'Escoubleau de Sourdis mourut à Paris le 21 décembre 1666, âgé de 78 ans, dix ans après sa femme, décédée également à Paris, le 2 mai 1657. Jeanne fut-elle enterrée, comme certains auteurs l'ont prétendu, à Jouy en Josas, ou bien son corps, ainsi que celui de son époux, repose-t-il dans le tombeau qui se voit encore dans l'église de Saint-Bruno de Bordeaux ? ⁽²⁾ En elle s'éteignirent défi-

(1) Archives municipales d'Agen. CC. 349.

(2) *Archives historiques de la Gironde*. T. I, p. 415. (Note sur le testament du Cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux). M. L. Lamothe aurait publié une description et une gravure de ce mausolée dans les comptes-rendus de la Commission des monuments historiques, 1854, p. 48. — Après vérification faite par nous, le tombeau de Saint-Bruno, de Bordeaux, remarquable par son architecture, contient non pas les restes de Jeanne et de son époux, mais bien ceux de sa belle-fille, « dame Marie-Charlotte Beziade d'Avaray, épouse de François d'Escoubleau », 11^e du nom.

nitivement le nom et la descendance directe de Blaise de Monluc.

Résidant la majeure partie du temps à Paris, les d'Escoubleau de Sourdis n'habitèrent pas le château d'Estillac. Du mariage de Jeanne de Monluc et de Charles d'Escoubleau ⁽¹⁾ naquirent sept enfants. Le quatrième, *François*, qualifié marquis de Sourdis, seigneur de Gaujac, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur de l'Orléanais et du pays Chartrain, puis gouverneur de Bordeaux et commandant pour le roi en Guienne, devint, à la mort de son père, ses trois frères aînés n'ayant pas eu d'enfants, propriétaire et seigneur d'Estillac (1666-1707). Il mourut à Gaujac en Guienne, le 21 septembre 1707, laissant de son mariage avec Charlotte de Beziade d'Avary une fille unique *Angélique*, mariée le 25 mars 1702 à *François-Gilbert de Colbert*, marquis de Saint-Pouange et de Chabanais, maréchal de camp des armées du roi, mestre de camp de cavalerie et fils unique de Gilbert de Colbert, grand trésorier des ordres du roi ⁽²⁾.

DE MARANS. — Devenue veuve et ne résidant plus en Guienne, Angélique d'Escoubleau, dame d'Estillac, vendit, le 23 février 1728, la seigneurie et le château d'Estillac, avec les six métairies qui en dépendaient, à messire *Joseph de Marans*, chevalier, seigneur de Pressigny, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel et conseiller en la grand'chambre du Parlement de Bordeaux ⁽³⁾. Demeurant à Paris, rue Richelieu, où il menait le

(1) Voir sur ce personnage, les nombreuses lettres écrites par lui au cardinal de Richelieu, publiées par M. Tamizey de Larroque, dans le tome XIV des *Archives historiques de la Gironde*, d'après le fonds français de la Bibl. Nat.

(2) Père Anselme. T. IX, p. 239. Cf. La Chesnaye des Bois. Art. *Escoubleau et Colbert*.

(3) Minutes de M^e Recours, notaire à Agen. Reg. pour 1728. Cf. de Laffore.

plus grand train, le nouveau seigneur d'Estillac ne garda pas longtemps cette propriété. Criblé de dettes et ayant emprunté plus de 150,000 livres à un riche armateur de Nantes, M. de Montaudouin, il dut, pour se libérer envers ce dernier, lui abandonner en entier la terre d'Estillac.

DE MONTAUDOUIN. — Messire *René de Montaudouin*, écuyer, seigneur des vicomtés et châtellenies de la Rabastelière, Jaris et Raslière, en Vendée, devint donc, le 22 décembre 1753, ⁽¹⁾ seigneur d'Estillac. « A cette occasion, écrit M. de Laffore, fut fait un *état des titres et pièces concernant ladite seigneurie et baronnie d'Estillac*. » Elle resta entre ses mains jusqu'en l'année 1787.

A cette époque, le 24 décembre, M. de Montaudouin étant mort, le château et la terre d'Estillac « avec haute, moyenne et basse justice, » furent achetés par le comte de Brondeau d'Urtières, « qui dut payer la somme de 175,000 « livres à messieurs de Thémynes et d'Espivent de La Ville-« boisnet, héritiers de M. de Montaudouin. » ⁽²⁾

DE BRONDEAU D'URTIÈRES. — Né le 18 mai 1743, d'abord aide-de-camp du duc de Brissac, puis capitaine adjudant-major dans les troupes de Saint-Domingue, où il passa une partie de sa jeunesse, lieutenant de la garde de M. le comte d'Artois le 10 juin 1787, puis mestre de camp d'infanterie et chevalier de Saint-Louis ⁽³⁾, le comte *François-Louis de Brondeau d'Urtières*, qui avait pris part à la guerre de l'Indépendance, se retira de bonne heure de la vie militaire, et, aussitôt après son acquisition, fit du château d'Estillac sa principale résidence.

(1) Minutes de M^e Recours, notaire à Agen. Reg. pour 1753.

(2) Notes manuscrites de M^e de Raymond, d'après les registres du notariat Recours.

(3) *Nobiliaire de Guienne et Gascogne*, par O'gilvy et J. de Laffore. Art. de Brondeau. T. II, p. 443.

La Révolution l'y vint chercher et lui créa des difficultés. Nous n'en voulons pour preuve que la pièce suivante, inédite, qui, on va le voir, se rapporte à l'histoire même du château. C'est le procès-verbal, extrait des registres de la commune d'Estillac, pour la démolition de la partie la plus dangereuse du château, à la date du 16 frimaire, an II (6 décembre 1793) :

« Nous, Boué, droguiste d'Agen et Dupouy, d'Estaffort, administrateurs du
« district d'Agen, commissaires nommés par arrêté du conseil du dép^t de
« Lot-et-Garonne du 5 frimaire, à l'effet de vérifier si dans les municipalités
« du district d'Agen, l'arrêté du dép du 23 du premier mois de l'an, relatif à
« la démolition des châteaux-forts, tours, tourrasses, etc. a été mis à exécution ; Nous, commissaires susdits, nous sommes transportés, ce jourd'hui
« 16 frimaire, dans la municipalité d'Estillac, et, en parcourant la dite municipalité, nous sommes aperçus qu'il existait près dudit lieu un pigeonnier,
« construit sur piliers, signe féodal, appartenant au citoyen Brondeau ; nous
« étant aperçu encore qu'il existait audit lieu d'Estillac un château très-fort,
« appartenant au même ; nous étant rendus audit château, et, après l'avoir
« scrupuleusement examiné, nous avons reconnu qu'il existait aux deux encoignures à la face d'entrée deux bastions très-forts, où il existe plusieurs
« embrasures meurtrières, que dans la tour dudit château il existe des avanchemens en forme de tour, des machicoulis à leur extrémité, dans le corps
« desquelles existe aussi des embrasures meurtrières, avec une très grande
« cour et un vieux mur du côté du midi.

« Considérant que ledit château par son élévation, commande de toutes
« parts ; considérant que dans un temps de Révolution, les vrais sans-culottes,
« les vrais amis de la chose publique ne doivent rien négliger pour parvenir
« à ôter aux malveillants tout ce qui pourrait leur être avantageux en devenant en même temps nuisible à la chose publique et à sa patrie ; considérant qu'il est urgent d'employer tous les moyens possibles pour prévenir
« tout ce qui serait capable de porter quelque atteinte à la Révolution ; Nous, commissaires susdits, requérons la municipalité d'Estillac d'annexer le
« présent à ses registres... d'avoir à faire démolir en entier le pigeonnier,..
« et de faire démolir de fond en comble les bastions et tours garnies d'embrasures meurtrières et machicoulis (sic), le corps du logis demeurant réservé ; et pour y parvenir de mettre au plus tôt tous les ouvriers et autres
« personnes capables de démolir en état de réquisition ; que ces opérations
« s'effectuent aux dépens du propriétaire, et les matériaux en provenant être
« distribués aux plus indigents de la municipalité... etc. » (1)

(1) Archives de M. Henri de Brondeau, au château de Lécussan, près d'Agen.

Forcé d'obtempérer aux ordres du district, qui heureusement ne furent exécutés qu'en partie, M. de Brondeau dut livrer aux démolisseurs un des bastions avancés de l'aile droite du château. Nommé maréchal de camp en 1816, il mourut à Estillac, laissant de sa femme Anne Bouais, quatre enfants.

A la suite du partage de famille, le château et la terre d'Estillac restèrent quelques temps indivis entre son second fils, *Jean-François Ernest de Brondeau*, et sa fille, *Suzanne Fanny*, mariée à *Charles de La Roche*, laquelle, après transaction, en demeura seule propriétaire.

DE LA ROCHE. — Depuis lors, le château d'Estillac est resté dans les mains de la famille de La Roche. Il appartient encore aujourd'hui à M. *Charles de La Roche* et à sa mère, née *de Villeneuve*, que nous prions d'agréer ici l'expression de nos plus sincères remerciements pour la bonne grâce avec laquelle elle nous a permis de visiter et d'étudier dans ses moindres détails la vieille demeure historique de Blaise de Monluc.

G. THOLIN. — PH. LAUZUN.

LES SCEAUX DE JEANNE PLANTAGENET

REINE DE SICILE

DERNIÈRE COMTESSE DE TOULOUSE



Clichés gracieusement offerts par la *Société Royale des Antiquaires de Londres*.⁽¹⁾

(1) Voir au sujet des études qui ont été faites sur ces deux Sceaux, la *Revue de l'Agenais*, 1896, p. 382.

ÉTUDE
SUR LES
STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE
DE LA COMMUNE ET JURIDICTION
De Villeneuve - d'Agenois
(De Juin 1260 à Octobre 1785)

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Dans l'Avant-Propos de mon livre sur la Révolution Française à Villeneuve, j'écrivais ceci : « En mettant en ordre les » papiers et registres de la commune de Villeneuve, dispersés dans les coins et recoins de l'hôtel-de-ville, ma curiosité fut vivement attirée par les délibérations et les correspondances de la période révolutionnaire. Je résolus de les » sauver de l'oubli et de l'anéantissement probable, en les » présentant au public. »

C'est à la même pensée que j'obéis encore, aujourd'hui, en publiant les délibérations des Jurades contenues dans les rares registres qui nous ont été conservés.

Aux archives de l'hôtel-de-ville je n'ai trouvé que quatre cahiers : celui de 1745 à 1747 ; celui de 1757 à 1759 ; celui de 1764 à 1767 ; et, enfin, celui du 1^{er} avril 1780 au 17 octobre 1785. C'était trop peu. Heureusement, j'avais la bonne fortune de posséder, dans ma collection de documents locaux, le plus précieux de tous, l'Inventaire des titres, documents, statuts, privilèges, libertés, etc., de la ville et juridiction royale de Villeneuve d'Agenois, fait par ordre des consuls en l'année 1680. J'avais, en outre, en ma possession, les documents suivants : un extrait des coutumes de 1301 ;

deux cahiers des listes de l'élection consulaire de 1555 à 1766, avec annotations; une copie d'un contrat d'échange de 1605, intéressant l'hôpital; une copie d'un extrait des registres du Conseil Privé du roi, de 1658; un cahier contenant 1° Une délibération du 3 janvier 1672; 2° Un arrêt du Parlement du 14 juillet de la même année; 3° Une requête au Procureur général Dudon, avec la réponse de ce dernier, d'avril 1768; un registre des actes et délibérations du corps de-ville du 25 janvier 1676 au 28 octobre 1677; un autre registre des actes de Jurade du 6 février 1689 au 12 février 1690; une copie de la transaction de 1702 passée entre les consuls et le curé de Sainte-Catherine; une ordonnance de l'Intendant Claude Boucher de 1722; un questionnaire sur la conduite des habitants de Villeneuve pendant le siège de 1653, avec la réponse du subdélégué, de 1736; un registre de la communauté du 25 avril 1748 au 10 avril 1750; un mémoire des consuls contre M. d'Orfeuille, juge royal, de 1752; une requête du curé de Sainte-Catherine contre les consuls de 1760; un état estimatif des réparations à faire aux promenades de 1772; un arrêt de la Cour sur le nombre des consuls de 1775; et, enfin, un extrait des registres de la communauté concernant l'entrée des vins en cette même année 1775.

Pour éviter la destruction ou la dispersion de ces documents, j'en fais don aux Archives départementales où ils seront, désormais, en sécurité.

C'est, on le voit, avec des débris épars, que j'ai dû reconstituer la vie municipale de Villeneuve pendant l'ancien régime. Ces débris, il m'a fallu les relier entre eux par un fil continu, mais souvent bien fragile. Pour aller de la charte de 1260 à la délibération du 17 octobre 1785, j'ai dû, à cause des nombreuses lacunes, véritables précipices où je risquais de perdre ou de briser le fil conducteur, déployer une application et une patience qui, je l'espère, me seront

comptées par le lecteur érudit, ou simplement curieux des choses du passé. C'est pour lui seul que j'ai fait cet effort d'écrire un tel recueil, d'entreprendre une étude si compliquée.

S'il y trouve quelque profit ou quelque intérêt historique, je me considérerai comme suffisamment payé de mes peines et de ma persévérance, et ne regretterai pas mon dur labeur.

FERNAND DE MAZET.



I.

Le 10 avril 1253 fut signé un traité entre le comte Alphonse de Poitiers et les religieux bénédictins d'Eysses en Agenois, pour la délimitation d'une ville neuve sur la rive droite du Lot. Le 27 juin 1263 fut passé l'acte de réunion du village d'Albrespic aux terrains déjà concédés par le baron de Pujols, sur la rive gauche. Entre ces deux dates, le comte Alphonse avait, en juin 1260, octroyé leur première charte aux habitants de la nouvelle ville à peine fondée.

Tous ces documents ont été reproduits *in extenso* dans mon histoire de Villeneuve, aux pages 135, 157 et 141. Mais je dois, pour l'ordre et la clarté de cette étude de nos institutions municipales, citer ou analyser les articles de la charte de juin 1260 qui s'appliquent au fonctionnement de ces institutions et répartissent les charges et revenus de la ville et de sa juridiction.

Voici, d'abord, la déclaration contenue dans l'article premier :
« Que pour nous ou nos successeurs ne soit faite, en la dite
» ville, aucune taille ou quête, *sive* albergate. Ne prendrons des ha-
» bitants de la dite juridiction aucun don, si ce n'est que les habi-
» tants, de leur bon gré, nous le veuillent donner ou preter. »

Vient ensuite la nomenclature des revenus éventuels que se réserve, exclusivement, le comte Alphonse pour lui et ses successeurs.
« Art. 12. — De chaque Eyrial de maison, ou sol de cinq cannes de
» largeur et dix de longueur, voulons nous estre payés 6 deniers
» oblies ; et de la moitié d'un Eyrial 3 deniers, suivant le plus ou le
» moins, annuellement, à la fête de Saint-Guirault (13 octobre) avec
» autant d'accapte ; et si aucune chose se vend nous prendrons sur
» l'acheteur les droits de vente, à savoir la douzieme partie du prix
» de la vente ; et si les dites oblies ne se paient au terme assigné
» paieront 5 sols d'amende. »

« Art. 16. — Toutes les viandes de bouche qu'on portera d'une
» lieue et demie, pour vendre, se porteront à la place publique,

» avant que d'être vendues à ceux qui les voudront revendre ; et, si
» on y contrevient, le vendeur sera condamné, par justice, à la somme
» de 2 sols 6 deniers, à moins que ce ne soit un étranger qui ignore
» les coutumes de la ville. »

« Art. 17. — Qui battra ou frappera un autre à coups de poing,
» main ouverte ou avec le pied, d'un couteau, pierre ou bâton, de
» quelle manière que ce soit et par malice, sans effusion de sang, s'il y
» a plainte celui qui aura baillé le coup sera condamné, envers nous
» en 5 sols de monnaie courante. S'il y a effusion de sang, celui qui
» aura fait le coup sera condamné, envers nous, à 60 sols de mon-
» naie courante. »

« Art. 18. — Si aucun a battu ou frappé un autre jusqu'à mutila-
» tion de membre, voulons qu'il soit puni au regard et connaissance
» de notre sénéchal ou de notre lieutenant jusqu'à l'amende de 20
» livres ou au dessous, selon la qualité du délit, sans que la con-
» damnation excède la somme de 20 livres. Si quelqu'un frappe un
» autre par devant notre sénéchal ou son lieutenant il aura 20 livres
» d'amende ; et s'il y a effusion de sang, en présence dudit sénéchal,
» 30 livres d'amende au maximum. »

« Art. 20. — Les injures sont punies de 2 sols 6 deniers et d'une
» amende raisonnable envers celui qui aura été injurié. »

« Art. 21. — Si quelqu'un injurie un autre, en jugement devant le
» bailli ou son lieutenant, il sera puni de 5 sols et condamné à l'a-
» mende envers l'injurié. »

« Art. 22. — Toute personne qui rompra notre ban, ou de notre
» bailli, mis sur les lieux d'autrui, sera condamné en 60 sols de mon-
» naie courante. »

« Art. 27. — Si quelqu'un dérobe la Leyde ou péage de ladite ville
» qu'il soit condamné à payer 10 sols d'amende avec la dite leyde. »

« Art. 28. — Tout adultère, tant homme que femme, convaincus
» par gens de bien et dignes de foi, avec un accusateur faisant la
» poursuite, ou qui confesseront le cas être véritable, seront con-
» damnés à courir la ville tous nuds, si mieux ils n'aiment nous
» payer 100 sols d'amende. »

« Art. 29. — Si quelqu'un, par malice, jette à un autre un couteau,
» ou autre ferrement aiguisé, sans le toucher, il sera condamné à 6
» sols et en l'amende envers l'injurié. »

« Art. 32. — Toute personne qui tiendra faux poids, fausse me-

» sure, ou fausse aune, sera condamnée, envers nous, à 60 sols de
» monnaie courante. »

« Art. 33. — Si un débiteur reconnu ne paie pas, dans le terme de
» la condamnation, il sera condamné en 5 sols de monnaie cou-
» rante. »

« Art. 34. — Pour toute plainte ou cause civile, celui qui aura
» perdu son procès nous paiera 5 sols d'amende. »

« Art. 35. — Si l'ajourné ne comparait pas au jour assigné, il sera
» condamné, pour le défaut, à 2 sols 6 deniers. »

« Art. 37. — S'il s'agit de biens immeubles, celui qui aura perdu
» son procès paiera 5 sols. »

« Art. 38. — Le marché de ladite ville doit se tenir le mardi, et
» l'étranger habitant hors de la juridiction qui vend un bœuf, vache,
» truie, pourceau, d'un an et plus, pour le droit de leyde ou péage
» nous paiera 1 denier ; et pour un ane, anesse, cheval ou jument,
» mulet ou mule, d'un an et plus, 2 deniers. »

« Art. 39. — Pour chaque brebis ou mouton, chèvre ou bouc, une
» maille ; d'une charge de blé, 1 denier ; du cestier, 1 denier ; d'une
» eymine ou demi-charge, une maille ; d'une charge d'homme, de
» verres, 1 denier, ou un verre valant, 1 denier ; de la charge de
» cuirs gros, 2 deniers ; et de la charge d'un homme ou d'un cuir
» gros, 1 denier ; de la charge de fers, draps de laine, 2 deniers ;
» d'une charge de peyrois (chaudrons), landiers, poêles, yssards-pey-
» rois, canes, faucilles, serpes, poisson salé et autres choses sembla-
» bles, paiera le vendeur étranger 2 deniers pour la leyde ; de la
» charge d'un homme des choses susdites, 1 denier ; de la charge de
» cruches ou canes, 1 denier ; de la charge d'un homme des choses
» susdites, 1 denier. »

« Art. 40. — Les foires seront, en ladite ville, à la fête de Saint-
» Guirault, pendant huit jours. Chaque marchand étranger ayant
» troussels ou balles, ou plusieurs troussels, donnera pour l'entrée,
» sortie, taillage et la leyde, 4 deniers ; pour la charge d'un homme,
» porte que porte, 1 denier. »

« Art. 41. — Il sera permis à un chacun de bâtir un four dans la
» dite ville et barris (faubourgs) d'icelle ; et de chaque four auquel
» se cuira le pain pour vendre, ou le pain de son voisin, nous paiera,
» annuellement, 10 sols d'oblies à la fête de Saint-Guirault. »

« Art. 44. — Les rentes du Mazel (marché) seront perçues, sa-

» voir : pour chaque bœuf ou vache qui se vendront audit Mazel, 2
» deniers ; pour chaque pourceau, 1 denier ; pour brebis ou mou-
» ton, une maille. »

D'autres revenus sont attribués, en partie au comte Alphonse et à ses successeurs, et, en partie aux consuls ; ce sont les suivants :

» Art. 30. — Le jour, si aucun entre dans les jardins, cazals, vi-
» gnes, prés, et autres possessions d'autrui, et prenne des fruits,
» foin, paille, de la valeur de douze deniers au moins, sans urgente
» nécessité et sans la volonté du maître l'ayant fait défendre, tous
» les ans, à son de trompe, qu'il soit condamné à 2 sols 6 deniers, *les*
» *deux parties aux consuls* pour être employé aux réparations des
» rues, ponts et fontaines et autres choses nécessaires à ladite ville,
» et l'autre tierce partie à nous retenue et à nos successeurs ; que si
» la chose, dérobée de jour, vaut plus de douze deniers, que le dé-
» linquant soit puni par justice et condamné, envers nous, à 10 sols
» de monnaie courante. »

« Art. 31. — Si aucun entre de nuit dans la maison, cazal, et au-
» tres possessions, et dérobe des fruits, foin, paille, bois et autre
» chose, qu'il soit puni par justice et condamné, envers nous, en 30
» sols ; si aucun bœuf, vache ou autre bête grosse entre dans les
» jardins, prés ou vignes d'autrui, ceux à qui appartiendront lesdites
» bêtes sera obligé de payer 6 deniers pour chaque bête grosse ; et
» si un pourceau ou truie y entre paiera 3 deniers pour chaque tête
» de bétail. Pour deux brebis, chèvres ou bouc paiera 1 denier, et,
» semblablement, si plus y en a, paiera de deux en deux 1 denier,
» dont nous aurons le tiers, *et les consuls les deux tiers* ; et feront
» payer le dommage à la partie qui l'aura reçu. A la mutation des
» consuls sera choisi, par les dits consuls et bailli, un homme de la
» dite ville pour prendre et lever les dites amendes et en donner à
» chacun sa part, comme dessus est exprimé. Pour les poids et me-
» sures de la dite ville ils seront réglés par notre sénéchal lieutenant
» et les dits consuls. »

Enfin, en ce qui concerne les consuls, seuls, nous trouvons à l'ar-
ticle 15 « que ceux qui auront dans la dite ville ou appartenances
» d'icelle des possessions, ou rentes pour raison des dites posses-
» sions seront tenus, eux et leurs successeurs, *de payer ce à quoi*
» *ils auront été cotisés par les consuls* pour les réparations et néces-
» sités de la dite ville, et y contribueront comme les autres habitants

» de la dite ville, et paieront selon les coutumes ; s'ils refusent de
» payer, à la requête desdits consuls le bailli les condamnera. »

Telles sont les bases fiscales sur lesquelles doit s'appuyer le pouvoir municipal. Elles seront élargies à mesure que se développeront l'importance et les besoins de la cité ; et nous allons noter les amplifications qui seront, successivement, données aux droits octroyés et aux charges imposées par cette première charte.

Lorsque Guillaume de Cohardon, gouverneur, pour Philippe-le-Hardi du comté de Toulouse et du pays d'Agenois, se rendit à Agen, afin de prendre possession, au nom du roi de France, des villes de Penne, d'Agen, et « de la ville royale de Villeneuve située auprès d'Eysses, dans le diocèse d'Agen » il convoqua nos consuls à une assemblée générale qui devait se tenir le 14 décembre 1271. Les six consuls de Villeneuve, Bernard de Cirac, Etienne Fumel, Pierre Ballivia, Guillaume Mercier, Géraud Martin, Raymond Descazals, et, avec eux, les plus apparents de ce pays, Guillaume Raymond de Carabelles, Raymond Taillefer, Raymond de Solènes, Guillaume Crosat ou Crozat, Etienne Sabrancène, Arnaud Sigent, Guillaume de Senèles, Guillaume Géraud, Géraud Fabre, et Guillaume de Cascarin, s'étant rendus à Agen devant messire de Cohardon, ce dernier, après leur avoir montré les lettres du roi, se mit en possession de la ville de Villeneuve et de toute sa banlieue et juridiction. Les consuls prêtèrent serment de fidélité entre les mains de M^e Barthélemy de Pondio, conseiller-clerc au sénéchal de Carcassonne, en présence de M^e Barthélemy de Poracha, juge d'Agen, de noble Godefroid de Vérones et de Pierre Parès, notaire. Ils assurèrent que la ville de Villeneuve, avec ses droits et appartenances et la justice haute, moyenne et basse, appartenait au Roi, ainsi que la juridiction composée des paroisses de Courbiac, Sainte-Radegonde, Sainte-Sabine du Pech de Soubiroux, Saint-Amien de Teyssonnac, Saint-Sulpice, Colongues, Cambes, Doumilhac, Monestiès, Guilhac, Montebros, Noualhac, Sainte-Colombe, le Mail, Sainte-Foy, le Laurier, Cazeneuve, Saint-Orent d'Alléz, Saint-Germain, Saint-Cyprien de Bias, et Saint-Martin de Parrat. Ils reconnurent, encore, que le château de Pujols, avec ses paroisses et dépendances, le château de Dolmayrac et la ville d'Eysses avec ses appartenances, étaient dans la dépendance et ressort de la ville de Villeneuve, sans porter cependant préjudice à la juridiction des seigneurs qui tiennent les dits châteaux du Roi ; et ils demandèrent avec instance « qu'on les laissât toujours libres, qu'on leur conservât leurs biens et les coutumes approuvées, et qu'on ne

les mit jamais entre les mains d'aucun autre seigneur qu'entre celles du roi de France ¹. »

Ces craintes de passer sous la domination d'un autre seigneur n'étaient que trop justifiées. Le traité de 1258, consenti par saint Louis, au retour de la désastreuse croisade d'Egypte, accordait à Henri III, roi d'Angleterre, les provinces situées au-delà de la Garonne, plus le Limousin, le Périgord, partie du Quercy et de la Saintonge, et promettait de lui livrer l'Agenois tout entier, après la mort de Jeanne de Toulouse et de Poitiers qui n'avait pas d'enfant. En 1279, Philippe-le-Hardi signait avec Edouard I^{er} d'Angleterre le traité d'Amiens confirmant celui de 1258 et donnait à l'Anglais, sous le titre de duché de Guyenne, la partie de l'ancien duché d'Aquitaine dans laquelle était compris l'Agenois. Il était bien stipulé qu'Edouard et ses successeurs tiendraient le nouveau duché en foi, hommage-lige et pairie au roi de France, mais, en fait, nous passions sous la domination anglaise.

Dût notre amour-propre national en souffrir, nous devons avouer que l'administration des anglais fut bienfaisante pour Villeneuve, dont la prospérité s'accrut, dont le commerce progressa et qui atteignit, en peu d'années, au complet épanouissement de son organisation municipale. Nos nouveaux maîtres voulurent, sans aucun doute, s'attacher, par des bienfaits matériels et palpables, des cœurs qui regrettaient l'ancien seigneur. Ils y réussirent, en partie, car il se forma, dans le duché de Guyenne, des groupes de leurs partisans que les rois de France ne rallièrent que fort tard à leur cause ; l'image vivante de la Patrie Française n'étant apparue, à tous les yeux, qu'avec Jeanne d'Arc.

Les communications entre les deux portions de la ville, séparées par le Lot, ne pouvaient se faire qu'en bateau. Dès le 4 mai 1282, Jean de Grailly (ou de Greilhac), sénéchal de Gascogne, écrit à Edouard, roi d'Angleterre, pour lui rendre compte d'un accord passé avec les habitants de Villeneuve en Agenois, par lequel ils s'obligent, à certaines conditions, à bâtir un pont ².

Deux ans après, Edouard, roi d'Angleterre et duc de Guyenne, confirme, à Agen, par son chancelier « et par la main du vénérable

¹ *Histoire de Villeneuve*, par F. de Mazet, page 153.

² Extrait de la collection de Bréquigny adressée au Préfet de Lot-et-Garonne, d'après le relevé des commissaires du Ministre de l'Instruction Publique.

père Guillaume, évêque dudit Agen », les privilèges, libertés et coutumes donnés à Villeneuve par le comte Alphonse. Cette confirmation est du 24 décembre 1284¹.

Grâce à la rivière du Lot les transactions commencent à être fréquentes avec la capitale de notre duché de Guyenne ; et le 20 janvier 1287 un accord est passé entre le roi Edouard, les six consuls et les habitants de Villeneuve « pour raison des vins qu'ils feront porter en la ville de Bordeaux² ». Cet acte qui règle les questions de la taxe des vins et du change des monnaies est ainsi libellé : « Sachent tous... que Arnaud de las Bordellas, Guirard de Valselloze, Raymond de Valselloze, Arnaud de la Brunie, Arnaud Barodie, Guillaume de Monestiers, consuls de Villeneuve, diocèse d'Agenois, tant pour eux que pour la communauté de la dite ville » et pour tous leurs héritiers et successeurs, en présence de moi Jean Delort notaire public de la dite ville, et des dits consuls et témoins sous écrits, à ce spécialement appelés et requis, ont voulu et consenti que Très Illustre Prince Edouard, par la grâce de Dieu roi d'Angleterre, seigneur d'Hybernien et duc de Guyenne, ses héritiers et successeurs et ministres, pour et au nom de lui, d'ores et déjà, et pour tout le temps à jamais, prendra, dans la cité de Bordeaux, des manants et habitants de la dite ville et juridiction de Villeneuve, pour chaque tonneau de vin qu'on portera à Bordeaux, par terre ou par eau, 5 sols 4 deniers tournois en monnaie de Bordeaux. Et ce pour la grande coutume des vins et autrement ainsin que chaque année en diverses manières est accoutumés taxer, ou la valeur desdits 5 sols 4 deniers tournois en monnaie de Bordeaux, qui est 6 sols 5 deniers et maille de la dite monnaie de Bordeaux. Et vaudra la livre tournoise, en paiement et solution de la dite coutume, 50 deniers bordelais plus que la livre bordelaise et non audela. Et pourra le receveur ou commis pour le dit Roi, pour recevoir et prendre l'argent de la dite coutume, choisir, chaque année, de prendre monnaie bordelaise ou tournoise, en paiement pour la dite coutume. Et que ledit receveur ou commis ne puisse autre chose prendre sur les dits habitants de Villeneuve et juridiction d'icelle pour le droit de la dite coutume, sinon comme dessus est dit et spécifié. Et si le cas était que la monnaie bordelaise se diminuait ou augmentait, le dit Roi

¹ Inventaire général des statuts.

² Inventaire général des statuts, page 84.

» et duc de Guyenne et ses successeurs prendront, pour chaque
» tonneau de vin des dits habitants de Villeneuve et juridiction
» d'icelle, la dite somme de 5 sols et 4 deniers tournois, ou la valeur
» d'iceux, tant seulement de la valeur de la monnaie bordelaise, et
» ce sera au choix ou élection, comme dit est, du dit receveur ou
» commis ».

« *Item*, pour l'autre coutume de vins appelée Yssac... la moitié
» de ce que monte la dite grande coutume, et le dit receveur aura
» le choix de se payer en monnaie tournoise ou bordelaise ».

« *Item*, pour une autre coutume appelée Bojane, prendra le dit
» Roi 2 deniers et maille tournois petit, pour chaque tonneau de vin
» qui se portera, vendra ou aliénera dudit Villeneuve à Bordeaux,
» par les habitants ou jurats du dit Villeneuve, et ce, sans aucune
» contradiction. »

« *Item*, prendra et lèvera le dit Roi sur les habitants de Villeneuve
» ou juridiction d'icelle, payant Affret ou non, de toutes pipes de vin
» la moitié de la coutume que l'on a accoutumé payer pour un ton-
» neau de vin, comme est dit ci dessus ; et de 20 pipes de vin que
» lesdits habitants porteront à Bordeaux, ils en auront une franche
» et quitte de toute coutume, si d'icelle ne se paie d'Affret, et ont
» voulu les dits consuls... que les dites coutumes, en la forme et
» manière que dessus est dit, soient payées, à Bordeaux, au dit Roi
» et Duc et à ses successeurs et ministres ».

« Et, si la coutume n'avait bien été payée, ou qu'elle eut été rom-
» pue en aucune manière, les dits consuls s'en sont remis audit Roi
» et Duc et à ses successeurs et ministres ; et ont promis... garder
» et observer les choses susdites et de ne venir en aucune manière
» au contraire, et ont voulu et consenti que le présent instrument
» fut scellé du scél de leur consulat, et ratifiant et approuvant de
» leur certaine science tout ce qui a été fait par Vidal Emérati, leur
» procureur, de toutes et chacune des choses susdites avec noble
» homme messire Jean de Greilhac, chevalier, sénéchal en la dite
» duché de Guyenne, et pour notre dit seigneur le Roi d'Angle-
» terre. Fait et donné à Villeneuve, en présence et témoignage
» de Guillaume Bertrand Lotolh, damoiseau, Raymond Taillefer,
» Géraud de Cherval, Raymond de Frontinhac, Séguin de Burdelles,
» Bernard de Monastier, Pierre Barran, Bernard Dessaly, Arnaud de
» Taillefer, et de moi notaire, le septième jour de l'entrée du mois
» de janvier, l'an de Notre-Seigneur mil deux-cent-quatre-vingt-sept,
» et du règne de notre dit Seigneur le Roi le dix-huitième ».

« Laquelle composition et ordonnance nous, Roi susdit, tenons » pour agréable, et icelle acceptons, approuvons, ratifions et confirmons... En témoignage de quoi avons fait faire ces présentes » nos lettres-patentes à Bordeaux le vingtième jour de janvier, l'an » de notre règne dix-huit ».

Pendant que nos consuls réglaient ces questions commerciales, les travaux du pont se poursuivaient, malgré leurs grandes difficultés, et leurs grands frais. Le premier juin 1289, le roi d'Angleterre écrit au sénéchal de l'Agenois et à tous les autres baillis, en faveur des consuls et de l'université de Villeneuve, diocèse d'Agen, auxquels il accorde le revenu de certains droits pour les dépenses considérables que ladite ville a déjà faites pour la construction d'un pont sur le Lot (*super Oltum*) et pour celles qu'elle sera obligée de faire encore, pour la perfection dudit pont ¹.

Malgré ces secours, accordés par le duc de Guyenne, l'entreprise était lourde pour les ressources d'une petite ville d'aussi récente fondation. Heureusement, cette nouvelle voie de communication, dans un pays qui en était totalement dépourvu jusqu'à d'énormes distances en amont et en aval du Lot, allait servir de passage aux habitants du Périgord, du Quercy, de l'Auvergne et du Limousin vers les contrées d'au-delà de la Garonne, et attirer, à Villeneuve, avec les convois des marchands, un plus grand nombre d'étrangers désireux de s'y fixer et de s'y livrer au commerce.

Il était donc nécessaire de tirer des droits accordés aux consuls et à la communauté par le comte Alphonse, et confirmés par le duc de Guyenne, tous les avantages fiscaux qu'ils comportaient, et d'établir un budget des recettes pour subvenir aux dépenses d'une cité en pleine croissance, et dont les nombreux habitants formaient, déjà, un corps municipal homogène. C'est dans une assemblée générale, convoquée par les consuls, que furent discutées et librement consenties les impositions nouvelles à payer par la ville et la juridiction. Nous sommes loin encore, comme on va le voir, du régime de la main-mise d'un roi omnipotent sur les communes asservies.

Voici l'analyse de ces coutumes et ordonnances publiées le 10 juin 1301 par les consuls et habitants de Villeneuve ².

« Savoir faisons que, l'an de l'Incarnation de Notre-Seigneur mil-trois-cent-un et le vendredi devant la fête de Saint-Barnabé, apôtre,

¹ Collection de Bréquigny.

² Inventaire général des Statuts, page 27.

» nous, Bernard Désidère, Pierre Brasse, Guillaume Baude jeune,
» Pierre Guillaume de Chaumaille et Raymond de Senèles, consuls
» de la dite ville, ayant publiquement et à son de trompe appelé le
» peuple de la dite ville, voulant et consentant de faire tenir et ac-
» complir toutes les choses dessous écrites et de la manière qui s'en-
» suit. Et premièrement Guillaume Bertrand Lotolh, écuyer, Guiraud
» de Chenalle, Pierre Taillefer, Arnaud Eymerat, Poncet de Mons-
» tany, Géraud-Servat, Etienne Gayraud, Guillaume et Pierre de
» Martinhaco, Raymond de la Mayme, Guillaume de Servériys dit
» Tondut, Jean de Aiguebelle, Bastier Raymond, de Brancolline,
» Guillaume Seguin, notaire, Arnaud Boyer, Héliès de Pestilhac,
» Raymond de Frontinhac, notaire, Arnaud de Frontinhac, Bertrand
» Baude, Arnaud de Brunia, vieux, et Pierre Bret frères, Etienne
» Sobranner, Raymond Moucher, Jean Lande, Gaubert de Pico, Jean
» Delort, Jean Bernard, Raymond Gaudin, Grimard de Romant,
» Guillaume Amoroux, Arnauld du Barry, Arnauld de Lespinasse,
» Pierre Fauré, et plusieurs autres bourgeois et habitants de la dite
» ville, lesquels susdits font le plus grand nombre des manants et
» habitants de la dite ville et communauté d'icelle. Et parce que nous
» n'avons bonnement pour poursuivre, au nom dudit consulat, les
» causes de la dite ville, voulant et désirant et affectant, comme il
» est nécessaire et convenable, et, de tout notre possible, pourvoir
» tant aux affaires du Roi, notre sire, qu'à celles de la communauté,
» et afin que, au temps à venir, les tailles et collectes cessent par les
» quelles le peuple de ladite ville et juridiction d'icelle était gran-
» dement grué; (en violation de l'article 1 de la charte de 1260, don-
» née par le comte Alphonse) voulant pourvoir à icelles nous avons
» fait et ordonné... les statuts et ordonnances dessous écrites, les-
» quelles voulons avoir vertu et efficace et être observées au temps
» à venir sans aucunement être rompues et cassées, *si ce n'est par*
» *les consuls de la dite ville et de leur volonté expresse.* »

« *Pour les Taverniers.* — Toute personne qui vendra du vin à la
» taverne, dans la dite ville et les barris d'icelle, sera tenue de payer
» aux consuls, pour chaque tonneau de vin qui se vendra, 4 sols
» arnaudins pour faire les affaires de ladite ville. Si le vin est en
» pipe ou tonne paieront au prorata ; et si quelqu'un fait le contraire
» il sera condamné à 5 sols arnaudins d'amende, moitié au Roi, moi-
» tié aux consuls. »

» *Pour ceux qui vendent du Blé.* — Toute personne qui en vendra
» dans la ville ou barris d'icelle, à la mesure de la ville, sera tenue

» de payer aux consuls pour chaque cestier 2 deniers ; pour chaque
» eymine (ou demi cestier) un denier ; et pour une cartière, une
» maille ; si la dite cartière n'est entière ne paiera rien, à moins qu'il
» ne le fit pour tromper les consuls ; et si quelqu'un fait le contraire
» l'amende sera de 5 sols arnaudins, moitié au Roi, moitié aux
» consuls. »

« *Pour le blé.* — Défense de le vendre en ville ou aux barris
» d'icelle, s'il n'a été mesuré aux mesures de la ville, sous peine de
» l'amende de 5 sols arnaudins, moitié au Roi, moitié aux consuls. »

« *Pour la marque du Vin.* — Défense aux habitants ou étrangers
» de porter du vin par eau, avec des couraulx ou autres vaisseaux,
» ni le faire partir du port de ladite ville, jusqu'à ce que les tonneaux
» ou autres vaisseaux, dans lesquels on aura mis le dit vin qu'on
» aura acheté dans ladite ville ou juridiction d'icelle, seront mar-
» qués et scellés de la marque ou scel de la dite ville. Les consuls
» tiendront la marque et seront obligés de faire marquer ledit vin ;
» et le marchand, habitant de la dite ville ou étranger, à qui le vin
» appartiendra paiera, pour la marque de chaque tonneau, 2 deniers
» arnaudins pour les affaires de la ville ; le contrevenant sera puni
» de 60 sols arnaudins d'amende, moitié au Roi, moitié aux consuls. »

« *Pour la Vendange* — Personne ne pourra porter du vin ou ven-
» dange en ville hors du temps de vendange, et le vin et vendange
» seront recueillis des vignes situées dans le ressort de la juridis-
» tion. Les habitants de la juridiction du château de Pujols jouissent
» des mêmes droits que ceux de la juridiction de Villeneuve. »

« *Pour la culture de la Vigne.* — L'habitant qui a des vignes hors
» de la juridiction et qu'il fait travailler par des manœuvres de la
» dite ville pourra, aussi, mettre, au dit temps, son vin et sa ven-
» dange en ville. S'il y contrevient, confiscation du vin et de la ven-
» dange et amende de 60 sols arnaudins, moitié au Roi, moitié aux
» consuls. »

« *Pour l'ouillage des Vins.* — Il est permis à ceux qui ont du vin
» dans la ville et ses faubourgs de porter en ville, après les vendan-
» ges, un baril ou charge de vin pour ouiller et remplir les tonneaux
» et vaisseaux, à la condition que ce vin qu'ils porteront soit re-
» cueilli dans la juridiction. Ils pourront aussi mettre en ville leur
» arrière-vin ou breuvage. Si quelqu'un fait le contraire l'amende
» sera de 60 sols arnaudins, moitié au Roi, moitié aux consuls. »

« *Défense de semer les vignes.* — Pour qui sera assez osé de se-
» mer, ou mettre du fumier, paille, balles, vendanges, ni autre sorte

» de fumier dans les vignes de la juridiction ou dehors appartenant
» aux habitants, nous ordonnons que *les vignes qui auront été fien-*
» *tées seront arrachées, et, de sept ans après, ne puissent être plan-*
» *tées au lieu où on aura mis ledit fient*, le contrevenant sera puni
» de 60 sols arnaudins d'amende, moitié au Roi, moitié aux consuls. »

« *Défense de vendre le bétail de la juridiction avant qu'on l'ait*
» *amené au Marché.* — Tout habitant qui aura du bétail à vendre
» l'amènera au marché de la ville, pendant trois jours, avant qu'il le
» puisse aller vendre en aucune autre foire ou marché, sous peine
» de 5 sols arnaudins d'amende, moitié au Roi, moitié aux consuls,
» sauf pour les chevaux et poulains qui ont deux ans ou plus. »

« *Pour les Tuiliers.* — Ils seront obligés de prendre de nouveaux
» moules pour faire les tuiles plates ou à canal, de la largeur, lon-
» gueur et épaisseur du moule de fer de la ville. Après chaque four-
» née de tuiles plates, ils prendront un nouveau moule, à moins que
» celui qu'ils ont ne soit ferré pour qu'il ne se puisse diminuer. »

« *Pour les pressoirs à Huile.* — Tout pressoir d'huile sera tenu de
» presser une pognère comble de noix énoisées pour 4 deniers ar-
» naudins, sous peine de 5 sols d'amende, moitié au Roi, moitié aux
» consuls. »

« *Défense aux taverniers de vendre leur vin avant le Bourgeois.*
» — Tout tavernier et revendeur de vin ne pourra vendre et débiter
» son vin, dans sa taverne et cabaret, en aucun quartier de la ville
» et faubourg. ou le bourgeois et habitant voudra faire vendre ses
» vins, à moins que le dit revendeur n'ait percé et commencé à ven-
» dre avant le dit bourgeois. Il pourra achever de vendre le vais-
» seau percé, après quoi il n'en mettra plus en vente jusqu'à ce que
» le dit bourgeois et habitant aura vendu tout le vin qu'il lui plaira,
» sous peine de 20 sols arnaudins d'amende, moitié au Roi, moitié
» aux consuls. »

« *Défense en mesurant le vin.* — Tout tavernier, revendeur, bour-
» geois, ou autre de quelle condition qu'il soit, vendant le vin à la
» taverne, dans la dite ville ou barris d'icelle, sera tenu, en mesu-
» rant, de tenir en sa main la mesure avec laquelle il vend le dit
» vin, sous peine de 5 sols arnaudins d'amende, moitié au Roi, moi-
» tié aux consuls. »

« *Pour la chaux.* — Défense de mettre de l'eau dans la chaux si ce
» n'est en y travaillant, ni d'y mêler aucun charbon ni autre chose
» nuisible à la chaux. Celui à qui la chaux appartiendra sera tenu, à
» la sortie du tonneau, de la mettre en lieu couvert afin qu'elle ne

» se gâte ou diminue, le tout sous peine de 60 sols arnaudins
» d'amende, moitié au Roi, moitié aux consuls ».

En terminant, les consuls promettent qu'ils ne feront lever, tant que les choses susdites se paieront, aucune taille, subside ou autre collecte à la dite ville et juridiction, si ce n'est du consentement de leurs successeurs et de la communauté.

FERNAND DE MAZET.

(A suivre).

UN MINISTRE DE LA MARINE

ET SON MINISTERE

SOUS LA RESTAURATION

LE BARON PORTAL

(*Suite et fin*)

CHAPITRE XIII

La Révolution de 1830, en frappant le baron Portal dans ses affections les plus chères, dans ses convictions politiques et dans l'avenir de son fils, devait être jugée par lui avec l'impartialité, avec la sage équité dont il n'aimait pas à se départir.

Louis-Philippe lui était bien connu ; depuis longtemps il l'avait démasqué et ne pouvait pas l'estimer, mais il préférait son gouvernement, quelque défectueux qu'il fût, à l'anarchie, à la guerre civile qui était là menaçante.

Avant tout il voulait le bonheur de son pays, déclarant dans ses *Mémoires politiques*, que le bien-être public devait être la nouvelle légitimité du souverain.

Lorsque le gouvernement de juillet voulut abolir l'hérédité de la Pairie, une commission fut nommée à la Chambre des Pairs. Le baron Portal en fit partie.

Il soumit à ses collègues un projet de discours qui s'opposait avec force à cette mesure. Plusieurs d'entre eux le prièrent de ne pas l'exprimer à la tribune. Il céda non sans regret à leur désir, ainsi qu'il va nous le dire lui-même :

« Mes amis politiques m'ayant prié, supplié de ne pas prononcer » ce discours, je me suis tu dans la Chambre, mais non du moins » dans la commission dont j'étais membre ; j'y ai soutenu de toutes » mes forces la proposition qu'il contient.

» Je regrette d'avoir cédé aux prières de mes amis. »

Après la lecture du discours que nous donnons ci-après, on se convaincra que le baron Portal n'aurait pu le prononcer à la tribune de la Chambre des Pairs, qu'en possédant la certitude de l'assentiment de ses amis politiques, puisqu'il y proposait de dissoudre la Chambre existante, tout en maintenant le principe d'hérédité de l'institution.

De l'Hérédité de la Pairie 1831.

« Nous sommes en présence de l'une de ces questions fondamentales, qui mettent à nu le caractère des hommes destinés à les résoudre. Pour ma part, uniquement préoccupé des intérêts et de l'avenir de mon pays, je dirai hautement les motifs de ma conviction et de mon vote.

« Entre les moyens qui s'offrent à nous d'adopter, de rejeter, de modifier la loi présentée, quel serait le plus utile pour la France et le plus honorable pour nous ?

« Si nous adoptions le projet qui nous est soumis, resterions-nous en mesure de maintenir l'équilibre entre les pouvoirs de l'Etat ? Aurions-nous la conscience, d'assurer à l'avenir l'accomplissement des intentions de la Charte ?

« Nous croirions-nous assez forts pour faire obstacle aux entreprises du despotisme, ou aux envahissements de la démocratie ?

» Examinons :

« Pour que l'équilibre se maintienne il faut de toute nécessité que le pouvoir modérateur soit indépendant des deux autres.

« Nous avons lutté avec peine sans doute, mais non sans quelque honneur, pendant quatorze années contre les partis divers qui se sont succédés.

« Nous avons servi la liberté, contenu le pouvoir. Nous avons su inspirer confiance dans l'avenir, et nous avons ainsi préparé plus qu'on ne le croit, plus qu'on ne le sait, cette prospérité qui distingue encore l'époque de la Restauration.

« Une entreprise inouïe, des fautes énormes ont mis un terme à cette période. La Charte de 1814 a été modifiée, et la nouvelle Charte a mis en question l'hérédité de la Pairie.

« Cette question est déjà résolue par le gouvernement du Roi et par la Chambre des Députés. Ces deux pouvoirs par des motifs conformes ou différents sont d'avis que la Pairie ne soit plus héréditaire.

« Nous associerons nous à cette résolution ? Disons-nous aussi que

» la monarchie héréditaire peut exister sans l'hérédité de la Pairie ?
» Telle ne saurait être mon opinion personnelle.

» Voici mes motifs :

» S'il a fallu tant de prudence et quelquefois une si grande fermeté
» pour maintenir l'équilibre, alors que la Pairie était héréditaire, et
» que la démocratie n'avait pas reçu les principaux développements
» qu'elle a obtenus depuis quelques mois, dans quelle situation nous
» trouverions-nous en perdant l'hérédité, et en conservant l'obli-
» gation de faire tête à un parti aussi actif, aussi inquiet, et aujour-
» d'hui aussi puissant ?

» La loi électorale, la liberté de la presse, les extensions du Jury,
» le droit d'initiative et d'autres actes encore ont créé en faveur de
» la démocratie des points d'appui et des moyens d'action énormes ;
» et c'est alors que ce pouvoir a reçu une si large part d'influence,
» qu'il a acquis une force aussi incalculable, que nous pourrions sup-
» poser que la Pairie non héréditaire, la Pairie affaiblie par les lois,
» affaiblie dans l'opinion publique, apporterait un obstacle suffisant
» aux envahissements populaires ?

» Messieurs, nous ne serions plus qu'une chambre d'enregistre-
» ment, et si jamais de vieux souvenirs nous faisaient illusion, et
» nous invitaient à croire que nous pourrions dire oui, quand d'au-
» très auraient dit non, on déclarerait sans doute que nous ne sa-
» vons ni voir ni entendre ce qui se passe autour de nous.

» Nous serions impuissants dans la lutte de la liberté contre la li-
» cence, du pouvoir royal contre la démocratie républicaine.

» Nous serions un mensonge, oui un mensonge, en ce sens que
» l'acceptation de la Loi équivaldrait à la promesse de maintenir les
» obligations imposées par la Charte, alors que la possibilité d'ac-
» complir cette haute et difficile mission nous serait enlevée.

» Mais, dira-t-on, quelle est donc cette différence mystérieuse en-
» tre la valeur du même homme selon qu'il est Pair héréditaire ou
» Pair à vie ? Cette différence résulte de faits que personne ne con-
» teste ; de faits qui ont éclaté chez les peuples anciens, comme chez
» les peuples modernes ; cette différence la voici :

» Pour le magistrat politique à vie le présent est tout et l'avenir
» n'est rien ; pour le Pair héréditaire l'avenir est tout et le présent
» n'est rien.

» C'est ainsi que l'hérédité de la Pairie est la plus ferme et la plus
» infailible garantie des institutions confiées à sa garde. — C'est

» par la Pairie héréditaire, par elle seule, que l'on pourra faire vivre notre monarchie constitutionnelle, que l'on pourra défendre le pouvoir contre l'anarchie, la liberté contre la licence que l'on inspirera la foi dans notre avenir.

» Sous quelque point de vue que se présente le projet de loi on ne saurait nous persuader que son adoption fût compatible avec la dignité de la couronne, l'indépendance de la Chambre des Pairs ou le bien-être de notre pays.

» Faudrait-il rejeter le projet de loi, le rejeter purement et simplement ? Un rejet pur et simple ne serait conforme ni aux intérêts de la France, ni à nos propres sentiments. Il faut que notre résolution soit nette et complète, que chacun y voie ce que nous voulons, ce que nous demandons, et pourquoi et pour qui nous agissons.

» En conséquence, je propose de décider :

» Que la Chambre des Pairs est héréditaire ;

» Que la Chambre actuelle est dissoute.

» Je l'ai dit et chacun de nous en est convaincu. L'hérédité de la Pairie est la sauvegarde, le *sine qua non* de notre monarchie constitutionnelle. En supprimant l'hérédité de la Pairie, on courrait sans le vouloir à une autre forme de gouvernement et à des conséquences non moins funestes pour les droits des familles privées que pour les prérogatives de la famille Royale. C'est le principe même de l'hérédité que l'on attaque au nom de l'égalité et on verrait tôt ou tard quels seraient les fruits d'un premier succès.

» Ma conviction à cet égard est tellement vive, si profonde, que je croirais faire un acte contraire à ma conscience, que je cesserais d'avoir quelque estime pour moi-même, si je consentais jamais à voter contre l'hérédité.

» La proposition de déclarer dissoute la Chambre des Pairs exige d'autres explications.

» Et d'abord nous avons à jeter un coup d'œil sur la question de savoir si la Chambre des Pairs a le droit de voter sa propre dissolution.

» Sans doute elle n'aurait pas ce droit si l'hérédité eût été maintenue ; mais l'hérédité étant abandonnée par le trône et par la Chambre des Députés, le droit de nous retirer, de renoncer à nos fonctions naîtrait évidemment de notre consentement aux résolutions des deux autres pouvoirs.

» Mais si au lieu de nous retirer par la voie qui nous est ouverte

» en renonçant nous-mêmes au principe de l'hérédité, nous trouvons
» plus utile pour notre pays, plus conforme à la loyauté de notre
» caractère, de délibérer notre propre dissolution quel obstacle s'y
» opposerait ? Ne serait-ce pas le même résultat sous une autre
» forme ?

» La résolution que je propose est d'ailleurs trop élevée pour la
» faire descendre à une simple question de compétence.

» Si notre devoir, jusqu'à notre dernière heure, est de défendre
» les intérêts commis à notre garde, de les défendre par tous les
» moyens compatibles avec la conscience, notre devoir est de même
» de hâter le jour où tous les pouvoirs seront constitués d'une
» manière définitive, et de tous les moyens, celui que je propose
» est le plus conforme à nos sentiments et aux intérêts de la
» France.

» En 1830, après la Révolution de Juillet, nous fûmes soumis à
» l'une des épreuves les plus pénibles que puissent subir des hommes
» d'honneur. Plusieurs de nos collègues furent arrachés de notre
» sein et dépouillés de leurs titres et de leurs droits de Pairs. Cette
» séparation était douloureuse, peut-être humiliante, et cependant
» nous restâmes ; nous restâmes parce que la Monarchie était main-
» tenue, et que nous nous persuadions qu'il nous serait possible
» encore d'éviter le mal, et de faire quelque bien.

» Mais en même temps que la nouvelle Charte repoussait les Pairs
» de Charles X, elle déclarait que la question de l'hérédité serait sou-
» mise à la session actuelle. La solution dépendait des progrès que
» l'on pourrait faire vers la Monarchie, ou des nouvelles conces-
» sions auxquelles on se laisserait entraîner en faveur de la Répu-
» blique. Les journaux s'emparèrent de cette question, et s'éver-
» tuèrent à nous abaisser dans l'esprit du peuple. Le gouvernement
» garda le silence, et ce silence fut interprété comme un consente-
» ment tacite aux excitations de la presse. Les collèges électoraux
» se sont assemblés, et des mandats impératifs ont été donnés et
» acceptés. Ainsi, cette grande question, cette question vitale qui
» décidera de l'avenir de la France, a été résolue avant d'avoir été
» discutée, avant d'être comprise.

» Enfin, le gouvernement lui-même, cédant à ce prétendu torrent,
» propose la suppression de l'hérédité. Il sait, il dit qu'il entreprend
» une œuvre dangereuse, mais il a cru, il croit encore obéir à ce
» qu'il appelle une opinion irrésistible.

» Je ne trancherai pas la question de savoir si le torrent dont on

» parle est aussi violent, aussi réel qu'on parait le supposer, si l'opinion à laquelle on cède est aussi universelle qu'on l'annonce, je ne déciderai même pas si les passions doivent l'emporter sur les intérêts, mais je ne crains pas d'affirmer que les ministres consciencieux qui se prêtent à un acte aussi énorme se préparent d'amers regrets.

» Cependant nous avons à faire aussi notre examen de conscience.

» Permettez-moi de le répéter.

» Sommes nous convaincus que l'hérédité seule puisse constituer la Pairie, et que la Pairie sans hérédité ne soit qu'une illusion ?

» Sommes-nous convaincus que l'hérédité de la Pairie est la condition de l'hérédité de la couronne ?

» Sommes-nous convaincus que la suppression de l'hérédité entraînerait la France à la démocratie royale, et par suite aux plus funestes résultats ?

» Si telle est notre conviction, il n'est pas nécessaire d'en déduire les conséquences.

» Qui pourrait prétendre, en effet, qu'après la perte de l'hérédité nous serions assez puissants pour faire respecter l'ordre, pour conjurer l'anarchie ?

» Vous vous souvenez combien fut difficile pendant quatorze années l'accomplissement de la mission qui nous était imposée. » Appelés tour à tour à défendre la liberté contre le pouvoir, le pouvoir contre la licence, nous fûmes assez forts pour maintenir l'équilibre. Mais depuis cette époque, la démocratie a obtenu de tels succès, elle s'élève sur des bases si larges, elle possède des armes si puissantes, que, même dans nos jours d'indépendance, peut-être n'aurions-nous pu résister à un tel agresseur.

« Messieurs, le grand problème du gouvernement représentatif est l'exacte pondération des trois pouvoirs qui le composent. Sans cesse il faut que ces pouvoirs se contrôlent, se balancent, se concilient, que chacun d'eux sente également la nécessité de trouver son appui dans les intérêts nationaux.

« Si l'un d'eux rompt l'équilibre, les conséquences qui en résultent prennent le caractère de sa propre nature.

« Ainsi la supériorité du pouvoir royal menacerait les libertés publiques. La supériorité du pouvoir modérateur pourrait arrêter le progrès social, la supériorité du pouvoir démocratique compromettrait la stabilité, la confiance dans l'avenir, et par suite le travail et le bien-être.

« Quoiqu'il en soit le moment est venu pour nous de faire acte
» de conscience et de délicatesse :

« Acte de conscience, en disant hautement que, selon notre conviction, l'hérédité de la Pairie est une des conditions essentielles
» de la Monarchie héréditaire, et que notre suffrage lui reste
» acquis ;

« Acte de délicatesse, en votant la dissolution de notre Chambre,
» et en allant ainsi au-devant de l'injuste reproche que nous serions
» préoccupés de nos intérêts personnels.

« Le gouvernement doit être en mesure de nommer de suite
» cent ou cent cinquante Pairs, et par conséquent la marche des
» affaires ne sera point interrompue. D'autres seront plus confiants
» et en meilleure position de faire le bien.

« Je suis loin de croire, quels que soient les changements opérés
» dans l'opinion publique, que le Ministère et la Chambre des Députés
» reviennent sur leurs pas; mais, s'il en était autrement, si l'hérédité
» était destinée à recevoir ce nouveau baptême, la Chambre
» des Pairs pourrait peut-être alors accomplir, dans l'intérêt du pays
» et avec quelque honneur pour elle, la mission délicate et difficile
» qui lui serait imposée.

« Si au contraire les deux autres persistent à sacrifier l'hérédité
» ils repousseront la proposition que je soutiens, et en acceptant
» l'offre de la dissolution de notre Chambre, leurs vœux seront
» accomplis par des voies régulières et législatives, et sans qu'il soit
» nécessaire de recourir au pouvoir constituant.

« Je maintiens ma proposition :

« La Chambre des Pairs est héréditaire.

« La Chambre actuelle est dissoute.

Le coup d'œil du Baron Portal était prophétique lorsqu'il annonçait que la Chambre des Pairs, dépouillée de l'hérédité de ses membres, deviendrait une simple Chambre d'Enregistrement. La nullité de cette assemblée sous Louis-Philippe et celle du Sénat, tant sous l'Empire qu'à l'heure actuelle, n'a que trop confirmé son pronostic.

CHAPITRE XIV.

L'infructueux effort du Baron Portal pour sauver l'hérédité de la Pairie fut le dernier acte de sa vie politique. — Il put enfin jouir librement de la vie de famille et goûter un repos bien nécessaire après les fatigues et les émotions qui avaient altéré sa santé.

C'est rue Saint-Honoré, dans un appartement vaste et commode que nous le retrouvons après la Révolution de juillet.

Laissons sa petite-fille Amélie d'Audiffret nous décrire cet intérieur et la vie qu'on y menait.

« Nous passions tous les dimanches dans la maison de famille »
» chez mon grand'père et ma grand'mère Portal, rue Saint-Honoré,
» en face de ce qui était alors le concert Valentino.

« Après l'Eglise et le Catéchisme nous nous trouvions tous réunis »
» grands et petits ; les Portal, d'Escayrac d'Audiffret, dans ce grand »
» salon meublé strictement de beaux meubles style Restauration ;
» satin gros bleu semé d'étoiles d'or.

« Sur la cheminée, un Hercule en bronze appuyé sur une lourde »
» pendule flanquée de candélabres bien sombres et raides. Un guéri- »
» don de marbre dans un coin et un grand piano à queue composaient »
» tout le mobilier qui était alors celui de tous les salons de Paris.
» De plus le portrait en pied du Duc d'Angoulême, donné par lui à »
» mon grand'père et celui de Louis XVIII.

« Ma grand'mère aimait la société et, dès l'henre la plus matinale, »
» elle était à son poste pour recevoir les visites. — Mon grand'père »
» restant toute la journée dans sa chambre, nous y passions tous à »
» notre tour.

« Il nous disait gaiement quelques mots, nous interrogeait sur »
» nos études ou nos plaisirs et nous donnait à chacun une pièce de »
» dix sous préparée d'avance sur la cheminée. Il était assis le dos »
» au feu, vêtu, sauf le chapeau, comme pour sortir. — Il se prome- »
» nait tous les jours dans une grande berline et faisait quelques pas »
» au Bois de Boulogne par le beau temps.

« Il recevait les hommes politiques dont il avait partagé les tra- »
» vaux ; le duc Pasquier, MM. Pozzo di Borgo, de Sémonville, »
» Drouyn de Lhuys. Les amiraux qui avaient estimé son passage au »
» Ministère de la Marine venaient causer avec lui. Son jugement »
» droit, l'amour de son pays, son imagination et son originalité mé- »
» ridionale, rendaient sa conversation des plus intéressantes. Il sa- »
» vait écouter et sa manière large d'envisager la politique attirait »
» près de lui les esprits les plus distingués.

« Mais, si un visiteur l'ennuyait, ou restait trop longtemps, il était »
» subitement pris d'une extinction de voix, montrait sa gorge avec »
» un signe de détresse et congédiait l'importun avec toute la poli- »
» tesse possible. A peine avait-il tourné les talons, que la voix de

» mon grand'père reprenait son timbre habituel, et il continuait à
» causer avec nous comme si de rien n'était.

« Bonne maman pendant ce temps-là aidée de ses deux filles,
» recevait la cour et la ville. Elle était enchantée quand à diner elle
» pouvait énumérer ses nombreuses visites, sans préjudice de la
» soirée qui amenait des amis et des connaissances. Presque tous
» les dimanches, la table, déjà nombreuse, était complétée de quel-
» ques amis. Sans parler des grands diners qui étaient réputés
» beaux et bons. Ces jours-là les enfants restaient chez eux. »

Pendant la belle saison toute la famille se transportait au château de Breillan, dans le Médoc, à trois lieues de Bordeaux.

C'était une petite gentilhommière d'aspect antique et pittoresque, que M. Portal avait reçue en 1789 d'un débiteur insolvable.

La maison était flanquée d'une grosse tour coiffée d'un toit d'ardoises. De beaux ormeaux ombrageaient la cour qui la séparait des communs. Des bosquets de pins odorants l'environnaient et embaumaient l'air. Un bois de chêne qu'une coupe récente avait dévasté s'étalait alentour.

Plus loin quelques vignes et deux métairies, Jacques et Massard, entourées de maigres champs de blé ou de maïs. Les cotéaux de Lormont à l'horizon, formaient le fond du tableau.

Lorsque le baron Portal, en 1821, quitta le ministère, il fit arranger Breillan modestement mais commodément; c'est son fils, le baron Frédéric, qui plus tard transforma en beau château le modeste manoir. L'ancien homme d'Etat qui jadis n'aimait pas l'agriculture se plaisait alors à améliorer ses terres. Il s'occupait de ses nombreux petits-enfants et le calme de cette vie patriarcale, le reposait des fatigues de la vie publique et de ses mécomptes politiques.

Le plaisir par excellence du pays, celui qu'on attendait toute l'année, c'était les vendanges. Nous céderons encore la plume à la Comtesse du Maisniel.

« Vers la fin de septembre, quand le raisin était mûr, on convo-
» quait vendangeurs et vendangeuses. On nous donnait à chacun un
» panier et un couteau neuf et les premiers jours surtout nous em-
» boitions le pas derrière les vendangeurs, fiers et heureux d'être
» pris au sérieux par mon grand'père qui nous promettait dix sous
» par jour de travail. — Alors, dans cette région, les vignes étaient
» assez hautes pour qu'on pût couper le raisin sans se baisser et
» sans être brûlé du soleil. Le caractère gai et en train des travail-

» leurs, leurs lazzis, leurs chants, faisaient une fête de cette facile
» et jolie récolte.

» De grands chars chargés de cuves arrêtés à l'entrée de la vigne,
» recevaient le contenu des hottes remplies par les paniers des ven-
» dangeurs. On appelait le Boute-Paneyre (porteur de hotte) qui
» arrivait courant pour recevoir le contenu du panier. Mais toutes
» les grappes n'allaient pas intactes à la cuve, le premier jour sur-
» tout ; le second on avait de bonnes raisons d'être plus sobre.

» Quand les cuves des charrettes étaient pleines, on les transpor-
» tait au pressoir, grande pièce longue remplie de pressoirs d'un
» côté, de cuves de l'autre.

» Le raisin était jeté sur les pressoirs, où des hommes pieds nus,
» foulaient les grappes, dont le jus s'écoulait pour être jeté dans les
» grandes cuves. Là le jus restait un certain temps en fermentation,
» le vin se clarifiait le marc montait bouillonnant ; on veillait jour et
» nuit le moment où le liquide en fermentation aurait franchi la cuve.

» C'était le moment solennel où il fallait ouvrir la bonde. On fai-
» sait cet honneur aux Dames et Demoiselles du château que les
» vigneronns venaient chercher en toute hâte.

» Je fus souvent désignée pour cette fonction. Je remplissais une
» coupe de vin nouveau l'offrais à mon grand-père qui, après en
» avoir admiré la couleur et la limpidité, le portait à ses lèvres et
» déclarait que c'était du nectar. C'était bien le moment de donner
» des pourboires aux braves vigneronns.

» Souvent pendant la cueillette du raisin, mon grand-père se di-
» geait vers la maison de l'homme d'affaires et sur le seuil, distri-
» buait à chacun le prix de la journée.

» Le salaire était quelquefois augmenté par la générosité de
» M. Portal ; ces Dames avaient une bonne parole pour chaque tra-
» vailleur. Nous prenions alors gravement la file pour recevoir
» aussi notre petite pièce, gagnée à la sueur de notre front. Ces
» scènes de la vie champêtre étaient embellies par le beau soleil
» couchant, et l'atmosphère limpide et brillante de ce beau climat.

» Enfin la dernière grappe coupée, la dernière banaste vidée, la
» belle vendangeuse aidée de ses compagnes ornait un panier de
» raisins, de pampres et de fleurs, le posait crânement sur sa tête
» et, entourée de vendangeuses aux costumes voyants, les pieds
» nus, chantant et dansant, se tenant par la main, arrivaient au
» château, où prévenus de leur arrivée nous étions tous sur le
» perron pour les recevoir.

» Mon grand'père leur témoignait sa satisfaction de leur bon travail, en leur remettant une somme bien ronde pour une petite fête.

» Une fois mon grand'père les invita à venir tous au château. On illumina la cour, on fit venir un violoneux qui en tête de la bande entra dans le grand vestibule préparé pour la danse. J'ouvris le bal avec Micot, fils de Louisot, l'homme d'affaires et mon père nous fit vis-à-vis avec la belle vendangeuse. Mon bon père (le marquis d'Audiffret) fit des cavaliers seuls sans pareils, des entre-chats, des flic-flacs, des pirouettes, il eut un succès fou.

» Vis-à-vis d'un si beau danseur mes bonds, mes sauts devinrent dignes d'une des meilleures élèves de mon maître de danse M. Loudet. Ce jour-là je fis tous mes pas en artiste, mon père et moi eûmes un succès complet parmi les danseurs et les spectateurs.

» Les rafraichissements complétèrent cette belle fête. — Avant de quitter la salle, chaque couple de danseurs passa devant nous avec force vivats et révérences.

» Hélas ce n'est plus ainsi que se passent maintenant les vendanges ! »

En 1836, le baron Portal eut la satisfaction de marier son fils. — Il épousa M^{lle} Elise Oberkampff, petite-fille du célèbre inventeur de ce nom.

Les douces et aimables qualités de cette jeune femme firent le bonheur de tous les siens et charmèrent particulièrement son beau-père.

Ce fut à peu près la dernière joie de sa vie. Les affaires de son frère Paul empoisonnèrent sa vieillesse. On se souvient que M. Portal lui avait confié sa maison de commerce lorsque les exigences de la politique l'avaient appelé au loin.

M. Paul Portal mourut en 1841, laissant des affaires tellement embrouillées, que son frère fut obligé de retourner vivre à Bordeaux pour les remettre en ordre.

Il dut, âgé et malade, renoncer au repos dont il avait si grand besoin, et se séparer de ses enfants et petits-enfants tous fixés à Paris.

Son temps et son intelligence furent péniblement employés à liquider ces affaires et le tracas qu'elles lui causèrent abrégèrent certainement ses jours.

Plus d'un million de sa fortune personnelle fut englouti par cette

triste liquidation; du moins aurait-il pu dire avec François I^{er} : « Tout est perdu fors l'honneur. »

Le baron Portal était atteint d'une laryngite chronique. En 1844, ses forces déclinerent beaucoup et il comprit que la mort approchait. Sa sérénité n'en fut pas troublée, mais il voulut faire son testament. Il instituait son fils Pierre-Paul-Frédéric héritier de la moitié de ses biens, après en avoir distrait quelques legs pour des œuvres de bienfaisance et pour ses serviteurs.

« Je veux, disait-il en terminant, acquitter une dette de cœur et
» de conscience en déclarant ici que j'ai été heureux de la tendresse
» de ma femme et de mes enfants et des soins et des égards qui
» m'ont été rendus par mes deux gendres et par ma belle-fille Elise
» à qui je dois aussi beaucoup de remerciements. — Je les prie tous
» de recevoir l'hommage de ma gratitude et la dernière expression
» de mon vif attachement. Je leur donne ma bénédiction paternelle.
» Je mourrai dans la Religion Chrétienne et avec l'espérance que
» Dieu me pardonnera mes péchés; je pardonne les offenses qui
» m'ont été faites et je demande pardon de celles que j'ai pu faire.

» Bordeaux le 22 août 1844.

» Signé : Baron PORTAL. »

Oui, il mourait chrétien. N'avait-il pas aimé son prochain plus que sa fortune, plus que sa santé ? N'avait-il pas fait de grand cœur abnégation des places et des honneurs lorsqu'il croyait y voir l'avantage de son pays ? Il avait donc pratiqué la charité et l'humilité.

M. Portal était aussi tolérant en matière religieuse qu'en politique. Fidèle aux traditions de sa famille, il devait mourir protestant, mais il avait vu l'Eglise catholique de trop près pour ne pas l'honorer. Ah ! disait-il souvent en parlant de son administration, que c'est beau, que c'est bien fait, quel incomparable mécanisme !

Au commencement de l'année 1845 la laryngite dont il était atteint, prit un certain caractère de malignité qui ne fit que s'aggraver et l'obligea à s'aliter.

Le 11 janvier, il rendit le dernier soupir entouré de sa famille au désespoir¹.

¹ Voici son portrait tel que nous le lisons dans les souvenirs de la comtesse du Maisniel : Il était grand, se tenait très droit, sa tête ronde un peu forte était bien posée, le regard franc et intelligent, le nez gros et rond, la

Pierre-Barthélemy Portal avait été conséquent dans la conduite de toute sa vie. Le travail l'avait sauvé des tentations et des chutes qui trop souvent dans la jeunesse obscurcissent la raison. L'ordre et la ponctualité, qui est une des formes de l'ordre, étaient parmi ses vertus préférées. — Extrêmement poli pour tous il mettait à l'aise, laissait parler sans interrompre et se montrait indulgent pour ceux qu'il aimait ou pour les inférieurs ; mais quand on lui déplaisait, sa physionomie prenait une expression sévère qu'il était difficile de soutenir. Personne n'a plus que lui inspiré le respect. — Dans la famille il était le chef adoré. On aurait tout sacrifié pour lui éviter une peine ou même une gêne. On se précipitait au devant de ses moindres desirs.

Sa femme, ses enfants subissaient cet ascendant. Leur empressement peut-être excessif avait développé chez lui des tendances autoritaires. « Il était, dit la comtesse de Maisniel, notre père mais aussi notre » maître. Jamais chef de famille n'a été plus respecté, plus obéi, » plus aimé. »

Pour lui complaire les enfants et les serviteurs étaient dressés à la plus rigoureuse exactitude. Seule la jeune et jolie Elise avait le privilège de se faire parfois attendre, sans provoquer le froncement de sourcils que tous redoutaient.

« J'avais un culte pour mon père, écrivait sa fille Lucile, et je » suis fière de penser qu'il m'a aimée avec prédilection. — C'était » un cœur noble et généreux, une intelligence supérieure, un esprit » vif, brillant, plein de charme, une imagination colorée, une net- » teté, une clarté d'élocution incomparables. Il portait la lumière » sur tous les sujets qu'il traitait. Nos enfants même étaient sous le » charme de sa parole et se groupaient le soir autour de lui, écou- » tant avec avidité tout ce qu'il disait. — Sa bienveillance le portait » vers tout le monde, mais quand il ne trouvait pas ce qu'il espérait » il se retirait tristement. Il était grand, bien fait, se tenait très » droit et avait une dignité naturelle qui commandait le respect.

bouche sérieuse, toutes ses dents, le teint mat et brun ; les mains et les pieds petits bien attachés. Il était très maigre. Sa mise d'une propreté et d'un soin irréprochables. Il était toujours très couvert. Une double redingote l'été. En hiver une douillette en soie puce ! toujours des doubles souliers et une casquette, sous laquelle il mettait l'hiver un bonnet de soie noire ; de plus un boa tricoté par sa femme et des mitaines, etc.

» Ses yeux gris étaient très doux et si brillants que dans notre en-
» fance, quand nous avions commis une légère faute son regard
» nous faisait rentrer sous terre. »

Cet homme vraiment grand a laissé de précieux souvenirs à ses descendants, et de nobles exemples à tous les hommes d'Etat. Avant de le quitter nous donnerons sur lui, dans ce dernier chapitre, les appréciations de ses contemporains, et des historiens de la Restauration.

» Le baron Portal, dit Boursaint, est le seul ministre qui ait pré-
» senté la Marine sous un point de vue systématique ; ami de l'ordre,
» il s'est empressé de mettre à découvert le but et les moyens.

» Ses heureux efforts ont rectifié les idées prêtes à s'égarer et
» prévenu le délaissement qui déshonora jadis un ministre d'ailleurs
» habile (le cardinal de Fleury) Ses plans, dégagés de luxe et de va-
» nité, sont des ouvrages de bon sens que tout le monde peut appré-
» cier, il faut donc s'y attacher. »

M. Dareste, dans son *Histoire de la Restauration*, dit en parlant de la constitution du ministère Dessoles : « Portal, ancien armateur, » nouvellement élu dans le Tarn-et-Garonne, fut appelé à la Marine, » qu'il devait administrer avec un grand talent. »

« Le budget de 1821 pour la Marine, dit-il ailleurs, souleva une » critique d'un autre genre. Le ministère sollicitait des augmenta- » tions. Ternaux, Beugnot, et d'autres députés, mirent en doute la » nécessité de faire des sacrifices pour des colonies très réduites et » d'une conservation onéreuse. Le ministre Portal, Saint-Cricq et » Lainé démontrèrent par des arguments victorieux qu'une forte » Marine était nécessaire à la France quel que fut l'avenir de nos » colonies... Nous devons donc adopter un système mixte et pour- » suivre le développement de notre commerce maritime, si intéres- » sant pour notre richesse et notre puissance politique. Portal » avait une grande autorité ; il était l'auteur de la belle ordonnance » de 1819 sur la Marine, comparée souvent et non sans cause à celle » de Colbert.

» La Chambre n'hésita pas à lui donner raison. »

» La Marine de la Restauration, écrit le vice-amiral Jurien de la » Gravière dans les *Souvenirs d'un amiral*, s'éleva sur les ruines » de la vieille Marine de Louis XIV et sur celles de la Marine de » l'Empire. Elle date en réalité du ministère de M. le baron Portal, » qui remplaça le comte Molé le 29 décembre 1818.

» M. Portal a eu le privilège de laisser dans notre corps un sou-

» venir vraiment sympathique. On lui sut gré du noble langage qu'il
» employa pour défendre notre établissement naval, menacé par le
» découragement public. On applaudit à la netteté avec laquelle il
» posa devant le Roi cette grave question de la conservation ou de
» l'abandon de la Marine française, question qu'on s'étudiait à éluder, parce que personne ne se sentait le courage de la résoudre ;
» mais peut-être eut on admiré plus encore le zèle et la constance
» de M. le baron Portal si l'on eut bien su apprécier dans quelles
» conditions il recevait l'établissement qu'il avait entrepris de
» sauver. »

Parlant plus loin du même ministre et de ses successeurs, l'amiral Jurien ajoute : « Ces ministres je ne crains pas de le dire ont sauvé
» la Marine française. Sans eux le vœu de l'Angleterre se trouverait
» aujourd'hui accompli. Si jamais cette Marine, soustraite par leur
» énergique prévoyance au plus grave péril qu'elle ait encore couru,
» peut contribuer à la gloire et à la sécurité de la France, la reconnaissance publique devra préserver leurs noms de l'oubli. »

M. de Vaulabelle, dans son Histoire des deux Restaurations, écrit
» en parlant du budget de 1821 : « Le budget de la Marine proprement dit ne souleva pas de vives critiques. Tous les services de ce
» département que dirigeait enfin un administrateur intelligent et
» probe recevaient de notables améliorations. »

Et, plus loin, dans son jugement d'ensemble du second ministère Richelieu, lors de la crise ministérielle de décembre 1821 : « M. Portal y occupait une position spéciale ; il jouissait à juste titre du
» renom d'administrateur habile. C'est à ce ministre que la France
» doit la réorganisation de sa Marine. »

Les appréciations sur le baron Portal et sur son rôle pendant la durée du ministère des Centres abondent dans l'Histoire de la Restauration de M. de Vicil-Castel. Parlant de la majorité que pouvait grouper M. Decazes lors de la constitution du ministère Dessolles, il écrit : « Des cinq ministres qui le composaient avec lui, il n'en était
» qu'un seul sur qui il put compter d'une manière absolue pour résister aux exigences de la gauche. C'était le ministre de la Marine,
» M. Portal, homme d'une raison supérieure et d'une véritable capacité politique... La constitution de ce ministère avait donné
» d'ailleurs lieu à des tiraillements prolongés et le portefeuille de la
» Marine s'était surtout trouvé d'une attribution difficile. On avait
» déjà pensé à y appeler le conseiller d'Etat Portal, mais le baron Louis s'y était jusqu'alors opposé. On se décida enfin à lui faire

» des propositions. M. Portal, effrayé probablement du libéralisme
» un peu vif de la plupart des nouveaux conseillers de la couronne,
» peut-être aussi cédant à un mouvement de modestie qui lui était
» très naturel, ne se montra pas d'abord disposé à accepter l'offre
» d'un portefeuille; il ne fallut rien moins pour l'y déterminer que
» l'intervention directe du Roi, et même en y cédant il stipula la
» liberté de se retirer à la fin de la session. »

Voici maintenant une appréciation d'ensemble sur le rôle du baron Portal comme ministre de la Marine :

« Peu de jours avant cette réorganisation du cabinet (celle du 20
» novembre 1819) il avait fait signer au Roi une ordonnance qui
» réglait la composition, l'armement, les appointements et l'uniforme
» du corps de la Marine et qui appliquait à l'armée de mer les ré-
» gles de l'avancement établies pour l'armée de terre par la loi de
» 1818. M. Portal, jadis armateur distingué, avait conçu de grands
» desseins pour le rétablissement de la Marine fort négligée depuis
» la chute de l'Empire, tant par l'effet du découragement que les
» désastres maritimes de cette époque avaient laissé dans les esprits
» que par une conséquence forcée de l'épuisement des finances.

« Le budget de ce département réduit depuis 1814 à 45 millions
» de francs, ne suffisait pas même pour préserver de la destruction
» ce qui restait des grands armements de l'Empire et pour mainte-
» nir en activité un nombre très restreint d'équipages.

« M. Portal voulait le porter par degrés à 65 millions et il avait
» soumis à cet effet au Conseil des ministres un projet de budget
» normal que le baron Louis en sa qualité de ministre des finances
» avait d'abord repoussé avec sa rudesse ordinaire, mais qui avait
» obtenu l'approbation du Roi.

« Louis XVIII avait témoigné à M. Portal sa vive satisfaction du
» zèle avec lequel il travaillait à rétablir un élément aussi essentiel
» de la puissance et de la grandeur du pays. Le ministre voyait
» deux fois par semaine le duc d'Angoulême, grand amiral de France,
» et se ménageait ainsi l'appui de ce prince animé, surtout à cette
» époque, de sentiments si patriotiques.

« En même temps qu'il préparait dans le secret du cabinet les ba-
» ses d'une régénération considérée jusqu'alors comme impossible,
» il s'occupait de faire rentrer dans la Marine de bons et habiles
» officiers que les revirements de la politique en avaient éloignés et
» qui devaient plus tard en faire l'honneur et la force.

» Tout cela se faisait sans bruit, sans ces appels à la popularité

» par lesquels certains gouvernements célèbrent leurs moindres tentatives d'amélioration et les partis dans l'animation de leurs luttes ne s'en doutaient même pas. Il n'était pas dans le caractère de M. Portal, aussi simple, aussi modeste que laborieux et habile, d'appeler l'attention publique sur ce qui n'existait encore qu'en projet et la prudence commandait d'ailleurs au gouvernement français, dans la situation où il était encore à l'égard de l'Europe, de ne pas donner trop de retentissement à ce qu'il faisait pour relever ses forces et ses moyens d'action. »

Parlant enfin du vote du budget de 1821, M. de Viel-Castel écrit : « Lorsqu'on arriva au budget de la Marine, M. Portal réfuta victorieusement ceux qui prétendaient que ce département coûtait plus cher qu'avant la Révolution... Il fit voir qu'après la paix de 1783 les dépenses s'élevaient à 64 millions tandis que maintenant elles ne dépassaient pas 63, quoique la solde fût plus considérable, la main-d'œuvre et les matériaux plus dispendieux... Il démontra aussi l'erreur des calculs par lesquels on prétendait prouver qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, la Marine coûtait moins cher qu'en France. Il établit que l'art de la construction navale, loin d'avoir dégénéré en France y était de l'aveu des étrangers supérieur à celui des autres nations. Cet exposé instructif et lumineux fut écouté avec faveur. »

M. Duvergier de Hauranne, dans son *Histoire du gouvernement parlementaire*, dit du baron Portal que « la sûreté de son caractère et la sagacité de son esprit le rendirent cher à M. de Richelieu. »

BARONNE DE GERVAIN.

FIN.

VIE DE M. HÉBERT, ÉVÊQUE COMTE D'AGEN

TROISIÈME PARTIE

M. HÉBERT ET LES AFFAIRES DE LA CONSTITUTION

UNIGENITUS

(Suite)

III. — A Agen M. Hébert entretient avec les Jésuites les meilleurs rapports tout en demeurant très attaché aux intérêts du cardinal de Noailles.

A Agen, M. Hébert ne se désintéressa pas des affaires du cardinal de Noailles avec lequel nous le voyons entretenir une correspondance très active. Ce qui ne l'empêcha pas, avec l'approbation du cardinal, d'observer, en même temps, à l'égard des Jésuites, directeurs du Collège d'Agen l'attitude la plus bienveillante du monde. « Dès que je fus arrivé dans mon diocèse, écrira-t-il plus tard, je fis connaître aux Jésuites la joie que j'avais de les y voir établis et je n'ai point cessé de leur donner, en toutes occasions, des preuves et des marques d'une amitié très sincère. De leur côté, ils ont toujours vécu avec moi de la manière du monde la plus obligeante. J'ai tout sujet de me louer en tout de leur sage conduite, m'ayant aidé à établir de bonnes œuvres et ayant concouru avec zèle à tout le bien que j'ai eu occasion de faire dans mon diocèse ¹. » Parmi les services que M. Hébert rendit aux Jésuites il faut surtout citer l'union qu'il fit, le 5 janvier 1714, au Collège d'Agen, après en avoir lui-même obtenu l'autorisation du roi, de plusieurs bénéfices ci-devant dépendants de l'abbaye de Clairac tels que les prieurés de Marmande, de Puiguiraud, de Tombebœuf, de Clermont-Dessous et de Marsac d'Aras ². Il n'est pas rare de trouver dans ses lettres au cardinal de Noailles des mentions comme celles-ci : « Je prêchai dimanche dernier aux Jésuites. Le Père Le Comte (recteur) y est fort aimé et fort estimé. C'est un Jésuite qui prêche dans ma ca-

¹ Lettre au comte de Pontchartrain en forme de mémoire.

² Voir ; *Pouillé historique du diocèse d'Agen*. — Art. : Collège d'Agen.

thédrale dont je suis très content. » Ou encore : « M. Bernard prêche dans la chapelle épiscopale la retraite des dames qui sera suivie de celle des Messieurs par le P. Romillac, jésuite. Celui-ci a un frère qui a prêché à la cathédrale, tous deux sont très dévoués à S. E. Si tous leurs confrères leur ressemblaient nous ne verrions pas, dans notre Eglise, tout ce qui s'y passe aujourd'hui¹. »

De fait, tous les Jésuites étaient loin d'approuver la campagne que plusieurs d'entre eux et notamment le P. Letellier, confesseur du Roi après la mort du P. Lachaise, menaient contre M. de Noailles. « Quelques-uns de ce pays, écrivait M. Hébert le 26 novembre 1711, ont dit qu'il y avait de l'injustice de s'en prendre à tout leur corps pour la faute du seul P. Letellier. » Il reprend le 6 décembre : « Plusieurs Jésuites déplorent, quand ils parlent *confidemment*, la conduite du P. Letellier. » Le 18 février 1712, en pleine période d'hostilités, il ajoute : « J'ai eu une longue conférence avec le P. Le Comte sur ces affaires. Il m'a avoué qu'il était très affligé de tout ce qui s'est passé. Il voudrait bien que V. E. ne rejetât pas la faute de quelque particulier sur tout le corps. Il m'a dit le terrible embarras où leur Compagnie se trouvait quand les supérieurs n'avaient ni la liberté, ni même le pouvoir de parler dans de certaines affaires ; que le feu P. de La Chaise, en de certaines occasions, dans lesquelles les supérieurs lui avaient voulu représenter quelque chose leur avait répondu que cela ne les regardait pas, et qu'on en ferait et dirait autant dans la conjoncture présente. Il m'assura qu'il n'y avait point de Jésuite qui n'eût une véritable douleur de ce qui se passe et que cette affaire était d'autant plus sensible à leur maison professe de Paris que par le refus d'approbations leurs Pères ne pouvoient plus s'appliquer à plusieurs bonnes œuvres qui s'y faisaient, etc...² »

Pendant que plusieurs Jésuites évitaient ainsi de se solidariser avec leur propre parti, M. Hébert ne cachait pas qu'il faisait cause commune avec le cardinal de Noailles. On lit dans sa grande lettre au comte de Pontchartrain : « J'ai même dit à quelques Jésuites de mes amis qu'en toutes occasions, je ferais tout ce qui dépendrait de moi pour leur faire plaisir, mais quand il s'agirait d'affaires dans lesquelles l'Episcopat et eux se trouveraient, en même temps, intéressés sur des vues différentes, je ne balancerais pas un seul moment sur le parti que

¹ Correspondance inédite de M. Hébert avec le cardinal de Noailles. — Biblioth. Nat. mss. 23213. — 23217.

² Ibidem.

j'aurais à prendre et que l'honneur, l'amour et l'estime du corps dont j'ai l'honneur d'être, prévaudraient toujours sur quelques considérations que ce pût être. » Or pour M. Hébert qui avait sans cesse sur les lèvres ou sous la plume la parole de saint Cyprien : *Episcopatus est unus*, défendre le seul cardinal de Noailles n'était rien de moindre que de se constituer le champion de tout l'Episcopat.

IV. — Mandement des Evêques de Luçon et de la Rochelle contre un livre du Père Quesnel approuvé par le cardinal de Noailles. — Leur lettre au Roi contre ce cardinal.

Le malheur veut que ce fussent deux évêques MM. de Luçon et de La Rochelle qui portèrent publiquement et à visage découvert les premiers coups à M. de Noailles. Il est vrai que M. Hébert fut toujours persuadé qu'ils n'avaient agi en cette occasion qu'à l'instigation des Jésuites. Voici le fait :

Le P. Quesnel, prêtre de l'Oratoire et chef du parti janséniste après la mort du grand Arnaud, avait publié en 1671 un livre intitulé : *Abrégé de la morale de l'Evangile*. Ce livre qui sous son titre définitif : *Nouveau Testament en français avec des réflexions morales sur chaque verset, etc.*, devait causer dans l'Eglise au moins autant de troubles que l'*Augustinus* même de Jansénius, fut approuvé dès sa naissance, par plusieurs évêques et notamment par M. Félix de Vialart, prédécesseur de M. de Noailles sur le siège de Châlons¹. Il eut de nombreuses éditions. L'une d'elles parut en 1692 sous les auspices de M. de Noailles qui crut devoir renouveler l'approbation de M. de Vialart par une lettre pastorale en date du 23 juin 1693.

Soigneusement expurgé, dans la suite, par l'ordre de M. de Noailles et de la main même de Bossuet, et de plusieurs docteurs, ce livre, dit M. Hébert, « était entre les mains d'une infinité de personnes qui, n'ayant pas la moindre teinture de théologie et beaucoup moins de toutes les questions épineuses de la grâce, ne pouvaient en recevoir aucune mauvaise impression ; ils ne s'attachaient qu'à la seule morale et aux sentiments de piété qu'ils croyaient y trouver et qu'ils ressentaient même en le lisant ; ils faisaient cette lecture avec une grande simplicité de cœur, et je suis parfaitement convaincu qu'elle n'a été préjudiciable à personne ou qu'à très peu de monde. Comment est-

¹ Voir son testament en date du 9 novembre 1671.

ce que des personnes simples eussent pu y apercevoir le venin de la mauvaise doctrine... dans un temps où des personnes très éclairées ou qui devaient l'être, très opposées, par leur état et par leur profession, à toute opinion nouvelle, et principalement au Jansénisme, ne le remarquaient point et trouvaient même dans ce livre, à ce qu'ils pensaient et sentaient, une onction qu'ils avouent ne point trouver dans les autres livres ¹. » Et à l'appui de ce qu'il avançait ainsi, M. Hébert cite un fait bien significatif qu'il savait d'original et qu'il tenait de la personne même à qui il était arrivé. « Un illustre seigneur de la Cour (M. le marquis de Noailles) autant distingué par sa naissance que par ses rares qualités, sa piété, son bon cœur, le rang qu'il tenait, les charges, les grands emplois et qui m'honorait très particulièrement de sa bienveillance, j'ose même dire de son amitié, étant de retour avec la Cour de Fontainebleau (c'était dans le temps qu'on commençait d'attaquer sourdement le P. Quesnel) me dit je vais vous raconter une aventure que j'ai eue et qui pourra vous surprendre : J'allai un jour rendre visite au P. de La Chaise qui demeurait dans la maison des Mathurins. Je ne le rencontrai point dans son appartement, et je résolus de l'attendre. J'aperçus un livre sur la table ; la curiosité me poussa à l'ouvrir et à en lire quelques pages (c'était le Testament du P. Quesnel). Cependant le P. confesseur revint ; après quelques discours, je lui dis : Mon Père, j'ai été un peu surpris de trouver sur votre bureau un livre qu'on dit être suspect de jansénisme, au moins a-t-il été composé par un auteur qui en est justement accusé, ce qui me doit faire croire que ce livre n'est pas si mauvais qu'on le veut faire entendre. — Comment, répondit le P. La Chaise, peut-on condamner un si bon livre ? Je vous avouerai franchement que, depuis deux ans, j'y prends chaque jour le sujet de ma méditation, me sentant fort touché de ce qu'il contient ². »

¹ Lettre imprimée de M. Hébert à MM. de Luçon et de La Rochelle.

² Lettre de Mgr l'Evêque d'Agen à MMgrs les évêques de Luçon et de La Rochelle, s. l. — 1711. — p. 46, 47, 48.

M. Hébert eût été sans doute ravi de connaître et de citer cette autre anecdote que raconte Voltaire : « Je sais que l'abbé Renaudot, l'un des plus savants hommes de France, étant à Rome la première année du pontificat de Clément XI, allant un jour chez ce pape, qui aimait les savants et qui l'était lui-même, le trouva lisant le livre du P. Quesnel. « Voilà, lui dit le pape, un livre excellent. Nous n'avons personne à Rome qui soit capable d'écrire ainsi. Je voudrais attirer l'auteur auprès de moi. » C'est le même pape qui depuis condamna le livre. » Voltaire ajoute fort judicieusement : « Il ne

De ce fait M. Hébert tire tout naturellement deux conclusions : 1° L'opportunité de condamner le *Livre des Réflexions* ne se faisait point sentir. 2° Le cardinal de Noailles n'était en rien répréhensible pour avoir donné son approbation à cet ouvrage. « Si un homme, dit-il, comme le P. La Chaise, qui avait enseigné la théologie dans le Collège de Lyon, trouvait, dans ce temps-là, ce livre admirable, ne faisait pas la moindre attention au poison qu'on y a depuis aperçu, en faisait même le sujet de ses méditations ordinaires et y reconnaissait trouver cette onction qu'on cherche dans ces sortes d'exercices de piété, les personnes simples pouvaient-elles y découvrir ce venin et cette mauvaise doctrine qu'on lui reproche?... Je dis bien plus ce Jésuite si zélé pour la saine doctrine de l'Eglise, qui examinait avec soin tous les livres de la Religion, si opposé à tout ce qui ressentait tant soit peu le Jansénisme, qui en toute occasion s'était déclaré ouvertement contre ce parti de nouveaux sectaires, qui en cela avait secondé les pieuses intentions de Sa Majesté, qui lui avait souvent fait connaître et ensuite fait punir ceux qui se déclaraient en leur faveur, que d'ailleurs tout le monde a su n'avoir pas eu de fortes liaisons avec Monseigneur le Cardinal ; si, dis-je, un Jésuite tel que je viens de le représenter, lit de bonne foi sans rien trouver qui l'arrête, sans rencontrer le poison qu'on y a découvert, le livre dont s'agit ; pourquoi ne penserait-on pas de même manière de Monseigneur le cardinal de Noailles qui a toujours fait paraître une si grande opposition pour le Jansénisme ? N'a-t-il pas pu en l'approuvant avoir les mêmes sentiments qu'avait le P. La Chaise, le lisant pour lui servir de guide dans ses méditations ?¹ »

Cependant quelques évêques mieux avisés et plus clairvoyants, ayant découvert le poison secret et le venin caché répandus dans les *Réflexions morales*, n'avaient pas hésité à les proscrire de leurs diocèses. La première censure contre ce livre fut portée par M. d'Apt dans son ordonnance du 15 octobre 1703. Avant de condamner un ouvrage en tête duquel ils voyaient l'approbation de M. de Noailles, la bienséance, les convenances auraient dû peut-être engager ces évêques à s'en

faut pourtant pas regarder ces éloges de Clément XI et les censures qui suivirent les éloges comme une contradiction. On peut être très touché dans une lecture des beautés frappantes d'un ouvrage, et en condamner ensuite les défauts cachés. » (*Siècle de Louis XIV*, chap. XXXVII.)

¹ Lettre aux évêques de Luçon et de La Rochelle, pages 49, 50 et 51.

expliquer au préalable avec ce prélat qui soit à cause du premier rang qu'il tenait dans l'Eglise de France, soit à cause des services de tout genre qu'il rendait à ses confrères dans l'Episcopat, méritait bien quelque ménagement. Il ne paraît pas qu'ils aient cédé à de telles considérations. Comme au fond, dans cette occasion, ils n'avaient pas outrepassé leurs droits stricts et indiscutables, le Cardinal ne se montra pas autrement formalisé de leur procédé.

Cela ne faisait point le compte des ennemis jurés de M. de Noailles à qui il importait beaucoup moins d'amener le triomphe de la vérité que de déconsidérer et de tuer moralement cet archevêque. Ils dictèrent alors, telle était du moins la conviction de M. Hébert, aux évêques de Luçon ¹ et de La Rochelle ² un mandement qui fit l'effet d'un véritable brulot. Cette pièce parut le 15 juillet 1710. Non contents de la publier dans leurs diocèses les deux prélats la firent afficher dans tous les endroits de Paris, sur tous les murs de Notre-Dame et à la porte même de l'Archevêché. Leurs propres neveux, élèves du Séminaire de Saint Sulpice auraient eu l'impudence d'accomplir cette besogne. Le Cardinal répondit à cette provocation en renvoyant les neveux de son séminaire sans autre forme de procès. Alors les deux évêques en appelèrent au Roi par une lettre « d'un style de fer, plein de fiel et d'amertume, lettre remplie d'exagérations, peu charitable, très piquante, offensante au dernier point, chargée de tous les outrages les plus sensibles dont on puisse accabler une personne élevée aux premières dignités ecclésiastiques ³. » En effet, M. de Noailles y était ouvertement dénoncé comme le défenseur d'un livre le plus contagieux, le plus pernicieux de tous les ouvrages que l'hérésie ait enfantés et tout-à-fait semblable à ceux que les premiers Calvinistes répandirent dans la France et avec lesquels ils infectèrent tout le royaume ; comme un prélat injuste, vindicatif, emporté, attaché sans réserve à un parti de gens, qui, depuis plus de soixante ans faisaient une guerre ouverte à l'Eglise de Jésus-Christ ; comme leur patron, leur ami, leur appui et, ce qui est encore plus mauvais, le facteur et le protecteur de leurs hérésies. Enfin l'Archevêque de Paris y était placé sur la même ligne que les Eusèbe de Nicomédie, les Eudoxe, les Macédonius, les Nestorius et les Photius ⁴.

¹ M. de Lescure.

² M. de Champflour,

³ Lettre de M. Hébert aux deux Evêques.

⁴ Lettre de M. Hébert aux deux Evêques.

Il semble que cette lettre, au moins par respect pour son royal destinataire, aurait dû demeurer secrète. On lui donna au contraire la plus grande publicité et lancée *urbi et orbi*, elle eut un immense retentissement. C'est à Bordeaux où se tenait l'Assemblée provinciale et dans les derniers jours d'avril 1711 que M. Hébert en eut connaissance.

Il a raconté l'effet qu'elle produisit sur l'esprit de ses collègues. « Il n'y a, disaient ceux-ci, que les ennemis déclarés de Monseigneur le Cardinal de Noailles qui aient pu conseiller aux deux évêques d'écrire contre lui du style et de la manière qu'ils l'ont fait. A quelle fin, nos chers Confrères ont-ils porté leurs plaintes à Sa Majesté ? Est-ce pour donner au roi de l'éloignement pour cet illustre prélat ? Est-ce pour jeter dans son esprit de violents soupçons contre sa catholicité, de son amour et de son attachement pour les partisans du Jansénisme et des opinions nouvelles ? Veulent-ils empêcher que le roi continue de l'honorer de sa confiance ; ont-ils des preuves assez fortes et convaincantes pour soutenir ce qu'ils avancent ? L'approbation d'un livre que son prédécesseur à l'Evêché de Châlons avait donnée et dont il a cru devoir suivre l'exemple en cette rencontre, devait-elle attirer contre lui une lettre si pleine d'invectives, si forte, si violente ? N'avaient-ils pas à opposer pour être convaincus de la pureté de la doctrine de Monseigneur le Cardinal, à cette approbation, tant de mandemens, d'ordonnances, de censures si sages qu'il a faites en divers temps, qui sont des preuves infaillibles de son parfait éloignement de toute sorte de nouveautés, et qui ont si fort aigri ceux du parti, et le P. Quesnel même contre lui qu'ils n'ont pu le dissimuler dans les sanglants écrits qu'ils ont composés et répandus partout contre Son Eminence ? Il n'est pas possible, ajoutaient-ils, que Messeigneurs de Luçon et de La Rochelle n'eussent aisément fait ces réflexions s'ils n'avaient eu d'autres motifs que ceux que le véritable zèle pour la doctrine de l'Eglise inspire, pour prendre une résolution si extraordinaire. C'est, dit-on, le désir de se venger qui a porté ces Prélats à n'avoir aucun ménagement pour un Cardinal que sa naissance, sa piété, son rang, ses qualités si dignes de la première place qu'il remplit, rendent respectable à tout le monde¹. »

« Il n'y eut pas un des évêques comprovinciaux qui ne pensât avec une très vive douleur que cette malheureuse affaire aurait très infail-

¹ Lettre de M. Hébert aux deux Evêques.

liblement de très funestes suites... A peine eurent-ils connaissance de cette lettre répandue à Paris, dont ils recevaient des copies, qu'on leur manda dans le même temps qu'elle y faisait un très grand bruit, que les esprits s'échauffaient, que partout elle était condamnée, qu'on allait en foule à l'Archevêché en faire des compliments à Monseigneur le Cardinal, que son vénérable Chapitre lui avait député des chanoines pour lui marquer sa très vive douleur et le supplier de demander justice au Roi d'un procédé si extraordinaire, ou de trouver bon qu'on allât de leur part supplier Sa Majesté de la lui rendre ; que messieurs les Curés de Paris s'étaient acquittés de ce même devoir ; que plusieurs communautés religieuses avaient fait la même chose ; que la maison de Navarre offensée du mauvais traitement fait à son digne supérieur et archevêque avait, en cette occasion, marqué son zèle pour son service et offert ce qui pourrait dépendre d'elle pour en tirer raison ; que les évêques et les cardinaux qui se trouvaient à Paris, avaient plus que tous les autres fait paraître leur indignation contre un écrit si injurieux et un prélat d'un si rare mérite, et par contre-coup, tout leur illustre corps s'offrant d'en porter avec Son Eminence leurs justes plaintes au Roi pour supplier sa majesté de réprimer par son autorité une pareille entreprise ¹. »

Cependant les évêques de Luçon et de La Rochelle se livraient à mille intrigues pour se gagner des adhérents. L'Evêque de Poitiers particulièrement sollicité s'en ouvrit à M. Hébert qui pour éclairer sa religion lui cita ce fait dont il avait été le témoin : « Dès que Monseigneur le Cardinal s'aperçut qu'on commençait à déclamer contre le livre des *Réflexions morales* et qu'on assurait qu'on y remarquait de certaines expressions et propositions qui pouvaient être expliquées dans le sens des Jansénistes, ce qui n'arriva que plusieurs années après les premières éditions de ce livre, il crut être de son devoir de l'examiner de nouveau, et chargea même d'habiles docteurs et très éloignés de tout soupçon de mauvaise doctrine, d'en faire un très sérieux examen, d'en retrancher tout ce qui pouvait être le moins du monde suspect de nouveauté, ou qui pouvait donner occasion de croire que ce livre était dangereux. Il voulut même qu'on fit une table particulière dans laquelle on indiquât les endroits où l'auteur a formellement enseigné, dans ses réflexions, le contradictoire, des cinq fameuses propositions de Jansénius et condamnées dans le sens de l'auteur.

¹ Lettre de M. Hébert aux deux Evêques.

Quelle plus grande précaution Monseigneur le Cardinal pouvait-il prendre dans un temps où ce livre ne faisait pas le bruit qu'on a fait depuis à son occasion ?¹ » Il semble bien, d'après cela, que M. Hébert fut l'un de ces habiles docteurs chargés de réviser les *Réflexions morales* car il en parle trop en connaissance de cause². Quoi qu'il en soit les raisons qu'il alléguait à l'Evêque de Poitiers lui parurent si fortes et si convaincantes qu'elles l'empêchèrent de se joindre aux deux Evêques dans leur censure. Ce prélat « leur représenta avec sagesse qu'il était inutile d'aller recommencer à exciter de nouveaux troubles dans l'Eglise, que l'affaire du Jansénisme était finie, que le dernier retranchement de ceux du parti qui est celui du silence respectueux étant foudroyé par la bulle de Clément XI³, reçue si respectueusement dans leurs Eglises, il n'était plus question de faire de nouvelles condamnations d'une doctrine si souvent et si solennellement condamnée. »

Pendant qu'il soutenait ainsi à Bordeaux la cause du cardinal de Noailles, M. Hébert lui écrivait le 2 mai 1711 : « Je ne puis assez exprimer à Votre Eminence combien je me sens d'indignation contre une lettre si horrible. Quand elle aurait été écrite contre le prélat du royaume le moins considéré, nous devrions nous en plaindre et demander réparation. Combien plus devons-nous le faire quand on attaque celui que nous avons à notre tête ! Je vous avoue que je ne me souviens pas d'avoir été jamais plus sensible à aucune affaire qu'à celle-là. Elle me paraît si odieuse, si mauvaise, si outrageante que les termes me manquent... J'espère que le clergé fera paraître, en cette rencontre, son zèle pour votre personne ; nous nous sentons tous offensés dans un si violent procédé... Je suis en particulier charmé du procédé de M. l'Evêque de Poitiers. Il m'a parlé à cœur ouvert de cette affaire. Il a été pressé, sollicité, importuné pour se joindre aux

¹ Lettre de M. Hébert aux deux Evêques.

² Ce n'est pas la seule fois que M. de Noailles aurait eu recours aux lumières de son curé de Versailles. On lit dans une lettre de M. Hébert à ce Cardinal, en date du 24 février 1700 : « J'envoie à Votre Grandeur le sentiment de M. Grimaud sur la proposition de la thèse des P. Jésuites... Je prends la liberté d'y mettre le mien en moins de paroles sur un papier séparé et tel que je l'ai dit à ce bon docteur qui est fort augustinien. » — Le texte de la proposition n'a pas été conservé. Voici le sentiment de M. Hébert : « Hæc propositio videtur mihi temeraria, a sensu magni nominis theologorum et ipsius S. Augustini prorsus aliena, corruptelæ morum admodum favens et erroribus de peccato philosophico nuper introductis et a sede apostolica damnatis valde proxima imo et consona. » (Biblioth. Nat., mss français, 23.213).

³ Vineam Domini Sabaoth du 15 juillet 1705.

deux prélats dans la censure ; il n'y a jamais voulu rien entendre, et leur a fait connaître qu'il ne convenait en aucune manière, de faire de nouveaux troubles dans l'Eglise sur une affaire qui était finie. »

Le 14 mai il écrivait encore : « Quelle honte pour des évêques de servir d'instruments aux passions des Jésuites ! Rien ne me paraît plus étrange. Je voudrais en cette occasion, Monseigneur, marquer en particulier, à Votre Eminence, combien je déteste une conduite si peu chrétienne, si contraire à l'esprit de l'Eglise, si opposée à toute la discipline, à ses saints canons, à la charité et à cette unanimité qui doit nous unir tous dans le saint ministère où il a plu à Dieu de nous appeler. »

Dans une lettre en date du 3 septembre de la même année, il revient sur ce sujet : « Si l'on pressait un peu nos deux confrères, ils seraient peut-être obligés d'avouer qu'ils n'ont point dans leurs bibliothèques et qu'ils n'ont pas même lu toutes les différentes éditions du Quesnel qu'ils citent en marge ¹. » Ici, on le sent, c'est le triomphe du correcteur des *Réflexions morales*.

ABBÉ DURENGUES.

(A suivre)

LA PEINTURE ET LA SCULPTURE

CHEZ LES MUSULMANS

On admet généralement que les Musulmans, soumis aux prescriptions de leur religion, se sont de tout temps interdit la représentation des êtres animés. La tradition attribue même à Mahomet les paroles suivantes : « Malheur à celui qui aura peint un être vivant ! « Au jour du jugement dernier, les personnages qu'il aura représentés viendront lui demander une âme ; alors, cet homme « impuissant à donner la vie à son œuvre, brûlera dans les flammes « éternelles. »

Le prophète, pour donner au peuple arabe l'unité politique et religieuse qui lui manquait, devait réagir avec énergie contre l'idolâtrie, dans laquelle ce peuple était encore plongé au commencement du vii^e siècle. Cependant le Coran, le livre sacré, le monument le plus antique de la religion musulmane, où sont rassemblées les prédications, les recommandations de Mahomet lui-même, est muet sur cette défense. On trouve bien au chapitre v le verset 92, ainsi conçu : « O croyants, le vin, les jeux de hasard, les statues sont une « abomination inventée par Satan ; abstenez-vous en et vous serez « heureux. » Mais il convient d'observer que le mot arabe *Ansab*, traduit par statues, servait autrefois à désigner simplement des pierres élevées dans certains endroits sacrés et sur lesquelles on versait de l'huile, cérémonie en usage chez plusieurs peuples de l'Antiquité¹. Ce même mot se retrouve au 4^e verset du même chapitre pour désigner les autels des idolâtres, qui n'étaient également que des pierres dressées sur le sol². Soit que l'interdiction ne soit pas, dans le Coran, suffisamment explicite, et par suite n'ait pas été strictement observée par tous les fidèles, soit qu'elle ait été méconnue par les schismatiques, fort nombreux dans la religion mahométane, la reproduction d'images et de figures humaines fut jadis assez

¹ Caractères de Théophraste.

² Casimirski, traduction du Coran.

fréquente chez les Musulmans. Il est certain qu'aux x^e et xi^e siècles les arabes comptèrent des peintres nombreux et distingués. Leur civilisation avait atteint à cette époque son plus haut degré de splendeur. De véritables écoles de peinture, où était enseigné le dessin des figures et le groupement des personnages, se formèrent dans diverses villes de l'Orient ; et cet art prit alors une réelle importance. Il eut même ses historiens, et Makrizi, un des écrivains les plus estimés de la littérature orientale, avait jugé intéressant d'écrire, au commencement du xv^e siècle, une biographie des peintres musulmans. Son ouvrage ne nous est malheureusement pas parvenu. Cet historien nous apprend d'autre part, en parlant d'un certain Yazouri, puissant vizir qui vivait au Caire vers l'an 1050, que ce riche seigneur, ami des lettres et des arts, avait pris sous sa protection deux peintres célèbres, Ibn-Aziz, originaire de Bassourah et Kasir, de l'Irak. Il les avait chargés de décorer son palais. Dans un kiosque du jardin, Kasir avait peint, sur un fond noir, une almée vêtue de blanc. L'effet produit par cette opposition de couleurs eut un grand succès. Ibn-Aziz peignit alors de son côté, sur un fond jaune, une danseuse drapée dans ses voiles rouges, lui donnant ainsi, dit l'auteur, un tel relief qu'elle semblait s'avancer vers le spectateur. Makrizi nous fait savoir encore que dans une salle dite Beït-el-Noman, se trouvait un panneau peint par un arabe de la tribu de Khotma, montrant Joseph, dans la citerne de Dothaim, le corps nu, d'un blanc mat, se détachant sur un fond complètement noir. Il parle également d'une fresque ornant un des palais du Caire et dans laquelle un escalier était si bien rendu qu'il donnait l'illusion d'un escalier véritable.

Ces peintures indiquaient de la part des peintres Musulmans une certaine habileté, des notions suffisantes de perspective et de clair-obscur. Ils savaient mettre en pratique, pour mieux faire ressortir les parties saillantes d'un tableau, des procédés qui avaient autrefois contribué à faire admirer les œuvres de quelques artistes célèbres de la Grèce. Ainsi Philostrate, décrivant une figure de Vénus, dit que la déesse sort du tableau comme si elle voulait être poursuivie, et Pline raconte que dans le portrait d'Alexandre, peint par Apelle en Jupiter tonnant, les doigts qui tenaient la foudre paraissaient hors de la toile, *extra tabulam esse*.

Nous voyons, au xiv^e siècle, Timour-Lang, ce héros musulman dont on a fait Tamerlan, et dont la cruauté fut en partie compensée par le goût des lettres et des arts, prendre en affection un certain

Abd-Ali, de Bagdad. et lui confier l'ornementation de ses vastes palais de Samarkand. Ce peintre, dans une série de tableaux, avait rappelé les faits glorieux du règne de Timour, ses exploits, la soumission des rois vaincus, etc. Il avait peint en outre les portraits des fils du sultan, de divers membres de sa famille et de ses plus illustres généraux.

Il est juste d'observer que Timour-Lang appartenait à la secte des Chiites, dont les Persans avaient adopté les doctrines et qui envisageaient comme apocryphes les traditions de Mahomet.

Chardin, dans ses voyages en Perse, publiés au commencement du ^{xviii}^e siècle, nous apprend que les édifices publics à Ispahan étaient couverts de fresques représentant le plus souvent des scènes animées, des sujets empruntés à l'histoire religieuse des Arabes, des fêtes royales. Il décrit même quelques-uns des tableaux qu'il avait vus en vente sur le marché d'Ispahan, entr'autres une bataille engagée par Abbas-le-Grand, des Européens atablés le verre en main ¹.

On sait combien le goût de la peinture était répandu chez les Persans et à quel degré de perfection ils sont arrivés dans l'ornementation de leurs manuscrits. Le nom d'Abd-el-Rizan, l'un des plus adroits miniaturistes du ^{xvi}^e siècle, est parvenu jusqu'à nous. Mais de toutes ces peintures il ne nous reste aujourd'hui que quelques manuscrits, d'une exécution du reste très soignée et très habile. L'un d'eux se trouvait autrefois à l'Escurial. « Les figures de ce « livre, dit Casiri, sont habilement peintes; les unes représentent « des rois Persans et Arabes, des généraux, des juriconsultes; « d'autres, des reines et des moines eucapuchonnés, des évêques « armés de leurs crosses, coiffés de la mitre et couverts de leurs « vêtements sacerdotaux. » ²

La bibliothèque nationale possède un manuscrit in-4^o des séances de Hariri, illustré par un nommé Yahia ben Mahmoud, qui vivait en l'an 1240. Les peintures, très variées, ont trait aux diverses aventures qui se succèdent dans le texte et dont le héros est un certain Abou-Zeïd, sorte de Gil Blas musulman, faisant tous les métiers, jouant tous les rôles dont il pense pouvoir tirer profit. Ces miniatures sont habilement composées, les figures y sont bien groupées, expressives et mouvementées.

¹ Chardin : Voyages en Perse et aux Indes.

² Casiri : Bibliotheca arabico-hispana, Madrid 1760.

D'après d'Ohsson, écrivain suédois du XVIII^e siècle, les portes de la mosquée d'Abd-el-Malek, à Jérusalem, étaient décorées de l'image de Mahomet et l'intérieur était orné de peintures représentant l'enfer et le Paradis ¹.

Nous voyons ainsi qu'un grand nombre de peintres musulmans n'ont pas craint d'enfreindre les préceptes de leur religion en figurant dans leurs œuvres des personnages illustres, des prophètes, différentes scènes animées, dont plusieurs furent reproduites sur les riches étoffes fabriquées à Damas, Kalmoun et Dabik. Aujourd'hui encore, on peut voir sur des tissus arabes, et particulièrement sur ces couvertures aux vives couleurs confectionnées en Tunisie et connues en Algérie sous le nom de *freschias*, des silhouettes d'hommes et d'animaux, des poissons, des chameaux naïvement représentés.

L'observation rigoureuse par la majorité des musulmans de l'interdiction attribuée au prophète devait nécessairement apporter de grandes entraves dans la sculpture et par suite dans la décoration des édifices. Elle imposait à l'architecture une ornementation « purement optique, sans signification et sans vie. »

L'image des êtres animés ne dut être reproduite dans la sculpture que fort rarement. On en trouve cependant un exemple en Espagne, à l'Alhambra, ce chef-d'œuvre de l'architecture mauresque au XIII^e siècle, où l'on voit des lions assis autour d'une pièce d'eau. La représentation de la figure humaine et des animaux se rencontre de nos jours assez fréquemment sur des objets d'un usage commun, des vases en terre cuite ou en métal, des cassettes en bois ou en ivoire, des plateaux en cuivre repoussé, de provenance arabe.

Les Maures remplacèrent avec succès, pour l'embellissement de leurs édifices, les statues et les bas-reliefs par les arabesques, ornements variés formés d'un capricieux assemblage de fleurs, de feuillages, de rinceaux enlacés avec art, auxquels ils mêlèrent d'élégantes devises, des passages du Coran, écrits avec les caractères ingénieusement contournés de leur alphabet. Ces sculptures, remarquables par leur légèreté et la gracieuse fantaisie de leur dessin, étaient souvent mises en relief, sur les édifices, par de vives couleurs. L'Alham-

¹ Mouradja d'Ohsson : Tableau général de l'empire ottoman. Paris 1787-1790.

bra en offre le plus riche spécimen dans les brillantes arabesques qui ornent la salle du *Jugement*.

Le goût des Maures s'était développé en Espagne au contact des artistes grecs, mais leur art n'avait rien perdu de son caractère distinctif et de son originalité particulière. La magnificence des constructions romaines put exciter leur admiration sans faire naître chez eux d'autre désir que celui de rivaliser avec leurs prédécesseurs dans le luxe des édifices religieux. Ils semblent du reste s'être beaucoup moins préoccupés de l'ordonnance architecturale proprement dite que de la décoration intérieure, pour laquelle ils employèrent toujours des moyens matériels à eux propres. L'imagination orientale s'y déploie avec des recherches et une sensualité inouïes. Laissant de côté les marbres colorés, les mosaïques, les antiques peintures, ils mirent à la place des revêtements peints, des stucs ornés, des faïences vernies. Aux sculptures anciennes, ils substituèrent de légers entrelacs, des fleurons, des broderies multicolores, fines comme des dentelles, d'un ensemble toujours harmonieux et d'un effet parfois merveilleux, sous les chauds reflets du soleil.

L. DE BOSREDON.

UN CADET DE GASCOGNE

A LA COUR DE LOUIS XIV¹

LAUZUN

I

De tous les cadets Gascons venus chercher la fortune à la cour au dix-septième siècle au lieu de l'attendre sur les bords de la Garonne, un des plus célèbres est le comte de Puyguilhem, devenu comte, puis duc de Lauzun. N'exagérons cependant pas l'humilité de ses origines. Tout est si relatif ! La grandeur du point d'arrivée a nui pour lui à une juste appréciation du point de départ. Il n'avait guère eu que la peine de naître et s'était trouvé, dès son entrée dans la vie, nanti des fort beaux noms d'Antoine Nompar de Caumont. A cette famille de vieux barons de Guyenne il appartenait à la fois par son père Gabriel de Caumont, comte de Lauzun, et par sa mère Charlotte de Caumont-La-Force, une des quatre filles du fameux maréchal Jacques de Caumont (1558-1652).

Le maréchal était protestant, s'il en fut, et la suprême prière de Louis XIII mourant ne put amener ce huguenot de race à la religion catholique. Peut-être gardait-il rancune à la Saint-Barthélemy, n'ayant échappé aux arquebusiers que par miracle.

¹ Le P. Chérot veut bien nous autoriser à reproduire cet article, qui vient de paraître à Lille, dans l'*Almanach catholique*. Le sujet est tout agénais puisqu'il s'agit de la biographie d'un personnage issu d'une grande famille de notre pays et portant le nom d'un fief agénais.

Le P. Chérot n'est pas un inconnu pour nos lecteurs. C'est à lui que l'on doit les biographies si complètes de Marguerite de Lustrac et d'Anne de Caumont dont il a été rendu compte par M. Tamizey de Larroque (*Revue*, 1896, p. 101.)

LA RÉDACTION.

Tous ces Caumont, même au dire du médisant Tallemant, étaient pourtant de braves gens. Bon cœur, mais mauvaise mine. Et quel langage ! Jamais ils n'avaient pu se défaire de dire : *ils allarent, ils mangearent, ils frapparent*. Si grands seigneurs qu'ils fussent, on n'eût pas trouvé en France et en Navarre une maison ayant moins « l'air du monde ».

Ce n'est pas notre Antoine, comte de Puyguilhem, — il fut connu sous ce nom jusqu'à la mort de son père (1660) — qui devait embellir la galerie des aïeux. Saint-Simon, ce caricaturiste de génie n'épargnant ni parents, ni amis, n'a pas manqué de dépeindre « ce petit homme blondasse, bien fait dans sa taille, de physionomie haute, pleine d'esprit, qui imposoit, mais sans agrément dans le visage ». De l'agrément, Puyguilhem en avait encore moins dans l'esprit. Jamais il ne fut orné d'aucune culture littéraire. Il était de la force du grand Dauphin, lequel passait le temps à frapper ses bottes de sa canne et à lire les *Gazettes*.

Puyguilhem aimait aussi à paresser tout seul des heures entières et le plus souvent sans livre. Ou, s'il lisait, ce n'était que des ouvrages de fantaisie ; encore les parcourait-il à la hâte et sans suite ni application. De la sorte, tout en ayant beaucoup vu dans sa vie, il ne savait rien de ce qu'il avait vu. Ce qui confirme le dicton du bonhomme La Fontaine :

Quiconque a beaucoup vu,
Peut avoir beaucoup retenu.

Mais pour retenir il faut d'abord savoir, et le comte de Puyguilhem ignorait tout en dehors des choses du monde. Il n'était pas même capable de bien raconter. Il papillonnait d'une histoire à l'autre, au hasard des digressions, s'écartant toujours davantage du sujet premier ou principal. A la fin, il s'y perdait. Dans ces récits confus et embrouillés, une boutade, un trait perçaient tout à coup à travers le désordre inconscient ou volontaire. Cela était dit d'un ton « bas et emmiellé », mais dans le miel il y avait un dard. Saint-Simon, pour planter ces aiguillons-là, se servait de sa plume et il ne s'est attaqué qu'à des morts. Puyguilhem s'en prenait aux vivants, et les criblait de ses « traits perçants et accablants par leur justesse, leur force ou leur ridicule, en deux ou trois mots, quelquefois d'un air de naïveté ou de distraction. » Quel regret qu'un pareil homme n'ait pas écrit de *Mémoires* !

Mais il était tout le contraire d'un écrivain. Sa vie, c'était l'action.

Il y était aidé par une santé de fer qu'il mit quatre-vingt-dix ans et demi à user. Quelques mois avant sa fin, il dressait encore des poulains et faisait des passades au bois de Boulogne devant le carrosse du roi. Le vieux courtisan blanchi sous le harnois n'avait rien perdu de son adresse ni de sa fermeté. On nait cavalier aussi bien que poète. Le petit-fils de Louis XIV, Philippe d'Anjou, avec les premiers écuyers pour maîtres, ne fut jamais qu'une paire de pincettes à cheval.

II

Né le 19 mai 1632, Puyguilhem débarqua fort jeune de sa province à Paris. En bon cadet, il commença par chercher un patron considérable dans sa parenté. On connaît les histoires vraies ou fausses de d'Artagnan se réclamant de M. Tréville. Puyguilhem n'avait guère moins besoin que le jeune mousquetaire d'un protecteur généreux. Du manoir de Lauzun, près Marmande, il avait apporté plus de noblesse que d'écus. Sur cinq fils et quatre filles, il n'était que le troisième garçon, et comme les Lauzun n'étaient après tout que les cadets des La Force, Puyguilhem se trouvait être un cadet de cadets. Sans doute si la Garonne avait voulu, elle aurait roulé de l'or, mais Nadaud ne lui avait pas encore appris la manière. Et voilà pourquoi le jeune comte était gueux.

Aussi je vous laisse à penser s'il trouva le paradis dans l'hôtel du cousin germain de son père, le maréchal de Gramont. Antoine de Gramont, duc et pair, maréchal de France en 1641, était au mieux à la cour. La reine-mère Anne d'Autriche lui donnait toute sa confiance, et Mazarin le voyait sans défiance. Il avait un régiment de gardes, avec la survivance pour son fils le comte de Guiche. Ce dernier nom est de ceux qui sonnent le plus mal dans l'histoire intime du grand siècle. Guiche, roué avant la Régence, était le type du jeune seigneur libertin et insolent. On s'est demandé s'il n'a pas fourni à Molière plus d'un trait de son *Don Juan*, y compris la catastrophe finale. Puyguilhem ne pouvait donc tomber auprès d'un plus triste compagnon de son âge.

Guiche l'introduisit à l'hôtel de Soissons. On y rencontrait même le jeune monarque, et Guiche « la fleur des braves et des dames », en profitait pour se pousser lui et ses amis. Grâce à ses intrigues, Puyguilhem devint le favori de Louis XIV qui créa en sa faveur un

régiment. Il eut les titres de maréchal de camp, puis de colonel-général des dragons (1666). C'est l'occasion de nous arrêter devant la peinture de son caractère tracée par Saint-Simon. Aussi bien ne l'aurions nous pas comprise plus tôt : « *Plein d'ambition*, de caprices, de fantaisies, jaloux de tout, voulant toujours passer le but, jamais content de rien, naturellement chagrin, solitaire, sauvage ; fort noble dans toutes ses façons, méchant et malin par nature, encore plus par jalousie et *par ambition*, toutefois bon ami quand il l'était. ce qui était rare, et bon parent, volontiers ennemi même des indifférents, et cruel aux défauts et à trouver et à donner des ridicules ; extrêmement brave et aussi dangereusement hardi ; courtisan également insolent, moqueur et bas jusqu'au valetage, et *plein de recherches, d'industries, d'intrigue, de bassesses pour arriver à ses fins*, avec cela dangereux aux ministres, à la cour, redouté de tous, et plein de traits cruels et pleins de sel qui n'épargnoient personne. » L'ambition est ici le premier et le dernier mot. Lauzun avec sa cynique indifférence aux moyens de parvenir était une manière anticipée de nos *arrivistes* contemporains.

III

Mais déjà s'arrêtait la première série de ses bonnes chances. On ne se perd jamais que par son fort. Lauzun — il portait ce nom depuis une dizaine d'années, — apprend, un jour de 1669, que le duc de Mazarin retiré de la cour veut se défaire de sa charge de grand-maitre de l'artillerie. Cette charge était fort importante et ne se donnait guère à des créatures. Pour preuve on peut voir, dans une des salles du musée des Invalides, la liste glorieuse des grands-maitres en remontant jusqu'à Ricard de Genouilhac et au delà. Lauzun ne doutait de rien. Ayant eu vent de la vacance, il demande la place au roi qui la lui promet, mais sous le secret à garder quelques jours. Le terme de la déclaration arrivé, Lauzun qui jouissait des grandes entrées, s'en va attendre Sa Majesté au sortir du conseil des finances dans une salle intermédiaire en dehors de laquelle se tenait le gros des courtisans.

« M. le Comte, lui dit, en l'arrêtant, le premier valet de chambre en quartier qui se nommait Nyert, mon office m'oblige à vous demander la raison de votre présence ici. »

— « M. le valet le prend de bien haut avec moi, riposte Lauzun

avec morgue, mais je suis habitué aux indiscretions des gens de service. »

— « Monsieur le Comte me permettra de lui faire observer respectueusement qu'elle traite d'indiscrétion le simple accomplissement d'un devoir. »

— La satisfaction d'une curiosité, M. de Nyert ; mais je te pardonne toutes tes impertinences, maraud, en pensant que rira bien qui rira le dernier. Quand le roi aura passé devant moi tout à l'heure, tu auras appris de sa bouche qu'en ma personne tu viens d'offenser le grand-maitre d'artillerie de France. »

Nyert eut un saisissement, il savait Lauzun homme à mentir, mais aussi homme à tout faire et homme à bonnes fortunes.

— « M. le comte, répondit-il en retrouvant toute sa présence d'esprit, a voulu mystifier un valet et il a réussi. Ce sera d'ailleurs un grand honneur pour moi d'entendre Sa Majesté octroyer au colonel de ses dragons la grande maîtrise de l'artillerie..., et même une surprise. » Puis se ravisant :

« Peut être M. le Comte préférera-t-il se trouver seul à seul avec le roi ? Le conseil se prolonge, et j'oubliais une affaire qui presse. »

Et, tirant sa montre, il sortit.

« Après tout, exclama Lauzun, je n'ai pas mal fait de conter la chose à ce niais !

« Et moi, murmura Nyert qui l'entendait encore, je ne ferai pas mal non plus de la conter à M. de Louvois. Le plus niais des deux n'est pas celui qu'on pense. »

Il ne faut pas oublier, pour l'intelligence de la scène, que dans ce temps-là Saint-Germain était un véritable petit monde. Les grands y traitaient entre eux de puissance à puissance. Chacun entretenait ses espions comme aujourd'hui les ambassadeurs. Fouquet s'était ruiné en partie à ce gros jeu. Ne lui avait-il point fallu surveiller Mazarin et Colbert, sans parler du roi ? Donc, à Saint-Germain, le bureau de Louvois était tout proche de la salle du conseil. Nyert savait comme tout le monde que Lauzun, client de Colbert, était la bête noire de son rival Louvois. Il ne fit qu'un bond dans le charmant escalier aux caissons de pierre ornés de la salamandre de François I^{er} et de ses F croisées d'une palme. Déjà il frappait à l'appartement du terrible secrétaire d'Etat.

Ministre de la guerre depuis 1666, Louvois était un grand homme passionné pour le bien public et pour la grandeur de son pays. De son père Le Tellier il avait reçu une fermeté qui confinait à la rigi-

dité, parfois même à la plus impitoyable dureté. Il n'avait peur de personne, même du roi qu'il savait capable de faiblesse, mais incapable d'entêtement.

Bientôt Nyert lui a tout rapporté.

Louvois embrasse le valet, le congédie avec un papier pour lui servir de contenance, et le suit à un court intervalle. Sans même le regarder, il s'apprête à forcer la porte du conseil. Nyert fait semblant de s'y opposer et proteste que la séance n'est pas levée.

— « N'importe, répond le secrétaire d'Etat, j'ai une communication urgente à présenter à Sa Majesté »

Nyert s'incline profondément.

Lauzun, dissimulé dans une des profondes embrasures des hautes croisées de pierre et brique, ne comprend rien à ce qui se passe.

« Sire, dit Louvois en entr'ouvrant les deux battants de la large porte, Votre Majesté peut tout ce qu'elle veut. Elle peut enlever des places fortes avec de la cavalerie, comme cela s'est vu en plein midi ; mais si la fantaisie lui prenait de revenir à des moyens plus ordinaires, elle aurait de la peine à faire d'un colonel-général de dragons un grand-maitre de l'artillerie. »

Le roi se sentit trahi.

Mais il était trop maître de soi pour laisser paraître aucune de ses impressions. Tout jeune, Louis avait émerveillé Mazarin lui-même et le cardinal de Retz par son art de se contenir dans les circonstances les plus critiques.

« Monsieur le ministre, répondit-il gravement, rien n'est encore décidé pour cette place. Nous n'y pourrions qu'en son temps. »

Louvois se retira.

En sortant du conseil pour aller à la messe, le roi aperçut Lauzun et ne lui dit mot. Le courtisan, fort piqué, attendit toute la journée. Le soir, au petit coucher, il n'y put tenir et posa la question à Sa Majesté. Louis, toujours indéchiffrable, répondit d'un ton sec que la chose en question était possible, mais qu'avant de rien conclure il verrait.

IV.

L'état d'âme où se trouva Lauzun défierait l'analyse de nos psychologues les plus exercés. Risquer le tout pour le tout lui parut la seule ligne de conduite compatible avec son humeur. Il risqua. Les moyens mis en œuvre révèlent une si incroyable audace et une

si odieuse insolence qu'une plume honnête se refuse à les raconter. A bout de ressources, il se ménagea un tête-à-tête avec le roi. Une fois en face de Louis XIV, il lui tourna le dos avec dédain, tira son épée et d'un geste de fureur il la brisa sous son talon.

« Sire, lui dit-il, vous êtes un prince sans foi. A Dieu ne plaise que je serve de ma vie un souverain qui manque à sa parole comme un simple vilain. »

Louis XIV bondit sous l'outrage, et mû par un ressort incoercible, il se trouva debout, de toute sa hauteur, devant le petit blondin, narquois comme un page, qui lui faisait cet affront.

La colère du roi, comme dit Salomon,
Est terrible....

Ces vers du fabuliste La Fontaine, un soi-disant philosophe contemporain, M. Taine, les applique à Louis XIV. Eh bien non, la colère du lion courroucé ne fut point si terrible. Le grand roi qui ne savait pas toujours commander aux inclinations de son cœur, savait merveilleusement retenir les transports de son indignation. Fronçant légèrement le sourcil et faisant avec ses lèvres une légère moue sous sa fine moustache, comme dans son portrait par Rigault, il se tenait immobile, la main levée pareil à un Jupiter courroucé, mais à un Jupiter dominateur de soi-même et modérateur des dieux.

Lauzun, enlaidi par la fureur n'avait plus l'air que d'un Vulcain rageur et contrefait.

« Le roi fit peut-être en ce moment, dit Saint-Simon, qui ne l'a jamais flatté, la plus belle action de sa vie. Il se tourne à l'instant, ouvre la fenêtre, jette sa canne dehors, dit qu'il seroit fâché d'avoir frappé un homme de qualité, et sort. »

Louis XIV, en se refusant d'agir sous l'empire de la passion, avait montré jusqu'à quel point la raison était en lui souveraine. Mais la raison voulait aussi que la justice eût son cours et que le coupable subit son châtiment. Puis il fallait empêcher Lauzun de bavarder. Déjà sa méchante langue ne s'était que trop librement donné carrière. Il l'expia chèrement.

Le lendemain, le comte de Lauzun était arrêté dans sa chambre et jeté à la Bastille.

Ce n'était pas alors un déshonneur pour un grand seigneur d'avoir passé par cette prison d'Etat. Volontiers on se vantait d'y avoir fait un séjour, même prolongé. Depuis cinquante ans les cachots bâtis par Charles V avaient reçu, derrière leurs épaisses et muettes mu-

raillés, le maréchal de Biron, le prince Henri II de Bourbon-Condé, père du grand Condé, la maréchale d'Ancre, Bassompierre que l'impitoyable Richelieu y avait laissé douze ans, et combien d'autres ! Lauzun eut le bon esprit d'en sortir après quelques jours.

V

Et une fois sorti des sombres tours ce ne fut pas assez pour lui de recevoir, presque à son corps défendant, la charge de capitaine des gardes ; c'est tout juste s'il ne mit point les pieds sur les marches du trône de France. L'infortune lui ayant ajouté un charme de plus, une princesse du sang s'était éprise de lui jusqu'au mariage.

Dans toute sa correspondance, vivante gazette du grand règne, madame de Sévigné n'a pas eu plus triomphante nouvelle à annoncer (15 décembre 1670) :

« Je m'en vais vous mander la chose la plus étonnante, la plus suprenante, la plus merveilleuse, la plus miraculeuse, la plus triomphante, la plus étourdissante, la plus inouïe, la plus singulière, la extraordinaire, la plus incroyable, la plus imprévue, la plus grande, la plus petite, la plus rare, la plus commune, la plus éclatante, la plus secrète jusqu'aujourd'hui, la plus brillante, la plus digne d'envie. »

Par contrat, mademoiselle de Montpensier, fille de feu Monsieur, Gaston d'Orléans, frère du roi Louis XIII, se faisait la fée bienfaisante qui d'un coup de sa magique baguette opérait le coup de théâtre. Lauzun recevait d'elle la bagatelle de vingt deux millions. Mademoiselle, une des plus riches héritières de l'Europe, lui assurait le comté d'Eu avec la première pairie de France, et les duchés de Montpensier, Saint-Fageau, Châtellerault. Toute la journée du mercredi 17 décembre 1670, Lauzun, un cadet de Gascogne, porta officiellement le nom de duc de Montpensier. Ce fut vraiment le plus beau jour de sa vie.

Mais point de fête sans lendemain.

Le roi avait promis de signer le contrat le jeudi matin. D'heure en heure on l'attend vainement. Enfin sur les sept heures du soir, Sa Majesté appelle Mademoiselle et le comte de Lauzun, et, en présence de M. le Prince — le grand Condé — il leur défend de plus songer à cette union.

Ici encore la plume de la marquise de Sévigné a seule pu égaler

la finesse du badinage au comique de la situation. La grande épistolière sentait que rarement elle aurait aussi joli canevas à broder : « Monsieur de Lauzun, écrit-elle, reçut cet ordre avec tout le respect, toute la soumission, toute la fermeté, et tout le désespoir que méritoit une si grande chute. Pour Mademoiselle, suivant son humeur, elle éclata en pleurs, en cris, en douleurs violentes, en plaintes excessives ; et tout le jour elle n'a pas sorti de son lit, sans rien avaler que des bouillons. Voilà un beau songe, voilà un beau sujet de tragédie, mais surtout un beau sujet de raisonner et de parler éternellement. C'est ce que nous faisons jour et nuit, soir et matin sans fin, sans cesse. »

Puisque drame il y a, que s'était-il donc passé dans la coulisse ? Louis XIV avait été circonvenu. Monsieur (Philippe d'Orléans, son frère), la Reine Marie-Thérèse qui d'ordinaire ne se mêlait de rien, avaient agi sur le roi pour lui faire retirer sa parole. Mais personne n'avait combattu cette mésalliance d'une princesse du sang autant que M. le Prince. « Sire, avait dit Condé au monarque, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Majesté que j'irai à la messe du cadet Lauzun, et que je lui casserai la tête, en sortant d'ici, d'un coup de pistolet. » Ce propos est rapporté par La Fare, dans ses Mémoires.

Quel mobile inspirait Condé ? Était-ce fierté jalouse de l'honneur des Bourbons ? Était-ce une autre jalousie, au souvenir que Mademoiselle qui l'avait sauvé au faubourg Saint-Antoine, aurait pu l'avoir lui-même pour époux ? Et Louis XIV ne songea-t-il pas lui aussi qu'ayant été d'abord le futur mari de Mademoiselle, il ne pouvait la voir s'abaisser à un Lauzun ?

VI

Toujours est-il que le comte supporta sa déconvenue avec un courage qui le fit admirer du public. S'il avait perdu la princesse, il gardait des millions, ce qui contribuait sans doute à sa sérénité. Louis XIV lui offrait de plus, en compensation, l'épée de maréchal de France. Il la refusa noblement, disant que cet honneur lui serait précieux mais qu'il voulait l'avoir par le droit chemin.

Le scrupule était honorable. Mais il paraît que sur d'autres points Lauzun y regardait de moins près. Un an après, un soir de novembre 1671, il arrivait à Paris et descendait dans son pied-à-terre, ne

se doutant de rien. Comme il entra dans sa chambre, le maréchal de Rochefort se présente à lui et l'arrête de par le roi. Rochefort était le capitaine des gardes de quartier. Il conduit son camarade à la Bastille. Impossible au prisonnier de savoir pourquoi. Toute explication lui est refusée ; on ne lui permet pas même d'écrire au roi.

Et la Sévigné de s'écrier : « Vanité des vanités, tout est vanité ! »

Au fond, c'était encore un coup de Louvois.

De la Bastille le prisonnier fut transféré à Pignerol. Ville française depuis Louis XIII, Pignerol n'était guère qu'une citadelle surmontée d'un énorme château massif dominé lui-même par un donjon. Le 16 janvier 1655, le surintendant Fouquet y était arrivé conduit par d'Artagnan, le légendaire mousquetaire. L'infortuné s'y trouvait encore. Lauzun y fut enfermé dans un cachot à voûte basse. En y entrant, il dit : *In sæcula sæculorum !*

Mais il se reprit à espérer. Maigre et souple, il eût passé par le trou d'une aiguille. Une ouverture est pratiquée à la voûte ; il corrompt les gardiens, et on le hisse dans la chambre haute de Fouquet. Quelle rencontre en ce lieu : le traitant qui à Vaux avait éclipsé le faste de Louis XIV, et en face de lui le cadet de Gascogne qui avait été flancé à la petite-fille de Henri IV. Quand Lauzun eut raconté son roman, Fouquet le crut fou du cerveau.

La réclusion du comte dura quatre ou cinq ans. Ces années furent aussi dures pour son gouverneur Saint-Mars que pour lui. Il essaya tous les genres d'évasion, feignit la maladie, simula la folie, et finalement mit le feu au plancher de sa chambre. On ne sait jamais ce qui peut arriver dans un incendie. Il avait sans doute appris qu'une récente explosion de la poudrière avait emporté une partie du donjon et manqué de faire sauter Fouquet.

Louvois voulait qu'on n'entendît plus parler de Lauzun et qu'il fût là « comme *in pace* » ; mais tandis que le captif avait « des rages continuelles » dont l'écho arrivait à Madame de Sévigné pour la divertir, la mélancolique Mademoiselle soupirait après son retour. Elle l'acheta à Louis XIV au prix de quelques principautés et revit celui qui était, croit-on, son mari de conscience.

Le prisonnier revint à Paris et recommença à courir les aventures. Elles furent toutes désormais heureuses. Il sauva la reine d'Angleterre et son fils à la révolution de 1688, reçut l'ordre de la Jarretière

dans Notre-Dame de Paris, fut grand mangeur et gros joueur, devint duc de Lauzun, et, après la mort de Mademoiselle, épousa la belle-sœur de Saint-Simon. Mais l'illustre mémorialiste ne lui a point arraché ses secrets. Ce sont encore aujourd'hui les secrets de l'histoire.

H. CHÉROT, S. J.

NOTES SUR LES IMPRIMEURS AGENAIS

R FUMADÈRES ET J. LAPLACE.

J'ai eu le plaisir de publier ici (livraison de mai-juin 1896, p. 159-263) un testament inédit de Jean Gayau où se trouvaient divers renseignements nouveaux sur cet imprimeur-libraire d'Agen. Quelques extraits de pièces non encore mises en lumière et qui sont conservées aux Archives départementales de la Gironde, vont me permettre de compléter les indications fournies sur deux confrères et contemporains de Jean Gayau par Jules Andrieu dans son *Histoire de l'Imprimerie en Agenais* et dans sa *Bibliographie générale de l'Agenais*. La meilleure manière d'honorer la mémoire de nos chers morts, c'est d'améliorer le plus possible leurs travaux. Puissent nos successeurs remplir à notre égard le même pieux devoir !

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

I

Documents relatifs à une imposition de 300 livres sur l'Agenais pour Raymond Fumadères.

(1631)

Entre Raymond Fumadères, imprimeur, demandeur l'enteriment de certaine requête, d'une part, et M^{es} Geraud Grimard, Guillaume Ratier et autres conseulz de la presente ville d'Agen au nom et comme sindicqs du pays d'Agenois, deffendeurs, d'autre; ouïs du Laurans, Singlande, advocats des parties, à la requête dudit demandeur, a condampné et condamne ses deffendeurs, audit nom, de payer audit demandeur les arrerages des gaiges à luy deus jusques au jour present, reservant audit pays de les pouvoir continuer ou revoquer pour l'advenir ainsy que bon leur semblera et ordonne que les sommes à quoy monteront lesdits arrerages seront imposées

et levées sur tout le pays d'Agennois, ensemble la somme de vingt livres pour les frais du procès, arrest et sceau d'iceluy ; enjoinct aux esleus de la presante ville faire le despartement et aux conseuls et collecteurs dudit pays la lever, pour estre ladite somme levée qu'elle soit delivrée audit Fumadères et sans pouvoir estre divertie à autre uzage, le tout sans retardement de la levée des deniers royaux. — Faict à Agen en la chambre de la Cour des Aydes de Guyenne le vingt-cinquesme mars mil six cens trente ung. Signé LESCASES.

Veu par nous la requête présentée par Remond Fumadères, imprimeur. contenant que par arrest de la Cour du unziesme mars dernier les consuls de la ville d'Agen en quallité de sindicqs du pays d'Agennois auroient esté condamnés de luy payer les arrerages des gaiges à luy accordés par ledict pays de cinquante livres par an pour imprimer tous actes et mandemens dont il auroit besoing et a esté ordonné que les dicts arrarages, ensemble vingt livres de despens, seront imposés et levés sur le dict pays, lesquels arrerages de pension ont esté trouvés estre deubz depuis l'année MVI^e vingt cinq inclusivement jusques à la fin de l'année dernière MVI^e trente, qui font six années revenant à trois cens livres, c'est pourquoi il supplie la Cour d'enjoindre aux eslus d'Agennois de faire le despartement de la dicte somme sur les villes et communautés dudit pays d'Agennois contribuables aux tailles et aux consuls et collecteurs desdicts lieux d'en faire la levée et delivrer la dicte somme au suppliant et qu'à ce faire ils seront contraincts par toutes voies deues et raisonnables. [Suit l'Arrêt prononcé à Agen en la Cour des Aydes de Guyenne le septiesme may MCI^e trente ung.] ¹

¹ Extrait des registres de la Cour des Aydes de Guyenne. Série C. 3827. f^o 41. — Rectifions une petite erreur de l'auteur de l'*Histoire de l'Imprimerie en Agenais* : il déclare (p. 52, note 3) que « les savants auteurs de la *Bibliothèque des Ecrivains de la Compagnie de Jésus* n'ont pas connu cet ouvrage du Père Paul Robert [*La statue de Nabuchodonosor* imprimée par R. Fumadères, à Agen, en 1625] ». Les « savants auteurs » ont indiqué ledit ouvrage dans le tome III, in-f^o, p. 223. Il avait été déjà signalé par Sotwel. On en retrouve mention dans la nouvelle édition de la *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus* donnée par le P. Carlos Sommervogel (tome VI, 1895, in-4^o, p. 1897). Le P. Paul Robert mourut à Agen le 5 février 1642.

II

Document relatif à une imposition de 300 livres sur l'Agenais pour Jean Laplace.

(1649)

Louis par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre à noz amez et feaux les Presidens, tresoriers de France, generaux des finances en Guyenne, salut.

De la partie de Jean Laplasse (*sic*)¹, marchand libraire de nostre ville d'Agen, nous a esté exposé que par acte et deliberation du dix-septiesme mars, present mois, auroit esté arresté que la somme de trois cens livres s'imposeroit pour estre employée au payement des interessez de partie de ce que la dicte ville et pays luy doit, surquoy l'exposant desireroit qu'il nous pleust luy permettre faire l'imposition sur ladicte ville et pays dudict Agennois, s'il nous plaisoit lui octroyer nos lettres, icelles nous requerant.

Pour ce est il que nous vous mandons que vous ayez à faire imposer sur ladicte ville et pays d'Agennois par noz amez et feaux les President, Lieutenant, esleus et controlleurs de la dicte eslection la dicte somme de trois cens livres mentionnées en la susdite deliberation pour icelle levée qu'elle soit estre mise ez mains dudit exposant pour partie des interestz qui luy sont dheus par le dict pays suivant l'obligation du dixiesme mars mil six cens quarante huit sans retardement de nos deniers, ensemble la somme de quinze livres pour les frais et expéditions des presentes, car tel est nostre plaisir.

Donné à Bourdeaux le vingt quatriesme mars l'an de grace mil six cens quarante neuf et de nostre regne le sixiesme.

Signé par le Conseil : DE FAGES².

¹ Son nom est imprimé tantôt *J. de La Place*, tantôt *J. de Laplace*. Andrieu a adopté cette dernière forme.

² Extrait des registres des Edits royaux. Série C. 3834, f° 26.

LETTRE DU ROI HENRY DE NAVARRE

AVANT SON AVÈNEMENT AU TRONE DE FRANCE¹

Monsieur de Lezignan,

Dieu a tellement beny nos affaires et actions pour la négociation de la trefve generalelle quelle a esté accordée avec Le Roy monseigneur dès le III^e jour d'apvril dernier au moyen de laquelle la ville de Saurmur nous a esté délivrée pour passage de la rivière de Loyre. Et ay en oultre eu cest honneur de bayser les mains de sa majesté qui nous a rendu tous le tesmoignage que eussions peu désirer de ses bonnes volontés. Ce qui a faict que les ennemis ont sur les nouvelles de ceste entrevue levé et quitté le siège de Chastauregnault a six lieues de Tours. Il ne nous reste en ce contentement et pour poursuivre la fin d'ung commencement si heureux qu'a faire bien et dûment garder et observer lad. trefve de tous ceulx sur lesquels vostre autorité sestend et empescher de tous vostre pouvoir les contraventions a icelle de laquelle je vous envoie mes lettres de déclaration imprimée pour les faire publier ainsi que Le Roy monseigneur a faict les siennes afin que puissions plus aisément et entièrement vacquer à réprimer et repoulsset la violence des ennemis de cest estat qui se sont eslevés contre l'autorité de sa majesté. Je vous prie donc monsieur de Lezignan de procéder à lad. publication incontinent après la présente reçue en tous les lieux et endroicts de vostre gouvernement ou besoing sera et ou il est en tel cas acoustumé. Rendant grâces à Dieu par prières et tesmoignage de resjouissances publiques du bien que nous en recevons et espérons recevoir moyennant son aide par une bonne et assurée paix qu'il nous donnera sil luy plaist à la resjouissance des siens et confusion de ses dits ennemis, de quoi je le prie et qu'il vous ait, monsieur de Lezignan, en sa très sainte et digne garde. De Maillé ce III^e May 1589.

Votre plus affectyone mettre et amy.

HENRY.

¹ Communiquée par M. Chaux. — Original. Arch. du château de Xaintrailles.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

UN FAUX DIPLOME CAROLINGIEN ATTRIBUÉ TANTOT A LOUIS-LE-DEBONNAIRE ET TANTOT A LOUIS-LE-BÈGUE, CONCERNANT L'ABBAYE DE DÉVRE, PRÈS VIERZON, par Jacques Soyer, archiviste du département du Cher. Bourges, typ. M. H. Sire, 1898, in-8° de 9 p. (Extrait des *Mémoires de la Société historique du Cher*).

La diplomatique est une science ardue. Nombre d'annalistes utilisent des documents sans même soupçonner qu'ils peuvent être faux; d'autres, ayant des doutes mais étant incapables de les éclaircir, acceptent ou rejettent arbitrairement, sans preuves ni raisons, les textes suspects : méthode facile mais nullement scientifique.

En rédigeant, il y a quarante ans, son *Histoire religieuse et monumentale du diocèse d'Agen*, M. l'abbé Barrère s'était trouvé en présence d'un diplôme carolingien qui rentrait dans la catégorie de ces documents d'une authenticité contestable. Il exprima quelques doutes, donna une traduction et non l'original du texte, ce qui rend le contrôle difficile, puis utilisa tous les éléments à tirer de cette pièce.

Quelques auteurs berrichons ayant agi de même, mais en identifiant les localités citées avec plus d'exactitude, leur jugement, quant à l'authenticité du texte, appelait une révision que vient de faire notre collègue M. Soyer, archiviste du Cher.

Le diplôme existe à deux exemplaires : le prétendu original, qui cependant n'est autre qu'un parchemin du ^x^e siècle (Archives départementales du Cher) et une copie dans le cartulaire de Saint-Etienne de Bourges, du ^{xiii}^e siècle (Bibliothèque nationale).

M. Soyer a démontré d'une façon irréfutable que le diplôme est faux.

Toutefois cette pièce en rappelle une autre qui paraît authentique, celle même qui touche à notre histoire. Il importe donc de distinguer le vrai du faux. Voici le résumé de ces deux actes différents :

1^o Diplôme par lequel Louis (Le Débonnaire ou Le Bègue) donne à l'abbaye de Dévre, près Vierzou, une rente de 60 sous et confirme une donation faite en sa faveur par Centulle. (Faux).

2^e Donation faite par Centulle à l'abbaye de Dèvre des domaines ruraux de *Mauriacus* et de *Bazlincum*, situés en Saintonge (*pagus santonicus*) et d'une église consacrée à Notre-Dame et à Saint-Symphorien, sise dans l'enceinte d'Agen (*infra muros urbis Agennensis sita*). L'authenticité de cet acte a été jusques à ce jour admise. Mabillon l'a rapporté au règne de Charles-le-Chauve et daté de l'année 853.

M. l'abbé Barrère, qui avait opéré seulement sur le diplôme, moins explicite que la donation, avait attribué au diocèse d'Agen toutes les localités dont il est question : la *Dèvre* ou *Dovère* ou *Daurée* devenait une église où reluisait l'or et dont il fixait l'emplacement vers les casernes ; *Mauriacus* était Moirax.

Maintenant la part du Berry et de la Saintonge est faite. Nous n'avons plus à retenir qu'une chose : au milieu du ix^e siècle, un grand personnage nommé Centulle possédait à Agen une église dédiée à Notre-Dame et à Saint Symphorien, dont ni la mémoire ni la trace ne subsistent depuis longtemps. Il céda cette église à l'abbaye berri-chone de La Dèvre.

C'est peu, mais c'est assez pour nous faire regretter que le dernier historien de l'Agenais, après avoir tenu pour non avenues nos inscriptions gallo-romaines, ait également négligé la plus ancienne charte connue se rapportant à Agen. Les éléments de notre histoire avant l'an mille sont en si petit nombre qu'ils doivent être recueillis et utilisés avec un soin pieux. M. l'abbé Barrère a péché par amplification et M. Andrieu par omission.

G. T.

∴

RÉVISION DE LA FLORE AGENAISE SUIVIE DE LA FLORE DU LOT-ET-GARONNE,
par J.-O. Debeaux. Paris. Agen, Ch. Duffour, instituteur, rue
Baudin, 4, 1898, in-8°. Prix 10 fr. pour les Agenais, 8 fr. pour les
instituteurs.

La *Flore agenaise* que publia Saint-Amans, en 1821, passa, à juste titre, pour un excellent ouvrage. Mais alors on était moins fixé qu'aujourd'hui sur les bonnes méthodes de classification des plantes. Saint-Amans avait suivi le système artificiel de Linné, complètement abandonné de nos jours.

De plus, malgré l'activité de son auteur et la précieuse collabora-

tion de Chaubard, la première *Flore agenaise* ne pouvait être complète.

Depuis quatre-vingt ans, les explorations botaniques se sont multipliées et ont amené la découverte d'espèces nouvelles. Il a fallu aussi vérifier des articles à supprimer, car il suffit d'une confusion dans les herbiers pour entraîner de fausses attributions.

Un Agenais, M. J.-O. Debeaux, auteur d'ouvrages nombreux et estimés sur la botanique, a travaillé plus de quarante ans à réviser la Flore du Lot-et-Garonne. Le beau volume qui vient de paraître est en partie le résultat de ses recherches personnelles. On y trouve aussi les indications fournies par tous les botanistes sérieux, dont M. Debeaux a utilisé les études ou avec lesquels il s'est mis en correspondance.

L'auteur a fait équitablement la part de chacun, soit dans les généralités que contient sa préface, soit dans le détail des articles.

Après Saint-Amans et Chaubard, sont particulièrement mentionnés : Antoine Bartayrès, Louis de Brondeau, Auguste Capgrand, Ludomir Combes, Etienne Debeaux, l'abbé Debelmas, Duffourt, Basile Dulong, J.-B. Dumolin, Félix et Jeanin Lamourous, Edouard de Pommarêt, Charles Arnaud, MM. le docteur Amblard, abbé Garrouste, comte Ludovic de Bonnal, docteur Couyba, Charles Duffour, Louis de Montesquiou, Portier, etc., M. Ad. Magen, cité pour les renseignements biographiques qu'il a fournis.

La classification adoptée par M. Debeaux est celle du *Genera plantarum* de George Bentham et Hooker.

L'ouvrage est divisé en deux parties : 1^o Additions et corrections à la *Flore agenaise*. On trouve dans cette partie la description détaillée des plantes. Le nombre de celles qui sont signalées comme nouvelles est de plus de 363 (voir un supplément). 2^o La seconde partie est un *Catalogue méthodique des plantes vasculaires spontanées, acclimatées ou de grande culture et observées dans ce département*. On n'y trouve pas la description des plantes, en sorte que ce catalogue ne dispense pas ceux qui ont à classer un herbier de recourir aux ouvrages spéciaux.

Notons que dans le Lot-et-Garonne il existe 1585 espèces de végétaux, ce qui est une bonne moyenne, les flores locales variant de 950 espèces (Creuse) à 3,172 (Provence).

On sait à quel point la distribution de la flore est régie par la na-

ture des terrains C'est donc avec raison que l'auteur a ajouté à son ouvrage une étude sommaire sur la constitution géologique du Lot-et-Garonne.

Il y a joint également une nomenclature intéressante des noms populaires donnés à certaines plantes agenaises et de bonnes tables.

Je terminerai ce compte rendu imparfait en priant M. Debeaux de m'excuser. Un spécialiste eût mieux fait valoir son livre.

G. T.

..

LA CHASSE AUX SORCIÈRES DANS LE LABOURD (1609), par J. Bernou, Agen, imp. Calvet, 1898, in-8°. Prix 4 francs.

Par tout pays, les sorciers ont été fort malmenés au moyen âge et, jusques à la Révolution, la sorcellerie a passé en France pour un crime. Sous l'ancien régime, les pénalités étant très fortes, les victimes de la crédulité populaire devenaient aussi les victimes des tribunaux.

A cet égard, on peut juger de l'état de l'opinion publique dans notre pays par cette requête placée en tête des cahiers du tiers état de l'Agenais aux Etats Généraux de 1614 :

Art. 2. « Que tous sacrilèges, sorciers, devins, enchanteurs, » magiciens, noneurs d'aiguilhettes, tourneurs de saz et autres de » telle qualité perniciense seront punis de mort et jugés prévostablement par les juges prézidiaux. »

Et cependant les Agenais n'avaient guère à se plaindre de leur présidial, qui avait fait pendre deux sorcières, trois années auparavant¹.

La Chambre de l'Edit de Nérac ne se montrait pas moins sévère. En 1620, elle condamna à la potence six sorciers de Clairac².

M. Bernou a fait une étude sur la répression de la sorcellerie au xvii^e siècle, notamment dans le Sud-Ouest. Le sujet principal de son livre est tiré de deux ouvrages du conseiller Pierre de Lancre, qui a raconté lui-même de quelle façon il remplit la commission à lui donnée, en 1609, pour purger le pays de Labourd des sorciers qui y pullulaient.

¹ *Cahiers des doléances du tiers état du pays d'Agenais*, par G. T. Paris, Agen, 1885, p. 16.

² *La Chasse aux Sorcières*, p. 50.

La crédulité inouïe de ce magistrat peut avoir pour excuse les préjugés de son temps mais elle fut malheureusement égalée par sa cruauté.

« Jamais on ne fait le malsi pleinement, si gayement, a dit Pascal, » que quand on le fait par conscience. » C'est trop vrai pour de Lancre, qui croyait sauver la société en se montrant impitoyable. Malheur à qui lui était dénoncé ! Il était voué aux tortures et à la mort. Les moindres présomptions, les plus futiles témoignages, les plus faibles indices (et quels indices quand il croyait trouver en un point insensible d'un corps d'hystérique la marque de Satan !) comptaient pour une preuve suffisante. Avec quelle inconscience il formule cette abominable maxime :

« Vous avez peur de punir quelque innocent en pensant punir un » coupable ? Mais ne voyez-vous pas, juges pusillanimes, que la » rencontre de quelque innocent parmi tant de méchants n'est pas » si dangereuse que l'impunité d'un seul abominable sorcier, lequel » n'étant puny fera cent mille maux, ruinera un monde de gens et » de familles, et rendra stériles et déserts les champs et les fruits » de toute une province » ¹.

En réalité, le pays de Labourd fut dépeuplé, en 1609, non par les sorciers mais par de Lancre. On fuyait pour échapper aux terribles assises et des prêtres même soupçonnés par l'inquisiteur désertaient leurs églises.

M. Bernou nous fait assister aux hallucinations des prétendus sabbats, aux interrogatoires étranges qui provoquent des aveux étranges, aux affreux supplices. Le tableau n'est pas outré puisque les traits en sont empruntés aux récits mêmes du juge. Son ouvrage, bien écrit, est fort intéressant. Nous reprocherons seulement à l'auteur d'avoir rejeté principalement sur l'Eglise l'odieux des chasses aux sorcières. C'est le pouvoir judiciaire qui instruit et condamne, sous la pression de l'opinion publique.

En 1614, le tiers état de l'Agenais connaissait sans doute la répression exercée contre les sorciers du Labourd cinq ans auparavant. Il semble qu'il ait souhaité de voir frapper avec une égale rigueur les sorciers qui l'épouvantaient. Il y avait donc en ces temps-là un préjugé contre les sorciers partagé par toutes les classes de la société et dont seuls étaient affranchis quelques esprits supérieurs.

¹ *La Chasse aux Sorcières*, p. 270.

Aujourd'hui, les prétendus sorciers des deux sexes sont classés tout bonnement dans la catégorie des malades ou des fripons. Les plaintes de leurs dupes ou les terreurs des simples d'esprit n'entraînent plus pour eux la peine de mort. Nos mœurs se sont heureusement adoucies ; mais la croyance aux sorciers n'est pas morte, tant s'en faut : nous la voyons persister dans toutes nos campagnes. Dans les grandes villes, même au sein d'une société devenue sceptique, on croit aux somnambules ou aux devineresses ; parmi les prophètes et les visionnaires en jupon qui affichent leurs consultations à la quatrième page des journaux beaucoup ont une clientèle dans le meilleur monde. Jamais l'occultisme ne fut plus à la mode ; il va s'insinuant même dans quelques revues des plus sérieuses, en sorte que cette autre pensée de Pascal se vérifie ; « O incroyables, les plus crédules ! »

G. T.

NÉCROLOGIE

MONSIEUR LE BARON DE RUBLE

Nous avons le regret d'annoncer la mort de M. le baron de Ruble, décédé à Paris.

Il y a moins d'un an, l'occasion s'était présentée de faire valoir dans cette Revue l'appoint considérable que cet éminent historien avait apporté aux annales de notre pays.¹

C'était à propos de l'inauguration de la série de *Jeanne d'Albret et la guerre civile*, faisant suite à *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*. L'auteur en arrivait à une période au cours de laquelle l'Agenais a joué un grand rôle. Nul mieux que lui ne pouvait déterminer les rapports entre la politique des grands personnages du xvi^e siècle et les événements qui se passaient dans notre province. Combien d'intéressants volumes nous pouvions prévoir dans la suite et dans la série finale de *La Jeunesse de Henri IV* ! L'œuvre pouvait avancer rapidement, car M. le baron de Ruble était pourvu des notes nécessaires amassées depuis de longues années. Il préparait aussi une histoire du maréchal de Mouluc.

Et voici que ces œuvres sont à jamais interrompues. Notre pays vient de faire encore une perte irréparable.

MONUMENT DE LÉO DROUYN A BORDEAUX

Un comité s'est fondé à Bordeaux pour élever par souscription, à la mémoire de Léo Drouyn, un monument surmonté de son buste en bronze qui sera placé dans le square de Saint-André, entre la tour de Pey-Berland et le chevet de la cathédrale.

Les sommes réunies jusqu'à ce jour sont encore insuffisantes pour assurer l'exécution de ce projet.

Nous rappelons que M. Léo Drouyn, historien, archéologue, artiste, a traité des sujets intéressant l'histoire de notre pays, particulièrement pour la partie du Bazadais qui a été unie au Lot-et-Garonne.²

On peut s'inscrire pour les souscriptions chez tous les membres de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen.

G T.

¹ *Revue*, 1897, p. 93. — ² *Ibid.*, 1896, p. 575.

LES ANCIENNES FAÏENCERIES DE L'AGENAIS

MONCAUT - LAPLUME

Tous les collectionneurs de faïences anciennes ont dû voir qu'il était assez facile, en peu de temps, d'apprendre à reconnaître les produits des principales fabriques françaises telles que Rouen, Nevers, Moustiers, etc., mais qu'il n'en était pas de même pour les faïences dites du Sud-Ouest chez lesquelles, à de très rares exceptions près, les marques font absolument défaut ; aussi, lorsqu'ils ont voulu assigner un lieu de provenance à certaines pièces de leurs collections, ont-ils éprouvé une telle difficulté qu'ils y ont souvent renoncé.

Cette difficulté, je l'ai éprouvée moi-même lorsque j'ai voulu étudier et classer l'énorme quantité de faïences de toute espèce et de toute provenance que j'avais à ma disposition. J'ai réussi parfois ; souvent aussi j'ai été découragé, étant obligé d'abandonner le soir une opinion que je m'étais faite le matin sur telle pièce. Des observations sur la déco-

(1) Faites donc quelque chose sur les faïenceries de l'Agenais ? me dit un jour M. Forestier, secrétaire de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, en me montrant son intéressante collection de faïences Montalbanaises, Il y a bien longtemps de cela.

Voulant suivre son conseil, malgré l'absence de documents aux Archives départementales, et n'ayant que les renseignements que j'avais pu me procurer moi-même, j'avais écrit cette notice sans avoir l'intention de la faire paraître. Je n'ai eu à y ajouter que quelques détails complémentaires qui m'ont été donnés ces jours-ci par l'arrière petit-fils d'un des faïenciers de Moncaut.

ration ou l'émail d'un autre plat ou d'une autre assiette venaient détruire tout à coup des conjectures résultant du travail de toute une semaine.

Il reste beaucoup à dire sur certaines faïences du Sud-Ouest, désignation vague qui a été, et est encore d'un si grand secours même pour les experts dans la rédaction de leurs catalogues et qui les a si souvent tirés d'embarras.

Cependant les faïences de Montauban, Ardens et Auvillars, ont été très bien décrites par M. Edouard Forestier, secrétaire de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, dans un volume paru en 1876 à Montauban. Feu M. Tarbouriech, archiviste départemental du Gers, dans son opuscule sur quelques faïenceries du Sud-Ouest, nous a appris également à connaître les faïences de Samadet (Landes). Les faïences de Bazas (Gironde), confondues souvent avec celles de Bordeaux, sont connues aussi d'après les vases de la pharmacie de l'Hospice de Bazas et par deux pots à tabac que l'on voit encore dans le bureau de tabac qui est sur la place et qui sont sortis de la fabrique de M. Beaulos Péchicot, quartier Saint-Michel, à Bazas. Il en est de même pour les faïences Bordelaises bien caractérisées par les plats dits de la Grande Chartreuse. C'est à cette fabrique que nous devons attribuer les pots de la pharmacie de l'Hospice d'Agen.

Moins favorisées, les faïenceries de l'Agenais n'ont pas eu leur historien. Je n'ai pas ici la prétention d'en faire l'histoire, ce qui demanderait une plume plus exercée que la mienne, et exigerait des documents impossibles à trouver ; je veux seulement essayer, en quelques lignes, de traiter un sujet nouveau pour la *Revue de l'Agenais*, que je crois intéressant pour ceux qui ont un goût prononcé pour la céramique ou pour notre histoire locale.

Agen n'a jamais possédé de fabrique de faïences. Cela m'étonne d'autant plus qu'on y voyait encore au commencement de ce siècle plusieurs grandes industries florissantes ;

des manufactures de toiles, plusieurs coutelleries et teintureries renommées, une fabrique d'indiennes ⁽¹⁾, située rue Garonne, 17, appartenant au citoyen et demoiselles Guitard. Parmi les derniers vestiges du vieil Agen que le marteau des démolisseurs a respectés, le vieux quartier des Tanneries, si curieux et si pittoresque avec son ruisseau bordé de fabriques aujourd'hui désertes, est encore debout pour attester le commerce important qu'y faisait autrefois cette branche d'industrie.

C'est donc hors d'Agen, mais cependant pas très loin, que les Faïenciers étaient venus s'établir, trouvant autour de leurs fabriques une argile excellente pour la confection de leurs produits. Saint-Amans devait s'en servir plus tard pour faire ses petits médaillons en terre cuite sans couverte ornés de charmants sujets en bas-relief.

Demmin, dans son *Guide de l'amateur de Faïences* dit : « On croit que la faïence a été fabriquée dans l'Agenais. » Jacquemart attribue à l'Agenais des terrines et pièces de table figuratives à fond violacé, à médaillons blancs ornés de bouquets jaune bleu et vert.

Je me souviens d'avoir vu, dans le temps, à Nérac, une terrine dans ce genre figurant un lièvre au gîte.

Une assiette de ma collection, pâte rouge, fond violacé granité avec des médaillons octogones, celui du centre décoré d'une Bellone tenant une lance à la main, pourrait, avec la terrine citée plus haut, confirmer l'assertion de Jacquemart, sans qu'il soit possible de savoir de quelle fabrique sont sorties ces pièces.

(1) Cette fabrique a existé jusqu'au 12 Brumaire an XII. J'ai retrouvé dans un des greniers de notre maison, rue Garonne, les livres de cette fabrique et des papiers décorés de bouquets et de fleurettes qui servaient de modèles à l'impression. L'indienne valait à cette époque jusqu'à 10 et 12 francs l'aune.

Voir aussi sur les fabriques d'indiennes des Lamouroux : *Une famille Agenaise. Les Lamouroux*, par M. Philippe Lauzun. Agen, imp. veuve Lamy, 1893, in-80.

Mention est faite d'une fabrique à Laplume ⁽²⁾ dans la liste de Glot et dans l'*Almanach du Commerce* du commencement de ce siècle.

On lit aussi dans l'*Annuaire de Lot et-Garonne* de 1806, par Lafont du Cujula, qu'il y avait à Auvillars six ateliers, un à Saint-Loup, qui est peu éloigné, et une Faïencerie à Moncaut, près Agen. La faïence est à peu près de la même qualité dans ces diverses manufactures : solide, elle résiste au feu ; elle imite la faïence de Rouen sous le nom de laquelle elle se débite souvent.

Il devait aussi y avoir à la même époque une Faïencerie à Monsempron, près Libos. Un de mes amis, amateur de faïences, m'a affirmé avoir vu, il y a bien longtemps de cela, une fontaine d'une pâte épaisse et commune, et d'un décor très simple, signée : Monsempron.

Dans les registres paroissiaux constituant l'Etat civil de Samadet, qu'il ne faut pas confondre avec celui du département des Landes, et qui est situé dans la commune de Bouglon, se trouvent de nombreuses mentions de potiers. Ces poteries, d'après les renseignements pris par M. l'Archiviste départemental, auraient été vernissées et peintes sur fond jaune.

J'ai dans ma collection une soupière décorée d'une rose blanchâtre avec des fleurettes polychromes d'un dessin très relâché sur fond jaune de chrôme, que l'on pourrait attribuer à ces fabriques, car la décoration n'a aucun des caractères des faïences de Montpellier qui, seules, avaient des fonds de cette couleur.

Il y avait aussi une poterie établie à Réau^f, près Mézin, mais on n'y fabriquait que des vases en terre cuite vernissés en dedans seulement.

(1) Laplume, chef-lieu de canton à 16 kilomètres d'Agen.

Intrigué de voir Moncaut ⁽¹⁾ désigné comme un centre important de fabrication, je me rendis un jour dans cette localité, où M. l'abbé Dubernet, alors curé de Moncaut, eut la bonté de me présenter à plusieurs habitants qui me montrèrent avec grande satisfaction certaines pièces de faïence qu'ils conservent religieusement. Cela, ajouté aux renseignements que j'ai pu recueillir de feu M. Lussagnet, maire à cette époque, qui possédait aussi des assiettes d'une origine indiscutable fabriquées par son grand-père, m'a permis d'attribuer avec certitude à cette localité certaines pièces que je crois nombreuses dans les collections de notre région.

Les faïenceries de Moncaut existaient vers le milieu du xviii^e siècle. Il y avait à cette époque trois fours, l'un au bout du village, à Bouhoben (vent qui souffle), l'autre à l'entrée du côté des nouveaux Crubélets ⁽²⁾, as Clapets (aux Clapiers), chez M. Lussagnet. Cette fabrique était dirigée par François Lhérisson, son grand-père. Ce four a été démoli depuis une quinzaine d'années ; il a servi pendant longtemps à loger des poules. Le troisième, exploité par le faïencier Besse, était dans sa campagne, au lieu dit à Perrot, entre les nouveaux Crubélets et Laplume.

L'émail des faïences de Moncaut est presque toujours un peu jaunâtre, brillant, quelquefois même très vitreux, et souvent craquelé, tandis que l'émail de Samadet est d'un blanc laiteux et savonneux. On y voit quelques petites boursoflures et des petites défauts provenant de ce que la couverte ne s'est pas répandue également sur toute la sur-

(1) Moncaut, à 12 kilomètres d'Agen, village situé sur un coteau à 500 mètres des Crubelets et de la route d'Agen à Nérac rectifiée.

(2) Les Crubélets étaient autrefois sur l'ancienne route de Nérac passant par Montagnac au-dessus de Moncaut. Il y avait les grands et les petits Crubélets, qui se transportèrent plus tard sur la nouvelle route. Les petits existent seuls aujourd'hui. Les voyageurs y mangent encore une soupe aux haricots réputée fameuse et d'excellentes gauffres dites Crubélets.

face de la pâte. Celle-ci est généralement épaisse et un peu lourde.

Les couleurs employées sont un violet manganèse très foncé, souvent noir comme de l'encre et laissant autour du trait une teinte vineuse. C'est cette couleur dominante, dont les décorateurs se sont servis à profusion, qui aide le plus à faire reconnaître les produits de Moncaut. Un jaune clair et un jaune foncé faisant souvent croûte sur l'émail, un bleu pâle souvent grisâtre, embu dans l'émail et rarement accusé. Le vert, employé pour les feuillages et les terrains, est le plus souvent bleuté ou jaunâtre ; le rouge fait défaut comme dans l'école Nivernaise. Dans certaines pièces toutes les couleurs font croûte sur l'émail.

Les faïences de Moncaut, comme celles de Samadet, ont subi l'influence du décor de Moustiers dit « aux Grotesques. » C'est ce qui explique la ressemblance des produits de ces deux centres de fabrication due peut-être aussi à l'initiative d'ouvriers de passage venus de Samadet, et apportant aux fours de Moncaut les décors et ornements employés dans la fabrique des Landes sans pouvoir cependant l'égaliser pour la douceur des teintes ⁽¹⁾.

Les sujets, qui sont toujours très décoratifs, se composent de petits personnages sur terrain (planche I, figures 1, 2), d'un dessin relâché et naïf, coiffés de grands chapeaux ou complètement chauves, vêtus de longues robes ne laissant pas voir les pieds, ou bien de personnages en costume Louis XV (planche I, figure 4), toujours encadrés ou séparés par des fleurs jaunes ou bleues à quatre ou six pétales sur longues tiges, une fleur à la surface du terrain et l'autre à l'extrémité de la tige (planche II, figure 1).

Tous les décors à personnages sont parsemés d'insectes

(1) La planche IV représente des personnages pris sur des assiettes de Samadet pour permettre de comparer ce décor avec celui de Moncaut, planche III.

toujours bleus ou d'étoiles manganèse à pointes bleues (planche II, figures 2 et 3).

On remarquera un gros point placé au milieu de la poitrine de toutes les femmes représentées sur ces faïences (planche III, figure 2). C'est un signe distinctif du Moncaut que je ne trouve pas à Samadet.

Quelques pièces portent au-dessous du décor à personnages (planche II, figure 4) les initiales du faïencier comme sur les assiettes que m'a montrées M. Lussagnet et qui sont marquées F. L., François Lhérisson (planche II, figure 4). Le fond est occupé par deux personnages dansant le menuet tandis qu'un troisième joue du tambourin ; elles ont, je le répète, une origine indiscutable et sont précieusement conservées dans la famille.

Quelquefois aussi les pièces portent les initiales de la personne à laquelle elles étaient destinées. Dans la figure 2 (planche III) les initiales sont M. R. Ce décor pris sur un vase de la collection de mon frère me paraît avoir été fait à l'occasion d'un mariage ; la panse est ornée de deux personnages, le mari et la femme se tenant par une main, tandis que de l'autre ils tiennent un cercle qui paraît simuler un anneau nuptial. Cette pièce me paraît être, comme les assiettes de François Lhérisson, un des meilleurs types des faïences de Moncaut, mais elle est plus blanche d'émail, c'est peut-être ce qui distinguait les fabriques entre elles.

Le Musée d'Agen, malheureusement très pauvre en céramique, possède cependant une gourde de pèlerin en Moncaut, mais le sujet en est si léger qu'il n'a pas permis au Conservateur de la mettre en évidence.

Comme toutes les fabriques du Sud-Ouest, Moncaut a fabriqué aussi des faïences dites façon Rouen. Moins faciles à reconnaître que les pièces polychromes, elles restent souvent confondues avec les produits des autres fabriques.

Les soupières et autres pièces ont le plus souvent des for-

mes imitées de l'argenterie (planche I, figure 1), avec anses à torsades et couvercles surmontés de fruits et de feuillages détachés. Souvent aussi la forme est simple et sans goût artistique.

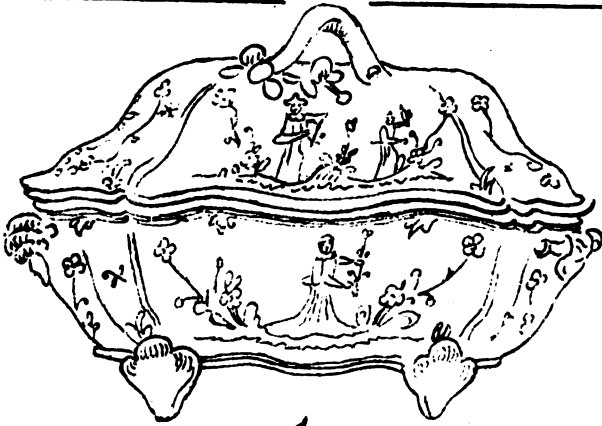
Les assiettes et les plats ont tous la forme contournée, beaucoup sont décorés de bouquets de roses et tulipes manganèse avec fleurettes (planche I, figure 3, et planche II, figure 1).

Moncaut a fabriqué des petits pots avec anses formées de têtes naïves, des bouquetiers avec trous forme Commode, ornés de petites pommes en guise d'oreillettes, des fontaines, des plats à barbe (planche II, figure 1), des écritoirs à tiroir ornés de petites pommes, des chandeliers, etc.

Laplume est mentionné parmi les faïenceries qui existaient en France en 1790. Peut-être a-t-on attribué à cette localité ce qui appartient à Moncaut.

Il est certain, cependant, que vers la même époque, un ouvrier de l'un des fours de Moncaut alla s'établir à Laplume et y fit construire un four où il ne cuisait que des pièces très ordinaires. On peut donc avec juste raison attribuer à cette fabrique certaines pièces très épaisses de pâte et communes, décorées dans le genre du Moncaut, c'est-à-dire avec une grosse fleur au violet manganèse au centre, filet vert et feston manganèse sur le marli.

Cette faïence est souvent craquelée. On dit la faïence ancienne démodée, telle n'est pas mon opinion, elle peut être moins recherchée, et ne pas atteindre dans les ventes des prix aussi élevés qu'autrefois, mais je maintiens qu'au point de vue décoratif, quelques pièces de faïences bien disposées donnent à une salle à manger une note gaie, effet que ne sauraient produire d'autres bibelots même d'une plus grande valeur.



1



2



3



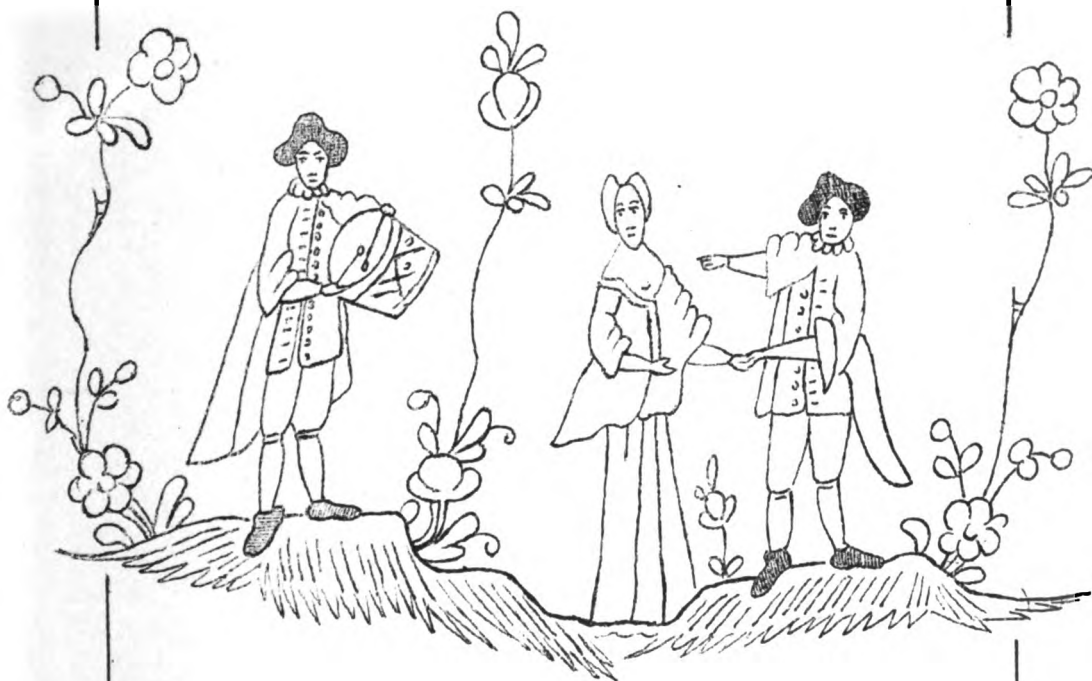
4



2



3

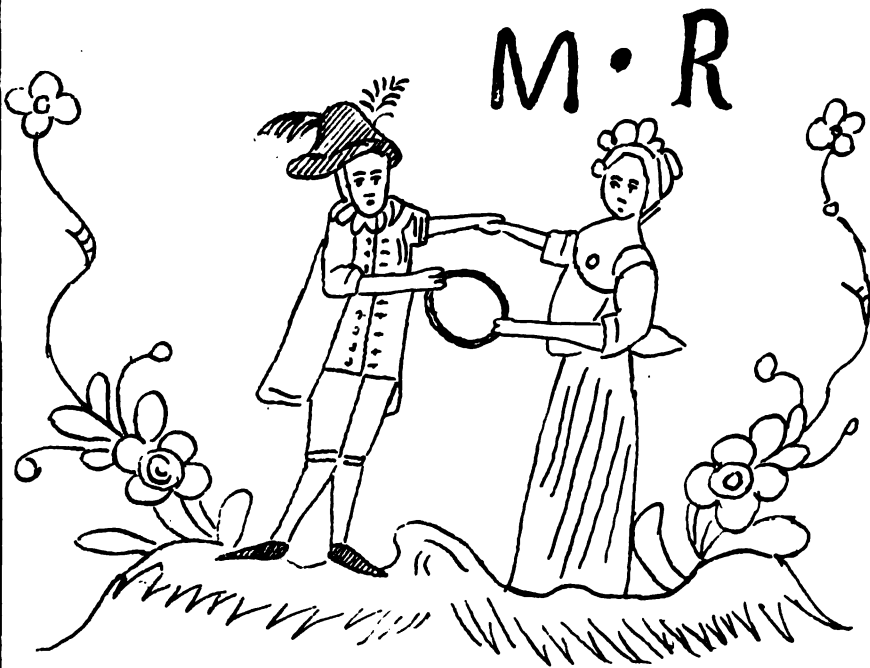


4

F. L.



1



2



Je termine en souhaitant que cette courte notice puisse faire discerner à mes lecteurs les faïences de l'Agenais qu'ils peuvent avoir dans leurs collections ; elles auront d'autant plus de prix à leurs yeux qu'elles représenteront une industrie locale à jamais disparue.

G. SABATIER.

ÉTUDE
SUR LES
STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE
DE LA COMMUNE ET JURIDICTION
De Villeneuve - d'Agenois
(De Juin 1260 à Octobre 1785)

(SUITE)

Puis vient la confirmation et ratification de l'acte : « L'an de l'Incarnation de Notre-Seigneur 1301, et le samedi de la vigile de » St-Barnabé, apôtre, ont comparu, en la cité d'Agen, par devant » nous Pierre de Chantelle, chevalier, lieutenant de noble et puissant » seigneur Monsieur de Blavy-Lupi, chevalier, sénéchal pour le roi » de France, notre sire, des sénéchaussées de Tholose et Albigeois et gouverneur en la sénéchaussée d'Agénois ; et Guillaume » Case, clerc-lieutenant de discrète personne messire Yon de Landon, docteur ès-lois, juge ordinaire d'Agénois. C'est à savoir Bertrand Désiré, Pierre Guillemin de Noualle et Guillaume Bande » jeune, consuls du dit Villeneuve, lesquels nous ont requis que les » statuts ci-dessus déclarés, nous voulussions confirmer et corroborer. . Et nous, connaissant iceux être justes et profitables, tant » au Roi. notre sire, qu'à la dite ville et communauté qui appartient » au Roi, notre sire, avons confirmé et confirmons, et à tout ce » dessus consentant Gaubert de Savinhac procureur pour le Roi, notre sire. en la dite sénéchaussée d'Agénois...

Les revenus de la ville et du Roi, notre seigneur, ayant été ainsi réglés, il restait à délimiter les bornes de la juridiction de Villeneuve, de façon à éviter toute contestation avec les juridictions circonvoisines. C'est à quoi pourvurent, trois ans après, les consuls et habitants de Villeneuve, de Penne et de Pujols, par la transaction du 27 octobre 1304 ¹.

¹ Inventaire général des Statuts, p. 111.

« L'an de l'incarnation de Notre-Seigneur, et le jour de mardi »
» vigile des Apôtres saint Simon et saint Jude, comparurent en la »
» caminade de l'église Saint-Sulpice près Villeneuve, par devant »
» Jean de Bernardye, licencié ès-lois, juge ordinaire d'Agenois, com- »
» missaire délégué en cette partie par M. le sénéchal d'Agenois, no- »
» bles hommes Bertrand de Fumel et Hugues de Pujols, seigneurs »
» de Pujols, et Arnaud de Pomaret, Pierre Fabre et Pierre de Ronès »
» consuls de Pujols pour la communauté de Pujols. »

» Et Grimoard de Fuètes, Raymond de Cathus traitants de la part »
» de Penne; et Pierre de Carnis, M^e Geraud de Bennis et Gambestus »
» de Cathus, consuls de Penne, pour la communauté de Penne. »

» Et M^e Arnaud Despinasse consul de Villeneuve et Raymond de »
» Frontinhac traitants de la part de Villeneuve, Jean Bret, Guil- »
» laume Amouroux, Jean Daignebelle, Raymond de Mazères consuls »
» de la dite ville pour la communauté de Villeneuve. »

Le juge ayant entendu les dires des traitants, de 43 témoins et de Bertrand Lothol, consul de Pujols et traitant au nom des seigneurs de ce lieu, rendit l'ordonnance qui suit : « La paroisse de Teyssonnat demeurera de la juridiction de Penne, une avec la part de »
» la paroisse de Saint-Sulpice qui s'étend jusqu'au droit de l'église »
» de Courbiac et ainsi qu'elle s'étend, droit à droit, jusqu'au pont de »
» Frontinhac, à certaine boule que nous avons mise là, jusqu'à »
» l'église de Teyssonnat. »

» Item, que la dite église et paroisse de Saint-Sulpice, du chemin »
» public ancien qui va du château de Pujols vers Penne, et à certaine »
» croix que nous avons fait mettre là, jusqu'au ruisseau du Rooy, »
» qui est sur le moulin qui a été à M. Huc Lotolh, ainsi que la dite »
» voie ou chemin public tire et s'étend jusqu'au ruisseau du Rooy, »
» et ceci tant de la paroisse de Saint-Sulpice que de la paroisse de »
» Collongues vers Villeneuve, demeurera à la juridiction de Ville- »
» neuve, et dudit chemin public descendant jusqu'au Lot. »

» Item, le restant des paroisses de Saint-Sulpice, de Collongues et »
» de Roct demeurera, exclusivement au seigneur de Pujols et juri- »
» diction du dit lieu : Fait et donné, regnants messires Philippe, roi »
» France. et Edouard, roi d'Angleterre et duc de Guyenne; témoins, »
» Xinalinus de Monfaves, damoiseau, Raymond de Lafont, Boniface »
» de Gabel, damoiseau et M^e Arnaud de Buxo, notaire d'Agen qui a »
» écrit la note de ce présent instrument public »

L'année suivante, le 5 mai 1305, Pierre de Taillefer, Jean de Cario, Guillaume Bande, M^e Raymond de Frontinhac et Arnaud de Brunie,

le vieux. bourgeois et consuls de Villeneuve, pour eux et les habitants de la dite ville, passèrent une transaction avec M^e Mathieu de Hautvillier, recteur des églises d'Eysses, Saint-Anian et de Faget, et *curé de l'église paroissiale de Sainte-Catherine*, afin de régler le tarif des cérémonies religieuses « pour le bien de la paix et concordance et pour oter tout différend et questions qui pourraient arriver aux temps à venir. »

Cette transaction ¹ est intéressante pour l'étude des mœurs de cette époque.

» *Relevailles*. — Chaque femme qui se lèvera de couches paiera au curé 18 deniers arnaudins ; pour sa réception, le jour où elle se lèvera pour entendre la messe, elle sera tenue d'offrir 4 chandelles et une après la consommation de la sainte hostie ; et, à ce, seront obligées tant les riches que celles de moyenne qualité : les plus moindres paieront 12 deniers et l'oblation susdite ; si elles étaient si pauvres qu'elles n'eussent point de biens elles seront reçues gratis, avec l'offrande susdite. »

» *Baptême*. — Le parrain sera obligé d'offrir 4 deniers arnaudins et la marraine un. »

» *Mariage et repas de noce*. — L'époux et l'épouse paieront 6 sols arnaudins, une paire de poules pour la commestion du curé, 13 deniers pour les arrhes et 6 deniers pour l'offrande, à savoir, 2 après la confession, 2 après l'Evangile, et 2 à la fin de la messe, après la réception du pain bénit, et 6 deniers pour la chandelle. Ceci pour les riches et moyens ; les pauvres gens paieront 3 sols et une paire de poules. »

» Le curé, ou son vicaire, avec son clerc souperont avec l'époux ou épouse, ou bien les dits époux leur paieront 6 deniers pour le souper, au choix des époux, s'ils sont riches ou moyens, et s'ils sont pauvres le curé n'en aura rien. Le lendemain, après la célébration ou consommation du mariage, l'époux et l'épouse seront obligés d'offrir au curé un pain avec un pot de vin et 2 deniers. »

» Chaque femme de Villeneuve qui ira prendre mari dans un autre lieu ou paroisse, si elle est riche ou moyenne, paiera au curé 6 sols et une paire de poules pour la permission qu'il lui donnera par écrit. »

» *Confession*. — Chaque maître ou maîtresse étant chef de famille

¹ Inventaire général des Statuts, p. 98.

» et non les autres, paieront 2 deniers quand ils se confesseront
» en Carême. »

» *Fêtes annuelles.* — Chaque maître ou maîtresse de maison
» bailleront 1 denier à l'offrande des cinq fêtes annuelles, Noël,
» Pâques, Pentecôte, l'Assomption de Notre-Dame, et à la Tous-
» saint. »

» *Décès et Enterrements.* — Pour chaque enfant mort dans
» l'année de sa naissance, il sera payé pour la sépulture 2 sols. De-
» puis un an jusqu'à trois, 3 sols. Pour un garçon de sept ans ac-
» complis jusqu'à quatorze, et pour une fille jusqu'à douze, il sera
» payé, pour les riches, 10 sols; pour les moyens, 8 sols; pour les
» pauvres ou moindres, 5 sols. Si aucun ou aucune venait à décéder
» en âge pupillaire, ayant biens et hérédité, et étant sans père ni
» mère, les parents, amis, ou ceux qui hériteront seront obligés de
» payer, outre les 10 sols pour la sépulture, raisonnablement et se-
» lon la faculté des biens du défunt. Pour un pauvre venant à
» mourir dans la maison d'un habitant de Villeneuve, s'il n'a rien,
» le curé n'en aura rien; et si l'on présume qu'il avait quelque
» chose, le maître de la maison sera cru sur son simple serment. »

» Pour chaque extrême-onction il sera payé au curé 18 deniers,
» au clers 6 deniers et les chandelles nécessaires pour faire le dit
» office. Toutes les chandelles et torches qu'on portera à la maison
» du défunt seront portées à l'église, et, l'office et les obsèques
» achevés, demeureront au curé, excepté les chandelles et torches
» des confréries que les confrères emporteront. Tout le pain et le
» vin qui sera offert aux autels et à la main des chapelains et prê-
» tres, en la dite église ou dehors, sera audit curé. »

» Si quelqu'un lègue, par testament, au curé ou à son église, cer-
» tains biens pour raison de sépulture, le curé le prendra, sinon
» que le plus riche eut légué 16 sols, le moyen 8 et 4 sols pour le
» légat du recteur; les héritiers sont tenus de suppléer jusqu'à la
» dite somme. S'ils sont si pauvres qu'ils n'aient point de biens ils
» seront ensevelis gratis. Si un homme outre quatorze ans et une
» femme de plus de douze ans, étant maîtres de leurs droits et pos-
» sédant des biens, meurent sans testament, les héritiers ou les pa-
» rents qui succéderont donneront pour leur sépulture 20 sols, et au
» curé pour le légat du testateur 10 sols, et ce pour les riches; les
» moyens, 12 sols pour la sépulture et 6 sols pour le légat du curé,
» les moindres, 6 sols pour la sépulture et 3 sols pour le légat du
» curé. »

» *Dîme du blé.* — Tous ceux qui ont des terres labourables dans
» les paroisses d'Eysses et de Saint-Anian, près Villeneuve, les-
» quelles ils feront cultiver ou cultiveront, paieront la prémice en
» gerbes des blés qui naîtront et se recueilleront en jalles, selon
» l'ordonnance et la transaction de la dîme. »

» *Luminaire.* — Les Consuls de Villeneuve paieront et fourniront
» le luminaire de l'église qui a de coutume d'être pris et levé par le
» curé de la dite église. S'il arrivait procès, discorde et discussion
» sur la dite transaction entre le vicaire recteur curé, ou son suc-
» cesseur et aucun des habitants, qu'il soit accordé par deux des
» consuls et par le vicaire de la dite église. Fait à Villeneuve, le
» jour de mercredi devant la fête de Saint-Grégoire, l'an de Notre-
» Seigneur 1305, en présence de messire Jean de Pommairol, rec-
» teur d'Aresse et de Valeihes; Pierre de Tornaria, recteur de
» Sainte-Colombe; M^e Arnaud Despinasse, Bernard de Fossal clercs;
» noble Guilhem Bertrand Lotolh; Arnaud Emerat, M^e Jean Delort,
» Guilhem Amouroux, Gérard de Sernat, Seguin Burdelles, et Ray-
» mond de Palir, notaire public de Villeneuve, diocèse d'Agenois,
» régnants messires Philippe, roi de France, et Edouard, roi d'An-
» gleterre, duc de Guyenne, et messire Bertrand, évêque d'Agen. »

Quatre jours après, les consuls passaient avec l'abbé d'Eysses une autre transaction, datée du 9 mai 1305, touchant la dîme du blé, du vin, et du carnelage qui mit fin à un litige dont voici les principaux points ¹.

« Entre vénérable et religieuse personne messire Arnaud Ray-
mond de Coissels, abbé du monastère d'Eysses, et les consuls et
la communauté de Villeneuve, sur les points suivants. » L'abbé demandait, 1^o que les habitants de Villeneuve, et des paroisses d'Eysses et de Courbiac, juridiction du dit Villeneuve, labourant ou faisant cultiver les terres situées dans les susdites paroisses, lui payassent, en gerbes, la dîme des blés. Les consuls prétendaient que les habitants n'étaient obligés à payer cette dîme qu'en grains, et non en gerbes. 2^o L'abbé demandait aussi la dîme du vin, et le droit de péage aux foires qui se tiennent tous les ans à Eysses, dans son pré. A quoi les consuls répliquaient que nul n'est tenu d'acquitter la dite leyde ou péage. 3^o L'abbé prétendait au droit de carnelage (droit en chairs dû au seigneur par les bouchers) du bétail

¹ Inventaire général des Statuts, page 91.

que l'habitant de Villeneuve avait, tenait et nourrissait dans la ville et ses faubourgs, dans les métairies et boriages. Les consuls lui déniaient ce droit. 4^e L'abbé disait qu'il devait prendre et lever par entier, tous les droits de gardiage dans les paroisses d'Eysses et de Courbiac; A quoi les consuls répondaient que ledit gardiage est au Roi et à eux. Et ils ajoutaient que, selon les coutumes et statuts faits depuis longtemps, nul ne devait mettre du vin ni de la vendange dans la ville, à moins qu'il ne fut bourgeois et jurat de la dite ville. C'est pour trancher ces différends que fut dressé l'acte qui suit.

« Entre l'abbé et Pierre Taillefer et Pierre Dupré, consuls de Villeneuve, M^e Arnaud de Lespinasse, syndic de la communauté de Villeneuve, M^e Jean Falquère, substitué par le Roi, notre sire, par M^e Sicard de Lantrie, procureur pour le Roi en la ville d'Agen, Falquère au nom que dessus, et étant que le droit de gardiage touche le Roi, les dites parties constituées en jugement devant M^e Jacques Demont, juge mage d'Agen et Jean de Bernard, licencié-ès-lois, juge ordinaire d'Agenais, et moi notaire, se sont accordées en la manière que suit.

« Au nom de Dieu, amen. — La dime qu'on payait en grains se paiera en gerbes, c'est à savoir la dixième gerbe après que le maître ou laboureur du champ aura scié, lié et amassé son blé et l'aura entièrement coupé, et que lui, ou un autre en son nom, ait proclamé et crié fidèlement, par trois fois et à l'appel à haute voix, disant : « Venez à la dime, dimiers ! » Et on attendra le dimier, jusqu'à ce qu'il pourra être venu du lieu qu'on aura entendu sa voix. Et pour lors, le maître du champ ou laboureur pourra mettre à part la dixième gerbe, comptant loyalement, la laisser, et emporter le restant. Et il sera tenu de faire serment, à Villeneuve ou à Eysses, à M. l'abbé, qu'il a loyalement dimé et que l'abbé n'en avait pas davantage pour sa dime. Et si le dit blé était lié et amassé et que le dimier fut présent, le laboureur sera tenu de dimer le dit blé à la requête du dimier, toute tromperie et domage cessant. »

« Tous les ans, en vendange, sera payé à l'abbé, pour la dime, la douzième charge ou salmade de vendange, laquelle sera portée au pressoir de l'abbé, aux dépens de ceux qui doivent cette dime; à savoir que la douzième charge des vignes, depuis le chemin de Penné à Eysses et d'Eysses à Casseneuil par le dessus du côté de Carment et de la Calvétique, sera portée et payée au pressoir de

» l'abbé, à Eysses; et que celle des autres vignes et lieux sera portée et payée à l'abbé, à Villeneuve. Si le dimier lève davantage que la douzième charge, il sera tenu de rendre le surplus ou de payer la valeur. »

« Les habitants de Villeneuve, faubourgs et juridiction, qui ont des maisons propres en la dite ville et barris d'icelle, seront francs et exempts perpétuellement de payer le droit de leyde pour les choses vendues ou achetées aux foires d'Eysses; et si le colporteur doute de la résidence de quelqu'un, celui-ci sera obligé de jurer devant le collecteur. »

« Les habitants sont exempts à perpétuité du droit de carnelage pour le bétail tenu en ville et faubourgs, jusqu'aux limites qu'assigneront M^e Jacques Demont et M^e Jean de Bernardon, juges d'Agenais. »

« Le Roi aura la troisième partie du Gardiage, les consuls et la communauté l'autre troisième partie; outre la rivière du Lot, du côté d'Eysses, et de toutes autres choses touchant le gardiage qui s'acquerront ou de ce qui sera acquis par les consuls, l'abbé en aura autant que les consuls, en payant le prix au prorata; et si le gardiage s'arrentait, l'arrentement sera fait, à Villeneuve, par le bailli du Roi, par les consuls, l'abbé ou son procureur; et s'il ne s'arrente, on y mettra un homme de bien choisi par les parties, qui prêtera serment, prendra tous les émoluments du dit gardiage et en rendra un fidèle compte au Roi, aux consuls et à l'abbé. »

« L'abbé pourra mettre les vendanges ou vins de ses dîmes dans Villeneuve, quand bon lui semblera, sauf et réservé que pour cela ne fera aucun préjudice aux statuts faits ou à faire des consuls susdits. Fait en la cité d'Agen, le lundi devant la fête de l'Ascension de Notre Seigneur, l'an d'icelui 1305, en présence de messire Etienne Martin et Seguin Desprisons, prêtres; M^e Gasbert du Vignal, savant en droit; noble Guillaume Bertrand Lotolh; Pierre Bret; Brémoud de Senères; M^e Raymond de Podio et Jacques Robert, notaires, et moi Duvinhal, notaire public d'Agen; régnants, messires Philippe, roi de France, et Edouard, roi d'Angleterre, duc de Guyenne, et Bertrand, évêque d'Agen. »

Le premier Janvier 1308, on régla les tarifs des cérémonies religieuses de l'église St-Etienne, sur la rive gauche. Cette paroisse étant plus pauvre que celle de Ste-Catherine, les tarifs sont moins

élevés. La transaction¹ est passée avec les curés de Bias et de Pujols, tous les deux et ensemble recteurs de cette église de St-Etienne.

« Entre messire Pierre Dumolin, curé de l'église de Viars (Bias), »
» et Arnaud Vascon, curé de l'église de St-Nicolas de Pujols, et rec- »
» teurs ensemble de l'église ou chapelle de St-Etienne de Villeneuve, »
» de la part de Pujols; et Pierre de Chernaille, Pierre Taillefer, »
» Jean et Pierre Bris, frères, Arnaud de Brune, fils, Gasbert Dauc- »
» que, Pierre Faure, Gérard de Mazères, Arnaud Ripis, M^e Huguet »
» Gallisse, Raymond de Frontinhac, Bernard de Frontinhac, Ber- »
» nard de Fossal, vieux, Dubarry, Guillaume Castanier, Raymond »
» et Guillaume de Senères, frères, Bernard de Coses et Pierre de »
» Marinhas, habitants de Villeneuve, se sont accordés comme s'en »
» suit. »

« *Relevailles.* — Chaque femme, demeurant dans Villeneuve, »
» du côté de Pujols, et en la paroisse de Viars (Bias), qui se lèvera »
» de couches paiera au curé de St-Etienne 2 sols arnaudins et offrira »
» 3 deniers, deux en chandelles, et un autre après la réception de »
» l'hostie. »

« *Baptême.* — Le parrain offrira 2 deniers en chandelles et la »
» marraine un autre. »

« *Mariage.* — Les époux paieront 6 sols, une paire de poules, »
» le souper du chapelain ou sous chapelain et du clerc tant seule- »
» ment, et 13 deniers pour les arrhes, et offriront 8 deniers quand »
» ils entendront la messe. Le lendemain ils offriront un pot de vin, »
» un pain et un denier sur le dit pain. S'il y a plusieurs noces le »
» même jour, les curés ou vicaires, avec le clerc, souperont avec »
» l'épouse qui leur plaira, et ne pourront rien demander aux au- »
» tres pour leur souper. Pour la femme qui s'ira marier en un au- »
» tre lieu que Villeneuve, du côté de Pujols, elle paiera au curé »
» 7 sols, plus une paire de poules; si c'est un homme, il paiera »
» 8 sols et 2 poules. »

Comme la paroisse de Bias forme un fief appartenant au curé, un article spécial règle la question des dimes.

« *Dîmes.* — Les habitants de Villeneuve, du côté de Pujols, en »
» la paroisse de Viars, paieront la dime du lin et du chanvre, tant »
» seulement réservé par les dits recteurs. Ceux qui tiennent quel- »
» que chose en fief des dits recteurs, dans la paroisse de Viars, au »

¹ Inventaire général des statuts, page 106.

» nom de la dite église, seront tenus de payer aux curés la dime
» des fruits qui naitront et se recueilleront dans les dits fiefs,
» comme on a coutume. »

« *Enterrements.* — Pour un enfant d'un an on paiera 2 sols ; de
» 3 à 7 ans, s'il est des plus riches, 5 sols ; des moyens, 3 sols ; de
» 7 à 14 ans pour les garçons, et de 7 à 12 ans pour les filles, il sera
» payé, pour les riches, 8 sols ; pour les moyens 6 sols 2 deniers ;
» pour les inférieurs, 5 sols ; outre l'âge de 14 ans, le tarif sera de
» 12 sols pour les riches, de 8 sols pour les moyens, et de 5 sols
» pour les inférieurs. S'il y a un testament l'héritier paiera comme
» dessus. »

« S'il y a contestation, les héritiers pourront choisir deux pru-
» dhomes habitants de Villeneuve, et les parties s'en tiendront à
» leur ordonnance. »

« Si quelqu'un meurt ayant plus de 14 ans, et une fille plus de 12,
» les héritiers offriront 4 deniers à l'autel, quand on portera enseve-
» lir le corps ; et s'ils ont plus de 14 ans, ils seront obligés d'offrir 6
» deniers. Les draps du cercueil ou berre (bière) les chandelles et
» torches portées en ladite église appartiendront au curé, excepté
» les draps du lit et les chandelles et torches des confréries. A cha-
» que fête annuelle, chaque maître de maison donnera un denier, et
» en se confessant, en carême, 2 deniers. Les curés administreront
» tous les sacrements en percevant leur droit, ou en retirant cau-
» tion et promesse d'être payés, comme il est spécifié.

» Fait au cimetière de l'église ou chapelle de Saint-Etienne, par
» devant Barrany, notaire, et Ramond du Puy, notaire public d'Agen,
» régnants, messires Philippe, roi de France, et Edouard, roi d'An-
» gleterre, duc de Guyenne, et Bertrand, évêque d'Agen. »

Enfin, en 1312, et l'année suivante, les habitants et les consuls ré-
digèrent et promulguèrent un véritable code de police urbaine et ru-
rale qui complétait les ordonnances antérieures, et donnait à la cité,
sortie de terre depuis soixante ans, à peine, son organisation définiti-
ve. J'en donne, ci-dessous, les articles ¹ :

« Les consuls auront 20 deniers pour livre du vin qu'on vend à la
» taverne, pour être employés aux affaires et dépenses de la ville,
» Chaque contravention du tavernier, requis par le collecteur ou
» commis de la coutume, sera punie de 60 sols d'amende, moitié au
» Roi, moitié aux consuls. »

¹ Inventaire général des statuts, pages 35 et 51.

« Nul ne pourra vendre du blé dans la ville, faubourgs et juridiction qu'il ne soit mesuré aux mesures communes, sous peine de 5 sols arnaudins d'amende, applicables comme dessus; excepté les bourgeois de Villeneuve qui pourront mesurer en leurs maisons avec des mesures, marques et scellés de la marque et du scel de la ville. »

« Les tuiliers ne pourront faire de tuiles plates ou à canal, avant d'avoir prêté serment de faire de bonne besogne. »

« Chaque tavernier sera obligé, dans sa taverne, d'avoir pour mesures la maille, le denier, le demi-quart, lesquelles seront marquées du cachet de la ville; ils ne pourront tenir des mesures de divers pays, sous peine de 5 sols arnaudins d'amende, applicables comme dessus. »

« Défense de demeurer dans une taverne pour boire, jouer, gourmander, dès qu'il sera nuit et qu'on aura sonné l'*Ave Maria*, et de tenir des lumières dans la rue ou carrefour, hors de la taverne, sous peine de 5 sols d'amende pour chaque contravention, moitié au bailli, moitié aux consuls, excepté qu'après l'*Ave Maria* on pourra aller chercher du vin avec des pots et avec de la lumière; et après avoir pris ledit vin, on sortira, incontinent, de la taverne, à peine de 5 sols d'amende. »

« Pour la propreté des rues, les habitants tiendront les rues et ruelles nettes qui sont devant et derrière leurs maisons. Si, par nécessité, ils sont obligés d'y mettre fumier et paille, ils devront l'enlever au bout de huit jours en été, et de quinze jours en hiver, sous peine de 2 sols 6 deniers arnaudins d'amende applicables comme dessus. »

« Défense de tenir des latrines ou privés aux rues et carreyrots (ruelles) qui paraissent ouvertes sur terre, ni jeter et porter, de jour ou de nuit, des excréments ou immondices dans la place commune ni dans les rues, sous peine de 5 sols d'amende, applicables comme dessus. Quatre jours sont accordés pour fermer les latrines qui sont faites, passé ce délai, on paiera les 5 sols d'amende. »

« Pour les taverniers, aucun d'eux n'est obligé de donner du vin à personne sans argent, s'il ne lui plaît, ou sans quelque gage de la valeur du vin. Si quelqu'un prend un hanap ou un pot de vin, ou s'il perce une barrique de vin sans le consentement du tavernier, il sera obligé de le lui payer et condamné à 5 sols arnaudins d'amende. Si quelqu'un sort de la taverne sans le consentement du tavernier et sans payer, il sera condamné à 2 sols 6 deniers d'a-

» mende, et le tavernier, s'il est digne de foi, sera cru jusqu'à la
» mesure de 12 deniers. »

« Défense de mettre du foin, de la paille, du sarment dans les fos-
» sés de la ville, à moins que par nécessité on eut semé ledit foin
» pour les bêtes, sous peine de confiscation et de 10 sols arnaudins
» d'amende. »

« Défense aux revendeurs et revendeuses d'acheter aucune chose
» pour manger, le dimanche, mardi, ni vendredi, dans l'heure de
» tierce (neuf heures du matin) sous peine de confiscation et de 2
» sols 6 deniers d'amende, applicable comme dessus ; si ce n'est du
» sel ou poisson salé, chair grosse, agneau, chevreau, qui seront
» achetés pour être vendus au Mazel (marché). »

« Aux environs de demi-lieue de la ville, défense aux revendeurs
» d'acheter ou faire acheter aucune viande de bouche pour reven-
» dre, qu'elle n'ait été portée à la place de la ville et que l'heure de
» tierce ne soit passée, sous peine de confiscation et de 2 sols 6 de-
» niers d'amende. »

« Le poisson frais à vendre sera porté à la place et banc communs
» avant d'être porté et vendu en aucune maison ; il sera tenu sur le
» banc jusqu'à ce qu'il soit vendu ou à vendre. »

« Défense aux revendeurs de poisson d'en acheter pour revendre,
» que l'heure de tierce ne soit passée, ni de l'acheter à demi-lieue
» de la ville, sous peine de confiscation et de 2 sols 6 deniers
» d'amende. »

« Défense au vendeur de poisson d'en vendre qui ne lui appar-
» tienne, à moins que le maître du poisson ne soit étranger et pré-
» sent, ou que ce poisson appartienne à un bourgeois qui le fait
» vendre par ses enfants ou serviteurs, sous les mêmes peines que
» dessus. »

» Défense au poissonnier, qui aura rapporté dans sa maison le
» poisson frais porté à la place publique, de le rapporter sur la
» place publique, à moins que ce ne soit du saumon, du creat-dau-
» phin, lamproie ou autre poisson de mer, sous les mêmes peines
» que dessus. »

« Défense à quiconque de porter verjus, raisin, noix ou autre
» fruit, s'il ne vient de sa vigne ou possession, à moins que le maître
» ne le lui commande par exprès ; et aussi de vendre ailleurs que
» sur la place publique, sous peine, pour le vendeur et l'acheteur
» de 5 sols d'amende. »

« Défense de porter en ville, sans autorisation du maître, ou des

» consuls, ou du bailli, si l'on ne possède pas de vigne, des sarments,
» vignes, carrassous, paissels, de la vigne d'autrui sous peine de
» 5 sols arnaudins d'amende. »

« Défense de prendre de l'herbe dans la vigne d'autrui avant
» qu'elle soit vendangée et sans la permission du maître, sous peine
» de 2 sols arnaudins d'amende. »

« Défense, pour glaner les grains, d'entrer, même après la criée,
» dans la vigne d'autrui, sans sa permission ; ni d'y mettre aucun
» bétail avant que les vendanges soient entièrement faites, sous
» peine de 5 sols arnaudins d'amende. »

« Confiscation au profit du bailli et des consuls du bétail que le
» gardeur laissera prendre, faisant dommage dans les vignes. »

« Défense aux femmes pangoussières de filer, coudre ou dévider
» en la place où l'on tient le pain pour vendre, sous peine de 12 de-
» niers d'amende. »

« Même peine pour les boulangers ou boulangères qui se lèveront
» de leur place quand on ira vers eux pour acheter le pain. »

« Défense de tirer ou emporter terre, arène ou sable des fossés
» de la ville, ni d'y creuser, ni d'y mettre aucun bétail sous peine
» de 5 sols d'amende. »

« Tout possesseur de maison devra nettoyer sur la longueur et
» la largeur d'icelle les rues et ruelles qui sont devant sa maison,
» tous les samedis, et porter, hors la ville, fumier, paille et ordures,
» sous peine de 12 deniers d'amende. »

« Défense aux bouchers ou autres de tuer, écorcher, peler aucun
» bétail dans les rues, mazel, faubourgs de la ville, si ce n'est che-
» vreau et agneau, sous peine de 2 sols 6 deniers d'amende. »

« Dans les mazeaux ou boucheries ne se doit vendre chair gâtée,
» ladre, ou de bête malade, sinon de bonne loyale chair et mar-
» chande. Nous, bailli et consuls, nous retenons la connaissance de
» la cause contre les bouchers qui contreviendraient à ce que
» dessus. »

« Tout boucher qui voudra vendre, au mazel, de la chair, soit
» pourceau, bœuf, bouc ou criston, sera tenu, auparavant, de la faire
» visiter par Arnand de Bonneval ou Pierre Coste, ou par tous les
» deux. Si ces deux bouchers élus jugent qu'elle soit bonne ils pour-
» ront la vendre, sinon ils enlèveront ces viandes du mazel. avec
» défense de les vendre, sous peine de confiscation et de 20 sols
» d'amende. Les bouchers élus prêteront, tous les ans, serment de
» bien juger. »

« Tout boucher qui vendra, au mazel, de la viande ladre, gâtée,
» de mauvais aloi, aura sa viande confisquée, sera puni de 60 sols
» d'amende, et déposé de sa charge, jusqu'à ce qu'il soit réhabilité
» et remis à son office par le bailli et les consuls. »

« Pour la chair des cerfs et sangliers, excepté les gentilshommes,
» celui qui portera des chairs de bêtes sauvages, pour les vendre et
» revendre, ira tout droit à la place publicqué, et ne les portera dans
» aucune maison, avant qu'elles ne soient vendues. S'il ne veut pas
» les vendre, il paiera 5 sols d'amende; s'il ne le peut pas, ce jour
» la, il les rapportera, le lendemain, à la même place, sous peine de
» confiscation et de 5 sols d'amende, un tiers au bailli, un tiers aux
» consuls et l'autre tiers au déceleur. »

« Défense de donner du vin en vendanges à qui que ce soit,
» excepté aux religieux Frères Mineurs, Frères Prêcheurs, Carmes,
» Augustins, et à l'hôpital de Villeneuve, sous peine de cent sols
» d'amende, applicable moitié au bailli, moitié aux consuls. Ceci a
» été juré par le bailli, les consuls et les prud'hommes. »

« Aucun carretier étranger ou de la ville n'achètera du vin pour
» les marchands, si les marchands ne sont présents et ne donnent
» le denier à Dieu, sous peine de 60 sols d'amende, applicable moitié
» au bailli, moitié aux consuls. »

« Pour les comportes, celles qui seront tenues dans les vignes
» devront être marquées; le saumatier sera tenu de prendre celles
» que le maître de la vigne aura louées ou fait faire, et de les char-
» ger sur sa bête, sous peine de 2 sols 6 deniers d'amende, comme
» dessus. »

« Défense aux taverniers de vendre du vin à la taverne avant d'a-
» voir juré et fait serment au bailli et aux consuls de bien, et sans
» tromperie, mesurer le vin, ni d'y mêler le reste des autres barri-
» ques, sous peine d'être destitués de leur charge et de payer 60 sols
» d'amende. »

« Le salaire des taverniers qui vendent le vin du bourgeois sera
» de 4 sols pour un tonneau, et de 2 sols pour une pipe; ils fourni-
» ront, en outre, les mesures, pintes, hanaps, pots, verres, écuelles
» et autres ustensiles qu'ils auront dans leur maison. »

« En vendant le vin, les taverniers ne seront que trois; l'un qui
» donnera le vin, l'autre qui le tirera, et l'autre qui servira aux cho-
» ses nécessaires. Ils ne tiendront taverne, pendant le jour, qu'en un
» lieu, et ne perçeront pas d'autre tonneau tant que le tonneau,

» pipe, ou vaisseau qu'ils auront commencé à vendre durera, sous
» peine de 5 sols d'amende. »

« Ils seront obligés de montrer aux consuls le vaisseau de vin
» qu'ils voudront vendre à la taverne, et jureront, sur les Saints
» Evangiles, de loyalement mesurer le vin, sans fraude ou trompe-
» rie. »

« Les taverniers qui vendent, à la taverne, du vin pour autrui,
» rendront compte au maître du vin de chaque tonneau vendu ; et
» s'ils l'ont vendu à 5 deniers, le quart vaut 4 livres ; et à 6 deniers,
» 4 livres 16 sols ; et selon qu'ils auront autrement vendu, plus ou
» moins ; ils paieront, pour chaque tonneau qu'ils achèteront pour
» revendre, 12 deniers aux consuls, pour la réparation des ponts et
» autres nécessités de la ville. »

« Le tavernier qui dira du mal du vin et de la taverne d'autrui
» paiera, pour sa médisance, 5 sols d'amende. »

« Privilège du vin du bourgeois. — Le tavernier est obligé de ven-
» dre le vin du bourgeois, aux conditions ci-dessus, s'il en est re-
» quis, à moins qu'il ne fasse taverne ce jour-là ; mais, incontinent
» après sa taverne faite, il mettra à la taverne le vin du bourgeois,
» sous peine de 5 sols d'amende ; et le bourgeois sera cru sur son
» serment. »

« Défense de charrier en ville, faubourgs et juridiction. des vins
» et vendanges, avec baril et comportes qui n'aient été, de nouveau,
» mesurés et marqués de la marque de la ville, à moins qu'ils ne
» soient neufs. Les mesures et marques seront refaites tous les qua-
» tre ans ; et le salaire du marqueur sera, pour chaque paire de ba-
» rils ou comportes, de 2 deniers. Toute contravention sera punie
» de la confiscation des barils et comportes qui seront brûlés et de 5
» sols d'amende. »

« Les charpentiers jureront au consuls de ne faire, ou faire faire
» que des tonneaux de huit barils, sous peine de 5 sols d'amende
» pour chaque tonneau qui ne sera pas de cette mesure. »

« Défense de tenir d'autres poids ni mesure que le poids de arc,
» pour vendre, acheter, prendre ou donner, sous peine de 5 sols
» d'amende. »

« Défense aux revendeurs d'acheter aux et oignons, ailleurs
» qu'aux quatre cantons de la place publique, sous peine de 5 sols
» d'amende. »

« Défense de prendre ou emporter, sans permission du maître,
» aux, oignons, verjus, raisins ou autres fruits des jardins, casals,

» vignes et autres possessions d'autrui, sous peine de 5 sols d'amende
» applicable un tiers aux consuls, un tiers au bailli, l'autre à celui
» qui trouvera le malfaiteur. »

« Défense de laver ou faire laver draps, filets, lessives, ni autre
» sorte de drap et linge aux Tourons (fontaines) de la ville, tant en
» celui du bout du Pont, qu'en tout autre, sous peine de 12 deniers
» d'amende, moitié au bailli, moitié aux consuls. »

« Défense expresse aux bouchers ou mazeliers de souffler, par la
» bouche, quand ils tueront un bœuf, un bouc ou un mouton ; ni
» de souffler aux rognons d'un chevreau ou agneau, ni d'aucune
» autre viande, ni par le haut, ni par le bas, ni mettre aucune toile,
» graisse, ou la tellette sur les dits rognons, sous peine de 5 sols
» d'amende, comme dessus. »

« Ordre à quiconque tient poids de marc ou livre, canne ou aune,
» de les faire marquer et régler avant la St-Michel, avec le cachet
» et la marque d'Agen, sous peine d'amende pour faux poids ou
» fausse mesure. Celui qui tiendra de faux poids aura ses faux
» poids confisqués et rompus, et paiera 60 sols d'amende, dont un
» tiers pour le déceleur. »

« Accord des Consuls et des Meuniers. — Quand le blé ne vaut
» pas 30 sols, le moulin à vent doit moudre à 14 sols ; quand il vaut
» de 30 à 34 sols, le moulin à vent doit moudre à 16 sols ; quand il
» vaut plus de 40 sols, tous les moulins doivent moudre à 24 sols.
» Tout maître de moulin devra faire moudre le sextier de froment à
» 24 sols et la mixture à 20 sols, au plus fort prix que soit le blé. »

« Défense de porter moudre du blé au moulin qu'il ne soit, aupara-
» vant, mesuré et pesé au poids de la ville, sous peine de confis-
» cation à la messe (ou masse ?) des consuls, et 5 sols d'amende
» dont un tiers pour le déceleur. »

« Ordre de porter le blé à moudre au poids de la ville ; le meunier
» portera ce blé au moulin, et l'ayant fait moudre, il rapportera la
» farine au dit poids et la rendra au même poids à celui de qui il a
» reçu le blé. La mauvaise mouture, la fraude et la tromperie se-
» ront punies de l'amende, à la connaissance des consuls. »

« Le meunier fera moudre le blé pesé avant tout autre, dès qu'il
» l'aura pris, pourvu que le moulin soit en état, et que le blé qui
» sera dans la tramèse soit achevé, sous peine de condamnation
» par les consuls. Le meunier sera obligé de prendre le blé pesé de
» tous ceux qui le lui présenteront ; s'il en prend qui ne soit mesuré
» ou pesé au poids de la ville, il sera condamné à 5 sols d'amende. »

« Tout maître de moulin sera tenu d'avoir de la farine au poids,
» pour celui qui n'aura pas tant de farine comme il lui a donné de
» blé pesé, sous peine de 5 sols d'amende. »

« Défense aux pangoussiers, panetiers et pangoussières de poser
» le pain bas ou à terre ; ils doivent le tenir sur des bancs ou tuil-
» liers (tauliè, en patois) (bord d'appui en saillie de la boutique)
» sous peine de 12 deniers d'amende. »

« Défense aux pangoussiers étrangers de mettre leur pain à ven-
» dre devant celui des pangoussiers de la ville, sous peine de 12 de-
» niers d'amende. »

On voit que le montant des amendes était, généralement, partagé en deux parties égales ; l'une pour le bailli, lieutenant et représentant du Roi, notre seigneur, et l'autre pour les consuls, représentants de la communauté. Il en est de même dans les ordonnances complémentaires que nous donnons à la suite, et qui concernent la taxe du pain, la police des mœurs et l'application des lois somptuaires. Il est à remarquer que ce n'est pas le prix du pain qui augmente avec la hausse des blés, mais que c'est son poids qui est diminué. Ainsi, quand le sextier de froment vaut, à Villeneuve, 20 sols, le pain de 2 deniers, en un corps ou en son tout, doit peser, cru, 40 onces, et cuit 36 onces. Le pain bluté, cru, doit peser 36 onces, et cuit 33. Le pain braye et en gâteau doit peser, seulement, 2 onces de moins. Quand le sextier vaut 25 sols, le pain de deux deniers, en un corps ou en son tout, doit peser, cru, 30 onces, et cuit 27 onces. Le pain bluté doit valoir 2 deniers et peser, cru, 27 onces, et cuit, 24. Le pain de braye ou en gâteau, 2 onces de moins. Le même calcul est fait pour le sextier de froment quand il atteint les prix de 30, 35, 40, 45 sols ; on prévoit le cas où il monte jusqu'à 50 sols, et, alors, il est stipulé que le pain de 2 deniers ne pèsera, cru, que 16 onces, et cuit, 14, le pain bluté, de deux deniers, pèsera, cru, 13 onces, et cuit 11 ; le gâteau pèsera toujours 2 onces de moins.

« Ordre aux pangoussiers de faire le pain au poids susdit, selon
» le prix que le blé se vendra ; de tenir les poids dans leur maison,
» et de faire savoir aux consuls quand ils veulent peser le dit pain,
» sous peine de 2 sols 6 deniers d'amende. »

« Défense de mettre aucun débris, charrette de carreaux ou tui-
» les brisés dans les chemins publics, rues, ruelles ; ni dans les fos-
» sés de la ville chanvre, laine, lin, cuir, à moins qu'il ne soit tanné,
» sous peine de 5 sols arnaudins d'amende. Si dans quatre jours

» ces objets ne sont pas enlevés, le contrevenant paiera, aussi, 5
» sols d'amende. »

« Défense d'aller sous les ponts et dans les fossés pour y faire ses
» nécessités, sous peine de 5 sols d'amende. »

« Défense d'attacher aucune bête dans la place commune, ni de-
» dans les quatre cornières, si ce n'est pour la faire ferrer, sous
» peine de 12 deniers tournois d'amende. »

« Défense, en un jour de marché de vendre ou de décharge de-
» made (?) en aucune maison, mais de la porter, tout droit, en la
» place commune, sous peine de 5 sols d'amende. »

« Défense, hors du temps de vendange, de porter, mettre, ou
» faire entrer du vin en ville et faubourgs, ainsi que la vendange
» et le vin qui sera resté dans les cuiviers et tonneaux hors de la
» ville et dans la juridiction, à moins qu'on ne le prenne à Pujols ;
» auquel cas on le portera le jour même, ou le lendemain, dans la
» ville ; après ce délai il n'y entrera plus, et le tout sous peine de
» 60 sols d'amende et de confiscation. »

« Pour chaque bouc ou chèvre portant dommage aux fruitiers ou
» domestiques, ou pelant les aubiers, 6 deniers d'amende : et pour
» tout autre dommage des brebis et pourceaux, le pâtre ou le mai-
» tre paieront des dommages-intérêts au propriétaire, et une amende
» fixée par les consuls. »

« Favorable punition des P... .. — Que aucune p... .. ou g... .
» ne se couche de nuit, ni avant la nuit, dans les fossés de la ville.
» Si elle fait le contraire, elle paiera, pour chaque fois, 5 sols
» d'amende ; et ceux qui courront après elle et qui l'entretiendront
» paieront, aussi, 5 sols d'amende, moitié au bailli et l'autre aux
» susdits consuls. »

« Défense à quiconque de visiter l'époux ou l'épouse la vespre et
» le jour qu'ils auront épousé, excepté le père et la mère. »

« *Lois somptuaires.* — Défense aux habitants de donner, pour
» raison de noces, à leurs filleuls ou filleules, ni à père et mère des
» dites filleules, or, argent, bourses, toiles, ceintures, ou aucune
» autre chose, excepté la chemise ; ou que ce fut de pauvres gens
» qu'on le leur donnât pour aumône, sous peine de 60 sols
» d'amende. »

« Défense à toute femme de porter des choses d'orfèvrerie, ni
» plaques, boutons, chaînes d'or ou d'argent, ni d'autre parement
» en robe ou chemise ; et que nul bourgeois ne soit si osé de porter
» robe défendue, sous peine de 65 sols arnaudins d'amende. »

« Que nulle femme ne porte guirlande, ni couronne, ni bourgui-
» gnotte, outre la valeur de 60 sols, sur la même peine que dessus. »

« Que nuls habitants ne fassent aucune dépense en noces, si ce
» n'est dans la maison d'où sortiront ou entreront l'époux ou
» l'épouse ; ou que l'époux ou l'épouse vinsent de dehors la ville
» prendre mari ou femme à Villeneuve, afin qu'ils puissent recevoir
» ceux de la ville et ceux qui accompagnent celui qui est hors de la
» ville ; en ce cas et non autrement il leur est défendu sur même
» peine que dessus. »

« Pour les compères, que aucun n'emprunte homme ou femme
» pour tenir ou faire tenir filleul ou filleule, et que nul homme ne
» porte le filleul à l'église, à peine de 65 sols applicables comme
» dessus, et que l'on n'emprunte aucun homme pour faire compa-
» gnie, sous la même amende et peine que dessus. »

Voilà donc une communauté qui a pu et su s'organiser, toute seule, se donner des lois, des règlements, avec le consentement du seigneur, il est vrai, mais sans son ingérence directe et prépondérante. Elle jouit, à présent, d'une véritable autonomie. Il faut dire, aussi, que l'état de guerre entre le roi de France et le roi d'Angleterre a singulièrement favorisé la libre expansion municipale, car l'intérêt de chacun des adversaires était de gagner à sa cause les habitants des villes et bourgs des pays contestés.

Nous assistons, pendant tout le xiv^e siècle, à une surenchère, rarement désintéressée, de bons procédés, à notre égard. Ainsi, le roi d'Angleterre, sous le gouvernement duquel avait pu se constituer, librement, la ville de Villeneuve, continue d'accueillir, avec bienveillance, les demandes de la jeune cité.

Le 29 juin 1313 ¹, Edouard II mande au sénéchal de Gascogne d'examiner s'il est à propos d'autoriser les habitants de Villeneuve à fortifier les murailles de la dite ville, ce qu'ils offrent de faire à leurs dépens, pourvu que le Roi leur assigne une somme pour la construction des portes. Le 6 novembre 1319 ², nouveau mandement d'Edouard II au sénéchal de Gascogne, sur ce que les consuls de Villeneuve avaient demandé de s'abonner, avec lui, à une somme d'argent, pour les droits, dûs au roi, sur les blés de certains habitants de la ville. A la même date, nous trouvons un autre mande-

¹ Collection de Bréquigny.

² Collection de Bréquigny.

ment pour informer sur ce que les consuls de Villeneuve demandaient, en vertu d'un règlement fait par l'ancien maire d'Agen, qu'il leur fut permis de s'approvisionner de sel ou bon leur semblerait (En application du 43^e article de la Charte de 1260).

Enfin, le 13 octobre 1321¹, Amalric de Crédon, seigneur du dit lieu et sénéchal du roi d'Angleterre, duc de Guyenne, fait donation aux consuls, à leurs successeurs et à la communauté de la ville de Villeneuve d'Agenois, située sur le fleuve du Lot, de 18 brasses, *sive* cannes, de long et 2 de large, de certaine place qui est dans la dite ville et devant les maisons de Gérard Taillefer, de feu Bernard Perry et de Pierre Guillaume de Chamaille, afin d'y bâtir une maison commune pour vendre le pain, sous la rente annuelle de 2 sous d'argent, autant d'accapte à mutation de seigneur, payables à la fête de St-Guiraud (Emplacement de la maison Farge, au coin de la place La Fayette et de la rue Ste-Catherine).

Nous étions, on le voit, redevables à l'administration anglaise des ducs de Guyenne, de la construction du pont, de la libre vie municipale de notre communauté, de la mise en état de défense de nos murailles, de la construction de nos portes et de nos tours, de l'édification de notre premier hôtel-de-ville. Tous ces bienfaits avaient inspiré des sympathies très vives, chez un grand nombre d'habitants, en faveur de maîtres, étrangers il est vrai, mais qui usaient de leur pouvoir, au milieu de luttes et de guerres incessantes, avec une générosité inaccoutumée dans ces temps abominables.

C'est à ramener ces gens, trop sensibles aux avantages matériels et trop oublieux des liens qui nous unissaient à la couronne de France, que s'employa le roi Charles V. Il envoya son frère, Louis d'Anjou, en Languedoc, pour prendre à revers la Guyenne jusqu'aux environs de Bordeaux ; et, le 5 Avril 1369, ce prince, voulant rallier les Villeneuvois au parti français, signe, à Toulouse, la charte en latin dont je donne, en la résumant, la traduction ancienne².

Cette charte, véritable surenchère sur les privilèges octroyés par les rois d'Angleterre accordait aux consuls des prérogatives nouvelles.

« Le comte d'Armagnac, notre très cher cousin, considérant le » grand amour que nos biens aimés et fidèles consuls et habitants

¹ Inventaire général des statuts, page 11.

² Inventaire général des statuts, page 76.

» de Villeneuve d'Agenois ont porté, de tout temps, au Roi et couronne de France, et avec quelle douceur et bienveillance ils se sont soumis sous la juridiction du Roi, notre sire, leur aurait donné certains privilèges, libérés, franchises, comme il nous a clairement apparû, par un rôle scellé du scel de notre très cher cousin et de la dite ville. A cette cause, attendu l'obéissance et la fidélité que les dits consuls et communauté ont eu envers le Roi, notre sire, nous confirmons et approuvons tout ce qui leur a été accordé par notre très cher cousin, et, par la teneur de ces présentes, nous le leur donnons et accordons de nouveau, en la forme et manière qui s'ensuit. »

« Premièrement, avons accordé aux consuls et habitants de Villeneuve, ressort et appartenance d'icelle, que eux et chacun d'eux seront, d'ores en avant, francs, quittes et exempts, par tout le royaume de France et *duché de Guyenne*, de toute sorte de *péages, gabelles, maltôte*, et de toutes autres impositions faites et à faire pour toutes leurs marchandises qu'ils porteront, ou seront porter à leur nom, pourvu qu'il n'y ait point de fraude et que, sous prétexte qu'elles leur appartiennent, d'autres personnes les charrient. »

« Avons accordé aux consuls et habitants la Maison commune et place que la dite ville a fait bâtir, dans laquelle place se tient le *Mazel* et Paneterie du dit lieu, et où le pain et la viande ont accoutumé de se vendre, avec tous les profits et émoluments, pour raison de ce, appartenant et accoutumé de payer au Roi, notre sire, pourvu que les choses susdites n'excèdent pas 30 livres annuelles, ou environ. Ils jouiront de la place et maison commune, l'auront et la posséderont à jamais, sans contradiction quelconque, sans être obligés de rendre compte à personne, pourvu que les susdits profits et émoluments soient employés aux usages, charges et autres dépenses communes dudit consulat. »

» *Accordons aux consuls la première connaissance de toutes et chacune les causes civiles ; qu'ils puissent choisir et élire un juge qui, dans leur cour ou maison commune, ait et puisse connaître, en leur nom, les dites causes civiles ; les choses jugées et taxées par ce juge, dans la cour ou maison commune, seront exécutées, au nom des consuls, par le bailli présent et à venir ; ils pourront lever de celui cité ou ajourné par devant eux ou leur juge, 15 deniers, pas plus, pour chaque défaut. »* (L'article 35 de la charte de 1260 attribuait cette amende au Roi seul.)

» Les consuls et habitants sont exemptés de toute sorte de subsides, droits de fouage, mutuels, péages, gabelles, et de toutes autres impositions *et exactions* faites et à faire. Le sénéchal, juge, ou autre officier royal ne pourra prendre, à Villeneuve et juridiction d'icelle, blés, vins et marchandises, sans la volonté des consuls et habitants, et en en payant la juste valeur. »

» Pour la clausure et autres nécessités de la ville, notre très cher frère, d'heureuse mémoire, Charles, roi de Navarre, jadis lieutenant, en Guyenne, de notre très cher père (le roi Jean) a donné aux consuls et habitants la coutume, *sive* souquel, du blé et du vin ; c'est-à-dire qu'ils pourront prendre 20 deniers pour livre du prix ou argent qu'on a eu de tout le vin qui se vendra à la taverne ; ils prendront, aussi, du blé comme ils ont accoutumé lever, suivant les donations que les rois de France leur ont fait. Nous confirmons, aussi, les lettres à eux accordées par le roi de Navarre, pourvu qu'ils emploient la dite coutume aux dites clauses et autres nécessités, affaires et dépenses communes de la ville. »

» Accordons aux consuls, habitants et bourgeois contribuables, qui paient collectes et tailles dans la ville et juridiction, *d'acquérir des fiefs, arrières-fiefs et au' res droits nobles* des personnes nobles ou roturières, *en quelque lieu qu'ils soient dans le duché de Guyenne, jusqu'à la somme de 500 livres de rente*, pourvu que ce ne soit pas des hommages et redevances de grande importance, et qu'ils ne soient pas en justice : de les jouir et posséder perpétuellement, sans payer aucune finance au Roi ni à ses successeurs, pour raison des dites acquisitions. »

» Permettons aux dits consuls et habitants d'échanger or et argent, porter et envoyer le billon aux plus prochaines monnaies du Roi, notre sire, et dudit lieu, sans encourir peine et amende. »

» Leur permettons de faire porter le sel, par terre et par eau, en ville ; le débiter, en disposer à volonté, et convertir pour leur usage, sans payer aucun péage. Les étrangers pourront acheter et emporter le dit sel, gratuitement, à condition qu'ils ne soient pas rebelles ou ennemis du royaume de France. »

» Les assises de la sénéchaussée dudit lieu et de tous et un chacun les lieux et villes de la dite assise, se tiendront, toujours, dans le dit lieu de Villeneuve. » Cette institution d'une sénéchaussée à Villeneuve, nous rendait indépendants de la sénéchaussée d'Agen.

« Les consuls et habitants ne donneront aux officiers du Roi un

» lit ou autre ustensile, sans salaire, ou sans en payer le louage, si
» ce n'est de leur bonne volonté. »

» Leur donnons, à jamais, la maison dans laquelle les assises de
» la ville ont de coutume de se tenir, pour la faire réparer, pour y
» tenir leur cour, conserver leurs livres et inventaires communs,
» et y tenir, pour le présent et l'avenir, les assises de la dite séné-
» chaussée. »

Puis viennent les articles de circonstance, promettant l'oubli du
passé et accordant l'amnistie à tous les partisans de la domination
anglaise.

» Avons pardonné et pardonnons aux susdits consuls et habitants
» tous les crimes, excès et forfaits qu'ils peuvent avoir faits, jusqu'à
» présent, tant contre le Roi, contre nous que tous autres ; remet-
» tons les peines criminelles ou civiles pour raison d'iceux, cassant
» et annulant tous procès, informations et enquêtes sur ce faites ou
» à faire, et imposant silence perpétuel à tous officiers royaux, sauf
» réserve des droits de la partie qui voudra civilement poursuivre. »

» Nul, pour quelque crime qu'il ait fait, ne sortira dudit lieu, ni
» ne sera cité, ou appelé en jugement, par aucun autre officier de
» justice que devant le juge de Villeneuve à qui la connaissance de
» la cause appartiendra; à moins qu'il ne s'agisse du crime de Lèze-
» Majesté. »

» Défense au bailli du lieu, pour quelque crime que ce soit, de
» faire aucune information sans la présence des consuls, ou de deux
» d'entr'eux. Si les consuls appelés refusent d'y assister, le bailli
» fera les informations et on y ajoutera foi. »

« Confirmons tous les privilèges accordés par les rois de France,
» prédécesseurs du Roi, notre sire, ou par tous autres ayant pou-
» voir de ce fait. »

« Pour que les consuls et habitants puissent, avec beaucoup plus
» de ferveur, rendre service au Roi, notre sire, et à ses succes-
» seurs, avons accordé, pour le présent et à venir, que Villeneuve
» sera, dorénavant, dépendant de la Table et du Domaine du Roi,
» qu'il ne sera aliéné ni transporté en d'autres mains, mais que,
» pour l'avenir, il dépendra et sera du dit Domaine. »

« Ordre au sénéchal d'Agenais et à tous autres justiciers et sujets
» du Roi de faire paisiblement jouir les consuls et habitants des
» droits, privilèges, et donations ci-dessus spécifiées. Donné à Tho-
» loze, le 5^e jour du mois d'Avril 1369. »

En Mai et Août 1371, ces nouveaux et importants privilèges fu-

rent confirmés et enregistrés. L'inventaire général des statuts, pages 7 et 13, relate, ainsi, les deux actes : « Confirmation des privilèges accordés par Louis, duc d'Anjou, faite par Charles, roi de France, dans la ville de Paris, au mois de Mai, l'an 1371, scellé du grand scel de cire verte, pendant en lacs de soie rouge et verte ; » signé sur le replis, visa *per Regem*, de Vernondis ; et, en un autre endroit *collatio facta est cum litteris originalibus infrascriptis per me R de Vernondis*. »

« Enregistrement des privilèges de la ville de Villeneuve d'Age-
nois, avec la confirmation d'iceux par le Roi Charles, fait par
Raymond de Rapistana, sénéchal de Tholoze, ou il est fait mention de l'enregistrement d'iceux, fait, aussi, à la Chambre des Comptes de Tholoze en date du 9 Août 1371, et scellé du grand scel du dit sénéchal, et écrit au bas : *collatio facta cum originali per Cassoulh*, et signé de Bouilla »

Sous Charles VI, la même politique de bienveillance est appliquée à la duché de Guyenne, où les Anglais ne possèdent plus que la ville de Bordeaux et ses alentours immédiats. Nous trouvons dans l'Inventaire général, aux pages 13 et 14, et aux dates des 3 et 5 décembre 1398, ces deux actes d'enregistrement :

FERNAND DE MAZET.

(A suivre).

VIE DE M. HÉBERT, ÉVÊQUE COMTE D'AGEN

TROISIÈME PARTIE

M. HÉBERT ET LES AFFAIRES DE LA CONSTITUTION *UNIGENITUS*

(SUITE)

V. — Lettre de M. Hébert aux Evêques de Luçon et de la Rochelle à propos de leur lettre au Roi.

Au début de l'Assemblée, il avait été fortement question d'élire M. de Luçon député de la Province à Paris. « Dès que nous apprimes, dit M. Hébert, que son indigne lettre au Roi était répandue à Paris, il n'y eut pas un des évêques comprovinciaux qui ne prit d'abord la résolution de ne point songer à lui ¹. »

Cet échec ne découragea pas MM. de Luçon et de la Rochelle. Ils adressèrent, peu après, à M. l'Archevêque de Bordeaux et à ses suffragants une lettre collective dans laquelle 1° ils se plaignaient que M. de Noailles eût condamné leur mandement ; 2° ils déclaraient qu'ils avaient demandé permission au roi d'exiger réparation ; 3° ils priaient les évêques d'engager M. de Noailles de se rétracter.

Mais déjà M. Hébert les avait prévenus. Jaloux de mettre sa plume — j'allais dire, son épée — au service de son ancien archevêque, il avait écrit aux deux prélats, dès son retour à Agen, une longue lettre, destinée selon toute apparence à la publicité, « lettre excellente, dit

¹ Correspondance inédite d'Hébert. — L'abbé Dorsanne les a reproduites dans son Journal.

saint Simon, savante, forte, pieuse ¹ », qui contient à la fois une belle apologie du cardinal de Noailles et un réquisitoire habile et serré contre ses ennemis. Il reprochait à ceux-ci en premier lieu, avec beaucoup de modestie épiscopale, d'avoir pris un parti si extrême que celui de dénoncer au Roi le premier prélat du royaume sans consulter leurs frères dans l'épiscopat et tout spécialement ceux de leur province. Tous, il est vrai, métropolitain et suffragants, les auraient détournés d'un projet si injustifié dans ses causes, si funeste dans ses conséquences.

C'est le dépit, le chagrin, l'indignation, leur disait-il, qui ont dicté votre lettre au roi et non le pur zèle de l'amour de Dieu, l'honneur de son Eglise et votre attachement à la saine doctrine. On le voit bien à votre style âpre et amer, à vos expressions qui passent toute vivacité, aux termes et aux exemples dont vous vous servez et qui portent un coup mortel ; à la manière dont vous en êtes venus tout d'un coup aux dernières extrémités.

Puis prévenant leurs objections, il continuait : M. le Cardinal, direz-vous, a chassé vos neveux du Séminaire de Saint-Sulpice. — Il est vrai, mais un évêque n'est-il pas le maître absolu de son séminaire aussi bien à Paris qu'à Luçon et à La Rochelle ? Vous accusez le cardinal d'avoir puni en la personne de vos neveux la censure que vous avez prononcée contre le Nouveau Testament du P. Q. Cela mérite explication. Votre censure elle-même n'est pas en cause. Le grief du cardinal c'est que vous l'ayez publiée et distribuée à Paris. Et d'ailleurs la conduite qu'on prête à MM. vos neveux ne suffit-elle pas à elle toute seule pour justifier la mesure que l'on a prise contre eux ² ? Vous

¹ Mémoires, ch. XI.

² M. Hébert avait lui aussi un de ses neveux au séminaire de Saint-Sulpice à Paris. Il en est ainsi question dans une lettre de M. Hébert au cardinal de Noailles, en date du 18 février 1712 : « Je remercie très humblement V. E. de la grâce qu'elle a accordée à mon neveu en le faisant ordonner sans titre. Je viens de lui donner une des plus jolies cures de mon diocèse dans une petite ville qui est dans un très agréable pays, sur le bord du Lot et d'une autre petite rivière. (Casseneuil sans doute). Mais je lui mande qu'auparavant de l'accepter, il aille recevoir les ordres et la permission de V. E., ne lui en ayant même fait le titre qu'à condition que V. E. l'approuvera. Je l'estimerais beaucoup plus heureux de travailler, Monseigneur, dans votre diocèse et sous vos yeux. Il aura même de la peine à se faire au langage de ce pays. » Ce neveu n'était autre probablement que ce Roland Hébert que nous voyons figurer, avec le titre de prieur de Clermont-Dessous, dans l'acte d'union des prieurés dépendants de l'abbaye de Clairac au Collège d'Agen. — Tout porte à croire qu'il resta, en effet, à Paris, et je me suis même demandé s'il n'avait rien de commun avec l'archidiacre de même nom auquel Di derot — *horresco referens* — prête un si beau rôle dans sa *Religieuse*.

agiriez de même chez vous à l'occasion. Il y aurait mauvaise grâce de votre part à vous plaindre, surtout après votre lettre au Roi, de ce que le Cardinal vous ait manqué d'égard : *Quis tulerit Gracchos!*...

Quelle raison MM. de Luçon et de la Rochelle avaient-ils de publier une lettre si infamante ? Ne devaient-ils pas prévoir, comme l'événement l'a montré, qu'elle causerait un scandale énorme et soulèverait contre eux tout Paris ? En vain allègueraient-ils que l'approbation du cardinal est elle-même publique. Quoi de plus inoffensif qu'une approbation qu'on ne lit généralement pas, alors surtout qu'elle est placée à la tête d'un livre que non-seulement les simples mais des théologiens de mérite et d'une orthodoxie incontestée comme le P. de la Chaise ont cru jusqu'à présent pouvoir lire sans danger. d'un livre d'où une commission d'habiles docteurs, nommée par le cardinal, avait eu soin de bannir jusqu'aux moindres propositions, jusqu'aux moindres expressions pouvant s'expliquer dans un sens janséniste.

En vain se retrancheraient-ils sur ce que l'expulsion de leurs neveux du séminaire a été publique. Depuis quand serait-il permis de repousser une injure par une autre injure ? *Tantæne animis cælestibus iræ ?*

Que si, comme on le dit, ils n'ont fait que prêter leur nom aux ennemis du cardinal (lisez les Jésuites), enchantés de couvrir leur haine sous l'ombre de la mitre et de la crosse, comment qualifier une telle condescendance, une telle complaisance ?

Comment les deux prélats ont-ils osé assimiler M. de Noailles aux évêques des villes impériales, fauteurs des hérétiques et oppresseurs de leurs confrères ? Ce cardinal les a-t-il jamais priés, engagés, sollicités d'être favorables aux Jansénistes ? Il a fait sortir leurs neveux du séminaire de Saint-Sulpice. Cela valait-il la peine de faire du bruit ? Fallait-il mettre, pour un sujet si mince, un si grand prélat sur la même ligne des Eusèbe de Nicomédie, des Eudoxe, des Macédonius, des Nestorius et des Photius, un prélat qui ne peut être justement comparé qu'aux Grégoire de Nazianze, aux Jean Chrysostome, aux Taraise et aux Ignace ?

Enfin M. Hébert terminait sa lettre par ce rapprochement tiré de l'histoire ecclésiastique : Théophile d'Alexandrie, en accusant d'origénisme saint Jean Chrysostome auprès de l'Empereur, réussit à le faire déposer dans le conciliabule du Chêne. « L'application, Messieurs, n'est pas fort difficile à faire. On a tenté diverses fois de mettre mal dans l'esprit du roi Monseigneur le Cardinal. On a cru n'y pouvoir mieux réussir qu'en jetant des soupçons sur la doctrine de cet auguste prélat... Il est très douloureux pour vous, Messieurs, qu'on puisse

vous reprocher d'avoir en cela même suivi l'exemple de Théophile. On prétend qu'il se repentit à sa mort d'avoir persécuté un saint évêque. On se persuade, Messieurs, que vous n'attendrez pas ce terrible moment pour réparer ce que vous avez fait, sans y avoir pensé assez sérieusement. »

VI. — M. Hébert s'attend à des représailles. Il se garde d'abord du côté de Rome.

Avant d'envoyer cette lettre, M. Hébert l'avait communiquée à M. de Noailles qui l'avait approuvée non toutefois sans l'avertir qu'elle pourrait lui attirer des affaires. « Je suis fort résolu, avait répondu M. Hébert, de pousser ma pointe jusqu'au bout. Il est bon que des évêques soutiennent vigoureusement l'honneur de l'épiscopat contre ceux qui l'attaquent. » Du reste il ne se faisait pas illusion. « Votre Eminence écrivait-il, une autre fois, ne doute pas que MM. de Luçon et de la Rochelle ne communiquent ma lettre à leurs bons amis (les Jésuites) ce qui ne me mettra pas fort bien dans leur esprit. Ils ont déjà un très grand chagrin contre mon frère, gouverneur de Pondichéry qu'ils ont pensé perdre auprès du roi, parce qu'il leur tenait tête en ce pays et ne voulait pas qu'ils y fissent les maîtres. Le P. Tellier en avait fait son affaire. Je l'ai calmé le mieux que j'ai pu mais j'ai bien vu qu'il était fort refroidi à l'égard de mon frère, abbé de Saint-Maurin, mon grand vicaire, à qui il avait donné de grandes espérances. Cette dernière affaire le va couler à fond absolument ¹. »

Une grande âme ne recule jamais devant des considérations d'intérêt personnel. Parti en guerre pour une cause qu'il regardait comme sacrée, M. Hébert était résigné d'avance à subir toutes les conséquences de la lutte contre un parti qu'il savait très puissant, qui était bien plus puissant encore qu'il ne pensait. Mais il était bien résolu, en même temps, à ne négliger aucun moyen de défense.

Il craignit d'abord que sa lettre à MM. de Luçon et de la Rochelle ne fût dénoncée à Rome. Bien que les décrets de l'Index et de l'Inquisition ne fussent pas alors reçus en France, il voulut cependant prévenir une condamnation que plusieurs pourraient considérer comme une sorte de flétrissure. A cet effet, il écrivit à M. de Noailles : « On tâchera de faire mettre ma lettre à l'index supposant que j'entreprends la défense d'un livre condamné par l'Inquisition. Je suis persuadé que

¹ Bibl. Nat. mss. 23217.

V. E. l'empêchera en l'envoyant à M. le cardinal de la Trémouille (ambassadeur du roi auprès du Saint-Siège). Il doit comme tout l'Éminentissime corps des cardinaux prendre part à l'injure faite à V. E., et soutenir sur cela ce que mille raisons m'ont engagé de faire. V. E. n'est pas la seule exposée aux persécutions des auteurs de cette injuste querelle. Ce qu'ils continuent de faire contre M. le cardinal de Tournon (affaires de la Chine) n'est pas moins criant. Serait-il bien possible, Monseigneur, que le Pape laisse cette affaire qui fait gémir tous les gens de bien sans agir avec toute la fermeté que cette affaire demande ! »

VII. — M. Hébert et M. le comte de Pontchartrain.

De ce côté-là les craintes de M. Hébert n'étaient point fondées. Mais si sa lettre passa inaperçue à Rome, elle fut un moment le sujet de toutes les conversations à Paris, dans les provinces, à Versailles même. Les lettres de félicitations pleuvaient à l'Evêché d'Agén¹. On y apprenait en même temps le mécontentement des jésuites. « On m'assure de tous côtés, écrivait alors M. Hébert, que les jésuites se plaignent de moi de ne les avoir pas assez ménagés dans ma lettre, d'y avoir dit des choses qui leur sont très sensibles, qu'ayant toujours compté que j'aimais leur Compagnie, ils avaient été surpris que je me fusse déclaré contre eux dans une affaire de cette importance. On ajoutait que je faisais assez connaître que j'étais persuadé qu'ils étaient les auteurs de l'Instruction pastorale de MM. de Luçon et de La Rochelle et de la lettre écrite au Roi par ces prélats contre le cardinal de Noailles et que, par ce moyen, je pouvais leur attirer l'indignation publique². »

L'écho de ces plaintes parvint jusqu'aux oreilles du roi qui fit demander des explications à l'Evêque d'Agén par le comte de Pontchartrain, alors chancelier. Celui-ci écrivit donc à M. Hébert, le 22 septembre 1711, pour savoir s'il était réellement l'auteur de la lettre aux deux évêques qui courait sous son nom. M. Hébert lui répondit aussitôt : « Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22 du mois passé. Si je n'étais pas actuellement dans mes visites, je satisferais très volontiers et avec beaucoup de plaisir, à ce

¹ Bibl. Nat. mss. 23217.

² Parmi les plus élogieuses M. Hébert citait celle de M. l'Archevêque d'Embrun, M. de Genlis.

³ Lettre en forme de mémoire au comte de Pontchartrain.

que vous désirez savoir de moi. Mais j'ai tant de choses à vous dire, et j'ai à présent si peu de temps à moi, que je vous supplie de trouver bon que j'aie fini mes visites pour avoir le loisir de vous ouvrir entièrement mon cœur sur les affaires dont il s'agit. Vous verrez par ma sincérité et par les choses que je vous dirai, que je tâcherai de ne me pas rendre indigne des sentiments que vous avez pour moi, et que je profiterai de la confiance que voulez bien me permettre d'avoir en vous. Cependant je dois vous dire que la Lettre à Messieurs de Luçon et de La Rochelle, qui est devenue publique, est véritablement de moi. Je n'avais jamais pensé ni désiré qu'elle eût été vue et lue que par ces deux prélats dont j'honore la vertu. Ils ont eux-mêmes jugé à propos de la communiquer à Paris à leurs amis. Ceux-ci en ont fait des extraits qui ont été envoyés de tous côtés en province. D'ailleurs, on a supposé de fausses lettres comme venant de moi qu'on a fait courir dans le monde ; ce qui a enfin déterminé à faire paraître ma lettre telle qu'elle est. J'espère vers le 15 de ce mois vous envoyer des mémoires sur ce que j'ai l'honneur de vous promettre, dont vous ferez tel usage que vous souhaiterez et par lesquels vous connaîtrez que je n'ai rien plus à cœur que le service du Roi, de l'Etat et de l'Eglise et de vous donner des marques du respect avec lequel je suis, etc...¹

A peine de retour à Agen, M. Hébert entreprit la rédaction de ces *Mémoires*. Ils furent publiés, dans la suite, sous ce titre : « *Lettre de Monseigneur l'Evêque d'Agen à Monsieur le comte de Pontchartrain*, et forment une brochure très dense de 80 pages ou environ. Composés très hâtivement ils n'offrent pas la même perfection de style que la Lettre à Messieurs de Luçon et de La Rochelle. M. Hébert en donne lui-même une analyse très exacte dans une lettre qu'il adressa d'Agen au cardinal de Noailles, le 22 octobre 1711 : « Je croyais vous envoyer aujourd'hui les mémoires que j'ai dressés pour M. de Pontchartrain. Je les achevai hier, mais ceux qui en font les copies sont plus longtemps à les transcrire que je n'ai été à les composer. Je compte de les envoyer demain à Bordeaux, ayant présumé que V. E. ne trouverait pas mauvais que M. l'Archevêque qui est fort dans vos intérêts les lussent. Vous les trouverez, Monseigneur, plus longs et plus forts que ma lettre à MM. de Luçon et de La Rochelle.

¹ Cette lettre est imprimée. Voir : *Les véritables et fausses lettres de messieurs l'Evêque d'Agen et comte de Pontchartrain*. — A Bruxelles, chez Frix, marchand libraire. M.DCC.XII.

J'y fait voir par des preuves qui valent des démonstrations qu'il n'a tenu qu'aux Jésuites d'avoir toujours part à la bienveillance de V. E. J'ai rapporté au long ce qui se passa dans les conférences que j'ai eues pour ce sujet avec le P. de La Chaise et le P. Martineau.

» La Providence a permis que depuis ma lettre à nos deux confrères, j'ai fait une découverte très singulière de deux faits qui regardent les jésuites touchant le *Testament* du P. Quesnel que je sais d'original. J'en ai appris l'un d'un jésuite même qui me l'a raconté tel que je le disais. Je crois que V. E. sera fort contente de ces récits. Je rapporte d'autres faits sur d'autres sujets dont j'ai été le témoin et qu'on ne peut nier.¹

» Je commence et finis mes mémoires en priant M. de Pontchartrain d'en rendre compte au roi et de le communiquer à qui il voudra, et même pour l'y engager, je lui marque que j'ai cru devoir en envoyer une copie à une personne de très grande distinction sans nommer V. E. Il me paraît qu'il serait peut-être bon que M^{me} de Maintenon les lût, elle en parlerait au roi qui certainement doit être satisfait de ce que je dis, car j'y marque que par ses soins et son zèle le Jansénisme a été si abattu en France que personne n'ose plus paraître soutenir ce qui a été condamné. Je souhaite que mes désirs s'accomplissent et que nous jouissions enfin de la paix dans l'Eglise. Je n'enverrai que dimanche ces mémoires à M. de Pontchartrain afin que V. E. les reçoive en même temps.

» Vous verrez, Monseigneur, qu'il m'a fallu faire beaucoup de diligence pour les composer en trois ou quatre jours que j'ai eus de libres.

» P. S. — V. E. peut faire tel usage qu'elle jugera à propos de ces mémoires. Je consens à tout très volontiers. »

Ces *Mémoires* furent loin d'avoir l'effet qu'en attendait M. Hébert. On en peut juger par la réponse qu'y fit le comte de Pontchartrain, le 8 décembre 1711 : « Monsieur, j'avais lieu de croire, après vous avoir expliqué dans ma première lettre que la seule curiosité me portait à vous demander si celle qui courait sous votre nom à Messieurs les Evêques de Luçon et de La Rochelle, était véritablement de vous ; et qu'après vous avoir promis de ma part le même secret que je vous

¹ Les faits auxquels M. Hébert fait ici allusion et qu'il rapporte à la page 52 de sa lettre au comte de Pontchartrain peuvent se résumer en ces deux mots : Un jésuite tirait du livre du P. Quesnel la matière de ses sermons ; un autre le sujet des méditations qu'il faisait aux novices.

demandais de la vôtre (ne me convenant pas d'être commis ni cité dans une affaire qui ne me regarde pas ;) j'avais lieu de croire, dis-je, que ma curiosité ne produirait qu'une simple réponse du oui ou du non. Celle que vous me fîtes en premier lieu, était plus que suffisante pour m'éclaircir ; mais comme vous me laissiez entrevoir qu'au retour de la visite que vous faisiez de votre diocèse, vous aviez dessein de m'instruire amplement des raisons qui vous avaient porté à écrire à Messieurs vos confrères, et de communiquer en même temps cette seconde lettre à des personnes de distinction à qui vous ne pouviez vous dispenser d'en faire part ; je vous récrivis sur-le-champ, pour vous prier instamment de vous épargner cette peine à mon égard, et pour vous expliquer encore qu'il ne me convenait en aucune façon d'y entrer, et encore moins qu'il parut une lettre de vous adressée à moi, sur une affaire qui n'a aucune relation avec celle que le roi m'a fait l'honneur de me confier. Qu'au surplus, je n'étais pas le maître de retenir votre plume ; mais que je me croyais en droit d'exiger de vous, qu'elle ne fut point employée pour moi en cette occasion. Vous avez jugé à propos, Monsieur, de ne me répondre qu'en m'envoyant le volume manuscrit que vous m'aviez annoncé et que je n'attendais plus ; et je l'enfermai sur-le-champ sous la clef, à dessein de n'en faire aucun usage, et de vous garder malgré vous le secret, comme je vous en assurai par ma troisième lettre. J'en ai été si religieux observateur, que la pièce n'est pas sortie depuis de mon portefeuille ; et je vous avouerai franchement que je n'ai pu encore trouver un moment pour la lire. Je vous dirai plus, c'est que la multiplicité des choses qui passent chaque jour devant moi, m'avait si bien fait oublier celle-ci, que je n'y avais pas fait d'attention ; en sorte que je fus doublement surpris quand le roi me demanda avant-hier ce que c'était qu'une grande lettre que vous m'aviez écrite. L'idée ne m'en revenant point d'abord, et m'étonnant ensuite de ce que vous l'aviez communiquée à vos amis, comme adressée à moi, après vous avoir si fort prié du contraire, je ne pus faire autre chose que d'expliquer naturellement au Roi tout ce qui s'était passé et de lui dire que je ne pouvais lui rendre compte de cette lettre parce que je ne l'avais pas lue. Sa Majesté me témoigna qu'Elle en savait le contenu, et m'ordonna de vous marquer de sa part : qu'Elle s'étonnait que vous voulussiez de vous-même et sans aucune raison particulière, entrer dans une affaire où vous n'étiez point intéressé personnellement ; et, encore plus, de ce qu'un homme comme vous, sur lequel Elle croyait pouvoir compter, qui aviez eu l'honneur de l'approcher pendant si longtemps et de connai-

tre ses sentiments qu'Elle vous avait confiés tant de fois, vous eussiez pu vous résoudre à écrire contre des gens que vous saviez être honorés particulièrement de son estime et de sa confiance ¹. »

Cette lettre qu'il soupçonna fort d'avoir été inspirée par le P. Ieltellier ² atterra littéralement M. Hébert qui y répondit courrier par courrier : « Monsieur, j'ai reçu avec tout le respect possible la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 8 de ce mois. Je puis vous protester que j'ai été très exact à vous garder la parole que je vous avais donnée, de ne vous nommer ni citer en rien à l'occasion des Mémoires que je vous ai adressés. Je fus très surpris de recevoir de Versailles des avis que l'on y parlait du contenu de ces *Mémoires*, et qu'on savait que je vous les avais envoyés. J'étais même prêt de vous envoyer l'extrait de la lettre que j'en avais reçue pour vous marquer ma surprise. Elle a été bien plus grande quand j'ai vu que vous me citiez une de vos lettres qu'assurément je n'ai point reçue, par laquelle vous me marquez de ne vous point écrire de l'affaire dont il s'agit ; car si je l'avais reçue, je ne vous aurais point infailliblement adressé ces Mémoires. Je n'ai reçu que deux de vos lettres ; la pro-

¹ V. *Les Véritables*... On fit courir cette contrefaçon de la réponse de M. de Pontchartrain : « J'ai été fort surpris, Monsieur, de recevoir de vous une lettre que je ne vous demandais pas et qui a scandalisé toute la Cour. Le roi m'a ordonné de vous écrire, qu'il est surprenant qu'un homme comme vous se soit ingéré dans une affaire, dont vous ne pouviez pas ignorer qu'il était saisi, et où vous n'êtes nullement intéressé. Sa Majesté avait cru pouvoir se répondre, après l'honneur et la grâce qu'Elle vous avait faits, que pour le moins vous ménageriez des gens qu'Elle honore de son estime et de sa confiance. Vous auriez fait sagement de retenir cette seconde lettre, et encore mieux de n'écrire ni l'une ni l'autre. » (*Ibidem*). — Dans une lettre qu'il adressa au cardinal de Noailles, le 11 février 1712, M. Hébert s'exprime ainsi à ce sujet : « Les jésuites de Bordeaux ont répandu dans cette ville des copies d'une prétendue lettre qu'ils ont dit que M. de Pontchartrain m'avait écrite par ordre du roi. J'envoie à V. E. une copie de cette lettre qui assurément est bien différente de celle qui m'a été écrite et dont j'ai envoyé un extrait à M. l'Archevêque de Bordeaux afin qu'il voie combien on en impose au public. » (Bibl. Nat. mss. 23.217) — De même dans une autre lettre, en date du 18 février 1712 : « On continue de répandre à Bordeaux cette prétendue lettre qu'on y dit m'avoir été écrite par M. de P. Je crois cependant qu'on commence à être surpris de cette publication de cette fausse lettre par l'extrait que j'y ai envoyé de la véritable qui m'a été écrite et qui est très différente. » (*Ibid.*)

² M. Hébert avait déjà eu ce soupçon pour la lettre de M. de Pontchartrain qui précéda celle du 8 décembre (Voir sa lettre au cardinal de Noailles, en date du 15 novembre 1711, *Ibid.*)

mière du 23 septembre, et la seconde du 2 décembre ¹, par laquelle vous me témoignez ne désirer être cité ; ce que, de mon côté, j'ai observé très ponctuellement. Ainsi je ne puis comprendre qui a pu pénétrer dans ce secret. La personne, à qui j'ai adressé une copie de ces Mémoires, m'a fort assuré qu'elle ne vous citerait pas aussi, et j'ai tout sujet de croire qu'elle a tenu sa parole.

« Vous pouvez bien croire que j'ai reçu, avec un très profond respect, et une parfaite et une entière soumission, ce que vous me mandez par ordre de Sa Majesté. Je n'ai jamais rien tant appréhendé que de lui déplaire. Je suis très sensiblement affligé qu'elle ait eu sujet de se plaindre de moi ². »

Pour se justifier et dissiper la fâcheuse impression que ses lettres soit aux évêques de Luçon et de La Rochelle soit au comte de Pontchartrain pouvaient avoir laissée dans l'esprit du roi, M. Hébert écrivit aussi à Madame de Maintenon :

1° Qu'il ne s'était pas par lui-même engagé dans cette affaire, qu'il avait dû répondre à deux de ses confrères qui le priaient de se déclarer contre le cardinal de Noailles et de se joindre à eux pour porter des plaintes au roi contre celui-ci ; qu'il s'était vu aussi contraint de répondre à un Secrétaire d'Etat, revêtu d'un caractère et qui lui parlait d'une manière qui lui faisait croire qu'il avait des ordres supérieurs pour lui demander des éclaircissements ; que c'était par ces endroits qu'il s'était engagé dans cette affaire.

2° Il marquait qu'il avait été toujours très sincèrement ami des jésuites. Il rapportait à cette occasion ce que, depuis peu, il leur avait dit sur ses dispositions à travailler auprès de S. E. à les bien remettre avec elle sous ces deux conditions : 1° qu'ils l'en prieraient ; 2° que S. E. l'agrèrait ..

¹ C'est le 2 novembre, croyons-nous, qu'il faut lire, car il est question de cette lettre dans une autre lettre de M. Hébert à M. de Noailles, en date du 15 novembre 1711 : « M. de Pontchartrain paraît fort embarrassé sur ce que je l'ai prié... d'en rendre compte au roi..., il veut malgré moi me garder inviolablement le secret... Si V. E. trouve à propos d'en donner des copies, on pourrait mettre pour titre : Lettre de l'Evêque d'Agen à un seigneur de la Cour. Je vois bien qu'il serait fort fâché contre moi si son nom venait à paraître. » (Bibl. Nat. mss, 23.217).

² Voir : *Les véritables et fausses lettres*, etc.... Cette lettre fut également contrefaite de cette manière : « Il ne vous appartient pas, Monsieur, d'écrire aux Evêques, quand il s'agit des affaires de l'Eglise. Mais il convient et il est de leur devoir, d'en prendre la défense, et de la soutenir dans les choses qui regardent ses intérêts. Je suis, etc... » (*Ibid.*)

3° Qu'il n'avait rapporté des faits de quelques jésuites, dont il en savait quelques-uns par eux-mêmes, que pour montrer que S. E. n'était pas blâmable d'avoir approuvé le *Testament* du P. Quesnel dans un temps où ce livre ne faisait pas de bruit, comme ces Pères ne méritaient pas d'être blâmés pour le lire ou pour l'estimer, n'ayant encore été condamné ni à Rome ni par aucun Evêque.

4° Que lorsqu'il avait parlé du petit nombre de jansénistes, il n'avait eu d'autre intention que de donner au roi sujet d'une consolation bien sensible, voyant que par son zèle, S. M. avait arrêté le progrès d'une hérésie capable de faire de graves et funestes progrès dans la France.

5° Il se précautionnait contre les soupçons qu'on voudrait peut-être donner qu'il penchait un peu du côté du parti faisant voir combien il en avait toujours été éloigné et combien il en avait encore d'aversion.

6° Enfin après avoir témoigné de la douleur d'avoir pu déplaire au roi, il assurait qu'il n'écrirait plus de cette affaire que par les ordres de S. M. et conformément à ses intentions¹.

Madame de Maintenon avait son siège fait. Il y parut bien dans sa réponse. « J'ai connu, écrivait peu après M. Hébert, par la réponse que M^{me} de Maintenon m'a faite, qu'elle est indisposée à mon égard touchant ma seconde lettre. Je me doutais bien que ce que j'ai cru devoir dire de feu M. l'Evêque de Chartres lui faisait de la peine². »

Cependant M. Hébert ne se hâtait pas, contre son habitude, de communiquer à M. de Noailles la lettre du 8 décembre du comte de Pontchartrain. Intrigué par les bruits qui couraient à la Cour, ce cardinal se décida à demander lui-même des renseignements à M. Hébert dans une lettre qu'il lui adressa, le 13 du même mois. Le 24, celui-ci lui envoya le précis de la lettre du chancelier que nous reproduisons à cause du commentaire dont il est accompagné.

1° M. de Pontchartrain s'étonne d'abord qu'après m'avoir demandé un grand secret sur ce qui le regarde, cependant on ait su que c'est lui qui m'avait écrit. Je ne sais par qui on l'a appris, V. E. et moi n'en ayant rien dit, ni le prélat (l'Archevêque de Bordeaux) à qui ma lettre a été montrée.

2° Il me mande qu'il ne m'avait écrit que par une simple curiosité, pour savoir précisément de moi si j'étais l'auteur de la lettre à MM. de Luçon et de La Rochelle, croyant que je ne lui répondrais

¹ Voir : Lettre inédite de M. Hébert au cardinal de Noailles (Archives départementales de Lot-et-Garonne.)

² Lettre du même au même. (Bibl. Nat. mss. 23.217).

que pour un oui ou un non. — V. E. peut voir par la copie de sa lettre que je lui ai envoyée si on ne me demandait qu'un oui ou un non, et s'il était nécessaire pour m'arracher une de ces syllabes de m'engager par les motifs les plus pressants à m'expliquer à lui sur cette affaire, et s'il était besoin de me promettre un secret inviolable pour dire un oui que mon seing à la fin de ma lettre disait si nettement et que je n'avais point désavoué.

3° Ce qui m'a fort surpris et surprendra aussi beaucoup V. E., est qu'il m'assure très positivement que dès qu'il eut reçu ma lettre par laquelle je lui marquais qu'étant occupé dans les visites de mon diocèse, je ne pouvais pas lui donner les éclaircissements qu'il me demandait, mais que je le ferais dès que je serais de retour à Agen, sur le champ, me dit-il, il m'écrivit une seconde lettre par laquelle il me demandait de ne lui plus écrire sur cette affaire, et que cependant au lieu de faire ce qu'il avait souhaité, je lui avais, pour toute réponse, envoyé un volume ; c'est ainsi qu'il appelle mes mémoires. — Je n'ai jamais reçu cette lettre et je ne sais absolument ce qu'il me veut dire. J'ai bien de la peine à croire qu'une lettre d'un secrétaire d'Etat sur laquelle on voit son nom puisse s'égarer ou se perdre à la poste.

4° Il m'assure qu'il n'a jamais lu ma lettre qu'il a tenue enfermée dans son portefeuille. — Si cela était ainsi pourquoi un si grand empressement pour m'engager à ne le jamais citer ne sachant pas ce que je lui avais écrit.

5° Que le roi lui ayant demandé un jour avant qu'il m'écrivit sa dernière lettre ce que c'était celle que je lui avais écrite, il n'avait presque d'abord su que répondre et qu'enfin il avait rapporté à S. M. l'affaire comme elle s'était passée. — Apparemment il l'aura racontée de la manière qu'il me l'a écrite. Comment peut-on tromper ainsi le roi ?

6° Que le roi lui fit connaître qu'il savait ce qui était contenu dans ma lettre. Mais qui pouvait en avoir instruit S. M. ? Ce n'était pas V. E., on ne pouvait le savoir par moi ni par l'autre endroit. Il fallait donc ou qu'il eût montré ma lettre aux parties intéressées ou que lui-même en eût fait le rapport. Je crois l'un et l'autre. Ce que le roi lui ordonna de m'écrire me donne sujet de croire qu'il faut qu'il ait dit à S. M. que ma lettre était un libelle ou une piquante satire contre les Jésuites. Voilà les propres termes avec lesquels il finit sa lettre : S. M. m'a ordonné de vous marquer de sa part, etc...¹

¹ Archives de Lot-et-Garonne.

VIII. — Le Cardinal de Noailles dédié à M. Hébert sa lettre apologétique du
20 décembre 1711.

Pour consoler et dédommager M. Hébert des cruelles disgrâces qu'il n'avait pas craint d'encourir pour lui, le Cardinal de Noailles lui fit l'honneur de lui dédier sa fameuse lettre apologétique, en date du 20 décembre 1711. « Je ne puis mieux l'adresser qu'à vous, lui disait-il, non-seulement par l'estime et la confiance particulière que j'ai depuis tant d'années pour vous, mais aussi par le zèle et le courage avec lequel vous avez défendu l'honneur de l'Episcopat, et la justice de ma cause contre les Evêques qui m'ont insulté avec tant d'éclat et si peu de raison. »

« Cette belle lettre, dit saint Simon, contenait l'histoire de tout ce qui s'était passé, mais avec une mesure et une modestie qui la relevait encore, et qui fut comme un manifeste de sa part et distribuée partout. Ce manifeste acheva d'enlever tout ce qui restait de gens neutres et fit un tel effet que les agresseurs qui pensaient déjà avoir étourdi le Cardinal de Noailles, en furent effrayés...¹ »

L'auteur y montrait clairement ce qu'il pensait de la doctrine des V propositions, ce qu'il en avait toujours pensé depuis sa plus tendre jeunesse, dans quels principes il avait été élevé, protestant qu'on ne pouvait sans injustice l'accuser de favoriser cette mauvaise doctrine. Au reste, disait-il, quand j'ai approuvé autrefois les *Réflexions* sur le Nouveau-Testament, je n'ai point prétendu adopter ni autoriser les sens mauvais et opposés à la doctrine de l'Eglise qu'on attribue à ce livre. Je déclare sincèrement n'avoir entendu les endroits qu'on veut à présent rendre suspects, que dans le sentiment des véritables disciples de S. Augustin et de l'Ecole de S. Thomas... Que si ces *Réflexions* sont susceptibles d'un mauvais sens... je le condamne et le déteste².

M. Hébert n'eut connaissance de cette lettre que le 5 mars 1712³. Il écrivit le lendemain à M. de Noailles qu'il en faisait faire des copies

¹ Mémoires. — Tome ix, ch. 11.

² C'est à peu près dans ces termes que le cardinal de Noailles lui-même résumait ce manifeste, comme dit S. Simon, dans une lettre qu'il écrivit en 1712 au Souverain Pontife.

³ Ce qui semble prouver qu'elle était antidatée.

pour MM. de Bordeaux, de Condom, de Lectoure et M. de Compaing. Celui-ci, ajoutait-il, est ami des Jacobins qui prendront volontiers le soin de la communiquer... Cette lettre doit fermer la bouche pour toujours aux ennemis de V. E. Il faudrait, après une déclaration si pieuse, avoir bien de la malignité de répandre encore de mauvais bruits « contre la pureté de sa foi et son inviolable attachement à la sainte doctrine. »¹

Une copie manuscrite de cette lettre fut mise sous les yeux du Pape qui, d'après l'abbé Dorsanne, la lut plus d'une fois, loua beaucoup la candeur du Cardinal qu'on y voyait si bien dépeinte, la solidité, la dignité de ses défenses et sa soumission au Saint-Siège. Ce qui fait que M. de Noailles se crut autorisé à en envoyer à Sa Sainteté un exemplaire imprimé dans les premiers jours d'août 1712².

Cet écrit n'en fut pas moins attaqué dans un ouvrage non signé qui parut vers le mois de janvier 1713 sous ce titre : « *Livre des éclaircissements sur quelques ouvrages de théologie*, par un docteur de la maison et société de Sorbonne. On soupçonna fort les Jésuites et notamment le P. Tellier, confesseur du roi, d'y avoir beaucoup travaillé. Ce livre fut d'ailleurs publiquement désavoué par les docteurs de Sorbonne qui, au nombre de plus de soixante, allèrent le 5 janvier en faire des excuses au Cardinal³.

IX. — Affaire de l'abbé Bochard.

Les ennemis de M. de Noailles ne lui laissaient d'ailleurs ni trêve ni repos. On venait justement de découvrir leur dernière intrigue qui consistait à faire pétitionner en masse les évêques contre cette Eminence. L'abbé Bochard de Saron avait envoyé à son oncle, évêque de Clermont, de la part du P. Tellier, le modèle d'une lettre au roi contre le cardinal de Noailles, modèle qu'on espérait faire adopter par un grand nombre de prélats. Or la lettre de l'abbé ayant été surprise et portée à M. de Noailles, elle fit grand bruit pendant longtemps à Paris et à Versailles et jusqu'au fond de la Province. En vain l'abbé Bochard essaya-t-il de dégager le P. Tellier de toute

¹ Bibl. Nat. mss. 23217.

² Journal, t. 1, p. 22 et 29.

³ Ibid., t. 1, p. 37.

responsabilité en se rétractant honteusement, il ne parvint pas à donner le change à M. Hébert qui écrivit à ce sujet au Cardinal : « Je ne suis nullement surpris de l'indigne personnage que fait l'abbé Bochard. Je prévoyais bien que les auteurs de la lettre qui voulaient engager M. l'Evêque de Clermont d'écrire au Roi, engageraient cet abbé mercenaire à se charger de toute l'iniquité de cette vilaine action. Il faut estimer bien peu sa réputation, que de la sacrifier à une vaine espérance qui selon les apparences sera très vaine. Dire dans sa lettre à son oncle que le P. Tellier le prie de signer celle pour le roi, et dans celle qu'il écrit à ce Père, que ni lui ni aucun Jésuite ne l'a prié de le faire et prendre Dieu à témoin qu'il dit la vérité, c'est, ce me semble, se déclarer en même temps, fripon, fourbe et parjure ; car comment appeler autrement une déclaration si contraire à sa première lettre ?...¹

... Je ne suis pas surpris de ce que le P. Le Tellier a fait ; mais je le suis beaucoup de ce que les évêques, oubliant ce qu'ils doivent à leur caractère, se livrent en valets à ses désirs². » Décidément M. Hébert était bien l'homme d'une idée.

X. — Réponse de MM. de Luçon et de La Rochelle à M. Hébert.

Cependant les évêques de Luçon et de la Rochelle se décidèrent enfin à répondre ou plutôt à faire répondre à M. Hébert. Cette réponse M. Hébert l'attendait depuis longtemps de pied ferme. Dès le 6 août 1711 il écrivait : « Je suis prêt de répliquer à nos deux confrères s'ils me font l'honneur de répondre à ma longue lettre dans laquelle je n'ai pas mis toutes les réflexions que j'ai faites sur leur lettre au Roi et qu'ils me donneraient occasion de leur communiquer s'ils jugent à propos de me faire réponse³. » Il s'attendait bien à n'être pas ménagé. « On me mande de Paris, ajoutait-il le 29 octobre suivant, qu'on préparait une réponse à ma lettre.... et que je n'y serais pas bien traité. Je crois que ma lettre à M. de Pontchartrain suffira, peut-être, à répliquer à cette réponse⁴. » Les principaux griefs articulés

¹ Lettre du 23 août 1711. — Bibl. Nat. mss. 93217.

² Lettre du 3 septembre 1711. — Ibid. — Ces deux fragments de lettres se trouvent également dans le Journal de l'abbé Dorsanne, tome 1, p. 12.

³ Bibl. Nat. Ibid.

⁴ Ibid.

contre M. Hébert dans cette réponse qui se fit encore attendre de longs mois étaient : 1° Qu'il s'était le premier et sans raison déclaré , 2° qu'il avait attaqué les Jésuites qui étaient de ses amis ; 3° qu'il avait pris la défense du Testament du P. Quesnel ; 4° qu'il avait pris parti contre deux confrères de sa province ¹. M. Hébert réfuta chacun de ses points dans une nouvelle lettre à MM. de Luçon et de la Rochelle qu'il composa dans les derniers jours d'avril ². Mais comme les temps étaient changés et qu'il avait enchaîné sa plume par sa promesse au Roi, il dut garder cette pièce dans son cabinet. S'il l'envoya aux destinataires ce fut, à n'en pas douter, sous le sceau du plus grand secret, car elle passa inaperçue dans la polémique et n'y a laissé aucune trace.

XI. — Lettre du P. Quesnel à M. Hébert. — Sentiments de M. Hébert à l'égard de ce Père et de son livre.

C'est à coups de lettres qu'on se battait alors. Tout le monde ne pouvait pas écrire dans les mémoires de Trévoux ou dans la *Gazette d'Amsterdam*. Il était à la portée de tout le monde de faire courir de main en main des petites lettres qui trouvaient toujours un imprimeur pour peu qu'elles fussent goûtées du public. Sous la plume de M. Hébert les petites lettres prenaient facilement les proportions d'un volume. Le P. Quesnel n'était pas moins fécond si l'on en juge par la lettre de 68 pages qu'il adressa à l'Evêque d'Agen, vers le mois d'avril 1712. Après avoir donné à ce prélat beaucoup de louanges sur sa lettre aux deux évêques, il se plaignait à lui d'y avoir dit qu'il était justement accusé de Jansénisme.... protestant de condamner les cinq propositions. Mais il se jetait sur la question de fait. Il entreprenait ensuite les Jésuites comme voulant anéantir la doctrine de saint Augustin et la grâce efficace par elle-même. « Cet écrit, disait M. Hébert, est composé avec beaucoup d'esprit et de netteté. Il me traite partout avec beaucoup d'honnêteté ³. » M. Hébert ne se laissa pas prendre aux avances du P. Quesnel dans un temps surtout où désireux de rentrer dans les bonnes grâces de Louis XIV, il ne manquait aucune occasion de fulminer contre le Jansénisme et ses adhérents.

¹ Lettre du 5 novembre 1711. — Bibl. Nat. mss. 23217.

² Voir lettre du 8 mai 1712. — Ibid.

³ Lettre du 15 mai 1711. — Ibid.

C'est ainsi que le comte de Pontchartrain lui ayant communiqué par ordre du Roi, de même qu'aux autres évêques, un mémoire, relatif aux fausses disputes religieuses, trouvé dans les papiers du Dauphin qui venait de mourir, il avait répondu le 8 mai 1712 à ce secrétaire d'Etat : « Je ne saurais trop admirer les sentiments de ce grand Prince à l'égard du Jansénisme, en ayant toujours été si éloigné et n'ayant jamais donné la moindre occasion de faire croire qu'il favorisait le moins du monde un parti si dangereux, si souvent et si justement condamné par l'Eglise, et qui mérite qu'on travaille à le confondre et à lui ôter toute espérance de se relever. Ainsi l'on a grande raison d'approuver la conduite de feu Monseigneur le Dauphin qui a jugé à propos de s'expliquer sur une si injuste accusation d'une manière si claire, si forte, si digne de sa piété et de son attachement à la saine doctrine de l'Eglise et aux décisions du Saint Siège ¹. »

A dire vrai, il n'est pas douteux que M. Hébert ne fût au fond très attaché au livre des *Réflexions Morales*. C'était surtout par amour-propre d'auteur, car en le révisant par ordre du cardinal de Noailles, il l'avait en quelque sorte adopté comme sien au moins dans son for intérieur et il ne pouvait guère en soupçonner l'orthodoxie sans se condamner lui-même. Ainsi s'explique comment il en prit indirectement la défense dans sa lettre à MM. de Luçon et de la Rochelle, comment il accueillit avec tant de peine la nouvelle de sa suppression et de l'enlèvement de tous les exemplaires par arrêt du Conseil ². On doit y voir aussi un des motifs principaux qui dirigèrent toute sa conduite dans les affaires de la Constitution.

Quant au P. Quesnel il est certain qu'il n'eut jamais avec lui aucune habitude, qu'il le jugeait exactement c'est-à-dire comme un hérétique,

¹ Une copie de cette lettre se trouve à la Bibl. Nat. mss. 23217.

² Lettre du 29 novembre 1711. — Ibid. Dans cette lettre M. Hébert s'exprime ainsi au sujet de la démolition de l'Eglise de Port Royal, etc. : « M. l'archevêque de Bordeaux me mandait qu'il avait appris de Paris qu'on allait démolir l'Eglise du Port Royal des Champs et en exhumer tous les corps, etc... J'ai de la douleur qu'on prenne ce parti parce qu'il me paraît contraire à la discipline de l'Eglise et principalement au 24^e canon du Concile de Chalcédoine, à l'occasion des moines qui étaient infectés des erreurs d'Eutichés, qu'on devait chasser de leurs monastères et y mettre en leur place des orthodoxes. » Fénelon, grand ennemi des Jansénistes, écrivait au duc de Chevreuse en novembre 1709, lors de la démolition du couvent : « Un coup d'autorité comme celui qu'on vient de faire à Port-Royal ne peut qu'exciter la compassion publique pour ces filles et l'indignation contre leurs persécuteurs. »

non point, il est vrai, d'après son livre mais parce que, nonobstant la bulle *Vineam Domini sabaoth*. « il se jetait sur la question de fait. » Pensant que ce Père ferait imprimer sa lettre qui avait toutes les allures d'un manifeste, M. Hébert prépara sa réponse. Cette réponse n'est point parvenue jusqu'à nous. Nous ne pouvons en donner le sens mais il est facile de le deviner.

ABBÉ DURENGUES.

• (A Suivre)

LES PROCÈS

DE MESSIRE FRANÇOIS DE FUMEL

[1624-1632]

De tout temps il y a eu des procès, car l'humanité est toujours la même ; il y a, à toutes les époques, des faibles à protéger, des injustices à punir, des droits à sauvegarder. Les injustices peuvent changer de formes et les oppresseurs de noms, mais la lutte se poursuit sans trêve par l'inévitable choc d'appétits diamétralement opposés.

Puisque d'autres ont pu dans certains de ces conflits moissonner d'abondantes récoltes pour l'histoire, nous aussi, mais avec des prétentions plus modestes, nous essaierons de glaner quelques épis dans le vaste champ de la procédure et nous mettant à l'œuvre sans retard nous allons étudier les curieux procès d'un grand seigneur avec ses tenanciers, au commencement du xvii^e siècle ¹.

Messire François de Fumel, fils de Joseph-François de Fumel et d'Armoise de Lomaigne, était, en même temps, le petit-fils du seigneur de Fumel si cruellement mis à mort dans son château par ses vassaux révoltés. Doué, comme son aïeul, d'une excessive fierté, le baron de Montaigu s'attira, lui aussi, les haines de ses tenanciers et, disons le, des haines bien méritées. Pour obtenir bonne justice, plus avisés que les vassaux de l'aïeul ceux du petit-fils s'adressèrent au Parlement de Bordeaux et pour mieux lutter contre leur redoutable adversaire ils formèrent un puissant syndicat à la tête duquel ils mirent trois d'entre eux : Antoine Baille, Antoine Albert et Jean Garrigues.

Par ordonnance des 22 et 24 février 1624, le Parlement de Bordeaux accorda la permission de poursuivre François de Fumel ; quelques jours plus tard, un monitoire contre l'accusé fut lancé par

¹ Cette étude est basée sur des documents de l'Evêché d'Agen, fonds de l'Officialité.

l'official d'Agenais : les langues a'laient se délier. En effet il ne fallut pas moins de dix cahiers pour recevoir les révélations qui arrivaient de toute part. En même temps l'union des syndiqués s'affirmait et se traduisait en actes authentiques et l'argent nécessaire au procès arrivait comme par enchantement dans la caisse du syndicat.

Bientôt à la requête des syndics les informations commencèrent non seulement contre François de Fumel mais encore contre son frère, Jean-Jacques de Fumel, seigneur de Las Treilles et les nommés Lagrange, Etienne Bouissou, Jean Aurigailh, Géraut Cabricet, le greffier de Granval, Geraud Terye, Antoine Charles, etc.. Paul Desseillers, juge de Moncuq, chargé de l'enquête, interrogea, à diverses reprises, le baron de Montaignu et de ses co-accusés (mars-juin 1624.)

L'enquête, un instant interrompue, fut continuée par le même juge d'après l'autorisation du Parlement (23 juin 1624). Ajourné personnellement, le 9 août 1624, François de Fumel fut entendu le 14 septembre de la même année. Une troisième information ayant eu lieu le baron de Montaignu fut de nouveau entendu.

Vers la même époque Izaac de Pradelle présenta la requête devant le Parlement « *affin qu'il pleust à lad. cour le recevoir partie au proces et instance d'excès et murtre comis en la personne de feu Charles Pradelle son frère.* »

François de Fumel était-il accusé de ce murtre, avait-il simplement entravé le châtimement des meurtriers, était-il leur complice ? Nous ne saurions le dire, car pour nous diriger nous avons seulement l'analyse de la procédure qui précède l'arrêt du Parlement de Bordeaux, analyse forcément très brève puisqu'il y est question de plus de 230 pièces.

Quoiqu'il en soit de ces hypothèses, toujours est-il que les informations déjà faites par les juges du seigneur de Montaignu furent remises au Parlement et François de Fumel lui-même fut plus tard interrogé sur cette procédure (25 mars 1627.)

Pour le moment (1625), les témoins eurent à renouveler leurs dépositions et furent confrontés avec les accusés devant deux conseillers du roi, MM. Joseph de Montagnye et François de Tarneau (18 janvier 1625). Mais les informations passées étant reconnues insuffisantes de plus amples enquêtes eurent lieu. François de Fumel cité à comparaitre ne voulut pas se rendre. La cour passa outre (4 juillet 1626.)

Quelque temps après, à la requête des syndics, une information

fut ouverte concernant « *les logements des gens de guerre en d. juridiction de Montaignut, bruslement des granges et autres mauvais traitements fait auxd. habitants par les gens de guerres* », (24 juillet.)

Les syndics voulaient-ils faire retomber ces méfaits sur leur seigneur ou simplement l'accuser d'incurie ? Nous ne le savons pas au juste, mais il est probable que les tenanciers en appelaient au Parlement parce qu'ils n'étaient pas contents de la justice seigneuriale. C'est ce qui expliquerait la mauvaise humeur de François de Fumel dans cette occasion. Le cruel baron s'emporta jusqu'à infliger des mauvais traitements aux témoins qui se rendaient à Bordeaux.

La justice suivait néanmoins son cours et les recolements des témoins avaient lieu devant deux conseillers du roi, MM. Thibaut de Camin et Jacques Demons.

Après eux, le juge de Castelsagrat intervint, mais le Parlement ne tarda guère à rentrer en scène : François de Fumel refusant de comparaître fut déclaré innoble, roturier, banni du ressort du Parlement de Bordeaux, privé de sa justice seigneuriale et celle-ci fut annexée au domaine royal. Lui-même fut condamné à douze cents livres d'amende et les syndics eurent ordre de se pouvoir devers le roi pour réclamer contre l'augmentation de leurs rentes (1625).

François de Fumel n'eut garde d'obéir à cet arrêt du Parlement et deux magistrats du présidial d'Agen continuèrent les recolements des témoins.

Des charges pesaient aussi sur François de Sauvau, s^r Dutrieux, qui fut également interrogé.

Des enquêtes relatives au vol d'un cheval et aux violences exercées contre quelques pauvres filles eurent encore lieu.

La cour prononça un nouvel arrêt contre François de Fumel et quelques autres qu'on eut ordre de saisir. Ce n'était que justice, car de Fumel se moquait hautement de ses juges et brisait lui-même les affiches contenant leurs arrêts.

Pendant ce temps des conseillers continuaient les informations.

François de Fumel changeant de tactique se décida enfin de repousser juridiquement les attaques de ses vassaux relatives à l'augmentation des rentes. De part et d'autre on citait à profusion des actes anciens et chaque partie fournissait d'habiles mémoires.

D'un autre côté François de Fumel tâchait de s'innocenter sur les violences des gens de guerre en montrant un extrait du département des troupes par le sieur d'Epernon, tant en la juridiction de Mon-

taigu qu'en autres lieux¹. Il fournissait également les informations qu'il avait lui-même provoquées contre le capitaine Moyse et autres². Il prétendait enfin que les syndiqués avaient fait venir des gens de guerre pour fouler ceux qui n'étaient pas de leur parti.

De leur côté les syndics retrouvaient les anciennes reconnaissances qui établissaient clairement les usurpations seigneuriales commencées par François de Fumel son digne fils. Ils fournissaient le nombre des gens de guerre qu'ils avaient dû supporter uniquement pour s'être syndiqués ; ils retraçaient enfin les extorsions et les ravages commis à leur préjudice par la compagnie du sieur de Rigoulières, un de Lard apparenté peut être avec leur Seigneur.

Toutes ces accusations et quelques autres montrent bien les tristes divisions qui régnaient alors à Montaignu.

Si les tenanciers savaient en majeure partie soutenir courageusement leurs droits, tous n'osaient pas cependant affronter la colère du Seigneur et, chose plus grave, des défections se produisaient dans les rangs du syndicat : de Fumel obtenait des rétractations. C'est sur ces entrefaites, après divers autres arrêts, dont nous n'avons pas trop saisi la portée, que le Parlement de Bordeaux prononça un jugement définitif.

L'accusé en personne entendit sa sentence « *estant assis sur la scellette.* » Il était rare de voir les fiers barons en pareille posture.

François de Fumel fut condamné pour « *ses façons de faire* » à 3,000 livres d'amendes envers le roi et à 3,000 envers les syndics de la juridiction de Montaignu « tant pour toute restitution de l'augmentation des rentes, arrérages d'icelles, à raison de lad. augmentation prises par la defunte mère dud. Fumel et par icelluy de Fumel que autres sommes par eux receues et levées indhuement sur aulcungtz des habitans de lad. terre de Montaignu et généralement pour tous les damages intéretz par eux souffertz... » François de Fumel fut rétabli dans l'exercice de sa justice seigneuriale mais ceux du syndicat devaient être exempts de cette justice pendant toute la vie du seigneur de Fumel, seulement (4 septembre 1632).

Dans son arrêt, le Parlement de Bordeaux avait stipulé que François de Fumel ne sortirait de prison qu'après final paiement des

¹ Le 28 juillet 1625, au moment du dégât devant Montauban.

² Pièce du 5 août 1621.

6.000 livres et néanmoins cinq ans plus tard nous le voyons dans son château sans avoir rempli les conditions de l'arrêt.

C'est ici que trouve naturellement sa place un curieux incident survenu entre le Seigneur et les marguilliers de l'église de Montaigu.

Un ancien usage, confirmé par un récent concile de Bordeaux, voulait que le pain bénit fut présenté au Seigneur du lieu et à sa famille. Mal disposés contre leur seigneur les marguilliers de Montaigu voulurent se soustraire à cette obligation. Piqué au vif, François de Fumel envoya aussitôt une supplique où il faisait valoir ses droits, réclamant que les marguilliers lui apportassent le pain bénit, ne voulant pas comme le commun des fidèles le prendre sur la table placée à cet effet.

La demande paraissait juste; les marguilliers eurent ordre d'y faire droit, mais l'un d'eux, ancien chef du syndicat, adressa une supplique à l'Evêque d'Agen. Cette requête rappelait les diverses condamnations du Seigneur de Montaigu, et les 3,000 livres de dommages-intérêts que celui-ci n'avait pas encore payées. Elle accusait ensuite le baron de jalousie et révélait ses basses mesquineries. Le Seigneur et dame de Montaigu tâchaient de rendre le service impossible aux marguilliers, leur donnant bien souvent des coups de pied et des cros-en-jambes. C'était autant de moyens d'intimidation destinés à prévenir toute réclamation pour un legs de 400 livres que François de Fumel devait payer à l'église de Montaigu.

Les marguilliers, justement irrités par toutes ces tracasseries, répondirent qu'ils ne voulaient pas faire l'office de domestiques, car rien ne les y obligeait. Suivant la coutume c'étaient les valets du seigneur ou les sacristains qui devaient porter le pain bénit.

Ainsi même au xvii^e siècle, les bourgeois connaissaient leurs droits et au besoin savaient les revendiquer. C'est là une très curieuse constatation qu'il nous a paru bon de mettre en lumière comme une légitime conclusion de cet article.

JEAN DUBOIS.

DE QUELQUES DOCUMENTS NOUVEAUX

SUR

Joseph TEULÈRE

Joseph Teulère, né à Montagnac-sur-Auvignon en 1750, mort à Bordeaux en 1824, et qui, ayant commencé par être maçon à Agen, puis à Nérac, devint, un si grand ingénieur et fut nommé, en 1799, un des quatre directeurs des travaux maritimes de la France, a été l'objet de deux bonnes notices biographiques, l'une de Jouannet; son collègue à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux (1825), l'autre de Samazeuilh (*Deux hôtes de la Tour de Cordouan*, 1868, tirée comme la précédente, des *Actes* de l'Académie de Bordeaux) ¹ et fort bien résumées par Jules Andrieu dans le tome II de la *Bibliographie générale de l'Agenais*. Ces estimables travaux viennent d'être fort heureusement complétés par M. Gustave Labat dans le quatrième fascicule de son précieux recueil intitulé *Documents sur la ville de Royan et la Tour de Cordouan* (1582-1803) ². Presque tous les documents de ce fascicule, extraits du tome xxxii et du futur tome xxxiii des publications de la Société des Archives historiques, dont M. Labat est le très zélé vice-président, proviennent (au nombre de 54) des dossiers de l'administration des ponts-et-chaussées. L'énumération que je vais en donner montrera que notre compatriote est, après Louis de Foix, l'ingénieur qui a le plus et le mieux fait pour ma chère héroïne, la *Tour de Cordouan*.

T. DE L.

Etablissement sur la Tour de Cordouan d'un feu à réverbère (p. 15), note en entier de la main de Teulère; elle n'est pas datée, mais doit être des années 1782 ou 1783, époque où l'habile ingénieur

¹ Conférer l'article *Teulère* dans la *Biographie de l'arrondissement de Nérac* (1857-1861).

² Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1897, in-4° de xiv-127 p. avec planches.

s'occupait de remplacer le feu de charbon de la tour par un feu à réverbère.

Lettre de Teulère (p. 18) au sujet des réparations qu'il avait faites à la Tour de Cordouan adressée au chevalier de Borda, à Paris, le 15 septembre 1786, de Bordeaux (Bacalan) ¹.

Projet (p. 19) de surélévation du fanal de la Tour de Cordouan. Mémoire de M. Jallier, où nous lisons : « M. Teulère ayant démontré que cette hauteur [de 10 pieds proposée par *plusieurs personnes éclairées*] ² est insuffisante, et que, pour donner à ce fanal toute l'activité dont il est susceptible, il fallait en porter l'élévation à 60 pieds, on s'est aussitôt occupé à trouver les moyens les plus simples et les moins dispendieux pour établir cette nouvelle construction d'une manière solide, chercher en même temps une forme et un genre de décoration qui ne formât pas une disparate trop frappante.

Devis dressé par l'ingénieur Teulère (p. 26) des travaux nécessaires à l'établissement de balises à la Pointe de Graves... (à Cordouan, 10 juillet 1788. Minute originale).

Lettre (p. 28) de M. Prévost de La Croix, commissaire général de la Marine à Bordeaux, à M. Teulère, ingénieur de la Marine à Cordouan (2 avril 1789. Accusé de réception des lettres de Teulère des 28, 29 et 30 mars 1789).

Autre lettre (p. 31) du même au même, écrite de Bordeaux le 5 juin 1789 (sur les difficultés que présentent les passes de l'abord de Cordouan, sur le parti adopté par le ministre de la Marine (La Luzerne). « De vitrer la lanterne [du phare] en glaces au lieu de verres », sur le plan et projet de Teulère « pour la jettée à faire à l'entrée de la conche de Royan », plan auquel la Chambre de Commerce « a fort applaudi ».

Délibération (p. 33) du Directoire du département autorisant Teulère à se procurer ³ les verres nécessaires au phare de Cordouan (20 février). L'ingénieur reçoit là le titre de « directeur des travaux des tours et balises de la rivière de Gironde ».

Lettre (p. 33) du ministre de la marine [le célèbre Monge] à l'ordonnateur de la marine à Bordeaux sur la surveillance et entretien

¹ Teulère s'occupait alors de la construction du Magasin des Vivres de Bacalan.

² Le jeu de mots du document officiel est évidemment involontaire.

³ « A la verrerie établie dans les landes de Bordeaux ».

de la Tour de Cordouan (28 mars 1793). L'excellent appréciateur loue ainsi Teulère « Je sens, comme vous, de quelle utilité il serait de continuer de confier la surveillance d'un établissement aussi important au citoyen Teulère, qui a toutes les connaissances nécessaires à cet égard » ¹.

Lettre (p. 36) du ministre de la marine au citoyen Teulère (20 mai 1793) pour lui recommander de porter l'éclairage de Cordouan à un tel degré de perfection » qu'il fasse cesser les réclamations unanimes des marins et du commerce de Bordeaux, avec éloges de son *zèle*, de son *expérience* et de son *civisme*.

Allocation (p. 40) par le ministre de l'intérieur de la somme de 24,000 livres pour la réparation de la Tour de Cordouan. Lettre à Teulère du 2 juillet 1793.

Lettre du ministre de la marine [Dalbarade] à Teulère (p. 40) pour l'établissement de nouvelles lampes à la Tour de Cordouan (26 juillet 1793).

Lettre du ministre de la marine [Truguet] à l'agent maritime de Bordeaux (p. 47), du 11 nivôse an IV, au sujet du « mémoire que vous a remis le citoyen Teulère, ingénieur en chef, chargé de la direction des travaux de la Tour de Cordouan, concernant la demande qu'il a faite d'une somme de 400,000 livres, pour être destinée aux approvisionnements en matériaux pour la campagne prochaine. »

Lettre (p. 49) du commissaire principal de la marine à Bordeaux au citoyen Teulère, ingénieur en chef des bâtiments civils, à Rochefort (21 thermidor an IV).

Mémoire (p. 55) de Teulère sur les travaux à faire à la Tour de Cordouan en l'an VII (de Royan, 22 germinal an 7^{me}).

Lettre (p. 56) du ministre de la marine par intérim [Ch. Maurice Talleyrand] à l'ingénieur Teulère (floréal an VII), au sujet du mur d'enceinte de la Tour de Cordouan.

Réponse (p. 63) de Teulère à la lettre précédente, réponse très détaillée à des observations critiques. Cette remarquable lettre, dit le savant éditeur, est en entier de la main du célèbre ingénieur.

Devis (p. 76) des ouvrages urgents à faire à la Tour de Cordouan en l'an VIII (par Teulère. A Rochefort, le 3 ventôse de l'an VIII),

¹ Dans une autre lettre au même (p. 34), Monge (20 mai 1793) propose d'indemniser Teulère « des soins et des dépenses que lui occasionne la direction des travaux » en lui allouant provisoirement 2000 livres.

Procès-verbal de visite des balises placées sur les cotes à l'entrée de la Gironde (p. 88 à 101). Entièrement de la main de Teulère (Rochefort, 22 ventôse an VIII).

Phare de la Tour de Cordouan. Description de la construction de la lanterne et de son mouvement par Teulère (p. 113 à 124) Du 5 prairial an XI.

LES CHATEAUX GASCONS ¹

M. Philippe Lauzun, dont l'infatigable activité s'exerce si heureusement depuis plus de trente années sur tant de sujets, s'est surtout occupé de la description et de l'histoire de nos vieux châteaux régionaux. Son premier travail archéologique fut consacré au château de Bonaguil². Le début du précoce antiquaire fut très remarqué. Œuvre d'extrême jeunesse — l'auteur atteignait à peine sa vingtième année — la monographie était presque digne déjà d'un vétéran de l'érudition. Je me souviens avec joie des éloges et des encourage-

¹ *Châteaux gascons de la fin du XIII^e siècle par Philippe Lauzun*, membre de la Société Historique de Gascogne, de la Société Française d'archéologie, etc., avec introduction de M. G. THOLIN et *et planches et plans* de M. P. BENOUVILLE. Auch, imprimerie G. Foix, 1897. Grand in-8° de 432 p. Tiré à 150 exemplaires.

² *Etude sur le château de Bonaguil, canton de Fumel*. Agén, imprimerie P. Noubel, 1867, grand in-8° de 63 p. — La seconde édition est de 1884. Agen, imprimerie Vve Lamy, grand in-8° de ix-183 p. — Donnons le titre de la toute récente édition : *Le Château de Bonaguil en Agenais. Description et histoire...* Troisième édition entièrement refondue et augmentée. Agen, imprimerie et lithographie Agenaises, 1897. Grand in-8° de x-150 p. Tiré à mille exemplaires. Voici comment j'ai présenté cette dernière édition aux lecteurs du *Polybiblion*, dans une note de la *Chronique* de la livraison de février 1898, p. 183 : « M. Ph. Lauzun vient de donner ses soins à la troisième édition de sa remarquable monographie : *Le Château de Bonaguil...* M. Lauzun a presque découvert le château de Bonaguil, tant était peu connu, quand il le visita pour la première fois, cet admirable spécimen de l'architecture militaire française au moyen âge. C'était à lui qu'il appartenait d'en publier d'une façon définitive la description et l'histoire. Nul archéologue n'ajoutera désormais rien d'essentiel à son beau travail qu'enrichissent treize documents inédits, un tableau généalogique des Roquefeuil-Blanquefort, anciens propriétaires de Bonaguil, un plan du château, deux vues de ce monument. »

ments que je tins à donner à mon sympathique confrère¹. Et combien aujourd'hui je m'applaudis d'avoir prèdit, en face des riantes promesses du printemps, les riches moissons que nous réservait l'été ! Parmi les si nombreuses et si diverses publications de M. Lauzun on devra toujours signaler en première ligne les *Châteaux Gascons de la fin du XIII^e siècle*. L'agrément de la forme y égale l'excellence du fond, et, je puis le dire sans aucune complaisance amicale, le splendide volume fait non moins honneur à l'écrivain qu'à l'érudit. et aussi à l'artiste, dois-je ajouter pour être juste, car M. Lauzun a orné son livre de très belles photographies qui reproduisent admirablement les châteaux décrits par sa plume.

Avant de suivre notre aimable guide dans ses explorations des châteaux du Tausia, de Massencôme, de La Gardère, de Léberon, de Pardaillan, j'ai le devoir de saluer ses deux très distingués collaborateurs, feu Pierre Benouville et M. Georges Tholin. Les planches et plans fournis au beau volume par l'habile et si regrettable architecte confirment ce que l'on a si bien dit de son zèle et de son talent². Tous ceux qui aiment les vieux monuments garderont un reconnaissant et pieux souvenir de cet artiste qui, dans une trop courte vie, a rendu tant de services à l'archéologie. Je n'oserai pas ici louer autant que je le voudrais, autant qu'il le mérite, l'autre collaborateur de M. Lauzun, mais il me sera pourtant permis, je l'espère, de déclarer que M. Tholin a écrit, dans l'*Introduction*, quelques-unes de ses pages les plus neuves, les plus importantes, où, avec une netteté et une précision remarquables il s'occupe de l'état de la Gascogne à la fin du xiii^e siècle, des limites du Condomois et de l'Armagnac, de la multiplicité des ouvrages de défense établis de part et d'autre, des principaux châteaux construits à cette époque (de la vallée de la Gélise à la vallée du Gers), enfin du type particulier de ces petites forteresses.

M. Lauzun étudie d'abord le château du Tausia, situé à l'extrême limite sud du Condomois, et qui était chargé de surveiller les postes Armagnacais de Maignaut, Valence, Massencôme et Flarambel. A l'élégante et fidèle description du monument succède l'histoire de

¹ *Revue d'Aquitaine*, tome xii, 1868. p. 367.

² Voir l'article nécrologique inséré par M. Tholin dans le tome xvi de la *Revue de l'Agenais* 1889, p. 174) et la *préface* tout entière de M. Lauzun (p. 1-13).

ses possesseurs successifs, les Barbazan¹, les comtes d'Astarac et vicomtes de Lautrec, les Marestang, les Gélas de Léberon, les Dupin de La Forcade. Disons-le une fois pour toutes : M. Lauzun a consulté, au sujet de chaque famille, non seulement les ouvrages historiques et généalogiques les plus estimés, mais encore un grand nombre de documents inédits conservés soit dans les dépôts publics, soit dans les collections particulières. Tant de consciencieuses recherches lui ont permis de donner à chacune de ses notices un caractère de nouveauté et d'exactitude qui manque trop souvent aux monographies dont vieux châteaux et vieilles familles sont l'objet. Ne pouvant analyser tout un volume si plein de choses, je me contenterai de dire que M. Lauzun nous fournit successivement les plus abondantes et les plus curieuses informations sur les châtelains de Massencôme (les Lasséran, les Poyanne, les marquis de Lagarde, les Maniban, les du Haget du Vernon), de La Gardère et du Busca (où nous retrouvons les Maniban dont l'auteur semble avoir parlé avec une prédilection entraînante), de la Tour du Guardès et de Pardaillan (les Pardaillan-Juliac, les Pardaillan-Panjas, les Baudéan de Parabère²). Le dernier chapitre contient une attachante notice sur la ville de Valence-sur-Baise, vrai type de la bastide de la fin du xiii^e siècle, notice où l'habile archéologue rivalise avec l'habile historien³ et qui couronne dignement un ouvrage où sont complétées sur tant de points toutes les histoires de cette région que l'auteur appelle (p. 13) « notre chère et si belle Gascogne. »

PH TAMIZEY DE LARROQUE.

¹ Intéressante entre toutes est la notice sur Arnaud Guillem de Barbazan, l'illustre *chevalier sans reproche* (p. 47-53).

² Signalons de bien attrayantes pages sur la biographie de la comtesse de Parabère, la fameuse amie du Régent, pages qu'illumine et décore un délicieux portrait de la comtesse peint par Coypel et photographié par M. Lauzun. Auprès de cette admirable reproduction, l'auteur a placé (p. 355-356) une note parfaite sur les portraits de madame de Parabère.

³ Voir notamment des détails inédits (p. 404-406) sur le siège de Valence par les troupes du maréchal de Biron (octobre 1580).

L'ÉVÊCHÉ DES GASCONS

I

GOMBAUD ET HUGUES

(Suite)

Gombaudo ne tarda pas à mourir. Mais Hugues était encore trop jeune pour revendiquer pleinement l'héritage de son père. Néanmoins, il garda le couvent que lui avait donné Gombaudo. A raison de la misère de ces temps-là, les Églises d'Agén et de Bazas (*Agennensis ecclesia necnon Basatensis*) eurent chacun son prélat. Les autres furent usurpées. A cette époque, l'église de Condom brûla de nouveau. Mais l'urne mystérieuse ne périt pas. Hugues fit rebâtir ladite église, et recouvra les deux évêchés de son père (*utrarumque sedium patrio more accepit pontificatum*). Avant d'en prendre possession, il voulut savoir ce que contenait l'urne mystérieuse. Mais, averti par le malheur advenu à la comtesse, femme du duc Garsie-Sanche, dit le Courbé, il ne se croyait pas assez saint pour s'en assurer par lui-même. En ce temps-là un certain Arsinus, dit Racha, gouvernait l'Évêché de Gascogne (*Agebat ea tempestate quidam Arsinus Racha nomine præsulatum Guasconiæ*). Sa sainteté, sa continence, étaient telles, qu'on le jugea digne de chercher dans l'urne. Pour l'y résoudre Hugues alla trouver son oncle Guillaume (*patrum suum nomine Guillermum*). Le comte ou duc de Gascogne, arriva au monastère avec le prélat, suivi de bon nombre de seigneurs. Arsinus, dit Racha, fouilla dans l'urne, dont il retira d'abord un petit écrit, qu'il voulut lire, mais qui tomba aussitôt en poussière. Le prélat ayant voulu en voir davantage, devint aveugle pour toujours, et traîna jusqu'à sa fin une vie languissante.

Hugues, devenu évêque, s'inquiétait, comme auparavant, du couvent par lui fondé, quand il était abbé. Ce fut alors que, se souvenant de ses péchés, il partit pour Rome, afin de se faire absoudre, car il détenait deux évêchés, au mépris des canons de l'Église. Le pape

Benoît lui ordonna d'en résigner un, et de construire un monastère. Déjà Hugues songeait à peupler de moines celui qu'il avait construit au lieu de Condom (*locum Condomi*). Revenu dans son pays, il abandonna l'évêché de Bazas (*Basatensem episcopatum*) à un homme digne de l'occuper, et ne retint que celui d'Agen. La Gascogne (*Vasconia*) était alors gouvernée par Sanche Guillaume (*Sancius-Guilelmi*), dont les frères étaient morts (*fratribus defunctis*), et qui était parent (*consanguineus*) de l'évêque Hugues.

La construction du couvent achevée, Hugues procéda à sa dédicace, en présence d'un grand nombre d'évêques, d'abbés, de seigneurs, et plaça sa fondation sous le vocable de saint Pierre, prince des apôtres. Il fut alors donné à l'assemblée lecture d'un privilège du pape exemptant ledit monastère de toute suprématie des princes et comtes, aussi bien que des prélats (*cæ principibus, vel pontificibus, sive comitibus*), et autorisant les moines à nommer librement leur abbé. Le comte ou duc de Gascogne approuva pleinement ledit privilège. Mais Hugues, craignant des embarras après la mort de ce seigneur, lui fit jurer, ainsi qu'à son entourage, de respecter les droits de l'abbaye, dont il avait confié le gouvernement à un abbé nommé Pierre.

Quelque temps après, Hugues mourut, et fut enseveli dans le couvent qu'il avait fondé. L'abbé Pierre ne tarda pas à le suivre. Il eut pour successeur Verecundus de Lane.

Après ce récit, le rédacteur du cartulaire de Condom fournit le texte de la fondation et dotation de l'abbaye de Saint Pierre par l'évêque Hugues.

Ici, ce prélat constate d'abord sa haute origine (*alto florens germine parentum*). Puis, ayant copieusement cité les Saintes-Écritures, et témoigné de ses intentions pieuses, il explique ses volontés de fondateur et de donateur.

L'an de l'incarnation M. XI., Henri étant empereur des Romains, Robert roi de France, Benoît pape, et Sanche duc de Gascogne (*apud provinciam Sanctione illustri viro ducatum obtinente*), en présence des évêques, abbés et seigneurs de la province, savoir le prélat Arnaud, et divers vicomtes ou seigneurs, nommés sans indications de leurs fiefs, Hugues donne à Dieu, à saint Pierre, prince des apôtres, et au Saint-Siège, la portion de son héritage (*portionem hereditatis meæ*) sise dans le pays de Lomagne (*in pago Leumaniaë*). Cela consiste dans l'église de Saint-Pierre (*ecclesiam sancti Petri*), et le lieu de Condom (*locum Condomus*), ce qui signifie maison sublime

(*quod interpretatur quasi domus sublimis*). Là, seront installés des moines de l'ordre de Saint-Benoît, auxquels le fondateur désigne pour abbé un saint homme appelé Pierre. Cette libéralité, approuvée par le duc Sanche (*duci Sanctioni*), est faite en faveur de l'âme du fondateur, et de celles de ses parents (*neorumque parentum*), le comte Sanche-Garsie (*Sanctii Garsiae comitis*) son fils (*fili sui Sanctii Garsiae comitis*), le comte Guillaume-Sanche (*Guillermi Sancii comitis*), l'évêque Gombaud (*Gombaldi episcopi*), le comte Guillaume (*Guillermi comitis*), le comte Bernard-Guillaume (*Bernardi Guillelmi comitis*), et la comtesse Urraca (*Urachae commitissae*), et d'autres personnes inconnues. Les moines du couvent de Saint-Pierre, sont libérés de toute dépendance, à l'égard du comte, aussi bien que de l'évêque (*comiti vel episcopo*). La charte est datée du IIII, des calendes d'août, Hugues étant évêque, et Sanche étant duc (*Sanctione duce jubente*).

Ce texte est immédiatement suivi d'une bulle adressée par Grégoire VII à Raymond, abbé de Saint-Pierre de Condom. Ce pape y confirme les libéralités de Hugues en faveur du couvent par lui fondé, au pays de Lomagne (*in pago Leumaniæ*), c'est-à-dire le don de l'église de St-Pierre (*ecclesiam sancti Petri*), et du lieu de Condom (*locum Condomus*), dont le nom signifie maison sublime (*quod interpretatur domus sublimis*). Ladite abbaye ne relève que du Saint-Siège, moyennant la redevance annuelle de cinq sols. Cette bulle est datée de Latran, le VIII. des ides de mars, troisième année du pontificat de Grégoire VII (1076).

Telle est la partie du cartulaire de Condom concernant Gombaud et Hugues. Il s'agit maintenant de procéder à la critique des textes que j'ai cru devoir analyser assez longuement.

Dans les chartes de La Réole, Gombaud se qualifie d'évêque de Gascogne (*episcopus Vasconie*), d'évêque et duc de toute la province (*episcopi et totius provinciae ducis*), d'évêque et duc de toute la région adjacente (*episcopus et totius circumpositae regionis dux*).

Imbart de La Tour a cent fois raison, quand il déclare que ces pièces n'ont été fabriquées, à la fin du XI^e siècle, que pour soustraire le couvent à l'autorité des évêques de Bazas, en présentant les prétendues immunités des moines de La Réole comme concédées par un de leurs devanciers, l'évêque Gombaud. Je me permets d'ajouter que ce personnage, étant aussi donné comme duc de Gascogne dans lesdites chartes, il était censé agir, non seulement comme prélat, mais aussi comme seigneur de la terre. Voilà bien pourquoi les

moines de La Réole imaginèrent le personnage de Gombaud, et consignèrent son nom dans leur cartulaire, où ceux de Condom vinrent plus tard le prendre, pour le faire servir, ainsi que son prétendu fils Hugues, à les exonérer de l'autorité des évêques d'Agen.

J'ai déjà prouvé ailleurs que le cartulaire de Condom date à peu près de 1380, et qu'il est l'œuvre d'un seul et même rédacteur. En 1317, le pape Jean XXII érigea le diocèse de Condom aux dépens de celui d'Agen, en démembrant celui-ci de tout le territoire qu'il possédait sur la rive gauche de la Garonne. L'abbaye bénédictine de Saint-Pierre fut alors sécularisée, et devint le siège du nouvel évêché, dont le chapitre demeura longtemps monacal. Ladite abbaye était fort riche. Il était donc naturel qu'elle fit son possible pour échapper à la domination et aux convoitises des prélats Agenais. Les chartes dont je travaille à prouver la fausseté, n'ont pu évidemment être fabriquées qu'avant la création du diocèse de Condom, en 1317. Passé cette date, la fraude manquait d'intérêt. Il est d'ailleurs prouvé, de diverses façons, et notamment par certains passages du cartulaire de La Réole, que les moines de ce couvent étaient en rapports fréquents avec ceux de l'abbaye de Saint-Pierre de Condom. Dans celle-ci, les religieux avaient, en outre, d'incontestables et très faciles relations avec les archevêques et le chapitre d'Auch. Voilà comment ils purent prendre à leur aise dans le Cartulaire Noir de cette Église cathédrale, divers personnages, en commençant par le duc de Gascogne Garsie-Sanche, dit le Courbé. De ses trois fils, le cartulaire de Condom n'en nomme que deux, Sanche-Garsie, duc de Gascogne, et Arnaud-Garsie, comte d'Astarac. L'un et l'autre sont parfaitement historiques. Il convient néanmoins d'écarter la portion du cartulaire de Condom qui, par son témoignage solitaire, présente Arnaud-Garsie comme tiré du ventre de sa mère, morte pour avoir voulu connaître le contenu de l'urne mystérieuse.

Le cartulaire de La Réole donne tout à la fois Gombaud comme seul Évêque et comme duc de Gascogne conjointement avec son frère Guillaume-Sanche. Mais il ne mentionne expressément ou implicitement, ni le mariage dudit Gombaud, ni son fils Hugues, ni la prétendue association tardive de l'évêque-duc à l'autorité de son frère, avec attribution spéciale de l'Agenais et du Bazadais. Je montrerai plus bas que ces fables complémentaires furent imaginées dans l'intérêt exclusif des moines de Condom. En attendant, je tiens à constater déjà l'étrangeté de la doctrine de Marca, qui pourtant était bon cano-

niste, mais qui s'oublie, cette fois, jusqu'à présenter l'Évêché des Gascons comme originairement constitué par la réunion des diocèses d'Agen et de Bazas. Or, il est assez notoire que, jusqu'à la Révolution, le diocèse d'Agen, dont on démembra celui de Condom, en 1317, dépendit toujours de la province ecclésiastique de Bordeaux, et celui de Bazas, de la province ecclésiastique d'Auch. Mais, a-t-on jamais vu, sauf dans l'espèce dont je m'inquiète, un diocèse formé de deux parties, dont chacune relève d'un métropolitain différent ? Je sais bien que Marca se prévaut dudit cartulaire de Condom, pour affirmer que la portion de l'évêché primitif d'Agen, qui forma, en 1317 celui de Condom, qui dépendait du diocèse d'Agen (*quæ ad diocesim Agenneusem pertinebat*) appartenait à Gombaud. Celui-ci donna, sans aucune réserve, à Hugues, le couvent fondé par la comtesse, femme de Garsie-Sanche, dit le Courbé, et lui conféra les pouvoirs d'abbé.

Les auteurs du *Gallia Christiana*, adoptant, et même amplifiant la doctrine de Marca, présentent Gombaud comme prélat de Dax¹, d'Aire², de Bazas³, d'Oloron⁴, et de Bordeaux⁵. Mais les cartulaires de La Réole et de Condom ne lui donnent que les évêchés de Bazas et d'Agen. Pour les autres diocèses, lesdits auteurs s'inspirent de divers textes acceptés par Marca, textes dont je discuterai au bon moment l'authenticité. Ces érudits vont même plus loin qui leur devanciers, en faisant de Gombaud un archevêque de Bordeaux. Ils attribuent, en effet, à ce personnage tous les actes acceptés par Marca, d'après les cartulaires de La Réole et de Condom. Sur la foi de deux textes, cités par Labbe⁶, et d'une charte de l'abbaye de Saint-Seurin de Bordeaux, ils le donnent comme ayant exercé ses pouvoirs en 989, 992, 994, et les continuant encore en 1041. A ce compte, son épiscopat aurait duré tout au moins cinquante-deux ans, ce qui n'est guère vraisemblable. Et puis, il faut absolument distinguer. Les faits accomplis en 989, 992 et 994 sont garantis par divers textes dont il serait trop long de parler. Ceux de 1040 ne sont attestés que par les cartulaires de La Réole et de Condom. Les auteurs du *Gallia Christiana*, ont donc confondu en un seul, deux

¹ *Gall. Christ.*, I, 1040.

² *Id.* I, 1150.

³ *Id.* I, 1192-1193.

⁴ *Id.* I, 1264-1265.

⁵ *Id.* II, 799.

⁶ LABBE, *Concil.* IX, 733; X, 604.

prélats, deux personnages de même nom, l'un fabuleux, et l'autre historique. Il est même fort probable que le faussaire de La Réole s'est emparé du nom de celui-ci, pour donner à ses fables plus de probabilité.

Voilà pour Gombaud. Passons maintenant à Hugues, dont l'existence est uniquement attestée, je tiens fort à le répéter, par le cartulaire de Condom, rédigé seulement vers 1380. Ce cartulaire nous présente ledit personnage comme le fils de Gombaud, comme le véritable fondateur, comme le grand bienfaiteur de l'abbaye de Saint-Pierre, comme le contemporain d'Arsius ou Arsinus Racha, Evêque des Gascons, comme l'auteur de la charte de dotation de 1011, confirmée, en 1076, par une bulle de Grégoire VII, que tous mes devanciers ont tenue pour authentique.

Hugues, dit le cartulaire, ne succéda pas directement à son père, comme évêque de Bazas et d'Agen. Chacun de ces diocèses eut alors son prélat particulier (*singulos præsules acceperunt*). Ce ne fut que plus tard, après avoir fondé l'abbaye de Saint-Pierre de Condom, que Hugues devint évêque de Bazas et d'Agen, et cela sans hostilité des prélats qui avaient succédé à son père. (*Nullus tamen ex his qui genitori in episcopatu successerant, molestus fuit*). Il valait la peine ce me semble, de signaler les noms de ces deux prélats si désintéressés.

Réserveons pour le paragraphe suivant la stupéfiante intervention d'Arsius ou Arsinus Racha dans la dédicace de l'abbaye de Saint-Pierre, et passons à celle que Hugues en aurait faite en 1011 (*Anno igitur dominicæ incarnationis MXI*). Cela se serait passé du temps où Henri était empereur, (*Henrico Romanam urbem imperante*) Robert, roi de France (*Rothberto autem Franciam regente*), Benoit, pape (*Sedi apostolicæ summæ sanctitatis viro Benedicto præsidente*), et Sanche, duc de Gascogne (*apud provinciam Vasconiam Spncio illustri viro ducatum obtinente*). Je laisse, pour le moment, Sanche de côté. Il n'existe pas, pour la Gascogne, d'autre charte datée du règne d'un empereur germanique. Ceci suffirait déjà pour justifier de très véhéments soupçons. Mais voici la première et accablante preuve du faux.

L'empereur Henri, dont il est ici question, ne pourrait être évidemment que Henri II, dit le Saint, qui était déjà roi de Germanie en 1002, mais qui n'obtint l'Empire qu'en 1014, pour avoir soutenu le pape Benoît VIII contre l'antipape Grégoire. Jusqu'alors, Henri II ne pouvait donc être qualifié que de roi des Romains, comme l'at-

teste un auteur du temps, Raoul Glaber. Or, Benoît VIII ne couronna Henri II qu'en 1014, et il lui fit alors présent d'une couronne d'or, enrichie de pierreries, et surmontée d'une croix. Mais le fait est que Benoît VIII n'était pas encore pape en 1011. Il ne le devint que l'année suivante. Tout cela est hors de doute, et suffirait par conséquent pour faire écarter la charte comme fausse. Notez que Marca connaît cet argument écrasant, puisqu'il l'a formulé ¹ avant moi, en essayant de l'atténuer. Or, voici comment il s'y prend. « Neantmoins ce datte de 1011 n'est pas fort esloigné de la verité, à cause que le pape Benoist VIII décéda l'an M. XXII. et que l'an M. XXIII. mourut Raimond Euesque d'Agen, successeur de Hugues, et Abbé de S. Seuer, ainsi qu'il est remarqué dans le Martyrologe de ce Conuent. » En vérité, je renonce à comprendre. Le cartulaire et le martyrologe perdus de l'abbaye de St-Sever Cap-de-Gascogne (diocèse d'Aire-sur-l'Adour), fourmillaient de faux renseignements, et j'en fournirai quelques preuves dans le paragraphe suivant. Il sera, de plus, démontré au bon moment, que le Raymond, évêque d'Agen, successeur de Hugues, et abbé de Saint-Sever, est un personnage fabuleux. Mais, alors même que tous ces mensonges seraient des vérités, comment cela pourrait-il faire que la date de la charte ne soit pas fausse, puisque Benoît VIII ne fut pape qu'en 1012, et qu'il ne sacra Henri II, dit le Saint, empereur, qu'en 1014 ?

Encore un argument capital, tiré cette fois de la géographie historique de la Gascogne, sur laquelle M. Longnon m'a dénié verbalement la moindre compétence. C'est la seconde fois qu'à mes dépens je divulgue son opinion, et j'espère n'être plus mis par lui à même de recommencer. D'ailleurs, je n'aspire pas à changer mon titre de correspondant de l'Institut, contre celui de membre titulaire.

Dans la charte de donation, Hugues gratifie l'abbaye de St-Pierre de toute la portion de son héritage sise dans le pays de Lomagne (*in pago Leumaniæ*), qu'il tient de ses parents, et en particulier de l'église de Saint-Pierre (*ecclesiam sancti Petri*), et le lieu de Condom (*locum Condomus*), dont le nom signifie maison sublime ou haute (*quod interpretatur quasi domus sublimis*). Ces particularités se retrouvent dans la bulle de confirmation de 1076. Je voudrais bien savoir dans quelle langue *Condomus* signifie maison sublime ou haute. En attendant qu'on me renseigne là-dessus, je constate que les deux textes

¹ MARCA, *Hist. de Bearn*, 235.

s'accordent à placer Condom en Lomagne. Or, cela n'a jamais été vrai, à n'importe quelle date de l'histoire de la Gascogne. Tous les textes sont, en effet, unanimes à nous présenter cette localité comme comprise d'abord dans le diocèse primitif d'Agen ¹, et dans le diocèse de Condom depuis 1317. Un document de 1326, déplorablement publié d'ailleurs, nous montre ledit évêché divisé en cinq archiprêtres : Cayran (*Archipresbyteratus de Cayraco*, leg. *Cayrano*), Bruilhois (*archipresbyteratus de Brulhesio*), Fimarcon (*archipresbyteratus Feudi-Marchonis*), Filoubon (*archipresbyteratus Feudi-Lobonis*), et Villandraud (*archipresbyteratus de Balandrandro*) ².

En voilà bien assez sur le diocèse de Condom.

Au point de vue politique, l'Agenais avait d'abord la même étendue que l'Évêché primitif de même nom. Mais, avant et après la création du diocèse de Condom, en 1317, on avait déjà pris l'habitude de distinguer l'Agenais en deux parties, l'une située sur la rive droite de la Garonne, et l'autre sur la rive gauche c'est-à-dire *ultra-Garumnam*, comme le portent plusieurs textes postérieurs à 1317, et même antérieurs.

Ainsi se trouve réparée la bévue par moi commise, relativement à l'Agenais, dans ma *Géographie politique du Sud-Ouest de la Gaule Franque au temps des rois d'Aquitaine*, où j'ai partagé entre les ducs de Gascogne et les comtes de Toulouse, l'Agenais qui appartenait intégralement à ces derniers. Par contre les critiques ont pleinement approuvé, la portion de ce travail où j'ai montré que, jusqu'à une époque relativement récente, la vicomté de Lomagne releva des comtes de Toulouse et de leurs ayants-droit.

Voilà toutes les constatations de géographie historique dont j'avais besoin pour appuyer mon dernier argument. Le surplus de cette portion de ma tâche, n'est maintenant qu'un simple jeu.

Condom, en effet, n'a jamais été en Lomagne (*in pago Leumanie*) comme il est dit cependant dans le cartulaire de Condom, notamment la charte de donation et la bulle de confirmation. Avant 1317, il était compris dans l'Agenais primitif, et postérieurement dans l'Agenais *ultra-Garumnam*, autrement dit le diocèse de Condom. Et, comme tout un ensemble de documents atteste l'autorité exercée par les comtes de Toulouse, et par leurs ayants-droit, sur les deux portions de l'Agenais séparées par la Garonne, il s'ensuit que Hu-

¹ *Archives historiques de la Gironde*. I, 354.

² *Archives hist. de la Gironde*, IX, 209-215.

gues, présent, dans le cartulaire de Condom, comme le fils de Gombaud, et par conséquent comme un personnage de la maison ducale de Gascogne, ne put rien recevoir de son père en Agenais, et notamment le lieu de Condom, pour le donner ensuite à l'abbaye de Saint-Pierre.

Grâce à cette démonstration, je puis maintenant m'expliquer sur l'intérêt qui a conduit les moines de Condom à créer tous ces textes mensongers. La voie leur était d'ailleurs tracée par leurs confrères bénédictins du couvent de La Réole.

J'ai déjà dit, en effet, après et d'après Imbart de La Tour, qu'en imaginant la personnalité de Gombaud, et en fabriquant des textes pour l'établir, les religieux de La Réole avaient eu pour but de se soustraire à l'autorité des évêques de Bazas, en présentant le prétendu fondateur de leur maison, non seulement comme un évêque de Bazas, mais aussi comme un duc de Gascogne.

Ces imaginations, je l'ai dit aussi, datent de la fin du ^x^e siècle. Les moines de Condom s'en saisirent, pour continuer le faux à leur profit. Ils mirent la main sur ce Gombaud, évêque-duc de Gascogne, et lui donnèrent un fils nommé Hugues, présenté d'abord comme abbé de Condom, puis comme évêque d'Agen et de Bazas, et finalement rien que d'Agen. Ils lui firent aussi recueillir, dans la succession de son père, l'église de Saint-Pierre, avec le lieu de Condom, et le donnèrent comme ayant concédé à leur couvent les plus larges immunités.

En conséquence, les abbés de Condom pouvaient dire aux évêques d'Agen : « Comme vous, et avant vous, Hugues, notre fondateur et bienfaiteur, était évêque de votre diocèse. Il était en outre de race ducale, et avait recueilli dans la succession de son père Gombaud l'église de Saint-Pierre, et le lieu de Condom, où se trouve notre maison. Ainsi vous, prélats Agenais, vous êtes liés, à notre égard, par les actes de votre devancier, pris tout à la fois comme évêque, comme personnage issu de la maison ducale de Gascogne, et comme héritier du duc-évêque Gombaud, pour l'église de Saint-Pierre, et pour le lieu de Condom, que nous tenons de notre fondateur et bienfaiteur. »

Les moines de Saint-Pierre firent-ils jamais valoir, contre les évêques d'Agen, les titres qu'ils s'étaient fabriqués ? Aucun texte de moi connu n'en témoigne. Après tout, le faux, dont je crois avoir établi l'intérêt, pouvait bien n'être qu'un acte de précaution.

Reste la bulle confirmative de Grégoire VII, en 1076. Sans dire

pourquoi, tous mes devanciers l'ont acceptée comme authentique. Moi, je la crois fausse, et voici mes raisons.

Je ne suis pas assez inexpérimenté pour ignorer qu'une pièce apocryphe a plus d'une fois été sanctionnée par une bulle authentique. Sans sortir de ma Gascogne, et de mon sujet actuel, je puis citer la charte, dite Bayonnaise, d'Arsius Raca, ratifiée, dans des termes souvent identiques, par la bulle de Pascal II (1106). Cette identité m'empêche donc de me prévaloir de ce que, dans la charte de fondation de l'abbaye de Saint-Pierre, et dans la bulle de Grégoire VII qui la confirme, on retrouve, avec les mêmes termes déjà cités, l'inclusion, d'ailleurs inacceptable, de l'église de Saint-Pierre, et de Condom, dans le pays de Lomagne, et l'étrange interprétation du nom dudit Condom par *domus sublimis*. En l'espèce, tout cela ne compte pas. Mais voici qui me semble bien plus sérieux.

Et d'abord, si M. Imbart de La Tour a bien raisonné, ce dont je ne doute pas, les pièces par lui citées, et concernant Gombaud, évêque duc de Gascogne, ont été fabriquées, vers la fin du ^x^e siècle, au couvent de La Réole, afin de soustraire ses moines à l'autorité des évêques de Bazas. Pour ma part, je crois avoir établi que les moines de Saint-Pierre-de-Condom sont allés prendre ce Gombaud dans le cartulaire de la Réole, afin de le donner comme le père de leur prétendu fondateur et bienfaiteur Hugues, évêque d'Agén, dont les actes pouvaient être désormais opposés aux prélats de ce diocèse.

Ainsi, les bénédictins de Saint-Pierre de Condom n'auraient pu être, au plus tôt, en état de commettre leur faux intéressé que vers la fin du ^x^e siècle, ou le commencement du ^{xii}^e. D'autre part, il est indiscutable qu'en 1317 la création du diocèse de Condom fit disparaître les abbés de Saint-Pierre. Néanmoins, il est largement prouvé que le chapitre du nouveau diocèse demeura longtemps monacal. Ainsi, à dater de 1317, les prélats Condomois, et leur chapitre de moines bénédictins, n'avaient plus à redouter les entreprises des prélats Agenais, et par conséquent à se précautionner contre eux d'aucune façon, notamment par des actes faux. Les pièces dont s'agit ne peuvent donc avoir été confectionnées que durant l'intervalle de cent-dix-sept ans compris entre les années 1100 et 1317. Mais la bulle de confirmation est de la seconde moitié du ^x^e siècle, de 1076, c'est-à-dire d'une époque où les actes faux de La Réole, et à plus forte raison les textes mensongers du cartulaire de Condom étaient encore à confectionner. La bulle de prétendue confirmation est donc une pièce apocryphe.

Voilà ce que j'avais à dire sur la portion du cartulaire de Saint-Pierre concernant Gombaud et Hugues. Celui-ci est présenté par les auteurs du *Gallia christiana*, comme ayant occupé les évêchés d'Agen¹, de Dax², d'Aire³ et de Bazas (pour un temps)⁴. Il faut donc, si l'on veut m'en croire; rayer le second de ces prétendus prélats de tous les épiscopologes.

Mais là ne finit pas cette partie de ma besogne.

Les auteurs du *Gallia christiana*⁵ acceptent aussi Pierre et Verendus de Lane comme les deux premiers abbés de Saint-Pierre, après Hugues. Or, ces deux personnages ne sont nommés que dans la partie précitée du cartulaire de Condom, dont j'ai démontré la fausseté.

Ce n'est pas tout. Le cartulaire de Condom contient de prétendus résumés de donations à l'abbaye de Saint-Pierre, donations que le texte attribue à Gombaud, à Sanche, duc de Gascogne, à Amanieu d'Albret, et à Brigitte de Fourcès. L'existence de ces personnages n'étant pas garantie par d'autres documents, j'estime qu'il y a lieu de les considérer tous comme fabuleux, y compris Amanieu d'Albret. Je sais que divers annalistes assignent aux d'Albret d'illustres et lointaines origines, sur lesquelles ils ne s'accordent pas, d'ailleurs. Mais ils n'en donnent aucune preuve. D'autre part, l'auteur d'une généalogie manuscrite des d'Albret, composée au xiv^e siècle, et acceptée par les auteurs de l'*Art de vérifier les dates* 1, fourmille d'assertions gratuites. Ajoutez à cela que, dans le résumé de ladite généalogie, notre Amanieu d'Albret ne figure, comme vivant en 1050, que sur la mention qu'en fait le cartulaire de Condom. Voilà pourquoi je tiens aussi ce personnage pour fabuleux.

Enfin, dans le même cartulaire de Condom, l'abbé Signin mentionne d'autres libéralités faites à l'abbaye par Gombaud, par Gavarens, femme de Sanche, comte ou duc de Gascogne, par l'évêque Hugues, et par la comtesse Anne. Il convient aussi de tenir ces personnages apocryphes, puisqu'il n'en est aussi fait mention que dans ce texte faux, et de rédaction relativement récente.

¹ *Gall. Christ.*, II, 901-902.

² *Id.* I, 1040.

³ *Id.* I, 1050.

⁴ *Id.* I, 1033-1094.

⁵ *Id.* II, 956-957.

Ai-je besoin d'ajouter que, lorsque le cartulaire dont j'achève la critique s'empare de personnages dont l'existence n'est pas douteuse, nous ne devons accepter les agissements qu'il leur attribue, que s'ils nous sont garantis par des textes plus dignes de foi que le cartulaire même ?

JEAN-FRANÇOIS BLADÉ.

(à suivre)

NOTES SUR LA FÉODALITÉ EN AGENAIS

AU MILIEU DU XIII^e SIÈCLE

(Suite)

V

Châteaux Forts

Lorsque la domination anglaise eut été rétablie, le connétable de Bordeaux délégua Gérard del Torn, chevalier, pour vérifier l'état des barrages et des passes. Plus tard, en 1311, Guillaume Cazes, juge d'Agen, fut chargé de faire une enquête sur les usurpations qui avaient réduit le domaine du roi. Voici ce que l'un et l'autre constatèrent : Les constructeurs des barrages sur le Lot, qui avaient employé en partie l'argent du roi à ces travaux, détenaient maintenant ces barrages pour leur propre compte ; la navigation n'était possible qu'à la condition d'obtenir de chacun d'eux l'ouverture des passes ; plusieurs moulins avaient été édifiés sur ces barrages et leurs revenus, ainsi que ceux des péages et de la pêche, étaient perçus par les détenteurs. Il en résultait que le roi, s'il voulait assurer la navigation du Lot, aurait à racheter toutes les passes.

Voilà comment au moyen âge les puissants, riches et barons, se logeaient aux bons coins pour se mettre à l'affut des trafiquants et les rançonner. Voilà bien un témoignage de l'impuissance des rois à les contenir et de l'effet des entraves qui, en rendant les transports onéreux, condamnaient l'industrie et l'agriculture à végéter sur place.

Les châteaux donnaient aux barons la force et la sécurité ; les péages leur donnaient des revenus¹. Aussi rien ne fut plus recherché

¹ Les péages sur les rivières mériteraient une étude détaillée : dénombrement des péages, création et suppression, usurpations, concessions temporaires, tarifs, autant de sujets importants qui touchent à l'histoire de la féodalité, des villes, du commerce et qui cependant n'ont pas été traités.

que les bons postes sur la Garonne, le Lot et aux passages de moindres rivières telles que la Bayse et la Gélise. Lorsqu'un château ne défendait pas le poste de douane, comme la vieille tour de Lafox ou la forteresse de Caumont, le moulin lui-même était transformé en château. Nous en avons un spécimen des mieux conservés et des plus remarquables à Barbaste¹. Le moulin aux quatre tours commandait le pont de la Ténarèse, une des routes les plus fréquentées du sud-ouest. Il paraît contemporain des moulins édifiés sur le Lot ; l'essor donné à l'exécution des travaux de ce genre fut peut-être général sous le long règne d'Edouard I^{er}.

Revenons aux barrages sur le Lot pour les étudier en détail et dans l'ordre où il se présentent d'amont en aval.

1° *Gaillardel*. — Le nom subsiste encore, sur la rive droite, mais celui de Garrigues, sur la rive gauche, a prévalu. C'est un des barrages respectés par Pellot. Il est situé dans la commune de Fumel, à mille mètres de l'ancienne frontière du Quercy. Il avait été construit par Arnaud de Gaillardel et il était détenu, en 1311, par Bertrand de Montfabbès.

2° *Fumel*. — Ce barrage, aujourd'hui détruit, avait été exécuté, vers 1291, par Raymond de Saint-Romain. Il correspondait à un moulin édifié du côté de Fumel.

3° *De Piis*. — Détruit. Il correspondait à un moulin et avait pris le nom du constructeur, Etienne de Piis (1291).

4° *La Canal*. — Ce barrage paraît être celui de Saint-Vite. Il avait été bâti par Raymond Passade.

5° *Les Ondes*. — Détruit.

6° *Mont-Navès*. — Ce barrage paraît se confondre avec celui de Lamothe-Motriac cité dans un autre passage². Aucun de ces noms

¹ Plusieurs vues de ce moulin ont été publiées : *Excursions pittoresques dans l'ancien duché d'Albret*, par Frédéric d'Andiran, lith: in-folio, 1842 ; *Guienne historique et monumentale*, 1843-44 ; *Congrès archéologique* d'Agen en 1874. Dans ce dernier ouvrage et dans la *Revue*, t. VII, p. 269 et t. XXIII, p. 461, se trouvent réunies les discussions sur la date de l'édifice.

² Il n'est point surprenant qu'un barrage puisse avoir deux noms, le lieu dit sur la rive droite n'étant jamais le même que celui de la rive gauche.

Dans un article publié il y a déjà longtemps (*Revue de Gascogne*, 1877, p. 493) j'avais attribué par erreur à l'année 1305 la construction du moulin de Lustrac. Je n'avais pas alors les éléments qui m'ont permis de dater avec précision la pièce d'où sont extraits ces renseignements.

anciens n'a prévalu. Le barrage sert au moulin fortifié et conserva le nom de Fouques de Lustrac qui l'avait édifié en 1296, sur la rive droite. Cet ouvrage considérable commande absolument la rivière. Des rochers à pic, qui s'élèvent en face, ne permettaient pas d'établir un passage sur la rive gauche. Le moulin de Lustrac a subi des remaniements, particulièrement au xvr^e siècle; il devait avoir des tours sur les angles. Son plan est quadrangulaire. Il se compose de trois corps de bâtiment pour l'usine et les logis autour d'une cour intérieure, dont une simple courtine, du côté de la rivière, achève la clôture. Il est désigné sous le nom de fort de Lustrac dans certains documents du xvi^e siècle. Il est plus vaste et plus fort que le moulin de Barbaste. Sa possession permit à la maison de Lustrac de s'élever peu à peu au premier rang parmi les barons agenais.

7^e et 8^e *La Guinourdie*, avec un moulin (1291). — *Partalou*. — Ces deux barrages sont détruits.

9^e *Rigoulières*. — Ce barrage, qui subsiste, aurait été établi, en 1291, par Arnaud et Bernard Payen.

10^e et 11^e *Lamotte-Dessus de Pélacier* et *Lamotte-Dessous de Pélacier*. — Chacun de ces barrages, qui portaient alors le nom de leur constructeur, était accosté d'un moulin. L'un d'eux doit être Lesconte et l'autre est détruit.

Tous ces barrages et moulins étaient en amont de Port-de-Penne, où l'on souhaitait de voir construire par le roi un barrage et un grand moulin. Les déposants assurent que si le roi consacrait 2,000 livres à l'exécution de ces travaux les revenus annuels seraient de 200 livres, soit 10 0/0¹.

¹ Les renseignements qui précèdent sont tirés de l'enquête faite, en 1311, par Guillaume Cazes, juge d'Agen, sur les usurpations au détriment du roi. Le fragment qui se rapporte à la juridiction de Penne se trouve dans un registre classé aux archives départementales (fonds de Frespech, FF. I). Il est inédit. Il fait suite à l'enquête sur la juridiction d'Agen publiée par M. Tamizey de Larroque (*Archives historiques de la Gironde*, VIII, 267. Voir sur les documents relatifs à cette enquête *Ville libre et barons*, p. 172.)

Il n'est pas question dans ces pièces agennaises des travaux qui durent être exécutés à la même époque pour rendre le Lot navigable entre le barrage de Guillardel et Cahors. Les onze barrages établis sur le territoire du bailliage de Penne ne représentent évidemment qu'un petit lot dans une vaste entreprise. La circulation des bateaux était possible au commencement du xiv^e siècle entre Cahors et le confluent du Lot et de la Garonne.

CHATEAUX NON MENTIONNÉS DANS LES ACTES PRÉCÉDENTS ET PRÉSUMÉS
DU XIII^e SIÈCLE

Ni les actes d'hommages de 1259 et de 1286, ni le *saisimentum*, qui comprend seulement sept baylies sur quinze, ne sont complets au point de vue de l'énumération des châteaux forts ; cependant on peut admettre que, dans leur ensemble, ils en font connaître environ les cinq sixièmes ; ils nous renseignent suffisamment sur les forces et le travail d'expansion de la féodalité.

Des textes épars et, à défaut de textes, les ressources de l'archéologie permettent de dater par comparaison les châteaux non mentionnés. A la liste de ceux qui paraissent dater du xiii^e siècle nous ajouterons celle, d'ailleurs fort courte, de ceux qui sont postérieurs à cette date.

XIII^e SIÈCLE

Aubiac. — Il en subsiste quelques pans de murs, dont une partie en grosses briques à la façon toulousaine. Ce petit château était édifié près de l'église.

Moncaut. — Ce château avait trois tours, dont une plus grande, sur plan barlong, devait être le donjon. Il a été démoli vers 1840 environ ; un seul pan de mur marque son emplacement.

Montaut. — C'est un centre de population fort ancien et jadis important, ainsi que le prouvent son rang d'archiprêtre et la découverte d'un vaste cimetière de l'époque carolingienne. Le plus ancien refuge était au lieu dit Lamotte, où se voit une motte féodale. Il

Ce qui le prouve c'est que Philippe-le-Bel voulut compléter l'œuvre : en 1304, il rendit une ordonnance, restée d'ailleurs sans effet, pour qu'on travaillât à rendre le Lot navigable entre Capdenac et Cahors (cf. Guillaume Lacoste, *Hist. génér. de la province de Quercy*, Cahors, 1884, t. II, p. 415.) Il n'aurait pas commencé par la portion du Lot en amont de Cahors si les bateaux avaient dû être arrêtés en aval.

Le temps viendra où les archives anglaises étant connues, on sera mieux fixé sur l'exécution d'une entreprise qui rendit plus de services au pays que des batailles gagnées. Il est certain qu'au xvi^e siècle les houilles d'Aubin étaient transportées par le Lot et la Garonne jusques à Bordeaux. L'œuvre d'Edouard I^{er} fut peut être achevée sous le Prince Noir. Un vieux moulin sur le Lot, à Puy-L'Evêque, porte encore le nom de ce prince.

existe, des restes de l'enceinte du **xiii^e** siècle, notamment une tour ronde élevée sur un angle au sud-ouest ; à l'est, les ruines d'un château fort, qui était flanqué de deux tours rondes.

Montesquieu. — C'était plutôt une place fortifiée qu'un château. Il subsiste de beaux restes des courtines sur le seul point accessible.

Montpezat. — Vaste château, dont l'assiette était admirablement choisie, cité pour la première fois en 1279. Il est complètement détruit. Quelques particularités sur cette forteresse seront signalés dans un prochain article où il sera question du rôle joué par les seigneurs de Montpezat.

Pardaillan. — Le plan de ce château est en forme de trapèze. L'enceinte est défendue de trois côtés par des pentes naturelles. La seule partie bien conservée est une tour d'angle à l'ouest ; elle est semi-circulaire à l'extérieur et quadrangulaire à l'intérieur.

Pauliac. — Ce château s'élevait sur un monticule isolé et d'un accès difficile. Il paraît avoir été vaste et très fort mais sa ruine est presque complète.

Péchaugut. (Commune de Saint-Astier). — Ce fut le siège d'un ancien capitulat. Le château, de petites dimensions, était érigé sur un monticule isolé, d'où la vue embrasse un vaste horizon. Les courtines d'une épaisseur exceptionnelle, reliaient deux tours massives sur plan barlong. Il subsiste encore une meurtrière d'un appareil curieux. Des arbres plusieurs fois séculaires, enracinés dans les ruines de ce château, attestent qu'il fut détruit à une époque fort reculée.

Roquefort. — Ce château, voisin d'Agen, est important et cependant il n'a pas d'histoire. Sa triple enceinte englobe l'extrémité d'un coteau et sa tour carrée, qui paraît réduite à la moitié de sa hauteur primitive, commande la gorge. On voit dans les courtines une large brèche, bouchée grossièrement avec des briques. Il est possible que Roquefort ait été pris et démantelé peu après sa construction.

Le Temple. — C'est la plus vaste construction que les Templiers aient élevée dans l'Agenais. Elle a été presque complètement refaite au **xv^e** siècle mais sans modification du plan. On peut reconnaître dans les sous-sols les fondations en grosses briques dites Toulousaines employées particulièrement au **xiii^e** siècle. Ce château, sur un plan à peu près rectangulaire, englobe une chapelle à chevet plat, qui est devenue l'église paroissiale. La façade nord est défendue par deux tours rondes engagées, sur les angles, et une tour quadrangulaire, au milieu. Les granges, voûtées en berceau, que les vieillards

ont vu démolir, étaient sur la façade occidentale. Les dépendances fort considérables, devaient être intéressantes. Placé sur la voie romaine d'Aiguillon à Eysses, le Temple tenait de l'hôtellerie autant que du château fort. Les cours, bordées de logis, d'écuries pour les chevaux, les magasins pour les approvisionnements occupaient de grands espaces.

Des plans détaillés du Temple ont été relevés par le regretté P. Benouville et ont figuré au salon de 18...

Tombebaëuf. — Il subsiste encore de beaux restes des murs d'enceinte du château construit sur l'énorme banc de silex qui domine la ville. Sur quelques points, le rocher sert de fortification naturelle; sur d'autres, les blocages et les murs forment des massifs qui ont jusques à six mètres d'épaisseur.

Tour d'Avance. (Commune de Fargues). — Cette tour, sur plan barlong, à cinq étages, a été construite par les chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Elle s'associait à une petite enceinte, dans laquelle on avait édifié une chapelle.

Parmi nos châteaux situés hors de l'Agenais et pour cette cause non cités dans nos actes d'hommages, les plus importants, dès le ^{xiii}^e siècle, étaient ceux de Casteljaloux, de Mauvezin, de Meilhan en Bazadais. Le premier fut une des principales forteresses du domaine d'Albret. Il est complètement détruit. Mauvezin est, au contraire, le château du ^{xiii}^e siècle le mieux conservé de tous ceux du Lot-et-Garonne. Ses plans, relevés par M. Bouillet, ont été publiés par M. l'abbé Alis, dans une monographie qui remplit un gros volume.

Meilhan surplombe la Garonne; le site est superbe; le château devait être formidable. On a gardé le souvenir d'une grosse tour qui se voyait de si loin que, d'après un vieux dicton, elle trompait le voyageur sur la distance :

« Qui voit Meilhan
« N'est pas dedans. »

Le roi d'Angleterre Henri III a habité le château de Meilhan de janvier à juin de l'année 1254¹. Pour l'avoir alors préféré à tant de belles résidences que lui offrait le pays bordelais, il faut bien qu'il y ait trouvé la sécurité et les agréments que recherchent les princes.

Il ne reste de l'enceinte de Meilhan que des portions de murs de soutènement; de la tour, pas une assise apparente.

¹ *Rôles gascons.* Suppl., par M. H. Bémont. Itinéraire du roi Henri III.

XIV^e SIÈCLE.

Castelgaillard. (Commune de Penne). — La butte isolée de Castelgaillard, avec sa plate-forme facile à défendre, est du type des refuges. Aussi lui a-t-on donné le nom de château avant même qu'on y eût élevé la moindre construction. C'était une propriété personnelle du roi. Dans un dénombrement, fait en 1311, on constate que *Montgaillard* est une friche sans valeur, et que le seul moyen d'en tirer un petit revenu serait d'y faire des clapiers pour les lapins ¹.

Ce fut cependant un fief et des légendes s'attachent au prétendu château ². On y voit les restes d'une très petite construction, qui remonte peut-être au xiv^e siècle.

Fauillet. — Ce château est cité dans un acte de 1312. Il ne subsiste plus que des pans de murs de son enceinte.

Laugnac. — Tour carrée à trois étages. L'enceinte murée était assez vaste. Elle renferme aussi un curieux bâtiment dit *La Recette*.

Sauveterre-Lémance. — Une étude spéciale vient d'être consacrée dans cette revue à ce château, qui est un des plus beaux de l'Agenais.

XV^e SIÈCLE.

La guerre contre les Anglais ne devait cesser qu'au milieu du xv^e siècle. Pour être en état de se défendre, on continua à construire des châteaux forts aux vastes proportions. A Bonaguil, tout en appropriant le nouveau château à l'usage de l'artillerie, on l'édifiait d'après un type ancien, avec des ouvrages d'un grand commandement. Mais le type nouveau le plus usité supprime le bayle, les courtines et le donjon. Le château se réduit à une masse compacte sur un plan à peu près rectangulaire ; il est composé de quatre ailes ou corps de logis réunis à angle droit, entre lesquels est ménagée une cour intérieure.

¹ Archives de Frespech. FF. 1.

² C'est un peu partout que les anciens refuges sont des sujets de légendes. Sur la rive gauche du Lot, à quelques kilomètres de la frontière de l'Agenais, en amont, la butte rocheuse d'Orgueil serait, d'après la tradition, l'emplacement d'une ville détruite. Cette indication a même été consignée sur des cartes. Cependant on aurait peine à trouver un emplacement pour deux ou trois tentes sur la pointe de ce rocher.

Nous avons cité comme dérivant de ce type les châteaux de Nérac, de Duras, de Pujols, celui de Castelnoubel resté inachevé, châteaux dont les angles sont flanqués de tours rondes.

Le château d'Escandaillac, dans la commune de Saint-Eutrope, celui de Cahuzac, auquel se rattache le souvenir de La Rochefoucauld, ont à peu près les mêmes dispositions mais leurs tours sont moins saillantes ou en nombre variable, ou de forme carrée.

Les autres grands châteaux contemporains, sur des plans divers, sont ceux de Born, commune de Saint-Eutrope, de Tombebouc, commune d'Allès-Caseneuve, (château dont la masse énorme domine des ravins et englobe une vieille tour). de Cauzac, de Lacapelle-Biron, de Montagnac-sur-Auvignon, les trois premiers toujours habitables et les deux autres fort ruinés.

Nous ne savons à quelle époque furent fondés ou agrandis les châteaux disparus de Tonneins, de Saumon, de Sauveterre de Layrac. de Fals et celui de Lasserre, dont il subsiste une encoignure.

G. THOLIN.

(à suivre)

JOURNAL AGENAIS DES MALEBAYSSE

(SUITE)

1762-1763.

Election consulaire du 15 septembre 1762.

1. M. Redon des Fosses.
2. M. Mazet, consul titulaire.
3. M. Malebaysse, bourgeois.
4. M. Lamothe, avocat.
5. M. Marcot, cadet, négociant.
6. M. Dayries, procureur.

Ces nouveaux consuls passèrent trois mois d'exercice fort tranquillement, après lequel temps, le sieur Ratier qui avoit eu trois suffrages dans l'élection du 15 septembre, poussé par ceux de son party, présenta en secret sa requête au parlement, à laquelle il joignit le plunitif et dans laquelle il exposoit que le sieur Malebaysse avoit été receu consul mal à propos et à sa place, attendu qu'il n'avoit eu que deux suffrages et que, luy, Ratier, en ayant obtenu trois, étoit seul valablement élu. Il prétendoit que la voix du sieur Dartus, consul élisant, ne pouvoit pas être comptée au sieur Malebaysse, parce qu'il étoit le neveu dudit consul et que les statuts de la ville d'Agen défendoient aux électeurs de nommer aucun de leurs parents jusqu'au quatrième degré. En conséquence, le sieur Malebaysse ne pouvoit se prévaloir que des voix des sieurs Gounon et Moustafa qui, suivant l'arrêt rendu par le parlement le 3 septembre dernier, n'en faisoient qu'une et de la voix du sieur Barsalou, ce qui ne faisoit en tout que deux suffrages, tandis que luy avoit obtenu celles des sieurs Fabry, Lacassaigne et Mèjà, c'est à dire, trois voix. Le sieur Ratier exposoit de plus, que le sieur Malebaysse avoit été syndic de l'hôpital

Saint-Jacques de la ville d'Agen, l'année 1761, et qu'il n'avoit pas, lors de l'élection, rendu son compte. Or les mêmes statuts de la ville d'Agen prohibent l'entrée à la charge consulaire à tout syndic de l'hôpital dont les comptes n'auroient pas été rendus. En conséquence de toutes ces raisons, Ratier supplioit la Cour d'ordonner que dans huitaine le sieur Malebaysse, non élu, luy remettroit la robe et le chaperon consulaire et que l'arrêt à intervenir seroit exécuté nonobstant toutes oppositions. Il demandoit en outre qu'il fut enjoint aux consuls de le recevoir à la signification de l'arrêt. Ratier obtint gain de cause et le parlement rendit au pied de sa requête un arrêt provisoire, en date du 7 décembre 1762, qui disoit en termes exprès :

« Vu la requête à nous présentée par M^e Bernard Ratier, avocat en la Cour, et pour raisons y contenues, ordonnons que dans huitaine, le sieur Malebaysse, non élu consul, remettra audit Ratier, comme valablement élu, le chaperon consulaire ; défendons tant au dit Malebaysse qu'à tous autres de le troubler dans ses fonctions de consul et ordonnons que le présent arrêt sera exécuté provisoirement, non obstant toutes oppositions faites ou à faire et sans préjudice d'icelles. — Signés : Leberthon, premier président ; Baritaud, rapporteur. »

Cet arrêt fut signifié le 17 du même mois de décembre 1762 au sieur Malebaysse, qui fit consigner, par un huissier, dans le délai de l'arrêt, audit sieur Ratier, la robe et le chaperon, en y joignant un acte de protestation pour conserver son droit. Cependant, comme Monseigneur le Maréchal de Richelieu, gouverneur de la province de Guyenne avoit demandé le sieur Malebaysse pour consul, et que les sieurs Fabry et Lacassagne, qui avoient promis de le nommer, n'en avoient rien fait, le sieur Malebaysse écrivit à ce seigneur, qui étoit lors à Bordeaux, et luy marqua ce qui se passoit. Mais les parties adverses, entre autres le sieur Fabry, qui étoit son sub-délégué à Agen, avoient eu soin de prévenir, depuis l'élection, ledit seigneur de Richelieu, que le sieur Malebaysse n'avoit pu être consul à cette élection parce qu'il étoit encore comptable de l'hôpital, de sorte que M. de Richelieu ne fit aucune réponse au sieur Malebaysse. Il fallut que M. Gounon qui se trouvoit lors à Paris pour les affaires de son commerce, instruit de ce qui étoit arrivé, passât, à son retour, par Bordeaux, et parlât de cette affaire à M. de Richelieu, qui lui recommanda de luy envoyer, dès son arrivée à Agen, un mémoire bien

instructif de tout ce qui s'étoit passé à Agen depuis l'élection. M. Gounon tint sa promesse et enfin le 15 février, jour du mardi-gras, il reçut de M. de Richelieu, une lettre dont voici mot à mot la teneur :

« J'ay examiné avec la plus grande attention, Monsieur, le mémoire que vous m'avez envoyé au sujet de l'affaire du sieur Malebaysse, consul. Dites-lui, de ma part, que mon intention est qu'il se pourvoie incessamment en cassation contre cet arrêt. Qu'il nomme ici un procureur que vous me désignerez et je protégerai la justice de sa cause autant qu'il sera en mon pouvoir. — Signé : Le maréchal de Richelieu. »

Le sieur Gounon transmit cette lettre au sieur Malebaysse qui, sur cela, fit faire des mémoires par des avocats, pour envoyer à Bordeaux. Il prit pour procureur au parlement le sieur Binet, procureur du maréchal, et ce dernier lui donna M^e Thilorier, aussi avocat du dit seigneur, pour plaider sa cause. La partie adverse avoit Guignet pour procureur et Parrouty pour avocat. Les sieurs Gounon, Dartus et Mazet, qui avoient fait opposition à l'arrêt du 3 septembre 1762, attaquèrent aussi leurs adversaires, avec Duvigneau pour procureur et pour avocat Duranteau. Guignet étoit aussi le procureur de Méja et de Fabry, et Buhan, leur avocat. Lacassaigne et Barsalou les avoient abandonnés et s'en étoient remis à la prudence de la Cour. Dans l'intervalle de l'instance, M. de Richelieu, révoqua le sieur Fabry de ses fonctions de subdélégué et cita auprès de lui par un cavalier de maréchaussée les sieurs Méja et Lacassaigne. Il leur fit à deux reprises des reproches très vifs de ce qu'ils n'avoient pas nommé le sieur Malebaysse, son protégé, et leur recommanda de ne pas s'en retourner sans avoir de lui une seconde audience. Ils restèrent trois semaines à la mendier. Enfin, ayant intéressé toutes les protections qu'ils purent imaginer, ils eurent leur seconde audience qui ne fut pas plus gracieuse que la première; car M. de Richelieu, ajoutant aux reproches les mauvais traitemens, leur ordonna d'aller rendre leurs devoirs à MM. le premier président, le procureur général et l'avocat général et les renvoya en leur disant d'être plus sages et plus prudents à l'avenir. Ils furent assez mal reçus chez ces magistrats et surtout chez M. le procureur général, qui les appela insolens. Cela fait, ils revinrent chez eux. M. de Richelieu obligé d'aller à Paris pour affaires avant que les avocats fussent prêts à plaider, fut voir tous les juges de la Grande Chambre et demanda l'audience

à M. le premier président, qui la luy promit pour le jour qu'il voudroit. Avant de partir, il dit à M. Dartus, qui étoit à Bordeaux à la poursuite de cette affaire pour M. Malebaysse, qu'il auroit l'audience quand il voudroit, qu'elle luy étoit promise, luy recommandant d'aller voir les juges de sa part et de ne pas manquer de l'informer du résultat de l'affaire. Malgré cela, les vacances de Pâques étant finies, le sieur Dartus ne put obtenir l'audience promise, parce que la partie adverse sollicitoit pour la faire différer. Mais M. de Richelieu ayant écrit deux fois à M. le premier président à cet égard, celui-ci accorda l'audience et pour que l'affaire fut jugée avant la huitaine de la Pentecote, qui étoit la semaine suivante, il renvoya la fête de S. Nicolas et celle de S. Yves, de telle sorte que l'arrêt qui survint fut rendu en date du 19 may, jour de S. Yves. Cet arrêt portoit que la cour recevoit le procureur général partie opposante, en conséquence cassoit l'élection du sieur Ratier et ordonnoit que, trois jours après la signification dudit arrêt il seroit procédé à l'élection d'un nouveau consul pour le second rang par sept des plus anciens jurats, suivant l'ordre du tableau, et ce, en présence du lieutenant général du présidial d'Agen, ou en son absence, du plus ancien officier du siège qui se transporterait à cet effet dans l'hôtel de ville. L'arrêt fut levé à la diligence de M. le procureur général qui l'envoya ici à M. Boudon, procureur du Roy, pour le faire exécuter. M. Boudon le fit signifier au sieur Ratier qui rendit de suite sa robe entre les mains du secrétaire de la communauté. Ayant eu communication de cet arrêt, M. de Laville, lieutenant général, convoqua suivant la teneur dudit, le 27 du mois de May 1763, les sept plus anciens jurats pour le lendemain, à dix heures du matin, dans l'hôtel de ville, pour y faire l'élection d'un nouveau consul. Ces sept jurats étoient MM. Bissière-Toupenat, doyen, Dupau de Labernède, Daribau, avocat, Espinasse, notaire, Delpech, procureur, Bazon et Laclaverie, marchand ; mais de ces sept jurats il y eut MM. Dupau de Labernède et Delpech, qui dirent ne pouvoir se rendre, à cause de leurs infirmités. Sur cela, M. le lieutenant général convoqua MM. Illy négociant et Passelaigue et, ce dernier étant absent, il le remplaça par le sieur Miressandeau, dixième jurat sur le tableau. Ces jurats, s'étant assemblés, le lendemain dudit mois, à l'heure indiquée, à l'hôtel de ville, en présence de M. le lieutenant général, ils procédèrent à la dite élection et nommèrent pour consul d'une voix unanime M. Malebaysse, bourgeois. MM. Illy et Miressandeau furent députés pour aller le chercher. Arrivé à l'hôtel de ville, il prêta serment,

la cloche sonnante, entre les mains de M. Bissière-Toupenat, doyen, et fut revêtu de la robe en la manière accoutumée. M. le lieutenant général rendit compte de sa commission à M. le premier président qui s'empressa d'écrire aux consuls, par le courrier suivant, qu'il étoit charmé de l'unanimité avec laquelle cette élection avoit été faite. M. de Richelieu fut aussi informé de tout ce qui s'étoit passé ; il écrivit à son tour au sieur Malebaysse et aux consuls qu'il étoit bien aise que le sieur Malebaysse, son protégé, eût été nommé par les sept jurats et ledit Malebaysse resta paisible possesseur de la charge consulaire jusques au 15 septembre, auquel jour les consuls sortent de charge et se nomment des successeurs.

Le 16 juin 1763, le sieur Nicolas Malebaysse fut nommé à la charge de capitaine des troupes bourgeoises, vacante par la démission du sieur Jérôme Malebaysse, son oncle. Il prêta le serment entre les mains de M. Redon des Fosses, premier consul, la main droite sur l'Evangile et un fusil à la main gauche.

Le 28 du mois de juin 1763. MM. les consuls reçurent ordre de faire la publication de la paix dans la ville d'Agen, aux formes ordinaires. En conséquence, ils députèrent deux d'entre eux pour aller à Monbran demander à M. l'évêque quel jour il feroit chanter le *Te Deum*, à la Cathédrale, ayant intention de faire le feu de joye, le même jour. M. l'Evêque choisit le 10 de juillet, qui étoit un dimanche. MM. les consuls attendirent cette date pour faire leurs réjouissances. Le vendredy, 8^e de juillet, ils mandèrent à MM. les capitaines de bourgeoisie de se rendre à l'hôtel de ville pour y recevoir leurs instructions relatives à la fête. Elle fut annoncée le même jour par une décharge de coulevrines, qui fut tirée le soir sur la place publique et M. l'évêque ordonna qu'on sonneroit, à midi, toutes les cloches à la volée. Le lendemain samedi, 9^e dudit mois, jour de la publication de la paix, MM. les consuls firent trompeter de fermer les boutiques à midi, et, à deux heures, le cortège sortit de l'hôtel de ville, la cloche sonnant et les coulevrines tirant. On marchoit de deux en deux dans l'ordre qui suit. Il y avoit d'abord dix tambours, qui battoient la marche. Après eux venoient tous les soldats du guet, la bayonnette au bout de fusil, ayant leur capitaine à leur tête. A leur suite marchoient les seize sergens de quartier, par rang d'ancienneté, bien frisés, la cocarde bleue au chapeau, gans blancs, épée et canne à la main, puis MM. les capitaines de bourgeoisie avec co-

carde bleue, gans blancs, épée et hausse-col. Ils précédoient le héraut d'armes en robe de palais, collet, bonnet carré et gans blancs, tenant de sa main droite la baguette et dans sa gauche, les ordres du Roy. Enfin venoient MM. les consuls et procureurs du Roy, en robe, gans blancs et cocarde blanche. Après eux étoient MM. les jurats en gans blancs et le doyen seul portant la cocarde blanche. Cette troupe bien en ordre, arriva à la place où MM. les consuls avoient fait dresser un petit théâtre, devant la maison de M. Darribau, sur lequel il y avait sept fauteuils, où MM. les consuls montèrent et prirent place. Au bas dudit théâtre, on avait disposé nombre de chaises pour MM. les jurats et capitaines de bourgeoisie ; et ayant fait faire silence, M. Baret, procureur du Roy. prononça un petit discours à la fin duquel il requit qu'il fut fait lecture des ordres du roy. Il fut aussitôt donné lecture par le héraut de la déclaration de Sa Majesté et, cette lecture finie, M. le premier consul, tenant son chapeau de la main droite et la levant en l'air, cria : Vive le roy ! Le peuple en fit autant au son des tambours et au bruit des trompettes. Les consuls étant descendus de leur estrade, le cortège reprit sa marche dans le même ordre pour aller publier la paix dans la paroisse de Saint-Caprais. Il s'arrêta près la maison du sieur Drouille, arquebusier, où l'on avoit aussi placé des fauteuils pour les consuls et le procureur du Roy et des chaises pour les jurats et les capitaines de bourgeoisie. La paix y fut proclamée de la même façon. Le cortège s'engagea ensuite dans la grande rue qui conduit à la Porte-du-Pin et, étant arrivé au Poids de la Ville, la paix y fut publiée pour la troisième fois, sous l'emban dudit Poids. On passa de là dans la rue Grenouilla et dès qu'on fût à la Petite Boucherie on se dirigea vers Saint Hilaire. Les fauteuils et les chaises y avoient été préparés devant la maison du sieur Durengues, marchand, vis-à-vis le puits. On fit en cet endroit la dernière publication de la paix. Le cortège, pour se retirer, suivit la rue qui aboutit à la maison de M. de Sevin, passa devant le collège, puis dans la rue de derrière ledit collège et vint déboucher en face du couvent du Tiers-Ordre, d'où il rentra à l'hôtel de ville. Il y eut le lendemain, 10^e dudit mois, un feu de joie qui fut allumé après le *Te Deum*. Il fut ordonné de mettre le soir des chandelles sur les fenêtres et, pendant la journée, MM. les consuls firent distribuer aux pauvres, sur la place publique, cent vingt pains, d'une livre chacun, et quatre barriques de vin, qui coulèrent d'assez haut jusqu'à la fin de la distribution, dans un petit cuvier, où qui vouloit en venoit prendre.

1763-1764

Election consulaire, faite le 15 septembre 1763, par MM. Redon des Fosses, Mazet, Malebayse, Lamothe, Marcot et Dayries, consuls, qui nommèrent au premier rang, M. Benaud, avocat et jurat, au second, M. Darribau, négociant et jurat, et au troisième, M. Gardette, procureur et jurat ; et comme la place du sieur Durrens, consul titulaire, étoit vacante, parce qu'il n'avoit pas payé ses dettes, M. Paquin, procureur, eut une lettre de M. le maréchal de Richelieu, gouverneur de la province, adressée à MM. les consuls, avant l'élection, par laquelle il leur demandoit de porter à la charge consulaire le sieur Paquin et qu'il l'y verroit avec plaisir ; en sorte que MM. les consuls élisans nommèrent le 15 septembre 1763 à la place du sieur Durrens, M. Paquin, qui, comme nouveau, occupa le dernier rang. La liste consulaire pour cette année fut donc composée de la façon suivante :

M. Gounon, maire titulaire.

M. Fabry, lieutenant du maire.

1. M. Benaud, avocat, consul électif.
2. M. Dartus, consul titulaire.
3. M. Darribau, négociant, électif.
4. M. Barsalou, titulaire.
5. M. Gardette, procureur. électif.
6. M. Paquin, procureur.

On avoit coupé en 1760 une allée de gros ormeaux, qui tenoit depuis la porte Saint-Antoine jusque vis à vis la porte Saint-Georges, et cela, parce qu'elle ne se trouvoit pas en ligne avec le grand chemin qu'on avoit commencé quelques années auparavant, qui prend au pied de la côte de Prouchet et conduit en droite ligne au chemin de Layrac. En 1763, ce grand chemin étant fini, on planta le long du dit chemin, depuis le bout du pavé en venant de Bordeaux jusqu'à la porte Saint-Antoine, une nouvelle allée d'ormeaux à grande feuille, qu'on fit venir de Toulouse. On planta en même temps une contre-allée de chaque côté du chemin, depuis Saint-Georges jusqu'à ladite porte Saint-Antoine. M. Redon des Fosses et M. Latour, receveur des deniers royaux, se donnèrent beaucoup de soins pour cette plantation ; et comme le Pont-Long, autrement appelé le Pont de Garonne, qui étoit à la sortie de la porte des Capucins se prolongeoit sur le

Gravier, au point d'encombrer l'emplacement du chemin et contre-allées qu'on vouloit continuer jusqu'au chemin de Layrac, M. Boutin, intendant de Guyenne, accorda l'autorisation de le démolir, ce qui fut exécuté de suite. Mais ce pont étant si solidement construit et si bien cimenté que les ouvriers employés à sa démolition n'en pouvoient venir à bout avec leurs pioches, M. de Redon y faisoit jouer la mine tous les soirs. Il y avoit alors sur pied, une allée très belle de gros ormeaux, plantée en 1643, comme il a été dit plus haut dans ce livre, qui tenoit depuis le bout de ce Pont de Garonne jusques à la digue de pierre située en face de la Manufacture. Cette allée fut coupée et comme il s'y trouvoit beaucoup de bois bon pour la construction des vaisseaux ou les affuts de canon, M. de Bastard, grand maître des eaux et forêts, se transporta sur le Gravier et marqua plusieurs arbres pour le Roy, qui se montèrent sept mille livres, que le Roy paya à la Communauté. Le reste des arbres fut vendu aux enchères qui se firent dans l'hôtel de ville. La communauté retira en tout de cette allée d'ormeaux douze ou treize mille livres. Cet argent fut employé pour les frais de plantation ou entretien de nouvelles allées ou contre allées, qui furent tracées sur le Gravier jusqu'au chemin de Layrac, pour continuer celles de Saint-Antoine, commençant au pied de la côte de Prouchet.

Dans le mois de novembre 1763 un chevron de la charpente de l'église Saint-Etienne se détacha et tomba tout près de la grande porte, à main gauche. M. l'évêque, en ayant été informé, fit fermer tout de suite la grande porte et interdisit l'auditoire ¹ de la dite église, en sorte que toutes les personnes, qui y alloient, étoient obligées de passer par les portes du cloître, de même que les processions de la Fête-Dieu et des autres fêtes. Les sermons des deux carêmes suivants, toujours par ordre de M. l'Evêque, furent prêchés dans l'église des Révérends Pères Minimes. Sur cela, les trois ordres assemblés, scavoir le clergé, le présidial et le corps de ville, demandèrent ensemble au Roy, pour fournir aux réparations qu'il y avoit à faire à ladite église cathédrale, de leur accorder pendant quelque temps le revenu de la première abbaye royale, qui seroit vacante, mais ils ne purent l'obtenir. Cette porte de Saint-Etienne resta fermée et l'auditoire interdit pendant vingt mois. Les Capucins furent cause que cette interdiction cessa dans le mois d'aoust de l'année

¹ La grande nef.

1765. Ayant tenu, à cette époque, dans leur couvent d'Agen, le chapitre provincial, ils allèrent demander à M. l'Evêque la permission de venir en procession à Saint-Etienne. M. l'Evêque la leur accorda, leva l'interdit de l'auditoire et ordonna en même temps que la grande porteseroit de nouveau ouverte aux fidèles, le 14^e dudit mois : et, de là en avant, on continua de prêcher les avents et les carêmes à St-Etienne et de passer par la grande porte, comme à l'ordinaire.

Dans le mois d'aoust 1764, le Roy donna un édit abolissant toutes les charges titulaires, de maire, lieutenant de maire, consuls, échevins, jurats et secrétaires de communauté : mais il voulut que son édit n'eut son effet qu'à commencer du 1^{er} janvier 1765, promettant d'ailleurs par cet édit de payer à un chacun l'intérêt de leur finance au denier vingt.

(A suivre)

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

HISTOIRE DE LA VILLE, DU CHATEAU ET DES SEIGNEURS DE CAUMONT, par l'abbé R.-L. Alis, Agen, Ferran frères, Saint-Colomb; au presbytère, par Lauzun, in-8°, prix 10 fr.

La publication de cet ouvrage place, sans contredit, M. l'abbé Alis au premier rang de nos auteurs de monographies communales. C'est le quatrième gros volume d'une série qui comprenait déjà les histoires de Mauvezin, de Sainte-Bazille et d'Aiguillon.

Toutes ces localités étant d'anciennes juridictions seigneuriales, l'histoire des familles qui les ont possédées tient naturellement la plus large place dans ces livres. On n'a pas à s'en plaindre : on y trouve, notamment dans l'histoire de Caumont, autre chose que ces listes de noms, prénoms, titres, dates qui, sous la désignation de généalogies constituent les éléments les plus fastidieux des annales d'un pays. Pour qu'un personnage intéresse il faut qu'on puisse voir au-dessus de son nom sa figure. Or les têtes à caractère ne manquent pas dans la galerie de portraits historiques que l'auteur nous fait parcourir en savant cicerone.

C'est une des plus anciennes et des plus grandes maisons du pays que celle des Caumont. Sa souche primitive s'est largement ramifiée et porte encore des branches vivantes.

L'auteur a pu dédier son livre à deux nobles anglaises. Mesdemoiselles Florence et Ida de Layard, tout récemment encore, venaient vérifier parmi nous les titres qui les rattachent aux Caumont. Entourées d'honneurs en Angleterre, blasées sur les voyages dans les plus beaux pays du monde, elles n'en ont pas moins éprouvé de vives émotions à revoir l'ancienne patrie, à parcourir les campagnes ensoleillées de l'Agenais, où de simples métairies remplacent quelquefois les châteaux forts, tant deviennent rares les ruines mêmes. Aux moindres choses on peut cependant rattacher des souvenirs.

Triste effet de nos guerres civiles d'avoir éloigné tant d'hommes parmi les meilleurs et les plus vaillants ! Les caractères faibles, les esprits versatiles plient sous les révolutions ; les forts, plutôt que de céder, embrassent l'exil.

Nous en avons deux exemples notables dans la famille de Caumont. Nompar, qui vivait pendant la dernière période de la guerre de Cent ans, le doux moraliste des *Dits et enseignemens*, l'auteur pieux du *Voyage d'Oultremer en Jérusalem*, avait embrassé le parti anglais. Fidèle à la loi qu'il s'était imposée « Ne soy armer encontre où il ne doibt », plutôt que de changer comme les habiles, il se résigna à perdre tous ses biens en Guienne, parmi lesquels Caumont et Castelculier. Il se réfugia avec sa famille en Angleterre, d'où il ne revint plus.

C'est aussi vers l'Angleterre que deux siècles et demi après se dirigeaient, à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, les ancêtres protestants de ce lord Layard qui, de nos jours, devait s'illustrer comme archéologue par ses découvertes de Babylone et de Ninive et rendre aussi au pays de vieille adoption de grands services comme ministre.

Mais revenons à quelques-unes des figures qui se dessinent dans le livre. Voici Marguerite de Lustrac et Anne de Caumont, que l'on a placées à si juste titre dans la galerie des femmes célèbres du *xvi^e* siècle et avec lesquelles les lecteurs de la *Revue* ont fait déjà connaissance ¹.

Le duc de La Force, maréchal de France, auteur de quatre volumes de *Mémoires*, qui, ayant échappé à la Saint-Barthélemi, fut témoin dans sa vieillesse des premiers troubles de la Fronde, était aussi un Caumont. Batailleurs et lettrés c'est le caractère d'un certain nombre de membres de cette famille.

Depuis la généalogie qui est dans le P. Anselme et les études spéciales (Nompar de Caumont, Anne de Caumont, d'Argillemont etc.) jusques aux anecdotes disséminées un peu partout, les éléments connus de l'histoire de Caumont sont considérables, bonne fortune dont M. l'abbé Alis a légitimement profité sans rien dissimuler de l'étendue de ses emprunts.

¹ Voir notamment *Une nouvelle biographie d'Anne de Caumont* par M. Tamizey de Larroque, 1897, p. 160.

L'auteur s'est perfectionné comme méthode et comme forme. Ce volume est supérieur aux précédents. On doit souhaiter qu'aujourd'hui en pleine possession de ses moyens, M. l'abbé Alis puisse mener à bonne fin de nouvelles entreprises. Il nous fait pressentir que les histoires de Lauzun, de Penne, de Meilhan sont en préparation. Pour réaliser ses projets, il rencontrera des difficultés sérieuses, tant est grande la dispersion des documents qui se rapportent à ces trois villes. Mais avec de la sagacité, de l'énergie, de la patience on finit par accomplir sa tâche.

Les chapitres sur la ville de Caumont sont moins étendus que ceux qui se rapportent aux seigneurs. Les origines ont été bien étudiées. Il fallait aborder nécessairement ces questions tant débattues de l'identification des localités gallo-romaines d'*Ussubium*, *Pompejacum*, *Vernemetis*, qui paraissent devoir être placées les unes tout près du territoire de Caumont, les autres peut-être sur ce territoire même. M. l'abbé Alis a utilisé les excellentes études de M. Nicolaï sur le territoire antique du cimetière de Rébenac, mais il a conclu, contrairement à l'opinion de cet auteur, que *Pompejacum* est le Mas d'Agenais. Ceci paraissait d'ailleurs définitivement acquis depuis la savante étude faite par M. Magen, que j'ai eu l'occasion de rappeler et de défendre ¹.

M. l'abbé Alis place à Caumont le *Vernemetis in agro Velano*. C'est une identification proposée pour la première fois dans une étude imprimée mais que nous avons entendu formuler, il y a près de trois ans, par M. l'abbé Dubos, qui a fait de sérieuses recherches dans les textes et sur le terrain pour arriver à la solution de ces difficultés géographiques.

L'objection la plus sérieuse contre cette identification est celle tirée de la distance. *Vernemetis* était à 7 kilomètres 1/2 (5 milles) de *Pompejacum* et Caumont est, à vol d'oiseau, à un peu moins de 5 kilomètres du Mas. Toutefois cette objection s'affaiblit si l'on tient compte des détours des routes et de ce fait que dans les Actes de saint Vincent la désignation des distances doit être simplement approximative. Le peuple ne parle pas en géomètre et l'on sait par exemple tout ce que pouvait comporter d'irrégulier comme longueur ce que l'on appelait autrefois une lieue de paysan.

Il est certain que le plateau de Caumont répond fort bien aux des-

¹ *Revue*, 1896, p. 471.

criptions du site de *Vernemetis*. La reconstruction successive de châteaux, dont le dernier fut totalement détruit sous Louis XIII, explique pourquoi il serait inutile de rechercher la moindre trace du temple gaulois dédié à Bélénus et de la basilique de Léonce érigés successivement sur ce point. Comme toutes les positions fortes occupées depuis des temps reculés, le plateau de Caumont a subi bien des bouleversements. On en est même réduit à des conjectures au sujet de la date et de l'importance des anciens châteaux.

A ce sujet, j'interpréterais les actes et je tirerais parti des indices autrement que M. l'abbé Alis, en ce qui concerne les origines.

Dans les hommages de 1259, récemment publiés¹, Caumont est cité trois fois comme fief ou seigneurie (*honor*) et une fois pour sa motte féodale (*mota*). Il n'y avait donc à cette époque à Caumont qu'un de ces châteaux primitifs, d'origine peut-être très ancienne, constitué par des terrassements, des palissades et un refuge, la motte surmontée d'une tour en bois. Toutefois, c'est peu après 1259 que dût être édifié le château aux murs parementés de grosses briques (0,07 d'épaisseur), que M. l'abbé Alis attribue au xii^e siècle. Il s'agit de la brique dite toulousaine, employée dans l'Agenais au xiii^e siècle. Notre église des Jacobins d'Agen, fondée en 1249, est construite avec des briques de ce modèle.

En ce qui concerne l'histoire, j'aurais voulu un chapitre — il semble qu'on puisse l'écrire — sur les relations entre les Caumont et les d'Albret. Ces derniers, les plus envahissants des barons du Sud-Ouest, en contact avec les Caumont, les ont certainement barrés vers le Sud. Aussi, le château très fort de Caumont est-il resté sur la rive gauche de la Garonne comme un poste isolé et ce n'est pas en Gascogne que les Caumont ont pu étendre leurs domaines. Il est vrai qu'ils ont bien su se rattraper ailleurs, fort amplement et sur de gros morceaux détachés.

Parmi les appendices intéressants du livre de M. l'abbé Alis citons la traduction des coutumes de Caumont.

G. T.

. . .

HISTOIRE DE NOTRE-DAME D'AMBRUS, par M. l'abbé Jean Dubois, curé de St-Pierre-de-Buzet. Agen, Ferran ; St-Pierre-de-Buzet, au presbytère, par Buzet, 1898, in-8°.

¹ *Recueil*, t. XIII, 1867.

Cette excellente monographie remplit cent pages, atteignant juste le chiffre où, dit-on, finit la brochure et commence le livre.

Il était difficile d'aller au-delà ; l'auteur a su retrouver, semble-t-il, tous les documents à utiliser pour un sujet qui ne pouvait prêter à de longs développements.

En effet Ambrus n'est qu'une fort petite localité de la lisière de la lande, connue surtout par un pèlerinage en l'honneur de la Sainte Vierge, qui donne lieu à une grande fête et à un grand concours de peuple le 8 septembre.

Ce fut aussi une seigneurie, qui ne garda pas longtemps son autonomie et fut rattachée à celle de Xaintrailles.

Une de ces fontaines dites miraculeuses, si communes dans certaines régions de la France et si rares dans la nôtre, sert aux manifestations du culte de Notre-Dame. Il est à noter qu'on fait encore à la source d'Ambrus des offrandes en argent.

De nombreux auteurs ont recherché les origines des pèlerinages de ce genre et n'ont pas hésité à proclamer que leur origine probable est très ancienne, gauloise ou romaine. Ne pouvant toujours détruire les superstitions païennes, l'Eglise catholique les a détournées, en adaptant au nouveau culte et en consacrant les pierres et les fontaines sacrées. On a là-dessus des textes et on a fait aussi des découvertes archéologiques probantes.

M. l'abbé Dubois a cité à ce sujet les opinions d'archéologues autorisés, sans toutefois se prononcer pour le cas particulier d'Ambrus. De même, il a relaté les légendes qui se rattachent à ce pèlerinage sans les certifier. C'est la bonne méthode.

Divers textes récemment mis au jour et les riches archives de Xaintrailles, réparties entre la Préfecture et le château, ont fourni un bon ensemble de renseignements sur les seigneurs d'Ambrus.

Les cantiques à Notre-Dame d'Ambrus terminent cet ouvrage. Il en est un en langue vulgaire, particulièrement intéressant par sa forme naïve et d'une origine sans doute fort ancienne.

Deux phototypies de Bellotti, d'après les clichés de M. Lauzun, représentent l'une la chapelle de Notre-Dame, l'autre une vue extérieure du château d'Ambrus, dont la grosse tour remonte à la première moitié du XIII^e siècle.

G. T.



Cliche Ph. Lauzun.

Phototypie Bellotti.

MAISON DITE DU SÉNÉCHAL
A AGEN



Fig. 1. 1. 1. 1.

THE UNIVERSITY OF
MICHIGAN

LA MAISON DITE DU SÉNÉCHAL A AGEN

(XIV^e SIÈCLE)

Les manoirs et maisons fortes dispersés dans les campagnes du Lot-et-Garonne, les vieilles maisons conservées dans les villes et qui deviennent de plus en plus rares n'ont pas été étudiés. On pourrait, cependant, faire un curieux volume ou tout au moins une série d'intéressantes notices en décrivant les principaux types de maisons et de manoirs agenais datant du xiii^e au xvii^e siècle. La description de ces édifices est facile à faire, mais ne saurait suppléer aux planches qu'il faudrait à tout prix multiplier. Nous avons pour cela bien des ressources que ne possédaient pas les archéologues d'autrefois, entre autres la photographie qui donne des reproductions rigoureusement exactes et se reporte sur planches d'après trois ou quatre procédés différents dont quelques-uns ne sont pas très coûteux.

On a commencé à illustrer quelques monographies communales. C'est un exemple à suivre, mais il n'y a point de temps à perdre. Les vieilles maisons disparaissent ou se déforment rapidement.

Seuls, les portefeuilles de M. Payen, architecte départemental, nous conservent le dessin d'une curieuse maison à pans de bois qui se voyait autrefois à Marmande près de l'église. Parmi les dessins faits par M. l'abbé Barrère, et dispersés après sa mort se trouvait une vue d'une belle maison en bois qui avait appartenu au chapitre de Sos. Ces deux édifices sont depuis longtemps démolis.

Une des plus anciennes maisons ornées que j'aie remarquées au cours de mes tournées dans tout le département est celle dont la façade formait un des murs de clôture de l'église ancienne de Tournon.

Elle a deux portes sans retraites, dont les pieds-droits et les arcs brisés sont appareillés en gros blocs. Trois petites fenêtres rectangulaires donnaient autrefois du jour au rez-de-chaussée, mais toutes ces ouvertures ont été murées. Un cordon, dans la composition duquel entre un gros tore, accuse le premier étage, décoré de trois arcatures géminées portant sur de fines colonnettes. Un de leurs supports, en marbre blanc, pourrait avoir été emprunté à quelque monument gallo-romain. Il est couronné par un chapiteau orné d'oiseaux dans le style du ^{xii}^e siècle. Les deux autres colonnettes, en pierre, ont des chapiteaux revêtus de feuilles à crochet qui doivent appartenir à la fin du ^{xiii}^e siècle. C'est la date qu'il convient d'assigner à la maison.

Une église neuve a remplacé dans la ville de Tournon celle qu'on avait improvisée en tranchant les murs de refend de vieux logis. Je fais des vœux pour que ce dernier édifice, actuellement désaffecté, soit néanmoins conservé. Il ne saurait représenter pour la ville une grosse valeur à réaliser, et l'on pourrait trouver même quelque moyen de l'utiliser. En tous cas, je recommande la maison du ^{xiii}^e siècle de Tournon aux photographes et aux dessinateurs.

Puymirol, Casteljaloux, Port-Sainte-Marie, Villereal, Caudecoste, etc., de même que nos quatre chefs-lieux d'arrondissement, conservent encore des centaines de maisons à pans de bois en encorbellement, qui datent de la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle au ^{xvi}^e.

Dans un petit nombre d'entre elles les pièces de bois apparentes de leurs façades ont reçu quelques motifs d'ornementation. Des remplissages en briques entre les pans de bois offrent souvent de jolis dessins. Les habitations des

marchands s'accusent par une large arcade de rez-de-chaussée, avec une banquette de pierre qui leur servait pour l'étalage.

Il y a bien loin de ces boutiques ordinairement étroites aux façades tout à jour de nos boulevards. Aujourd'hui tout est montre et réclame. Mais le profit est-il si grand à ce changement complet des pratiques commerciales ? Combien, de génération en génération, d'honnêtes fortunes se sont réalisées sans tapage sous les profondes arcades des Cornières d'Agen !

Ne médisons point cependant des grands travaux qui assainissent et décroissent nos vieilles villes ; accordons, sans préjugé, qu'ils sont nécessaires, quoique trop hâtifs et partant bien onéreux. Ceci ne nous empêchera pas de garder quelque amour pour les quartiers demeurés intacts. La variété des types de construction civile, l'imprévu, quelquefois un peu d'art peuvent arrêter le touriste dans les moindres ruelles où l'on ne passe plus guère. Rien que du marché couvert d'Agen à la place Paulin, on pourrait faire quelques étapes. Chemin faisant, les artistes doivent regretter qu'un badigeonnage obligatoire ait complètement défiguré la maison à pans de bois qui fait l'angle de la rue des Cailles. De même que le fard ne sied plus à l'extrême vieillesse, de même les murailles que le temps a plombées de teintes grises perdent à être ainsi rajeunies. Il me souvient de la mosaïque rouge que des remplissages de briques entrecroisées formaient entre les triangles de la charpente. Tout cela ayant disparu, la maison ne mérite plus guère d'être dessinée.

Il est une autre maison plus ancienne, maison de bourgeois et non de marchand, construite toute en pierre et sans encorbellement, qui subsiste dans la rue Puits-du-Saumont. La décoration gothique de son premier étage frappe l'œil du plus indifférent. Elle n'a pas été trop remaniée et nous a

paru mériter d'être reproduite et sommairement décrite dans cette Revue.

La porte actuelle, ouverte au centre, en a remplacé une qui était certainement à cintre brisé. Deux fenêtres hautes, mais étroites, l'une à droite, l'autre à gauche, éclairent seules le rez-de-chaussée.

Le premier étage est complètement ajouré ; quatre grandes arcades géminées s'étendent d'un mur de clôture à l'autre ; des faisceaux de colonnettes leur servent de supports ; ces arcatures sont trilobées et des rosaces sont ouvertes dans leurs tympons. Le feuillage dentelé et crispé des chapiteaux est dans le style du ^{xiv}^e siècle. Les justes proportions de largeur et de hauteur de ces arcatures, l'association harmonique des moulures d'encadrement, l'entente du relief classent parmi les bons modèles ce petit morceau de décoration architecturale.

Il est regrettable que le bas des arcatures ait été aveuglé et que l'on ait entamé le cordon en grand relief qui règne à leur base.

Y avait-il un second étage ? C'est douteux. La corniche et la toiture ne sont pas de l'époque primitive.

Toutes les anciennes divisions intérieures ont été détruites pour faciliter des dépôts de marchandises.

On ne sait rien sur le passé de cette maison, sur lequel toutefois il s'est créé des légendes.

Un tombeau de pierre aurait été découvert dans le sous-sol. On parle aussi de la visite d'Anglais, qui, munis d'indications précises qu'ils n'ont point divulguées, auraient fait autrefois des recherches dans cette maison ; d'après eux, elle aurait été construite par un sénéchal anglais. Rien de tout cela ne saurait être aujourd'hui vérifié.

Cependant on appelle assez communément ce logis *maison du sénéchal* et ce nom peut lui être conservé sans impliquer de certitude sur son origine. Il n'y avait pas à Agen de châ-

teau ni d'hôtel affecté à la résidence des sénéchaux, représentants du roi. Les nombreux sénéchaux qui, durant le moyen âge, se sont succédé dans notre pays n'habitaient à Agen que des maisons particulières.

G. THOLIN.

LE CHRONIQUEUR PROCHÉ

Documents Inédits

Deux de mes confrères et amis à jamais regrettés, Adolphe Magen et Jules Andrieu, ont donné sur Joseph Noël Proché (1749-1826), tour à tour chef d'institution et conservateur de la bibliothèque d'Agen, d'excellents renseignements biographiques, le premier en tête de son édition des Annales de la ville d'Agen (1884), le second dans le tome II de la Bibliographie Générale de l'Agenais (1887), mais ces deux érudits n'ont pas connu les relations qui existèrent entre leur concitoyen et sa ville natale. Je viens compléter à cet égard leurs travaux en reproduisant divers documents inédits relatifs au séjour de Proché à Gontaud où, « maître ès-arts », il exerça pendant plusieurs années les fonctions de « régent pour le latin et pour le français », et où, le 10 octobre 1781, il épousa M^{lle} Françoise Campmas, ⁽¹⁾ J'y joins

(1) Un frère du Chroniqueur, Clément Germain Proché, procureur au siège de Gontaud, avait déjà épousé une Gontaudaise, Mademoiselle Marie Lamothe, « fille légitime du sieur Mathieu Lamothe et de demoiselle Catherine Dauzon » (Contrat de mariage du 2 Mai 1780 rédigé par Vidal, notaire royal Dans ma collection de vieux papiers). En cette même collection figure un acte notarié (achat d'un puits pour demoiselle Marie Massonneau, veuve de M^e Antoine Tamizey, avocat au parlement), où l'on voit que les deux frères habitaient déjà Gontaud le 2 février 1778, date du dit acte dont voici les dernières lignes : « Fait et passé en présence de sieur Noel Joseph et Clément Germain Proché, frères, habitans de cette ville qui ont signé avec lesdites parties et moy. »

quelques lettres qu'il adressa d'Agen, sous la Révolution et sous l'Empire, à Jean Pierre Tamizey de Larroque, ancien gendarme du Roi⁽¹⁾ et ancien premier consul de la juridiction de Gontaud⁽²⁾, mon grand-père. Ces lettres, empreintes des meilleurs sentiments, et où le cœur parle encore mieux que la plume, éclairent assez vivement et achèvent de faire connaître une honnête physionomie qui ne manqua pas d'originalité.

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

(1) On sait que les gendarmes du Roi, appelés aussi gendarmes rouges (à cause de la couleur de leur uniforme) et gendarmes de Lunéville (parce qu'ils tenaient garnison dans cette ville), avaient le rang d'officiers. Albert Duruy, dans son beau livre sur Hoche, a dit de ce corps d'élite (p. 3) : « Le régiment des gardes françaises était un de ceux qui s'étaient acquis le plus de réputation sous l'ancien régime, on le citait comme un modèle de courage. Après les mousquetaires et les gendarmes du Roi, c'avait été le corps le plus glorieux de l'armée française. »

(2) La pièce signée Louis XVI et contre-signée Gravier de Vergennes, en vertu de laquelle « Pierre Thamizé de La Roque » (sic) devint « premier consul de la ville de Gontaut » (sic), est datée de « Versailles 25 May 1786 ». Elle sera reproduite parmi d'assez nombreux documents inédits relatifs à l'histoire de Gontaud qui seront prochainement publiés dans le Recueil des travaux de la Société des Sciences et Arts d'Agen. J'ai eu l'occasion de mentionner le premier consul de 1786 et années suivantes, à propos du registre domestique d'Arnaud Bernard de Massonneau, frère de ma bisayeule, en l'appendice du Livre de raison de la famille de Fontainemarie (Agen, 1889, p. 163).

I

Supplique de J.-N. Proché à la communauté de Gontaud et réponse de ladite communauté

Par les dits sieurs maire et consuls a été dit à l'Assemblée que le sieur Noel Proché, regent de cette ville pour le latin et pour le françois, se plaint qu'atendu la modicité des gages que lui paye la communauté et le petit nombre des escoliers que fournit le lieu et malgré la plus grande economie et la conduite la plus réglée il ne trouve pas moien de subsister plus long temps dans cette ville, et qu'il est forcé d'en sortir incessamment à moins qu'il ne plaise à la communauté d'augmenter le salaire de la Regence d'une somme honete (*sic*) et telle qu'elle jugera à propos et le dit sieur Proché ici presant après avoir prié la communauté de deliberer sur sa demande a signé et c'est (*sic*) retiré.

N. PROCHÉ.

Sur laquelle demande du sieur Proché la Communauté qui en reconnoit la legitimité a d'une voix unanime deliberé qu'il lui sera accordé une augmentation de dix livres par an et porte la totalité des gages par chaque année à la somme de deux cents quarante livres. Ainsy a deliberé.

AREILH, maire. RICARD, 1^{er} consul. MAISONNADE, consul.
CHAUSENQUE, p [rocureur] s [yndic], CAUSSÉ, PEJOUAN,
COUZINET, FREMONT, TAMIZEY DE FORTUNÉ, SERRES,
secrétaire greffier (1).

(1) Archives municipales de Gontaud. Cahier des actes de jurade de 1779-1780. Les

II

Contrat de mariage de J.-N. Proché

Aujourd'hui neuvième du mois d'octobre mille sept cent quatre vingt un, après midy, dans la ville de Gontaud en Agenois, et maison des heritiers de feu s^r Estienne Delmas devant moy notaire royal gradué sous signé, presens sieurs Noel Joseph Proché, maître es arts, habitant de la ville d'Agen rue St-Antoine paroisse St-Hilaire, fils legitime de sieur Jean François Proché et de feu demoiselle Anne Maydiou, procedant comme majeur et maître de ses droits, du consentement de son dit père, habitant de la dite ville d'Agen d'ici absent, mais sieur Clement Germain Proché son fils habitant de cette ville ici present et consentant pour son dit pere en vertu de sa procuration en datte du cinq du present mois receue par Bonnet notaire royal de la ville d'Agen duement controllée audit Agen le six du present mois qui sera annexée à ces presentes après avoir été contresignée par ledit

deux petites pièces sont du 14 février 1780. Proché trouva sans doute insuffisante l'augmentation de ses gages, car il était installé à Agen l'année suivante, comme le constate en ces termes M. l'abbé Durengues (*Pouillé historique du diocèse d'Agen*, article *Gontaud*, 1894, p. 612, note 1): « Pendant quelques années, notre annaliste Noël Proché exerça à Gontaud, avec l'approbation de l'Evêque, les fonctions de régent latiniste. Il enseignait le latin, le français et l'arithmétique, avait des élèves internes et externes qu'il conduisait à la messe tous les jours de classe. La communauté lui donnait 200 livres de gage fixe y compris le loyer de l'école. En outre les commençants lui donnaient 8 sols par mois, ceux qui écrivaient, 15 sols, les arithméticiens, 20 sols et les latinistes, 30. En 1781, Proché quitta Gontaud pour aller s'établir à Agen. »

s^r procureur constitué pour ne varier ⁽¹⁾, et de l'avis de demoiselle Marie Lamothe, sa belle-sœur et autres ses parents et amis d'une part, et demoiselle Françoise Campmas, habitante de cette ville, fille legitime de feu sieur Guillaume Campmas et de demoiselle Jeanne Desmars, procedante de son propre mouvement comme majeure et après avoir fait trois sommations respectueuses à ladite demoiselle Jeanne Desmars sa mère par le ministère de Batudet huissier royal en datte des vingt-cinq et vingt-neuf septembre dernier et le troisième du present mois duement controllées au Bureau de Tonneins aux fins qu'elle eut à donner son consentement au present mariage et auxquelles ladite demoiselle Desmars mère n'a point deféré, lesquels dits trois actes ladite demoiselle future épouse m'a tout presentement remis pour être annexés aux presentes et expédiées avec icelles ⁽²⁾. Et procedant encore de l'avis de demoiselle Marguerite Delmas, sa cousine, et autres ses parents et amis, d'autre part, Lesquels ont promis se prendre

(1) « Par devant le Notaire Royal de la ville d'Agen soussigné et en présence des témoins bas nommés fut present M^e Jean François Proché huissier audiencier en la Cour de l'Election d'Agennais, habitant de ladite ville d'Agen, lequel a volontairement fait et constitué pour son procureur general et special s^r Germain Clément Proché, inspecteur au recouvrement, habitant de la ville de Gontaud, auquel ledit sieur constituant donne pouvoir de pour lui et en son nom assister et consentir au contrat de mariage qui doit se passer entre s^r Noel Joseph Proché, son fils, maltre et arts, avec demoiselle Françoise Campmas, etc. Fait et passé au lieu du Souna paroisse de Cardonnet juridiction de Madaillan le cinq octobre 1781, en présence de M^e Pierre Brunel, greffier du siège ordinaire dudit Madaillan, habitant dudit lieu du Souna, et M^e Jean Coutarel, procureur au siège ordinaire dudit Madaillan, habitant du lieu et paroisse de Lusignan Petit, juridiction de Lusignan, témoins qui ont signé avec ledit sieur constituant et nous. — PROCHÉ. BRUNEL. COUTAREL. BONNET, notaire Royal. »

(2) « L'an mil sept cens quatre vingt un et le vingt-cinq du mois de septembre à la requête de demoiselle Delmas, sa tante maternelle, soit signifié et déclaré à ladite demoiselle Desmars avec toute la reverence et le respect qu'une fille doit à sa mère que la ditte demoiselle requerente desireroit s'unir en mariage avec sieur Noel Joseph Proché, fils second de s^r Jean François Proché, habitant de la ville d'Agen, et le solemniser en face et suivant le rite de l'église Catholique; Apostolique et Romaine.

pour femme et mari et pour entre eux solemniser le St-Sacrement de mariage en face de notre mère Sainte Eglise Catholique Apostolique et Romaine à la première requisition qui en sera faite par l'une des parties à l'autre à peine de tous depens, dommages et interets. En faveur et contemplation du present mariage et pour aider à en supporter les charges lesdits futurs époux se sont constitués tous et un chacuns leurs biens et droits, sçavoir de ladite demoiselle future épouse la somme de trois mille quatre cens livres à compte de laquelle le dit s^r Proché a déclaré de bonne foy en avoir reçu un moment avant ces presentes de ladite demoiselle future epouse celle de deux cens livres dont l'en tient quitte. Et pour le restant de ladite somme de trois mille quatre cens livres ladite demoiselle future epouse se réserve la faculté de se faire payer par s^r Jean-Pierre Campmas, son frère, pareille somme de deux cens livres aux fettes (*sic*) de Paques prochaines et ce conformément à l'accord entre eux passé le vingt sept du mois de septembre dernier reçu par moy, laquelle dite somme de quatre cens livres demeure reconnue sur le mobilier dudit s^r futur époux comme il le reconnaît par ces présentes. Et quant aux trois mille livres restantes ledit s^r futur époux demeure chargé de s'en faire payer par ledit s^r Jean-Pierre Campmas dans trois ans prochains avec l'interet qui pourra courir et de les placer en fonds de terre ou maison, lequel achat demeurera dotal à ladite demoiselle future epouse si elle le juge à propos et ce conformément au susdit accord. Et en même faveur et contemplation que dessus ledit s^r Proché s'est

C'est pourquoy elle prie et par tant que de besoin seroit elle somme respectueusement ladite demoiselle Desmars, sa mère, de vouloir bien donner son consentement audit mariage et permettre qu'il s'accomplisse suivant les formalités de l'Eglise avec protestation en cas de refus de tout ce dont elle est en droit de protester de fait et de droit, dont acte. — FRANÇOISE CAMPMAS. »

constitué en immeubles ou mobilier la somme de quatre cens livres qui est tout ce qu'il a déclaré avoir ⁽¹⁾ et moyennant ce tous les droits desdits futurs epoux le tout ensemble se sont élevés à la somme de trois mille huit cens livres. Se sont lesdits s^r et demoiselle futurs epoux associés par moitié en tous les acquets qu'ils feront pendant leur mariage lesquels appartiendront aux enfans qui en proviendront, se reservant d'en avantager un ou plusieurs comme ils jugeront à propos. Et à défaut d'enfans chacun disposera de sa moitié et se sont réservés la faculté de se donner l'un à l'autre l'usufruit et jouissance desdits acquets qu'il y ait enfans ou non. Ainsi les dites parties ont conclu et arrêté les accords de leur present mariage et ont promis les executer et entretenir aux peines de droit.

Fait et passé en presence du s^r Antoine Pejouan et de s^r Pierre Caussé fils, bourgeois, habitans de cette ville qui ont signé avec lesdits s^r et demoiselle futurs epoux et leurs parents ci dénommés et moy.

PROCHÉ futur époux, François CAMPMAS future épouse,
PROCHÉ procureur fondé, CAUSSÉ, PEJOUAN, Marthe
ARMAND, Marguerite DESMARS, Marguerite DELMAS,
LAMOTHE DE PROCHÉ, VACQUÉ DE VIDAL, Therese
PEJOUAN, VIDAL notaire royal ⁽²⁾.

(1) L'extrême pauvreté de Proché explique, si elle ne la justifie pas, l'opiniâtre résistance de la veuve Campmas à laquelle le régent pouvait appliquer le mot d'un autre futur gendre : *Quoi ? Déjà belle-mère !* Nous verrons un peu plus loin s'améliorer la situation de Proché devenu propriétaire aux environs d'Agen et même *s'arrondissant*.

(2) Dans ma collection de vieux papiers.

III

Acte de mariage de J. N. Proché.

Le dix octobre mil sept cent quatre-vingt-un, après la publication d'un ban fait au prone de la messe paroissiale de Gontaud et de Saint-Hilaire de la ville d'Agen, sans que dans l'une ni l'autre il ait parvenu aucun empechement ni opposition, vu la dispense de publication des deux derniers bans accordée par M. Passalaygue, vicaire-general, en date du 8 de ce mois, ainsy que le certificat de M. Argenton, curé de la paroisse de Saint-Hilaire d'Agen, j'ay solennellement conjoint en mariage sieur Noël Joseph Proché, maître es arts, habitant de la ville d'Agen, fils de sieur Jean François Proché et de fue demoiselle Anne Maydicu, majeur et procedant du consentement de son père, et demoiselle Françoise Campmas, habitante de cette parroisse, fille de fù Guillaume Campmas et de demoiselle Jeanne Desmars, majeure, et en outre agissant en vertu de trois actes de respect faits à la dite demoiselle Desmars, sa mère, en date des 25 et 29 septembre dernier et du 3 du present mois. Ensuite leur ay impartiy la benediction nuptiale en presence de M. M^e Jean Mathieu Vidal, notaire royal, de sieur Antoine Pejouan, bourgeois, de sieur Germain Proché, habitants de Gontaud, qui ont signé avec les Epoux de ce requis par moi.

CARRIERE, curé de Gontaud ; N. PROCHÉ, époux ; Françoise
Campmas, épouse ; VIDAL PEJOUAN ; G. PROCHÉ (1).

(1) Archives municipales de Gontaud. Etat civil. Baptêmes et mariages de 1770 à 1782. Communication de M. Edouard Roumat.

Lettres de J. N. Proché.

I

Agen 8 Frimaire an V (22 novembre 1799).

CITOYEN,

Votre fils arriva hier en bonne santé ⁽¹⁾, sous la conduite des citoyens Nadau et Melon. Nous l'avons vu avec bien du plaisir, mais j'en aurois eu encore plus, s'il était venu plutôt, car vous me permettrez de vous représenter que vous lui avez donné de vacances trop longues. C'est un temps bien difficile à réparer. Il faut cependant le faire, et je crois qu'il est dans cette intention; de mon côté je le seconderai de tout mon pouvoir, et il ne tiendra pas à moi qu'il ne soit bientôt en état de suivre ses condisciples. Votre fils m'a remis la somme de 87 livres 10 sous pour un quartier de sa pension.

Ma femme et mes filles sont bien sensibles à votre souvenir; elles m'ont souvent parlé de vous depuis leur retour de Gontaud, des petits jeux où elles se sont trouvées avec vous, des petites pièces que vous leur avez faites, et surtout de vos honnetetés. Amélie et Nelly regrettent encore la crème que vous leur servîtes un soir à souper et dont elles ne purent pas manger, parce qu'elles avoient trop bien dîné ⁽²⁾.

(1) Mon père était alors âgé de 13 ans, étant né le 3 juin 1786. Il conserva toute sa vie le meilleur souvenir de son séjour dans la maison d'éducation de la rue Saint-Antoine, maison dont Adolphe Magen a dit qu'elle était « honorée de l'estime publique ».

(2) Mon grand-père était très bon, très gai, très aimable, et il remplissait avec le plus généreux entrain les devoirs de l'hospitalité. Il avait l'habitude d'offrir à ses convives, comme complément du festin, des beignets et des crêpes accompagnés de la crème tant regrettée des demoiselles Proché. Mais s'il était le meilleur des hommes, il ne souffrait pas que que l'on abusât de sa candeur. On a jadis souvent raconté (et la légende est

Nelly ne me dissimule pas qu'elle reviendrait demain à Gontaud. Elles me chargent toutes de vous dire mille choses de leur part.

Je suis avec un parfait attachement votre dévoué concitoyen ⁽¹⁾.

II

Agen, 20 octobre 1803.

MONSIEUR,

Je fus bien fâché de partir de Gontaud sans avoir le plaisir de vous revoir, comme je l'aurois désiré ; j'en avois même besoin, mais il se présenta une de ces occasions qu'on trouve rarement dans votre ville, je veux dire la voiture qui avoit conduit les nouveaux mariés. Je crus devoir en profiter, mais ce ne fut pas sans avoir hésité long-temps sur le parti que j'avois à prendre. Ce qui me décida fut que je ne recevois

encore vivante dans le pays Gontaudais) qu'un de ses voisins de campagne lui apporta, le premier jour de l'an, un vieux merle d'une effrayante maigreur. Mon grand-père reçut les funestes étrennes sans sourciller et invita son homme à venir déjeuner après la messe. Le campagnard, une heure plus tard, accourt avec d'immenses espérances et un immense appétit. Mon grand-père lui fait servir l'infâme oiseau et lui dit de son air le plus narquois : J'ai cru ne pouvoir mieux te régaler qu'en te donnant le rôti que tu me destinais. Le merle était si coriace et si dur que l'invité dût renoncer à y mordre et se retira non moins penaud qu'affamé.

(1) Dans une lettre d'affaires du 6 décembre 1802, je prends seulement quelques lignes : « Ma femme et moi avons bien ri de l'embarras où se sont trouvées toutes les parties pour compléter leur contingent et de l'offre faite des *Soques* au porteur du billet. [C'eût été, en vérité, un étrange paiement qu'un paiement en *Soques*, chaussure que l'on portait encore en ma ville natale pendant mon enfance]. Nous vous remercions de la bonté que vous avez eu d'avancer pour nous 150 livres. Votre fils est en parfaite santé et s'applique à ses divers exercices. Je suis véritablement mortifié de toute la peine que nous vous donnons, mais puisque vous avez si bien commencé, il faut finir. »

aucune lettre de ma famille. En passant à Tonneins j'en trouvai une à la poste, qui par je ne sais quelle fatalité avait été portée à Marmande, renvoyée à Tonneins d'où elle me seroit parvenue à Gontaud le jour de mon départ. Si j'avois prévu cela, j'aurois encore resté deux jours de plus. Mais c'est une affaire faite, n'en parlons plus.

Vous me promîtes d'avoir la bonté de voir à Gontaud et à Marmande quelques personnes qui m'avoient parlé de leurs enfants ⁽¹⁾. Je serois bien aise de savoir positivement leurs intentions. Vos occupations ne vous ont peut-être pas encore permis d'aller à Marmande. Lorsque vous aurez fait ce voyage, veuillez me faire part du résultat. Pardonnez la liberté que je prends ; vous m'avez témoigné tant d'attachement que j'ose en agir aussi librement. Vous m'obligerez d'en agir de même envers moi, et dans toutes les occasions où je pourrai vous être utile.

Vous ne me laisserez pas ignorer sans doute le parti que vous aurez pris relativement à notre jeune homme ⁽²⁾. Je vous avoue que je verrais avec peine qu'il restât oisif, et qu'il perdît ainsi le fruit de ses premières études. Il a maintenant des principes, il faut qu'il règle là-dessus le reste de son instruction ; il n'est plus un enfant ; c'est à lui à se décider, en se réglant toujours sur vos facultés.

Le nouveau clergé a été installé aujourd'hui avec pompe dans l'église Saint-Caprais. Les chanoines et les 38 curés du département ont prêté serment sur l'Evangile, à la préfecture, d'où ils se sont rendus, précédés par le Préfet, à Saint-Caprais, où il a été dit une messe : l'évêque a ensuite fait un discours, après lui le Préfet a parlé ; on lui avoit établi un siège à côté de l'autel, vis à vis le trône de l'Evêque.

(1) On voit que le brave Proché voulait transformer l'ancien officier de cavalerie en capitaine de recrutement.

(2) Son élève Alexandre Tamizey de Larroque.

Le serment a été prêté à la Préfecture à cause des ministres protestants qui l'ont prêté aussi en la même forme. Les prêtres des autres arrondissements feront la même cérémonie devant leurs sous-préfets respectifs le 3 Brumaire prochain. J'omettois de vous dire que les curés et ministres protestants ont dîné à la Préfecture. Vous imaginez bien que tous n'y ont pas assisté ⁽¹⁾.

Je vous prie de dire à Mad^e Chausenque qu'on travaille à ses bamboches⁽²⁾, et que je les lui ferai passer par la première commodité ; je lui présente mes respects, ainsi qu'à M^r Chausenque. Mon épouse et mes filles me chargent de vous dire mille choses de leur part, aussi bien qu'à Larroque ⁽³⁾.

J'ai l'honneur d'être bien sincèrement votre très humble et très obéissant serviteur.

III

Agen, 1 frimaire l'an XII (23 novembre 1803).

MONSIEUR,

Il est vrai que j'étais très inquiet de n'avoir pas de vos nouvelles, mais j'étais bien éloigné d'attribuer votre silence

(1) Proché a donné beaucoup moins de détails dans sa *Chronique* sur la mémorable journée. Voici tout ce qu'il en dit (page 94) : « Le nouveau clergé organisé d'après les arrêtés du gouvernement des consuls, a été installé le 20 octobre 1803, par Mgr Jacoupy, évêque. Les curés ont prêté serment sur l'Evangile en présence du préfet et des autres autorités, dans l'église Saint-Caprais, qui, à l'avenir, sera la Cathédrale, et portera le nom de Saint-Etienne, patron du diocèse. »

(2) Le mot n'a pas été admis (avec cette acception) dans le *Dictionnaire de l'Académie française*. Cette sorte de chaussure contemporaine des *Soques*, dont nous avons trouvé mention plus haut, a disparu de la circulation à peu près en même temps.

(3) C'était le nom sous lequel mon père était connu. J'ai entendu beaucoup de vieillards qui ne l'appelaient qu'ainsi, y compris son compatriote et ami Vincent de Chausenque.

à aucun effet qui put diminuer mon extrême attachement pour vous. Je l'attribuais à quelque dérangement ou à des grandes occupations. Je vois avec peine que vous avez été malade. Vous devez imputer cette incommode aux fatigues des vendanges ⁽¹⁾ et vous ménager plus que vous ne faites ⁽²⁾. La santé est un des plus grands biens de ce monde ; sans elle on ne jouit d'aucun plaisir. Mettez donc moins d'ardeur dans votre travail, et tâchez de vous conserver pour vous et pour vos amis ⁽³⁾.

J'ai différé moi-même de vous répondre dans l'espoir que je verrois quelqu'un du pays, mais personne n'a paru. Il y a plus, j'ai écrit plusieurs lettres à Gontaud ou aux environs, il y a plus d'un mois, je n'ai reçu aucune nouvelle ; je ne sais qu'en penser. Je vous prie de vouloir m'expliquer cela, et de me dire pourquoi Madame Ricaud n'envoie pas son

(1) Mon grand-père soignait avec une véritable passion son vignoble de Larroque qui lui donnait en abondance un vin très renommé. Que les temps sont changés ! Le vignoble actuel ne produit qu'une quantité de vin dérisoire, vin qui n'a pas la moindre ressemblance avec le nectar classique.

(2) Le correspondant de Proché se garda bien de suivre d'aussi excellents conseils et il ne se ménagea jamais. Dans la belle saison il se levait régulièrement à 3 heures du matin et, devançant l'aurore, partait aussitôt pour Larroque (son petit-fils *dégénéré* s'accuse de s'être rarement levé avant quatre heures !) Si l'on me permettait de rappeler ici une petite anecdote, je dirais que mon grand-père, qui était très lié avec son curé, l'abbé Descures, ne manquait pas, en passant devant le presbytère, de frapper de sa canne (au risque d'être accusé du délit de *tapage nocturne*) les contrevents de la chambre à coucher de son vieil ami, en lui criant : *Surge, piger ! c'est le moment de dire Matines !* La chronique ajoute que le vénérable curé, furieux d'être ainsi brusquement réveillé, ripostait à l'interpellation quotidienne par une malédiction non moins quotidienne. Mais la chronique est-elle bien informée ?

(3) Mon grand-père survécut 24 ans à ce souhait affectueux. On voit dans l'acte de décès (Etat Civil de la commune de Gontaud) que Jean Pierre Tamizey de Larroque, propriétaire, ancien officier de cavalerie, fils d'Antoine et de dame Marie-Anne de Massoneau, veuf de dame Aune-Germaine Traversat de Montardy (*sic*), mourut à l'âge de 76 ans dans la nuit du 25 au 26 décembre 1827, vers minuit.

fil⁽¹⁾, non plus que M^r Dariscon. Le fils de M. Lucinet est encore à arriver ⁽²⁾.

Je doute beaucoup que l'abbé Geraud aille à Grateloup. Les habitants de la paroisse d'Unet l'ont demandé à l'évêque; il est venu lui-même ici à ce sujet; il se plait beaucoup à l'endroit où il est; je crois qu'il y restera.

Vous avez donc un curé. Je vous en féliciterais si l'on ne m'avait assuré qu'il n'y resterait pas un an ⁽³⁾. J'ignore comment on l'entendait. M. l'évêque est très embarrassé, il pleut chez lui un déluge de démissions, de pétitions, de réclamations, etc. Il est vrai que son premier travail n'a pas été au gré de tout le monde, mais aussi il est bien difficile de satisfaire tous les esprits.

Je vous salue bien affectueusement.

P.-S. Nous avons depuis quelques jours un superbe régiment de Hussards, beaux hommes bien montés, bien équipés. Le colonel est un jeune homme grand ami de Bonaparte qui a fait avec lui le voyage d'Egypte. On voit ici ce corps avec plaisir, mais comme la caserne ne peut contenir

(1) C'était Marguerite Chausenque, laquelle avait épousé, en septembre 1788, Pierre Laurent de Ricaud, conseiller à la Cour des Aides de Guyenne, mort le 19 juin 1803, et en avait eu Thomas Laurent, condisciple de mon père et son grand ami. Dans une lettre non datée, mais de la fin de juin ou du commencement de juillet 1803, Proché disait : « Nous avons perdu vous et moi un ami, en perdant M. Ricaud. Je le regrette sincèrement par rapport à lui et par rapport à sa famille qui avait besoin qu'il vécût plus longtemps, au moins jusqu'à ce qu'il eut terminé sa grande affaire (un long et grave procès). Le ciel en a disposé autrement; cela est bien fâcheux... »

(2) C'est un appel presque désespéré que fait entendre le malheureux chef d'institution. La famille Lucinet habitait Puymiclan et la famille Dariscon habitait Gontaud. Plusieurs membres de cette dernière famille (de très vieille noblesse) seront mentionnés dans le *Recueil de documents inédits Gontaudais* annoncé plus haut.

(3) L'abbé Bernard-Alexandre Courrège fut nommé curé de Gontaud en octobre 1803. Il occupa ce poste jusqu'à sa mort (7 janvier 1817). Il eut pour successeur l'abbé Alexandre Descures, dont la famille avait habité Gontaud pendant presque tout le x^{vii}e siècle. On retrouvera plusieurs fois le père et le grand-père de l'abbé Descures dans le recueil cité en la note précédente.

que 500 hommes, le reste loge chez des particuliers. J'ai chez moi le chirurgien major, ce qui me dispensera d'avoir des Hussards. Le corps des officiers est composé de jeunes gens d'élite; je crois que nos dames s'appriivoiseront peu à peu à leurs énormes moustaches. Au reste la troupe est très bien disciplinée ⁽¹⁾.

IV

Agen, 2 Septembre 1813.

MONSIEUR,

Mon plus grand empressement, à la réception de votre lettre, a été de me procurer les renseignements que vous me demandez relativement à la levée de 300,000 hommes. Dès que le *Senatus Consulte* parut, je pensai à vous et à votre fils. Je prévis les inquiétudes que cela allait vous donner. Je serais tenté de lui faire des reproches, car il y a de sa faute; il devait se marier. Vous savez que nous en parlâmes lors de mon dernier séjour à Gontaud. Vous m'appre-

(1) J'ai négligé deux lettres de novembre 1803 et de janvier 1804 qui ne m'ont pas paru mériter l'honneur de l'impression. Je tire seulement de chacune de ces lettres deux petits passages relatifs à un incident que j'appellerai l'incident du miroir : « La dernière fois que j'étais à Gontaud, je fus prié par M. Flottard de Lubersac (*sic* pour *Libersac*) de retirer un miroir qu'il avait laissé ici chez une demoiselle. Je l'ai retiré, en effet, mais je ne sais comment le lui faire passer. Ni patron, ni voiturier ne veulent en répondre. M. Flottard me proposa de me le céder pour 12 livres. C'est là toute sa valeur. Si cela lui convient, je vous prie d'avoir la bonté de lui compter cette somme de laquelle je vous tiendrai compte. » La commission fut faite et l'arrangement conclu, comme nous l'apprend la lettre suivante : « Je vous remercie des soins que vous avez bien voulu vous donner envers M. Flottard dans l'affaire du miroir; il a bien fait d'accepter la proposition, car le miroir peut avoir perdu de sa valeur; il sert à la toilette de mes filles depuis qu'il est dans la maison. » Cette année-là, Proché n'acheta pas seulement le miroir, mais bien une prairie. On lit dans la lettre du 30 janvier 1804 : « Nous venons d'acheter une pièce de pré d'environ deux journaux, qui est entièrement enclavé (*sic*) dans nos possessions; elle nous coute tout compris deux mille trois cents livres. »

nez qu'il y pensait dans ce moment. C'est un peu tard, mais enfin il est un remède à tout. M^r votre fils a déjà une dispense ; c'est une très bonne pièce ; les mêmes raisons qui la lui firent accorder existent sans doute encore ; cela joint aux amis que vous employerez doit vous faire espérer qu'il s'en sortira. Si de mon côté, je puis vous être utile, veuillez croire que je ne m'épargnerai pas. Mon plus grand plaisir est de trouver des occasions de vous obliger.

D'après les instructions que le préfet a reçues, la levée doit commencer à l'an 1806 en remontant par 1782 et trois mois. La seconde commencera à 1787, en descendant jusqu'à 1813. D'après cet arrangement votre fils sera des premiers appelés, puisqu'il se trouve de la conscription de 1806. Il est peut-être déjà appelé, ceux d'Agen le sont pour le 5 de ce mois. Il me tarde beaucoup de vous voir délivré de cette peine. Ma femme et ma fille sont animées des mêmes sentimens ; elles me chargent de vous dire mille choses obligeantes ainsi qu'à M^r votre fils que j'embrasse.

J'ai l'honneur d'être avec le plus parfait attachement votre dévoué serviteur et ami.

Je vous prie de présenter l'assurance de mon respect à M^r et Mad^e Chausenque.

APPENDICE

M. Paul Courteault, agrégé des lettres, professeur au lycée de Bordeaux, le futur auteur d'une thèse pour le doctorat sur *Blaise de Monluc*, me communique, au dernier moment, des pièces inédites tirées du portefeuille Leboz des Archives départementales de la Gironde. Je ne saurais trop remercier cet excellent confrère, cet excellent travailleur, du service qu'il m'a si gracieusement rendu en m'aidant à compléter ma petite publication. Une des pièces, la requête de Proché à l'intendant Dupré de Saint-Maur, février 1781, en grande partie auto-biographique, est reproduite *in-extenso*. La seconde pièce, réponse de la communauté aux plaintes de Proché, est simplement analysée. Il est juste de constater que la communauté ne fut ni injuste, ni ingrate pour son régent, et que sa bonne volonté fut paralysée par l'insuffisance des recettes du budget municipal. Les consuls de 1781 purent dire, pour s'excuser de n'être pas plus généreux à l'égard de Proché, le vieux mot : *pauvreté n'est pas vice, mais c'est un grand défaut*.

Requête de N. J. Proché

« A Monseigneur Dupré de Saint-Maur, chevalier, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requettes et intendant en Guienne. »

Monseigneur,

Supplie humblement Noël-Joseph Proché maître ez-arts et regent humaniste de la ville de Gontaud subdélégation de Marmande disant qu'étant depuis cinq ans regent de laditte ville, aux gages de deux cens livres par an, la modicité de cette somme ne pouvant le faire subsister, il se retira dans la ville d'Agen, lieu de son origine ; les maire et consuls de Gontaud, voyant qu'ils ne pourroient pas se procurer un regent pour une modique somme de deux cens livres, satisfaits de l'exactitude, conduite et bonnes mœurs du suppliant, le sollicitèrent de revenir à Gontaud, et par une convention expresse lui promirent une augmentation de gages de quarante livres; cette convention est consignée dans une délibération générale de la communauté, du quatorze fevrier de l'année dernière ; c'est a cette condition que le suppliant revint a Gontaud reprendre les fonctions de regent. Cette convention, Monseigneur, est une loi entre les parties à laquelle il ne peut être dérogé en aucune maniere. Les maire et consuls actuels en ont senti l'obligation, aussi ont-ils fait payer au suppliant un quartier des gages echus ; mais bientôt après, ces mêmes officiers municipaux, cedant a quelque inspiration maligne qui leur fit fouler aux pieds les conventions passées entre le corps de ville et le suppliant, s'assemblerent le vingt du present mois et prirent une deli-

bération qu'ils firent souscrire a huit paysans ou gens de metier, sans que les principaux habitants qui composent le corps de ville en ayant eu connoissance, et reduisirent les gages du suppliant a deux cens livres. Les motifs de cette délibération présentent l'injustice et la véxation les plus marquées : les maire et consuls actuels, Monseigneur, n'ont point d'enfants à envoyer a l'ecole ; peu animés de l'interet public, cédant au contraire a des haines particulieres, qui croient avoir interet a blamer ou detruire ce qui a été établi par l'ancien corps de ville, composé des personnes les plus respectables du lieu, ont cherché a dégouter le suppliant, affin qu'il se retirat une seconde fois chez lui et que la ville fut sans regent.

Quelsque soient les prétextes sous lesquels les maire et consuls voudroient couvrir leur injustice, il en résulte, Monseigneur, que la convention passée entre la communauté de Gontaud et le suppliant doit avoir son effet ; ayant été exécutée par le payement des quartiers echus, l'un desquels a été acquitté au nom des officiers municipaux actuels, les gages promis ne peuvent plus être amoindris ; les maire et consuls l'ont si bien senti, qu'ils ont refusé de donner au suppliant une expédition de l'acte qui lui établit les deux cens quarante livres, affin qu'il ne pût pas se pourvoir vers Votre Grandeur, pour en obtenir la justice qu'il reclame. Cette délibération est commune entre le suppliant et la communauté, le dépôt doit être entre les mains du secretaire greffier, mais les maire et consuls se sont emparés des registres, et, malgré la sommation que le suppliant leur a fait faire, ils ont refusé de lui donner copie des deux délibérations, ce qui fait, Monseigneur, que le suppliant ne peut les mettre sous les yeux de Votre Grandeur ; mais l'acte de sommation qu'il a fait faire aux maire et consuls met leur injustice dans la plus grande evidence.

Ce considéré, Monseigneur, le suppliant, regent de la ville

de Gontaud, choisi par la communauté, approuvé par Votre Grandeur, et par M. l'évêque d'Agen, a l'honneur de vous supplier d'ordonner que la délibération du quatorze février qui fixe ses gages à deux cens quarante livres sera exécutée, en conséquence enjoindre aux maire et consuls de lui faire payer laditte somme quartier par quartier, ainsi qu'ils l'ont fait précédemment, leur ordonner en outre de faire expédier au suppliant une copie des deux délibérations : le suppliant, dont les vœux sont unis à ceux de toute la province ravie de la sagesse et de l'équité de votre administration, les redoublera pour la santé et la prospérité de Votre Grandeur

N. PROCHÉ, suppliant.

Soit la présente requête communiquée aux officiers municipaux de Gontaud pour y répondre dans huitaine par devant nous, pour par M. l'Intendant y être statué ce qu'il appartiendra.

Fait à Marmande, le 8 février 1781.

En l'absence de M. Lavau de Fayon

FOUCAUD, chargé des affaires de la sub^{on}.

(Arch. dép^{tes} de la Gironde, C. 603).

Réponse de la Communauté de Gontaud

Envoyée à M. Lavau de Fayon, le 22 Février 1781.

Les maire et consuls de Gontaud réfutent point par point la requête de Proché. Trouvant que 200 l. n'étaient pas des gages suffisants, « le s^r Proché se retira à la vérité dans la ville d'Agen, sa patrie, pour y passer les vacances, et voulant se faire augmenter des gages, il écrivit au s^r Mayonnade, lors second consul de ce lieu, chez qui il prenoit sa

subsistance, et trouvoit d'ailleurs bien d'autres douceurs, attendu que le s^r Mayonnade a cinq enfents males auxquels il donnoit toute son attention en leur montrant les principes de la latinitté, qu'il ne vouloit plus régenter à Gontaud ; mais que sy le dit s^r Maryonnade vouloit luy envoyer ses enfents à Agen, il les prendroit en pension... » Le s^r Mayonnade, pour éviter les frais de pension à Agen, offrit alors à Proché une augmentation de 40 livres par an. Une délibération en ce sens fut prise dans la maison de ville, et signée des consuls et d'un ou deux jurats tout au plus. Le registre fut ensuite porté chez d'autres jurats, qui signèrent sans lire. « Cette convention n'est pas une loy à laquelle il ne peut être dérogé. »

Si la communauté a payé un quartier des gages au régent, à raison de 240 l. par an, c'est qu'elle ne pouvait faire autrement, jusqu'au jour où fut votée la suppression des 40 l. En votant cette suppression, les exposants n'ont agi qu'en vue du bien public. L'assemblée qui l'a votée ne fut pas composée de huit paysans, mais des maire, consuls, procureur-syndic, « assistés de quelques jurats, notables et adjoints ou agrégés au corps de ville pour la validité des délibérations ». Ces adjoints sont au nombre de 12 ou 13, choisis « tant chez les commerçants que chez les meilleurs artizans ou autres personnes de la campagne des plus notables. » — Le s^r Proché allègue que pas un jurat n'a été convoqué à cette assemblée : c'est là un « trait révoltant, » qui lui a été inspiré par certains jurats, « quy la rage dans le cœur a la vue du désordre quy s'est comis dans cette ville, et quy peut estre subsistera des siècles entiers, menagent ny mensonge pour détruire les exposants, ny animosité pour les perdre s'ils le pouvoient. » Tous avaient, d'ailleurs, reçu leur billet d'invitation pour l'assemblée, mais ils n'ont pas voulu s'y trouver.

La délibération des exposants n'a rien d'injuste ni de ve-

xatoire : « Que le s^r Proché envisage l'état ou il estoit quand il est venu à Gontaud, et celui ou il est a presant, s'il sçait se rendre justice, il verra qu'il a eu tort de demander d'augmentation. Il ettoit en arrivant très mal agencé, et, a présent, c'est un jeune homme à qui on doneroit par ces habits, mille ecus de revenu. Il a donc eu tort, Monseigneur, d'exposer qu'il ne pouvoit pas se soutenir icy avec deux cens livres de gages. Le s^r d'Osté son predecesseur quy a regenté plus de vingt cinq ans dans ce lieu, sous les memes gages, dans un temps meme plus critique que celui cy a raison de la cherté des denrées, trouva le moyen d'y acquerir du bien, et de s'y marier avec une fille d'un de nos jurats. C'ettoit d'ailleurs un bien autre sujet que le s^r Proché. »

Les exposants ont trouvé un régent qui se charge pour 200 l. par an de l'école ; il enseigne très bien le latin « et peint au mieux, et a d'autres talents au moyen desquels il peut se rendre utile au public ; sa femme qui élève des jeunes filles, ne trouvera pas moins de quoy s'occuper dans ce lieu » ; enfin il tiendra la charge de secrétaire-greffier, car celui qui a été nommé par le roi se refuse à prêter serment.

Les exposants protestent contre les reproches du s^r Proché : « de pareils traitements sont ordinairement susceptibles de reprehension, surtout partant d'une personne gagée d'une communauté. »

Ils ne conviennent pas que les délibérations doivent être rendues publiques, mais se déclarent prêts à communiquer au s^r Proché les deux qui l'intéressent, si l'intendant l'ordonne.

« Nous observerons de plus, Monseigneur, à Votre Grandeur, que le s^r Proché, outre les deux cens livres que la communauté luy donne, il a au moins quatre cens livres des mois des écoliers, soit latinistes, arithméticiens, écrivains ou commençants, et que d'ailleurs il a augmenté le

payement de chaque écolier par mois d'un cinq sols au dessus de ce que le s^r Dosté son predecesseur prenoit. »

En conséquence, les exposants demandent l'autorisation de choisir un autre régent, vu la pauvreté de la communauté.

La pièce est signée :

GUIRON DEPLICQUEPAL maire, LAMOTHE TAMIZEY prem^{er} consul ⁽¹⁾.

(1) Aux deux pièces citées est jointe une lettre (9 mars 1781) du chargé d'affaires de la subdélégation de Marmande à l'Intendant pour lui faire savoir qu'il n'y a pas lieu de donner d'autre suite à l'affaire, la communauté de Gontaud ayant décidément choisi un autre régent. Dans cette lettre est exprimée la crainte que les magistrats de Gontaud n'arrivent pas à remplacer Proché, dont ils n'ont pas su apprécier le mérite. On lit en haut de la lettre cette note : *Affaire finie.*

SOUVENIRS DU VIEUX CLAIRAC

QUELQUES SCÈNES DE LA RÉVOLUTION

L'hiver de 1788 à 1789 fut exceptionnellement froid partout ; les récoltes en souffrirent. A Clairac on traversa le Lot, sur la glace, à pied et en voiture, pendant de longs jours. Quoique la société ou les sociétés de la ville — car elle était divisée en deux ou trois catégories — aient continué leurs petites soirées et parties à la mode de ce temps, les campagnes durent souffrir de cette rigueur hivernale, et plus tard tous les propriétaires s'en ressentirent. Peut être que découragés par les rigueurs de la nature, les habitants de Clairac furent plus enclins à embrasser les idées de réforme ; l'esprit enthousiaste méridional y aida, avec l'esprit d'indépendance protestante, religion qui dominait dans cette région. Ce furent probablement de puissants leviers pour soulever l'opinion contre l'ancien régime. Dans toutes les classes, les nouvelles idées trouvèrent des partisans et des propagateurs, les uns séduits par l'apparence généreuse des idées nouvelles, les autres espérant passer dans une situation différente de celle qu'ils possédaient alors. Comme partout il y eut les naïfs et les ambitieux, les dupés et les dupeurs.

Ce qui est à remarquer c'est que dès l'été de 1789 dans toute la France se reproduisirent les même incidents qui à Clairac ont pris le nom « d'aou ten de la paou ». C'était des alarmes subites ; à chaque instant on signalait l'arrivée de l'ennemi, ou des brigands ; quel ennemi, quels brigands ? on ne savait ; dans les villes ou villages ainsi terrorisés, le tocsin sonnait, les hommes prenaient des armes, les femmes se répandaient en lamentations, la bande armée courait la campagne sans rien rencontrer. A Clairac, l'alarme vint plusieurs fois tantôt de Lacépède, tantôt de Fumel. En allant au fond des choses on apprenait que c'était un soulèvement de fainéants oisifs des petites villes, mêlés à quelques paysans et agités par un

meneur inconnu ; ils brûlaient les bancs privilégiés devant les églises, abattaient les girouettes des maisons soi disant nobles ; on les laissait faire. Ces commencements d'incendie s'éteignaient d'eux-mêmes laissant un parfum de roussi qui ne rassurait qu'à demi ceux qui avaient été les spoliés dans ces bagarres. Ces rumeurs fréquemment renouvelées pendant plusieurs mois sur tous les points du territoire entretenaient l'agitation dans les esprits et mettaient un fusil dans toutes les mains valides.

Pour mettre un peu d'ordre dans ces armements on les enrégimenta sous le nom d'armée patriotique, autrement dit garde nationale. A Clairac, M. de Bacalan, propriétaire à Château Martille, en fut nommé colonel.

Clairac possédait en plus un grand sujet d'agitation pour les esprits affranchis, c'était l'abbaye. Les Clairacais ne voulaient plus supporter l'abbé et les chanoines italiens, prétendant que l'abbaye devait rentrer dans le domaine du roi. Depuis quelque temps, l'abbé Anselmi qui dirigeait la seigneurie de Clairac était en guerre ouverte avec les habitants, tantôt pour des réparations de chemins tantôt pour des taxes de lods et ventes¹. On allait souvent visiter l'abbaye comme curiosité et distraction à cause des jardins en terrasse et de la belle vue sur la rivière, mais si les visiteurs rencontraient l'abbé ils n'en étaient pas toujours bien accueillis. Il supporta donc le premier choc des idées de liberté répandues tout à coup et qui se trouvaient en opposition complète avec son administration laquaine.

Consillé par ses supérieurs de Rome ou par la prudence, il disparut à la fin de 1789, laissant son notaire en possession de diverses sommes et papiers.

Un des premiers actes d'émancipation des Clairacois fut de persécuter Guichenet et Carrère, dits « suppôts de l'abbé », le dernier était greffier de l'abbaye ; si les officiers municipaux ne s'étaient interposés, on aurait saccagé l'abbaye et assommé les deux individus ; la municipalité fit évader Guichenet et Carrère et mettre les scellés à l'abbaye.

Au commencement de 1790, un autre abbé, M. Oster, d'origine

¹ Il avait perdu un procès en 1781 contre les héritiers du fief de Cazenove dans la paroisse de Saint-Brice, il y avait aussi rivalité entre l'abbaye et les prêtres de paroisse.

lorraine, disait-on, fut envoyé à Clairac. Pris d'abord pour un espion, il fut arrêté et mené à « l'hôtel commun », situé au-dessus de la halle, entre l'abbaye et la place du fort ¹.

Là, après l'avoir interrogé, on le reconnut, on lui permit d'aller souper ; le lendemain la municipalité l'installa à l'abbaye. Il se fit tout à tous et parut réussir parfaitement auprès de chacun. Les nouveaux magistrats de Clairac ayant été installés officiellement peu après l'arrivée de l'abbé Oster, il prononça à cette occasion un discours assez empreint de civisme pour satisfaire les amis du nouveau régime.

Avant d'aller plus loin, nous ferons remarquer que Clairac, avant la Révolution, possédait l'importance d'un chef-lieu de canton et s'administrait seul ; il désira et travailla ardemment à obtenir le district mais, malgré les démarches faites auprès des autorités compétentes, Tonneins l'emporta ; depuis Clairac n'a fait que décliner sous tous les rapports.

Le 18 mai 1790, les troupes de Clairac, dont l'union, paraît-il, était parfaite, s'entendant avec toutes les gardes nationales des environs, sauf avec celle de Tonneins, offrirent à l'armée patriotique bordelaise leur concours pour rétablir l'ordre à Montauban. Cette ville n'ayant pas bien accueilli la nouvelle constitution deux mille hommes de Bordeaux lui étaient envoyés.

La permission fut demandée à la municipalité de former un corps de volontaires qui rejoindrait au Port-Sainte-Marie les troupes de Bordeaux. Comme colonel M. de Bacalan portait la motion ; après délibération, le conseil municipal donna son consentement. Une députation fut nommée pour aller à Marmande offrir son aide aux « braves et chers camarades de Bordeaux. » Cette députation se composait de MM. de Léaumont², major, en remplacement de M. Bordeneuve qui avait refusé cette place ; Brun, capitaine de chasseurs ; Mispoulet, lieutenant ; Audebezt, sous-lieutenant ; Libral,

¹ Le fort démoli en 1657.

² Il avait servi au régiment de Neustrie sous les ordres du chevalier de Giubert, ami de la célèbre Mlle de Lespinasse. Dans le courant de la Révolution M. de Léaumont poursuivi par les « amis de la Constitution », à cause de son nom, leur porta comme certificat de civisme ses états de

sergent ; Espéret aîné, caporal ; Nolibé, coutelier, fusilier. Ces messieurs se rendirent à Marmande auprès de M. de Courpon, commandant le détachement bordelais. Cette offre, inspirée par leur courage et leur zèle patriotique, fut chaleureusement accueillie, mais par ordre supérieur il était interdit à ce détachement d'accepter des volontaires ; cependant M. de Courpon promit qu'« au cas où nos » vues de paix et de pacification soient contrariées par les ennemis » de la constitution et que nous trouvions trop de résistance de leur » part, nous aurons recours à la bonne volonté de nos frères de » Clairac !. . »

Des fugitifs de Montauban venus à Clairac y trouvèrent un accueil des plus empressés, ce qui n'empêcha pas les mêmes personnes qui avaient donné des bals pour eux, de se précipiter à la rencontre de l'armée bordelaise après la pacification des Montalbanais, pour y fêter d'autres amis

Les relations entre Bordeaux et Clairac étant fréquentes, bon nombre des valeureux bordelais étaient connus à Clairac. On était au printemps, l'armée bordelaise devait faire étape à Aiguillon et à Nicole ; les jours plus longs, le beau temps, tout portait à la promenade, aussi plusieurs sociétés de Clairac louèrent des bateaux pour descendre la rivière jusqu'à Aiguillon, afin de féliciter les vainqueurs de Montauban.

Dès le matin la cale en-dessous du moulin de Clairac présentait un spectacle animé ; jeunes femmes et jeunes filles en fourreaux blancs ou à fleurs, fichus de linon brodé bouffants sur la poitrine, coiffes de gaze sur la tête, ornées de dentelles et de rubans ; jeunes hommes en culotte courte, en habit puce ou couleur cheveux de la reine, s'empressaient sur la rive. Les maris, frères ou amis aidant les dames à franchir la planche qui joignait le bateau à terre, s'installèrent dans les gabarres. Celles-ci descendirent le Lot sous le rutilant soleil qui

service. Le principal orateur du club après les avoir lus à la tribune se tourna vers un de ses camarades et dit tout haut : ce n'est ni toi, ni moi qui en aurions fait autant. Depuis, M. de Léaumont et son frère, ancien officier comme lui ne furent plus inquiétés. Mais, pour plus de sûreté, ni eux, ni leur famille ne venaient à Clairac, ils restaient à la campagne comme presque toutes les personnes qui n'ayant pas adopté jusqu'à l'extrême les idées révolutionnaires cherchaient à se faire oublier des chefs du parti.

fit ouvrir les vastes parasols rouges, bleus ou verts. Au milieu des interpellations d'un bateau à l'autre, et des éclats de rire, quelques recommandations et rappels de souvenirs aux absents portaient encore du rivage, poussés par un groupe de mères craintives; restées en arrière, elles suivirent de l'œil jusqu'au coude de la rivière cette flotte bruyante et multicolore.

Les clairacaises n'avaient eu garde d'oublier des fleurs pour leurs guerriers et des friandises choisies. Arrivées à Aiguillon, l'enthousiasme était au comble, on s'embrassa, on partagea les vivres, on décora les soldats de fleurs et de verdure; les connaissances se retrouvaient avec joie et s'isolaient pour se donner des nouvelles de chacun.

La plupart de ceux qui étaient venus de Clairac suivirent le détachement jusqu'à Nicole. Là, après une nouvelle halte, non moins gaie et animée que la première, ils se séparèrent de leurs amis bordelais. Sous la douce lueur des étoiles, les beautés Clairacaises regagnèrent pédestrement leur logis en s'entretenant des incidents de la journée. Ces dames avaient bien mérité de la patrie car pour fêter l'armée elles n'avaient pas reculé devant les huit kilomètres qui séparent Nicole de Clairac, par des chemins qui n'étaient pas unis comme ceux de nos jours; leurs voisines de Tonneins n'en firent pas autant mais reçurent magnifiquement dans la ville les valeureux patriotes; déguisements, compliments récités, tentes dressées, etc., ce fut paraît-il un vrai triomphe.

Une comète qui parut dans le cours de l'été ne laissa pas que de troubler les esprits même éclairés; les uns y virent le présage de fâcheux événements, qui plus tard semblèrent bien confirmés; les autres une menace inconnue, une manifestation plus puissante que les pauvres agitations humaines, mais ils furent sans doute rassurés par la déclaration des droits de l'homme.

Les élections pour envoyer des députés à Agen donnèrent lieu au mois de mai à quelques bagares, il en fallait peu pour agiter la population presque toujours dehors à cette époque de l'année. On s'arrachait les journaux; les femmes de toute condition dont la vie avait jusque là été remplie par les soins de leur ménage et les menus potins de la ville, lisaient aussi les gazettes et parlaient politique. Dans son zèle Clairac envoya un don patriotique dont l'importance lui valut une lettre flatteuse de M. de Montesquiou, président

du comité des finances. Un achat de 300 fusils, de munitions pour la garde nationale avait aussi été décidé.

La fédération de Toulouse demanda dans le mois de juin à celle de Clairac de se fédérer avec elle ; soit à cause de la réputation turbulente des Toulousains, soit toute autre raison inconnue, la garde nationale de Clairac refusa donnant pour prétexte qu'il suffisait de la grande et générale fédération projetée pour le 14 juillet. Cependant, après bien des hésitations, on décida d'envoyer une députation de quatre officiers : MM. Larrat aîné, représentant la cavalerie légère ; Martineau, américain, capitaine ; Gardette, capitaine ; Jean Sompeyrac, capitaine en second de cavalerie.

Le bruit courait que le voyage n'était pas sans danger, que des troubles auraient lieu à Toulouse ; les connaissances et parents des quatre députés étaient dans l'anxiété ; eux-mêmes ne parlaient pas sans crainte et n'osaient guère dire trop haut leur qualité de député à la fédération. Ils en furent pour leurs préoccupations. Arrivés sains et saufs à Toulouse, la fédération se fêta le 4 Juillet, ils eurent le temps de rentrer à Clairac avant la « grande » du 14. Par le rapport qu'ils déposèrent à leur retour devant le conseil municipal de Clairac nous voyons que ces députés étaient remplis de la plus vive satisfaction et reconnaissance, pour l'accueil honorable qu'ils avaient reçu à Toulouse, tant de la municipalité que de l'innombrable troupe nationale rassemblée sous les murs de la ville ; « ce « serment prêté, dirent-ils, par toutes ces troupes, ces citoyens ras- « semblés formait une chaîne indissoluble du plus pur patriotisme, « dont le souvenir doit être transmis aux races futures. » La municipalité de Toulouse décerna à chaque député un certificat de patriotisme.

Le 24 Juin 1790, Clairac reçut le décret de l'assemblée nationale et la proclamation du roi pour la fédération générale de toutes les troupes de l'Empire, avec invitation d'y participer. Les municipaux de Clairac, d'un commun accord, décidèrent de faire tous leurs efforts pour rendre ce jour à jamais mémorable. Déjà plusieurs citoyens avaient été délégués à Paris pour représenter Clairac, à la fête de la capitale ; il y en avait de toutes les villes ; les délégués de Montauban se réunissaient avec ceux de Clairac. Il paraît qu'ils furent les premiers à travailler au Champ de Mars avec les Parisiens, ce qui leur valut une ovation.

Le champ était plus restreint à Clairac, cependant le cadre pouvait se prêter à une organisation assez pittoresque. Tout d'abord **M.** le Maire proposa, que tous les habitants seraient convoqués, que les troupes les armes à la main se joindraient aux pouvoirs établis pour prêter le serment à midi précis, au même moment que tous les autres français ; cette motion fut adoptée. A la suite de cette délibération du conseil, les troupes prirent l'arrêté suivant que nous transcrirons en entier parce qu'il donne une idée de la composition et organisation de l'armée patriotique :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-dix, le 24 du mois de Juin au
« matin, le régiment d'infanterie patriotique de la municipalité de
« Clairac, troupe légère de cavalerie y jointe, assemblé sur la pro-
« menade publique de la ville, en vertu d'une invitation de **MM.** les
« officiers municipaux de la ville de Tonneins chef-lieu du district,
« par leur lettre du 20 Juin courant portant par extrait le décret de
« l'auguste assemblée nationale du 8 du même mois, ensemble la
« proclamation de **S. M.** pour la plus auguste et la plus solennelle
« fédération de la France entière sous les murs de sa capitale fixée
« au 14 du mois prochain pour laquelle chaque municipalité a le
« droit d'envoyer 6 hommes par cent de ses gardes nationales, au
« chef-lieu du district et pour au dit lieu, être procédé à l'élection
« et choix d'un député par chaque 200 ou 400 hommes de l'armée
« patriotique. Sur ce la dite lettre lue au régiment patriotique,
« **M.** de Bacalan, colonel commandant le dit régiment, on a fait un
« nouveau recensement et par chaque compagnie ; lequel régiment
« composé de onze cent huit hommes d'infanterie, les compagnies
« de plus de cent hommes, les autres moins ; il a été convenu et
« délibéré par le régiment d'accorder à chacune des onze compa-
« gnies, une représentation égale de six députés, sans y compren-
« dre ni priver la troupe légère cavalerie de sa juste et légitime re-
« présentation. Sur ce **M.** de Saffin, capitaine commandant la dite
« troupe légère, a assemblé sa compagnie au nombre de trente mai-
« tres et le corps généralement ayant procédé à la nomination de
« ses députés par deux commissaires à chaque compagnie prenant
« les voix individuellement et à la pluralité relative, il en a résulté
« que la compagnie Colonelle a choisi, élu et nommé pour ses dépu-
« tés :

COLONELLE

Mess. : Borderie Bordeneuve, capi* ;
Libral sergent ; Méric aîné cap*
en second ; Peyrot lieutenant ;
Philipot lieutenant-colonel ; Peysac lieutenant
en second.

COMPAGNIE DE CHASSEURS

Audebez sous Lt ; Brun capi* ;
Esperet caporal ; Méric fusilier ;
Mispoulet lieutenant ; Taffanel cap*.

LONGUEVILLE

J. Cazeau cap. en second ; Dubourg
fusilier ; Gardette cap. ; Lavau fusilier ;
Lavau Louis sous lieutenant ; Teyssset lieutenant.

MONTBARBAT

Chopis Noël sergent ; Jean Chopis
caporal ; Dubosc aîné, cap* ; Dubosc
Dejeant lieutenant ; Faux 1^{er} sergent ;
Gou s. Lt.

TIGNAGUE

Audebez aîné cap* ; Laffargue fils
de la veuve, sergent ; Laffargue fils
aîné sergt ; Lavau sous Lt ; Martin-
nesque 1^{er} sergt ; Roussel lieutenant.

VAQUÉ

Ailleng cap* ; Bernège sergent ;
Chaudruc Moïse sergent ; Martineau
américain capi* ; Martineau
neveu lieutenant ; Serbat sergent.

CAMBES

Buscaille sous Lt ; Desmazes cap* ;
Laffargue aîné, sergent ; Mérignac
sergent ; Niague lieutenant ; Nicouleau,
sergent.

DIMENIL

Bourges sergent ; Dullac Pierre caporal ;
Laguehay Secretary cap* ;
Laffargue Pitreson cap* en second ;
Martin sergent ; Pigeonné sergent.

MARSAC

Bigé fils sergent ; Espagnac cap* ;
Guline arpenteur 1^{er} sergent ; Duthil J.,
sergent Major ; Laubie lieutenant ;
Martial Escournet fusilier ;

St BRIX

Bachan cadet fusilier ; Baudon Philippe
sergent ; Gripière de Montcroc cap* ;
Martin s. lieutenant ;
Medailh fusilier ; Villesauvès lieutenant.

TROUPE LÉGÈRE CAVALERIE

Larrat cavalier ; Saffin (de) cap*
commandant ;

VOLONTAIRES

Cazabonne cap* en second ; Claverie
sergent fourrier ; Crebessac cap* ;
Louis Larrat fusilier ; Sauvage
sergent ; Valette caporal.¹

La plupart de ces députés signèrent à la suite de la délibération et du compte rendu du vote.

Malgré l'attente et la satisfaction de la fête de la fédération la paix ne régnait pas dans Clairac ; le 30 juin au soir les volontaires mêlés à d'autres soldats et à des mécontents se rassemblèrent pour assiéger l'hôtel de ville. Dans le rapport du conseil, il est dit que ce tumulte s'éleva au sujet de réclamations faites par le corps des volontaires qui étaient venus en grand nombre se plaindre à la mairie ; leur attroupement aurait occasionné tout le désordre. Pour prévenir le retour de scènes aussi fâcheuses, les officiers municipaux, sur la plainte du procureur syndic de la commune, décrétèrent que personne ne serait reçu qu'individuellement à la mairie ; aux troupes seules était permis d'envoyer une députation qui ne devait pas s'élever au dessus de six personnes. La compagnie des volontaires

¹ Nous donnons ce rapport et les suivants dans leur intégrité laissant au citoyen qui les a rédigés la responsabilité des tournures de phrases. Le civisme n'entraînait point la littérature.

très humiliée fit des excuses à la municipalité offrant de punir ses membres coupables. Elle demanda l'oubli de cette échauffourée, ce que la municipalité accorda à la condition que la compagnie se soumit à l'avenir au décret d'ordre promulgué; moyennant cette soumission la municipalité tiendra les volontaires pour de « bons et loyaux soldats ». On prétendit que tout ce tumulte était venu de la nomination d'un nommé Grenier, qui n'avait pas plu; on l'envoya peu après comme député à Toulouse, sans doute pour s'en débarrasser; mais cette nouvelle émeute eut pour effet d'arrêter l'essor de plusieurs personnes de la ville qui avaient voulu donner quelques petits bals. Les craintes s'étant réveillées le plaisir de la danse et des réunions fort goûté à Clairac s'évanouit.

La municipalité d'accord avec l'état-major arrêta le programme de la fête de la fédération : « La compagnie Colonelle aura la tête du « régiment; la compagnie des volontaires dudit régiment la suivra « immédiatement comme étant un dédoublement de la dite colo- « nelle; la compagnie de Longueville, faubourg de la présente ville, « suivra celle-ci et toutes les autres seront placées selon le rang al- « phabétique du nom des paroisses de la présente municipalité, et « les chasseurs, selon l'usage, seront à la queue du régiment et la « troupe légère cavalerie soutiendra le tout. Et à l'égard de faire « prendre les drapeaux et les faire porter où ils doivent être placés « audit régt, ces objets sont remis à l'intelligence et sagesse, de « MM. de l'état-major. Et attendu que MM. de l'état-major capitai- « nes et officiers du régiment patriotique sont ici présents et dési- « rant de donner une forme audit régiment ainsi que celui des trou- « pes réglées, celui qui porte la parole, va faire établir l'ordre « qu'ils ont désiré à la plus grande majorité; le régiment sera divisé « en deux bataillons...

1^{er} BATAILLON

Colonelle.
Volontaires.
Cambes.
Dimeuil.
Marsac.
Montbarbat.

SECOND BATAILLON

Longueville, faub. de la ville.
St Brice.
Tignague.
Vaqué (le).
Et Chasseurs.

« Le drapeau du 1^{er} bataillon qui sera celui de la ville sera placé « à la gauche de la 3^e compagnie et à la droite de la 4^e devant tou- « jours être au centre du bataillon.

« Troupe légère et cavalerie soutenant le tout, le drapeau du second bataillon sera au centre de la compagnie de Tignague étant celui dudit bataillon.

« La compagnie Colonelle ira prendre les drapeaux déposés chez M. le commandant du corps et rapporté par la compagnie des Chasseurs. Tous les tambours excepté un (celui des chasseurs) accompagneront le détachement qui ira prendre et rapporter les drapeaux et sera en nombre égal ; et généralement les grenadiers et chasseurs alterneront pour aller chercher et rapporter les drapeaux. Tout ce dessus est ainsi proposé pour être délibéré et arrêté par la municipalité et signé de MM. de l'état-major capitaines et officiers ici présents... » Ce qui fut fait.

Les chasseurs, quoique n'ayant pas été incriminés dans l'affaire du 30 juin, jugèrent à propos de prendre un arrêté par lequel ils déclareraient vouloir maintenir le bon ordre dans la ville, être le soutien des lois, etc. Ils demandèrent que cet arrêté soit inscrit aux Archives de la ville, cette demande leur fut accordée. Entre autres règlements que contenait cet arrêté, il était dit que les chasseurs devaient vivre ensemble en vrais camarades, être amis avec les autres troupes ; se respecter eux-mêmes et se dévouer à soutenir les représentants de l'autorité dans la ville ; mais pas plus que dans les statuts écrits aussi par les volontaires, il n'était parlé des punitions ou réprimandes que pourraient encourir les réfractaires. Les statuts des chasseurs sont signés de plusieurs d'entre eux appartenant à différents grades ; nous y relevons un médecin-major.

Cette compagnie se réunit de nouveau le 8 juillet pour arrêter que le 14 elle se rassemblerait à 11 heures précises du matin sur la place du Temple, pour de là se transporter en ordre au lieu où se célébrerait « l'auguste fête » : « Les officiers de ladite compagnie l'invitent après le serment qui sera fait à faire un repas frugal en corps, ou chaque individu fournira double ration. pour que les pauvres qui seront témoins de la fête puissent en la partageant se réjouir, avec elle ; ils exhortent surtout la compagnie à se conduire en cette journée mémorable d'une manière décente et digne en tout de la cérémonie qui en est l'objet et pour donner plus de majesté à cette fête la compagnie a délibéré que la municipalité et l'état-major du régiment seront priés d'y assister et qu'à cet effet, elle députera devers ces messieurs pour leur faire l'invitation... »

De son côté, la municipalité assemblée dans l'hôtel commun déli-

bérail ainsi que suit : « Le procureur syndic de la commune vous re-
» montre que le décret pour la fédération générale de l'empire sous
» les murs de sa capitale le 14 juillet ordonne aux municipalités que
» le même jour à midi précis toutes les troupes d'icelles et généra-
» lement, toute la commune seraient assemblées dans un lieu dési-
» gné par les municipalités pour y prêter un serment d'union et de
» fraternité générale de cœur et d'esprit avec l'ensemble de l'empire,
» pour maintenir la constitution, la loi et le roi, et tous les décrets
» de l'auguste assemblée nationale sanctionnés par le roi.

» Que pour donner à cette fête auguste et solennelle dans la pré-
» sente municipalité l'appareil et la pompe religieuse que demande
» tous les français ce jour à jamais mémorable de la conquête de
» leur liberté vous vous êtes procurés quatre pièces de canon par le
» zèle et les bons offices de M. Marraud, fils aîné, à la demande de
» M. Chaumel, aîné, officier municipal, son oncle, après aveu et
» consentement du corps municipal.

» Que déterminant le lieu des Allées ou promenades de la présente
» ville, il propose qu'audit lieu soit dressé un pavillon aux trois cou-
» leurs de la nation sous lequel sera placé l'autel de la patrie et de
» la liberté pour y être chanté un *Te Deum* en actions de grâce, à
» l'Etre suprême, des faveurs qu'il accorde à cet empire ; auxquelles
» actions de grâce la municipalité et les troupes assisteront sous les
» armes ; après quoi s'il est ainsi délibéré par les troupes patrioti-
» ques comme a fait la compagnie de chasseurs il sera dressé des
» tables pour un banquet de fraternité et d'union patriotique, dont la
» desserte appartiendra et alimentera l'indigence ; après lequel ban-
» quet les tambours et violons de la ville feront danser la jeunesse en
» signe de réjouissance et d'allégresse publique. Et à la suite, pour
» couronner la journée, il y aura illumination dans toute la ville et
» faubourg d'icelle aux frais des particuliers et les tambours et les
» violons à ceux de la municipalité, néanmoins qu'il sera libre aux
» soldats nationaux de la campagne et autres habitants après le ser-
» ment prêté à midi précis de se retirer et reprendre les travaux pré-
» cieux de la moisson s'ils le jugent à propos.

» Au surplus, que le bon ordre, l'harmonie, la fraternité et la dé-
» cence seront la base et le symbole de la fête ou le cœur et le pa-
» triotisme a la plus grande part.

» A tant requiers, que l'arrêté que vous allez prendre en forme de
» proclamation ordonnera ce dessus et que toutes les rues et places

» seront libres et tenues propres chacun en droit-soi sous peine
» d'amende, et votre proclamation lue au prône des paroisses, pu-
» bliée et affichée aux lieux accoutumés. »

Dubosc, procureur syndic de la commune.

Le Conseil municipal acquiesça à ces propositions et invita tous les habitants à se rendre à midi précis sur « les promenades, où le » régiment patriotique sera sous les armes à onze heures et où la » municipalité se rendra à onze heures et demie, prise par un déta- » chement à l'hôtel commun et conduite sur ladite promenade auprès » du pavillon où elle détermine sa place... »

Après avoir arrêté qu'ils ne dépenseraient que juste ce qu'il faudrait pour rendre la fête suffisamment pompeuse sans excéder leurs moyens, la municipalité se sépara.

En conséquence de cette proclamation, tous les habitants de la municipalité de Clairac étaient invités à se rendre à midi précis sur les promenades et à participer à la fête. Il est probable que dès le matin, la population fut impatiente à venir des campagnes pour voir cette nouveauté. Les promenades situées hors de la ville à l'Ouest consistaient en quinconces de très beaux ormeaux séparés par des allées bien battues; de là le nom d'allées qui leur était le plus souvent donné. La population de Clairac s'y réunissait les dimanches et fêtes, pour danser en plein air ; presque toutes les sociétés de Clairac, bourgeois, nobles ou artisans, s'y confondaient regardant les jeunes paysans et paysannes exécuter les rondos, les branles et les passe pied. On se promenait en causant des petits événements, mariages, naissances, des visites reçues ; si l'on avait des amis étrangers, on les y menait ; c'était le lieu où l'on arborait les toilettes nouvelles, où l'on parlait du prochain, où se nouait peut-être plus d'une intrigue galante ; enfin c'était le rendez-vous de tout Clairac aux heures de réjouissance.

Selon la coutume encore en usage, nous supposons que les jardins et bois des propriétaires environnants furent mis à contribution pour la confection de guirlandes de verdure et de fleurs, couronnes et bouquets, destinées à être suspendues aux arbres des allées et dans les rues. Pendant plusieurs jours, ce dut être un va et vient de femmes et d'enfants rapportant de la mousse et la récolte de feuillage et de fleurs, l'on se rassemblait ensuite dans les places pour confec-

tionner ces ornements fragiles, sitôt coupés, sitôt fanés, emblèmes bien réels des institutions humaines.

Dans leur satisfaction, après cette journée du 14, MM. les officiers municipaux enregistrèrent aux archives de la ville le récit de la fête raconté par M. Chaumel. Nous le donnons ci-après dans son intégrité. Ce récit est daté du 15 juillet 1790.

H. DE BELLECOMBE.

(à suivre)



L'INVASION

DE L'ARMÉE DES PRINCES EN AGENAIS

[FIN NOVEMBRE 1569-JANVIER 1570]

Après la défaite de Moncontour (3 octobre 1569), l'armée protestante, commandée par les deux jeunes princes de Navarre et de Condé et par l'amiral de Coligny, descendit vers la Garonne pour tendre la main aux troupes victorieuses de Mongomery qui venaient de conquérir, après une foudroyante campagne, le Béarn, le Bigorre et la plus grande partie de la Gascogne. Le 18 octobre, les Princes, quittant Saintes, se dirigèrent vers Pons, franchirent la Dronne à Brantôme, l'Isle près de Mussidan, séjournèrent deux ou trois jours dans les marches du Périgord et du Limousin, puis passèrent la Vézère et la Dordogne ; le 29 ils occupaient Saint-Céré, campaient le 1^{er} novembre à Sainte-Colombe, traversaient le Lot à Capdenac, arrivaient le 10 à Saint-Martin, puis, descendant la vallée de la Lère par Caussade, ils entraient à Montauban, où ils se rafraîchirent quelques jours. Ils y restèrent au moins jusqu'au 22, date à laquelle Coligny écrivait à son frère, le cardinal de Châtillon, que « Messieurs les princes se portent très bien et que leur armée s'enfle » de jour à autre des troupes qui leur surviennent, et se renforce » de l'artillerie qu'ils ont trouvée par delà ; que leurs reistres sont » fort contents et ont reçu deniers ; et, en somme, que leur armée » est si rafraîchie et restaurée de la perte qu'elle avoit faite, qu'il » n'y paraît plus ou bien peu » ¹. Après avoir laissé dans Montauban comme gouverneur le vicomte de Bourniquel, les Princes se remirent en marche vers l'Agenais afin de forcer le passage d la Ga-

¹ *Record office, state papers, France*, vol. XLVI. — Cité par le Comte H. de Laferrière, *Le Seizième Siècle et les Valois*, p. 250.

ronne et de rejoindre Mongomery arrivé à Condom dès la fin d'octobre ¹.

Les capitaines catholiques se mirent en mesure de leur barrer le passage : deux d'entre eux, Damville et Monferrand, avec mollesse, un seul, Monluc, avec une activité fiévreuse et une ardeur communicative vraiment surprenantes chez un vieillard presque septuagénaire. Damville se contenta de préserver Toulouse d'un coup de main : le 1^{er} novembre il écrivait au roi, de son camp de Grenade, qu'il surveillait l'armée des princes et l'amiral dans la direction de Montauban ². Du 2 au 13 novembre, durée de la session des Etats de Languedoc tenus dans la ville de Carcassonne, il « se tint à Toulouse » ou aux environs, pour veiller sur les démarches des princes de Navarre et de Condé, et de l'amiral de Coligni... ³ » Après la clôture des Etats, il s'enferma dans Toulouse : « Il faisoit de temps en temps quelque sortie sur l'armée des princes qu'il tâchoit de harceler, mais sentant ses forces inférieures, il n'osoit tenir la campagne » ⁴. Damville, on le voit, ne fit à peu près rien pour entraver la marche de l'armée protestante. Monferrand ne fit pas davantage. Monluc lui avait demandé d'amener à Agen un secours de mille arquebusiers. Le 7 novembre arrivait à Lectoure une lettre du gouverneur de Bordeaux annonçant à Monluc que ce secours serait « dans huit jours devant Agen » ⁵. Monferrand était, en effet, le 9 à Tonneins avec les mille arquebusiers et trente salades ; il poursuivit sa marche, rendue fort difficile par les partis ennemis qui couraient le long de la Garonne, jusqu'au Port-Sainte-Marie. Là

¹ La Popelinière, *La vraye et entière histoire des troubles et choses memorables advenues tant en France qu'en Flandres et pays circonvoisins depuis l'an mil cinq cents soixante et deux*, A Basle, pour Barthélemy Germain, 1578, t. 1, f° 365 r°. — L'auteur, qui publia la première édition de cet ouvrage à La Rochelle en 1573, l'a ensuite utilisé pour sa grande *Histoire de France* qu'il donna en 1581 (de l'Imprimerie, par Abraham H, 2 vol. in-f°), et dont les livres xi-xxiv reproduisent presque textuellement *La vraye et entière histoire des troubles*.

² Lettre de Damville au roi, du camp de Grenade, 1^{er} novembre 1569, publ. dans les *Preuves de l'Histoire de Languedoc*, édition Privat, t. xii, p. 914-917.

³ *Hist. de Languedoc*, t. xi, p. 527.

⁴ *Ibid.* p. 528.

⁵ Lettre de Monluc au roi, Lectoure, 8 novembre 1569 (*Monluc*, éd. de Ruble, t. v. p. 257).

laissant sa troupe, il poussa seul jusqu'à Agen, où il trouva Monluc. Ce dernier, sentant que le renfort amené par Monferrand n'était pas suffisant pour engager une bataille avec les princes, lui demanda simplement de lui prêter trois cents arquebusiers pour les mettre en garnison dans Agen, lui conseillant de ramener le reste vers Bordeaux et Libourne « pour garder que les ennemys ne puyssent « attenter aucune chose ¹. » Mais Monferrand, ayant compris que Damville se souciait peu de venir secourir 'Agen (il s'était borné à y envoyer son maître d'hôtel la Bruille pour savoir ce qui s'y faisait), abandonna, lui aussi, la partie, et revint à Bordeaux, où il était rentré le 20 ².

« Je demeuray en blanc, dit Monluc dans ses *Commentaires*, sans « espérance d'estre secouru de personne du monde ³. » Abandonné par Damville qui boudait à Toulouse ⁴, par Monferrand qui était rentré à Bordeaux, Monluc était dans une situation vraiment critique. Il n'était investi d'aucun commandement officiel, ayant donné sa démission de lieutenant de roi après la prise de Mont-de-Marsan (22 septembre 1569). Il ne disposait pas de forces suffisantes pour songer à « espousseter » Mongonmery. Il se borna à tout faire pour retarder sa jonction avec l'armée des princes. Dans les premiers jours de novembre, il avait quitté Lectoure, où il s'était fortifié, le mois précédent, pour conserver la place la plus forte de la Gascogne, et « s'en courut » à Agen, où il apprit que l'armée des princes était arrivée à Montauban et qu'elle se disposait à venir droit à Villeneuve. Il envoya aussitôt trois compagnies occuper cette dernière ville, puis revint à Lectoure. Il n'y resta que trois ou quatre jours, car, dit-il, « ny ma vieillesse ny mon indisposition ne m'arrestoient guières en » ung lieu ⁵. » Le 12 novembre, en effet, il était de nouveau à Agen, où il avait été mandé en hâte. Il trouva la ville en grand émoi : sur le bruit que les princes approchaient, les bourgeois étaient « entrés » en peur », « tout le monde commensoient à ployer bagaige », et « la » ville s'en alloit abandonnée. » A peine descendu de cheval, Monluc

¹ *Monluc*, t. v, p. 258.

² Lettre du sieur de Lanillac au roi, Bordeaux, 21 novembre 1569 (*Arch. histor. de la Gironde*, t. x, p. 346).

³ *Commentaires et Lettres de Monluc*, éd. de Ruble, t. III, p. 361.

⁴ Monluc attribue son mécontentement à une lettre que lui avait écrite la noblesse de Gascogne, sans doute pour lui reprocher son inaction.

⁵ *Monluc*, t. III, p. 349-350.

réunit les notables à la maison de ville, leur annonce qu'il vient se mettre à leur tête et prononce ce beau discours qui réconforta les Agenais et les décida à ne pas abandonner leur cité¹. Mais Agen, ville dominée d'un côté par des hauteurs, était peu défendable ; Monluc n'y disposait, d'ailleurs, que de sa compagnie et d'un corps de deux cents forestiers, commandé par un Italien, le capitaine Raphaël. Aussi avait-il mandé son gendre, le baron de Fontenilles, dont la compagnie était au camp de Damville, pour renforcer la garnison d'Agen, et fait venir de Libourne et de Sainte-Foy les quatre compagnies qu'y commandait son neveu Leberon, avec ordre d'occuper le Port-Sainte-Marie et Aiguillon, sur la Garonne. C'était sur ces deux points, en effet, que l'ennemi paraissait devoir porter son effort pour forcer le passage.

Leberon arriva aussitôt après que Monferrand eut quitté Agen pour rentrer à Bordeaux, c'est-à-dire vers le 15 novembre. Monluc logea trois de ses compagnies au Port Sainte-Marie et une à Aiguillon. Cette dernière évacua, du reste, aussitôt cette ville pour se porter à Villeneuve-d'Agen, que menaçait l'armée des princes. Un gentilhomme du pays, M. de Montazet, s'engagea à garder lui-même Aiguillon avec « le peuple ». « Or, dit l'auteur des *Commentaires*, je » faisais mener une traficque à M. de Leberon, pour donner une » escallade aux cappitaines Maussier et Chassauly, deux mauvais » garçons qui estoient à Monhurt²... » Pour préparer cette entreprise, Leberon se rendit à Aiguillon avec douze arquebusiers seulement ; mais il fut obligé de donner dix de ses hommes au commissaire des guerres, Viard, qui passait par là, pour lui « faire companye » jusques à ce qu'il auroit passé Thonens », « faisant estal que dans » trois heures ilz seroient de retour. » Cette circonstance, sur laquelle Monluc insiste pour pallier l'imprudence de son neveu, est confirmée par La Popelinière, qui dit simplement que Leberon manquait d'arquebusiers, « la plupart desquels peu auparavant il avoit » envoyé pour les affaires de son oncle. » Peut-être Monluc lui-même avait-il demandé à Leberon de fournir une escorte au commissaire Viard. Quoi qu'il en soit, Leberon se trouva à peu près seul

¹ *Montluc*, t. III, p. 352-356.

² *Ibid.* t. III, p. 363. — L'enquête du syndic Boissonnade, dont nous parlerons plus loin, fait allusion aux horribles excès commis par ces deux capitaines ; elle les nomme *Manciet* ou *Mauciet* et *Chauseaulitz* ou *Chaussaulitz* (Cf. *Archives historiques de la Gironde*, t. XXIX, p. 72 et 74.)

dans Aiguillon, incapable de résister à une attaque qu'il ne prévoyait d'ailleurs pas.

Le 28 novembre, vers les neuf heures du matin, les habitants de Clairac virent arriver, sur la rive opposée du Lot, quatre ou cinq trompettes qui se mirent à sonner haut : ils précédaient une troupe de douze à quinze cents chevaux, « montés, bien armés, dit un témoin oculaire, et en bel équipage à les veoyr, avecques leurs cornettes déployées » ; dans le nombre il y avait, disait-on, quelques cornettes anglaises. C'était l'avant-garde de l'armée des princes, commandée par MM. de La Caze, de la Loue, de Guttinières, de Moneins et autres capitaines. Ils avaient sous leurs ordres, d'après Monluc, sept ou huit cornettes de gens à cheval, avec lesquelles, partis de Lauzerte, ils avaient fait d'une seule traite « neuf grandz lieues, et n'avoient repeu que environ une heure à Haute-Faye. » Bref, ilz firent une cavalcade de gens de guerre et environnèrent Aiguillon. » La Loue, maréchal de camp de l'armée des princes, « ordonné, dit La Popelinière, pour la conduite de la cavalerie légèrè et qui d'ordinaire, devançant l'armée, luy traçoit les mauvais passages », logea sa troupe dans les villages voisins d'Aiguillon¹. La ville fut sommée deux fois, mais elle ne pouvait tenir. M. de Montazel avertit Leberon « qu'il ne la vouloit poinct mettre au hasart d'estre destruite et ruinée », et l'engagea à capituler. Une partie des défenseurs se sauva par dessus la muraille ; le reste se rendit. Leberon tomba aux mains des quatre chefs de l'avant-garde ennemie : ils se souvinrent qu'ils étaient des amis de Monluc, et laissèrent aller son neveu. « Ce sont, dit Monluc, des honnestes courtisies entre gens de guerre : mais mondit nepveu fit là ung pas de clerc, de n'avoir sceu garder ses gens pour la nécessité ; il pensoit les ennemys trop esloignés pour venir à luy. Cappitaines mes compaignons, c'est ung mauvais pensement ; car il devoit considérer l'importance de la place, qui estoit sur deux rivières, et que les ennemys ne fauldroient de souhaitter ung si bon morceau, veu mesme le bon voisinage de Cleyrac et Thonens. » L'auteur des *Commentaires* reconnaît qu'il eut « part à la folie » en retirant d'Aiguillon la compagnie qui l'occupait, par crainte que M. de Montazel ne l'accusât auprès du marquis de Villars d'avoir voulu simplement

¹ Le document inédit que nous suivons cite, parmi ces villages, Coleignes, Saint-Brice (canton de Bourran) et Polart : il n'a pas été possible d'identifier ce dernier nom.

faire vivre les gens de guerre aux frais de la ville ¹. L'empressement de M. de Montazet à dégarnir Aiguillon et à rendre la place avait peut-être une autre cause : les chefs de l'avant-garde protestante étaient porteurs d'une sauvegarde pour sa maison ².

Tandis que La Loue surprenait Aiguillon, la Caze, avec quelques capitaines, se rendit à Clairac et mit la main sur tous les bateaux : le dessein des protestants était de faire passer le Lot à leur infanterie devant Clairac. Dans tout le pays l'alarme était chaude : les ennemis propageaient le bruit que l'amiral et les princes, logés près de Haute-Faye, se disposaient à marcher sur Agen ³. On savait que les troupes de Mongonmery étaient de l'autre côté de la Garonne, vers Monheurt, prêtes à passer. La Loue, profitant du désarroi général, envoya dès le lendemain (29 novembre) le capitaine Viques pour sommer le Port-Ste-Marie, que défendaient les trois compagnies de Leberon. « Mais, dit la Popelinière, n'eut plustost donné » près de la place, qu'il feut que Monluc (inférieur à tant de forces) » sortoit par l'autre porte, tirant à Agen, à deux lieues de là, où il » déliberoit de retirer toutes ses troupes, ce qui l'y fist entrer plus » seurement, et tous ceux qui le suivirent. » Il ne semble pas que Monluc se soit porté de sa personne au Port-Ste-Marie ; il dit simplement qu'il retira dans Agen les trois compagnies qui y étaient logées.

Pendant que leur avant-garde, par cette pointe hardie, prenait possession des passages de la Garonne, l'amiral et les princes avaient descendu la vallée du Lot. Ils ne rencontrèrent devant eux aucun obstacle, hors Villeneuve-d'Agen, où, nous l'avons vu, Mon-

¹ Honorat de Savoie, marquis de Villars, qui succéda à Monluc comme lieutenant de roi en Guienne, était baron d'Aiguillon par son mariage avec Françoise de Foix, fille d'Alain de Foix et de Françoise de Montpezat (abbé Alis, *Histoire de la ville d'Aiguillon*, Agen, 1895, in-8°, p. 207).

² Voir sur la surprise d'Aiguillon un rapport d'espion inédit, anonyme, sans lieu ni date, mais évidemment rédigé à Clairac le 28 novembre, et publié en appendice. — Cf. aussi *Monluc*, éd. de Ruble, t. III, p. 363-366 ; La Popelinière (qui donne la date), *Vraie histoire des troubles*, t. I, fol. 366 v° ; de Thou, *Hist. univ.*, éd. française de 1734, t. V, p. 666 ; d'Aubigné, *Hist. univ.*, éd. de Ruble, t. III, p. 157.

³ Monluc assure qu'« à Lauzerte le conseil feust tenu que au partir de » là on s'en venoit loger à Castelsagrat, Monjoye, Saint Maurin et Férus- » sac, et lendemain à Agen. » (t. III, p. 383).

luc avait envoyé l'une des compagnies de Leberon pour renforcer la garnison. M. de Casseneuil y commandait ; un capitaine expérimenté, la Valette, s'y trouvait aussi par hasard, lorsque les princes envoyèrent un trompette pour sommer la place. « Ledit seigneur » de la Valette, dit Monluc, ordonna luy mesme la responce, qui » feust que la ville estoit au roy et non pas à eulx, et que, s'il y » avoit trompette ny labourin qui retournast plus, l'on les tueroit, » et qu'il y avoit trop de gens de bien là dedans pour la rendre. » La nuit suivante, la Valette traversa les lignes ennemies et courut à Agen afin de demander à Monluc d'envoyer promptement un capitaine de confiance pour commander dans Villeneuve. Monluc y dépêcha en toute hâte, avec le capitaine Cadreils et vingt-cinq arquebusiers, son fils le chevalier, qu'il manda de Lectoure où il l'avait laissé pour défendre cette ville avec M. de Romégas. ¹ Les princes tournèrent Villeneuve-d'Agen et continuèrent leur route vers la Garonne. Le 11 décembre, le sieur de la Vauguyon, qui surveillait leur marche posté derrière la ligne de la Dordogne, à Lalinde, écrivait à Catherine de Médicis qu'ils avaient occupé les passages de Ste-Livrade, Castelmoron et Clairac sur le Lot ; le front de leur armée s'étendait, sur la rive gauche de cette rivière, d'Aiguillon à un quart de lieue de Villeneuve ; les princes étaient logés à Ste-Livrade, l'amiral à Aiguillon ². Déjà une partie des troupes s'était installée au Port-Ste-Marie, que la Loue avait évacué la veille ³.

Dès qu'il fut arrivé au Port, Coligny s'occupa d'assurer, au moyen

¹ *Monluc*, éd. de Ruble, t. III, p. 369-370. Le récit des *Commentaires* est confirmé par un discours que prononça Monluc, le 26 janvier 1570, devant le Parlement de Bordeaux ; ce discours, conservé dans les *Registres secrets du Parlement de Bordeaux* (Bibl. munic. de Bordeaux, ms. 369, f° 313 et suiv.), est reproduit, avec quelques variantes, dans Dom Devienne, *Histoire de Bordeaux*, p. 164-165.

² Lettre du s^r de la Vauguyon à Catherine de Médicis, Lalinde, 11 décembre 1569, publiée par M. T. de Larroque, *Doc. inéd. pour servir à l'hist. de l'Agenais*, 1875, p. 104-105.

³ La Popelinière, *op. cit.*, t. I, f° 367 r°. — La date du 10, donnée par La Popelinière, s'accorde avec une lettre de Coligny, du 24 décembre, publiée en appendice, où il est dit que l'armée est au Port-Ste-Marie depuis dix ou douze jours. — De Thou, qui avait sous les yeux les récits de Monluc et de la Popelinière, a écrit, par erreur, que l'armée des confédérés arriva au Port-Sainte-Marie le 18 novembre et y demeura jusqu'au 10 décembre (*Hist. univ.*, t. V, p. 666).

d'un pont, ses communications avec Mongonmery. Ses troupes occupaient toute la ligne de la Garonne, des environs d'Agen au-delà de Marmande ¹. On se mit à l'œuvre et pendant quinze jours on travailla à la construction du pont. La Popelinière nous en donne une description très précise et très détaillée : « Telle fut, dit-il, la forme » et estoffe du pont qu'ils jettèrent sur ceste eau. Ils le dressèrent » de quatorze gros pieux serrez et longs de chacun vingt-quatre » pieds, sur lesquels nombre de traverses estoyent assises et fort » bien clouées, couvertes d'aisnes d'épaisseur convenable. Et par » dessus quantité de fumier, pour mieux en asseurer les chevaux, » avec les gardes d'un et d'autre costé, pour empescher qu'en une » presse les plus prochains ne tombassent en l'eau. Chacun bout du » pont avoit sa descente sur roues, pour en rendre l'entrée et issue » plus aisée, notamment à la cavallerie. Et pour en asseurer davan- » tage la structure, ils l'avoient serré d'un grand nombre de chaî- » nes de fer et de gros cables ² : si bien que ces chaînes le rendoyent » immobile sous la pesanteur de sa charge, lesquelles furent four- » nies par les habitants d'Aiguillon, au lieu de rançon qu'on y eust » prins en deniers ³. » Ce dernier détail n'est pas absolument exact : les habitants d'Aiguillon durent, pour préserver leur ville du pillage, payer une rançon de 8,000 livres, ainsi qu'en fait foi un arrêt rendu la 11 mai 1571 à Agen par Robert de Mondoulcet, commissaire député en Guienne pour l'exécution de l'édit de pacification, arrêt qui obligeait les consuls d'Aiguillon à rembourser à des marchands

¹ Voici les nouvelles que Coligny donnait à ce moment de son armée ; on lit dans une lettre expédiée de la Rochelle en Angleterre : « L'amiral » écrit que l'armée des princes se trouve fort gaillarde et plus saine qu'elle » n'a esté depuis un an. Ladite armée est au Port-Sainte-Marie, à trois » lieues d'Agen, et tient le bord de la rivière de la Garonne depuis les portes » d'Agen jusques par delà Marmande. Le comte de Mongonmery est de » l'autre bord de la Garonne, tenant tout le pays... Les ponts sont rompus » sur la Garonne... Les reistres ont reçu un terme et se montrent doc- » les. » (*Record office, State papers, France*, vol. XLVII. — Cité par le Comte de la Ferrière, *le Seizième Siècle et les Valois*, p. 253).

² Cf. *Montluc*, t. III, p. 373. « L'on nous asseuroit que monsieur l'admiral » avoit faict faire à Thonens de grandz cables comme la jambe d'ung » homme, et en avoit fait apporter de Montauban pareillement, et de gros » ses chaines, comme il estoit vrai ; car, oultre les grandz cables, le pont » estoit enchainné d'autre part. »

³ La Popelinière, *op. cit.*, t. I, p. 367 1^o.

de la ville la valeur des marchandises vendues pour parfaire cette rançon ¹.

Tandis que l'amiral hâtait les travaux, Monluc ne restait pas inactif. Aidé par un ingénieur, le capitaine Topiac, il faisait étendre la zone des fortifications d'Agen et, pour cela, n'hésitait pas à faire démolir les maisons et les granges qui se trouvaient près des murailles. Le 16 décembre, il rendait une ordonnance enjoignant aux consuls de loger dans les maisons des prétendus réformés, qui avaient quitté la ville à l'annonce de l'invasion de l'armée protestante. les propriétaires des maisons démolies, « parce que, dit le document, » plusieurs desd. propriétaires sont poveres gens de trebailh quy » n'ont que lesd. maisons. » Les considérants de cette ordonnance prouvent que Monluc craignait une attaque sur Agen et confirment ce qu'il dit à ce sujet dans ses *Commentaires* : « Comme voyant les » enemys rebelles et sedicieux au Roy occuper la plus part des villes » et plat pais du présent pais d'Agenais et qu'ilz sont près de la pré- » sent ville d'Agen et en deliberation d'icelle surprendre, etc ². » En même temps, il surveillait les mouvements de l'ennemi et envoyait le sieur de Montgneyralh à M. de la Vauguyon, qui, sur les instances de la Valette et des défenseurs de Villeneuve, s'était avancé jusqu'à Monflanquin, afin de l'informer qu'un fort parti de cavalerie huguenote avait déjà franchi le Lot à Clairac et marchait vers Tonneins pour, de là, se saisir du passage de la Dordogne à Sainte-Foy ³. Lui-même, trop faible pour attaquer l'ennemi, battait avec sa compagnie les environs de la ville, pour l'empêcher de s'en approcher trop. C'est ainsi qu'il défit un parti de reîtres, qui s'étaient « eslargis » jusqu'à un quart de lieue d'Agen, dans un village près de Monbran. De son côté, M. de Laugnac, qui défendait Puymirol, faisait des sorties fréquentes contre les cavaliers huguenots qui occupaient les villages environnants. Les pluies torrentielles qui ne cessaient pas et les boues rendaient de part et d'autre, tout engagement sérieux

¹ Ce document, tiré des Archives départementales du Lot-et-Garonne, E. Supplément, 865, II, 34, a été mentionné par M. l'abbé Alis dans son *Histoire de la ville d'Aiguillon*, p. 227.

² *Archives historiques de la Gironde*, t. xxix, p. 69-71.

³ Lettre de M. de la Vauguyon au roi, Monflanquin, 18 décembre 1569, publ. par M. T. de Larroque dans ses *Doc. inéd. pour servir à l'histoire de l'Agenais*, p. 106-108.

impossible¹. Aussi Monluc, bien qu'il parût craindre une attaque sur Agen, était-il surtout préoccupé de rompre le pont que l'amiral avait achevé de construire, et sur lequel il avait déjà commencé de faire passer plusieurs troupes de cavalerie française et allemande². Monluc réunit en son logis, « dans un petit cabinet », un conseil, composé de huit ou neuf personnes, auquel fut soumise l'idée d'un maître maçon toulousain, « qui faisoit les moulins de Monsieur le » marquis de Villars à Aiguillon. » Cet homme proposa de ruiner le pont en lançant sur la Garonne, alors fort enflée par les pluies, « ung molin d'eau, de ceulx qui estoient attachés devant la ville. » La Popelinière donne une description très minutieuse de ces moulins flottants : « Sur ceste grosse rivière, dit-il, il y a grand nombre de » moulins, coulans sur l'eau comme gros vaisseaux : sur deux des- » quels la meule, roue, et toute la maison du moulin est appuyée, » et dont les bateaux sont si bien liés ensemble, que la force ne de » l'eau, ne des vents, pour impetueux qu'ils soyent, ne leur sauroit » nuire en façon quelconque : ils sont si bien attachez à la rive du » fleuve avec une grosse chaîne de fer, qui est si bien cramponnée, » que l'on diroit que le moulin seroit basti sur fermes pilotis ; car » sans ceste chaîne, le roide cours de la rivière les emporteroit ai- » seement à val³. » Un ingénieur présent au conseil, le capitaine Topiac, qui dirigeait, nous l'avons vu, la défense d'Agen⁴, fut d'avis que l'entreprise réussirait si l'on pouvait charger le moulin avec de grosses pierres. Le conseil ne prit aucune décision ; on fit valoir qu'il serait impossible de préparer si secrètement l'entreprise que l'amiral n'en fût instruit par quelque réformé d'Agen : « Et en ceste » sorte ou autre, conclut Monluc, nous demeurâmes confus, sans » espérance d'autre remède que de nous bien deffendre. »

¹ *Monluc*, éd. Ruble, t. III, p. 367-368. — Monluc fait allusion à ces escarmouches dans son discours au Parlement de Bordeaux, déjà cité : « M. de Laugnac se mit à Puymirol, qui a bien fait son devoir. A Madaillan, » j'y mis un archier de ma compagnie, et à Agen ne me sont venus lesdits » ennemis bailler une seule alarme, et n'ay lessé à dormir pour eux, et » suis sorti de la ville d'Agen, et ay tué quelques restes (*sic* ; il faut cor- » riger sans doute : *reistres*). »

² Voir la lettre de Coligny à l'appendice.

³ La Popelinière, *op. cit.* t. I. f° 367 v°.

⁴ Le 8 mai 1575, Monluc délivra au capitaine Topiac une commission, publ. par M. A. Moulié dans le *Recueil des travaux de la Société d'Agriculture d'Agen*, t. VIII, p. 21.

Damville avait été informé à Toulouse de la construction du pont. Brouillé avec Monluc, il se refusait à concerter toute action avec son ancien collègue ; mais il voulut tenter, de son côté, un effort pour empêcher la jonction des deux armées ennemies. Il décida d'envoyer, par la Garonne, au Port-Sainte-Marie, trois bateaux montés par le capitaine Saint-Projet et soixante soldats, qui devaient essayer de ruiner le pont. Le mercredi 21 décembre, entre neuf et dix heures du matin, arriva à Agen, venant de Toulouse, le commissaire des guerres Viard : il était chargé par Damville d'une mission pacifique auprès de l'amiral ¹. Il amenait avec lui un trompette de maréchal. Viard communiqua secrètement les projets de Damville à Monluc : le vieux capitaine, qui avait encore sur le cœur le sanglant affront que le hautain gouverneur du Languedoc lui avait infligé à Mont-de-Marsan ², vit là tout de suite une occasion excellente de se venger de son rival en le prévenant et en lui enlevant l'honneur de l'entreprise. Il fut convenu que le trompette reviendrait aussitôt du Port-Sainte-Marie à Agen pour informer Monluc de l'état du pont. Viard arriva vers les deux heures de l'après-midi au Port, juste à temps pour voir passer sur le pont trois cornettes de reîtres qui venaient loger en Gascogne. Le trompette examina à loisir l'état des travaux, put juger de leur solidité et repartit pour Agen. Il y rentra le soir à neuf heures et rendit compte à Monluc : Viard était d'avis que si le capitaine Saint-Projet tentait l'entreprise, pas un de ses hommes n'échapperait, car l'ennemi était averti ; sept ou huit petites pièces d'artillerie et mille à douze cents arquebusiers gardaient les deux bouts du pont. Monluc manda aussitôt trois ou quatre personnages de confiance et leur décèle son intention « d'envoyer à bas la rivière le moulin du président Sevin ³. »

¹ C'est la lettre de Coligny, publiée en appendice, qui nous l'apprend : « Monsieur le mareschal Darville m'a envoyé son secretaire Viart pour m'exorter à la paix et pour m'offrir toutes les seuretés que je voudrois demander, et entre autres me proposant la conté de Neufchastel. »

² Voir le récit des *Commentaires*, t. III, p. 329-337.

³ Herman Sevin, sieur de Lagarde, juge-mage et président du présidial d'Agen de 1540 à 1572, s'était montré, depuis le début des troubles, favorable aux réformés ; il fut de connivence avec eux lorsqu'ils surprirent Agen dans la nuit du 16 au 17 avril 1562. Monluc l'en accuse (t. II, p. 450) et son opinion est confirmée par les procès-verbaux des assemblées du

Six soldats mariniens allèrent subrepticement, pour ne pas donner l'éveil, le détacher du bord ; le pieu, auquel était fixée la chaîne, céda, entraînant l'un des hommes qui se noya. Ici il faut donner la parole à Monluc ; son récit est un des plus savoureux des *Commentaires* : « Il pouvoit estre unze heures devant minuict, et, ainsin que » j'ay entendu depuis par les ennemys mesmes, le molin arriva au » pont vers une heure ; lesquelz avoient mis des centinelles une » grand demye lieue contre-mont la rivière, afin de donner l'alarme » quand le cappitaine Sainct-Projet passerait. Et comme ilz com- » mensarent à ouyr le bruit du molin, donnarent l'alarme, que in- » continent feust au Port, et commensarent à tirer force harquebou- » zades au pauvre molin, lequel ne disoit mot, mais il donna ung tel » chocq qu'il empourta tout le pont, cables, chaisnes et batteaux, de » sorte qu'il n'en y demeura qu'ung qui estoit attaché à la muraille » du logis de monsieur le prince de Navarre. Il alla des batteaux » jusques à Sainct Macaire, et en y a qui m'ont dit qu'il en estoit » allé jusques auprès de Bourdeaux. Ce brave molin du président » alla encores rompre ung autre molin huguenot au dessoubz de » Thonens, et en fin s'arresta aux isles vers Marmande ¹. »

Tel est le récit des *Commentaires*. Il est intéressant de le rapprocher des autres témoignages contemporains. Nous publions en appendice une lettre inédite de Coligny à la reine de Navarre, écrite du Port-Sainte-Marie le 24 décembre 1569, et qui donne précisément une relation de la ruine du pont. Elle permet d'abord de dater le fait, d'une façon très précise : l'événement eut lieu la nuit du jeudi 22 décembre qui précéda le samedi 24. Monluc, nous l'avons vu, le place dans la nuit du mercredi au jeudi (21-22 décembre), mais il est très facile de concilier les deux indications : Coligny, dît, en effet, que la

pays d'Agenais du 27 au 29 juin 1563, publiés dans le tome xxix des *Archives historiques de la Gironde*, p. 34-36. Après l'édit d'Amboise, Sevin avait dénoncé Monluc comme violant la paix pour avoir pris des mesures tendant à assurer la garde de la ville d'Agen [Voir la curieuse étude publ. dans cette *Revue*, (t. xiv, p. 214-216, 500-501), par M. G. Tholin sur *La ville d'Agen au temps des guerres de religion*]. Monluc nourrissait donc contre le président une vive animosité : en envoyant son moulin « à bas la rivière », il se vengeait. De plus, ce moulin pouvait passer pour hérétique, et il était destiné à ruiner un pont huguenot. De toute façon, la farce était excellente et Monluc dut s'en frotter les mains.

¹ *Monluc*, éd. de Ruble, t. III, p. 376.

rupture survint le jeudi matin à quatre heures ¹. En revanche, les deux témoignages ne s'accordent pas sur l'heure : Monluc, sur la foi « des ennemys mesmes », affirme que le moulin arriva au pont vers une heure du matin. L'heure donnée par Coligny, témoin oculaire, est plus vraisemblable : il y a 20 kilomètres d'Agen au Port-Sainte-Marie, et Monluc dit lui-même que le moulin fut lancé vers onze heures du soir. Bien que le courant fût très rapide, il dut mettre plus de deux heures à franchir la distance. Mais voici un désaccord plus grave : Coligny écrit : « Quoy qu'à cause des grandes et continues pluies, lad. rivière fust tellement enflée que nostre pont eust beaucoup à souffrir, si est-ce qu'il avoit tenu bon jusques à ce que, renflant lad. rivière d'heure à autre et à vue d'œil, elle est devenue si impetueuse que la nuit de jeudi dernier, sur les quatre heures du matin, elle rompit les cables et cordages d'un des molins que nous avions ung peu au dessus dud. pont, lequel fut porté et poulé par telle violence contre icelluy qu'il le rompit et s'en alla tout à val l'eau. » Coligny attribue, comme on voit, la rupture à un simple accident. Le récit des *Commentaires*, si vivant, si joli, serait-il donc une simple « gasconnade », inventée après coup par l'imagination brillante de l'auteur ?

La question est très délicate. De l'examen des documents originaux semble, au premier abord, se dégager cette conclusion que Monluc a « brodé ». La lettre de Coligny est, en effet, confirmée par un autre document très important et très probant : c'est l'enquête, faite en janvier 1570, par le syndic Michel Boissonnade sur les excès commis en Agenais par l'armée des princes ; on y lit en deux endroits que le pont fut rompu « par la force et impiété de » lad. rivière de Garonne », « ou autrement par certain molin que c'estoit destaché de hault ². » De plus, dans une lettre qu'il adressait au roi moins de trois semaines après l'événement, le 9 janvier 1570, Monluc fait allusion à la ruine du pont, mais n'ajoute pas qu'il en fut la cause : « Sire, le xxx^e du passé advertis Vostre Majesté » comme les Princes et jadis admiral avec leur armée estoient encores deçà la rivière de Garonne, Mongonmery et ses troupes

¹ Le marquis d'Aubais (*Pièces fugitives*, t. 1, p. 291) dit par erreur que le pont fut rompu dans la nuit du 15 au 16. M. de Ruble et, après lui, tous les historiens ont adopté cette date manifestement inexacte.

² Cf. *Archiv. histor. de la Gironde*, t. xxix, p. 72 et 75. — La publication de ce document, que nous analysons plus loin, est due à M. G. Tholin.

» delà, qui avoient perdu la commodité de leur pont ¹. . » Monluc, dont nous connaissons la vanité, s'il avait eu part à l'accident qui retardait la jonction des deux armées ennemies, ne l'eût-il pas orgueilleusement rappelé ?

Ce n'est pourtant pas dans les *Commentaires* que l'on trouve affirmée pour la première fois l'intervention de Monluc dans la rupture. Déjà, dans sa lettre justificative au roi, datée du 10 novembre 1570, et qu'il dicta aussitôt après le siège de Rabastens, quand il fut un peu remis de l'arquebusade, il revendiquait l'honneur d'avoir rompu le pont : « Et d'autant que lesdits sieurs avoient fait faire un pont sur » la Garonne, pensant y passer en ce pays, et faire du pays de Con- » dommois et d'Agenois comme d'une ville, *je leur rompis leur pont,* » *et le mis si bien en pièces* qu'ils n'en sceurent jamais recouvrer » que deux batteaux ². . » L'affirmation est ici très nette ; mais on ne saurait l'accepter sans contrôle, en raison même du caractère du document qui la contient. Cette lettre, en effet, qu'il faut considérer comme une première ébauche des *Commentaires*, n'est qu'un long exposé justificatif de la gestion de Monluc en Guienne, écrit par lui au lendemain de sa disgrâce, alors qu'il se souciait avant tout de faire valoir aux yeux du roi ses moindres actes. La narration des *Commentaires* est entachée de la même suspicion : le livre est, d'un bout à l'autre, une apologie personnelle, et les faits y sont toujours présentés à la louange et à la plus grande gloire du principal acteur. Faut-il donc conclure que Monluc a imaginé son récit de toutes pièces et pour les besoins de sa cause personnelle ?

Nous ne croyons pas que l'on puisse l'affirmer d'une façon certaine. Le récit des *Commentaires* est très net, très circonstancié : il porte en soi des caractères d'authenticité qui ne peuvent être négligés. La chronologie en est rigoureusement exacte ; l'auteur y raconte heure par heure la journée du mercredi 21 décembre qui précéda la rupture du pont. Il dit comment l'idée de lancer un moulin flottant fut suggérée, quelques jours avant, dans un conseil tenu à Agen ; comment, au retour du trompette de Damville, il se décida à détacher le moulin du président Sevin. La communication qu'il fit de ce projet à trois personnages de confiance, le choix du moulin, l'envoi des six soldats mariniers chargés de le lancer à la dérive, la mort accidentelle de l'un d'eux survenue au cours de l'opération

¹ *Monluc*, éd. de Ruble, t. v, p. 261.

² *Monluc*, éd. de Ruble, t. III, p. 443.

sont autant de détails très précis et très caractéristiques, où l'on ne sent aucune trace d'arrangement après coup. L'invention serait, à la rigueur, vraisemblable s'il s'agissait d'un fait de plusieurs années antérieur à la rédaction des *Commentaires* ; on comprendrait alors que Monluc ait pu songer à le travestir sans crainte d'être démenti, ou que son imagination se soit plu à l'embellir. Mais c'est moins d'un an après l'événement que fut publiée la lettre au roi où il affirme son intervention personnelle dans la rupture du pont¹ : aurait-il osé affirmer aussi hardiment un fait matériellement faux, alors que Coligny et les autres chefs de l'armée des princes vivaient encore ? La vantardise de Monluc était grande, mais non moins grande était sa circonspection, et la lecture attentive de tout son livre, la confrontation de son récit avec les documents originaux prouvent que, s'il n'a pas hésité à omettre des faits gênants pour sa cause, le souci constant de ne pas donner prise aux attaques de ses nombreux ennemis l'a gardé de toute inexactitude matérielle grave dans l'exposé des faits qu'il racontait.

Au reste, le récit des *Commentaires* et les documents originaux ne se contredisent pas d'une façon formelle. Il n'est pas impossible de les concilier. En effet, deux jours après l'événement, Coligny a parfaitement pu ignorer à quelle cause précise avait été due l'arrivée du moulin flottant contre le pont, et l'attribuer simplement à la crue de la Garonne. On s'explique aussi, à la rigueur, que les habitants du pays qui déposèrent dans l'enquête du syndic Boissonnade en janvier 1570, n'aient pas connu l'auteur responsable de l'accident un mois après qu'il se fut produit. Monluc semble n'avoir pas voulu ébruiter la chose : il laisse entendre qu'elle fut faite en grand secret ; il se refuse à nommer les personnages qui l'aidèrent à exécuter son projet, dans la crainte que le président Sevin les cite en justice devant les commissaires royaux chargés d'une enquête en Guyenne juste au moment où l'auteur des *Commentaires* dictait son livre². Enfin,

¹ M. de Ruble dit que cette lettre fut imprimée en 1571, chez Michel Jove, à Lyon (t. III, p. 449, note 1) ; mais M. Emile Picot a mentionné dans son *Catalogue des livres composant la bibliothèque de feu M. le baron James de Rothschild* (Paris, 1893, gr. in-8^o) une édition parue en 1570 (cité par M. T. de Larroque dans la *Revue de Gascogne*, 1894, p. 125).

² Il s'agit de l'enquête sur la vérification des finances et sur les excès commis au cours des troisièmes troubles, dont furent chargés Jean Tambonneau, président de la Chambre des Comptes de Paris, par commission du 3 octobre 1570 (voir le texte dans les *Arch. histor. de la Gironde*, tome

pour ce qui est de la lettre adressée par Monluc au roi le 9 janvier 1570, ne serait-il pas excessif de conclure d'un simple membre de phrase fort vague que son auteur ne fut pour rien dans la rupture ?

En tout cas, la version qui lui attribuait cet honneur s'accrédita vite, même parmi les protestants. Dès 1573, c'est-à-dire dix-neuf ans avant la publication des *Commentaires*, La Popelinière, qui nous a laissé de toute cette campagne un récit très complet, donnait de l'évènement la relation que voici : « Monluc en deschaina deux ou » trois (des moulins flottants) : ausquels il adjoignit encores quelque » nombre de bateaux. qui estoient chargés de grosses pierres ou » caillouz. Et afin qu'on ne se doutast d'autre chose que d'une escar- » mouche, il les garnit de mèches allumées, tellement qu'il sembloit » que ce fussent autant d'harquebuziers, parmi les ténèbres de la » nuit. Ce fait, sur la mi-nuit, il les laissa tous aller à val l'eau, » où le fil impetueux les emporta d'une si grande roideur, que la » force de trois ponts semblables à cestuy-ci. n'en eussent sçu sous- » tenir le moindre. Ainsi, et en un quart d'heure, l'œuvre de plu- » sieurs journées et de grans frais fut tout mis en pièces. De quoy » les protestans ne receurent moins de desplaisir que de dommage ¹. » Les exagérations de Monluc, s'il en a commis, ne sont rien, on le voit, à côté de cette romanesque relation : ce n'est plus un moulin, qui fut détaché, mais bien deux ou trois, plus « quelque nombre de » bateaux ». chargés de cailloux ; ce train formidable, Monluc a su le rendre plus terrifiant encore en le garnissant de mèches allumées, qui lui donnaient, la nuit, l'apparence d'un énorme brûlot. De la Popelinière, d'habitude si mesuré dans son récit, et de Monluc, enclin aux exagérations vaniteuses,

Le plus Gascon des deux n'est pas celui qu'on pense.

Entre les témoignages simplement vagues et incomplets de Coligny et de l'enquête du syndic Boissonnade, et le récit dramatisé à plaisir

xxix, p. 81), du Gast, maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du roi, et Robert de Mondoulcet, conseiller au grand conseil, par lettres du même jour (Archives départementales de la Gironde, B, 38, fol. 216-218). Voir sur cette enquête, à laquelle font allusion plusieurs passages des *Commentaires* (t. I, p. 5, t. II, p. 333, t. III, p. 456) une lettre du président Tambonneau, du 30 janvier 1571 (*Arch. hist. de la Gir.*, t. x, p. 563), et une lettre de Monluc au roi, du 25 décembre de la même année (éd. de Ruble, t. v, p. 290-291.)

¹ La Popelinière, *op. cit.*, t. I, fol. 367 v^o.

de l'historien protestant, la vérité ne se trouverait-elle pas — *in medio* — chez l'auteur des *Commentaires*? Quoi qu'il en soit, les historiens postérieurs ont accepté la version qui attribue à Monluc l'honneur de la rupture. D'Aubigné ne le nomme pas, mais il a eu son récit sous les yeux et il laisse entendre que le moulin fut détaché avec intention ¹. De Thou dit formellement que Monluc ruina le pont « avec plus de bonheur que d'habileté » pour priver Damville de cette gloire ². Il semble donc qu'il soit permis, sinon de conclure d'une façon absolument certaine, du moins de concilier, en attendant la découverte de nouveaux témoignages plus décisifs, le récit des *Commentaires* avec les documents originaux connus.

PAUL COURTEAULT.

(A suivre)

¹ « Le pont, qui avoit attendu le comte plus de quinze jours, fut rompu » par quelque moulin qu'on laissa dériver la nuit; l'eau estant grande, » les pièces en furent emportées jusques à Saint Maquaire. » (D'Aubigné, *Hist. univ.*, éd. de Ruble, t. III, p. 158.)

² De Thou, *Hist. univ.*, t. V, p. 667.

VIE DE M. HÉBERT, ÉVÊQUE COMTE D'AGEN

TROISIÈME PARTIE

M. HÉBERT ET LES AFFAIRES DE LA CONSTITUTION

UNIGENITUS

(SUITE ET FIN)

XI. — La Bulle Unigenitus. — M. Hébert la reçoit suivant les explications de l'Assemblée de 1714. — Peine qu'il éprouve de se séparer en cette circonstance du Cardinal de Noailles.

Cependant la lutte d'abord circonscrite entre le cardinal de Noailles, les Jésuites et quelques évêques, était devenue générale. Il ne restait plus de gens neutres comme dit St-Simon. Pour rendre la paix à l'Eglise et à l'Etat, Louis XIV vit qu'il était urgent de prendre un parti décisif. A cet effet il se résolut à recourir directement à Rome et à demander contre le livre du P. Quesnel, cause ou prétexte de toute la querelle, une constitution dans toutes les formes qu'il se faisait fort ensuite de faire recevoir par les Evêques du royaume de France et par les Parlements. C'était gravement dérogé aux maximes de l'Eglise Gallicane d'après lesquelles toute affaire née en France devait y être jugée au moins en première instance, mais la nécessité n'a pas de loi. Dans le cas de nécessité Bossuet lui-même ne mettait pas de limites à la puissance du Pape ¹. D'ailleurs, le principal intéressé n'avait-il pas solennellement déclaré dans sa fameuse lettre à l'Evêque d'Agen « qu'on ne le verrait jamais ni mettre ni souffrir la division dans l'Eglise, pour un livre dont la Religion pouvait se passer ; que si notre S. P. le Pape jugeait à propos de censurer celui-ci dans les formes, il recevrait sa constitution et sa censure avec tout le respect possible, et qu'il serait le premier à donner l'exemple d'une parfaite soumission d'esprit et de cœur ². »

La réponse du Pape à Louis XIV n'était pas douteuse. Déjà le 13 juillet 1708 avait paru en France contre le livre incriminé un bref d'Innocent XI, daté du 31 août 1706. Les circonstances avaient retardé la publication de ce décret qui, faute d'avoir été soumis au jugement des évêques du royaume dans les assemblées provinciales, était resté

¹ Defens. déclarat. part. 2, liv. II, ch. XX.

² Page 12.

lettre morte en France. A propos de ce décret, M. Hébert s'était exprimé ainsi dans sa lettre en forme de mémoire au comte de Pontchartrain : « Il n'est pas permis à un évêque français d'ignorer les libertés de l'Eglise gallicane.. en mon particulier et comme particulier je respecte, j'honore, j'embrasse ce bref qui me paraît respectable. Je m'y sou mets même de bon cœur, mais je ne dois pas pour cela le publier contre nos usages. Je dois attendre avec tous les évêques du royaume que tout se fasse dans l'ordre accoutumé ¹. »

Il devait attendre assez longtemps. La constitution demandée par le Roi le 12 décembre 1711 ne fut signée par le Pape — *tantae molis erat* — que le 8 septembre 1713. Un courrier extraordinaire la porta au Roi le 24 septembre mais elle ne lui fut officiellement notifiée par le Nonce que le 3 octobre. Dans l'intervalle les premiers officiers du Parlement de Paris l'avaient examinée au point de vue des Libertés de l'Eglise Gallicane et ils avaient convenu « qu'il n'était jamais venu de Rome une bulle plus innocente quant à la forme ; que tout y était avantageux aux droits du royaume, etc... ² » Il ne restait plus qu'à la faire recevoir par le corps des Evêques.

Suivant les usages et les traditions, l'acceptation aurait dû se faire dans les Assemblées provinciales. Le Roi préféra recourir à l'Assemblée des Evêques présents à Paris, cette voie lui ayant paru et plus sûre et plus courte ³. A cet effet, il décida que la première séance de cette assemblée se tiendrait le 16 octobre 1713, sous la présidence du cardinal de Noailles. Après de longs pourparlers et d'interminables discussions qui se prolongèrent jusqu'au mois de février de l'année suivante, quarante prélats acceptèrent la bulle et adoptèrent un modèle de *Lettre pastorale* qu'ils s'engagèrent à publier en même temps que la bulle dans leurs diocèses respectifs. Neuf autres évêques prirent un parti différent qui fut de s'adresser au Pape lui-même pour lui proposer leurs doutes et leurs difficultés. M. de Noailles était à la tête de cette minorité.

Aussitôt après, ce cardinal écrivit ⁴ à M. Hébert ce qui s'était passé dans l'Assemblée non pour peser sur sa décision, mais afin, lui disait-il, que vous preniez le parti qui vous conviendra. Ce parti à prendre

¹ Pages 59-60.

² Journal de l'abbé Dorsanne, tome 1, p. 43.

³ Lettre de M. Voisin au Cardinal de Noailles. — Ibid. p. 44.

⁴ Voir : Lettre de M. Hébert au Cardinal de Noailles, datée d'Agen, le 26 mars 1715. (Bibl. Nat. mss. 23216).

jetai M. Hébert dans toutes les perplexités. D'un côté il avouait qu'il n'avait pas passé un seul jour, depuis qu'il avait lu la Bulle du Pape, sans ressentir des peines infinies. L'Instruction Pastorale, explicative de la Bulle, était loin de calmer sa conscience et de dissiper ses peines. Sans doute, il reconnaissait qu'il y avait quelques endroits d'assez bons dans cette instruction, mais qu'il y en avait de fort faibles : qu'on y en avait pas ménagé l'Ecole de saint Thomas, qu'il y avait des choses contraires à la bonne foi, qu'on y donnait à plusieurs propositions des sens très éloignés de celui de l'auteur etc...¹ Par dessus tout il lui était extrêmement pénible de paraître se séparer du Cardinal de Noailles auquel il avait voué une fidélité à toute épreuve

D'autre part, la parole qu'il avait donnée aux évêques de Luçon et de La Rochelle et au comte de Pontchartrain, l'engagement souvent réitéré qu'il avait pris vis-à-vis des principaux Prélats de l'Assemblée de se conformer à leurs sentiments² et assurément plus que tout le reste la crainte révérentielle et, peut-être, un peu servile que lui inspirait Louis XIV, telles étaient les principales raisons, les unes avouées, les autres secrètes qui le poussaient à se rallier à la majorité de l'Assemblée.

Ces raisons prévalurent enfin. Le 15 avril 1714 il signa une Ordonnance « *très courte* » dans laquelle après avoir célébré « le zèle du saint Pontife que Dieu a donné à son Eglise, son application constante à déraciner du champ du Seigneur, les moindres rejetons du Jansénisme et l'attention qu'il a fait paraître à concourir avec le Roi, à la prière duquel il a condamné le livre des *Réflexions morales*, à conserver le précieux dépôt de la saine doctrine, à augmenter et affermir la paix de l'Eglise et unir les Evêques dans une parfaite uniformité de sentiments », il déclare « qu'il accepte avec soumission et respect la constitution de N. S. P. le Pape, *Unigenitus Dei filius*, dans laquelle il reconnaît la doctrine de l'Eglise. »

En même temps il écrivait au Cardinal de Noailles pour lui exposer les motifs qui l'avaient déterminé et, comme pour marquer qu'il ne se séparait de lui que pour la forme ; qu'au fond il partageait son avis, il ajoutait en terminant : « Mon dessein est de demander au Pape des explications, les jugeant absolument nécessaires, et me persuadant

¹ Voir : Lettre de Monseigneur l'Evêque d'Agen à Monseigneur l'Evêque de Marseille, Page 58.

² Ibid. — Page 59.

que le Pape ne pourra les refuser à des Evêques qui, par le respect qu'ils ont pour Sa Sainteté, ont passé au-dessus des peines qu'ils ressentent sur la Constitution ¹. » Le schisme n'en existait pas moins. Dans une lettre du 26 mars 1715, M. Hébert raconte au même Cardinal toute la peine qu'il éprouva à s'y résoudre. « Rien dans la vie, lui disait-il, ne m'a plus coûté ; il m'a fallu faire une étrange violence à mon cœur pour m'écarter des sentiments de V. E... Au reste, Monseigneur, je puis assurer Votre Eminence que je n'ai jamais changé de sentiments à son égard et que toutes les fois qu'il se présente des occasions de parler des affaires présentes, je le fais comme la personne du monde la plus sensiblement attachée à vos intérêts ². »

XII. — Mort de Louis XIV — M. Hébert se rend à Paris — Réaction contre la Constitution et les Constitutionnaires.

Ce témoignage de fidélité parvint à M. de Noailles dans un temps où l'on parlait couramment de sa décardinalisation, de sa déposition, de son excommunication prochaine et de son internement dans quelque enceinte fortifiée. De fait depuis trop longtemps il tenait en échec et le Pape et le Roi. Mais tout-à-coup la mort de Louis XIV vint changer la face des affaires.

C'est à Bagnères où il était allé prendre les eaux que M. Hébert apprit la maladie du roi et à son retour à Agen, la nouvelle de sa mort. Cette perte, écrivit-il au cardinal de Noailles, m'a touché très vivement ; je l'ai été très sensiblement lorsque j'appris ce qui s'était passé à l'égard de V. E. Je sais combien elle était parfaitement attachée à Sa Majesté et combien il lui a été sensible de ne pouvoir lui rendre ses derniers devoirs ³. »

La mort de Louis XIV rendait à M. Hébert toute sa liberté. Le premier usage qu'il en fit fut de se rendre à Paris pour y prendre place aux côtés de M. de Noailles. Le 29 septembre, il lui annonce qu'il part le 1^{er} octobre afin de se réjouir avec S. E. de tout ce qui arrive comme devant contribuer à la paix de l'Eglise. « Comme ma santé, ajoute-t-il, n'est pas fort robuste, je ferai de petites journées et je

¹ Lettre de Monseigneur l'Evêque d'Agen à Monseigneur l'Evêque de Marseille. Pages 59, 60.

² Bibl. Nat. mss. 23216.

³ Lettre du 12 septembre 1715. (Ibid).

pourrai même me reposer à Poitiers et à Tours. Près de douze années de résidence feront excuser une absence de quelques mois. Il n'est pas croyable combien le déchainement de toutes sortes de personnes et de tous états est grand contre les auteurs de nos affaires. On nous mande de bien des endroits qu'ils ont l'oreille bien basse et qu'ils commencent à s'humaniser. Ils pourront servir l'Eglise quand ils pratiqueront plus exactement la vertu qui n'était pas leur favorite, qu'ils seront plus unis aux Evêques et seront plus attentifs à ne pas brouiller et diviser l'Episcopat. Il nous est très douloureux qu'il nous en ait tant coûté pour avoir soin à remettre les choses dans l'état où elles auraient dû être toujours. J'aurai l'honneur de présenter mon histoire à V. E. qui verra par elle-même que, dans tous les événements, je lui ai été plus dévoué que personne ¹. »

Il trouva Paris dans toutes les effervescences d'une réaction. « J'y ai vu de près, dira-t-il plus tard, ce que nous ne connaissons que très imparfaitement dans les provinces éloignées et principalement dans celles comme est la nôtre, où l'on est fort tranquille sur les contestations présentes. J'aurais eu peine à le croire, si je n'en avais été témoin, combien en général on a d'éloignement pour la Constitution, cela ne peut s'imaginer. Cette disposition est presque universelle. Les habiles gens, les plus savants docteurs, les plus saints religieux de l'Eglise, les magistrats, les gens d'épée sont tous effrayés de cette Bulle ². »

Dans une situation si extraordinaire, son premier soin fut de s'instruire à fond des sujets de la dispute, de les examiner à la rigueur, de lire les livres que ceux des deux partis avaient composés, de les confronter ensemble, de peser les raisonnements qu'on y employait de part et d'autre, de consulter les plus savants docteurs, d'étudier les anciens, enfin de ne chercher que la seule vérité pour fixer son jugement et se déterminer sur le parti qu'il devait embrasser ³.

¹ Lettre du 12 septembre 1715.

² Lettre à l'Evêque de Marseille. Page 60.

³ Ibidem.

XIII. — M. Hébert propose au Régent de demander au Pape des explications au sujet de la Bulle — Cet expédient d'abord adopté est abandonné — Mission de l'abbé Chevalier — M. Hébert suspend l'effet de la publication de la Bulle dans son diocèse — Il appelle au futur Concile.

Il y a un mot de Saint Augustin qui aurait dû épargner à M. Hébert tout ce travail : *Roma locuta est, causa finita est*¹. Malheureusement il était encore moins augustinien que gallican et il était trop logique, trop honnête et aussi trop brave pour prendre des biais ou s'arrêter en route.

Voyant avec douleur la continuation et même l'augmentation des troubles de l'Eglise de France, il fut un des premiers à proposer aux évêques acceptants de s'unir au cardinal de Noailles pour obtenir du Pape des explications. On lit à ce sujet dans le Journal de l'abbé Dorsanne² à la date de décembre 1716 : « MM. les évêques d'Auxerre (de Caylus) et d'Agen (Hébert) formèrent la résolution d'écrire au Prince Régent une lettre qu'ils feraient signer à plusieurs évêques, dans laquelle après avoir marqué l'état de l'église de France par rapport à la Constitution, et dit très nettement qu'ils ne l'avaient acceptée que relativement à leurs explications, et que c'avait été là l'esprit de l'Assemblée de 1714, ils suppliaient S. A. R. de demander au Pape des explications de la Constitution, comme le seul remède capable de donner la paix à l'Eglise. M. le duc d'Orléans approuva fort cette démarche. » Douze évêques signèrent d'abord cette pétition et beaucoup d'autres ensuite. Mais le Régent, après avoir hésité longtemps, renonça à l'envoyer à Rome.

Des théologiens en renom furent alors chargés d'élaborer deux ouvrages : l'un connu sous le nom de Corps des difficultés, l'autre sous celui de Corps de doctrine. Ces ouvrages furent ensuite examinés par chaque évêque en particulier. M. Hébert ne les approuva qu'après

¹ Le texte exact est : Jam enim de hac causa duo concilia missa sunt ad sedem apostolicam unde etiam rescripta venerunt ; *causa finita est. Sermo 131 de verb. apost.*, cap. x, n° 40.

² Nous citons souvent l'abbé Dorsanne. Son jansénisme n'est pas douteux. Mais par la nature de ses fonctions auprès du Cardinal de Noailles nul plus que lui n'a été au courant des affaires de la Constitution. Nous lui empruntons des faits, nous lui laissons ses idées et ses appréciations.

avoir pris l'avis de MM. Brisacier et Tiberge des missions étrangères¹. Le Régent chargea enfin l'abbé Chevalier de les porter à Rome pour les présenter au Pape. Mais la négociation de cet abbé, comme bien on pense, n'eut aucun succès.

Ces échecs répétés ne découragèrent pas tout d'abord M. Hébert qui continua à prendre une part très active aux délibérations des Evêques, présents comme lui à Paris, dans l'espoir d'aboutir enfin à une solution. Mais au lieu de s'améliorer la situation empirait tous les jours. Rome indignée de voir son autorité méconnue, méprisée au sujet d'une Bulle, véritable règle de foi, revêtue de tous les caractères de l'infaillibilité, préparait ses foudres. A Paris et en France la plus grande discorde continuait à régner parmi les Evêques. Comment l'unanimité aurait-elle pu être rétablie alors que les non acceptants pas plus d'ailleurs que les acceptants ne s'entendaient entre eux!

Soudain, le 1^{er} mars 1717, les plus irréductibles du parti de M. de Noailles, MM. de Mirepoix, de Senez, de Montpellier et de Boulogne se décidèrent à interjeter appel au futur Concile général. Leur conduite était conforme aux maximes du royaume et aux libertés de l'Eglise gallicane. Cependant comme ils avaient agi sans l'autorisation du Régent, ils ne tardèrent pas à recevoir l'ordre de quitter Paris dans les 24 heures. Cet ordre fut exécuté malgré les instances du cardinal de Noailles qui alla, le 10 mars, intercéder, en faveur des expulsés, auprès de S. A. R. avec les évêques qui lui étaient unis et auxquels s'étaient joints M. Hébert². »

On voit par cette démarche de M. Hébert qu'il allait de plus en plus à gauche. Le samedi, 13 mars, il se rendit à l'archevêché de Paris avec MM. de Laon, d'Auxerre, de Montauban, et de Condom pour examiner avec eux ce qu'ils pourraient faire dans les circonstances du moment pour le bien de l'Eglise. Il fut convenu qu'il n'y avait rien de mieux à faire qu'un mandement par lequel ils suspendraient dans leurs diocèses l'effet de la publication de la Constitution. M. l'Evêque d'Auxerre, ajoute l'abbé Dorsanne, fut chargé d'en dresser un projet et on prit jour au mercredi suivant. Tous ces messieurs se retrouvèrent ce jour-là. Ils convinrent d'un dispositif de mandement et de ce qu'ils mettraient dans le préambule³. »

Journal de l'abbé Dorsanne, page 259.

¹ Voir Journal de l'abbé Dorsanne, tome 1, page 325.

² Journal, tome 1, page 326.

Ce n'était qu'un prélude. Le 3 avril, le cardinal de Noailles, renonçant à toute idée d'accommodement, signait un acte par lequel il appelait tant de la Constitution que du refus que le Pape faisait de s'expliquer, au Pape mieux informé et au futur Concile général. M. Hébert adhéra à cet acte le 21 avril suivant. Peu de jours après il rentrait dans son diocèse.

Son adhésion fut d'abord secrète. L'acte d'appel qu'il avait signé conjointement avec les évêques de Condom et de Lectoure qui formaient avec lui une sorte de triumvirat très uni dont il était le chef et dont il tenait la plume ne fut imprimé à Paris que dans le courant de 1718 et ne fut jamais publié à Agen¹. »

XIV. — M. Hébert maintient la paix dans son diocèse.

Alors que tant de diocèses étaient en feu — celui de Marseille par exemple — M. Hébert fut assez heureux de maintenir le sien dans la plus complète et la plus profonde tranquillité. Il eut soin toujours d'entretenir personnellement les meilleurs rapports avec les Jésuites de son Collège. On s'en aperçoit presque à chaque ligne dans sa correspondance. Bien qu'il ne fût pas de leur Ecole, il sut respecter et au besoin protéger la liberté de leurs opinions. Nous avons sur ce point son propre témoignage.

Parlant des débuts de son épiscopat, il dit dans sa lettre en forme de mémoire au comte de Pontchartrain : « Je fis appeler les *Jésuites* et les *Jacobins* qui enseignent la théologie publiquement à Agen. Je les priai les uns et les autres d'entretenir entre eux la charité, et je leur défendis, en même temps, de se servir soit dans les cahiers qu'ils dictaient, soit dans les thèses publiques qu'ils font soutenir de termes le moins du monde offensants. Vous pouvez, leur dis-je, soutenir les opinions de vos Ecoles. Mais il le faut faire toujours avec paix et sans aigreur. — J'ai eu la consolation de voir que mes ordres ont été exactement observés de part et d'autre, et j'ai prévenu la division qui pouvait recommencer par de certains incidents, m'étant servi de mon autorité pour m'opposer fortement à toute occasion de

¹ Actes d'appel de Messieurs les Illustrissimes et Révérendissimes évêques de Lectoure, de Condom et d'Agen, au Pape mieux informé, et au futur Concile général, de la Constitution de N. S. P. le Pape Clément XI, du 8 septembre 1713, qui commence par ces mots : *Unigenitus Dei Filius*. Paris, M. DCCXVIII.

trouble entre ces deux compagnies qui certainement sont en état de rendre de grands services à l'Eglise. Ainsi je fis punir sévèrement par le P. Cloche (général des Dominicains) un jeune religieux qui eut la témérité de faire une affiche également scandaleuse et injurieuse à l'ordre de St-François et aux Jésuites, l'empêchant d'enseigner dans mon diocèse et l'obligeant d'en sortir. Dans une autre occasion, les Jésuites m'ayant fait des plaintes qu'un Dominicain, professeur de théologie, traitait dans ses cahiers des questions qui les regardaient personnellement et qui pouvaient leur être préjudiciables, je fis venir ce docteur, je voulus voir ces cahiers et ayant vu qu'il y parlait des affaires de la Chine et qu'il y traitait en particulier cette question : s'il est permis à un religieux de quelque ordre qu'il soit d'être mandarin dans la Chine ? et qu'il prouvait que cela était entièrement opposé au vœu de pauvreté et même à la profession de la foi : je lui représentai qu'il était absolument inutile de traiter de ces sortes de matière, que cela ne pouvait servir qu'à fomentier la division entre eux, qu'il ne devait pas agiter ces questions et que je souhaitais qu'il les retranchât de ses cahiers ; ce que, sur-le-champ, il me promit de faire¹ »

Toujours dans le même esprit de paix, non-seulement il ne publia pas dans son diocèse son acte d'appel mais il déclara dans un mandement en date du 15 avril 1719 que chacun était libre de prendre le parti que sa conscience et ses lumières pourraient lui inspirer ajoutant ces paroles d'un libéralisme peut être un peu excessif dans la bouche d'un évêque, qu'il ne prétendait, en aucune manière, dominer sur la foi de ces diocésains. Il alla même jusqu'à exhorter quelques-uns de son Clergé, de ne point appeler, ne le jugeant pas nécessaire. « Aussi, disait-il encore, nous avons eu la consolation de voir la paix très solidement établie, et l'esprit de dispute et de dissension très éloigné de notre diocèse. Nous avons même vu que deux ou trois ecclésiastiques de peu de mérite, d'une capacité très mince, et de peu de talents pour leurs fonctions, ayant très mal à propos voulu troubler cette précieuse paix, ont été généralement condamnés, et leur imprudente conduite blâmée par tous ceux qui en ont eu la connaissance. C'est le témoignage que nous rendons avec plaisir, mes très chers Frères, à votre sincère amour pour la paix, que nous supplions Notre-Seigneur de conserver inviolablement dans vos cœurs². »

Page 63 et suiv. Les Jésuites étaient alors fortement attaqués à cause de leur conduite en Chine.

² Mandement du 20 novembre 1720. Discipline du diocèse d'Agen.

XV. — Polémique entre M. Hébert et M. de Belsunce, évêque de Marseille. ¹

Ces deux ou trois ecclésiastiques que qualifient si durement M. Hébert n'étaient autres, peut-être, que des amis que M. de Belsunce, évêque de Marseille, avait laissés à Agen et avec lesquels il avait gardé des relations ².

M. Hébert s'était séparé de son vicaire général, devenu évêque de Marseille, dans les meilleurs termes du monde, comme le prouve cette lettre qu'il adressa à M^{me} de Maintenon le 25 avril 1709 : « Je dois, madame, commencer la lettre que j'ai l'honneur de vous écrire par de très humbles remerciements de tous les bons offices que vous avez bien voulu rendre, auprès du Roi, à M. l'abbé de Belsunce. J'espère qu'il fera un fort bon évêque, que sa vertu et sa piété édifieront son diocèse, et qu'il y sera aimé par sa douceur et ses manières honnêtes. On lui fait craindre qu'il y trouvera des gens de la nouvelle doctrine qui assurément ne seront pas de ses amis. »

Cependant à mesure que les deux prélats s'avançaient dans des voies diamétralement opposées, leurs rapports, on le conçoit, devenaient de plus en plus rares. Ils avaient même cessé, dès avant 1712 ³.

¹ Voir au sujet de cette polémique le chap. ix du tome I de la *Vie de Monseigneur Henry de Belsunce, évêque de Marseille*, par le R. P. Dom Théophile Bérangier.

L'auteur, dans son récit, s'est surtout inspiré d'un écrit de M. de Belsunce qui se trouve à la Bibl. de Marseille (mss. E. A, 33) sous ce titre : « *Relation de ce qui s'est passé entre Monseigneur l'évêque d'Agen et moi, au sujet de ma lettre imprimée pour me justifier sur l'indigne calomnie du Gazetier de Hollande.* »

Un auteur vraiment impartial n'aurait accepté que sous bénéfice d'inventaire un écrit où M. de Belsunce est à la fois juge et partie.

² Il est passé en vente en 1897, chez Florange à Paris, une collection de 28 lettres de M. de Belsunce à l'abbé de St-Amans, curé de St-Hilaire d'Agen 1712-1748, avec cette mention : « Ces lettres, d'une grande importance n'offrent pas uniquement un intérêt privé mais général, car elles contiennent des détails ayant trait à l'histoire particulière de Marseille et d'Agen et même à l'histoire de l'Eglise et de la France. »

Elles viennent d'être publiées cette année 1897, par M. Philippe Tamizey de Larroque sous ce titre : « *Lettres et billets inédits de Mgr de Belsunce, évêque de Marseille.* »

³ M. de Belsunce écrivait à M. de Saint-Amans, curé de Saint-Hilaire d'Agen, à la date du 14 janvier 1712 : « Vous ne me dites rien de M. l'Evêque. Je suis bien en peine, car il avait coutume de m'écrire souvent et il y a un temps infini qu'il ne m'a fait cet honneur. »

Quelque marseillais facétieux ayant écrit dans la *Gazette de Hollande* que son Evêque venait enfin de se tourner contre la Bulle, M. de Belsunce crut devoir réfuter dans une lettre publique cette incroyable calomnie¹. Dans cette lettre qu'il fit imprimer et qui est datée du 14 mars 1718, il porte aux nues les pures doctrines ultramontaines et il couvre d'opprobres les Jansénistes, lisez tous les appelants de la Constitution. C'était évidemment son droit. Mais la simple délicatesse aurait peut-être dû le retenir d'envoyer lui-même à Agen un écrit où les idées et la conduite de son ancien évêque et bienfaiteur étaient si ouvertement et si fortement censurées. Bien loin de là, il fit parvenir des exemplaires de sa lettre au Grand Archidiacre, au recteur des Jésuites et à d'autres personnes, non pourtant à M. Hébert. Celui-ci ne tarda pas à en avoir connaissance et se sentant personnellement visé et atteint, il jugea qu'il devait se défendre.

A cet effet, il composa une longue lettre qui est un véritable plaidoyer *pro domo*, qu'il signa le 1^{er} mars 1718 et qui fut imprimée dans la suite sous ce titre : *Lettre de M. l'Evesque d'Agen à M. l'Evesque de Marseille, etc.* De cet écrit il résulte la preuve évidente que la conduite de M. Hébert en particulier et des appelants en général n'avait été que l'application logique des intangibles principes connus sous le nom de Libertés de l'Eglise gallicane. Mais, en même temps, malgré la science de l'écrivain et malgré ses efforts, le système des gallicans adopté alors par la presque totalité des évêques français², y apparaissait à chaque instant dans toute sa faiblesse et dans tous ses dangers.

L'Evêque de Marseille répliqua à M. Hébert et à son cours de droit canonique selon la formule gallicane par une autre leçon de droit canonique mais ultramontain. Comme ils étaient tous les deux irréductibles les débats auraient pu se prolonger à l'infini. M. de Belsunce parla le premier de clore la discussion : « Quelque chose que vous preniez la peine de m'écrire ou d'écrire sur mon compte, écrivit-il à M. Hébert, je recevrai tout dans un parfait silence³. Celui-ci après quelques hésitations, résista à sa démangeaison d'écrire, comme dit assez peu révérencieusement M. de Belsunce et prit le parti de ne pas répondre.

¹ Lettre de M. l'Evesque de Marseille à M. de ***

² M. de Belsunce dans la Relation citée, dit sans fausse modestie : « J'étais le premier et seul (*sic*) qui dans l'affaire de la Constitution eut écrit pour soutenir les prérogatives du St-Siège. » Op. cit. p. 177.

³ Ibid. p. 178.

Cette affaire eut cependant un épilogue que fort heureusement ignora toujours M. Hébert. L'évêque de Marseille dans une lettre à ce prélat s'était dit « le plus sincère de ses serviteurs¹. » Ce qui ne l'empêcha pas de faire sa cour au Pape à ses dépens. Voici comment lui-même raconte la chose dans sa *Relation* déjà citée : « Je crus devoir envoyer ma réponse au Pape... Il lut ma réponse à M. d'Agen ; il en fut content. Il m'accorda le *gratis* des bulles de Moissac pour M. l'abbé de Biron, mon neveu à la mode de Bretagne, et il m'écrivit sur tout cela un bref magnifique aussi glorieux pour moi que honteux pour M. d'Agen², en considération duquel je n'en donnais point de copie. » Ainsi M. Hébert ne put appeler — et cette fois il l'eût fait avec une pleine raison — au Pape mieux informé, d'un bref rédigé sur une pièce unique où il serait aisé, d'ailleurs, de relever les plus graves inexactitudes³. Peut-être en gardant, par devers lui, le bref et les

¹ Op. cit. p. 475.

² La partie du bref relative à M. Hébert est ainsi conçue : « Quod ad Episcopum Agionensem attinet, maxime doluimus ac improbavimus, ut par erat, ejus indignam sacro antistite agendi rationem et gavisus sumus illius impudentiam a te fortiter cohiberi. Divinam porro divinitatem enixe precamur ut tribuat voci tuæ vocem virtutis, illi vero cor docile largiatur, quatenus aliquando resipiscat et labem abstergat quam famæ animæque inussit plane gravissimam, omniumque sæculorum execratione damnandam. »

³ Par exemple, dans cette réponse il est dit : « Vous craignez de vous abaisser par rapport au Pape et vous ne craignez pas d'avilir l'épiscopat, en égalant en quelque manière à vous-même vos prêtres, vos inférieurs, en leur attribuant le droit d'être juges de la doctrine conjointement avec vous. » Or M. Hébert n'a jamais rien dit de semblable. Qu'on en juge par le texte lui-même : « Vous êtes, monseigneur, comme le sont tous les Evêques, juge ordinaire de la doctrine, ce qui est véritable, il n'en faut dire ni penser davantage. Vous trouveriez même, en *examinant l'ancienne discipline de l'Eglise*, que les évêques jugeaient conjointement avec les prêtres de leurs églises les affaires qui regardaient la foi, la doctrine, les mœurs et la discipline ; nous en avons une infinité d'exemples dans les premiers siècles. Saint Alexandre jugea d'abord Arius avec son clergé, etc. » (Page 25).

Dans cette même réponse qui fut communiquée au Pape M. de Belsunce reproche à M. Hébert de traiter ses contradicteurs d'Aigrefins à la longue robe, de Dragons noirs, de Goujats, ... Or, sait-on quels étaient les contradicteurs ? Des lâches qui sous le nom d'officiers de guerre avaient adressé à l'Evêque d'Agen une lettre très insolente. M. Hébert ne se trompa pas sur leur véritable profession ; de là ces noms de dragons noirs etc... Il est faux d'ailleurs que malgré leur indignité, il les ait appelés goujats. Il y a dans le texte : « Ils m'écrivirent une lettre très insolente croyant parler à quelque goujat de leur corps. »

Enfin s'il faut en croire l'abbé Dorsanne, ce ne serait pas la seule fois que M. de

deniers, M. de Belsunce obéissait-il à une toute autre considération que celle qu'il avoue. N'avait-il pas à redouter l'indignation publique que la noirceur de sa conduite, dans cette occasion, si elle eût été connue, n'aurait pas manqué de soulever contre lui ?

A vrai dire nous ne le pensons pas. L'illustre évêque de Marseille garda toujours au fond de son cœur pour son ancien prélat une grande estime et une vive affection dont témoignent à peu près toutes ses lettres à M. Argenton, curé de Saint-Hilaire, l'un des ses correspondants à Agen¹. Même il profita d'un voyage qu'il fit dans cette ville en 1724 pour se réconcilier définitivement avec lui².

XVI. — M. Hébert accepte de nouveau la bulle suivant les explications approuvées par un très grand nombre d'Evêques de France. — Accommodement de 1720.

En 1720, grâce aux efforts de l'abbé Dubois et au désir qu'il avait du chapeau, les affaires de la Constitution entrèrent dans une nouvelle phase et semblèrent prendre une meilleure tournure.

On avait enfin compris que Rome ne consentirait jamais à se diminuer au point de fournir des explications sur une Bulle, véritable

Belsunce aurait cherché à se faire valoir auprès du Pape en desservant ses confrères dans l'Episcopat. Voir : Journal, tome II, p. 269, la conduite qu'il tint à l'égard de M. Matignon ancien évêque de Condom.

¹ Voici quelques passages bien significatifs de cette correspondance : « Je n'ai reçu (depuis deux ans) aucune de vos lettres. J'attribuais ce silence un peu au changement d'Agen à mon égard et un peu au respect humain et à la prudence trop scrupuleuse, aussi n'ai-je pas cru devoir vous en demander raison de peur de vous faire de la peine. Comme je ne change sur rien, Dieu merci j'ai toujours un véritable attachement pour vous et pour la bonne ville d'Agen et ses citoyens. Je vous puis assurer que personne ne prie Dieu de meilleur cœur pour M. l'Evêque d'Agen et ne prend plus de part que moi à ses véritables intérêts. Mon cœur est toujours ouvert à la tendresse et toujours fermé à tous les sentiments de la rancune. C'est vous dire quels sont mes sentiments pour lui. Je suis très affligé de sa mauvaise santé. » (Lettre datée de 1719).

« Vous ne me parlez point de M. d'Agen. Quoique je sois dans les ombres de la mort, (c'était pendant la peste de Marseille) je demande chaque jour à Dieu certaines grâces pour lui. Je le fais de tout mon cœur. Mon compliment lui paraîtrait pestiféré. Cela m'empêche de vous prier, Monsieur, de l'assurer de mon respect. » (Lettre du 19 décembre 1720).

« Je suis ravi d'apprendre la guérison de M. d'Agen ; il la doit, sans doute, bien plus aux prières de ses diocésains qu'aux soins d'.... » (Lettre du 16 de l'an 1722).

² Dom Bérengier (t. I, p. 385).

règle de foi, qui s'imposait par elle-même. Ces explications que le Pape refusait on pensa que l'épiscopat français pourrait les donner. Il ne s'agissait donc que de reprendre, en sous œuvre, le travail, jugé insuffisant, de l'Assemblée de 1714.

A cet effet, les Evêques présents à Paris se réunirent au Palais-Royal en présence du prince régent et convinrent d'un corps de doctrine qui fut publié sous ce titre : *Explications sur la Bulle Unigenitus*. Cette pièce fut ensuite communiquée à tous les Evêques du royaume pour qu'ils la revêtissent de leur approbation.

Cette pièce fut apportée à Agen dans le courant d'avril 1720, par M. Pastel, docteur de Sorbonne. M. Hébert avait auprès de lui son *fidus Achates*, M. l'évêque de Condom. « M. Pastel, dit l'abbé Dorsanne, n'eut pas de peine à les amener à la signature. Ils se plaignirent seulement que tout eût été réglé sans qu'ils en eussent eu aucun avis. Ils donnèrent une procuration pour signer en leur nom tous les actes que M. le cardinal de Noailles publierait, demandant même que S. E. voulut bien leur envoyer un mandement uniforme ¹. »

Ce mandement ne fut pas envoyé car M. de Noailles n'était pas pour les mandements uniformes qui, disait-il, n'avaient jamais été acceptés par les Evêques non pas même peut-être dans l'Eglise anglicane ². M. Hébert composa donc le sien qu'adopta M. l'Evêque de Condom et qu'ils signèrent le 20 novembre 1720.

Dans ce mandement, après un court exposé de sa conduite dans toute l'affaire, M. Hébert dit : 1° qu'il a donné son approbation au corps de doctrine adopté par un grand nombre d'évêques, capable dorénavant de fixer le mauvais sens dans lequel il est à présumer que le Pape a condamné les propositions rapportées dans la Constitution *Unigenitus* ; 2° qu'il accepte avec respect et soumission cette Constitution, qu'il renouvelle la condamnation qu'il avait déjà faite du livre des *Réflexions morales*. . . Le tout suivant les susdites explications renfermant, d'après lui, le véritable sens de la bulle ; explications qu'il a jugé nécessaire de joindre à la Constitution, uniquement pour empêcher que par des interprétations également fausses et contraires au véritable sens de la Bulle et aux dites explications, la foi ne soit attaquée, la pureté de la morale corrompue et la liberté des écoles blessée ³.

¹ Journal, t. 1, p. 521.

² Voir : Journal de l'abbé Dorsanne, t. 1, p. 42.

³ Voir : Discipline d'Agen.

M. Hébert dut envoyer son mandement à l'archevêque de Cambrai (Dubois), pour marquer officiellement qu'il adhéraît à l'accommodement en cours. Comme tous les mandements des évêques appelants, celui de M. Hébert fut examiné par le *Conseil Ecclésiastique* qui s'était arrogé le droit d'accorder ou de refuser les *imprimatur*. « On demanda plusieurs changements, dit l'abbé Dorsanne ; mais M. d'Agen n'en fit point et aussitôt le fit imprimer ¹. Il écrivit à M. le Cardinal de Noailles qu'il croirait *faire tort au caractère épiscopal, de soumettre ses mandements à la correction de la Cour, que cette condescendance serait d'un dangereux exemple, etc.* ² »

XVII. — L'accommodement n'aboutit pas.

Cet accommodement si péniblement obtenu ne fut, d'ailleurs, qu'un mauvais replâtrage. Il n'eût pas l'approbation du Pape qu'une acceptation pure et simple de la Bulle pouvait seule satisfaire. En France, dans le camp des opposants, ce n'était qu'appels et renouvellements d'appels. Les Constitutionnaires, dans le but de compromettre M. de Noailles aux yeux de son parti multipliaient les petites lettres, les *toc-sins* où ce cardinal était représenté comme ayant adhéré purement et simplement. A cette occasion nous voyons M. Hébert intervenir encore dans la polémique générale. En effet, les *Nouvelles ecclésiastiques* signalent à la date du 15 mai 1720 « un mandement de M. d'Agen contre les lettres manuscrites et les bruits que les Jésuites et leurs émissaires ont affecté de répandre que le cardinal de Noailles avait reçu purement et simplement. Ce prélat, ajoutait-on, a inséré à la fin la lettre de Notre Eminence à ses curés, qui suffit pour les confondre. » — D'autre part, dans leurs diocèses, les évêques franchement constitutionnaires traitaient non-seulement en suspects, mais en hérétiques déclarés les appelants, même ceux d'entre eux qui avaient souscrit à l'accommodement, leur refusant les Ordres, les bénéfices, les interdisant, les excommuniant, obtenant contre eux des lettres de cachet.

Il en était ainsi notamment dans le diocèse de Lectoure depuis que M. de Beaufort y avait succédé à M. d'Enragues, mort presque subi-

¹ Le mandement analogue de M. l'Evêque de Bayonne fut également imprimé à Agen. Voir Journal de l'abbé Dorsanne, t. II, p. 57.

² Journal, t. II, p. 62.

tement en août 1720. Nous citons ce diocèse parce que M. Hébert s'employa quoique tout à fait en vain, pour lui assurer les bienfaits de la paix. « M. de Lectoure, dit l'abbé Dorsanne, quand il vint à Lectoure passa par Agen et s'entretint fort avec M. l'Evêque sur la conduite qu'il voulait tenir dans son diocèse, qui devait être une conduite très pacifique. M. d'Agen, surpris que dès les premiers jours de son arrivée, il en eût tenu une toute opposée, ne put s'empêcher de lui en faire des reproches. Le Prélat y répondit qu'avant son départ de Paris, il avait reçu des ordres de la Cour pour faire ce qu'il faisait. Pourquoi donc avait-il dit à M. d'Agen qu'il tiendrait une conduite pacifique ? » Cela se passait en 1723.

XVIII. — M. Hébert rétracte son appel et renouvelle sa première acceptation de 1714.

— Il rentre en grâce à la Cour et à Rome.

L'accommodement n'avait donc eu d'autre résultat que de rendre la lutte plus vive et plus acharnée que jamais. C'était dans un but de paix que M. Hébert s'y était prêté et qu'il avait pesé sur le cardinal de Noailles pour qu'il s'y prêtât lui-même. En effet, parmi les motifs qui influèrent alors sur la décision du cardinal, l'abbé Dorsanne cite celui-ci : « MM. de Condom et d'Agen désiraient avec empressement la fin des contestations ¹. » M. Hébert avait bien des raisons de désirer cette fin et ces raisons chaque jour il les sentait davantage.

Il souffrait d'abord de se voir traiter en interdit par le Pape depuis que de Rome on ne lui adressait plus les expéditions si nombreuses sous l'Ancien-Régime, qui regardaient son diocèse. L'opposition qu'il faisait au Souverain-Pontife toute justifiée qu'elle était, pensait-il, par ses principes gallicans, ne laissait pas de troubler sa conscience et d'offenser sa piété. Enfin, il sentait sa fin prochaine et il était décidé à tous les sacrifices afin de se procurer la consolation de mourir réconcilié pleinement avec le Père commun des fidèles et des pasteurs.

Ses vrais sentiments à l'égard du Pape, il eut l'occasion de les exposer publiquement en 1724 et il le fit avec tant de bonheur qu'il enleva l'approbation de M. de Belsunce lui-même. « J'ai vu avec plaisir, écri-

¹ Journal, t. II, p. 149.

² Ibid. t. II, p. 7.

vait ce prélat le 15 janvier 1725¹, le mandement de M. l'Evêque d'Agen pour la publication du jubilé². Les louanges données au Saint-Père ne m'ont pas surpris. Nous lui avons tous donné celles qu'on ne peut refuser à sa singulière piété. D'ailleurs, M. le cardinal de Noailles en ayant fait un pompeux éloge dans un mandement, il n'y avait pas à douter que M. l'Evêque d'Agen ne voulût l'imiter dans le sien ; mais ce qui m'a réjoui infiniment est de voir le même M. d'Agen, qui, sous Clément XI, m'a honoré de ses injures pour avoir dit que nous sommes pasteurs à l'égard des peuples et brebis à l'égard de Pierre et pour avoir, avec toute la catholicité, donné au Pape la qualité de vicaire de Jésus-Christ sur la terre, lui prétendant que le pape n'est que le premier vicaire et se plaçant je ne sais dans quel rang ; de voir, dis-je, sous Benoît XIII, le même prélat, oubliant les nouveaux principes, revenir aux anciens et reconnaître le Pape pour un pasteur et pour vicaire de Jésus-Christ en terre, sans y mettre la Ravechétique³ addition de premier ; cela me fait espérer un changement pour lequel mon tendre attachement pour M. d'Agen me fait faire chaque jour des vœux bien sincères. Si l'acceptation du cardinal est reçue, je ne doute pas que M. d'Agen n'y adhère. »

Cette nouvelle acceptation n'étant pas pure et simple ne fut pas plus reçue que les autres et M. Hébert n'eut pas à y adhérer. Résolu d'en finir, il publia, le 16 mars 1727, une *Ordonnance* dans laquelle : 1^o Il renouvelait son acceptation de la Bulle *Unigenitus* de 1714 ; 2^o il rétractait et annulait, en tant que de besoin, son acte d'appel⁴.

Cette ordonnance est datée d'Agen. Il est à présumer qu'elle avait été concertée avec M. le cardinal de Noailles. Elle fut ensuite envoyée à Rome où elle ne produisit pas l'effet qu'on en espérait. Elle y fut même rejetée à cause de cette phrase par laquelle M. Hébert, gallican

¹ Lettre de M. de Belsunce, évêque de Marseille à M. de St-Amans, curé de St-Hilaire d'Agen.

² Benoît XIII venait d'être élu Souverain Pontife et, selon la coutume, il avait accordé à l'Eglise la grâce d'un jubilé.

³ M. Ravechet, docteur de la maison et société de Sorbonne et syndic de la Faculté de théologie de Paris, avait signé sur son lit de mort une profession de foi dans laquelle il reconnaît le Souverain Pontife pour le *premier vicaire* de J.-C. C'est, sans doute, faute de se rappeler ce menu fait que l'auteur de la *Vie de Mgr de Belsunce* et le savant éditeur de ses *Lettres et Billets inédits* n'ont pas déchiffré le mot *ravechétique* et l'ont laissé en blanc dans le texte qu'ils ont publié.

⁴ Voir : Discipline d'Agen, tome II.

Impénitent, expliquait son acceptation : « Il n'est plus permis de différer ni de suspendre l'obéissance qu'on doit au décret apostolique ; l'Eglise universelle l'a adopté, trois Papes successivement ont parlé, les évêques se sont unis, et on ne peut plus dire, sans attaquer l'Eglise même, que la bulle donne la moindre atteinte aux vérités de la religion, aux sentiments et aux expressions des Saints Pères, à la doctrine de saint Augustin et de saint Thomas, ni qu'elle prive les écoles catholiques de la liberté que l'Eglise leur laisse. »

« On apprit du cardinal de Bissy, écrit l'abbé Dorsanne, que Rome n'était pas contente de l'acceptation de MM. d'Agen et Condom, quoiqu'elle fût *pure et simple* et que l'appel y fût déclaré *nul* ; que le Saint-Office se plaignait de ce qu'un des motifs de ces Prélats pour recevoir la Bulle Unigenitus, était que l'Eglise universelle l'avait adoptée ; qu'à Rome on n'en connaissait point d'autre que d'avoir été donnée par le Pape ; que l'on permettait aux évêques de France de s'eservir de l'acceptation du corps des évêques tant qu'il leur plairait : mais que quand ils envoyaient leurs mandements à Rome pour y être approuvés, et qu'en conséquence ils demandaient la grâce du *Jubilé*, ils ne devaient plus parler le même langage ¹ »

D'après le cardinal de Polignac, ambassadeur de France à Rome, le Pape aurait volontiers usé d'indulgence. Mais les cardinaux du Saint-Office se montrèrent intraitables. Voici pourquoi : « Nous sommes avertis, disaient-ils, que le mandement des deux évêques est le précurseur de celui que M. le cardinal de Noailles a préparé pour son accommodement, comme la lettre du feu P. de Sainte-Marthe (général des bénédictins de Saint-Maur) fut lâchée il y a trois ans pour faire la planche. Donc si nous recevons les motifs allégués par eux, comment pourrions-nous les refuser quand le cardinal les alléguera. Or, nous ne pouvons les recevoir, et nous en contenter, sans reconnaître par ce consentement tacite, et par les faits qui le suivront qu'on pourrait légitimement rejeter la Bulle, avant que trois Papes l'eussent confirmée, et que toute l'Eglise l'eût reçue. De sorte qu'il serait encore permis d'en appeler, si toutes ces approbations ne l'avaient faite passer en loi ². »

¹ Tome II, p. 399 du Journal de l'abbé Dorsanne qui ajoute en marge : « J'ai su la même chose de M. le cardinal de Gesvres et de M. Vivant (doyen de St-Germain). »

² Lettre du Cardinal de Polignac au Père Conrade (prieur de St-Germain). Citée dans le Journal de l'abbé Dorsanne, tome II, p. 406.

En vérité, M. de Noailles devait jusqu'à la fin porter malheur à M. Hébert. Celui-ci se prêta-t-il à la circoncision de la phrase malencontreuse et à ce prix obtint-il enfin de rentrer en grâce auprès du Souverain-Pontife ? Nous le croyons sans en avoir de preuves bien certaines. Il revint à Paris, sur la fin de ses jours, pour les besoins de son diocèse et il n'est pas douteux que la Cour ne lui aurait pas permis d'entreprendre ce voyage s'il n'avait, au préalable, donné pleine et entière satisfaction au sujet de la Constitution.

XIX. — Mort de M. Hébert.

C'est à Paris que la mort vint le trouver le 21 août 1728. Nous devons à cette circonstance de n'avoir aucun détail sur ses derniers moments. D'après sa vie, il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il est mort *morte justorum et in osculo pacis*. Son dernier acte fut une bonne œuvre ; il fit, en effet, le Séminaire d'Agen son héritier universel¹ par son testament en date du 2 décembre 1726. Enfin il fut pieusement enseveli à Saint-Sulpice². C'est là qu'il repose, *expectans resurrectionem mortuorum et vitam venturi sæculi*.

¹ On lit dans une lettre de M. de Belsunce, en date du 20 mars 1729, à son fidèle correspondant d'Agen : « Si M. l'abbé Seigneur attaque le testament de son Oncle il y a lieu de croire qu'il agit de concert avec M. de Capellane (autre neveu de M. Hébert). Je plains bien M. Révérend (Supérieur du Séminaire) ; il a eu beau faire semblant de mépriser l'héritage ; sa finesse ne lui a servi à rien ; on le lui envie et je crois qu'il n'oubliera rien pour le conserver. » Il n'en conserva qu'une partie car il y eut de grosses dilapidations. (Voir, Archives de la Préfecture, B 315). Ainsi le Séminaire en profita peu, et, d'après Argenton et Labrunie — comme on l'a vu plus haut — il en profita mal. Même dans ses œuvres posthumes, M. Hébert ne devait être parfaitement heureux !

² M. l'abbé Goux, élève du Séminaire de Saint-Sulpice et aujourd'hui vicaire à Sainte-Foy d'Agen, a bien voulu faire, à notre prière, dans l'église de la paroisse Saint-Sulpice, à Paris, des recherches qui n'ont donné aucun résultat.

L'EXPOSITION DES BEAUX-ARTS

A MONTAUBAN

[EN 1897]

J'ai toujours aimé à me représenter Agon et Montauban comme deux sœurs, belles nymphes à la couronne crénelée, paresseusement couchées dans la vallée de la Garonne leur commune mère, et qui, par dessus les roches blanches et les vertes oseraies où se cache leur sein de marbre, lèvent curieusement la tête l'une vers l'autre, inquiètes de savoir ce que chacune fait et s'y intéressant de tout cœur. L'érudit vieillard de la Vérone agenaïse, Jules-César Scaliger, et Jean-Auguste-Dominique Ingres, le dernier des grands païens, eussent peut-être goûté cette classique comparaison qu'on voudra bien pardonner à qui vient de passer de trop courtes heures dans la société de toutes les divinités de l'Olympe, peintes, sculptées ou gravées, selon le rite de Percier et Fontaine sur l'ameublement d'un superbe salon du plus pur style empire, — le dernier d'une série de belles restitutions débutant par le *xvii^e* siècle, — dans l'exposition rétrospective organisée à Montauban par la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne.

Chaque fois qu'avait lieu une cérémonie de ce genre dans la vieille bastide de Raymond VI, nous avions la joie de voir accourir pour y prendre part et en parler à ses concitoyens, le bon, le savant Adolphe Magen, l'ami omniscient et dévoué qui, venu, disait-il modestement, pour s'instruire, ne songeait en réalité qu'à aider, à encourager les promoteurs de ces belles entreprises si chères à son vaste et généreux esprit.

Hélas ! notre vénéré ami n'est plus là, et d'autres qui étaient tout désignés pour le remplacer, l'ont trop tôt suivi dans la tombe ; mais du moins ceux qui restent ont hérité de son cœur et de son esprit. Les mêmes liens nous unissent encore ; et le nouvel essai de décentralisation artistique qui vient d'être tenté au bord du Tarn, sera accueilli, nous n'en doutons pas, dans la grasse patrie de Jasmin,

avec le même intérêt qu'on éprouva, au pays d'Ingres, quand se produisit le viril effort dont est sorti le Musée d'Agen.

Celui qui écrit ces lignes n'a malheureusement pas recueilli le manteau d'Elie, mais il conserve pieusement la tradition de celui qui voulut bien s'intéresser à lui. Ce que M. Magen eût fait, il croit de son devoir de le faire. C'est une obligation, sacrée pour lui, de remplacer dans la très faible mesure du possible le cher mort, en cette circonstance, et de raconter à ses amis des bords de la Garonne ce qu'on fait ses autres amis des bords du Tarn.

Donc, à l'extrémité méridionale du Bas-Quercy, et dans la seconde capitale de cette robuste province, une exposition des beaux arts, un véritable Salon montalbanais vient d'être ouvert avec autant d'audace que de succès. Le fait est assez nouveau, assez intéressant pour qu'on s'y arrête, ne serait-ce que pour applaudir les généreux promoteurs de ce remarquable essai de décentralisation et pour leur susciter des imitateurs.

Le Quercy peut s'enorgueillir légitimement de ses gloires politiques, littéraires, religieuses et militaires. La province qui a fourni au Panthéon des gloires nationales des hommes tels que Jean XXII, Clément Marot. Murat, Champollion et Gambetta, n'a rien à envier à ses voisines. En art il en est de même ; et je pense bien qu'on n'oublie pas, entre Figeac, Gourdon et Cahors, que pour être né à Montauban, Ingres n'en est pas moins un Quercinois, le seul grand artiste, parmi ceux dont le nom appartient à l'histoire, que la France du sud-ouest puisse opposer à la France du nord. Mais tandis qu'une foule d'illustrations secondaires se presse autour des glorieux protagonistes que nous venons de désigner, Ingres apparaît tout seul, comme un éclatant météore qui fuit dans le ciel, sans laisser aucune trace de son passage. Clément Marot se double de Magny et de Maynard ; à Murat, qui fraternise avec Bessièrès, répondent à la fois Luctérius et Canrobert ; Champollion le grand, avance appuyé sur son frère, et Dadine d'Auteserre est de leur famille intellectuelle avec Fouillac et Lacabane ; Jean XXII a autour de son trône tout un sacré collège de cardinaux quercynois ; avant Gambetta il y a eu Jean-Bon Saint-André et les Cavaignac... et le maître fougueux qui peignit l'*Apothéose d'Homère* apparaît unique et isolé dans son pays natal où aucune voix n'a encore répondu à la sienne. La logique des faits et les leçons de l'histoire nous assurent qu'il n'en sera pas toujours ainsi. Un génie n'est jamais à l'état sporadique ; ou il synthétise les efforts cumulés des générations intellectuelles qui l'ont

précédé, ou il ouvre le champ aux talents futurs. Un grand exemple ne se perd jamais. Le germe jeté en terre peut sommeiller longtemps, mais il doit éclore au soleil dès que les conditions lui seront favorables, et c'est un devoir sacré pour tous les gens de cœur de s'employer activement, de tendre par toute la puissance de leurs énergies raisonnées, à la création de ces conditions favorables.

La Société Archéologique de Tarn-et-Garonne l'a bien compris ; elle a vaillamment entrepris d'acclimater chez elle, le Salon Parisien : spectacle curieux et, à première vue paradoxal, que celui de doctes spécialistes s'employant de toutes leurs forces à préparer l'éclosion de l'art nouveau. Mais Théophile Gautier l'a dit, et jamais le mot ne nous a paru aussi vrai : « En quoi les anciennes pierres gênent-elles les idées nouvelles ! »

Et pourquoi, du fait qu'on aurait le culte des choses du passé ne serait-on pas des temps où l'on vit ? Et pourquoi les vieilles pierres, les antiques débris où les aïeux ont laissé leur trace ne fraterniseraient-elles pas avec les jeunes peintures, dans le cabinet des érudits ? Est-il besoin de rappeler que l'excellent Peiresc accrochait au-dessus de ses vases romains et de ses statues égyptiennes, de prestigieuses toiles signées par Rubens et Van-Dyck dont il fut le plus chaud des amis ; que, au siècle suivant, le comte de Caylus, « l'antiquaire acariâtre et brusque » de Diderot, fut le guide et le protecteur de la plupart des artistes de son temps, même l'adversaire acharné de certains d'entre eux, ce qui est encore une manière de s'intéresser à l'art contemporain ? Depuis bien des années, la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, sous la direction éclairée de son zélé président et fondateur, M. le chanoine Pottier, a prouvé par de nombreux exemples, qu'on peut allier sans peine les plus sévères études rétrospectives avec la plus large compréhension des idées modernes. Grâce à elle, Montauban a eu la primeur de découvertes importantes, de conférences faites par des explorateurs revenant du Thibet, du Japon, de Madagascar ou du Gabon. Sa section de photographie est avantageusement connue des spécialistes ; enfin, elle a entrepris de donner dans la vieille petite cité sommeillante dont elle galvanise la vie intellectuelle, une reproduction du grand Salon parisien.

L'intelligente gradation qui a conduit à ce résultat vaut la peine d'être notée.

En 1869, début plein de promesses : on rend à la lumière les salles gothiques du sous-sol de la mairie, pittoresques constructions qui sont le monument archéologique le plus authentique de la domina-

tion anglaise dans le Midi. Les faïences régionales d'Ardus, de Montauban, d'Auvillars et de Négrepelisse sont pour la première fois groupées méthodiquement et désignées à l'attention des amateurs qui ne les ont pas oubliées depuis.

L'Exposition de 1877 fut le développement de celle-là. Le musée archéologique était définitivement constitué ; il avait reçu le précieux carrelage historié de Belleperche ; une vaste salle voûtée en berceau, du ^{xvii}^e siècle nouvellement révélée y était annexée. Grâce à la libérale contribution de M. de Monbrison, les portraits historiques signés des noms les plus illustres cessèrent d'être une chimère pour les riverains du Tarn.

L'année 1891 vit l'organisation d'un Salon local et, ce qui est mieux, d'une très intéressante exposition de portraits de personnages ayant joué un rôle dans les annales du département ; comme histoire du costume, c'était on ne peut plus curieux. Et si, forcément, nombre d'honorables croutes y affligeaient les yeux, des peintres véritablement grands y fraternisaient : Reynolds, Flandrin, Ingres...

Il ne restait plus qu'un pas à franchir pour que ces courageuses tentatives arrivassent jusqu'à l'art contemporain, le plus jeune, le plus hardi, je devrais même dire le plus excentrique ; ce pas est aujourd'hui franchi. Ainsi l'évolution s'est faite lentement, graduellement, mais sûrement. On est parti modestement de l'archéologie et l'on arrive aux productions les plus vivantes et les plus typiques de l'art en travail de cette fin de siècle.

L'organisateur véritable de tout cela, le vaillant prêtre à l'esprit aussi large que le cœur qui, partant des silex de Bruniquel et des dolmens du Causse, acclimate dans sa ville les œuvres des Roybet, des Rixens, des Benjamin Constant, sans oublier les audacieux essais symbolistes des Marcel Lenoir, a bien le droit de regarder en arrière et de juger avec un légitime orgueil l'œuvre accomplie. Peu d'hommes en Province, auront été d'aussi zélés initiateurs, d'aussi grands entraîneurs de vocations ; peu auront le droit de se dire que ce qu'ils ont fait a été aussi utile, aussi salulaire.

Il ne faudrait pas beaucoup d'exemples pareils pour faire entrer le mouvement de décentralisation, qui agit un peu partout la province, dans la voie des faits accomplis.

Ces indispensables prémisses posées, entrons au Salon Montalbanais et tâchons de dégager les leçons qui s'y trouvent.

Les trois grandes salles du rez-de-chaussée de la Mairie de Mon-

tauban ont été consacrées à cette exposition. La première, en entrant, est plus spécialement réservée aux dessins, pastels et aquarelles ; dans les deux autres, la peinture règne en maîtresse, sauf dans le troisième salon où la sculpture s'est fait une trop petite place. En tout il y a environ quatre cents œuvres d'art exposées, sans compter une très importante annexe photographique sur laquelle il faudra revenir.

On ne peut pas s'attendre à trouver là les grandes toiles officielles des deux Salons parisiens ; l'insuffisance des locaux s'y opposait ; mais quelques maîtres éminents ont tenu à envoyer des peintures de chevalet dont la qualité compense largement les dimensions. La place et le temps me font également défaut pour parler de toutes ces œuvres. Ce serait une étude bien attachante mais de trop longue haleine. Qu'on ne m'en veuille pas de m'arrêter seulement devant les œuvres les plus remarquables ; n'est-il pas d'ailleurs naturel de se consacrer le plus possible à ses hôtes, à ceux qui ont si bien compris le but poursuivi par la société montalbanaise et si libéralement contribué à sa réussite ?

Un utopiste de génie, John Ruskin, raconte gravement dans la préface de ses *Sept flambeaux de l'architecture*, comment il est parvenu à découvrir qu'il existe quatre manières de sentir et d'apprécier les œuvres d'art ; trois mauvaises et une bonne. Or il est arrivé ceci, c'est que la seule manière qu'il avait jugée bonne, s'est en dernier ressort trouvée être absolument illogique et détestable. Celui qui se propose d'écrire sur l'art, surtout sur l'art moderne, devrait avoir toujours présent à la pensée ce mémorable exemple de la radicale impuissance des systèmes arrêtés et des partis pris inflexibles. Toute manifestation artistique, pour être sagement appréciée doit être considérée en elle-même indépendamment de toute préoccupation extérieure, comme un fait historique qui s'impose, comme une des mille formes sans cesse variées et renouvelées de la faculté créatrice qui réside en l'esprit humain. Cette déclaration préalable était utile au seuil d'une étude où cette large et indispensable compréhension de toutes les écoles et de tous les modes devra être fréquemment, devra être souvent rappelée.

Les visiteurs de l'exposition, même les moins familiarisés avec la peinture, ne manquaient jamais après quelques courtes hésitations de s'arrêter devant le grand panneau de la troisième salle que dominaient deux grands portraits : celui du général Vincendon et celui du chanoine Pottier, — l'organisateur de cette fête artistique.

Sur ce panneau, à peu d'exceptions près, rien que des œuvres d'élite, des perles. D'abord une petite toile sur laquelle s'unissent deux grands noms : le portrait d'Ambroise Thomas par M. Benjamin Constant. Rien que la tête avec le haut des épaules ; mais cette tête pense, vit, respire. Les yeux du noble vieillard, perdus dans un rêve apaisé, regardent sans voir, et c'est heureux, car on ne serait pas à l'aise devant ce portrait, s'ils cherchaient toujours l'observateur, comme ceux du tableau suspendu dans la chambre de Xavier de Maistre.

Non moins vivant, mais d'une vie bien différente, exubérante et sensuelle est le personnage placé à côté ; un portrait aussi, mais un portrait costumé ; un parisien de nos jours que M. Roybet, après l'avoir habillé en reître, a fait s'épanouir d'un large rire rabelaisien, en le contournant dans un raccourci audacieux comme on en a souvent tenté mais comme on en a rarement réussi. A propos de M. Roybet on a souvent parlé de Jordaëns et de Rubens ; pour moi cette toile me fait songer à Shakespeare, et je voudrais bien avoir la place pour développer ce rapprochement.

Sous le coup des mêmes pensées littéraires, le nom de Dante vient irrésistiblement sur les lèvres devant le *Monument des morts*, de M. Bartholomée. Il y a dans cette œuvre hors de pair une réminiscence évidente d'un thème banal et que les monuments de Canova nous ont appris à détester. N'importe : on n'y songe guère et la première impression est que le terrible « *Per me si va nella città dolente* » pourrait être écrit sur la porte funèbre par laquelle les deux époux, appuyés l'un à l'autre, entrent confiants dans la vie éternelle. Nous n'avons pas, bien entendu, cette œuvre magistrale à Montauban, mais deux puissantes maquettes, coulées en bronze, sont là qui nous permettent d'en juger, *ex ungue leonem*. Celui qui n'aura rien senti vibrer en lui à l'aspect de ces deux bronzes tragiques est bien mort pour l'art.

A de tout autres pensées nous entraîne la superbe *Cinquantaine de Figaro* qu'a signée M^{me} Boyer Breton. Il est de mode de renvoyer les dames peintres, sinon aux travaux de l'aiguille où le bourru Chrysale les voulait cantonner, du moins à l'aquarelle, à la miniature, aux peintures lénifiantes et sans saveur, sous prétexte que les femmes sont incapables de penser fortement une œuvre et de l'exécuter d'une façon adéquate. Aux éditeurs responsables de ces insanités, que les souvenirs de M^{me} Marcelle Lancelot, de Marcello et de Rosa Bonheur doivent troubler dans leur quiétude, il faut

conseiller la vue du Figaro quinquagénaire qu'a si hardiment campé en pleine pâte d'un ragoût fort et savoureux, la toute mignonne femme du biographe de Léon XIII. Quel parmi les plus bruyants des anti-féministes, qui s'escriment égoïstement à défendre des femmes un bien qu'ils ne possèdent pas et qu'ils sont indignes de comprendre, quel de ces ratés hargneux pourrait mener à bien une peinture aussi grasse, aussi nerveuse, aussi soutenue ?

Madame Boyer Breton marche résolument sur les traces de M^{me} Demon Breton, et l'illustre auteur du *Repos du soir* peut à bon droit être fier de sa famille. En écrivant ces lignes, je pense aux portraits de femmes peintres, du Musée des Offices, où celles qui s'appelaient Lavinia Fontana, Sofonisba Angosciola, Lucia Torelli, Violante-Beatrice Siries (une quercynoise naturalisée florentine) ont gracieusé en de fades peintures leurs jolis traits et leur taille élégante. Celles-là justifiaient assez le dédain des antiféministes. Puis viennent dans leurs claires toilettes, Rosalba Cariera et M^{me} Vigée Lebrun, et avec elles, malgré bien des mièvreries, l'art féminin conquiert glorieusement ses droits ; l'évolution s'est accentuée et ce ne sont plus des artistes méprisables ces deux jolies femmes qui furent des femmes malheureuses. Le dix-huitième siècle avait vu s'accomplir ce progrès immense. Que sera-ce au vingtième siècle, quand auront pris place dans la même galerie Rosa Bonheur, Marcelle Lancelot, et ces deux parentes qui signent Demon Breton et Boyer Breton ? Alors l'initiation sera complète ; il sera permis à la femme d'être un grand peintre, et à ceux qui admireront leurs œuvres de le proclamer, sans être traités d'utopistes et de quelque chose de pis, par des rapins en goguette.

Les Agenais ne m'en voudront pas de m'arrêter aussi longtemps devant l'œuvre de l'artiste émérite qui leur tient de si près ; et puis dans la grave question des revendications féminines, n'est-il pas du devoir de quiconque tient une plume d'exposer sa pensée entièrement sans réticences. A l'heure où chaque parti fait le compte de ses forces, c'est être bien timoré que de ne pas prendre nettement position. Sur ce dernier point je ne serai certainement pas démenti par M. Xavier de Lassalle, dont, grâce à Mme Boyer Breton, les Montalbanais ont pu revoir, fortement modelée en robustes méplats, la loyale et sympathique figure, sur une petite toile qui est un véritable document, malgré sa simplicité voulue. Que ne donnerions-nous pas pour savoir que tous les hommes d'élite de notre région seront ainsi peints un jour pour ceux qui, dans l'avenir, s'inquiète-

ront de savoir quels étaient ceux qui travaillaient, pensaient et écrivaint, en notre fin de siècle, entre les Pyrénées et l'Auvergne.

M^{me} Boyer a un rare talent de physionomiste : à volonté elle rajeunit ou vieillit un visage, et l'évidente vérité du résultat fait s'incliner les plus incrédules. Du jeune et pétillant barbier de Séville elle a su faire un homme sur le retour de l'âge, sans lui rien enlever de ses caprices et de ses ironies, de sa souplesse et de sa verve, en évitant même cet âpre soulignement que les rides, changées en stigmates, mettent aux passions. C'est le même homme. Beaumarchais peut tailler de nouveau sa plume et Rossini peut se mettre en quête de variations inédites; l'éternel Figaro, l'immuable barbier de Séville est là sous une forme nouvelle qu'ils n'avaient pas prévue, mais sous laquelle ils n'auraient garde de le reconnaître.

Cette aptitude à changer à volonté l'âge d'une figure connue sans la rendre méconnaissable s'était déjà affirmée pour les délicats, dans l'excellent portrait « deviné » de Léon XIII à seize ans. Ceux qui ont visité le Salon — celui de Paris — cette année, en ont vu une nouvelle et singulière preuve dans la grande composition que M^{me} Boyer a intitulée : *La première rencontre de Dante et de Béatrice*. Tous les critiques ont applaudi et la gent jalouse des peintres elle-même, n'a pu déguiser ses sentiments de singulière estime. Et le tour de force n'était pas banal en effet de prendre le masque macabre du vieux gibelin, de le repétrir à nouveau, d'enrober ses puissantes lignes de quinquagénaire amaigri par toutes les douleurs dans les fraîches carnations d'un adolescent heureux tout en les laissant reconnaissables, tout en leur conservant ce qui ne peut s'appeler d'un autre nom que la flamme dantesque.

Revenons vite à l'exposition Montalbanaise. Au portrait de M. de Lassalle terminé dans une séance de deux ou trois heures, fait pendant une tête de bonne vieille étudiée et touchée comme par un hollandais de la grande école. Pour qui sait voir et comparer ces deux tableaux disent avec éloquence le mâle talent de l'auteur, et c'est plaisir d'en rapprocher la fantaisie intitulée le *Repas de la cigale*. Cette cigale est une mignonne petite italienne la tête appuyée sur sa guitare, dont elle savoure les dernières vibrations en trompant par là sa faim, comme ces hommes dont nous parle Platon, qui enivrés de leurs propres chants, s'élevèrent si haut, au dessus des besoins, qu'ils les méprisèrent, et, toujours jeunant, et toujours chantant, devinrent les harmonieuses cigales de l'Attique dont les

vieillards d'Aristophane et d'Eschyle portaient l'image d'or dans leurs cheveux tressés.

J'ai nommé les œuvres maîtresses de l'Exposition, celles devant qui tous s'arrêtent, mais il en est à côté nombre d'autres qu'il importe au moins d'énumérer, car si elles ne donnent qu'une idée incomplète du talent de leurs auteurs, elles n'en sont pas moins des morceaux savoureux et bien propres à former le goût de tous ceux — et leur nombre est légion — qui n'ont pas l'occasion de voir de la bonne peinture, d'apprécier par eux-mêmes notre moderne école. Je note donc, au hasard des souvenirs, une vivante étude d'enfant par M. H. Gervais — toutes les mères l'admirent ; — une italienne de M. de Rixens qui rappelle la *Bohémienne* de Frantz Hals, une dame parmi des roses et des pavots, de M. Aublet, le portrait du docteur Arcy, par M. Schommer, le paysage pyrénéen de M. Rixens, l'*Enterrement d'un enfant* de M. Chartran — toile singulièrement poignante dans sa lugubre concision. — *Le Seigneur soit avec vous*, bel intérieur d'église bretonne, par M. Duvent... Je m'arrête, et que tous ceux que je n'ai pas nommés me pardonnent : je ne cherche pas à écrire un Salon mais à noter les leçons particulières et les vues générales qui se dégagent de celui-ci.

L'ensemble de toutes ces peintures est bien fait pour dérouter ceux qui n'ont pu suivre autrement que dans les journaux, l'évolution de la peinture moderne. Auprès d'une tête peinte d'après les plus classiques traditions d'atelier, se placent de vigoureux échantillons d'impressionisme ; un très bel essai de plainairisme fait pendant à la plus correcte des productions suivant le crédo de l'éclairage conventionnel. Ce serait l'anarchie véritable si un lien commun, et le plus fort de tous, ne rattachait pas toutes ces tendances diverses à deux principes immuables : la sincérité du sentiment et la loyauté de l'exécution. Tant que ces deux principes seront observés, laissez faire les artistes et ne vous escrimez pas vainement à leur imposer des lois qui commencent à être surannées, après avoir été révolutionnaires à leur apparition, suivant le commun lot.

JULES MOMMÉJA.

(à suivre)

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Les Tiepolo, par Henry de Chennevières, conservateur-adjoint au Musée du Louvre. Ouvrage accompagné de 75 gravures. Paris, Librairie de l'Art, 1898, grand in-8°. — Prix 6 francs ¹.

La destinée des peintres est comparable à celle des poètes. Les médiocres sombrent vite à tout jamais en dépit des engouements passagers et des admirations de coteries. Les grands poètes et les vrais artistes, dont l'œuvre se place au-dessus du caprice des modes sont rarement méconnus et peuvent, en tout cas, compter sur les retours de l'opinion, qui, tôt ou tard, répare les injustices.

Toutefois pour certains d'entre eux les fluctuations de l'opinion peuvent paraître singulières: témoin la pléiade du xvi^e siècle; témoin aussi le peintre vénitien Giambattista Tiepolo. Sa carrière ayant été toute glorieuse, il arriva qu'en France un peu d'oubli se fit sur son nom. Pire que cela; les dédains de certains pontifes d'art, tels que Charles Blanc, tendaient à déprécier son œuvre. Celui-ci fut à Tiepolo ce que Boileau fut à Ronsard.

Un revirement complet s'est produit. On fait des voyages pour admirer les fresques de Tiepolo; on se dispute à prix d'or ses tableaux de chevalet. La belle monographie que M. de Chennevières consacre à cet artiste est pleinement probante à ce sujet; l'appréciation artistique de l'œuvre colossale du peintre vénitien démontre assez que ce sont les critiques d'hier qui étaient dans l'erreur et non le public d'aujourd'hui.

Tiepolo (1696-1770) vivait à une époque de décadence. On ne

¹ De la collection *Les artistes célèbres*. Collection placée par autorisation ministérielle du 15 juillet 1892, sous le haut patronage du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

pourrait exiger de lui qu'il fût complètement exempt de certains défauts communs aux peintres de son temps, la recherche, l'exagération des formes tourmentées. Mais il rachète tout par des qualités maîtresses. Nul mieux que lui ne sut combiner les compositions propres à décorer les surfaces courbes des voûtes, les caissons réduits ou les compartiments immenses des plafonds. On sait quelles difficultés offre l'exécution de peintures destinées à être vues de bas en haut : calcul pour la perspective ; science des raccourcis ; adaptation et proportion du sujet à l'espace nullement choisi par le peintre mais déterminé par l'architecte, etc. Et Tiepolo se jouait de ces difficultés, tout en créant des colorations nouvelles pour ses fresques. Sa palette est d'une merveilleuse richesse ; ses fonds sont lumineux ; ses personnages, revêtus de draperies chatoyantes et la douceur s'allie à l'éclat dans une symphonie harmonieuse de l'ensemble. Ainsi chez lui le coloriste égale ou mieux surpasse le dessinateur.

M. de Chennevières n'a pas manqué de donner un catalogue aussi complet que possible de l'œuvre de Giambattista Tiepolo. Il est assez piquant de constater que notre Louvre n'ait rien possédé de lui jusqu'à une époque récente. On avait laissé passer autrefois les bonnes occasions ; ensuite il aurait fallu payer trop cher. Cela est arrivé pour bien d'autres artistes, notamment pour ceux du ^{xix}^e siècle. Il a fallu la générosité d'un amateur pour combler enfin une regrettable lacune.

Sept de nos musées de province ont la bonne fortune d'avoir des Tiepolo dans leurs galeries, mais plus d'esquisses que de tableaux. M. de Chennevières aurait pu en signaler un huitième, celui d'Agen. Le présent compte rendu a pour objet d'attirer l'attention sur une belle toile due à la générosité de M. George de Monbrisson. En voici la description.

Toile : Hauteur 0^m81, largeur 0^m64. *Jeune homme expirant.*

A mi-corps. Tête à droite, de trois quarts, légèrement inclinée. Le personnage est coiffé d'un chapeau à rebords courts, orné de longues plumes retombant à droite et à gauche. Le torse est recouvert d'un justaucorps, de couleur jaune orange ¹, serré dans le bas par

¹ Le jaune orange est une des couleurs souvent employée par Tiepolo. M. Chennevières en cite de nombreux exemples. Voir notamment p. 46, 113, 114, 116.

une ceinture de cuir. Un médaillon ovale, suspendu à une chaîne, est appliqué sur la poitrine.

Un manteau agrafé sur l'épaule gauche recouvre les épaules et le bras droit. Ce manteau est rouge à deux teintes, rouge vif dans les plis et rouge pâle sur les surfaces de l'étoffe où la lumière est fri-sante. Cette toile, non signée, paraît être le fragment d'un grand tableau plutôt qu'une étude.

Le musée d'Agen possède aussi une sépia de Tiepolo, qu'il faut attribuer plutôt à Domenico, qui travailla beaucoup d'après les esquisses de son père. Elle a été donnée, comme la toile de Giam-battista, par M. de Monbrison.

Sépia. Hauteur 0^m32, largeur 0^m41. *Allégorie de la Paix protec-trice des Lettres et des Arts* (?)

Deux arcades d'un portique servent de fond. A droite, un person-nage assis sur un trône, aux côtés duquel s'élèvent les statues d'Apol-lon et de Minerve. Près de lui, deux personnage debout, dont l'un désigne de la main un groupe de suppliants.

Ce groupe, placé au centre, se compose de quatre personnages : deux femmes, l'une penchée, tenant une palette, l'autre agenouillée, la main posée sur un buste renversé ; en arrière, une femme de-bout, portant des instruments de musique ; un vieillard de haute stature, à longue barbe, les épaules voûtées, s'appuye sur la femme qui représente la musique. Les emblèmes de la peinture et de la sculpture fixent sur une partie de la composition allégorique.

Un masque gisant par terre, en avant du groupe des suppliants, montre que l'auteur a voulu aussi faire allusion à la poésie drama-tique. La poésie épique serait incarnée dans le grand vieillard, qui paraît être Homère. Cette figure offre une singulière analogie avec celle du Pontife qui se voit dans *Le sacrifice d'Iphigénie*, fresque de Tiepolo dans la villa Valmarana, à Vicence (p. 62).

G. T.

M. PH. TAMIZEY DE LARROQUE

(30 décembre 1828 — 26 mai 1898)

La mort de M. Tamizey de Larroque a été annoncée dans les termes suivants, le 6 juin, au Comité des travaux historiques, par M. Léopold Delisle, président de la section d'histoire et de philologie :

Le Comité vient de perdre le plus actif de ses membres non résidant, celui qui lui a apporté le concours le plus assidu et le plus fructueux. Philippe Tamizey de Larroque s'est doucement et pieusement éteint le 26 du mois dernier à l'âge de 69 ans. Peu de vies ont été aussi bien ordonnées pour le travail et aussi honorablement remplies que celles du collègue dont nous déplorons la perte. Son caractère lui avait concilié l'estime générale du monde des lettres et valu de nombreuses et cordiales amitiés, non-seulement dans la région à laquelle il appartenait et à laquelle il était si affectueusement et si intelligemment attaché, mais encore à Paris et dans presque toutes les provinces de la France. Homme de bien dans toute la force du terme, il poussait la bienveillance jusqu'aux dernières limites, et n'éprouvait jamais de plus vive satisfaction qu'en obligeant même les inconnus.

Il avait pris pour modèle la vie de l'illustre Peiresc, auquel il avait voué un véritable culte et auquel il a pu être comparé pour la curiosité, pour le désintéressement, pour l'obligeance, pour l'amour de la science et aussi pour l'in-

fluence qu'il a exercée sur les sociétés savantes et sur les travailleurs isolés du midi de la France. Il avait placé sous l'invocation de Peiresc le modeste pavillon où se sont écoulées les dernières années de sa vie.

Correspondant aussi infatigable que son modèle, il n'a pas craint, comme lui, de faire profiter le public de ses patientes et consciencieuses élucubrations. Sans parler des comptes rendus et des notes de tout genre, qu'il a semés à profusion dans les journaux et les revues de Paris et de la province, c'est par centaines qu'il faut compter les volumes et les mémoires plus ou moins développés dont il a enrichi beaucoup de recueils périodiques et dont presque tous les plus importants ont été tirés à part.

La grande œuvre de Tamizey de Larroque, celle qui suffirait à justifier sa réputation, est l'édition des *Lettres de Peiresc*, comprise dans la *Collection de Documents inédits sur l'Histoire de France* : elle fait un égal honneur à l'auteur des lettres et à celui qui les a si patiemment rassemblées et si doctement commentées. Le Comité n'a eu qu'à se féliciter d'avoir confié à un tel éditeur le soin de mettre en lumière un pareil trésor de renseignements sur l'histoire générale ou anecdotique et principalement sur l'histoire littéraire de la première moitié du xvii^e siècle. C'est à cette vaste entreprise que Tamizey de Larroque a consacré la meilleure part de sa vie ; il y travaillait encore la veille de sa mort, au milieu des souffrances qui depuis plus de deux ans causaient tant de soucis à ses amis. Il y a quinze jours à peine, il a pu renvoyer bonnes à tirer les dernières pages du tome VII de la *Correspondance de Peiresc*, et, en les renvoyant, sachant combien sa santé était précaire, il demandait avec instance la mise sous presse de la continuation du recueil dont il avait par devers lui tous les matériaux.

Ce n'est pas là le seul service que Tamizey de Larroque ait rendu au Comité. Nous lui devons d'excellentes éditions des lettres, jusqu'alors inédites, de Jean Louis Guez de Balzac et de la correspondance de Chapelain.

Je ne saurais mentionner ici d'innombrables publications faites en dehors du Comité. La liste de celles qui sont antérieures à l'année 1891 a été dressée par M. Andrieu dans la *Bibliographie générale de l'Agenais* ⁽¹⁾. On ne peut la parcourir sans admirer la variété des sujets sur lesquels s'est portée l'attention de notre très regretté collègue. Quelle que soit la diversité de ces travaux, ils se font tous remarquer par un trait commun : l'auteur s'est constamment préoccupé d'offrir aux lecteurs des renseignements nouveaux, puisés aux meilleures sources et contrôlés avec une grande sûreté de critique. Il avait une lecture immense et une excellente mémoire; il connaissait à fond les hommes et les choses du xvi^e et du xvii^e siècle; mais il s'intéressait de préférence à l'histoire des provinces du sud-ouest de la France, surtout à celle de l'Agenais. Les correspondances politiques ou littéraires et les documents intimes, comme les livres de raison, avaient pour lui un charme particulier. Parmi les morceaux les plus considérables auxquels il a mis son nom, il convient de rappeler, suivant l'ordre chronologique, ceux dont les titres suivent :

Preuves que Thomas à Kempis n'a pas composé l'*Imitation* (1862);
Mémoire sur le sac de Béziers dans la guerre des Albigeois (1862);
Lettres inédites de François de Noailles, évêque de Dax (1865);
Vies des poètes Gascons, par Guillaume Colletet (1866);
Essai sur la vie et les ouvrages de Florimond de Raymond (1867);

(1) Tome II et III — Une « Bibliographie Tamizeyenne, » s'arrêtant à l'année 1881, avait été donnée par M. Tamizey de Larroque lui-même, à la suite de l'opuscule intitulé *Le Père Cortade* (Sauveterre de Guyenne, 1881; petit in-4°).

Collection méridionale (six petits volumes in-8°, 1869-1875) ;
Vie de Guy du Faur de Pibrac, par Guillaume Colletet (1871) ;
Le président de Ranconet (1871) ;
Notice sur la ville de Marmande (1872) ;
Lettres inédites du cardinal d'Ossat (1872) ;
Lettres inédites de Guillaume du Vair (1873) ;
Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais (1875) ;
Documents inédits sur Gassendi (1877) ;
Notes sur la vie et les ouvrages de l'abbé Jean-Jacques Boileau (1877) ;
Antoine de Noailles à Bordeaux (1878) ;
Plaquettes Gontaudaises (six petits volumes in-16, 1878-1880) ;
De la correspondance inédite de dom B. de Montfaucon (1879) ;
Lettres françaises inédites de Joseph Scaliger (1881) ;
Lettres inédites de Pierre de Marca (1881) ;
Lettres inédites d'Adrien d'Aspremont, vicomte d'Orthe, gouverneur de Bayonne (1882) ;
Les vieux papiers du château de Cauzac (1882) ;
Voyage à Jérusalem de Philippe de Voisins, seigneur de Montaut (1883) ;
Documents inédits pour servir à l'histoire de la ville de Dax (1883) ;
Arnaud de Pontac, évêque de Bazas (1883) ;
Lettres inédites de Philippe Fortin de La Hoguette (1888) ;
Livre de raison de la famille de Fontainemarie (1889) ;
Lettres inédites de quelques membres de la famille de Monluc (1890) ;
Lettres inédites de Voltaire à Louis Racine (1893) ;
Deux livres de raison de l'Agenais (1893) ;
Lettres inédites de quelques hommes célèbres de l'Agenais (1893) ;
L'Amiral Jaubert de Barrault et les pirates de La Rochelle (1894) ;
Notice inédite sur J. B. Gault, évêque de Marseille (1895) ;
Bénédictins méridionaux (1896) ;
Lettres et billets inédits de Monseigneur de Belzunce (1897) ;
Le Maréchal de Biron et la prise de Gontaud en 1580 (1897) ;
Lettres inédites de Marguerite de Valois (1897) ;

Mais ce qui mérite surtout d'être spécialement signalé ici, ce sont des mémoires se rattachant à la vie et aux travaux de son cher Peiresc, tels que *Petits mémoires inédits de*

Peiresc (1889); *Testament inédit de Peiresc* (1889); *Peiresc, abbé de Guitres* (1893); *Notes inédites de Peiresc sur quelques points d'histoire naturelle* (1896). Telle est surtout la série intitulée *Les Correspondants de Peiresc* : Les vingt-et-un fascicules parus de 1879 à 1897, dont cette série se compose, et qui devaient être suivis de plusieurs autres, n'ont qu'un défaut : ils forment un ensemble dont les différentes parties sont à peu près impossibles à réunir. Espérons qu'un libraire aura la pensée de les réimprimer : on n'imagine rien de plus curieux, rien de plus instructif, que les entretiens de Peiresc avec des amis, les uns à peu près inconnus, les autres célèbres à plus d'un titre, tels que Claude de Saumaise, Gabriel Naudé, Samuel Petit et le Père Mersenne.

Tamizey de Larroque a fréquenté assidument la Bibliothèque nationale pendant les années de sa jeunesse. A la même époque, il a également travaillé à la Bibliothèque du Louvre ; il y a copié des textes importants (notamment une partie du recueil de Colletet sur les poètes français), qui grâce à lui nous ont été conservés. Plus tard il a compulsé les manuscrits de plusieurs dépôts provinciaux, notamment à Aix et à Carpentras. C'est ainsi qu'il avait amassé les matériaux dont il a fait un si heureux emploi.

Les dernières années de sa vie furent assombries par des tristesses qu'il supporta avec une admirable sérénité et un calme héroïque, à tel point qu'il n'y en a pas trace dans la correspondance qu'il entretenait avec ses meilleurs amis. Il faut imiter sa discrétion. Mais comment ne pas dire ici un mot du malheur dont il ne fut pas seul à souffrir, l'incendie de sa bibliothèque, le 9 juillet 1895. Je laisse en parler un de nos meilleurs travailleurs provinciaux, digne appréciateur des mérites d'un savant dont il partageait les goûts.

Voici comment s'exprime M. Clément-Simon dans un journal du Limousin :

« Au soir de sa vie, un vrai désastre s'abattit sur lui. Sa bibliothèque très importante, ses outils choisis depuis quarante ans, ses copies, ses notes qui se comptaient par milliers, ses œuvres en préparation, tout fut détruit en quelques heures par un incendie. Le malheur était irréparable. La moisson rassemblée pour l'avenir était à jamais perdue et il n'était plus en l'âge où l'on peut reprendre la faucille et s'en aller lier les gerbes. Un instant, il fut accablé de découragement, de désespoir, il jetait le manche, ne pouvait plus, ne voulait plus travailler !... Consolé, réconforté par ses proches, ses amis, il se ressaisit, rassembla quelques épaves, se remit à l'œuvre, et le monde de ses lecteurs s'aperçut à peine de la perte dont il avait souffert. »

Mais ce qui peint le mieux le courage et l'élévation des sentiments de Tamizey de Larroque, c'est une lettre qu'il écrivait trois jours après cette catastrophe et que je demande à reproduire à la suite de ces paroles, parce qu'elle nous donne une idée du caractère de notre collègue et qu'elle nous renseigne exactement sur des projets de travail et sur de libérales intentions qu'il ne faut pas laisser tomber dans l'oubli.

Tamizey de Larroque, pendant les derniers temps de sa vie, a trouvé dans le dévouement de son fils un appui et une consolation. A son lit de mort, il l'a chargé de nous recommander l'achèvement de l'œuvre à laquelle il avait consacré tant de veilles et qui a rendu son nom inséparable de celui de Peiresc. Le Comité, je n'en doute pas, prendra les mesures nécessaires pour accomplir un vœu aussi légitime et aussi honorable. Vous me permettrez d'en transmettre l'assurance à M. Henry Tamizey de Larroque, avec l'expression des profonds regrets que nous inspire la perte d'un collègue aussi digne de notre respect et de notre affection.

*Lettre de M. Tamizey de Larroque sur l'incendie
de sa bibliothèque*

Pavillon Peiresc, 13 juillet 1895.

Mon cher maître et ami,

Je viens d'éprouver un grand malheur, et vous serez certainement au nombre de ceux qui me plaindront le plus. Le 9 de ce mois, à 4 heures du matin, un horrible incendie a dévoré ma vieille maison de Gontaud, ma maison natale. Le feu n'a rien épargné : livres, manuscrits, papiers de famille, notes innombrables, tout a disparu. Ce que j'avais amassé avec tant de soin et d'amour pendant plus d'un demi-siècle a été consumé en quelques minutes. Je n'avais transporté dans mon petit ermitage que les livres usuels, indispensables, 300 volumes environ sur plus de 6000. Je ne me consolerais jamais de cet immense désastre. Non-seulement j'y perds beaucoup pour mes propres travaux, mais aussi pour les travaux des autres : car j'ai eu toujours grande joie à aider mes confrères, et j'avais tant de choses dans mes collections que j'ai pu en tirer bien des communications utiles.

J'avais aussi l'intention de faire profiter notre chère Bibliothèque nationale de plusieurs de mes livres et de mes manuscrits. J'attendais la publication du premier volume du Catalogue des imprimés pour vous donner tout ce que la Bibliothèque n'aurait pas possédé, et j'avais noté déjà le don des Mémoires de mon compatriote le maréchal d'Estrades, ayant constaté, dans mon introduction à la *Relation du siège de Dunkerque*, que vous n'aviez pas l'édition en dix volumes dont je m'étais procuré un exemplaire.

Je vous destinais une copie des *Mémoires du lieutenant-général Saint-Hilaire*, faite sur le recueil de la Bibliothèque du Louvre, brûlée en 1871, lequel était beaucoup plus complet que l'imprimé en quatre volumes in-12.

Je voulais encore vous offrir un exemplaire des *Bibliothèques de La Croix du Maine et Du Verdier*, enrichi des notes marginales de l'oratorien Adry, que vous auriez pu mettre dans la Réserve du

département des imprimés, à côté de l'exemplaire orné des additions de cet autre grand bibliographe qui s'appelait Mercier de Saint-Léger.

Enfin, je comptais donner à la Bibliothèque nationale un recueil manuscrit qui lui revenait de droit, car il avait été préparé par trois savants de la maison, MM. Benjamin Guérard, Ravenel et Taschereau. Je veux parler de *Lettres de Guy Patin*, transcrites d'après les autographes de la Bibliothèque par M. Guérard, et annotées par M. Taschereau et surtout par M. Ravenel. C'est ce dernier, avec lequel j'ai été très lié, qui m'avait remis ces précieuses liasses, en vue de l'édition que je préparais avec mon ami, A. de Montaiglon, et pour laquelle j'avais déjà réuni beaucoup de notes qui complétaient celles de mes devanciers.

Pardon pour tout ce bavardage. De l'abondance du cœur la plume parle.

J'ai été si accablé par le brusque et terrible coup du 9 juillet que j'ai cru à une congestion cérébrale. J'ai été sauvé à ce moment par un flot de larmes, de véritables larmes d'enfant.

Je vous serre la main avec autant de reconnaissante affection que d'inconsolable désolation.

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

II

Le plus grand érudit que l'Agenais ait produit depuis Joseph Scaliger vient de mourir. Comme il a vécu retiré, loin du bruit, un grand nombre de ses compatriotes ignorent les éminents services qu'il a rendus à la science, à son pays, et, s'ils apprennent aujourd'hui à les connaître, ce sera malheureusement pour mesurer l'étendue d'une perte irréparable.

M. Philippe Tamizey de Larroque était né à Gontaud, le 30 décembre 1828. Sa vocation d'historien fut tardive, puisque ses premiers ouvrages, deux brochures, de 82 et 32 pages, sont datés de 1862, sa trente-quatrième année. Ils révélaient une forte préparation, une grande sagacité de critique, une vive passion dans la recherche de la vérité.

Le choix des sujets était heureux. Le débutant s'était jeté avec succès dans l'interminable controverse sur les origines de *l'Imitation de Jésus-Christ*. Il est notable que sa der-

* Nous sommes reconnaissants à M. Léopold Delisle d'avoir bien voulu nous autoriser à publier, les premiers, les pages que l'on vient de lire. Après le témoignage donné à notre compatriote par « le Grand-Maitre de l'érudition française » — ainsi que l'appelaient si justement M. Tamizey de Larroque — nos éloges paraîtront bien faibles. Et cependant c'était pour nous un devoir de parler, de nous unir à tous les écrivains, déjà si nombreux, qui dans les revues et les journaux ont consacré des articles à celui dont la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen déplore la perte.

LA RÉDACTION.

nière notice imprimée se rapporte également à ces questions. Le *Mémoire sur le sac de Béziers dans la guerre des Albigeois et sur le mot : Tuez-les tous ! attribué au légat du pape Innocent III* rectifiait définitivement une erreur historique accréditée.

Le jeune auteur avait bien vite constaté à l'épreuve que les historiens se copient les uns les autres ; sur bien des sujets, l'universalité des opinions se réduit à un seul témoignage qui a pu être accepté une première fois à la légère. Il faut donc remonter toujours aux sources et se livrer à une enquête personnelle si peu que nous paraisse suspecte l'assertion même la plus généralement admise.

Combien de légendes et de traditions, tenues pour vraies, ont été fabriquées de toutes pièces quand des passions religieuses ou politiques étaient en jeu ! D'autres peuvent s'expliquer par l'intérêt de vanité d'une famille ou d'une ville. Il faut donc discuter les légendes et les traditions, en se mettant au-dessus de tout parti-pris.

Les falsifications de documents ou les erreurs commises dans l'interprétation des documents authentiques, les atténuations ou les exagérations dans l'appréciation des actes ou dans la narration des faits criblent de taches le tissu des livres d'histoire. Pour faire disparaître ces défectuosités, il faut se livrer au plus ingrat labeur : une démonstration en dix pages est parfois nécessaire pour corriger une erreur qui tient en dix lignes.

M. Tamizey de Larroque s'est montré, dès le début et toute sa vie, l'implacable ennemi des fausses légendes, des clichés qui offensent la vérité ou le bon sens, des à peu près admis faute de vérifications qui eussent conduit à une certitude. Il fut bien vite rompu aux bonnes méthodes, aux règles de la critique moderne, qui exige en tout et pour tout la production et la discussion des documents, c'est-à-dire la preuve.

On le vit ainsi distancer de beaucoup les auteurs qui, au temps de sa jeunesse, s'efforçaient de reconstituer les annales de la province de Guienne et celles de l'Agenais. Chez nous, en fait d'histoire locale, l'œuvre de la génération de 1830 est à refaire.

Nous ignorons le détail, par ordre chronologique, des travaux préparatoires de M. Tamizey de Larroque. Dans ses longs séjours à Paris, il se mit en relation avec le monde des érudits ; il était de ceux qui savent profiter des exemples et des conseils. Il puisa, avec avidité, aux grandes sources des documents, se reprochant de perdre même une heure, regrettant à l'avance que la vie soit si courte. Les trésors des dépôts d'archives et des bibliothèques furent si bien mis à contribution, il amassa des copies de pièces et des notes en si grand nombre que ce viatique lui permit de subsister sans défaillance pendant la longue période de sa réclusion provinciale.

Près de deux cents brochures et des milliers de notices et d'articles bibliographiques, répartis entre une centaine de bulletins et de revues attestent que M. Tamizey de Larroque dispersa son activité sur les sujets les plus divers. Les vingt pages de bibliographie tamizéienne qui figurent dans la *Bibliographie générale de l'Agenais*, de M. Jules Andrieu, ne comprennent guère que la liste des gros ouvrages et des brochures tirées à part, tant il serait difficile de donner une nomenclature complète des études, questions et réponses, fragments, notes, documents inédits que le Bénédictin de Gontaud — ses amis agenais l'appelaient ainsi — faisait paraître à leur place indiquée, c'est-à-dire dans le pays même où s'était passé l'évènement qu'il relatait, où avait vécu le personnage dont il rappelait les actes ou dont il appréciait les œuvres.

L'intérêt de ces communications est nécessairement inégal, car les grands sujets et les grandes découvertes sont en

somme fort rares. Les détails, la curiosité donnent la menue monnaie de l'histoire. N'est-il pas légitime, comme délassement, comme hors d'œuvre, d'abandonner quelques minutes la rédaction d'un in-4° pour noter un trait de la vie d'un personnage, pour identifier ou faire revivre un oublié, pour rectifier une date fausse ou en donner une inconnue, pour consigner un renseignement bibliographique ? Sur ces petites choses on peut écrire une feuille volante que fixera la lettre moulée. Des moindres notes publiées par M. Tamizey de Larroque il y a toujours quelque chose à retenir, à citer à l'occasion, sans qu'il soit besoin de contrôle car on peut se fier à son exactitude.

Comme il arrive à ceux dont l'ardeur est excessive, le premier programme que s'était tracé M. Tamizey de Larroque était immense. Il comprenait entre autres, une bibliographie générale, complétant l'ouvrage classique de Brunet, travail qui eut absorbé toute une vie et qu'il serait même difficile de tenir à jour année par année.

Le livre, qu'il voulait intituler *Mille et une rectifications*, il l'a composé en réalité, mais sans en faire l'assemblage. N'est-il pas regrettable que lui-même n'ait pas constitué à coups de ciseau, un ensemble de fiches comprenant toutes ses notes, éparpillées jusques à l'infini ? On peut être assuré que la série des rectifications dues à cet infatigable chercheur ne s'est pas arrêtée au chiffre fatidique de *mille et une*.

M. Tamizey de Larroque eut aussi longtemps dans ses projets un *Guide du Travailleur, ou Recueil d'indications bibliographiques, contenant sous chaque nom de chose, d'homme et de lieu l'énumération des principaux documents à consulter*. La publication actuelle d'un ouvrage qui répond assez bien à ce dernier titre a suffi pour établir la réputation de M. l'abbé U. Chevalier.

L'heure vient où ceux qui ont voulu beaucoup embrasser

doivent se restreindre. Mais, en s'attachant à une spécialité, nous allons voir que M. Tamizey de Larroque devait encore se trouver en présence d'une véritable encyclopédie.

Cette spécialité, ce fut l'histoire politique et littéraire de la seconde moitié du xvi^e siècle et surtout — car ce fut la grande œuvre — l'histoire littéraire de la première moitié du xvii^e siècle.

Toutefois cette histoire ne devait pas être un ouvrage de critique dans le genre des travaux plus personnels de Villemain et de Sainte-Beuve ; elle est constituée par un ensemble de documents inédits de premier choix, annotés avec une profusion qui élucide tout.

C'est en quoi l'analogie est grande entre l'œuvre de notre illustre Joseph Scaliger et celle de M. Tamizey de Larroque. Le premier fut, avant tout, un éditeur, à une époque où il fallait mettre en lumière et fixer le texte des auteurs anciens. Le second, également éditeur, s'attachait aux biographies, aux correspondances qui jettent un plein jour sur les évolutions de notre littérature nationale, qui font revivre des oubliés, qui permettent de reconstituer le milieu dans lequel ont vécu tant d'auteurs dont les écrits représentent une des meilleures parts de notre patrimoine national.

Le public du xvii^e siècle a mal compris les auteurs du xvi^e, pour cette raison peut-être que la langue avait changé et aussi la mode : car il y a des modes qui élèvent ou abaissent tour à tour les écrivains et surtout les poètes. Il suffit de rappeler comme exemple le sort de Ronsard.

Au xviii^e siècle, les grands auteurs du siècle précédent étaient bien devenus classiques mais la curiosité n'allait pas au-delà de la lecture d'éditions de leurs ouvrages trop souvent imparfaites.

Notre siècle, qui a vu se former et triompher une nouvelle école littéraire, aurait pu, à son tour, être taxé d'ingrati-

tude si les érudits n'avaient pas appliqué à l'histoire littéraire la méthode d'après laquelle on révise et on complète chaque jour l'histoire politique et administrative de la France.

Comme contribution à l'histoire du xvi^e siècle, on peut rappeler : la collaboration de M. Tamizey de Larroque à la publication des *Mémoires-journaux de Pierre de l'Estoile* (édit. Jouaust, 1875-1880) ; la mise au jour des *Lettres françaises inédites de Joseph Scaliger* (Agen, 1881, in-8° de 428 pp.) ; une somme énorme de documents, parus notamment dans la série des *Archives historiques de la Gironde* ; un grand nombre de notices ayant pour sujet la Cour de France à Nérac, la biographie des membres de la famille de Monluc, etc., etc.

Mais passons aux œuvres qui se rapportent au xvii^e siècle. M. Tamizey de Larroque avait transcrit de *La vie des poètes françois* de Guillaume Colletet toutes les notices concernant les poètes agenais, gascons, bordelais et périgourdins. Le manuscrit original unique, conservé à la Bibliothèque du Louvre, ayant été détruit par l'incendie en 1871, il se trouva que la diligence de notre compatriote avait sauvé ces précieux documents littéraires (4 brochures, ensemble 476 pp.).

Des *Lettres inédites de Jean-Louis Guez de Balzac* (458 pp., in-4°), inaugurèrent (1873) la série des ouvrages de M. Tamizey de Larroque qui font partie de la *Collection des Documents inédits sur l'Histoire de France*.

Le Ministère de l'Instruction Publique lui confia la publication de la correspondance de Jean Chapelain, de l'Académie française (1632-1673). Cet ouvrage forme deux volumes in-4° (1880-83).

La publication de la correspondance de Peiresc fut entreprise dans les mêmes conditions. Six volumes ont paru

(1888-1896) : le septième est sous presse ; le manuscrit de trois autres, complétant l'œuvre, est à peu près au net.

Peiresc, conseiller au Parlement d'Aix, fut, sous Louis XIII, le prédécesseur des encyclopédistes du siècle dernier. Il était en relation avec les savants, les lettrés, les artistes du monde entier ; il s'intéressait à toutes choses : lettres, histoire, bibliographie, archéologie, beaux-arts, sciences naturelles, agriculture, etc. On le voyait passer de l'étude d'un chef d'œuvre, du déchiffrement d'une inscription à des essais d'acclimatation d'une plante exotique. Son activité ne connaissait pas de repos ; sa curiosité n'avait pas de bornes. Cependant les trésors de sa correspondance n'avaient guère été exploités et ce n'était qu'au prix d'un labeur effrayant qu'on pouvait les mettre en valeur.

M. Tamizey de Larroque n'était pas homme à reculer devant une lourde tâche : avec Peiresc, il devint encyclopédiste. Il s'efforça de mettre la clarté dans cette revue des connaissances humaines au xvii^e siècle. Son habitude constante était de prodiguer les annotations dans toutes ses éditions de textes. La somme de son travail personnel dans ces gros in-4° est immense. Ce fut un jeu pour lui de publier, comme annexes à l'ouvrage officiel, vingt et une brochures sur *Les Correspondants de Peiresc*. Il semblait devenu le contemporain de tous les grands lettrés, de tous les savants illustres de la première moitié du xvii^e siècle, tant il avait pénétré dans leur intimité, tant il savait les faire revivre.

Si l'on ajoute qu'il avait préparé une édition des œuvres et des lettres et fragments inédits de Guy Patin, en seize volumes, on pourra se rendre compte qu'il avait embrassé tout le cercle des connaissances humaines acquises il y a trois siècles.

Il est impossible d'écrire la biographie de n'importe quel personnage ayant acquis quelque notoriété dans les lettres,

les sciences ou les arts, depuis l'avènement d'Henri IV jusqu'à la majorité de Louis XIV sans avoir à citer les travaux de M. Tamizey de Larroque. On peut juger par là de l'étendue et de la portée de son œuvre.

Cependant il ne fut pas absorbé tout entier par les grands sujets; il avait même des préférences pour l'histoire locale. Nous lui devons, entre autres : un millier de pages de documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais; des monographies sur les villes de Marmande et de Sainte-Livrade, les châteaux de Nérac et de Cauzac; des études biographiques sur les évêques d'Agén Janus Frégose et Mascaron, sur le maréchal de Monluc et son frère, l'évêque de Valence, sur le maréchal d'Estrades, sur Boisse-Pardaillan, le baron de Lusignan, Hercule d'Argilemont, sur nos grands auteurs Joseph Scaliger et Florimond de Raymond, sur trois femmes à la vie romanesque, Anne de Caumont, M^{me} d'Hallot, Nanon de Lartigue, etc., etc.

Les livres de raison, agénais ou autres, avaient le don de l'intéresser vivement et à juste titre. Il n'a pas cessé d'accumuler des notes pour dresser un catalogue aussi complet que possible des documents de ce genre qui, depuis une quarantaine d'années, ont été recherchés et découverts par toute la France, ceux qui ont été publiés et ceux qui sont encore inédits.

Je n'ajouterai rien de plus sur les travaux de bénédictin de M. Tamizey de Larroque. Ceux qui voudront connaître ses ouvrages par le détail pourront recourir à la liste dressée par M. Jules Andrieu. Mieux que cela : ceux qui voudront les lire et les consulter les trouveront à la bibliothèque départementale, dans le fonds de Raymond, que M. Tamizey de Larroque a continué à enrichir jusques à la dernière heure. Cette collection est peut-être unique; la Bibliothèque nationale ne la possède pas aussi complète et l'auteur

lui-même déplorait la perte d'un grand nombre de ses brochures.

Il me tarde de parler de l'homme, après avoir dit ce que fut l'auteur. Le fond de son caractère était la bonté dans sa plénitude, avec ses compagnes ordinaires, la charité et l'obligeance. Personne peut-être n'a plus prodigué dans sa vie les éloges, les encouragements fortifiants, les conseils utiles. Il était paternel pour les débutants, leur protecteur acquis; il était plein d'admiration pour les maîtres, sans l'ombre d'une jalousie. Si on pouvait lui faire un reproche, et je suis de ceux qui le lui ont parfois adressé, c'était d'être trop indulgent dans ses critiques. Il craignait tant de désobliger, il savait si bien que l'amour-propre est chatouilleux ! Il a fait quelques milliers de comptes rendus d'ouvrages nouveaux : « Or, il m'est arrivé au moins trois fois, me dit-il, d'avoir causé de la peine. Entre autres, après les éloges mérités, j'avais relevé quelques fautes évidentes dans l'ouvrage de l'un de nos meilleurs érudits — qu'il me nomma. — Il ne me l'a jamais pardonné. Depuis lors, je suis timide et j'use, à l'occasion, d'un subterfuge : pour un livre trop mauvais je ne fais pas de compte rendu. »

Il s'abstenait également de parler de ceux pour lesquels il n'avait pas d'estime : les égoïstes, absorbés dans l'adoration souvent peu justifiée de leurs seuls ouvrages ; les envieux ; ceux qui croient fonder leur autorité sur des affirmations doctrinales pédantes ou des critiques d'une malveillance voulue. Tous ceux-là n'étaient point de ses amis.

Le fond sérieux de la plupart de ses ouvrages excluait l'expansion de sa verve gasconne. Mais cette verve éclatait dans ses causeries étincelantes, avec des fusées de franc rire ; elle trouvait à se loger jusque dans la marge d'une carte postale, c'est dire, à plus forte raison, dans toute ses lettres, car, en ce genre familier, il est permis d'égayer

d'un bon mot même les choses graves. De plus, la correspondance de M. Tamizey de Larroque est comparable par son étendue, sa variété à celle de son auteur favori Peiresc.

Il est facile de comprendre qu'en sa retraite de Gontaud, il ne pouvait trouver tous les éléments d'information qui lui étaient nécessaires, à tout instant, pour annoter ses grands ouvrages. De là un échange actif de courriers. On n'improvise rien sur la biographie d'un personnage ou sur n'importe quel sujet d'histoire. Il faut recourir à des textes, à des livres pour être précis et complet. Comme il était lui-même d'une obligeance extrême, M. Tamizey de Larroque était en droit de compter sur l'obligeance des autres. Il ne fut presque jamais déçu. Ses correspondants devenaient bien vite ses amis et aussi ses débiteurs, car il excellait à mettre en relief le nom et les œuvres de ceux qui lui venaient en aide.

Durant quelques années heureuses, il en vint à se suffire aux trois quarts. Sa bibliothèque, sans cesse enrichie, débordait du cabinet de travail, aux chambres, aux couloirs de sa maison de Gontaud. Il était fier d'une collection d'autographes laborieusement constituée. Des casiers, des cartons pleins de notes étaient sous sa main.

Comment la vie paisible de cet homme si bon a-t-elle été traversée par les plus grandes épreuves ? Je ne puis le dire et je sais seulement que ces épreuves ont dépassé tout ce que l'imagination du lecteur pourrait concevoir. Je rappellerai non des causes mais un seul fait. Réfugié dans sa propriété de Larroque, campé dans un logement improvisé, qu'il baptisa *Le Pavillon Peiresc*, et d'où l'on aperçoit Gontaud, M. Tamizey de Larroque vit un jour l'incendie dévorer sa maison, ses livres, ses autographes, ses manuscrits.

Le soldat désarmé sur le champ de bataille est le plus souvent voué à la mort. M. Tamizey de Larroque, d'une cons-

titution exceptionnellement robuste, nullement affaibli par l'âge, est mort de l'incendie de sa bibliothèque.

Non sans lutter. Il a travaillé quand même, plus difficilement, plus douloureusement, jusques à la dernière heure. Et cependant, comme si tout avait dû conspirer contre lui, sa vue faiblissait au point que les médecins lui ordonnaient un repos presque absolu, seul conseil que ce vaillant ne pouvait suivre.

Rien n'égale le courage, la résignation virile dont il fit preuve dans ses dernières années. Beaucoup de ses meilleurs amis, ceux qui vivaient loin de lui, ont ignoré ses souffrances, car il ne fatiguait personne de ses plaintes. Il est bon qu'un témoin leur apprenne quelles ont été ses meilleures consolations dans ces temps plus que difficiles. Sa sensibilité était devenue extrême ; les plus petits témoignages d'affection le touchaient profondément. Combien grande a été sa reconnaissance pour tous ceux qui lui ont envoyé un second exemplaire de leurs ouvrages pour reconstituer sa bibliothèque ! La moindre ligne d'une lettre dictée par le cœur le réconfortait un moment ; il pensait : « Puisque il » me reste tant de bons amis, je ne suis pas complètement » malheureux. »

Il ne pouvait plus voyager. Il fallait venir à lui pour lui faire grand plaisir. Cette cordiale et plantureuse hospitalité du Pavillon Peiresc, ces aimables causeries, ces effusions du cœur, ces traits vifs d'un esprit resté jeune, ouvert à toutes choses, nul ne les oubliera de ceux qui ont eu le bonheur de lui rendre visite. Pour les fêter et les retenir, il allait jusques à se sacrifier lui-même, sans qu'on le soupçonnât. N'avait-il pas une chambre à donner, la sienne ?

L'empressement de ses amis, leurs bonnes lettres, leurs visites intermittentes ont certainement adouci ses peines ; mais il eut aussi des consolations quotidiennes.

Son fils l'entourait d'affection, l'assistant dans ses recher-

ches, dans ses lectures, écrivant à l'occasion pour lui ; il restait sans cesse auprès de lui, l'aidant à chasser les idées noires. D'ailleurs, avec la sénérité du chrétien, M. Tamizey de Larroque regardait plus haut, plus loin. L'*Imitation de Jésus-Christ* était devenu son livre de chevet. Il a vu venir la mort sans crainte. Dans le labeur, il n'avait jamais souhaité le repos, mais, dans les épreuves, il a pu souhaiter la délivrance.

Sa sépulture était marquée au centre de sa vieille propriété de famille, Larroque. Un bloc de pierre à peine équarri, debout, recevra la plus simple des inscriptions. Des cyprès et des chèvrefeuilles plantés par lui, ces derniers tout en fleurs en cette fin de mai, s'élèvent à l'entour, déjà plus haut que la pierre.

C'est là que, le samedi 28 mai, l'ont accompagné, bravant une pluie diluvienne, ses parents, des amis, tous ses compatriotes de Gontaud, en deuil, chacun rappelant le souvenir d'un bienfait, d'un service rendu.

Suivant la volonté expresse du défunt, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe.

Son biographe sera notre confrère et ami, M. Jules Mommeja, également désigné par lui pour achever l'édition de Peiresc. Pour remplir ce double devoir sacré, il ne pouvait faire un meilleur choix.

Je me suis borné à rappeler les grands traits de la vie de notre cher confrère, un de nos doyens. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, déjà si profondément atteinte par la perte récente d'Adolphe Magen et de Jules Andrieu, est de nouveau frappée au cœur. Jamais M. Tamizey de Larroque n'avait collaboré plus activement à notre Recueil et à notre Revue que durant ces dernières années. A nous de garder son souvenir et de nous inspirer de son exemple !

M. Tamizey de Larroque, officier de l'Instruction Publique, chevalier de la Légion d'Honneur, était correspondant de l'Institut. Ces honneurs étaient au-dessous de son mérite. Il aurait dû avoir un rang de plus dans la double hiérarchie de la Légion d'Honneur et de l'Institut.

G. THOLIN.

III

A la Mémoire de Ph. Tamizey de Larroque

15 Juin 1898.

Je ne saurais assister à la séance de la Société sans déposer au procès-verbal l'expression du regret sincère et profond que j'éprouve de la mort récente de Philippe Tamizey de Larroque.

Il fut mon camarade d'enfance, naquit la même année et entra, comme moi, en octobre 1842, au collège royal de Cahors. Pendant quatre années, côte à côte, nous y apprîmes les humanités qui y étaient brillamment professées.

Durant cette courte période il me fut loisible d'apprécier l'exquise générosité de mon laborieux camarade, qui rivalisait dans ses compositions avec Charles de Freycinet, aujourd'hui de l'Académie française, et lui disputait les premières palmes universitaires.

Le 16 août 1846, journée mémorable, nous obtenions de concert le diplôme de bachelier ès-lettres, revêtu de la signature de M. Larroque, dernier recteur de l'Académie cadurcienne.

Trois mois après nous nous retrouvions sur les bancs des grandes écoles de la Capitale pour suivre le complément de nos études respectives.

La jeunesse de l'Agenais et du Quercy y figurait en nombre et, selon ma souvenance, Gambetta, notre petit condisciple, vint se joindre à notre pléiade qui aimait à fréquenter les jardins et les restaurants du Palais royal.

Sans doute, le dîner de la *Prune* n'était pas alors en honneur et sans être aussi prônées par les organes de la presse, nos agapes fraternelles, entre enfants du même pays, n'avaient que plus de charme et d'affectueuse liberté.

La fidélité à ma liaison avec Philippe ne s'est jamais démentie pendant plus d'un demi-siècle. Elle m'a toujours souri dans la fréquence de notre correspondance mutuelle.

Il nous a été réservé d'être élus en même temps, en 1873, à l'Académie des sciences et belles-lettres de Bordeaux, et 1875, à celle de Toulouse, en qualité de membres correspondants.

Coïncidence flatteuse que je n'ai garde d'oublier, mais en rendant, croyez-le bien, le plus cordial hommage à l'aménité sans borne de l'érudit, du publiciste éminent que l'Institut de France a couronné et jugé digne de lui appartenir.

La Société académique d'Agen partagera, j'ose le croire, mon sentiment personnel et s'honorera de compter Philippe de Larroque au rang de ses membres les plus illustres et les plus regrettés.

JULES SERRET.

Les trois notices nécrologiques qui précèdent ont été lues à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, dans la réunion qu'elle a tenue le 15 juin.

La Société a décidé : que l'impression de ses regrets serait transmise à M. Henry Tamizey de Larroque.

Que des tirages à part des trois notices seraient faits et mis à la disposition du fils de notre regretté confrère ;

Que le prochain volume publié par la Société serait dédié à la mémoire de M. Philippe Tamizey de Larroque et accompagné de son portrait.



Cliche Ph. Lauzun

Phototypic Bellotti. St-Etienne

LA MUSE GASCONNE A JASMIN

(D'APRÈS LE BAS-RELIEF DE M. D. PUECH)

Offert au Musée d'Agen.

CENTER FOR THE STUDY OF THE

La Revue de
fêtes qui vient de
paraître de Jasmin.

Organe de la Société
Arts d'Age qui, en la
heureuse de pouvoir, a
mérito, consacré les
des Jeux-Floraux. Le
relief offert à cette
de notre ville.

Cette jeune fille, le front
cheveux, l'épaule charnue et
rellement retroussée, les p
bords de la Garonne, les b
décrivant la courbe la plus ha
cette élégante guirlande de
pas *Françouneto*, telle que n
égayant de son frais sourire les va
ou, plus prompte et plus sçieuse, des
pentes abruptes des coteaux de Moulou
Faribolo pastouro, apportait au ciel
et de ses amours le tribut de sa tendre



Cliché Ph. Lausson

Phototypic Bellotti, St-Etienne

LA MUSE GASCONNE A JASMIN

(D'APRÈS LE BAS-RELIEF DE M. D. PUECH)

Offert au Musée d'Agen.

CENTENAIRE DE JASMIN

LA MUSE GASCONNE

La *Revue de l'Agenais* ne saurait se désintéresser des fêtes qui viennent d'être célébrées en l'honneur du Centenaire de Jasmin.

Organe de la *Société des Belles-Lettres, Sciences et Arts d'Agen* qui, on le sait, en avait pris l'initiative, elle est heureuse de pouvoir aujourd'hui donner en tête de ce numéro, consacré tout entier au compte-rendu de la séance des Jeux-Floraux, une reproduction phototypique du bas-relief offert à cette occasion par M. Denys Puech au Musée de notre ville.

Cette jeune fille, le foulard coquettement noué autour des cheveux, l'épaule charnue, la taille svelte, la jupe si naturellement retroussée, les pieds nus selon le vieil usage des bords de la Garonne, les bras nerveux et souples à la fois, décrivant la courbe la plus harmonieuse et tendant au poète cette élégante guirlande de roses et de lauriers, n'est-ce pas *Françouneto*, telle que nous la voyons chaque jour égayant de son frais sourire les vallons du Pont-du-Casse, ou, plus prompte et plus sérieuse, descendant au matin les pentes abruptes des coteaux de Monbran ? N'est-ce pas la *Faribolo pastouro*, apportant au chantre de sa jeunesse et de ses amours le tribut de sa reconnaissance ? Ou, plus

haut encore, au dessus de ses immortelles créations et les personnifiant toutes, ne faut-il point voir, dans cette radieuse apparition, la Muse Gasconne elle-même, glorifiant son poète bien-aimé ?

Le bronze encore inachevé n'a pu être envoyé à la date fixée. Mais M. Denys Puech a bien voulu se déssaisir de la maquette, que M. Henri Roujon, directeur des Beaux-Arts, est venu remettre à la ville d'Agen. En même temps qu'elle fait honneur au talent de l'artiste qui l'a modelée, l'œuvre, de l'avis de tous, compte au nombre des plus précieux hommages rendus à la mémoire de Jasmin. A ce double titre elle méritait d'être reproduite et vulgarisée par la *Revue*.

Lorsque, le 6 Mars 1798, dans le modeste logis de pauvres gens voués un jour à l'hôpital, naquit, à Agen, Jacques Boé, depuis vingt-deux ans déjà, une société littéraire existait dans cette ville.

A l'imitation de Toulouse et de Bordeaux, Agen avait son Académie. Sans grand tapage, quelques bourgeois, bons humanistes, philanthropes selon la mode, avaient résolu de se réunir pour échanger leurs idées sur les problèmes du jour, pour divulguer les découvertes scientifiques et en faire des applications dans le pays même. L'amour des lettres, la recherche du progrès passionnaient ces hommes sceptiques sur tant d'autres points. La plus aimable courtoisie assurait leurs bons rapports, car on en était au beau temps, hélas si loin ! de la politesse française.

Il devait y avoir entre-eux — nous pouvons en juger par les procès-verbaux qu'ils nous ont laissés — de curieux échanges de vues, sans nul pédantisme. Ils étaient certainement mieux informés que le commun des mortels.

Jugez donc : ils lisaient — chose alors si rare — un journal : *Le Mercure* ou la *Gazette de France*. Nous parlons des dé-

* Tout un volume — et ce n'est pas trop pour être complet — a été consacré aux fêtes du centenaire. Il est publié par les soins de M. Xavier de Lassalle, qui en a été un des principaux organisateurs.

Comme il importe d'éviter les doubles emplois, nous nous sommes limités strictement à faire savoir quelle a été l'initiative de la *Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen* et quelle part elle a prise aux fêtes.

buts. En 1798, ils recevaient d'autres journaux ; ils avaient traversé des années fort agitées même pour des novateurs.

Les librairies agenaises, de tout temps fort bien constituées, leur avaient procuré dans leur primeur les livres les plus goûtés à Paris. Ainsi, dans les casiers déjà vieux de leur bibliothèque, s'étaient au premier rang, en éditions originales, les œuvres de Voltaire et de Rousseau.

Si l'on avait dit alors à ces hommes d'élite, triés entre eux sur le volet et qui peut-être inspiraient quelque jalousie à certaines gens hors de leur cénacle, si l'on avait affirmé à ces délicats, non exempts de préjugés, que le fils du tailleur, Jacques Boé, le futur Jasmin, serait lagloire de leur Société, je gage que leur stupéfaction eut été immense.

L'enfant devait grandir hors de ces horizons de la Grèce et de Rome qui dominant les études classiques. Avec la lecture et l'écriture, il apprit un peu de français, assez peu grâce à Dieu. Il devait penser toujours à sa langue natale et, comme le *mens divini* était en lui dès l'adolescence, le poète déborda. Il égala bien vite les vieux maîtres qu'il ne connaissait pas et le don du ciel a pu rapprocher à travers les régions si éloignées, au-delà des siècles si longs, le grand Virgile, le doux Théocrite et Jasmin.

On sait quelles furent les rapides étapes de la carrière de Jasmin. Un jour vint où, son nom ayant retenti dans la France, la Société académique d'Agen se considéra comme très honorée de l'admettre parmi ses membres.

Voici à ce sujet, des extraits inédits empruntés aux procès-verbaux des réunions de la Société :

Séance du 26 juin 1833. — « M. Piquéal d'Arusmont dépose sur le bureau divers ouvrages poétiques écrits dans l'idiome gascon par M. Jasmin, parmi lesquels se trouve une pièce intitulée : *Lou poëto gascou a l'écho del*

biel palay. Dans cette pièce l'auteur exprime le désir d'être reçu membre de la Société. »

10 juillet 1833. — « Il est procédé par la voie du scrutin, à la réception des membres présentés dans la dernière séance. M. Cahuac, médecin en chef de l'hôpital militaire d'Oran est admis comme associé correspondant et M. Jasmin comme associé résident. »

20 juillet 1833. — Le poète paie sa bienvenue, en lisant deux pièces de sa composition dont les titres sont omis au procès-verbal.

Séance publique du 3 août 1833. — Jasmin donne lecture de son épître à un jeune poète de Bordeaux ⁽¹⁾.

6 septembre 1833. — La commission chargée de la composition du *Recueil* décide l'insertion, dans le volume en préparation, de l'ode en idiôme gascon récitée par Jasmin, le 5 mai 1830, à Nérac, au pied de la statue d'Henri IV.

5 mars 1834. — « M. Jasmin termine la séance par la lecture d'un poème en trois chants, contenant l'histoire de sa vie ⁽²⁾ ».

11 juin 1834. — « M. Jasmin termine la séance par la lecture de son poème, composé à l'occasion de l'inauguration de la statue du maréchal Lannes. »

17 septembre 1835. — Lecture de l'*Abuglo de Casteliculiè*, poème en trois chants.

28 décembre 1836. — « M. Jasmin termine la séance par la lecture d'une pièce intitulée : *Le réveil du cœur*. Ce morceau adressé à une jeune voyageuse est extrait d'un poème que l'auteur achève en ce moment. »

(1) C'est l'épître adressée au poète Hippolyte Minier.

(2) Tout le monde a reconnu : *Mous soubenis*.

1^{er} mars 1837. — Lecture des pièces intitulées : *Las Rimotos, Lou boun Diou me diou ! A moussu Cazanobo, Lous bastardous de l'espital* et de divers impromptus improvisés à Marmande.

9 août 1837. — Lecture du premier chant de *Françouneto* ⁽³⁾ et de trois autres pièces de moindre importance.

13 septembre 1837. — « M. Jasmin a lu une pièce intitulée : *A moussu Silben Dumoun, deputat, qu'apretz abe bantat nostro lengo patouezo, la coundannabo a mort.* »

13 décembre 1837. — Lecture du poème : *La Caritat.*

22 août 1838. — Communication d'un récit de voyage intitulé : *Uno festo perdudo, uno cansou gagnado !* devenu plus tard : *Moun bouyatge à Marmando.*

21 août 1839. — « M. Jasmin lit les deux premiers chants et la moitié du 3^e de *Françouneto.* »

4 Avril 1840. — Jasmin reprend et achève la lecture de son poème de *Françouneto*, qu'il fait suivre de son épître à M. Fontès, directeur des Contributions directes à Agen, en réponse à un envoi de papier pour copier le susdit poème.

11 juillet 1840. — Lecture de l'épître dédicatoire du même poème à la ville de Toulouse.

13 juillet 1840. — Lecture de deux pièces de vers consacrées l'une à la mémoire de M. Durand, le *médecin des pauvres*, et l'autre à la gloire de La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France.

18 décembre 1841. — « M. Jasmin a terminé la séance par la lecture de trois pièces de vers dont voici le sujet :

(1) La place de ce mot a été laissée en blanc dans le registre. Mais nous ne croyons pas nous tromper en remplissant le vide comme nous venons de le faire.

La première est une chanson adressée à ses amis de Pau et d'Oloron qui lui avaient envoyé un service de linge de table, pareil à celui que M. Bégué avait fabriqué pour la maison royale ⁽¹⁾.

La seconde est adressée à M. Baze, pour le remercier d'avoir fait, en 1835, la préface du premier volume des œuvres de notre poète.

Dans la troisième, M. Jasmin dédie le second volume de ses poésies à M. Charles Nodier, qui le premier des littérateurs de la capitale, prit la défense de la langue gasconne et parla de notre confrère. »

2 avril 1840. — Jasmin fait une première lecture d'une pièce intitulée *l'Espagne*, composée pour être récitée dans un concert au bénéfice des réfugiés Espagnols.

Séance publique du 15 septembre 1841. — Jasmin lit une pièce de vers pour remercier la ville d'Auch du beau présent qu'elle lui a envoyé ⁽²⁾. Il lit en outre son épître à M^{me} de Vivens, sur son voyage à Paris.

18 mars 1843. — « Il est donné lecture d'une lettre écrite à notre confrère M. Jasmin par M. Silvain Dumon, pour lui annoncer :

1° Que Madame la duchesse d'Orléans venait de lui faire transmettre une lettre avec une boîte, renfermant trois médailles d'un petit module, en or, en argent et en bronze à l'effigie de M. le duc d'Orléans. La médaille en or porte à son revers : *Son Altesse Royale Madame la duchesse d'Orléans, au poète Jasmin.*

2° Que M. le Ministre de l'Instruction publique venait de l'inscrire parmi les hommes de lettres dont l'Etat encourage les travaux, pour une pension de mille francs. »

(1) C'est la pièce intitulée : *Nappo de prince et coutel de canel*,

(2) *La Coupo d'or. A la bilo d'Auch, que me l'a baillado.*

1 avril 1843. — Lecture de diverses pièces adressées à MM. Emile Deschamps, Sainte-Beuve, Léonce de Lavergne, Des Echerolles, à M^{lle} Jeanne Narbonne, à M. et à M^{me} B. Martinelli.

Séance publique du 26 août 1843. — Jasmin donne lecture du *Preste sans gleizo*, pièce déjà communiquée à la Société le 19 août précédent.

Séance publique du 2 septembre 1844. — Après en avoir au préalable donné connaissance à la Société, le 24 août, Jasmin lit pour la première fois en public son poème de *Maltro l'Innoucento*.

Séance publique du 30 août 1845. — Lecture de : *Ma bigno*. « A la demande générale, ajoute le procès-verbal, notre poète gascon a terminé la séance par son *Abuglo de Castelculié*, que l'on entend toujours avec un nouveau plaisir. »

Durant les années 1846 et 1847 il ne se rencontre dans les registres de la Société aucune mention de Jasmin.

Mais en l'année 1848, le poète reparait avec un nouveau chef-d'œuvre. Dans la séance publique du 24 novembre 1848, Jasmin donne lecture de : *La Semmano d'un fil* ; dans celle du 31 août 1849, d'un nouveau poème intitulé : *Bilo et campagno*.

Il serait trop long d'énumérer toutes les communications de Jasmin à la Société depuis cette époque jusqu'à sa mort. Contentons-nous de citer une nouvelle épître à M. Dumon ; le Remerciement à l'académie des Jeux floraux ; les vers offerts par le poète à M. Ancelot, de l'Académie Française, à l'occasion de la réception de ce dernier comme membre correspondant de celle d'Agen et en souvenir de la bienveillance dont l'éminent académicien l'avait honoré à Paris ; l'Hymne à la Vierge, composée par Jasmin à la demande de l'évêque d'Alger pour contribuer à la construc-

tion de Notre-Dame-d'Afrique ; une seconde série de Souvenirs ; et enfin sa réponse à Renan.

Dans le registre d'où ces notes sont extraites, la signature de Jasmin se rencontre à la date du 18 décembre 1852, au bas du nouveau règlement de la Société, modifiant celui du 22 mai 1830. Le 14 décembre 1861, le même registre constate le don fait à la Compagnie, par le poète, d'un magnifique exemplaire de l'ouvrage de Léo Drouyn qui a pour titre : *L'Architecture du Moyen-Age dans le département de la Gironde*. On peut y lire à la même date, les renseignements qui suivent, concernant le portrait de Jasmin exposé aujourd'hui au musée d'Agen.

Séance du 14 décembre 1861. — « Le procès-verbal adopté, M. Jasmin demande la parole : Messieurs, dit-il, en acceptant pour notre musée l'offrande si éminemment artistique de M. Filhol, vous avez voulu d'abord rendre hommage à l'incontestable talent de l'artiste, mais en même temps vous avez fait pour moi une douce chose ; vous m'avez octroyé presque, et d'avance, un brevet d'immortalité dans mon pays. Sans doute vous m'avez tenu compte, avant tout, de l'enthousiaste affection que je lui porte, et dès lors, je le conçois, vous ne m'avez pas jugé tout à fait indigne de cet honneur ; mais pas plus que ma fidèle image, je ne suis encore, — et je ne m'en plains pas, — dans les conditions exigées par l'usage. Vous avez bien voulu passer par dessus cette difficulté. C'est une faveur dont je sais tout le prix et dont je vous remercie affectueusement, ce soir, en attendant que ma muse le fasse plus convenablement et à sa manière. »

M. le président honoraire ¹ accepte au nom de la Compagnie les remerciements de M. Jasmin et lui dit que si, en effet, elle a voulu rendre hommage au talent distingué de

¹ M. Paillard, ancien élève de l'Ecole des Chartes et préfet de Lot-et-Garonne.

M. Filhol, elle a voulu aussi témoigner sa chaude sympathie au poète qui l'honore et dont chacun de ses collègues est l'admirateur et l'ami. »

Le 12 août 1864, le procès-verbal de la Société renferme la mention suivante : « Très souffrant encore d'une maladie grave, qui l'a tenu alité pendant plus d'un mois, M. Jasmin donne lecture d'une pièce intitulée : *Lou poeto del poble à Moussu Renan*. » C'était, hélas ! le chant du cygne.

Environ deux mois après, le 5¹ octobre 1864, à quatre heures de l'après midi, Jasmin mourait, dans sa maison d'Agen, muni des sacrements de cette religion à laquelle il avait consacré ses derniers travaux. On lui fit de solennelles funérailles dont on peut lire le récit dans les journaux du temps. Les archives de la Société en ont également conservé la relation. La Compagnie voulut y assister en corps et deux de ses membres, MM. Martial de Laffore, président, et Adolphe Magen, secrétaire perpétuel, figurent parmi les personnes qui furent admises à l'honneur de tenir les cordons du drap funèbre. Au cimetière, après le discours de M. Noubel, alors maire d'Agen, promettant à Jasmin, au nom de la cité honorée par son génie, cette statue que le dévoué magistrat eut la bonne fortune d'inaugurer lui-même quelques années plus tard, MM. l'abbé Capot, vice-président de la Société et Adolphe Magen, prononcèrent, à leur tour, l'éloge du poète. Au dire de nos procès-verbaux, leurs allocutions, comme celle de M. Noubel, éveillèrent dans la foule un long et vibrant écho. La ville d'Agen ne venait-elle pas de perdre le plus illustre peut-être de ses enfants ?

¹ Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur cette date du 5 octobre; celle du 4 ayant été donnée à tort, par notre regretté collaborateur M. Andrieu, dans son *Dictionnaire bibliographique*, d'ordinaire si exact. Les procès-verbaux de notre Société, d'accord avec le *Journal de Lot-et-Garonne* de cette époque, établissent, en effet, — nous l'avons vérifié, — que Jasmin est mort le 5 octobre 1864 et que ses obsèques ont eu lieu le 7 du même mois.

Telles furent les relations de Jasmin avec la Société des Sciences et Belles-Lettres d'Agen, dont il demeurera, dans la postérité, le plus célèbre représentant.

La solidarité d'une génération à l'autre, la perpétuité des traditions, constituent la force et aussi l'honneur des sociétés littéraires. C'est par là que Tamizey de Larroque, qui vient de mourir, se rattache à Lacépède ; c'est par là que nous sommes les conservateurs de la gloire de Jasmin.

Notre devoir était donc de prendre l'initiative des fêtes du Centenaire.

Dans une séance, en date du 10 novembre 1897, notre collègue, M. Ratier, président de l'*Escolo de Jansemin*, félibre majoral, nous saisit des projets déjà élaborés par lui pour la célébration des fêtes. Dès ce jour et dans les séances qui suivirent, on décida que M. Ratier représenterait la Société aux fêtes du Centenaire, dont il aurait la présidence. On lui laissait pleine liberté pour les questions si difficiles d'organisation. La Société souscrivait pour 300 francs. Cette somme devait être affectée spécialement aux prix à décerner aux lauréats d'un concours poétique. MM. Lac de Bosredon, ancien président de la Société, et Antonin Perbosc, félibre majoral, étaient désignés comme rapporteurs, l'un pour la poésie française, l'autre pour la poésie en langue d'oc.

Grâce à l'initiative de M. Ratier, de nombreux Comités furent constitués pour rédiger un programme et en assurer l'exécution.

Notre intention n'est pas d'entrer dans le détail des projets et des travaux assez rapidement effectués pour assurer le succès des fêtes. Il suffira de dire que ces projets eurent pour eux l'assentiment de la population et le concours moral et financier des pouvoirs publics, du Conseil général du département et de la municipalité d'Agen.

La première date fixée pour les fêtes fut celle du lundi de la Pentecôte et du lendemain, 30 et 31 mai.

Mais alors se fondait à Paris une Société littéraire, dont le but était de grouper dans la capitale les enfants de la Gascogne exilés des coteaux où mûrit la prune, où chante la cigale félibréenne. Son titre fut emprunté aux scènes retentissantes d'une pièce à la mode ; son emblème fut le grillon. Afin d'assurer leur bienvenue au jour et à la célébrité, les *Cadets de Gascogne*, hardis comme les Cadets d'autrefois, résolurent de sonner entre Agen et les gorges du Tarn, à travers Montauban, Toulouse, Luchon, Carcassonne, les plus hautes fanfares.

Quand l'œuvre est bonne, rien de plus légitime que de la faire connaître en mettant tout en branle depuis la presse aux mille voix, jusqu'à l'imagerie populaire transformée et devenue de nos jours un art d'un éclat sans rival aux yeux de la foule.

Les *Cadets de Gascogne* avaient manifesté l'intention de commencer par Agen leurs joyeuses étapes et d'y marquer leur passage en portant au poète, qui fut l'un des premiers instigateurs de la renaissance du Midi, le tribut de leurs hommages, de leurs couronnes et de leurs chansons.

Mais, retenus à Paris par leurs devoirs professionnels, la plupart ne pouvaient se mettre en route que dans les premiers jours du mois d'août.

Mis au courant de leurs projets par M. le Maire d'Agen, le Comité local des fêtes du Centenaire comprit tout de suite l'importance, sinon la nécessité, de faire coïncider avec leur séjour dans notre ville la célébration des fêtes de Jasmin.

Il fut arrêté d'un commun accord que la date de cette solennité, fixée d'abord aux 30 et 31 mai, serait reportée aux 6 et 7 août.

On aurait de cette façon une double fête, non pas seulement une fête agenaise ou gasconne, une simple fête de

famille, mais beaucoup plus : l'exaltation du Midi, le concours de tous ceux qui parlent ou entendent encore la langue d'oc ou ses sœurs, les langues romanes de la France.

Le succès des fêtes, on le sait, a dépassé les espérances. Les journaux du pays en ont publié les triomphantes relations ; nous y renvoyons le lecteur. Notre seul but en écrivant ces lignes, est de faire connaître la part que la Société des *Belles-Lettres, Sciences et Arts d'Agen* a prise à ces solennités, la contribution apportée par elle à ces fêtes.

En même temps qu'elle instituait, comme on l'a vu plus haut, un concours poétique — ou pour mieux dire et pour donner à ce concours son nom traditionnel : des Jeux Floraux, — la Société avait décidé de tenir une séance solennelle pour y proclamer, avec les résultats du concours, les noms des lauréats et donner lecture, autant que possible, des œuvres couronnées.

A cette séance avaient été invitées toutes les sociétés littéraires du Midi. Sans hésitation et, le nom si populaire de Jasmin venant en aide à l'invitation, la plupart s'empressèrent de répondre à l'appel qui leur était adressé. Voici la liste de ces compagnies qui se sont fait représenter par des délégués.

Sociétés savantes

Académie nationale des Sciences, Belles Lettres et Arts de Bordeaux. — MM. A. de Tréverret, Th. Froment, l'abbé Ferrand, le docteur Garat.

Académie des Jeux Floraux de Toulouse. — MM. J.-F. Bladé, F. M.¹; l'abbé Léonce Couture, F. M. ; le colonel Perrossier, le comte Isidore de Gardès.

Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse. — MM. Roschach, J.-B. Brissaud, le baron Dézazars de Montgaillard.

¹ F. M. abréviation de Félibre majoral.

Société pour l'étude des Langues romanes de Montpellier. — M. Teulié.

Société de Vaucluse d'Avignon. — M. le commandant Fichou.

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire de Béziers. — M. Frédéric Donnadiou, F. M.

Société des Sciences et Belles-Lettres du Tarn d'Albi. — MM. Lafargue, Numa Lacroux.

Société Historique et Archéologique du Périgord. — M. Eugène Roux.

Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, de Saintes. — MM. le comte de Dienne, de Brezets.

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne de Montauban. — MM. le chanoine Pottier, Edouard Forestié, Lavitrey, Montagol, Bourdéron, Crépin.

Félibrige

Délégation officielle. — MM. Gaston Jourdanne, F. M., et Paul Mariéton, F. M., chanceliers ; Charles de Carbonnières, F. M., assesseur d'Aquitaine ; Albert Arnavielle, F. M., assesseur de Languedoc ; H. Messine, syndic de Languedoc ; Antonin Perbosc, F. M. ; Louis Astruc, F. M. ; Maurice Faure, F. M. ; Clovis Hugues, F. M. ; Sernin Santy ; Jean Carrère ; Maffre de Beaugé.

Ecoles ou Groupes Félibréens

Agen. — Escola de Jansemin.

Béarn. — MM. Adrien Planté, Xavier de Cardaillac, Michel Camelat, Albert Darclanne.

Toulouse. — MM. L. Vergnes, Bacquié Fonade, A. Sourreil, P. Fagot, Danton Cazelles, de Serres, Pujol, Aug. Portes, Sicard, Chabrié.

Béziers. — MM. F. Pigot, E. Barthe, docteur Michel, Pagès, Xavier Goulard, Uchan, Maffre.

Carcassonne. — MM. G. Jourdanne, F. M., Prax, Isidore Lannes. Montauban. — M. Quercy.

Limousin. — MM. le chanoine J. Roux, F. M., S. Santy, L. de Nussac, Chadourne, Simon, Renault, Gasperi, Beyraud, Anglade, Marque, de Carbonnières, Teyssier, A. Renaudie, Manjauze.

Auvergne. — MM. Vermenouse, l'abbé Courchinoux.

Toulon. — M. Paul Coffinières.

Cette. — MM. J. Castelnau, J. Soulet.

Foix. — MM. P. Estieu, A. Caussou, P. Dunac.

Montpellier. — MM. F. Troubat, docteur Banal, E. Marsal, F. M., — T. Delmas, L. Berthoumieu, J. Véran, J. Temple, Baratier, Planchon, Martin, Bertrand, Saumade, Ancette, F. Bertomieu, J. Rouquet.

Alais. — MM. A. Blavet, E. Crespon, F. Chabrier, L. Sabatier, L. Tuech.

Société des Félibres de Paris. — MM. Sextius Michel, F. M. ; J. Troubat, Elie Fourés, Amy, J. Gardet, E. Plantier.

Principaux Félibres ne représentant aucun groupe

M^{me} Réquier, MM. de Beaurepaire-Froment, J. F. Court, J. Monné, F. M. ; de Berluc-Perussis, F. M. ; V.-V. Bernard, F. M. ; F. Mara-tuech, P. Labrousche, A. Poydenot, baron Guilibert, F. M. ; Isidore Salles, F. M. ; l'abbé Bessou.

Soit en tout dix-sept félibres majeurs sur cinquante.

*Lauréats des Jeux Floraux du Centenaire qui ont accepté
l'invitation à la séance littéraire :*

M. Alexandre Westphal, M. Gaston Lavergne, M^{me} C. Fitte, M^{lle} Marthe Duhau, M. B. Pozzy, M^{lle} Claire de Blandinières, M. J. Martin, M. P. Clergeaud, M. Simin Palay, M. Arthur Poydenot, M. Hann de Crillon, M. Albert Mailhe, M. F. Rigal, M. Alfred Laurent.

La Séance des Jeux Floraux s'est tenue, le 7 août, à quatre heures du soir, dans la salle des Mosaïques de la Préfecture, mise obligeamment, par l'autorité départementale, à la disposition de la Société. Mais avant d'en donner le compte-rendu on nous saura gré de reproduire — il serait d'ailleurs injuste de ne pas le faire. — le discours en langue romane, prononcé le matin, au pied de la statue de Jasmin, par notre confrère et collaborateur M. Ratier, promoteur des fêtes du Centenaire et président général du Comité chargé de les préparer :

DAMOS E MOUSSUS,

*Ero puple et Gascou ! La lengo del sans fayssous diu s'en douna,
la prumèro.*

D'autres faran se resquita la lengo de la bisito, que sara coumo un

lugrejomen de pèrlos fins. Ei amassat, jou, de bispolos sus pots des oubriès e des paisans. E la courouno que t'anan adouba sàra coumo la cal, o Jansemin, tu qu'à banta la grando patrio metères l'entrin e lou fran pensa garounés ; tu qu'aimères per dessus tout la pitchouno patrio e cambières soun gipou fierlangous en mantèl estelat.

Doun nous baciù de milès altour d'uno estatuio. l'a la Bilo, la Countrado, tout lou Mèljour. Lou brut que mounto de la foulo, — m'engani pas, nani, — aquel brut es lou fremissomén de gens que coumunion dins uno emoucioun intimo. A quin prepaus, tout acò ?

. L'aoutre siècle n'abio
Qu'un parel d'ans à passa sul la terro,
Quan al recouèn d'uno bièillo carrèro,
.
Nasquèt un drolle, ...

un drolle que fusquèt lou filhol de la Pouesio.

Besès coumo la poulido fatchilhèro li profumo lou lèi de la paresso, sa mai ; coumo sarcis per el, de bordo en bordo, la biasso de soun pairi ; coumo sous pès nuts, lou fai caressa pel sable caudet de l'ilhot e pel fres gratilhou de l'èrbo flourido ; coumo, soun cap nut, lou cofo d'aire sanitous e de sourel embeudaire. Escoutas dambé quin bresilhadi de rire ounèste e de sentimens pietadous emplenò l'esprit e lou co de l'efan, talèu espelits ; jutjas s'es prou gignouso, en prestin soun âmo, de nou res prene qu'à nostre biais poupulari : aigo puro de l'inspiracioun, farino sanciero de la dreto pensado, dincos al leban d'oc qu'uflara la pasto e nous la fara mai goustouso. Besès, escoutas, jutjas : saurés que lou perruquiè fusquèt pouèto, tout ço de pus crane entre-mièi lous pouètos, gramecés al soul trabal de la naturo qu'en fan boujoula ta souben l'engin chel minable rampèlo sul sabé que se croumpo.

Eh ! be, z'ou cal dire, nostre oumatge s'arrèsto pas à Jansemin cantaire. Dison, e parei prou, que la pouesio s'endeben gaire dambé lou tens d'aro. Lou tindinomen de rimos escampilhados en l'aunou des prats e de las pastouros sono faus al mitan de las cansos apauridos e des maines jour per jour abandonats. Que la Muso gragnairo d'ideal s'en angue desgruna sous cabels pel mounde, un pau cadun passo, mespresen ou tipejous, daban la dibino mentido qu'acuso de nous aflasqui ; un pau cadun nous bol pas que lou Rèbe, coupe l'amarun del souci de douma. Abèn bèl, lou pitchou noumbre, pensa e afourti que l'ideal, tapla e milhou que lou minja, preparò per touto grandò

causo d'omes bertadèromen forts, saquela sabèn coumo aqueste placé sariò desèrt se lou que festejan n'èro estat qu'un pouèto.

Sufis pas, tapau, à nostre oumatge de Jansemin quistaire, de Jansemin que sous efforts countro la misèro ennartèron tout sòuls à la punjirico de l'art de coumpousa e de declama. Trento ans, — touto uno bito bitanto ! — dins lous crambots estrets oun lou paure espelhoundrat s'agrupis de fret e bado de talen, lou gran prèste de la Caritat fasquèt plèure un labassi de pistolos. Trento ans, lou besquèron roulla trabès las planos, grimpa pes pèchs, pertout oun lou cridabon. Soulomen aqui sa partido èro gagnado d'abanço. Es que demandabo pas en Franço oun es tan dous de douna ? Es que demandabo pas surtout dins lou Mètgour Gascon, qu'atchi dessus coumo sus tan d'autres puns, merito d'èstre apelat la doublo Franço ?... Tabé prouclama, nous-aus, soun amou de la Caritat, acò semblariò de glouriolo : tout urous d'abé balhat, nous countentan de remercia.

Mès, talèu lou proujèt del Centenari anonçat, uno bufado miste-riouso es partido de Sent-Antoni oun nous apilan anèi, estats, oupi-niouns ou cresenços frairalomen abarrejats. Pas brai, mounde del Grabè, de Sent-Alari, de la Porto-del-Pi, de la Porto-Nèbo, pas brai, bous-aus, que sès benguts de dèts, trento, cincanto lègos à l'entour ; pas brai, lous que nous quitères un jour per ana pourta un pauquet de nostre san dins la bito naciounalo, pas brai que la fèsto de Jansemin bous es aparescudo coumo nostro fèsto, coumo la de l'âmo Gas-couno ? E bous-aus que nous arribas de toutos las countrados oun, tapla qu'aciu, debat l'or e lou blu de nostre cèl, perfumado tan que nostros flous, foundento dins la bouco tan que nostro fruto, roussi-gnoulejo dumpèi nau-cents ans e sens fi roussignoulejara, la douço lengo d'oc, pas brai qu'aquele fèsto bous es aparescudo coumo la de nostro raço mètgournalo ?

Mens que res, un pouèto pouplari de l'estofo d'aqueste n'es l'efèt de l'asard ; l'asard sauriò pas toumba juste per embouima la foulo e l'en-traina. Un loun grumèl d'annados, un pilot de joios, de pèssomens, de souscados, d'actes, preparon l'un per l'autre qui bai souna e qui bai entendre. Pus fort : lou sounaire arribo à l'ouro oun sara que la taulo d'armounio rasounan darrè las cordos de la liro publico.

Las *Papillotos* me balharan pas lou dementit. Cercas-i quin felhet porto pas la marco de tout ço que sèn, boulèn, aïman ; quin felhet porto uno outro marco. Aquele libre es lou brebiari de nostros tradiciouns, coustumos ou legends ; la garbo granado de nostros qualitats simplos ou erouicos ; un tros de l'istorio franceso escribudo per nostres pepis,

brabes trabalhaires de tèrro ou de mestiè, sabens renoumats, soul-dats sens reculado e se pausan jamai.

Acò's a tal que presan *nostres rocs bestils en belou que berdejon, nostros planos que toutjour daurejon*. Atal toutjour.

La lengo del trabal

A la bilo, pel la campagno,

On la trobo dins cado oustal ;

Y'espouso l'home al brès, jusqu'al clot l'accompagno.

Atal l'escai-noum de *franciman* marco al fèr rouge lou qui coumenço l'aprendissatge de regenaire en aben ounto de soun brès. Atal *quan l'aunou del país zou coumando*, touts i sèn. Dins la grandou coumo à la malo-ouro, nostre esprit e nostres bras boton dèts quan lous autres boton un. Mès, lou pres-fèit accomplit, nostre co prouclamo toutjour que

La pitchouno patrio es bien aban la grando !

L'a pas à dire : lous dus patriotismes explicats e prounats per las *Papillotos*, batchiu la foun d'oun paichelèt l'inspiracioun del pouèto. E — qui me jetara la pèiro ? — batchiu sustout en de que soun canta fusquèt l'echo des soubenis e de las aspiraciouns de touto uno raço.

Z'abiò be sentit, nostre perruquiè : lou parla mairal ten lou seme de l'idèio loucalo ; es à dire de nostro ouriginalitat e de nostro balou. Mès se doutabo gaire, en lou lantsan de campèstre en campèstre, qu'èro lou samenaire atendut per la Proubinço tengudo lountems en bousigo. Marselhés, Aubergnats, Gascous, tout serbiò as goubernaires d'autres cots, per lous espouti de forço, per lous despersouna legalomen, quitomen per lous i capouna la fièrtat. L'abiò de preferats et de filhastres, coumo se d'escarts dins la coulou des pièls, la coupo de la bèsto, lou biais del carattèri empatchabon d'èstre frais, lous drolles d'uno mèmo mai. Acò's plus atal dins la Franço d'anèi. La barietat des engins proubincials, junits en bisto de la grandou coumuno, i amaduro dejà la plus bèlo segasou. E tout a cambiat dumpèi que Jansemin, entounan d'aquelo segasou lou prumè sègo-ligo, balhèt lou toun as milès de cigalos patrioticos engarrancidos debat las turros.

Bibo doun lou grand Agenés, l'un des plus illustres pouètos del siècle ! Bibo l'ome que sa debiso, seguido sens falhi, fusquèt « Bountat ! » Bibo lou pitchounet de qui la bito restara coumo l'etsemple e l'ennoublisomen des pitchounets ! Bibo lou fil debot que plantèt lou lugret al froun de la Gascougno ! Bibo lou proufèto del Mèjour e la manobro de la nacioun !

Atal cridan, lous milanto que sèn aciù. E nostro aclamacioun rencountran à trabès lous aires la de quinze milliouns de Mètjournals, sus nostre Jansemin la bolto del Panteoun pouplari es ennartado per l'Immourtalitat. »

La séance des Jeux Floraux a commencé, à l'heure dite, devant une salle comble. Elle a été ouverte par M. l'abbé Durengues, président de la Société pour l'année 1898, assisté de M^{me} Réquier, (célèbre dans le monde du Félibrige sous le nom de *Philadelphie*), de M. Ratier, président des fêtes du Centenaire et de MM. de Bosredon et Perbosc, rapporteurs des concours littéraires.

On distinguait aux premiers rangs de l'assistance, M. le Préfet de Lot-et-Garonne, dont l'inépuisable complaisance et la naturelle courtoisie n'ont pas médiocrement contribué aux succès de toutes ces réjouissances, Monseigneur l'Evêque d'Agen, M. Chaumié, sénateur et maire d'Agen, M^{me} Saint-Aubin, petite fille du poète Jasmin et M. Saint-Aubin, son mari, président à la Cour de Montpellier, et groupés comme ils avaient pu, au milieu d'une salle trop étroite pour le nombre de gens qu'elle contenait, les délégués des compagnies littéraires de la région qui avaient accepté l'invitation de la Société.

Au début de la séance, M. l'abbé Durengues, président, a prononcé le discours suivant :

MESDAMES, MESSIEURS,

Une famille est naturellement jalouse de la gloire des siens. A l'approche du Centenaire de Jasmin, son orgueil, sa fierté, et, on peut le dire, son plus bel ornement, la *Société des Lettres, Arts et Sciences d'Agen* a cru qu'il lui appartenait de prendre l'initiative d'une fête, en l'honneur de l'immortel poète, d'une fête qui serait digne de lui.

A notre appel la ville d'Agen a répondu aussitôt avec la plus touchante unanimité et le plus vif enthousiasme. La chose en vérité n'est

pas pour étonner. Dans l'œuvre de Jasmin n'est-ce pas l'âme même du pays qui palpite et qui chante ? Aussi tant qu'il y aura des cœurs agenais épris d'idéal et de bonté, de beauté et de charité ; tant qu'il y aura sous notre beau ciel des lèvres harmonieuses pour redire les plaintes de Françoquette ou de Marthe l'Innocente, Jasmin restera, dans sa patrie, le poète le mieux compris, le plus goûté, le poète préféré aussi bien de la foule que de l'élite, au fond le seul populaire.

Les villes du Midi qu'il parcourait jadis en pacifique vainqueur, chantant, comme il l'a dit lui-même, pour les crèches, les salles d'asile, les églises et les pauvres, charmant des milliers d'âmes, soulageant d'innombrables misères, exerçant les plus salutaires influences, ces villes, dis-je, ont tenu à honneur de mêler, en ce jour, leurs acclamations aux nôtres et ont chargé de très nombreux et très dignes représentants d'apporter ici, comme contribution à nos fêtes, leur large tribut d'admiration, de reconnaissance, de pieuse fidélité.

Notre invitation devait recevoir un accueil particulièrement favorable, non seulement auprès de notre brillante *Escolo Jansemin*, mais aussi auprès des Sociétés savantes des provinces méridionales, auprès du *Félibrige* surtout, dont notre Jasmin fut, sans contredit, le vrai précurseur. Pouvait-il en être autrement ? Qui donc, sinon notre glorieux poète, a ressuscité à la vie littéraire la vieille langue romane ? Qui donc, le premier, lui a rendu ses titres de noblesse depuis si longtemps perdus ? Qui donc enfin, en provoquant, pour ainsi dire, ce brillant réveil de la muse des troubadours, cette heureuse renaissance des lettres gasconnes, languedociennes et provençales, a restitué à la grande patrie et au monde civilisé toute une moitié de l'esprit français ?

Paris enfin, ce Paris où il lui avait suffi de se montrer pour en faire la conquête, Paris qui, dès la première heure, avait reconnu son génie, l'avait proclamé et consacré, Paris n'a pas voulu demeurer étranger à nos fêtes. Il nous a député, avec la plus aimable et la plus flatteuse spontanéité, des pléiades d'hommes éminents qu'il a coutume de voir briller au premier rang dans les lettres et dans les arts. Je ne vois rien au-dessus d'un pareil hommage. Il ne me démentirait pas le poète qui a écrit :

Bous aous et lous sabens à ma muzo gascouno
Baillas cadun uno courouno
Moun co las pezo et dit : Aro ey prapou d'aounous,
La de Paris ran fier, la d'Agen ran hurous !

Rien donc, semble-t-il, ne manque au triomphe de Jasmin. Cepen-

dant, s'il est vrai, comme nous l'apprend Virgile, que les héros, aux Champs-Elysées, gardent les mêmes goûts qu'ils avaient sur la planète

Quæ gratia, fuit vivis... quæ cura
Eadem sequitur tellure repostos.

Ne croyez-vous pas que la poésie ne devait pas être bannie de nos fêtes, mais qu'elle devait plutôt y avoir une place d'honneur et en quelque sorte les présider ?

C'est ce que notre compagnie a pensé. Aussi a-t-elle ouvert deux concours poétiques en l'honneur de Jasmin : l'un en langue française, l'autre en langue d'oc. Les résultats ont passé nos espérances. Vous allez vous même en juger par la lecture des rapports et des principales pièces couronnées.

Mais avant, qu'il me soit permis de remercier, avec la plus vive effusion, au nom de la *Société des Lettres, Arts et Sciences d'Agen* que j'ai le grand honneur de représenter en ce moment, d'abord la reine de ces jeux floraux¹, puis les dignes enfants d'un si glorieux père, qui portent si bien le fardeau de leur beau nom ; nos hôtes très honorés, nos chers compatriotes, les artistes éminents qui, dans l'occasion présente, font assaut de virtuosité et de généreux dévouement, MM. les membres du Comité du Centenaire et des Commissions, leur président si heureux aujourd'hui, si digne de l'être et leur président d'honneur, M. le maire et sénateur d'Agen, M. le Préfet de Lot-et-Garonne, Mgr l'Evêque, les autorités de la ville et du département, MM. les représentants de la presse, et, entre tous, M. Xavier de Lassalle, l'âme de ces fêtes, tous ceux, en un mot, — et ils sont nombreux — qui par leur concours si empressé et si actif ont assuré le succès de cette fête du Centenaire de Jasmin, de cette fête qui d'heure en heure, prend toutes les proportions d'une véritable apothéose !

Après avoir fait acclamer de nouveau le nom du poète, M. Durengues a donné la parole à M. de Bosredon, rapporteur du concours en langue française, qui s'est exprimé dans les termes suivants :

¹ Madame Réquier.

MESDAMES, MESSIEURS,

Je sais le peu d'intérêt que présente, pour la majorité des auditeurs, le compte-rendu des travaux soumis à un concours littéraire, ce concours serait-il poétique, si harmonieuse d'ailleurs que soit la poésie, cette *musique de l'âme*, comme l'appelle Voltaire. Aussi ne puis-je me défendre d'un certain malaise en prenant ici la parole, au nom de la commission chargée de l'examen et du classement des poésies françaises, pour en faire connaître le résultat.

Cette Commission était composée de trois membres de la *Société des Sciences, Lettres et Arts* : MM. Bordes, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'université, professeur de seconde au lycée Bernard-Palissy ; l'abbé Martinon, professeur de rhétorique au collège Saint-Caprais ; et l'auteur de ce rapport, qui sent déjà, comme ses distingués collaborateurs, gronder sur sa tête les colères des concurrents malheureux et qui a dû, pour la circonstance, se munir de la triple cuirasse déjà en usage du temps d'Horace.

Nous n'avons, vous le pensez déjà, aucun chef-d'œuvre à vous présenter. Nous avons cependant de bons poèmes à passer en revue, quelques jolies strophes à vous lire.

Chargé de cette lourde tâche, je suivrai le sage conseil du poète latin : je serai aussi bref que possible. Je n'oublierai pas que j'ai devant moi un public d'élite, fidèle au culte de l'art et de la poésie, disposé à apprécier les œuvres qui le méritent, mais sollicité par d'autres exigences, et dont l'attention doit être, pour ces divers motifs, doublement ménagée. J'entrerais enfin en matière sans autre préambule.

Le programme des Jeux floraux, organisés par la *Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen*, comprenait en première ligne une *Ode à Jasmin*. L'ode est certainement la plus haute expression de la poésie lyrique. Elle exige de grandes

qualités : élévation de la pensée, richesse de l'imagination, ampleur des développements, majesté soutenue du style. Elle doit, sans tomber dans le faux lyrisme,

Elever jusqu'au ciel son vol audacieux,

dirais-je avec Boileau, si je ne craignais les sarcasmes des poètes indisciplinés, en révolte contre cette gênante autorité.

Six candidats n'ont pas craint d'affronter ces difficultés. Leurs efforts sont restés infructueux. La commission n'a pu, malgré le désir qu'elle en avait, couronner aucune des odes envoyées.

Le deuxième sujet imposé était un *A-propos*, en un acte et en vers, destiné à être joué en lever de rideau.

Le résultat a dépassé ici nos espérances. Sept pièces portant cette indication nous ont été adressées. Quatre d'entre elles ont été éliminées à la première lecture.

Les trois autres tranchaient sur celles-là par leur valeur et leur supériorité.

Il est regrettable que les circonstances aient empêché de donner suite au projet primitif. L'un ou l'autre de ces à-propos, interprété sur la scène, aurait été certainement fort bien accueilli par le public Agenais.

Le premier, intitulé *Au bord de l'eau*, a pour auteur M. Blancher-La Feuillade, de Toulouse. Il comprend trois personnages :

Jasmin, coiffeur, 25 ans.

Borel, bourgeois, pêcheur à la ligne, 60 ans.

Jeanne, sa fille, 20 ans.

L'action se déroule sur les bords de la Garonne, où Jasmin est venu s'étendre, à l'ombre des saules, par un bel après-midi d'été. Il jouit là de la liberté qu'il s'est donnée et s'enivre, en vrai poète qu'il est, de la chaude lumière du soleil couchant. Il s'écrie dans sa joie :



..... Vive l'été! vive l'âpre buée,
La feuille par le vent à peine remuée,
Le ruisseau paresseux et, par les bois dormants,
De mille insectes d'or les longs bourdonnements
Et, là bas, dans les champs, la lueur apparue,
Qu'arrache le soleil au soc de la charrue,
Pendant que les grands bœufs marchent avec ennui.

.....

Il se rencontre là avec une jeune fille, éprise elle-même de poésie et dont l'enthousiasme contribue à faire éclore en lui sa véritable vocation.

On pourrait reprocher à ce sujet de manquer dans le fond de naturel et de vraisemblance. Il ne paraît s'appuyer sur aucun fait historique. Mais les scènes sont bien conduites, le dialogue est serré, le vers bien fait. On y voit des morceaux de bravoure bien venus et l'ensemble produit une très agréable impression. Ces qualités diverses ont valu à l'auteur le premier prix.

L'à-propos mis en parallèle avec celui-là a pour titre *Jasmin coiffeur pour Dames*. Son auteur est M. François Rigal, de Montauban.

Le sujet est résumé dans une page de Léon Rabain (*Jasmin, sa vie et ses œuvres*): « Dans le but de grossir son pécule, Jasmin avait ajouté à son titre de perruquier celui de « Coiffeur de Dames ». Cette idée parut d'abord heureuse. Toutes les dames de la ville se disputèrent l'honneur d'être coiffées par un poète; c'était assez original,

Mais voici ce qui arriva : Jasmin sortait avec une liste de quatre ou cinq dames à coiffer, chaque coiffure devait lui rapporter un franc et l'absence devait être de deux heures. Le plus souvent il ne rentrait qu'à la nuit, et le plus souvent encore, dans sa tournée il n'avait coiffé qu'une personne.

Nous vous laissons à penser si Magnounet mit bon ordre à tout cela !... Il ne coiffa plus de dames; la recette s'en

trouva mieux, et Madame Jasmin s'applaudit de cette réforme économique, qu'elle appelait son coup d'état. »

Ajoutez à celà la visite de Nodier, dans la boutique de Jasmin, et vous aurez l'ensemble de la pièce, dont les personnages sont :

Jasmin,

Charles Nodier,

L'abbé Miraben, ami et bienfaiteur de Jasmin,

Et Marie Barrère, dite Magnounet, femme de Jasmin.

Cette pièce, au point de vue littéraire, est moins bien venue que la précédente. Les scènes sont plus compactes, ont moins de saillie ; le vers est plus raide et l'élan, la bouffée de poésie manque aux bons endroits. En revanche, le sujet est mieux choisi, plus réel. Elle a encore l'avantage de ré susciter une scène historique, de présenter une image plus fidèle de Jasmin, de son entourage et de ses débuts. Le second prix lui a été accordé.

Le troisième poème, ayant pour devise *Mieux vaut tard que jamais*, est plutôt un drame lyrique qu'un simple a-propos, dont il dépasse les dimensions. C'est une idylle, une adaptation, pour la scène, de Marthe la folle, avec les mêmes personnages auxquels ont été ajoutés quelques rôles secondaires.

Le sujet ainsi traité, avec ses rythmes variés pourrait, servir de libretto pour une opérette avec récitatifs. Il y a de l'habileté dans ce travail, du talent dans la versification, particulièrement dans la traduction des chansons et dans les petits vers. La chanson de *Françouneto* en donnera une idée :

O folâtre bergère,
Sirène au cœur glacé,
Vois, je me désespère.
Je ne peux plus me taire
Et mon cœur est blessé.
Tu fais toujours la folle

Et, frôlant ton épaule,
Chacun à tour de rôle
Couvre tes doigts légers

De baisers.

Tout celà, pastourelle,
Ne sert pas au bonheur,
Car l'amour de son aile
Ne touche pas ton cœur.

Le troisième prix a été décerné à l'auteur de ce poème, M. Pierre Clergeaud, de Moissac.

Afin d'élargir le cadre du concours et de laisser un plus libre essor aux divers talents, une *Pièce libre* a été ajoutée au programme, avec la seule condition de ne pas dépasser 80 vers.

Cette facilité de choisir son sujet, de n'écouter que son inspiration, devait tenter poètes et versificateurs. La Commission s'aperçut bientôt que la tâche qui lui incombait ne serait pas légère. Une avalanche de strophes, de vers de toute nature s'est abattue sur elle; 98 pièces lui ont été successivement adressées. On trouve dans ces mélanges ce que Martial constatait dans ses propres vers :

Sunt bona, sunt quædam mediocria, sunt mala plura

Il y en a de bonnes, plusieurs sont médiocres, beaucoup sont mauvaises.

Un examen général a eu pour premier résultat l'élimination de 35 œuvres de cette dernière catégorie. Elles pourront être conservées dans les archives de la Société pour témoigner que la liberté de rimer est une de celles dont nous jouissons sans aucune entrave.

Après une deuxième lecture, 46 pièces d'une infériorité notable étaient encore mises de côté. Elles renfermaient toutes, au double point de vue de la composition et de la forme, de nombreuses déféctuosités; dans plusieurs d'entre elles, nous avons néanmoins rencontré de bons vers, bien rythmés, des traits heureux, du sentiment et de la grâce.

Deux poèmes, le *Beuve*, comprenant de 7 à 800 vers, et une *Ode à Napoléon*, de près de 300 vers, ont dû également être écartés, malgré leur valeur, comme ne rentrant pas dans les limites du programme.

Dans les 15 pièces qui restaient, ont été enfin choisies les dix qui devaient être couronnées. Nous ne citerons que ces dernières, en commençant par les mentions.

Sous le titre *Le Rosaire d'Amour*, figure une poésie légère qui dénote une certaine habileté, mais l'idée de greffer sur le Rosaire des stances amoureuses ne nous a pas paru heureuse. En voici le début :

Allons dire notre rosaire
Et chanter notre alleluia,
Voici reflourir les lilas,
Et des nids c'est l'anniversaire ;
Du cœur nous lisons le bréviaire,
Les oiseaux nous diront bonjour.
Allons dire notre rosaire
Notre beau rosaire d'amour.

Les bois seront le sauctuaire
Où nous nous mettrons à genoux
Pour dire des *Ave* plus doux,
Et sous le doigté du mystère,
Leurs grandes orgues solitaires
Chanteront l'ivresse des jours.
Allons dire notre rosaire,
Notre beau rosaire d'amour.

.....
.....

Beaucoup de facture dans ces vers, écriture artiste, mais rime plutôt indigente : des mots au singulier s'accordent facilement avec des pluriels ; dans trois strophes, l'avant-dernière rime est en l'air. L'auteur est M. Hann de Crillon, de Nicole (Lot-et-Garonne).

La poésie intitulée *Mon premier bonheur*, envoyée par

M^{lle} Marie-Alix Lavignac, de Périgueux, est d'un tout autre sentiment. Une fillette de six ans reçoit de sa mère, pour sa fête, une bague en or. Elle est conduite à la promenade par sa bonne. Insuffisamment surveillée, elle s'éloigne seule et rencontre, assis à l'écart, un vieillard malheureux, avec lequel elle échange quelques mots. N'ayant pas d'argent, elle lui donne sa bague pour acheter du pain. Et la sensible enfant se sent toute heureuse de sa bonne action.

Il y a dans ce récit une certaine affectation de naïveté mêlée de mignardise. mais il est bien conduit et d'un joli sentiment. La versification en est bonne.

M. Blancher Lafeuillade, dont l'à-propos a été classé le premier, nous a envoyé une pièce intitulée *Senectus*, commençant par ces vers :

Après tant de longs jours, femme autrefois aimée,
Je te revois enfin ! Viens, je te conduirai
Dans le bois solitaire à la sombre ramée
Où jadis je te rencontraï.

Les ans ont passé, les cheveux ont blanchi, mais, dit le poète en terminant :

N'avons-nous pas pour nous les amours de la tombe,
Les amours éternels.

Le sentiment en est assez élevé et juste, le vers est harmonieux, mais à la fin apparaissent quelques faiblesses de style.

Vient ensuite *La légende de l'ermite*, de M. Paul Félix, de Marseille. L'ermite dont parle la légende n'est plus là.

Accrochant aux halliers sa soutane de bure,
Le vieux s'en est allé dans le sombre au-delà ;
Mais il revit toujours par la douce légende
Que grand-père Mathieu me racontait souvent,
Près de l'âtre, le soir, quand là-bas sur la lande
Le froid régnait en maître et que soufflait le vent
.

La facture en est bonne, le rythme bien franc, mais elle manque de composition, de netteté dans le dessin.

Voici un charmant sonnet, A *mes fleurs*, envoyé par M^{lle} Claire de Blandinières, au château de Bleys (Tarn).

Le sens en est résumé dans le dernier vers :

Nous sommes bien moins fleurs que les fleurs ne sont femmes

Il est humoristique et élevé à la fois, le sentiment vrai, le vers facile et rapide. Nous cédon's au plaisir de le citer en entier à la suite de ce rapport.

Deux autres pièces nous ont été adressées par le même auteur. La première est intitulée : *Les remerciements d'un Grillon d'Agen aux Cadets de Gascogne*.

Ce grillon se montre très fier d'avoir été pris comme insigne par les Cadets, mais il reste fort modeste dans ses remerciements :

.....
Mon *cri-cri* manquera peu-être de puissance
Pour témoigner ici de ma reconnaissance,
Mais la sentir vaut mieux que la trop bien chanter.
Effrayé d'un effort qu'il n'ose pas tenter,
Mon esprit, incapable et confus, se récuse,
Et mon cœur trop ému — c'est sa meilleure excuse —
Ne trouve qu'un seul mot à vous dire : merci.
.....

La seconde pièce à pour titre : *Plaintes d'un cheval de fiacre contre les automobiles*.

Elles sont écrites l'une et l'autre avec le même esprit, la même verve originale, mais aussi avec une trop grande facilité, dont le poète ne se méfie pas assez.

Nous trouvons ensuite une pièce intitulée : *Le printemps* pour laquelle M^{lle} Marthe Duhau, de Tonneins, a obtenu un quatrième prix. L'auteur dépeint dans une dizaine de strophes le double sentiment, joie et tristesse, qu'il éprouve et

dont il cherche en vain l'explication. Tout m'enivre et m'émeut, s'écrie-t-il,

.....
Tout rallume en mon cœur je ne sais quelle flamme
Où des phalènes noirs voltigent nuit et jour !...
Et ces phalènes noirs près de ma flamme ardente
Tournent éperdûment sans jamais s'y brûler.
Ils endeuillent ainsi sa clarté rayonnante
Et leur bourdonnement à mon bonheur qui chante
Comme un refrain de mort vient toujours se mêler !

Espoirs, doutes cruels alternent à cette heure,
Doux songes du présent, crainte de l'avenir !
Sur mon bonheur rêvé faudra-t-il que je pleure ?
Avant de le tenir faudra-t-il que je meure ?
Descendrai-je à la tombe avant que d'en jouir ?

La facture en est un peu terne, il s'y glisse quelques faiblesses de style, mais l'ensemble est bien, l'inspiration en est moderne, la versification correcte.

Le 3^e prix a été décerné à deux concurrents classés *ex-æquo*. Le premier est M. Devillaine, de Toulouse, dont la pièce a pour titre : *Stances à un ami*. Elle débute bien :

Salut et bon espoir. Ah ! je voudrais vous suivre
Sur ces sommets sacrés plus rapprochés de Dieu,
.....

Le seul reproche à adresser à ces stances bien rythmées est l'emploi trop fréquent d'épithètes banales, quelques chevilles dans les rimes. Elles sont d'un sentiment élevé et harmonieuses. On les retrouvera en entier à la fin de ce rapport.

Nous avons reçu, groupées ensemble, plusieurs pièces dont le genre et la facture auraient suffi pour indiquer une même origine. Quelques-unes, qu'on pourrait appeler *de circonstance*, n'ont d'intérêt que pour les personnes qu'elles

concernent. Elles dénotent toutes une imagination vive et une grande, trop grande facilité, L'auteur semble jouer à toute occasion avec la rime. Il pourrait dire, comme Ovide :

Quidquid tentabam scribere versus erat.
Je ne puis rien écrire à moins de faire un vers.

Ne le lui reprochons pas trop, car dans ses poésies se trouvent de jolies choses.

Le Portrait d'une marraine est une charmante peinture d'un vif coloris, d'une gaité mutine. J'ai, dit cette marraine, plus de cœur que d'esprit. Elle doit alors en avoir beaucoup. On le sent du reste dans *Un Ange*, d'un sentiment un peu mignard, mais assez juste et assez heureusement rendu, malgré certains clichés poétiques ; et dans *Le Petit Frère*, questionnant ainsi naïvement sa pauvre mère, anéantie par la mort de sa fille :

Maman, pourquoi toujours dort-elle
Ma petite sœur ? réponds-moi
Il faut l'éveiller. Je l'appelle
Elle ne parle plus... Pourquoi ?

Elle ne veut plus me rien dire
Pourquoi si longtemps elle dort ?
Gronde la, fache toi bien fort.

.....
.....

Il y a là certainement beaucoup de sentiment. La fin pêche un peu comme composition. Le 3^e prix *ex-æquo* a été décerné pour ces poésies à M^{me} Fitte, de Tonneins.

Le second prix a été obtenu par M. Poydenot, de Montgaillard (Landes) pour son sonnet *Le Grillon*, d'une bonne facture et dont la citation nous dispensera de toute critique.

Au félibre exclusif qui nait dans la Provence,
Jalouse de son ciel, de son antiquité,
Ainsi qu'à la cigale, il faut pour sa cadence,
Les lumineux rayons des chauds soleils d'été !

Moins soucieux des feux que le Midi dispense,
Au troubadour gascon dans sa rusticité,
Comme au joyeux grillon qui bruyant se dépense ;
Il suffit du reflet d'une simple clarté.

Son art ne sertit point de fines pierreries ;
Il va chantant gaïment des guérets aux prairies,
Car son aile vibrante est rebelle à l'essor !

Violette, pervenche, œillet ou chrysanthème
Ne sont point faits pour lui ; son véritable emblème
Est une fleur des prés, l'agreste bouton d'or.

Enfin la pièce classée la première est due à M. Alfred
Laurent, de Saint-Romain (Lot-et-Garonne). Elle a pour de-
visé quatre vers de Sully-Prudhomme.

.... Comme les sphères de flammes
Tournent en s'appelant toujours,
Ainsi d'harmonieux amours
Font graviter toutes les âmes.

Elle est bien conçue, bien rythmée, d'une forme corecte
et harmonieuse. On pourrait bien y relever une légère im-
perfection dans la troisième strophe, mais le poète a dit
avec raison :

Verum ubi plura nitent in carmine, non ego paucis
Offendar maculis

En lisant de beaux vers, je n'oserai me plaindre
De quelques traits moins purs échappés au talent

(DARU)

Ne nous montrons pas plus difficiles que lui.
Cette pièce sera donnée en entier à la suite de ce rapport.
Parmi les manuscrits que nous avons reçus, se trouvait

une excellente traduction en vers français, ou plutôt une interprétation de *Maltro l'Innoucento*. La Commission ne pouvait classer cette œuvre dans aucune des catégories indiquées par le programme. Elle jugeait d'autre part très regrettable de ne pouvoir récompenser un travail bien fait et se rapportant directement aux fêtes du centenaire. Elle a tranché la difficulté en accordant un prix exceptionnel à l'auteur, M. Alexandre Westphal, de Montauban, qui nous avait adressé cette œuvre.

Ici, Messieurs, se termine ma tâche. Si nous n'avons pu, à notre grand regret, donner des couronnes et des éloges à tous les auteurs dont nous avons reçu et lu les manuscrits, nous leur devons, à tous, des remerciements pour avoir bien voulu répondre à notre invitation collective.

Nous sommes particulièrement reconnaissants aux dames, ces muses gracieuses, de nous avoir apporté, dans ce tournoi poétique, leur charme et leur esprit et d'être venues aujourd'hui orner de leur présence cette fête littéraire.

Maintenant, que les vaincus se rassurent, le voile qui recouvre leurs noms ne sera pas soulevé, leurs œuvres resteront ici anonymes.

Après son rapport, M. de Bosredon a lu, selon sa promesse, la pièce de M. Alfred Laurent, qui a obtenu le premier prix de poésie française.

L'oiseau que sa couvée appelle
Traverse l'azur infini
Pour s'envoler à tire-d'aile
Vers son doux nid.

L'onde qui chante dans la mousse,
En reflétant les buissons verts,
S'enfuit où son courant la pousse :
Aux flots des mers.

La fumée, en longues spirales,
S'élevant loin de nos bas lieux,
Cherche les plaines sidérales
Des vastes cieux.

La brise, vers les fleurs écloses,
Avec amour vient se glisser,
Et dans le sein des belles roses
Met un baiser.

Enfin, tout vers un but suprême
Fatalement est entraîné ;
Tout, au bel idéal qu'il aime,
Est enchainé.

C'est une force impérieuse
Qui mène au but par Dieu fixé :
Par une main mystérieuse
Tout est poussé...

Si l'onde, en chantant suit sa pente,
Si la brise cherche les fleurs,
La même loi toute-puissante
Guide nos cœurs.

Et c'est la même loi sacrée
Qui, rendant mes rêves si doux,
M'entraîne, ô ma vierge adorée,
Toujours vers vous.

A la suite de cette lecture, M. Ratier a proclamé les lauréats de la section française du concours poétique, dont voici les noms. Ceux qui étaient présents sont venus recevoir leur récompense des mains de Madame Réquier.

LANGUE FRANÇAISE

A propos en un acte et en vers

- | | |
|---------------------------|---|
| 1 ^{er} Prix..... | M. Blancher La Feuillade (Toulouse). |
| 2. — | M. François Rigal (Montauban). |
| 3. — | M. Pierre Clergeaud (Saint-Hubert près de Moissac). |

Poésie. — Sujets libres

- 1^{er} *Prix*..... M. Alfred Laurent (Saint-Romain).
2. — M. Arthur Poydenot (Saint-Sever).
3. — M^{me} Cléontine Fitte (Tonneins).
 ex-quo. M. François Devillaine (Toulouse).
4. — M^{lle} Marthe Duhau (Tonneins).
Mention..... M. Hann de Crillon (Nicole).
 — M. Blancher La Feuillade (Toulouse).
 — M. Paul Félix (Marseille).
 — M^{lle} Claire de Blandinières (Cordes).

Travail couronné hors section

- Prix*..... M. Alexandre Westphal (Montauban).
(Traduction libre en vers de *Maltro l'Innoucento*)

Dans l'intervalle compris entre cette distribution de récompenses et la seconde partie de la séance, deux jeunes filles, portant dans leurs mains des gerbes de fleurs, sont venues les offrir, au nom des Dames d'Agen, à M^{me} Saint-Aubin. L'offre était accompagnée d'un compliment écrit par l'une d'elles dans la langue ressuscitée et rajeunie par son grand-père, et que nous sommes heureux de reproduire, car il rappelle sous une forme élégante une des plus hautes vertus de Jasmin : la Charité.

7 Agous 1898

A MADAMO SENT-AUBIN, NASCUDO JANSEMIN

L'immortel Jansemin, bostre gran pai, Madamo,
Lou poèto Gascou al co tan pietadous,
Quan lou gèl e la nèu, l'ibèr, arrucon l'amo
Que lou ben amalit dins las carrèros bramo,
El partiò per quista de pa pes malurous.
Es aquel pa qu'Agen, anèi, bous torno..... en flous.

A la reprise de la séance, M. Perbosc, félibre majoral de la maintenance de Languedoc, a donné lecture de son rapport sur le concours de langue romane.

MESDAMES, MESSIEURS,

Lorsque Jasmin chantait :

O ma lengo, tout me zou dit,
Plantarey uno estelo à toun froun encrumit,

les hommes du pays d'Oc qui acclamaient le poète, les illustres admirateurs qui de Paris proclamaient son génie, pensaient-ils que cette étoile serait l'annonciatrice d'une renaissance de la littérature méridionale ? Jasmin lui-même l'avait-il prévu ? Quoi qu'il en soit, pour employer la belle image du grand précurseur, de nombreuses étoiles, petites et grandes, ont fait rayonner merveilleusement de leur couronne de clarté le front de notre chère langue d'Oc. Mesdames, Messieurs, ce ne sont pas des étoiles de première grandeur que notre concours nous permet de révéler, mais de moyennes et petites étoiles, dont quelques-unes promettent de grandir.

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport dans lequel le jury d'examen m'a donné le mandat de résumer ses travaux. Il a reçu environ 120 manuscrits émanant de plus de 80 félibres. De cette abondante gerbe il a formé un léger bouquet dont les parfums et les couleurs sont divers, mais évoquent tous la *petite patrie*. Ma tâche est de détacher une à une de ce bouquet ces fleurs de nos terroirs et d'en faire un éloge qui ne sera pas toujours sans réserves. — Tâche charmante : louer une fleur, la chose la plus belle dans la nature, admirable même lorsqu'elle ne nous offre qu'une tentative impuissante vers l'idéal de beauté ! Hélas ! le poète n'a pas toujours la puissance de création correspondante au but à atteindre ; mais sa grandeur n'est-elle pas de placer son idéal très haut ? Le gland, dans la terre généreuse ou sur le roc stérile, songe : Je serai un grand chêne. Qu'il soit glorifié pour la noblesse auguste de son rêve !

Soyons donc indulgents pour les défaites et louons les valeureuses entreprises, et que les vaincus se consolent en songeant aux revanches que l'avenir réserve toujours aux forts et aux persévérants.

Ceci dit pour les vaincus de notre tournoi littéraire, qui ont droit à notre sympathie par leurs efforts consciencieux, même par leur mérite, examinons les œuvres que le jury a trouvées dignes de nos récompenses.

I

ODES A JASMIN

Nous avons reçu un petit nombre d'odes à Jasmin. Celle qui a obtenu le 1^{er} prix a pour auteur M. le docteur Marignan, de Marsillargues (Hérault). L'œuvre de M. le docteur Marignan est écrite en une langue souple et harmonieuse, malheureusement gâtée çà et là par des expressions françaises occitanisées. Il n'est pas possible d'accorder droit de cité à des mots tels que *puple*, *sur*, *aussi*, qui sont simplement les mots français *peuple*, *sœur*, *aussi*, les deux premiers grossièrement *patoisés*, le dernier conservé sans modification, — ce qui, somme toute, est moins blâmable. Cette critique, beaucoup de nos manuscrits la méritent plus ou moins : il m'a semblé juste, ne voulant pas la répéter pour chacun, de l'adresser à un de nos plus brillants lauréats.

L'*Ode à Jasmin* de M. Auguste Advenier, instituteur à Saint-Jean-de-Cuculles (Hérault), qui a obtenu le 2^e prix, a plutôt les allures d'un poème mi-didactique, mi-lyrique dont le rythme est celui de *Mirèio*. C'est surtout un récit abrégé de la vie de Jasmin, mais ce récit ne manque ni d'intérêt ni de grâce.

C'est encore un félibre de l'Hérault, M. Emile Barthe, de

Nissan, qui reçoit notre 3^e prix. Son ode, — une ode véritable, — est pleine d'enthousiasme; mais l'auteur, qui est modeste, avoue que « les cimes du Parnasse sont trop hautes pour lui. » Nous lui disons : Courage ! Il est déjà beau de s'élever à *mi-côte*, pourvu qu'on ne suive pas le sentier de ceux qui ont atteint le sommet.

Enfin, une mention honorable est accordée à un anonyme qui emploie vigoureusement le parler de Villeneuve-sur-Lot.

II

POÉSIE LYRIQUE

M. Paul Bourgue, d'Avignon, nous a adressé une ode *A l'Espagne* à laquelle nous décernons le 1^{er} prix. Cette pièce est écrite en bonne langue rhodanienne. Au moment où la noble Espagne est plongée dans le deuil de ses glorieuses défaites, nous sommes heureux qu'un de nos lauréats nous donne l'occasion, en citant ses vers, de dire à la grande vaincue :

Noblo Espagno, salut ! salut à toun grand noum,
Terro di vièi remembranço !
A ta glori que creis, à toun anti renoum,
A tis enfant, toun esperanço,
A toun pople empura per lou fio de l'amour
E per l'orguèi de la patrio !...

Dans *Aubré de Bilo e Paysa*, ode béarnaise écrite dans le dialecte de la vallée de Barétous, nous trouvons un éloquent et touchant parallèle entre la vie des villes et celle des champs. Cette pièce ayant été distinguée dans un autre concours, l'auteur, M. Henri Pellisson, d'Arette (Basses-Pyrénées), comprendra que nous nous associions simplement

aux éloges de ses premiers juges. Nous aurons, du reste, l'occasion de parler de son talent à propos d'autres pièces.

C'est un anonyme qui obtient notre 3^e prix. Sa pièce *Au Rey Henry* n'est pas lyrique, mais elle est charmante. Nous y cueillons une strophe digne de plaire au bon Gascon Georges d'Esparbès, auteur du beau livre épique *Le Roi*, où est si magnifiquement glorifiée la Patrie Gasconne :

Rei Henry ! core nous quitès,
L'Amou se neguet dins l'Auanço ;
Dins ta moustacho t'empourtès
Nosto riso à trauès la Franço.

J'oubliais de dire que l'auteur de ces vers, qui ne s'est pas fait connaître, nous a indiqué, du moins, sa résidence : il est de Casteljaloux. On ne saurait contester que ce poète est un vrai *Cadet de Gascogne* !

III

SONNETS

Aucun des sonnets que nous avons eu à examiner n'aurait satisfait le sévère législateur du Parnasse que fut le grand poète Théodore de Banville ; nous avons dû nous résigner à ne lire que des sonnets irréguliers.

Cette réserve faite, nous dirons que le *Centenari de Jansemin*, de M. Henri Pellisson, déjà nommé, est une pièce pleine de grâce. Nous lui décernons le 1^{er} prix.

Dans l'envoi de M. Arthur Poydenot, au château de Prous, par Saint-Sever (Landes), nous avons distingué quatre sonnets : *Lou Sort*, *Myour*, *Las Barguères*, *Lou Péréqué*. M. Poydenot excelle à fixer dans un petit quatorzain un paysage, un trait de mœurs, un portrait rustique. Spirituel, narquois, sentimental, toujours simple et sobre, il fait son-

ger parfois à Maurice Rollinat, mais à un Rollinat qui n'aurait pas lu Edgar Poë. Parmi les félibres d'Aquitaine, il est certainement un des plus originaux; il faut attendre de lui une œuvre remarquable dans un genre peu élevé, mais où il ne marche sur les traces de personne.

Le 3^e prix est décerné à M. J. Martin, de Cournonterral (Hérault), pour un sonnet énergique de pensée et d'expression écrit en franche langue de Montpellier.

Une mention honorable est accordée à M. Pierre Chairou, notaire à St-Nicolas-de-la-Grave (Tarn-et-Garonne). Nous le félicitons particulièrement de sa langue bien terrienne où étincellent des vocables vigoureux et savoureux que d'autres remplacent trop souvent par leurs équivalents français horriblement patoisés.

Une mention honorable est également accordée à M. Joseph Gayssot, de Castanet (Haute-Garonne), pour son *Septen de Sounets*. Ce septain est plein de promesses; l'auteur, que nous supposons jeune, est déjà un bon disciple de Goudelin; dans quelques-uns de ses vers, s'indiquent la fraîcheur, la délicatesse et la joliesse pimpante du *Ramelet Moundi*.

IV

POÉSIE DE GENRE

Le grand nombre de pièces de valeur composant cette section nous a amenés à les classer en deux sous-sections. La deuxième comprend des morceaux qui se rapprochent plus ou moins de l'*épître*.

PREMIÈRE SOUS-SECTION

Dans la première sous-section, le 1^{er} prix a été décerné à M. Louis Bonneau, de Marseille, pour *Rampéu campèstre*.

Cette pièce, peut-être un peu longue, est bien écrite et fort intéressante. L'auteur y fait l'éloge de la vie des champs, mise en opposition avec l'existence du paysan devenu citadin. C'est donc la deuxième pièce que nous avons sur ce sujet. Rien ne pouvait nous être plus agréable que de le voir traité par deux poètes qui ont su exprimer leurs sentiments élevés avec un talent également remarquable.

Le 2^e prix échoit à M. Albert Mailhe, de Toulouse. *Re-biscolo* est un morceau tenant de l'odelette et de l'élégie qui, s'il ne contenait quelques mots français, serait un petit chef-d'œuvre.

Cresi pla que nostre soulel,
Darniè la niboul pallufèco
Ben de rechampi soun calel
E de n'mouca l'ancièno mèco.

Dites-moi si cela n'a pas l'air d'une strophe de Goudelin. Voulez-vous que je vous cite encore des vers gracieux, sonores et doux, de cette grâce, de cette sonorité et de cette douceur qui semblent être les marques les plus particulières du maître que je viens de nommer ?

Le cel alando la perpelho,
E soun el blu, rescalfurat,
.....
Douçomentou se derrebelho.

Mais ces citations, qui font valoir la forme, ne donnent aucune idée du fond ; c'est à l'audition de la pièce entière que vous pourrez, Mesdames et Messieurs, juger si les éloges que nous lui adressons sont mérités.

Ce n'est pas à M. Albert Lafosse, de Montauban, qu'on pourrait reprocher de ne pas connaître le vocabulaire rustique de son terroir. Certes, les héros de ses poèmes seraient dignes, si l'auteur voulait créer de tels héros, de dialoguer avec ceux du truculent *Mestre Verdiè*.

D'après lui, les « dames de la ville » qui dédaignent et méprisent le patois, en retrouvent vite l'usage dans une altercation avec leurs métayères :

E las cal entendre : « Tougnasso !
» Biel garrabiè ! pano-poulet,
» Biasso-routo ! pioto ! goujasso !
» Bales pas un quit aurioulet !
» E la rendo d'ious ? E las poulos ?
» E lou regloment del cabal ?
» E las peros ? E las mispoulos ?
» B'as tout japat, biel carnabal ! »
Ah ! bous proumeti que lour torno
Lou goust de la Lengo del brès,
E, milhou que l'bestial de corno,
Saboun espinga des dous pès !

Mais notre poète n'aimerait pas à suivre longtemps sur ce terrain le fameux rimeur bordelais auquel il nous a fait songer, car il ajoute, dans des vers aussi suavement doux que les précédents sont sauvagement énergiques :

Escuso-me, ma santo Lengo,
De te fa brounzi d'aquel biais,
Tu que ta pla metes en rengo
Lous mots d'amour al dous pantalès !

Des mentions honorables sont décernées à M^{me} Gélade, de Carbonne (Haute-Garonne) et à M. Léon Nadal, de Paris. La première nous a adressé une pièce aux vers bien frappés, en pure langue toulousaine, d'une remarquable saveur rustique, dont toute la partie descriptive est digne d'éloges ; malheureusement, elle se termine par une conclusion lyrique qui nous a paru manquer d'ampleur : c'est un oiseau qui s'arrête brusquement après un premier coup d'aile, et nous avons cette cruauté d'exiger que l'oiseau s'élève à « la plus haute branche. » M. Léon Nadal habite Paris : c'est pourquoi nous l'excusons de nous donner l'orthographe plu-

tôt que le vocabulaire de *Mirèio* dans une pièce qui a trop l'air d'avoir été écrite d'abord en français.

DEUXIÈME SOUS-SECTION

L'*épître* est un genre un peu délaissé. Nous en avons pourtant de charmantes dans notre littérature d'Oc : Pierre de Garros, Goudelin, d'Astros, Jasmin, — qu'il faut toujours citer, — nous en ont laissé des modèles achevés.

L'*épître* qui a obtenu notre 1^{er} prix est l'œuvre d'un Agenais, M. le chanoine Lacoste. L'auteur l'adresse à un ami qui lui a demandé de célébrer la gloire de Jasmin. Il s'excuse d'abord, prétendant qu'il lui faudrait, avant cette entreprise, boire

A-n-aquero houn qu'un poulin

.....

Hascout, y a tems, d'un cop de pè,

Picha d'un roc qu'en haut s'ennairo

E claro, e courrento, e cantairo.

Praube Moussu, moun escloupè

M'a caussat d'esclops sans gansolos,

E podi pas courre au païs

Oun las aigos s'escapon holos

D'aquero houn de paradis...

C'est trop de modestie, car, en vérité, le poète de *Las Papillotos* n'a pas trouvé parmi nos lauréats d'admirateur plus sincère ni plus éloquent.

M. Valéry Billou, de Montclar-d'Agenais, obtient le 2^e prix pour une pièce intitulée *Ma Bigno*, laquelle ne vaut certes pas celle de Jasmin. Cependant, elle contient de jolis vers et révèle chez son auteur un sentiment profond de la poésie des choses, qu'il a seulement le tort d'exprimer avec trop d'abondance. Le poète se complaît visiblement à énumérer jusque dans les moindres détails ses observations et ses impressions pendant les périodes successives de la vie de

la vigne. Nous lui reprochons surtout des hors-d'œuvre qui alourdissent sa pièce, et aussi la solennité de ses vers, souvent bien frappés, toujours solidement plantés et coupés en deux par la plus implacable des césures, comparables enfin, — l'image se présente inévitablement à l'esprit — à des ceps bien alignés sur un coteau parfaitement labouré, épierré, ésherbé, couverts de pampres bien disciplinés et de superbes raisins suspendus à intervalles égaux. Bref, c'est le triomphe de la symétrie. Ce n'est pas là le beau désordre que Jasmin aimait, croyons-nous, dans sa vigne de *Papillote*, où les haies de clôture étaient ajourées de façon à pouvoir indulgemment livrer passage aux petits maraudeurs, dont la porte était fermée par *dios roumets*, où l'échevèlement des pampres escaladait les pêcheurs, les ormeaux et les « *naou guindoulès* ». Oh ! comme vous avez eu tort, mon cher lauréat, de traiter ce sujet après Jasmin ! N'importe, je suis heureux de saluer en vous un de ses bons disciples.

Nous avons accordé une mention honorable à M. Ernest Destrem, de Castanet (Haute-Garonne). Dans l'envoi, un peu mêlé, de ce lauréat, nous avons remarqué des faiblesses, — nous n'en parlerons pas, — mais de très réelles qualités qui s'affirmeront certainement dans de nouvelles œuvres. Ecoutez ces vers largement harmonieux, au charme mélancolique et tendre :

Moun cor s'en es anat caps à las costos blousos
Ount, tutejant le cel, se quilhon les pibouls.

.....

La mio peno a fugit coumo l'aigo cantairo
D'uno fount que landrino à travès camps mûsairo...

Nous avons également accordé une mention honorable à une jolie pièce de M. B. Pozzy, de Bergerac, intitulée *As Ausèlous*. L'auteur est le frère du regretté poète et phi-

lologue agenais Adrien Pozzy, un fidèle ami de Jasmin. Le poète nous dit :

Aro, sey bièl, endoulourit,
Lou fèt del ciel s'es escantit.

Nous affirmons qu'il est jeune par l'ardeur avec laquelle il aime notre belle langue d'Oc. Lorsque tant de jeunes d'aujourd'hui ont la prétendue sagesse qui consiste à ne se soucier que des côtés matériels de la vie, nous sommes heureux de constater qu'il y a encore des vieillards gardant au cœur la vraie sagesse, qui est l'amour de ces belles folies :

Lis esperanço
E li raive dòu jouvent
Dòu passat la remembranço
E la fe dins l'an que ven.

V

CHANSONS

Serait-il vrai que la chanson est en décadence ? Parmi les pièces qui ont concouru dans cette section, nous en avons distingué quatre. Nous avons décerné le 1^{er} prix à M. Simin Palay, de Vic-Bigorre, et le 2^e à M. Paul Bourgue, d'Avignon, qui a déjà obtenu le 1^{er} prix dans une autre section. Une mention honorable a été accordée à M. Louis Rouquier, de Puisserguier (Hérault), et à M. François Brousse, de Montpellier.

Seul, M. Palay nous paraît avoir atteint le but que l'auteur d'une chanson doit naturellement viser avant tout : faire des vers propres à être mis en musique. Sa *Cansou*, écrite en béarnais de Pau, un de nos sous-dialectes les plus harmonieux, est délicieusement ironique et mélancolique à la fois.

VI

CONTES EN VERS

C'est du pays du maître conteur Louis Roumieux que nous vient la *galejado nimesenco* intitulée *Lou Preire vert*. Il y avait à Nîmes un prieur que le poète nous présente ainsi :

S'apelavo Bernat, e liuen de l'Evangèli

.....

Sa pensado fugié proche un poulit mouroun,

Uno cambeto fino, un boutelet redoun.

Ero un fier galavard.

Sa pensée fuyait surtout vers les beaux yeux de Madelon,
la jeune femme d'un teinturier, Maître France,

... uno dono

Poulido que noun sai, mai tamben pas di bono :

Ero un pau testo en l'èr, la jouino Madeloun,

E savié pas toujours refusa li poutoun.

Lou preire galavard aguènt talo vesino,

De soun dous parauli secuté la mesquino,

Que prengué de Bernat li mot argènt countant,

L'escouté de boun cor, n'en fagué soun galant.

Un jour, ou plutôt une nuit, Maître France surprit les amoureux, et voici quelle fut sa vengeance, plus originale que tragique.

De la porto à soun lié Franço fagué qu'un bound,

Per la pèu dou coutet vous arrapé lou preire,

E sounant si dous ome, Aguste émé Cristòu,

Li cargué de sauça lou galant au peiròu.

Or, le chaudron était plein de teinture verte. C'est ainsi que les gais Nîmois eurent un *prieur vert*, chose presque aussi rare qu'un merle blanc.

Ce conte est écrit dans une langue spirituelle, sobre et alerte. J'ose dire qu'il pourrait être signé du nom de l'illustre auteur de la *Jarjaiado* : c'est un éloge qui justifie et au-delà l'attribution du 1^{er} prix à son auteur, M. P.-H. Bigot, d'Aix-en-Provence.

Le 2^e prix a été décerné *ex-æquo* à M. Henri Pellisson, déjà plusieurs fois nommé, et à M. Gaston Lavergne, un Gascon transplanté en Algérie.

La pièce de M. Pellisson, *Noste Sent Ermite*, est une légende béarnaise écrite en beaux vers, à laquelle nous reprocherons seulement d'être un peu trop longuement contée. Mais M. Pellisson mérite surtout tous nos éloges par son amour profond du terroir béarnais ; ses légendes, son histoire, sa langue, ses traditions, tout cela il le défend et le glorifie en chercheur consciencieux et en vrai poète. Son récit est accompagné de notes historiques et linguistiques très intéressantes que nous nous bornons, à regret, à signaler, en souhaitant que ce travail soit livré au public méridional.

Bièl de la Bièlho, de M. Gaston Lavergne, est un petit récit au style vigoureux et plein d'entrain. L'auteur sait admirablement son parler agenais, et a le louable souci de l'épurer, autant que celui de ciseler savamment ses vers solides et sonnants.

M. Antoni Berthier, de Beaucaire, obtient une mention honorable pour son conte de *Regaieto*, où il paraît s'être inspiré de la légende de Fleurette ; malheureusement son dénouement est bien moins poétique. Ce petit morceau renferme des vers gracieux, mais souvent des vers faibles et même irréguliers.

VII

CONTES EN PROSE

Un félibre Cettois qui désire garder l'anonymat a obtenu le 1^{er} prix dans cette section pour un conte intitulé *Lous Chis au Paradis*. La race des bons conteurs d'Oc, dont Roumanille est l'incomparable maître, n'est pas morte : voici un disciple qui est digne de continuer la tradition des grands rieurs. Peut-être rappelle-t-il un peu plus Rabelais que Roumanille... Cette considération fait que je n'analyserai pas cette *galéjade* de haut goût, qui, d'ailleurs, perdrait trop à l'analyse.

Le 2^e prix a été décerné à M. Maurice Joret, du Mas-d'Agenais. Sa *Legendo del Passaire* nous reporte à l'époque de la Révolution. Le récit est intéressant, mais peut-être un peu diffus et chargé de descriptions qui sont, il est juste de l'ajouter, charmantes d'exactitude et de couleur locale.

Lou Pacan lura est un conte russe dont M. Louis Charasse, de Vaison (Vaucluse), nous donne une excellente imitation provençale. Il a obtenu le 3^e prix.

Enfin, nous avons décerné une mention honorable à M. Marcel Lignières, de Saint-Chinian (Hérault,) pour un conte où l'auteur nous montre un peu trop longuement les ravages de la jalousie. Il nous montre encore mieux qu'il connaît comme un franc terrien son parler du Minervois.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que notre concours a produit de plus saillant. Par les noms des lauréats, vous avez pu constater que de tous les points du Midi des félibres ont répondu à notre appel. Ce bouquet de fleurs poétiques que leurs inspirations nous ont fourni n'est-il pas le plus

touchant hommage que nous puissions déposer au pied de la statue de l'Ancêtre dont nous fêtons le glorieux centenaire ? Chacune de ces fleurs occitanienes lui apporte mieux que les couronnes que lui offraient autrefois les villes enthousiasmées par ses chants : ce qu'elles lui apportent, c'est un peu de l'âme et de l'esprit de nos terroirs, toujours vivants malgré la centralisation niveleuse ; toujours vibrants de la chanson qui monte du sillon avec le bon grain et les saines pensées ; toujours attachés à la langue maternelle et patrilale, glorifiée par Jasmin, glorifiée aujourd'hui par la phalange nombreuse des écrivains et des patriotes qui affirment, par leur foi ardente et par leurs œuvres, que, comme l'a dit le grand historien national dont, hier, nous célébrions aussi le centenaire : « Adopter une autre langue, penser dans une « langue étrangère, c'est changer d'âme, mourir à son propre génie. »

La lecture du rapport de M. Perbosc terminée, M. Ratier a proclamé les lauréats du concours poétique en Langue d'Oc.

LANGUE D'OC

Ode à Jasmin

- | | |
|---------------------------|---|
| 1 ^{er} Prix..... | M. le docteur Marignan (Marsillargues, Hérault). |
| 2. — | M. Auguste Advenier (Saint-Jean de Cuculles, Hér.). |
| 3. — | M. Emile Barthe (Nissan). |

Poésie lyrique

- | | |
|---------------------------|---|
| 1 ^{er} Prix..... | M. Paul Bourgue (Avignon). |
| 2. — | M. Henri Pellisson (Arette, Basses-Pyrénées). |
| 3. — | Anonyme (Casteljaloux, Lot-et-Garonne). |

Sonnets

- | | |
|---------------------------|--|
| 1 ^{er} Prix..... | M. Henri Pellisson. |
| 2. — | M. Arthur Poydenot. |
| 3. — | M. J. Martin (Cournonterral, Hérault). |
| Mention..... | M. Pierre Chairou (Saint-Nicolas de la Grave). |
| — | M. Joseph Gayssot (Castanet, Haute-Garonne). |

Poésie de genre. — 1^{re} section

- 1^{er} *Prix*..... M. Louis Bonnaud (Marseille).
2. — M. Albert Mailhe (Toulouse).
3. — M. Albert Lafosse (La Gravière, près de Montauban).
Mention..... M^{me} Gélade (Carbonne, Haute-Garonne).
— M. Léon Nadal (Paris).

Poésie de genre. — 2^e section

- 1^{er} *Prix*..... M. le chanoine Lacoste (Agen).
2. — M. Valéry Billou (Monclar-d'Agenais).
Mentions. . M. Ernest Destrem (Castanet; Haute-Garonne).
— M. Pozzy (Bergerac).

Chansons

- 1^{er} *Prix*. . . M. Simin Palay (Vic-Bigorre).
2. — M. Paul Bourgue.
Mention... . M. Louis Rouquier (Puisserguier, Hérault).
— M. François Brousse (Montpellier).

Contes en vers

- 1^{er} *Prix*..... M. P. H. Bigot (Aix en Provence).
2. — M. Henri Pellisson.
ex-æquo M. Gaston Lavergne (Ain-Témouchent, prov. d'Oran).
Mention..... M. Antoni Berthier (Beaucaire).

Contes en prose

- 1^{er} *Prix*..... M. Gustave Thérond (Cette).
2. — M. Maurice Joret (Mas-d'Agenais).
3. — M. Louis Charrasse (Vaison, Vaucluse).
Mention..... M. Marcel Lignières (Saint-Chinian, Hérault).

La troisième partie de la séance des Jeux-Floraux avait été réservée pour les lectures. M. de Tréverret, professeur de littérature étrangère à la faculté des lettres de Bordeaux, a pris le premier la parole. Il a fait entendre un éloge de Jasmin dont nos lecteurs apprécieront la sève vigoureuse et originale.

MESSIEURS,

C'est surtout comme délégué de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux que j'ai l'honneur de vous adresser la parole. Je rappellerai donc tout d'abord les liens qui unirent Jasmin à cette compagnie. Il en était déjà membre correspondant, lorsque, le 10 septembre 1835, il vint y faire entendre son premier récit pathétique, *l'Aveugle de Castel-Cullié*.

Séance à jamais mémorable et dont les journaux contemporains ont rendu compte avec de véritables transports. Le poète, non moins prudent qu'inspiré, commença nous assurer-on, par expliquer plusieurs expressions agenaises, peu familières peut-être (il le craignait du moins) à un auditoire bordelais. Cette précaution prise, il raconta, et dès les premiers mots, dès les premiers traits descriptifs, on fut captivé. Pas un nuage ne s'interposa entre le narrateur et son public, pas une oreille ne fut inattentive, pas un cœur ne fut insensible ; pendant plus d'une heure toutes les âmes restèrent délicieusement soumises à son pouvoir. Quelques puristes, avant la séance, s'étaient méfiés de ce qu'ils nommaient un *patois*, jargon informe, pensaient-ils, capable tout au plus d'exprimer la gaieté du peuple ou de balbutier quelque galanterie rustique ; et voilà qu'au lieu d'un jargon, c'était une langue régulière et complète où l'on pouvait tout dire et tout nuancer.

Les grammairiens, étonnés de ce phénomène, y voyaient un problème à débattre et à résoudre, mais la majorité se laissait charmer, ravir, et tous bientôt cédèrent, sans chercher d'explication. Hommes de plume et gens du monde, esprits réfléchis ou spontanés, têtes raisonneuses ou cœurs simples, tous, entraînés par le même torrent d'émotion, reconnurent un maître de la lyre, qui, variant les rythmes et les images ne permettait à personne d'entendre et de

voir que ce qu'il voulait dire et montrer. On ne l'admirait pas seulement on s'identifiait avec lui : la joie, la crainte, la douleur revenaient tour à tour et à son gré. Nul ne s'appartenait ; nul n'était plus maître de ses sourires, de ses frissons ou de ses larmes.

Souvent interrompu par les applaudissements, Jasmin, quand il eut achevé son récit, fut, nous disent les journaux, comme écrasé d'hommages. On se précipitait vers lui, on serrait ses mains, on s'honorait d'avoir pu seulement l'approcher ; savants et magistrats s'empressaient de féliciter cet homme sans étude, cet enfant du peuple, comme on l'appelait encore et comme il aimait lui-même à s'appeler ; on le déclarait, par le privilège de l'inspiration, égal ou supérieur aux plus nobles, aux plus puissants, et l'on remerciait l'Académie de Bordeaux d'avoir donné à l'élite de cette grande ville la joie de connaître et de saluer un génie.

Depuis ce jour, Jasmin fut célèbre dans tout le Midi ; quelques années après, il l'était dans toute la France : et si vous me permettez, Messieurs, de rappeler ici mes propres souvenirs, je vous dirai qu'étant élève à l'école Normale supérieure, de 1855 à 1858, je lisais avec attention les articles que Nodier et Sainte-Beuve lui avaient consacrés. Deux ou trois gascons, nos condisciples, vantaient Jasmin aux Parisiens comme moi, et nous faisaient parfois désirer de le comprendre. Justement on parlait d'ériger en lycée le collège d'Agen ; on l'érigea, et l'Ecole Normale y envoya quelques-uns de ses élèves, nés et instruits dans le Nord et dans l'Est de la France. Le 8 novembre 1858, M. Dutrey, Recteur, après avoir inauguré le Lycée nouveau, rassembla dans sa chambre, à l'hôtel Baron, tous les professeurs et Jasmin. Le poète nous dit, en français, d'abord, puis en gascon, trois pièces assez courtes, mais variées : *La Charité* ; *La semaine d'un fils* et *Ma Vigne*. Tout fut compris, et chargés, comme nous l'étions, d'enseigner le français aux enfants d'Agen,

nous nous promîmes de le faire sans manquer de respect au gascon.

Je me souviens aussi qu'en sortant de cette soirée, nous nous disions entre nous : « Sainte-Beuve n'a pas tort de laisser entendre que Théocrite, Horace et Jasmin se ressemblent. Oui, c'est la même clarté, la même richesse discrète, le même soin des ensembles et des proportions. Un sentiment vif de la nature ; beaucoup d'imagination et de cœur, mais point de désordre, point d'écart ; des traits heureux qui jaillissent sans effort avec un parfait à propos ; un art toujours présent qui exclut l'artifice et que le vulgaire ne soupçonnera jamais. »

Voilà, Messieurs, ce que nous pensions en quittant Jasmin ; et plus nous l'avons connu, nous autres, gens d'étude, liseurs par métier, qui connaissions sans doute beaucoup plus de livres que lui, plus nous avons aimé son inspiration qu'aucun livre n'eût pu lui donner, et son goût que les fades lectures de son enfance ¹ avait laissé si viril et si pur.

Ah ! c'était beau, les jeunes gens peuvent nous en croire. d'entendre Jasmin, dans sa vigne, à l'entrée du vallon de Vérone, répéter en gascon les vers tout virgiliens où il peignait *ces rocs vêtus de velours qui verdoient* ; beau de le voir, dans l'Académie d'Agen, où je fus un soir assis à côté de lui, nous apporter ses nouveaux souvenirs, animés par sa voix puissante, éclairés de son franc sourire ou mouillés des grosses larmes sincères qui tombaient de ses yeux.

C'était plaisant aussi et instructif de l'écouter dans sa petite maison, ou sur le Gravier, ou dans la rue esquisser, en brusques saillies tout un art poétique, « Assez de pralines, » Messieurs les rimeurs, disait-il, servez-nous plutôt des amandes fraîches. Et quand vous prétendez peindre la pas-

¹ Estelle et Némorin ; les Contes de Ducrey Duménil.

» sion, concentrez mieux vos forces et vos traits ; épargnez
» nous les fusées, les pétards, tirez le coup de canon. Pas de
» pompe uniforme ; mettons plus de grandeur dans nos sen-
» timents que dans les mots : soyons simples comme lundi,
» mardi, et quand il le faut solennels comme Pâques. » Puis il
citait de ses propres œuvres, quelques exemples et alors aux
saillies qui avaient fait rire succédaient de nouveau les
beautés qui transportaient.

Un jour, hélas !... il y aura bientôt trente-quatre ans, sa
voix, sa présence nous manquèrent ; mais qu'il fait bon le
relire, aujourd'hui et goûter, comme il le goûta jadis, le
bonheur de vivre en Gascogne ; qu'il fait bon s'attendrir sur
les êtres humains dont il nous raconte les infortunes : Mar-
guerite, Françoneto, Marthe la folle, Pascal, Abel, les deux
frères jumeaux ; âmes ardentes, mais aimables, simples et
pourtant profondes, martyrs de l'amour ou des affections de
famille. Dans sa poésie tout charme ou émeut, rien ne trou-
ble. Il est de son siècle par la pieuse hardiesse avec laquelle
il relève, enrichit, glorifie son idiome natal trop dédaigné ;
il est de son siècle par sa sympathie pour les humbles, par la
consécration de son génie à la charité ; par la noblesse mo-
rale dont il revêt les sentiments, le travail et la misère du
peuple ; mais les doutes et les négations, et les utopies de
ce siècle, il les ignore ; si on lui en parle, il les repousse ;
une fois même il les a maudits. Sa Muse ne se penche pas
sur l'abîme métaphysique ; elle ne gravit pas, haletante, les
cîmes chargées de nuages et environnées de gouffres ; non,
elle marche avec grâce et en pleine lumière dans les champs,
dans les villes, jouissant de la nature, s'intéressant aux hom-
mes et regardant souvent le ciel, où elle croit, où elle sait
qu'un Dieu habite. Pour elle les problèmes terribles n'exis-
tent point ; ceux d'outre-tombe la foi les a résolus ; ceux d'ici-
bas le seront un jour par la charité. Fort de cette double
confiance, le poète chante, joyeux quand la terre lui sourit,

triste quand il voit souffrir, jamais impatient ni désespéré.

Et ce calme moral qui subsiste au fond de tout, mais qui n'arrête pas les battements du cœur, assigne un rôle spécial à l'œuvre de Jasmin. Elle nous repose ou elle nous distrait des troubles présents ou des inquiétudes sur l'avenir ; elle nous fait oublier un moment l'état des choses, les luttes actuelles et les questions pendantes ; elle ne nous rappelle même que d'un peu loin celles qui ont agité nos pères ; car il faut bien le dire, les plus belles compositions de cet homme puissent leur intérêt dans des sentiments où la politique, la controverse, les conflits d'idées n'ont point de part. Que ceux qui sont las des querelles viennent à lui ; qu'ils compatissent aux chagrins d'amour, aux peines domestiques, si tristement pareils en tout lieu et en tout temps ; mais qu'ils s'égaient aussi à sa belle humeur ; qu'ils s'enivrent de son harmonie, qu'ils goûtent comme lui toutes les joies honnêtes et, sans renoncer à rendre la vie meilleure, qu'ils ne commencent pas par la déclarer toute mauvaise et toute à refaire.

Nous qui avons vu jadis vivre Jasmin, nous l'avons aimé, et cette tête, qui est la sienne, nous réjouit profondément. Pour moi, j'ai depuis longtemps le plaisir de savoir combien sa renommée est grande et à quelle distance elle s'est étendue. Professeur de littérature étrangère, j'ai lu dans plusieurs langues des notices sur Jasmin. Les Espagnols et les Portugais le comprennent sans peine ; les Italiens retrouvent dans le gascon l'empreinte latine et plusieurs italianismes ; Jasmin immortel et Mistral encore vivant sont adoptés par tout le midi de l'Europe. Et, d'autres peuples, pour des raisons diverses, rendent également hommage à Jasmin. Les Roumains, les Hongrois, les Tchèques, les Polonais, les Grecs, qui relèvent ou défendent leurs idiomes nationaux, le regardent comme ayant accompli une tâche analogue à la leur. Les Allemands, les Russes, les Scandi-

naves ont senti son charme exotique et tenté çà et là des traductions partielles. Enfin l'américain Longfellow, grand poète lui-même, a mis l'*Aveugle de Castel-Cullie* en beaux vers anglais; chantre d'Évangéline, à travers l'océan il a tendu la main au chantre de Marguerite. Le nom et l'œuvre de Jasmin remplissent les deux Mondes. Donc, jeunes et vieux, Provençaux et Gascons, Français et Étrangers, saluons tous cette gloire qui, sur la face du globe, n'a point de limites et que le temps ne flétrira jamais. Honneur dans dans tous les pays et dans tous les âges à notre bien-aimé Jasmin !

Prononcé avec cette chaleur et cet art de bien dire qui font du savant professeur à l'université de Bordeaux un lecteur incomparable, ce discours a soulevé les applaudissements unanimes de l'assemblée.

Les applaudissements duraient encore, lorsque M^{me} Réquier s'est levée pour réciter deux pièces de vers empruntées au riche écrin de ses poésies.

N'ÈM PAS D'ACI !

N'èm pas d'aci ! Si marmuro ra briso,
En tout que puno e friso
Ero mousseto griso
Qui tapisso ed arrocc ;
N'èm pas d'aci ! Si dits ero rigolo,
A soun aygo qui colo
Atau coumo uo holo
A trabès flous e broc.

N'èm pas d'aci ! Si penso r'abelheto
Penden que ra houèlheto
S'esfano e cay tout dous ;

N'èm pas d'aci ! Si crido ra campano,
Quand ero mour nous pano
Eds bièlhs eds maynadous.

N'èm pas d'aci ! Si penso ed palmouniste
Quand ed autouno triste
Lou suspren à toussi ;
N'èm pas d'aci ! Si disen eds pouètos,
Enos oros enquiètos....
Amics, n'èm pas d'aci !

N'èm pas d'aci ! Si canto ra coulumbo,
Quand, at près d'uo toumbo,
De tristesso es desbroumbo
Soun nit e sas amours ;
N'èm pas d'aci ! Si penso ed parpagnolo,
Quand soun aleto holo
S'arreposo en ed solo
Qui plouro sus eds mours.

N'èm pas d'aci ! Tout ad proba là-horo,
Tout ad canto dehorro,
Tout ad marmuro en nous ;
N'èm pas d'aci ! Qu'éy ra bertat-eslouro
Qui hè qu'ed ome plouro
E souspiro à genous.

N'èm pas d'aci ! Moun âmo de cantayre,
Elas ! sense efort gayre,
U cop ad coumprenou,
E desempuch, ta horto éy moun aydio
Que pensi cado dio :
Nou soy pas d'aci.... Nou !

E desempuch, quand ed mounde m'embito
At disna de ra Bito,
Qu'arrespouni : « Merci....
Coumo ed ausèt qui sus nous autis passo,
Que trabèssi r'espaço,
Mès nou soy pas d'aci.... »

E desempuch, quand ero Yelou humo
E que sa negro brumo
Tretousomen arrumo
Ed mié cerbèt glaçat
Pourmou d'ed Diu qui-m gayto e qui m'escouto,
Sense m'empourta gouto
You seguechi ma routo
Coumo u stranyè pressat.

ED NIT

Dus auserous l'abèn penut
Sus uo branco hau plaçado.
— Qu'èro ed ibèr... En ed bos nut
Bouhabo uo biso glaçado.

At tour d'ed nit houlat d'espouèr
S'entenèn cansounetos francos.
— Que hasè negre... Ed ben d'ibèr
Hasè carcaneya ras brancos.

Eds auserous at plagn d'ed ben
Mesclabon louo bouèts esquiso.
— Que cesilhouabo pla souben
E pla hort bramabo ra briso,

.....
Ed lendouma, sus ed sendè
Decembre abè néu estenudo...
— Qu'èro debengut ed nidè
Pousat eno branqueto nudo...?

Ed bentas l'abè destacat,
A drinous, de ra hauto branco...
— Praube nit ! Qu'èro esparricat
Sus ero néu heredo e blanco...

.....
Eds auserous plourèn loungtens
Ed loué nit hèt de sounyes roses.

— Per eds, ed aymable printems
En bègn hasou flouri ras rosos.

.....

.....

Souben, trop hardit auserou,
Sense pòu ni crento de r'oro,
Ed cò bastech soun niderou
Atau madech, en horo, en horo ;

E, penden que soun espouèr dous
Y cugnero u belum de sounyes,
Ed bent l'ad destaco tout dous
De ra branqueto d'eds mensounyes.

Elas ! e puch... u lendouma
Ed cò plouro soun nit de sedo,
Soun nit cayut sus uo ma,
Sus uo ma blanco e heredo.

....

De prime abord, l'attention a été éveillée par le rythme et l'harmonie de ces strophes, et il faut bien le dire, — le Jialecte de la Bigorre différant sensiblement du nôtre, — un peu surprise par l'étrangeté de leur accent. Mais, en dépit de cette différence, la douceur et la magie de ces vers, le sentiment d'intense mélancolie qui les pénètre, le charme que l'auteur a mis à les dire, ont promptement conquis à M^{me} Réquier l'intelligence et l'admiration de l'auditoire. Tant de poésie unie à tant de bonne grâce méritait assurément l'ovation qui a été faite à la reine des Félibres.

A M^{me} Réquier a succédé M. Estieu, félibre languedocien qui s'est fait connaître par un beau volume de vers intitulé : *Le Terradou*. M. Estieu a donné lecture d'une *Ode à la France*, fragment détaché d'un ouvrage en cours de préparation.

A LA FRANSA

Patria', o terra des Galeses,
Que Romans, Francs, Maures, Angleses
An trepejada tant sobent.
A tu las rimas las melhoras
D'un que sofrits quand t'endoloras,
E dont los uelhs rajan quand ploras,
O Fransa, reina del Ponent !

S'ami belcop ma terra-maire,
Se del Lengadoc som amaire,
O Fransa ! t'ami 'ncara mais !
Vai ! que qu'arribe tard o d'ora,
Malgrat ta lenga envazidora,
Que tinda pas sus ma mandora,
Te renegarai pas jamais !

Se lo German à cara autiera
Se mostra un jorn à ta frontiera,
A ta frontiera ieu serai !
E, se reven la Maluransa,
Mos dos filhs, ma sola esperansa,
Per t'aparar l'onor, o Fransa !
Sens regret te los donarai !

Sabi que se l'Occitania
Fosquet antan à l'agonia,
As renegat los gorrimands
Venguds des ibersencs rivatges
Per far aissi d'orres ravatges
E que dins l'ost d'aquels salvatges
I abia tabe mants Alemands !

Mas, se vos pas d'aquela gloria,
E, se maldisses la memoria
D'aquelis qu'an seguit Montfort,

¹ Dialecte du Lauragais. (Orthographe des Troubadours).

Acaba d'esser generosa,
E que ta lei, trop rigorosa
P'r aquela terra malurosa,
N'i sia leu plus la del plus fort !

Es que i a quicom de plus orre
Qu'encadenar la sieuna sorre ?
O Fransa ! planh la Terra d'Oc !
Per pla nosar son amigatge,
De ton amor dona-li'n gatge
Fai refflorir lo sieu lengatge
De Nissa dusquas al Medoc !

Quar gar'aqui lo grand affaire :
Diran que l'Nord es triomfaire,
Los sieus felibres venjadors,
Tant que, se brembant la Crozada,
Elis veiran martirisada
E de las escolas cassada
La lenga des grands Trobadors !

Oc sabes pla : — vana es la guerra ;
D'un país on n'a que la terra,
S'aquel país es conquistad
Ambe lo foc. ambe la lama ;
E cal, per li conquistar l'ama,
Cal li donar, quand la reclama,
La sieuna part de libertat !

Tots los regrellis des Albigeses
Volon, o Fransa, esser Franceses ;
Volon tabe lor part de dret ;
P'r elis, l'afront, i a pro que dura ;
Volon — e la causa es madura —
Qu'à l'escola lor parladura
Sia lor revenja de Muret !

Fransa cara, o granda Patria,
Se comprenias com lor atria
De vezer aquel lendeman !
E lo veiran e seran libres

Quand lors enfants auran de libres
Faits com aquels de lors Felibres,
Ont l'Olh à l'Oc toca la man !

Débité avec une verve toute méridionale et malgré qu'il y eût peut-être dans la salle quelque partisan de Simon de Montfort, ce morceau d'une mâle inspiration et d'une superbe envolée, a obtenu sans peine les suffrages que suscitent toujours de beaux sentiments traduits par de beaux vers.

M. Estieu a terminé sa communication par le sonnet suivant, en l'honneur de Jasmin, également digne de toute approbation.

A JASMIN

Grand ancessor, fier Aquitan, o Jansemin,
Saludi 'n tu lo bel regrelh d'aquela Rassa
Tant esprobada antan dins una fera aurassa
E que, gracias à tu, retrobet son camin.

Mais que subre l'aram e que sul pergamin,
De ton nom glorios dins nostris cors i a trassa,
E, del larg orizon que ton viston abrassa,
Sempre ausiras montar un lausenjant fremin.

Agrumelads altorn de tu, tos remiraires
Son atabe del Verbe d'Oc los aparaires,
Dempuei qu'as mes l'Estela à lor cel tant escur.

E me plais, soc potent qu'as fait espes ramatge,
De venir dins Agen te portar l'umblé omatge
D'un novel Trobador que canta à Mont-Segur !

C'est encore le souvenir de Jasmin qui a inspiré l'ode qui suit, communiquée par M. Adrien Planté, président de la Société Académique de Pau et de l'Ecole de Gaston Phebus.

I

Qu'èri tout chin !... Moun pay alabetz qu'em digou :

« Douma qu'ou bedèras, per noustes arribères
Que bièn, dap sas cantes tan bères,
U gran pouète incantadou...

« Escout'èu plaa ! Loungtemps que cau que t'en soubienguis :

— L'auzet qui gourgoureye ey gran amic dou ceù —
Moun rey-petit, biengues d'oun bienguis,
U die canteras dilheù ! »

E dens moun bielh Ortez, Jansemi lou cantayre,
Amic de Navarrot, counfray de Despourrii,
Entra, gloriøus musicayre,
Dap sa guitare è soun refrii.

Sus sous youlhs apitat, tout u ser, que sauteyi,
Maynadot ahamiat d'arritz è dè cansous,
Dap lou pouète que houleyi...
Eyt, que-m minyabe de poutous...

Mès, oun s'en soun anatz poutous, cantes, ramatye,
Arrisouletz gauyous ?... Lou chin qu'ey badut bielh,
Chetz s'habé desbrumbat en biatye
Ta boutz ta clare, toun beth oelh !...

O Jansemi, ta boutz qui-s disè la tèndresse
Toun oelh qui hi ploura lous qui n'haurèn plourat.
Cantayre aymat de la joenese,
Pouète de la Caritat !...

De proche coum de loenh cadu que t'apèrabe,
Dou mieidie entio nord qu'es estat arcoelhut ;
E dens Paris qui s'anuyabe
Tau diberti que t'han boulut...

II

Mès, a tu, que-t hasé lou gran cabau dou riche ?
Mey riche qu'ères tu dap toun petit estat
Qu'aquère souciétat empipautide e chiche
Qui nou counex ni patz ni libertat.

N'has pas boulut decha tou pienti è ta guitare,
La cansou clareyante è l'arrit gayhasent. .
B'at sabès plaa ! Soubent, qui bou puya, debare,
Qu'has mey aymat lou bounhur chetz argent.

III

Lou bounhur au larè de case !
D'aquet bounhur lou coo s'arrase,
Que s'y goarrex tout gouey, tout mau...
B'has plaa hey !..., Ta cante esbèride
De mey en mey s'ey esclaride
A l'auyou de toun bielh oustau...

Qu'habès au coo la pouèsie
Au cap la dibine houlie
De tan de laurès amassatz
Sous bords de la toue Garoune,
Au mièy de la fière couroune
D'amics balentz, de rays aymatz.

Sus la branque oun la may s'anide
Toute la couade s'ahide
Aus dous arrays dou catserou...
Ataü, sus la terre mayrane,
Fideu coum lou pin à la lane,
Qu'es damourat Puple è Gascou !...

Hoey, meste, heyte la berounhe,
Dens toute ta care Gascounhe
Que hesteyam toun soubeni...
Qu'has heyte nouste la toue glori
E lous reclams de nouste histori
Goeyten toun noum. Salut à Jansemi.

La pièce de vers de M. Planté a été accueillie avec la même faveur que les précédentes.

Enfin la séance a été clôturée par la lecture de neuf sonnets, composés en l'honneur de Puymirol, sa ville natale,

par le secrétaire de *l'Escolo de Jansemin*, M. Dordé de Bailharguet, notre confrère, dont ce titre, à notre grand regret, nous interdit de faire l'éloge.

∴

Qu t'aimèt coumo iou, ma viloto natalo
Ount èi tant courregut lou mendre carrèrot ?
Camps ount èi fourguignat è la sego è lou brot,
Voulastejant pertout ount voulastejo uno alo,

Ausèlou, parpalhol, doumaisèlo ou cigalo !
Noun es cèrto entecat moun amou d'efantot ;
De tourna lèu al brès que deu èsse moun clot,
Anèit mai que jamai me balho la fringalo.

Tabè coumo poudrioi t'oublida ? Tas parets
Enclauson sul mèd-journ, demèd tous oustalets,
Un oustalet qu'al bord d'un casal se soulelho,

Ount vau, amb dus aimats escambia de poutous !
O gardo me lous pla ! Casso lou journ crumous
Ount me caldra belèu ous barra la perpelho !

∴

Grand Castel ! Ennartat coumo l'èclo sul roc,
N'as tu vistes d'issams d'Anglese dins ta coumbo
Se crousant un abrig ! Ne faguèros la toumbo
Ount dromon... se poudion droumi dins Tèrro d'oc,

Osses d'Angles ! L'araire amalit fai un joc
D'ana lous revira foro la catacoumbo ;
S'i tornon per l'iber ambe lou gra qu'i toumbo,
Quand torno lou bèl temp, tornon bruca lou soc !

Lous blads soun mai venents, lous prunès mai flourisson :
E de fruch, à l'estiu, lous albres se claufisson :
L'estragn nou deu res mai al nostre tèrradou ;

Li a daissat prou de sang ! Aco's atal que pago
Lou qu'ensajo, o Païs, de te durbi 'no plago :
N'es que dambe la sang que croumpo lou perdou !

∴

Lous sècles an passat sus ta paret crumouso
E pla fèit redoula de pèiros de las tous ;
Mai d'uno d'èsse nauto a l'aire vèrgounjouso,
E pel mèd del cami ne cai à brigalhous.

Lou Temp ne vai atal. El de la cimo blouso
Davalò cado journ dins lou cami fangous,
E la pòu d'èsse grand escarro las nautous...
O sècle, taimi pièl ; n'as cap d'amo fièrouso !

Tu, nou t'aimi que mai atal vièlh, o Castel
Ount l'aire es sanitous è lou parla tant bèl
Coumo un miralh, ount fau esplendi ma pensado !

Dises lassus que l'ome, estèssou coumo tu
Vièlh è desmarmalhat, se l'amo es ennartado,
Demoro toutjourn grand sul roc de la Vèrtut !

∴

Desoundrado pel Temp, la cinto espetaclouso
De parets è de tous que te balhèt Ramound,
Porto mai d'un esquis è forse trauc pregound
Que n'aurio pièl droumit lou comte de Toulouso

O ma vièlho ciutat, nou ne sios vergounjouso !
L'esquis ni mai lou trauc nou perturben ta soum,
Daisso lou Temp pus fort que l'canou d'Albioun
S'afana d'esquissa toun istorio glourious o !

Atal un chibalhè pouscou è susarenc,
Lou ser, torno al couffin, de la sang tout goutent,
Quand a vist l'enemic mort ou tirant à fujos ;

L'escudèr li a doustat armos, escut è gant.
Aro drom en soumiant que fai encaro à luchos :
D'aro-n-la n'a prou fèit per tout-journ èsse grand !

∴

Praco lou Temp a bèl rousega toun istorio ;
La legissi tout-journ à toun frountal antic
Ount tout cop que voulguèt entamena ta glorio,
L'engravèt en trucan, l'engin de l'enemic.

Al Sècle doubldious de lour grandio memorio
Tu parlos des Ancians, è del lentan magic
Cridos que n'a fèit res lou Present que s'englorio,
Res envès la grandou del Passat erouic !

Ja, pecaire ! Es trop lèn ta paubro vouts que cèrco
A secouti la soum d'aquesto Ouro entenèrco ;
Lou tindal de l'argent l'endrom al coffre-fort !

Jou t'augi, Grand-Castel ! Tas parets degrupidos
Parlon al meu co damb lour crebassos sarcidos
De flous, de figuès fols è de miugranos d'or !

∴

L'ibèr, quand lou soulelh dins la volto azulado
Aura fèit la mitad de soun cami redound,
Anirèi passeja la sento de la fount
Ount lou guit s'es bagnat è pren la soulelhado :

Al roc parat del vent, ia 'no croso abrigado
Ount en fan lou luzèr, trobo pas l'ibèr loung
Mai d'un Pemiroulés que n'a qu'aquel saloun :
N'i fan de papoutage ; es uno debadado !

Jou tabé i anirèi : à la calou del rai,
S'aluco la counvèrso è de bèu è d'arai
Qu'al ser petrilhara del puntet de ma plumo ;

Del parla des Ancians i troubarèi l'engin.
O Parla d'oc ! L'ibèr nous capèle de brumo ;
Amb tu fara tout-journ soulelh à moun couffin !

∴

Talèu qu'espelira la primo pimparèlo,
Quouro, per acampar lou bèu è l'agnelet,
Lou pastou vai al prat jugne la pastourèlo,
Jou mancarèi d'alé, barrat dins l'oustalet ;

E viste davalant cap-bat la citadèlo
Pel cami mai flourit me n'anirèi soulet
Enta l'riu escouta ço que dis Filoumèlo
Al marmul de la Seuno, al plang del vent foulet.

E l'ouro passara ; l'ouro que tant s'afano
Sul cami de la Pats è lèn de la marrano,
Al prat ou dins lou bosc ount bresilho l'ausèl !

L'ouro qu'emporto tout ! — Nou, Poèto, es amigo ;
Te daissara'n passant lou bounur que te trigo ;
De flous mai que de nèu, courounara toun pièl !

*
* *

L'estiu, me virarèi al cami de la Rauso
Ount fresquet mai-que-mai bufo lou vent de nort ;
A l'abrig del soulelh sabi 'no plaço d'or.
Sus la moussò del roc ount farèi bèlo pauso.

Muso, aqui dambe tu cantarèi uno lauso
A l'ounou del Païs ; me sentirèi prou fort,
Se tu vols m'aduja, per desfisa lou Sort....
Que vengo me cerca sus aquel roc, se gauso !

Aval, veirèi la faus s'alucant al soulelh
Fa dins lou loung regat capussa lou cabelh,
Al sou del cigalum zounzounant sègo-sègo ;

E me dirèi : tu sès l'estivaire ou lou blad :
Estivaire, semeno ; auras blad dins ta règo !
Blad, grano toun cabelh al soulelh de Vèrtat



E cargado de fruch arribara l'autouno :
Es fèsto pel campas; manco res a l'ausèl ;
Lou bournat es coumoul è l'abelho marmouno
Que nou sèp ount vira per descarga soun mèl ;

E de rasis la vit arrasara la touno :
La cubo coufouludo escarro Grand-Castèl,
E la vèspo pel moust embeudado fissouno
Lous bèus foro d'alé que bramon lou proudèl !

E iou lassus mastat enta la citadèlo,
De ma guitarro fau brounzi la cantarèlo...
O moun brès ! O moun clot ! Per tu que tinde naut !

Aqui vengo l'ibèr neva sus ma pièluro ;
Sara la sasou : fruch que l'autouno amaduro,
De l'albre dins toun se toumbarèi à prepau !

Les intermèdes de la séance avaient été heureusement remplis par M^{lle} Rayssac. La jeune artiste avait bien voulu prêter aux organisateurs des Jeux Floraux l'aide et l'attrait de son talent musical. D'une voix pure et pénétrante, avec une intelligence parfaite des paroles, une prononciation irréprochable, elle a successivement chanté les romances les plus populaires de Jasmin : *Me cal mouri*, *Faribolo pastouro*, *La sourcièro et moun filhol* et les *Stances à Mioun*, de M. Ratier. L'aimable et vaillante chanteuse a remporté un succès complet. Elle a d'ailleurs été admirablement secondée par M. William Sarramiac et par M. Bournel, de Monflanquin — auteur des airs nouveaux adaptés aux paroles de *Faribolo pastouro* et de la *Sourcièro* — qui l'ont accompagnée sur le piano. Aux applaudissements qui ont été prodigués par le public à ces trois artistes, nous sommes heureux de joindre les remerciements sincères de la Société.

APPENDICE

STANCES A UN AMI

Salut et bon espoir ! Ah ! je voudrais vous suivre
Sur ces sommets sacrés, plus rapprochés de Dieu,
Et, plein de leurs clartés dont le rêveur s'enivre,
Je voudrais avec vous aux cités dire adieu.

J'irais, je saluerais les sapins centenaires ;
J'aimerais à fouler ces sentiers incertains,
Réveillant avec vous, formes imaginaires,
Nos souvenirs dormants et nos rêves lointains.

J'irais et je boirais aux sources toujours pures
L'oubli des noirs pensers qui nous troublent parfois ;
J'irais me consolant sous les voûtes obscures
Des douleurs de la vie à l'ombre des grands bois.

J'écouterais chanter en moi la voix sonore
Des jours évanouis, des jours adolescents,
Avec les chants émus, s'éveillant à l'aurore,
Des oiseaux, du feuillage au matin renaissants.

Je me dirais : ô Dieu ! nature toujours belle !
Vous ne connaissez point nos ans d'aridité ;
J'irais leur demander une force nouvelle
Pour lutter dans la vie avec virilité.

Je reviendrais plus grand des spectacles sublimes
Où nous rappelle Dieu, lorsque nous chancelons,
Et je rapporterais des désirs magnanimes
De ces divins sommets, de ces calmes vallons.

Mais sans moi vous irez aux Vosges solennelles,
Réveillant le passé doucement endormi ;
Elles vous salûront, douces et fraternelles,
Reconnaissant la voix de leur poète ami.

Que le Seigneur vous guide en ces hauteurs si belles,
Avec votre famille, ineffable trésor,
Et que votre Ange aussi, sous l'ombre de ses ailes,
Vous conduise et vous garde avec son glaive d'or !

Que l'Ange de la France enfin vous accompagne
Dans ces lieux où tombaient nos soldats valeureux,
Héroïques acteurs de la sombre campagne
Qui vit avec nos pleurs leur trépas généreux !

Qu'il les bénisse encor, jetant des palmes saintes
Sur leurs fronts reposant sous les funèbres fleurs !
Que de leurs monuments, tombes de lauriers ceintes,
Il leur suscite un jour de sublimes vengeurs !

DEVILLAINÉ.

A MES FLEURS

Avec les papillons, vos brillants amoureux,
Coquettes, vous *flirtez* dès l'aube, à peine écloses,
Et vous dissimulez un dard bien dangeureux
Sous le velours soyeux de vos pétales roses.

D'autres fois partageant nos instincts généreux,
Notre soif d'embrasser les plus sublimes causes,
Vous donnez votre vie aux soins des malheureux,
O sœurs de charité, sous vos cornettes closes.

Et toi, craintive fleur, sensitive qu'émeut
Une caresse, un souffle, une ombre qui se meut,
En des crises de nerfs sans cesse tu te pâmes.

Qu'ils sont menteurs hélas ! ces galants madrigaux
Qui veulent nous prouver que nos sorts sont égaux.
Nous sommes bien moins fleurs que les fleurs ne sont femmes.

Claire DE BLANDINIÈRES.

ODA A JANSEMIN

Gloria à toun fil, Agen, gloria à tus ! Tout s'esfaça,
Mais soun noum, couma lei de Vièrgile e d'Oraça;
Mais lou tiu, couma lei de Mantou, de Tibur,
Noun s'esfaçaran pas. Toujours dins la memòria
Dei puple, sèmpre mai, resplendirà ta glòria ;
Agen sies de Mantou la sur.

E toutei venèn ioi, toutei de Catalougna,
De Prouvènça, de Lengadò, de Limousin,
Vers lou troubaire de Gascougna,
Vers lou brounze à jamai sacra de Jansemin.

Piousamen venèn pourta nosteis oumage ;
Venèn l'ama enaurada, e lou cor esmougu,
Te rendre, o Jansemin, l'ounou que t'es degu.
Piousamen aussi, dins lou courrent deis age,
Leis ome, longamai, couma en pelerinage
Vers toun brounze vendran se clina de segu.

As remounta lei cor, as revieuda leis ama ;
As aussi revieuda nosta segounda *may*.
L'as facha imperissabla e granda que noun sai,
Ias douna l'esplandour, l'eisaltacioun, la flama.

Sus lou Miejour, lei Franc aloubati dau nord
Avien descadena la guerra e seis auvari ;
E dins lou gantelet de Simoun de Mont-fort
Escrassa, tout murtri, lou Miejour semblè mort,
E l'oumbra l'atapè grèva couma un susàri.

Soula escapada au chapladis,
Beluga à mita damoussada,
Soula, encara, viviè la lenga dau païs.
Gloria à tu Jansemin, que l'as reviscoulada !
Gloria à tus, ias douna lou vanc e lou trelus ;
E la paura beluga es ara un fio de joia
Qu'ilumina, ben lion, nosta terra galoia,
E que noun s'amoussara plus.

E ve, couma pertout a greia la semença !
Couma lei blad soun beu, couma drud soun lei grel,
E couma la meisoun s'amadura au sourel
De l'Oucean gascoun à la mar de Prouvènça !

Oi, s'entendra longtèms, sus nostei cola en flour,
La cansoun qu'amaisè lou som de nosta enfança
E sèmpre, Jansemin, diren dins lou Miejour
Teis inne esbléugissènt, tei cant de benurança.

Lei Franchimand, ara, aurien bèu,
Voudre boufa sus lou flambèu
De la lenga ressuscitada ;
Toutei respoundrian au rampèu,
Toutei courririan au drapèu,
Countra una novella crousada !

Oi, Franchimand, lou defèndren,
L'eiritage de nostei paire !
E se nous encalas, ei roda butaren ;
E se, per apara la lenga dau terriare,
Toutei devèn ie faire,
Toutei nous ie metren !

Aqui perqué venèn, toutei de Catalougna,
De Prouvènça, de Lengadò, de Limousin
Vers lou troubaire de Gascougna,
Vers lou brounze à jamai sacra de Jansemin !

Dr MARIGNAN.

A L'ESPAGNO

Noblo Espagno, salut ! Salut à toun grand noum,
Terro di vièi remenbrança !
A ta glòri que crèis, à toun anti renom,
A tis enfant, toun esperanço,
A toun pople empura per lou fiò de l'amour
E per l'ourguèi de la patrio,
A toun Rèi jouine e bèu, salut ! Salut toujour,
Terro pleno de meraviho.

Touti t'amon ; fas gau, Espagno, en te vesènt
Emé ta bello e bruno fâci ;
Dou mens es lou soulèu dins li poutoun ardènt
Que te fai à travès l'espâci,
Enfioucant toun sang viéu, que t'a daura la car ;
Ansin dauro e maduro
Li blad e li fru d'or sus toun teraire larg,
Lio benesi per la naturo.

Dins toun cor que tresano au noum de ço qu'es bèu
l'a la marco di grândi raço.
L'aubanèu di latin, lou Creissènt, fier Simbèu,
En tu lèissèron uno traço ;
l'a d'aquéu sang rouman, i'a de sang sarrasin
Que dins toun cor boumbejo.
Vaqui perqué ti fiéu dins lou sang cremesin
Luchon l'infame que mestrejo

Toun det saup pessuga li fiéu armounious
De l'arpo vo bèn de la liro,
E sèmpre cantaran ti pouèto famous,
Eli que ta belour ispiro ;
Mai toun bras saup tanbèn maneja sèns esfrai
Aquelò espaso venjarello,
Espaso que la glòri entouro de si rai
Quand per lucha se desfourello.

Ti fiéu sabon ausi lou son rau di cleiroun
Au mié dou brut di guerrejaire ;
Veson dedins tis iue, per un moumen feroun,
La flamo que jito d'esclaire.
E pamens dins la pas tis iue negre soun dous
E plen d'amour coume toun amo,
E ta bouco nous mando un sourire amistous
Coume l'amigo que nous amo.

O Sorre, dou passa gardo lou souveni !
Ensouvèn-te que de la Franço
— O Sorre as oublida li tèms achavani...
Sèmpre te vengùè l'amistanço.

Autrifes ti segnour émé nòsti segnour,
Turtant lou got coume de fraire,
Tantost èron, galant, ensèn i cour d'amou,
Tantost ensèn bon guerrejaire.

E vautre, Catalan, fraire di Prouvençau,
N'avès plus aro à Barcilouno
De comte per regna sus li bon miejournau ;
Mais nosti dos nacioun bessouno
E nosti cor toujours, anas, saran uni.
Dou passa garden souvenènço
E rên separara dins l'escur aveni
La Catalougno e la Prouvènço.

Vaqui perque t'amen, coumo t'amo l'enfant
Que recates sus toun terraire,
E perque dins mi vers iéu te fau aqueu cant,
Iéu, prouvençau fiéu di troubaire.
Espagno, sono dounc lou biéu dis autri tèms,
E veiras nosto antico raço,
Se reviéudant d'un cop, espetaclous printéms,
Coucha mé nautri lis aurasso.

Paul BOURGUE.

AU REY HENRY

Rey Henry, tu que tant aimàus
Cassa per les lannes d'Alloun,
Serés esbarrit se tournàus...
Tan d'aigue a passat au Cyroun !

Au loc d'entendo la cigalo
Que brouïuo cabat lou pin,
Ausirès la neguo cabalo
Que rounclo per deuant lou trin.

Au céu sa negrouso humado
Porte lou dôu dou tens passat,
E le chiulet de l'echantado
Auset, Amous... a tout cassat.

Praubos Amous, que par la branno
Joguéues au cluc dan lou rey,
Ats hugit e cabat la lanno
Lous galants n'y jogon pas mey.

Les meynados, que d'autos cops
Chan bergougno per la canilho,
N'auen pas que palho aus esclops...
An debas dinqua la tenilho.

Lous baqueys soun pas mey tiancats
Per accoussa les aulherotes ;
Lous chibaus soun pas mey dressats
Per les hemnos à camalotes.

Les bièlos an quittat Alloun,
La tiabreto s'es enracado...
Dansen pas mey qu'au biouloun.
Dansen ma mey la reculado !

Les droles mespreson lou prat ;
Per hèse tricouta las camos
Lous y fau un oustau barrat
E migrassas couma las damos.

Lous droullets counten pas sous dits,
Saben legi las escrituros !..
Trobent sous papés empéguits
Qu'on s'arrisent de sas lecturos.

Lous gens soun benguts trop pressats
Per eima les poulos bourridos...
Lous toupins soun desengrechats !
Mignon les poulardes roustidos.

S'assemblen pas cado dessey,
A la saison de la castagno ;
Lous poutouns ne tringlent pas mey
Praubo Lanusquet ès a plagno !

Lou bin blanc n'a pas mey de gout —
N'en béuen pas que per las fièros —
Lou biel couquin de Piquepout
S'endrom, aganit, den lous beyros.

Lous anciens n'auen pas lou trin.
La billo èro mey alugnado....
Cadun seguibo soun camin ;
Cadun minguèbo sa cruchado.

An près les modos dous billens.
Aus besins dingun ne se hiso.
Risent pas couma d'ancien tens ;
Anèit n'an pas l'atse de riso !

Rey Henry ! Core nous quittès
L'Amou se neguèt den l'Auanço.
Den ta moustacho t'empourtès
Nosto riso a trauès la Franço.

Semblo droumi toun Capchicot
Darrey la ledro que lou sarro....
Droumis pas... ploure, lou Praubot,
Ploure soun Henry de Nabarro !

X...

SONNET

Saludi jou tabé l'aubete d'alegrie
De la Gascounhe amigue, e m'en bàu houruca
Lous hortz de Baretous, per y poudre trenca
D'aqueste Prime d'or la gènze eslou qui sie.

Malaye ! si sabebe oun l'auré d'espica
La flou, sa flou d'amou per toun amoureux die,
O gentilhet Agen ! dingu'au pic déu Mieydie,
Lou mountanhòu Biarnés te l'aniré serca.

Mey, sus l'àuta sacrat de l'hurous centenàri,
B'auras déu Gay-sabé l'ahoecat seminàri,
E flous nou-y mancaràn, soun que de Baretous...

Edounc, l'umblé felibre, au noum de sept Biarneses,
Bères coum lurs serous, tas Dàunes Ageneses,
Te porte, o Jansemi ! lou mèu de sept poutous.

Henri PELLISSON.

LOU SORT

Un sort lou sourciè qu'a yetat
Dempuch sheis mès à la Marianne ;
Per ère tout qu'ère pintat,
Tout, bin, liquou, même tisane !

De bèbe un chic n'é pas pecat ;
Aquet lou pot hà, qui s'escanne ;
Mes ère que hasé pitat,
Dap lou bente henlat coum u banne !

Remedis, messes dou curé,
Pregaris, n'y hen pas arré ;
Que beü tout à la régalade !

D'aygue benedite un flacoun,
Un your que boëyte, e lou demoun
Négat, qu'es troube exourcisade !

MYOUR

Brabe e balen mey que persoune,
Permé debout dens la maysou
Aban qu'aü lheban, Diu m'perdoune,
Hisse léü ou tart un rayou,

Estiu, Hibert, Printems, Autoune,
Per chic que parèche lou sou,
Tout paysan, shens que l'hore soune,
Sap myour en toute sasou !

Quan au céu lou gran pendulayre,
Sen-Sebé capbat, catsus Ayre,
Moungalhart deban, Mount darrè,

Yumpan lou globe qui clareye,
Yuste au bec de la chemineye,
Qu'estupe lou houëc dou laré !

LAS BARGUÈRES

Las prémicis de las recordes,
Permé samiat, permé basut,
Qu'a plan secat deban las bordes,
Lou lin desempuch qu'é coélhut !

Ent'aus linsos, trouchouns e cordes,
Aciou qu'ou dèchen chic bourrut ;
Per lou linxe d'Hayet ou Sordes,
Qu'ou caü mey fin e mey toursut !

Que ban coumença las barguères ;
Noëyt e your, tapatye, hartères,
Qu'announcen la fin de l'estiou !

Quan las fumèles soun en troupe,
De capit, de lin ou d'estoupe,
A la lenque qu'ous pen lou hiou !

LOU PERRÉQUÈ

« Plume e perrecs, guelhe, ferralhe ! »
Qué lou crid que lou perréquè
Lancèbe coum groun en samialhe,
Dens la barthe, e sus leu séquè !

Per lous camins, shens houëc ni halhe,
A chaque endret oun s'estanquè,
Mey crouchide biené sa talhe,
Mey doulent l'esqui quan carquè !

Aquet mestié balhe fourtune !
Croumpan à cadun, à cadune,
Sustout pagan menshs qu'a résoun,

Shens aüte utis que sa roumane,
Coum lous aüsets dap crins ou lane
Hen lous souns nids, hoëy qu'a maysoun !

LOU REYEN

Dens tout cantoun bien lou noutari
Après lou mayre e lou doyen,
Lou medecin, e lou bicari,
Lou sixième qu'è lou reyen !

Aquet que counech la gramari,
E lou manuel républicain,
Lou latin... menshs qu'au seminari,
Mes aūtan que lou sacristain !

Dous counseils que tien l'escriture,
E dous bërbaüs hé la lecture,
Coum secretari rapportur ;

Coum l'esparbè de l'aūseralhe,
E coum lou poutch de la pouralhe,
Qu'è redoutat l'institutur !

Arthur POYDENOT.

RAMPÈU CAMPÈSTRE

Despièi proun tèms, de la campagno,
Vers la grand-vilo, l'on s'en vai,
En trop countant, qu'eila, se gagno
Mai de sòu 'mé mènes de travail ;

En trop cresènt, l'amo ravidò,
Qu'eila coume on vòu tout se fai;
E que l'on ié passo la vido
Sènso n'en couneisse lou fai !

Ai ! las ! cresèncò enganarello,
Per quasi tòuti li partènt,
Que trovon mèn encantarello
La vilo ounte aneron countènt.

« Li caio en liue toumbon roustido »,
Lou prouvèrbi es verai toujour ;
Dins li cièutat coume en bastido,
Fau susa soun pan chasque jour.

A quauquis un, dedins lou noumbre,
Uno fado, quand soun nascu,
Diguè qu'aurien ges de jour soumbre
E que s'acamparien d'escu.

E la chanço, alors, ris per éli,
S'enrichisson ounestamen ;
Mai digas-me quand n'i a d'aquéli ?
Se countarien facilamen !

Dounc, de la fourtuno, la rodo
Viro ben per quauquis urous ;
Mai lou malan, que toujour rodo,
Ten li siéu forço pu noumbrous.

Lou vilage, crei que la vilo
'Mé si plaço, si mounumen ;
Esvarto li segren, la bilo,
E que tout i'es amusamen.

Per aquéli qu'an ren à faire,
Acò's proun un pau vertadié ;
Se passeja, certo, es l'afaire
D'aquéu que lou sort fai rendié.

Me dirès que di proumenado,
L'oubriè tamben jouis un pau
Quouro a touca sa semanado,
Quan vèn lou sant jour dòu repau.

Mai que de contro, que de plago
Trovo dins la vilo, souvèn !...
Qu'un chòumage arreste la pago,
Veici la miseri que vèn !

Aqui, l'abitudine es lèu presso
D'ana beure sènso besoun
La pouioun verdo, uno mestresso,
Que prend l'argènt e la resoun !

Lou lussi, que pertout se bouto,
L'envejo, pecat capitaù,
Mai d'un cop meton en derouto
La bono meno de l'oustau !

Vous dirai ren di mau pu grave
Ount'tout acò pòu abouti ;
Mai s'aqui sias pas mai que brave
Dòu bon draïou sias lèu sourti.

Un er ben pur i'es cavo raro ;
L'on se ié nourris coume on pòu ;
Urous quand vous gardas, encaro,
Dis epidèmi que fan pòu !

Piéi, dins lou mounde barrulaire
Que vai, que vèn, troupèu uman,
Qu saup se noun i'a pas lou laire
Que vous destroussara deman ?

L'a'nca li grèvo, autre chaumage
Per la bono toco invouqua ;
Mai que souvèn es un dòumage
Per l'oubriè que l'a prevouqua.

En vilo, un tiers dòu gasan passo
Au loujamen ; enfin, per tout,
Dins li grand cèntre on se trecasso
Per mena drecho, la vidasso,
E faire jougne li dous bout !

Ah ! de quand li mour soun pu douço
Au mitan di nis, di bouissoun !
Ounte lou bèu blad naisse e pouso
Jusqu'à l'epoco di meissoun.

De quand la vido es pu risènto !
De quand tout es mai agradièu !
Ounte de pertout, se presènto
La man benesido de Dièu !

Mai se dis que la terro es basso ;
Que per la mòure, vous plegas ;
E que l'eissado vous alasso,
Quand tout lou jour, la manejas.

Païsan ! segur, ta cadeno,
Fau que plegue, coume se dis,
Car i champ i'a perèu de peno ;
Senoun sarien lou paradis !

Mai eici,ubre lis auturo ;
Dins li valèio, avau, amoun,
L'er san de la bello naturo
Manten la forço di paumoun.

Eici, journado courto o longo,
Siegue l'iver, siegue l'estièu,
Lis oubriè s'oucupon de-longo,
Tambèn, i'a gaire de catièu !

Car lou travail ennoublis l'amo ;
E, se lou corps, lou sero, es las,
Dins la niue pleno de calamo
Trovo lèu repau e soulas.

Pièi, lou matin, quand se reviho
En entendèn canta li gau,
Lou campagnard e sa famiho
Soun mai vièu coume de rigau.

E, se sian au tèms di semenço,
L'ome, s'en vai jita lou gran,
Dins lou sòu de la plano inmenso
Em'aquéu geste noble e grand !

Enterin, la fremo varaio ;
Douno i bèsti, qu'an roundina ;
Fai teta ; lavo sa taraio ;
Parlo au drole, e fai lou dina.

Forto, noun cregne la fatigo ;
Ten l'oustau net, mai simplamen ;
Lou lussi, jamai la coutigo.
Ié penso pas, tant soulamen.

Gràci à n'elo, sus taulo, fumo
'Quelo soupo di païsan
Que l'oli d'òulivo prefumo
E que fai lego is artisan.

Abriéu es vengu, plòu ; que faire ?
L'oubrage anas, manco jamai :
Fau pas radouba lis araire ?
Li rastèu, enchapla li dai ?

Dins li prad verd, en ribambello,
Li margarideto an flouri ;
L'erbo es auto, la coupo es bello ;
Lou chivau sara ben nourri !

Aro, lou grand soulèu s'enflamo,
Lou mes d'avoust es arriba.
Dai ! fases lusi vosti lamo,
E li garbo d'or van toumba !

Mai es pas fenido, la lucho
Contro la terro, un pau pu tard,
I souco fau prendre la frucho
Que fara lou divin neitar !

E pièi, poumiè, periè, figuièro,
E tant d'autris aubre tambèn,
Dins la campagno nourriguièro,
Dison-ti pas que ié sias bèn ?

E tout acò, dins la verduro,
Après la bello flouresoun,
Souto lou soulèu se maduro
Pau-à-cha pau, dins sa sesoun.

I champ, vesès, toujours se manjo ;
Quand sarié que lou bèu pan rous,
Lou liéume e li fru de la granjo :
A de bon d'estre pèd-terrous.

Es vrai, sias sèmpre à l'oubrage ;
Mai res vous ié ven secuta :
Au cagnard coumo sout l'oumbrage
Beves l'er de la liberta !

Adounc restas à la campagno,
Tenès vous ié siau bràvi gènt,
Au mitan de vosti baragno
E di riéu clar coume d'argènt,

Lou sòu noun es marrid pagaire ;
S'un an li recordo van gaire,
L'autre an van mies ; e fremo, enfan,
Ounte i'a la man dòu segaire.
Podon jamai mouri de fan !

Louis BONNEAU.

REBISCOLO

Cresi pla que nostre soulel,
Darniè la niboul pallufèco,
Ben de rechampi soun cael
E d'en mouca l'ancièno mèco.
S'es pas tout à fèt esclarid,
De sas legremos estourrid,
Le cèl alando la pèrpelho
E soun èl blu, rescalfurad,
Dins les rais que l'an esclarad,
Douçomentou se derebelho.

Lèbo-te dounc, cor dechirad :
Es la claretad maitinalo
Qu'esplandis, sul lugra daurad,
L'arjén bluiastre de soun alo.
Per tout cambia cal qu'un moumen...
E lé cèl,, abouei, es clamen.
Qui sab ço qu'aquel joun te gardo ?
L'aire ba jiscla de cansous ;
Lèu berdejaran les bouissous.
Escouto, cor, à mai regardo !

Ero hièr le mounaire tens —
L'ibèr à la pel fredeluco —
Abouei es le gaujous printens,
Bel efan que nous desenruco.
Es la naturo que flouris,
Etro que jamay nou mouris
E qu'al toumbel diu pas descendre ;
Fenix que se jogo del sor ;
Bielho rebiscolo del cor ;
Belugo que drom jouts la cendre.

Fusquet la boulountad de Diu,
Pes siècles toutjour perseguido,
Que i a pas d'eternel adiu,
Que la mort amago la bido
E la doulou la gaietat ;
Que, pes plours pla desentutad,
L'espouèr torno luzi deforo ;
Que cado joun balho soun pa,
Qu'uno plago se pot tampa
E que la santo fe damoro.

Dounc, s'as pòu d'estre pas aimad,
Counto les broutous sus las brancos
S'ès, per un dol negre, abimad,
Pamèlo las estelos blancs
E se plouros auzis canta...
Aro s'entendes à tusta
Chè tu biste durbis la porto,
Per que dintre, tout patari,
Un cor, bengud per te gari,
Que la rebiscolo te porto !

Albert MAILHE.

A MOUSSU C. R.

At' doun boulut qu'etz escriüssi
En de celebra Jansemin.
Mès cadre ende co que beüssi
An aquero houn qu'un poulin
(Sa dison de bièlhos istouèros
Que semblon countes de pousouèros)
Hascout, y a tems, d'un cop de pè
Picha d'un roc qu'en haut s'ennairo,
E claro, e courrento, e cantairo.

Praube Moussu, moun escloupè
M'a caussat d'esclops sans gansolos
E podi pas courre au païs
Oun las aigos s'escapon holos
D'aquero houn de paradis.
Parech, qui n'en beu es poèto !
Oh ! coumo boudri m'en bouta
Dincò'quiu e m'en embeuda !
Coumo seré hèsto coumplèto,
Boulousse Diu me ha canta
Coumo cadré, coumo sentissi,
Lou nom dou noste Jansemin !
Mès finiri pas, t'abertissi,
Ta gran m'en seré lou delici,
De dise — à tous — sus tout camin, —
Mèste, que lou Mijour acclamo,
Lou plasé que hès à moun amo,
E lou ben que te diu moun co.
Coumo tu qui sat doun arrise ?
Qui doun sat ploura coumo'co ?
An es l'Omi que poudré dise,
Sans se banta ni sans menti :
« Soui mei gran, ou soui de sa talho ? »

En fèt d'escrivi e de senti ;
Es be brai, Moussu, soun marmalho
Presque touts, près de'quet geant ?
N'i a que sabon tengue la plumo,
(Boi esta juste e pas machant)
D'autes que cregnon pas la brumo
Ni'nde la bouès, ni' ndou cerbèt.
Lou qui ta bièn cantèt Mirèlho,
— E que tirèt de sa boutèlho
De tan boun bin — Mistral, tan bèt !
E l'Aubanèu, e Roumanilho,
Grans esprits de mèmo familho.
Oh ! lous a toucats e marcats
La man dou boun Diu ; soun poètos !
Soun grans ; an lous ouelhs alucats
Qu'espion lou cèu ; soun profètos.
Lous escouton dens lou païs.
Dirén qu'an rebelhat soun amo !...

Ta plan es toutjour moun abis
Que noste Jansemin reclamo
D'esta noumat tout lou prumè.
Sa bouès cantèt pas la prumèro ?...
E coumo cantèt ! Coumo hè
Lou roussignò de la ribèro.
Tout se taiso, quand l'auserot
Sou bor de soun ni, su la branco,
Ou canto, ou plouro, lou praubot,
E que sans brut, la lùo blanco
Semblo au houn dou cèu s'arresta
Dinco la cansoun afenido.

Quand se leuèt en de canta
Jansemin, surpreso, estremblido
Nostro terro atau l'escoutèt.
De que ? la lengo mespresado
Dens la bordo coumo au castèt,
Es ero que, douço rousado,
Toumbo sous cos e hè ploura ?
Que gemis, souspiro, resouno,

E sat en mémo tems pintra ?
Que lou francés hèsque la mouno
Se bo ! que m'hè co'jou ? Sa bouès
N'a pas l'esmauento musico
De ço que chaffron lou patouès !,..
Es trop sabent, e trop s'aplico ;
Hugis lau simple, li cau gouants
E soun pas faissious aprestados
Que tocon moussus ou paisans.
Mès coumo n'estèn, remudados,
Nostos amos per Jansemin,
Quand respirèn sa pouesïo,
Roso fresqueto dou matin,
E quan béun soun armounïo
Que semblaou toumba dou cèu
E qu'èro douço coumo mèu !
Pertout, dens bilos e campagnos
D'aunou coumo n'apilèt gragnos !
Gascous, Agenés, Rouergas,
De las plous au rise passàun ;
Pertout applaudiun las mas,
De plasé lous pès trepignàun :
Ero un triounfe cado cop,
E cado cop hèsto neuèro
Oun jamès n'i auè prou ni trop.
Quis soubenis, ta bius encouèro !
Enfin quand angout à Paris]
Hasarda sa Muso gascouno,
Tremblèn un pau dens lou païs ;
Mès lous Franchimans ahurits
E mémo lous porto-courouno.
Rèi, Rèino, Princes, Amperur,
Rigoun, plourèn coumo per forço
E toutes las mas truquèn dur !

Moussu, quino èro doun l'amorço
Que jitàu à tous Jansemin ?
N'auè pas qu'ùo, la Naturo,
Mès jamès sans coulou menturo !
De mei, dans soun esprit ta fin,

Soun co, sa lengo d'or enfin !
Nàni, balhàuo pas rampoino,
Sa hario hasè boun pan,
E lous praubes dens soun aumoino
I troubàun pas qu'argent blanc !

O malurouso *Margarido*.
Pallo flou de Castelculiè
E tu, Françouneto esberido,
Boun hilh, espoutit au chantiè,
Frais bessous, e tu, praubo pègo,
Au co mort e pas mens murtrit
Coumo pous brocs sannous d'io sègo,
Bous au qu'a creat soun esprit,
Digat'me se boste martiri
Hasè pas ploura bosto bouès
Coumo plouron lous bèrs qu'admiri
E que me biron à l'embès ?
O, qu'es atau que l'âmo crido
Quand dou co s'escapo la san,
Coumo quand blassado, la trido
A boulets huch, toumbo, se plan
E mouris !... Mès sa man leugèro
Sabè pintra d'outes tablèus.
Françouneto, aquero passèro,
Coumo l'an preso sous pincèus !
Tè, la besots que sautiquejo,
Que canto, que danso, qu'arrits,
E tout aro plouro, saunejo,
Sans droumi, lous ouelhs tout daurits ?
Tè, la besots pas, *la Maltreto*
Coumo' nde Jacques gagno argent !
Ah ! pot tourna dou regiment...
Es pleo d'escuts la tireto !
E rits e plouro de bounur...
Prauboto !... E la gran debanado ?
E dens lou bachèt à bapur
Aquet biatge ! E la serenado
A la pastouro au co ta dur ?
E la noço, dan tan de drolos

Que courron cats à Sent-Amans
Sautan e chisclan coumo holos,
Acoussados per sous galants ?
Quis bèrs ! tout i biu, e palpito ;
Soun mèi qu'un recit, qu'un tablèu.
Dirén lou miralh de la bito
Mèi bèt que la bertat belèu.

Mès diuots bouri de coulèro...
Coro doun aurèi-jou fenit ?
Ebe, pourtant, patienço' ncouèro
Pramo que la causo es trop bèro ;
Mès dan dus mots, tout sera dit.
Jansemin ta gran que sa glouèro
Pouira pas mourir che nous au,
Ero boun, e de soun istouèro
Ço qu'i a de mè bèt, de mè haut,
Es que sa noblo pousesio,
N'èro pas io flou de genio
Sulomen, mès un flam dou co.
Oh ! qu'èro aimablo coumo'co
Quan de Muso cansounejairo
Se hasè balento quistairo
E que paràuo à tous la man
En dous praubes qu'auèn pas pan !
Antjou dou boun Diu su la terro
Se plegàuo à touto misèro,
Estchuniuo toutes las plous
E mèmo aus curès malurous
Bastiuo glèisos empenados,
E las pèiros ensourcilhados
Aubeiuon à sas cansous !
Tabé quand sounèt aquero oro
Doun a pòu mèmo lou mè fort,
Quand se dressèt, pas mèi dehorro,
Mès deguen, deuan et, la mort,
Lou prengout pasnado tremblèro !
Près de Diu auè'n d'aboucat
La Muso de la caritat,
La souo d'et ! La Muso fièro,

Que jamès n'auè trabucat
Dens lou perimen d'impietat
Ni dens nat trau plen de hangasso.
Pot bèngue lou Sent-Sacroment,
Es prèsto, Jansemin, la plaço
Que li ouardo toun co mourent !
Qu'intro ! — Un pau sus toun lèi te lèuos,
Lou saludos coumo un amit,
Cridos : Es Diu ! coumo't cresèuos
Dumpei lou tems qu'èros petit...
E quand bengut dens ta potrino
T'embaumo dou parfum dou cèu,
Prèste à mouri sans nat degrèu,
Croutsos las mas, toun cap s'enclino...
E déjà lou besos belèu
Coumo là-haut lous sants lou beson,
Coumo lou beiran lous qui creson
E recebon Diu dan la mort !

Moussu, disi pas doun à tort
Qu'au noste poèto re manco.
Aùt, segu, lou gran tresor :
Praube se hascout pas io banco
De sous bèrs mè riches que l'or.
E dens noste siècle de hounto
Que dècho Diu à l'ignourent
E n'adoro pas que l'argent,
Jansemin me semblo que mounto
Dens lou cèu, toutjour mè lusent...
Dirén un lugran : pas prou 'ncouèro :
Apparech mè grand à moun ouelh.
Coumo jou parlera l'istouèro :
« Es mei qu'io'stelo, es un sourelh ! »

Chanoine J. LACOSTE.

CANSOU

Que t'aymi tant, que nou sèy quin
T'ad ey à dise,
E tu, quan ad sàbios, u drin
Qu'en bas arrise...
N'espieras pas mémo la flou
Ta tu couelhudo,
E que sera coum moun amou
Perdudo !

.:.

Que t'aymi ! nou coumprenes pas
— Qu'es trop maynado —
Quin seguech cadu dous tous pas
La mio pensado ?
Quin tout de tu me da yelou,
Quin tout m'irago,
Quin moun amno ey de ta berou
Briago !

.:.

Que t'aymi ! mès, e m'aymos tu ?
Qui m'at pod sàbe ?...
Gouyato que troumpo toutu
Coum briu de Gâbe.
Coumo l'arroso qu'a l'eslou
Biste passado,
Ouey qu'ey tio, belhèu douma nou
Birado !

Simin PALAT.

LOU PREIRE VERT

Per canta dòu Bon Diéu li lausenjo latino
Aves vist quauquifes en raubo cremesino
De cardinau segui de preire e de clerjoun
Qu'an sourti de l'armàri ounte eron ben rejoun
Si vesti li plus bèu, si plus bello raubeto
Negro o roujo souvènt e bèn de fes violeto.
I jour de grandi festo aves vist à l'autar
Sout si capo de sedo acoulourido ém'art
L'evesque oufficia 'ntre mié di canounge.
De negre o de cadis soun proun vesti li mounge,
Mai n'avès jamai vist de vostis iue dubert,
Coumo l'ai ausi dire antan, un preire vert.

S'apelavo Bernat e liuen de l'Evangèli,
Manquant i lei de Diéu, quand sounavo l'angèli,
Sa pensado fugié proche un poulit mouroun,
Uno cambeto fino, un boutelet redoun.
Ero un fier galavard. Tout de long de l'annado
Per cassa d'acò béu ero à la permenado,
Di Cauquiero à la Font, dis Arenò à l'Agau,
Qu'es mème ras d'aqui que n'ero soun oustau.

De l'autro man alor avié sa demouranço
Un tenchurié famous qu'i disien Meste François.
Ero un bon travaiaire e davans si peiròu
Ount boulissien de longo e lou viei e lou nòu,
Lou vesias tout lou jour à boulega de lano,
De sedo o de coutoun, vesti de bastidano,
Raubeto de Rouan, culòti de moussu,
Cadis per li mesquin, drap fin per li coussu.

François, per soun malur, avié pres uno dòno
Poulido quenounsai, mai tamben pas di bònò :
Ero un pau testo en l'er la jouino Madeloun
E savié pas toujours refusa li poutoun.
Lou preire galavard aguènt talo vesino,

De soun dous parauli secuté la mesquino
Que prengué de Bernat li mot argènt coumtant,
L'escouté de bon cor, n'en fagué soun galant.

Quant durè lou peccat noun poudriéu vous lou dire,
Mai touti li vesin de Franço poudien rire
Que noste tenchurié, toujours à soun travail,
De sa Madelounet noun savié li varai.
Nosti dous amoureux se geinavon pas gaire :
Tre qu'à l'aubo soun ome anavo à sis affaire,
Madeloun à soun estre aplantavo un signau
E troubavo Bernat lou nis enca tout caud.

Un bon matin, pamèns, qu'aguènt forço tenchuro
Franço ero à si fournèu e fasié fiò que duro,
Las soutu li peiròu de metre de carboun,
De cambia de camié sentigué lou besoun :
Per l'escalé de bos qu'anavo à sa cousino
En tres saut fugué d'aut e troubé Madeloun
Que tenié soun Bernat sarra sus sa peitrino.
De la porto à soun lié Franço fagué qu'un bound,
Per la pèu dòu coutet vous arrapé lou preire,
E sounant si dous ome, Aguste emè Cristòu,
Li cargué de sauça lou galant au peiròu.

Tre l'ausi, si garçoun sabien pas de que creire,
Mai plagnissien soun mestre e soun malurous sort.
Vous aurien mes, segur, lou galavard à mort,
Se Franço avié vougu. Mai queste voulié gaire
Per un preire de rên s'atira quauco affaire :
— « Dins la barco dòu vert qu'es encaro tebés
« Trempas aquèu gourrin, que sauce proun de fes
« Per que garde longtèms la pèu acoulourido ;
« Mai gardèn-se toujours de n'en prene la vido ;
« Vau pas gaire e me lou farien paga per bon. » —

Meste Franço enterin envalavo quicon
Per se remetre un pau, piei garcè, no voulado
A Madeloun plourouso e dins soun liè couchado :
Demandavo perdoun i còup de soun espous,
E lou preire, debas, reclamavo secous

I garçoun que, galoi e lou cor à l'oubrage,
Trempavon lou gourrin emai sis abihage.

Quand sourtigué d'aqui Bernat ero tout vert,
Vert coumo un perouquet, vert coumo un bèu limbert :
Lou coucheron defòro e pertout sus si piado
Dòu vert lou plus founça leissavo de trenado.
D'encò de Meste Franço enjusqu'à soun oustau,
Noste preire galant fagué pas que tres saut,
Bandigué, tout intrant, e camiso e flanello,
S'espoungué, se bagné, se sequè de plus bello,
Maugrat si grands effort counservè sa coulour.
Fagué rire chascun, quand sourtigué de jour :
En quielant darriès éu courrissiè la nineio ;
Per lou veire passa li gènt fasien la leio,
Lou rire espelissié de longo sus si pas
E de cris de « verdoun » mesclas i cacalas.

Dòu despiet que n'agué, fugué malaut lou preire,
Mai causo vertadiero e que n'es pas de creire,
Tre que fugué remés, noste bèu capelan
Se plagné d'estre vert per estre esta galant.
L'evesque n'en risènt, li canounge de rire ;
Li conse au presidiau, quand l'ausiguèron dire
Se n'en tenguèron pas. Cousseja de pertout,
Mounsen Bernat vengué plus fer que n'es un loup :
Fugigué de la villo en un bèn de famiho ;
S'en anè liuen dòu mounde e di poulidi fho ;
A viéure liuen de touti e liuen dòu femelan
Bernat rebalejè peraqui quauquis an,
Perdegué l'apetis e perdegué la vido,
Mai perdégué jamai sa pèu acoulourido.

Fugué lou premié còup, belèu bèn, qu'un couquiéu
A soun entour vegué li riseire per éu.

P.-H. BIGOT.

BIÈL DE LA BIÈLHO

Victor Hugo nous a countat
La bèlo litsou de bountat
Que soun pai, un ser de batalho,
Balhèt as que penson que cal
Tourna toutjour lou mal pel mal :
Pauc d'omes, d'aquel an la talho.

Pourtan, pauro ou cousudo d'or,
Cado familho a soun tresor
De soubenis doun es jalouso,
Gestes oun s'ennartèt la gen,
Oublidats de tous, i a lounten,
Mès qu'elo gardo, pietadouso.

E boli dire, bertadiè,
Ço qu'un jour fasquèt moun pèpè,
Un grougnard, un bièl de la bièlho,
Qu'à bint ans, debat lou canou,
Abio gagnat la crout d'aunou,
El, pichou paisan de la bèlho.

L'Imperatou-Diu destrounat,
Moun pèpè s'en èro entournat
Biure sus la mairalo terro
E noumat gendarmo en Agen,
Fasiò soun debe brabomen,
Coumo l'abiò fèi à la guerro.

Or, un matin à soun leba,
Aguèt coumand d'ana serca
Damb soun coumpagnoun ordinari,
Briscard as pièls déjà miè-blancs,
Un roudaire doun s'èron plangs,
Forço cops, lous de Sent-Alari.

Lous dus gendarmos, à chibal,
S'en anguèron doun per abal,
Tracan bosc, bousigo è laurado :
Ilhos, sègos, clots è balats
Fusquèron per els rebirats
Penden touto la matinado.

S'entournabon n'aguèn res bis
Quand, foranan d'un talhadis,
Un ome de mino maichanto,
Damb un fusil à soun coustat,
De segur lou roullan sercat,
Daban els parei è se planto.

Lous cabalhès picon tous dus
Mès, quand li soun casi dessus,
L'ome baicho soun escoupeto
E crido, lou dit su'l ressort :
« Un pas de mai è n'ia'n de mort,
Aro que z'ei dit, plaço neto ! »

Des dus souldats, nat nou sabiò
Ço qu'es la pòu ; cadun abiò
Dansat cent cops à la « grand'festo » :
Lou mai ancien doun, simplomen,
D'un lan se bouto al primè ren
Mès, de la man, pèpè l'arresto.

« Damoro : as fenno èmai droulet,
Al loc que you, que sèi soulet,
De marcha res nou me debiro. »
Disen acò, passo daban
E cour à l'ome, li cridan :
« E tu, se sès pa'n lache, tiro ! »

L'ome tirèt è lou chibal,
Ta lèu mastat en plen poutral,
Recebèt la cargo emprenado ;
Un ploun, un soul, touquèt al bras
Moun pèpè que d'un saùt en bas
Teniò la bruto al col sarrado.

Coumo seguido, un mes apèi,
Miè-repenten, lou fors-la-lèi
Passabo daban las assisos
E, testimoun, l'ome al grand co
Qu'èro moun pèpè, lors, disiò
A la barro aquelo debisos :

« Moussus, n'èi a carga digun ;
Ço qu'a fèi l'encoupat, cadun,
A mens d'abé de sang de rabo,
L'auiò fèi ; l'abioi desfisat :
Es doun ma fauto s'a tirat. . . »
E lou tribunal aquitabo.

Gaston LAVERGNE.

LOUS CHIS AU PARADIS

Vejaqui que quand agèt rendut soun ama « *dans les bras de son chien* », couma dis la cansou, Sant-Roc, toujours seguit dau fidèl animau, s'en venguèt tabasà à la porta dau Cèl.

Sant-Pèire doubriguèt sus-cop. Au coulèga faguèt d'aculhs, tè ! n'en-vos-aqui-n'as, mès, — lous poutiès aimoun pas lous chis, — quand s'agiguèt dau coumpagnou, baraca ! i'agèt pas plan de ie faire ausi 'na resou.

— Per veire, ie veniè soun mèstre, pode pas lou quita delora : seriè 'na grossa counciença. E pioi un Sant-Roc sans soun chi semblariè pas de bon, que diaussis ! Es couma s'on parlava d'un Sant-Pèire sans claus...

— Ta ! ta ! ta ! tout aco's de contes ; lou Paradis es pas fach per las bèstias.

— Terré ! per quau es fach ?... Emb'aco que Sant-Marc çai i'a pas soun lioun, Sant-Jan soun agnèlou, Antòni soun poucèl, e que tron sabe iéu !... Moun chi vau tout aquel bestiau.

— Pas tant d'alleluïàs, vous dise. Lous chis, lous pode pas senti.

— Belèu aimariàs mai un gal...

— Coussi ?... Auriàs pas un èr, per asard ?... Intrarà pas, quand me sannèssoun !

— Intrarà, quand perdrièi moun noum !

S'aco durèsse encara un brieu, — carcagna tus, carcagna iéu, — fou-mé ! s'una paraula à l'autra, las causas aurièn mau virat. Per un ben passèt Noste-Segne. Ausiguèt lou dich d'un chacun e, fin-finala, es à Sant-Roc que dounèt drech. De maniera qu'aqueste, lou cap levat, embé soun chi la coueta en l'er, faguèroun una intrada espectralousa e triounflanta, entramens que Sant-Pèire aloungava dous pans de nas.

∴

Tout se sap. Lou ditoun de la countèsta entre lous dous sants s'es-pandiguèt en taca d'oli. Sus terra s'en parlèt amai s'en desparlèt. Enco das chis sus tout i'agèt un revaladis dau tron. Talamen que s'acampèroun e que, lous uns après lous autres, ou mai-que-mai toutes au cop, desbatelèroun soun moutet :

» — Oui, Sant-Pèire a mancat l'escola. — Ie cau voutà una agairada.
— Cau i'anà faire tarivàri !... — I'a res couma de dinamita !... »

E patatin, e patatan.

A la perfin, un gros dògou, una forta closca, proufichant d'un moumen que lou bourlis mainava, se matèt sus un butarou, sourtiguèt un papafard, toussiguèt, niflèt, escoupiguèt, e cridèt :

— *Citoiliens* : S'agis pas de lanternejà, Escoutas ce que iéu pre-pause : « Toutes lous chis de la chinarié, acampats en Assemblada generala, votoun de coumplimens estrambourrats au grand Sant-Roc qu'a tant ben aparat sous dreches, e decidoun de n'i'en mandà cinq d'entre eles per ie pourtà una medalha remembradoura croumpada en souscricioun publica. »

— Aubé si, qu'aco's parlat. Bravò ! bravò ! bravissimò !... Viva Sant-Roc !

L'escaufèstre s'amaissant lèu, la moucioun seguèt adoutada per lou biais de tres japadissas e lous delegats designats : lou dògou, couma de juste, un chi de pargue, un cassaviot, un gros coucàrou e lou danés d'un cafetiè. Pioi se sòunejèt per la medalha.

. . .

Quand tout seguèt lèste, perquinaqui ioch jours après, endimenchats couma d'amelliès flourits, notres delegats enreguèrroun lou cami deu Cèl. Vajaqui-lous davans la porta.

— Holà ! fai Sant-Pèire, quau i'a ?

— Sian, sou-diguèt lou dògou, que fasiè la lenga, una deputacioun de chis. Voudrian intrà tant soulamen per remettre à Sant-Roc una medalha que se i'es oufrida.

— Ah ! ie mandoun una medalha ?... Esperàs que vous vau doubri. Mès entre el se marmoutiguèt : « Aici moun revenge qu'ariva. S'introun vole-be que la tèsta me saute !... »

— Puh !... puh !... faguèt entre doubri, dequ'es aquela carougnada ?... Seriè pas vautres, per asard, que pudiriàs moussus lous chis ?

Aquestes, plantats couma de cigàrous, s'arregardèroun, embabouchits.

— Oi, tron ! empouisounàs mai qu'un rat mort... Bouèi ! anàs vous en lavà, coulègas. Es pas antau qu'on intra, aici.

Mouquets e bèfis de l'afrount, lous chis s'enanèroun netejà dau

milhou que pousquèroun, mès, vai-te-querre ! quand revenguèroun, Sant-Pèire en se tapant lou nas cridèt tournà :

— Boudieu ! boudieu !... la pudissina !

E couma en se niflejant l'un l'autre, deuguèroun counveni que dau rebous dau mourre i' espelissiè 'n parfum pas das pus catoulics, se revirèroun aurelhas bassas e couetas entre cambas.

∴

Ah ! me digàs lou grand creva-cor quoura, davans toutes lous chis qu'esperavoun en àncias, lou dògou deuguèt escullà lou mau-avengut de la missioun ! Pamens, degus ausèt pas leva lenga, tant toutes se sentièssien fautibles dau même coustat

Demouravoun aqui, ravits en brocas, quand un loubet prenguèt l'antièna :

— E tron ! de se descounsoula, acòs apoucha pas un fus. Me sembla, siloun moun pichot sentimen, que farian milhou de trovà'n estèc per gueri lou mau.

— Es vrai, avès resou ! parlàs vite, parlàs.

— l'a ma mèstra, una devota ensucrada, qu'a sas dents que s'apouridissoun. Lou mati, quand se leva, tuga las mouscas de vint passes ; lou vèspre, à l'encountrari, en l'embrassant soun galant ie dis, « Vostra bouca es, mignota, un brout de jaussemin. »

— Per esemple ! coussi pot faire ?

— Sants foutralasses, la parfuma !...

— Té ! véja, i'avian pas pensat... oi, d'aquel levènti !...

E d'ausida chacun vouguèt ensaja de l'estèc. S'embatumèroun de parfums toutes lous ròdous que caliè : faguèt un efèt dau tron de Dieu. De l'avis de tout lou mounde, Sant-Peire poudriè pas pu faire soun refastignous ; sustout estent counvengut qu'on emplegariè pas mai que d'encens : se creiriè d'èstre en quauca proucessioun.

∴

Pas pus tard que lou lendeman, nostres flambards d'embassadous, en quau s'èra ajustat, per lou ben gramecià, lou chi de la devota, s'adralhèroun mai vers lou Paradis, cafits d'encens couma se deu.

Malurousamen per eles, Sant-Peire èra avisat de tout. E couma es un ratiè, vouguèt pas que seguèsse lou dich que lous chis intrarièn au Cèl. Prenguèt adounc sas precauciouns.

Tant-i'a que tout caminant, — dran dran — , à-n-un crousadou, lous chis s'endevenguèroun cap à cap emb'una chineta, escarrabilhada que tout-ple, acassada couma una nòvia, poulidouna couma un soù, l'iol vieu, nas retoussit e l'anà mai amouros qu'una cata en febiè.

— Dindines ! la farota manida ! diguèt lou loubet.

— Chaval ! faguèt lou chi de cassa, à-n-ounte anàs, perdigalhou ?

— Agés pas pòu madoumaisèla ; vous apararai, oufriguèt lou chi de pargue.

— Venès enjusqu'à moun oustau, prepausèt lou cafetiè ; prendrès un degout de licou.

— Vostre amour, s'esclamèt lou dògou, oh ! ma poulida, seriè l'estèla de ma vida.

— Bota, marmurèt lou coucàrou, se vos, sabe un amagadou !...

— Plèti ?.., Braves moussus, sès ben ounèstes, rebequèt la chinota enfaguent sa cata-bagnada, e se fadejant, s'amagnagant, remenant lou cueu, patin, coufin... Soulamen, sabès ? m'espèroun...

— Venèn embé vous, japèron toutes couma un soul ome.

E zou ! afrescadets, alinfrats, entrefoulits, afoulatrets, marmoutiguent de fadourliges, d'aproumessas, de cantimèlas, l'acoustairant, la nistant, l'alisant, se friant d'ela anfin, toutes la seguiguèroun.

Or se capita qu'avièn à faire emb'una arroutinada que, aliçounada couma cau, lous menèt tout drech en anfer. E Satan, countent dau marrit tour que jougava à Sant-Roc lous embarrèt d'aco plus bèu. L'amour es una perdicioun.

∴

Desempioi lous chis espèroun de-longa lou retour de sous messages. Vejaqui perdequè quan ne rescountroun un d'estrangè van lèn s'assègura se sentis pas l'encens.

Gustave THÉROND.

LA LEGENDO DEL PASSAIRE

Garouno coulo intre sous bords mai larges adaro, in iver, aprets las plejos ; rolo sas aigos à plens bords, à gros boulhouns, soun couren rago damb brut lous bourdages plantats de bimièros, d'aubaredos, de biulèros talomen espessos que lou qui passo aqui l'estiu a peno à beso blueja de l'autro coustat un estreit riban d'aigo. Mes aro coume s'ausis de len sa grando bouès, sustout la nèit ! e coume se desplego ! S'en bai grando rasan las costos dumpei Agen, broumban al mitan e gemni. Carrejo tout ço qu'es sus sous bords : palhos, fagots de jutin, bargassos de cambo. Lou bisan segutis las cabelhados, autos e nusos ; pertout en lai, la campagno e aqueles costos tant belos l'estiu, surtout la de Nicole, lou Pech de Berre, soun nusos tabé e tristos coume toujours dins aquesto tems de Nibose, coume se dits adaro.

N'es plus lou mes de Jè.

Arres dins la naturo nou dits ço que se pot passa dins la soucietat, las sasouns se fan coume toustems ; urousamen qu'i-an pas pouscut touca. Nous aus pauras cal be diso e fa coumesenoublijats — coumprenen gaire aquès mouts que nous fourcèn à diso à peno de mort.

Ço qu'i a lous camps soun en bousigo mai que jamai.

Se n'i abio abut que lou passaire de Mounhurt per trabalha la terro saré restado coume èro. Per el n'i abio que l'aigo, la pesco e mai que tout la fumo e l'aigo de bito.

Se sabio gaire d'ounte benio perque dumpei quaucos annados qu'èro aqui abio pauc fraiat ambé las gens de l'endret, maugrat que lous passessis touts. Sa fenno e sous drolles anabon souls al bourg bendo lou pech, el quitabo gaire d'aqui, fuman sourne e pensatiu, sietat sus quauco souco ou fasen bergats, bartants, filats, toursen bimos per las anguilèros, las bouiricos.

Dision be qu'abio courrut las mas sus nabius sens pabilhoun, se coumpren ço qu'acò boulio diso.

L'airo salat de la ma abio crusat de grands pics aquelo faço de couè tanat, embroussalhado d'une barbasso bruno ; sous els se catchion debat d'espes perpels. Soun nas èro aclafat, sous pots espes e rasats. Cat de frezilhoun de riso n'i abio jamai courrut.

Lous seros d'iber soun oustal fèit de pan de boi e de canabelos dechabo passa per sa friestos rouges luous ; la chaminèio aqui chiaumabo pas, buscos, trouncs d'aubas, fagots flambabon, lou pech mijoutabo dins la couquelo dins lou bin, lous ougnoums.

Nat d'ets n'èro acachats, e bebebon milhou enquero, tant la fenno que lous drolles. L'aboundenço ié regnabo. Lous batèus que s'arrestabon aqui prou souben per passa la nèit, per quaucos poullos balhabon bin e aigo de bito à plens barricoutets. Aquelos nèits èron noços. Mauabisat lou qu'auré damandat à passa l'aigo dins aquelos ouros.

Ai-las ! quante n'i-abio pourtant que nou poudèbon passa que de nèit ! e n'èro atal dumpei un parel d'ans.

Tabé uno nèit d'aqueste mes de Nibose fusquet brigo suspres Matelot-la-Mountagno quouro aprets soun prumè soum s'ausit apela de l'autre coustat de l'aigo.

Counechebon pas soun noum, touts l'apelabon lou Matelot ; el abio pres, coume n'èro coustumo alabets lou susnoum de la mountagno, per qu'anabo souben as clubs del district, à Tounens-la-Mountagno : èro un das mai raujous.

Anen, enquouro un, se dits el en se leban.

Attrapo sa bergado, pouso soun gabarrot, lou fred pique, torre ferme ; juro, sacro, per que lou bisan ié coupo las gautos ; la nèit es tristo e crumouso ; a prou peno à mena soun batèu ; lutto countre lou couren ; ambé l'espanlo pouso à la bergado qu'acroche à la fin à uno souco d'aubaro e tiro reddo per se manteni ; alabets bèi mounta de darrèi la mato uno ombro que marchabo de pous à d'el ; besebon qu'un mantel, un grand capel,

Fusquet brigo suspres.

Debat aquel capelas, lardabon dus els ; sout lou mante dount un bout ero rejitat sus l'espanlo gauchèro se besebo pendilha 'no sacoto e lou bras dret parechabo sarra quaucoumet sul co.

Aqueste aciu es un capelan, se dits el :

N'èro un.

Lous cresèbi touts partits, baqui qu'i'n resto enquero d'aquets bouhoum.

Ai-las ! forço d'aquets suspectats èron benguts entaciu per passa l'aigo d'en lai las costos, de catsus lous bords del Lot per gagna d'aqui lou Queyran, las Lanos, lou Mouransin, l'Espagno...

Ah lous malurous, s'abebon bis lou riso del passaire quouro dintrebon dins lou gabarrot ! n'auren tremblat, bagnats de fredos susous.

Lou capelan dintre d'un pè ardit dins lou batèu. Parechebo bien bastit, abebo grand aire ; passe à l'arrèi.

Coume lebebo sous els al cèu, in aquèl ceù tout encrumit adaro ! Poussò un pantach de satisfaccioun, sus sous pots semblabo mounta un dous gramecis à Diu, ai-las ! maugrat lou mazan, lous flèus d'aqueste tems dins quaucos moumens anabo jouégno la terro al cèu, fa dabela enquero un cop lou Fil de Diu sus l'auta. Aulhè del grand Mèsto. à sous pès bai bèno soun troupel escampat ; pourtabo ambe d'el lou pan misterious, lou pan das forts que dounabo aquelo secreto ardou as que mountabon sus l'escafaut berça lour san per la fido.

Uno grange, quauco fournil beleù, qui sat, anabo lou recebo, e aquí tous transits de crento quante n'in abio que s'agenoullhoran sus la terro nuso per adoura Diu, cassat de pertout sounco das grands cos. N'in a que faran benesi lour maridage, d'autros, de jouénos mais qu'oufriran de pichous à l'aigo sento.

Sourtiran tous d'aquí deraletos, lous uns aprets lous autres, e sens falot ; pulèu darrè las sègos, dins las carrejos qu'alhours.

Dementro tout acò la joio lous estregnora, un mèmo frezilhou segutira tous aqués cos, grumilhos perloran din tous aqués els. Ah ! se lous cants poudion mounta, se lou " Parce Domine " poudio se fa enquero ausi coume lou poussaren tous ! mes cal lou silenço, qui sat se digun n'es à las escoutos !

E lou capelan saunejabo as mourens, as pauros bielh que l'esperabon, boulen pas s'en ana peccatius.

Mes Matelot-la-Mountagno se pressabo pas à quitta lou passadé, iè fasio pas attentiou, lou capelan, toustems lous els de cats al cèu, e pensatiu à la grandou de soun menistari per quau abio tout affrontat dumpei dus ans.

S'èro setut boutan sa sacoto à pès.

Dansabo, lou gabarrot, de dretto, de gauchò à cade cop de goudilho ; i abio quaucoumet d'estrangè dins aquèsmouhòmens ; s'è fasio de sa retto forço, lou Matelot ; mes coume èro al miè de la ribèro, decho l'abiroun, cambo large, peso de tout soun pes à dretto, à gauchò, e prenen souns lans, poussò per las espanlos lou presto à l'aigo que se d'oubris e se ferme ambé uno grando remelho, mes talèu lou presto remounto esparan lous bras sus l'aigo, lous els grands landos, la bouco douberto : graço, se disio ; per tant de pauras que m'espèron, graço !

Lou Matelot que belhabo, d'un pous de bergado lou tusto al froun ; lou cartounet ount èron las ostios s'èro doubert e las besion sus l'aigo

blancos e redoundos : Tè, baqui per tu e per toun Diu ! e lou passaire tustabo.

L'aigo à l'entour èro sannouso.

Es de creso que lou diable iè dounabo forço per que fusquet aro lèu à terro la sacoto à la man.

Qu'es dounc aço, se disio en prenen lou caliço, lou cibori e d'autros causos qu'i abio d'argen ou bermelhat ?

Chas el fèi parti la pèiro, alluco la candèlo e se berço un bèirat d'aigo-de-bito : à, tu caperan !

Se quauc'un abebo escuts de siès liuros, loubis d'or de vinto-quate e de quarante-houeït liuros èro be lou Matelot que lous poudio fa beso, arres mancabo dins l'oustal, mes grand moundo n'anabo i beso, despart quaucos uns coumo el per que èro cregnut de tous e qu'èro escoutat al district.

Aquelo terriblo e sannouso annado de quato-vint-treize s'acababo sens que nado journado pousquesse pourta quauco raïouns d'espouer dins lous cos atterats ; las gens sabebon pas coume bibèbon, perdudos qu'èron las idèios em'aques tems noubels sens dimenchos, aquelo decado que iè callio chiauma à peno de mort, nou i disèbo arres à l'amo et sabebon pas coume la passa : La Franço nado de san, lou Rèi l'abion escapitat. Qui dounc poudré diso ço que nou'n sourtiré de tout acò !

Dementre aquel tems, Matelot cutèbo pas de bebo, mes èro mai sourne, mai rusclo que jamai ; ço que se disio d'el dins lou clot de l'aurelho fasio courro fresilhouns. Se besèbo que quaucoumet lou troutabo. La neit ausibon souben bruts de batterios al tour de l'oustal, lous coutèls puntejabon, ço qu'auion pouscut escouta auio fèit quilha lous peus retto sus la testo e tourrat lou co.

Sens sabé, de cops, dins la neit, Matelot se lebabo, anabo à sous batèus : « Me sounon. » Passabo e se dintournabo tout capot sens digun ; poutan èi ausit, se disèbo el.

Soun cap se bachabo mai, debenio courcougnut, droumibo plus la nèit, susous lou prenion, tremblabo, se chamalhabo : « Qu'èi dit, damandabo, talèu que se rebelhabo ?..... »

Eron en plen co d'iber, la gibrado blanquibo la campagno, las nèits èron plenos de luno, en coumtant auion pouscut trouba qu'i abio un an dumpèi que lou capelan sounet lou passaire.

Aquesto nèit saré estat embarassan per diso ço qu'abio lou Matelot, mes n'espritabo pas dins soun lhet : « Me sounon, me sounon, te disi tenno. »

— Caduc, s'ès toustems cap birat, cluso bal mai.

Uno forço lou pouso, coume s'uno man de fer lou menio pel coupetoun, sat mai se drom ou belho ; marchò, sauto dins lou batèu, es espaurit, soun batèu bai dret coume uno sageto, iè coumpren arres, se ten al mitan, la bergado à la man. Al passadé, se pren à uno souco ; sous els soun grands ouberts : sous peus soun drets sus la teste ; claquon, sas dents : « Se... se... bou... lès... moun... ta !... »

La pòu l'empougno, nou bei arres ; daban lous jutins, las aubarèdos, lous biulos quilhats coume esqueletos tout acò gemis, se planh al ben. La luno de sas luous d'argen inoundo las costos, Garono e sous bords. La tourrado fei peta las soucos, e coume anabo lacha la que oun se tenio, es que bei mounta de darrèi la mato un grand sourel d'or qu'un presto bestit de blanc e or poutabo aut al bout das bras. Parechio la grandò ostio. Tout uno proucessioun seguis. ben cats al batèu. Quino filado de gens ! mes taucon pas terro, la rason das pès. Met pè sul batèu, lou presto. Touts lou seguisson. Matelot se reculo, abançon may ; pot plus recula, qu'abançon enquouro : n'es plen lou batèu, l'aigo flourejo lou bord. Bol crida, sa lengo nou pot arremuda.

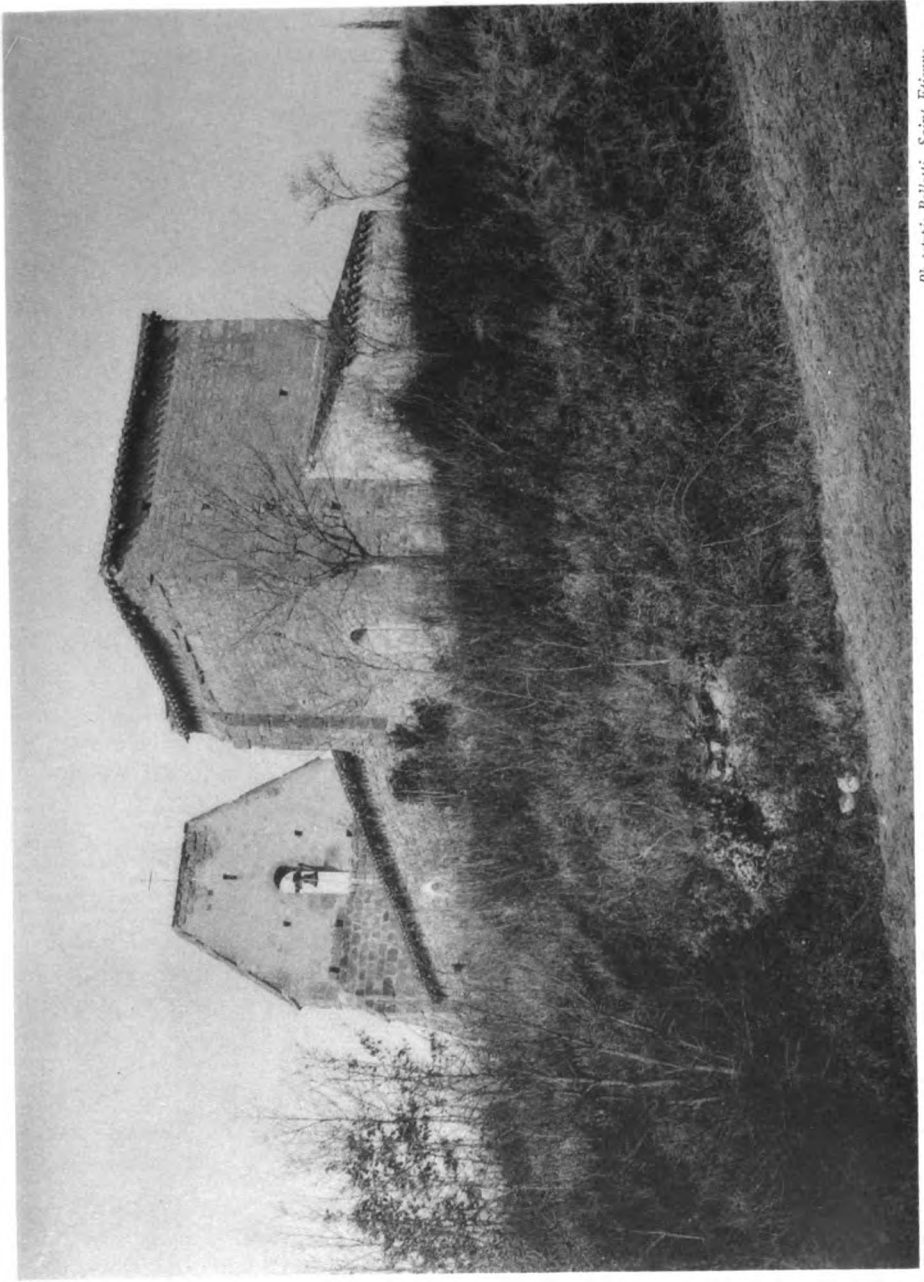
N'in manquo nat ; lous bei touts, lous counèi touts aqués qu'èron dintrats dins soun batèu. Soun presco touts marcats al froun de pous enquero sannous ; mes aqués els iè beson pas, aqueles boucos se droubon pas ; fan la proucessioun sus l'aigo rougido, aquellos ombros entouran lou grand sourel d'or.

L'aigo toumbo de retto forço dins lou gabarrot, nou pot fa un pleg, Matelot se sen perdut : graço ! graço ! se crido, e l'aire rapporte soun crit. Garono se doubre, uno grandò remelho la fermo.

Lou matin dins un ilot cat bat Tounens troubabon un gabarrot chabirat dins lous trousns d'ou jutins.

Ount anguet lou corps del Matelot digun zou sabout jamai.

Maurice JORET.



Phototypie Bellotti, Saint-Léger.

ÉGLISE DE SAINT-MÉDARD

Cliché Ph. Louvet.

DEUX VIEILLES ÉGLISES DE MONTPEZAT

I

SAINT-MÉDARD ⁽¹⁾

Le type de cette église est des plus archaïques et aussi des plus simples. Le chevet consiste en une petite tour carrée, sans autre décoration extérieure qu'une corniche, aujourd'hui très dégradée, formée d'un bandeau chanfreiné. Ce motif est reproduit à l'extérieur, à la retombée d'une voûte en berceau plein cintre.

La nef, remaniée sinon reconstruite au xiii^e siècle, est plus large et moins haute que le chevet avec lequel elle communiquait par une arcade plein cintre si étroite et si basse qu'on a cru devoir l'élargir à une époque récente. L'officiant ne pouvait être vu que par les fidèles placés dans l'axe de la nef.

L'église n'a pas de contreforts. Le revêtement de l'abside est en petit appareil barlong. Ce modeste édifice diffère de nos églises romanes et paraît antérieur à l'an mille. Il rappelle le type de certains petits temples païens. Les églises analogues dans le département sont celles de Saint-Sixte

(1) Cette petite notice, accompagnée de planches, doit être reproduite dans les appendices de l'*Histoire de Montpezat* par M. A. de Bellecombe, qui est actuellement sous presse.

(Saint-Martin de Boville) et de Marmont. Cette dernière, dont le chevet était aussi en petit appareil, a été malheureusement détruite il y a une quinzaine d'années.

Il existe aussi dans le département du Gers un certain nombre d'églises à chevet plat que M. Adrien Lavergne a rapprochées de la belle pile gallo-romaine de Roquebrune ⁽¹⁾. Dans l'une d'elles, celle de Mouchan, c'est une tour qui constitue le sanctuaire primitif.

II

SAINT-JEAN-DE-MONTPEZAT

Cette église romane, du ^{xii}^e siècle, est d'un type assez rare. Le sanctuaire, composé d'une abside et d'une petite travée de chœur, a la même largeur que la nef.

La façade a été refaite au ^{xiii}^e ou au ^{xiv}^e siècle et, vers la fin de la période gothique, on a établi un bas-côté à droite, en ouvrant deux arcades en brèche dans le mur de clôture. La partie romane est seule intéressante.

Le sanctuaire est voûté en demi coupole ovoïde et en berceau légèrement brisé. Cette brisure est reproduite dans l'arc triomphal à double retraite, porté par des murs de refend flanqués de demi colonnes.

Cinq arcades extradossées sur demi colonnes ornent le pourtour du sanctuaire, encadrant trois fenêtres. Au-dessus, un cordon de quatre rangs de billettes circule à la naissance des voûtes.

La fenêtre centrale, dans l'ébrasement de laquelle entrent

(1) *Peyrusse-Grande, Peyrusse-Vieille et Mouchan* (Gers). Extr. du *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*. Séance du 5 janvier 1897.



Cliché Ph. Lauzun.

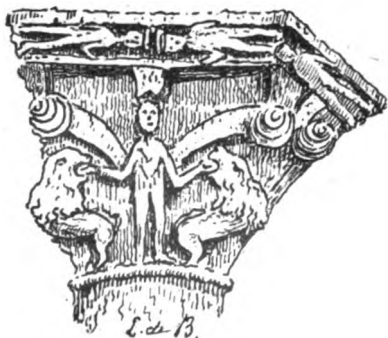
Phototypie Belloir, Saint-Etienne.

ÉGLISE DE SAINT-JEAN (MONTPEZAT)

quatre colonnettes, deux par deux, est remarquable par sa décoration. Les abaque de ces colonnettes forment un bandeau relié aux abaque des chapiteaux de l'arcature. Ce groupement est d'un grand effet, d'autant plus que, chaque pièce étant variée comme dessin, la porportion des creux et des reliefs est cependant si bien établie que l'ensemble est des plus harmoniques.

Tous les chapiteaux, au nombre de deux dans la nef et de dix dans le sanctuaire, mériteraient d'être dessinés ⁽¹⁾. Leur corbeille, d'un grand relief, est généralement ornée d'un rang de longues feuilles à la pointe en crochet; quelques-unes de ces feuilles sont plaquées d'entrelacs. Les volutes des angles, fort saillantes, se déroulent en colimaçon.

Rien n'égale la variété des motifs d'ornementation appliqués au fond des corbeilles et surtout aux abaque : des palmettes et des rinceaux sont combinés avec des entrelacs, des chaînons, des volutes opposées; le tout est exécuté de la façon la plus capricieuse et d'un si grand relief, que, vues de loin, ces



sculptures produisent l'effet d'une dentelle.

Quelques chapiteaux sont historiés. L'un d'eux, dans la nef, reproduit trois scènes de la vie de Jésus : la Visitation, la Présentation au Temple et le Baptême. Ce dernier sujet était tout indiqué, l'église étant placée sous le patronage de saint Jean-Baptiste.

Sur une autre corbeille (arc triomphal), c'est Daniel dans la fosse aux lions; il est accompagné de personnages, placés

(1) Nous en reproduisons deux, dessinés par notre excellent confrère M. Lac de Bosredon.

sur les côtés, dont le rôle est difficile à déterminer. S'agit-il de gardiens des bêtes fauves ou de curieux surpris de constater que le prophète est sain et sauf ? Sur l'abaque de ce chapiteau on a représenté des hommes couchés, opposés tête-à-tête, dont le costume est curieux.

Dans le sanctuaire, la tentation d'Adam et Eve est figurée de la façon la plus naïve. Un autre chapiteau fournit deux fois la représentation si fréquente d'un couple de colombes buvant dans le même calice. Ici le calice n'est pas une coupe mais un petit vase de forme très allongée.



Il est possible que la nef ait été primitivement voûtée. Deux chapiteaux qui en ont été arrachés, sans doute quand on a construit le bas-côté, gisent encore, fort mutilés, sous le porche de

l'église.

A l'extérieur, on peut constater la parfaite conservation des murs romans et surtout de l'abside, qui est flanquée de trois gros contreforts.

Saint-Jean était primitivement l'église paroissiale de Montpezat.

G. T.

LES RAFFIN D'HAUTERIVE

D'APRÈS LES REGISTRES PAROISSIAUX DE PINEL

En compulsant les *Registres paroissiaux* de Notre-Dame de Pinel ¹, dont Sainte Catherine d'Hauterive est l'annexe, registres qui vont de l'année 1595 à l'année 1791, j'ai rencontré, chemin faisant, un nombre important de documents relatifs à la famille des Raffin d'Hauterive, rameau, comme les Raffin de Perricard, de cette famille originaire du Rouergue qui a fourni des sénéchaux à l'Agenais et dont MM. G. Tholin et Ph. Lauzun ont récemment entretenu les lecteurs de cette *Revue* ².

Je publie ces documents tels que je les ai trouvés. Je les rapporte scrupuleusement et, selon leur importance, les uns, sous forme de résumés ; les autres, dans leur teneur authentique et avec un respect absolu du texte libellé par les curés ou vicaires rédacteurs.

Pour en faciliter la lecture, je me suis seulement permis de les grouper aussi méthodiquement que possible, afin d'éviter un pêle-mêle qui aurait augmenté un peu plus les difficultés de la matière. Quand je l'ai pu, j'ai illustré le texte de quelques notes que j'ai empruntées de droite et de gauche, soit aux archives de la paroisse de Casseneuil, soit à celles de la paroisse de Saint-Etienne de Faugères, soit encore aux travaux de M. J. de Bourrousse de Laffore ³ et de l'abbé Gerbeau, l'un dans ses études généalogiques, l'autre dans son

¹ Commune de Pinel-Hauterive, canton de Monclar d'Agenais.

² *Le château de Perricard*, par MM. G. Tholin et Ph. Lauzun (*Revue de l'Agenais*, 1898, p. 385).

³ *Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne*, par J. de Bourrousse de Laffore — *État de la Noblesse et des Vivant noblement* de la sénéchaussée d'Agenais (1717). (*Revue de l'Agenais*, t. XII et suivants).

Histoire de la Baronnie de Pujols, etc., et enfin au fonds laissé par Mlle Marie de Raymond.

Je ne me dissimule pas tout ce que ce travail, au point de vue de l'arbre généalogique des Raffin, offre parfois d'incomplet, d'insuffisant et peut-être aussi d'erroné dans les quelques explications que j'ai cru possible de fournir, et cela pour les raisons suivantes : 1° De l'année 1637 à l'année 1652, date de la mort de Françoise de Nort, femme de Jehan de Raffin ; 2° de l'année 1652 à l'année 1684 ; 3° de l'année 1765 à novembre 1789, les registres paroissiaux de Pinel et Hauterive fournissent peu ou pas de renseignements sur les Raffin. Il y a donc une première lacune de 15 ans (1637-1652) ; une seconde de 32 ans (1652-1684) ; une troisième de 24 ans (1765-1789), que j'ai en partie comblées. Pour réussir une pareille tâche, il faudrait une compétence, une érudition spéciales et aussi une série de documents que je ne possède pas et encore des richesses bibliographiques qui sont à la disposition des travailleurs des grandes bibliothèques publiques.

Ma tâche est suffisante qui consiste à publier ce que j'ai trouvé — *quid inveni*. —

L'histoire ne s'écrit qu'avec des documents certains. Ceux que je publie aujourd'hui n'ont qu'un réel mérite, l'authenticité.

Je ferai en dernier lieu remarquer que MM. G. Tholin et Ph. Lauzun écrivent les noms de *Raffin* de Perricard avec redoublement de la consonne médiane. Les Raffin ont écrit leur nom avec une simple consonne, comme en témoignent les nombreuses et constantes signatures des *Rafin* de Hauterive, sur les originaux, et ce, pendant tout le xvii^e siècle. Au xviii^e siècle, ils prennent la consonne redoublée. La première signature ainsi orthographiée est du 17 avril 1713, à l'occasion de la naissance de Jean-Hélène de Raffin.

I

Des deux châteaux que possédaient les Raffin de Hauterive au début du xvii^e siècle — je ne veux pas parler de ceux qu'ils possédèrent plus tard par leurs alliances avec les Villemon, les Fumel et les Cadrieu, lorsqu'ils ajoutèrent à leurs titres de seigneurs d'Hauterive et d'Ayguesvives¹ ceux de baron de La Roque Timbaut, Savi-

¹ Ayguesvives, commune de St-Pastour, canton de Monclar-d'Agenais.

gnac et Cessac, antérieurement à l'érection de la seigneurie d'Hauterive en marquisat; — de ces deux châteaux, dis-je, l'un, celui d'Ayguesvives, a été en partie démoli, l'autre a totalement disparu.

Le château d'Ayguesvives est très exactement orienté de l'est à l'ouest. Comme l'Eglise parallèle d'Ayguesvives, sa voisine, son aînée certainement, si du moins aucun château roman n'a précédé les restes de celui-ci.

Le château est assis sur le ressaut d'une protubérance qui s'avance en dos d'âne entre la grande Sône et la petite Sône, lesquelles vont se réunir en aval, à un kilomètre environ.

Le château est placé dans un délicieux paysage.

Sa façade principale est tournée vers l'est.

Celle de l'ouest regarde St-Pastour qui domine avec son clocher latéral bâti contre le mur méridional de l'Eglise.

Au sud, par une échappée de la Sône sur la vallée du Lot, on aperçoit au loin la tour carrée de Ste-Livrade, le chapeau octogonal, coiffé de briques rouges, de son clocher roman, le grand mur blanc de l'ancien monastère bénédictin et tout au bout de l'horizon, le Pech des Dangers de Castelgaillard, puis la tour royale de Dolmayrac, enfin la ligne fuyante de l'arête des côtes courrant dans la brume bleuâtre jusqu'au clocher de Montpezat, la grande baronnie de l'Agenais.

Au nord, surplombe le château de Roque-Gautier qui appartenait au commencement du ^{xvii}^e siècle à un Boissonnade, mari de dame Marthe Cortète de Prades; et tout près, à 300 mètres à vol d'oiseau, dans la même direction, sur un ressaut parallèle à celui du château la curieuse et vieille église d'Ayguesvives ¹.

Le château d'Ayguesvives était construit en pierres de moyen appareil: sa façade se développe sur une longueur de 25 mètres, interrompue à son milieu par un pignon triangulaire de construction récente qui a pris la place de deux étages, couronnés d'un comble, aujourd'hui disparus ².

A droite de l'entrée principale actuelle, située au milieu du bâti

¹ Elle date du début du ^x^e siècle, de l'époque où, après les affres que donnèrent les craintes de la destruction du monde, la terre se couvrit « d'un blanc vêtement d'Eglise ».

² Le château d'Ayguesvives, a appartenu avant les Ruffin, aux Bure de Burin et aux Béchou de Caussade et postérieurement, pendant le ^{xviii}^e siècle, aux Fleurans. Au baptême de Jean-Hélène de Ruffin (17 avril 1713), le qualificatif de *seigneur d'Ayguesvives* disparaît.

ment, on aperçoit une porte ogivale dont les pieds droits sont à demi enterrés et dont la baie est aveuglée par une maçonnerie de briques.

A la base du pignon et à droite encore, une autre porte ogivale identique, de la première époque toutes deux, de même facture, de même temps et de même style, aveuglée aussi.

Sur cette façade ont été percées au dernier siècle, pour accommoder le château au goût du jour, de grandes et hautes baies carrées aveuglées en partie depuis et où on a ménagé de mesquines ouvertures récentes, qui semblent plutôt des jours.

Sur la façade ouest, une terrasse au dessus d'un jardin et au dessous, des prés verts où sur la Sône on voit un moulin des seigneurs d'Hauterive et d'Ayguesvives, *la Moulinate*.

A l'intérieur du château, rien que de grandes pièces, dont quelques-unes coupées par des cloisons, hautes de cerveau, ne trahissant par aucun symbole extérieur ni par aucun blason, la noblesse des mattres primitifs. Voilà tout ce qui reste.

A Hauterive, tout a disparu.

Le château a été démoli à trois reprises différentes : vers 1815 d'abord ¹ puis vers 1830 et enfin le dernier coup de pioche qui détruisit le château jusque dans ses fondements fut donné en 1865 ² par Marcheval (Sylvestre) qui m'a fourni sur les lieux mêmes tous les renseignements qui suivent et dont le père, métayer chez M. de Laborie, avait commencé vers 1815 l'œuvre de l'irréparable destruction.

Le château était bâti sur une terrasse surplombant à pic le Lot sur sa rive droite, à 12 mètres environ de l'extrême bord du plateau. Sur l'emplacement on a établi un verger planté de pruniers et une luzernière.

La façade principale, du côté de l'est et de la rivière, avait 120 mètres de long sur une profondeur d'environ 20 mètres.

Le côté nord s'élevait au-dessus du ravin de la cascade qu'on appelle encore la gourgue et où existait un moulin démoli en 1864.

Des tours flanquaient le château aux quatre angles.

M. Marcheval ne se rappelle pas leur forme ou ronde ou carrée. Il se souvient seulement que, comme l'ancien château de Casseneuil, le sommet en était couronné de pavillons à briques plates.

¹ Le château appartenait à cette époque à M. de Laborie de St-Sulpice, gendre du dernier seigneur de Raffin.

² Ce qui restait du château appartenait à Mlle Gary.

Au-dessous de la terrasse du château coulent deux sources la *Source de la Fontaine* et la *Source du Vivier*, dont les eaux alimentaient le *Vivier* poissonneux creusé dans le rocher de grès tendre qui constitue la formation géologique sur laquelle Casseneuil et Hauterive sont assis. Le vivier existe toujours, mais dans un complet abandon. L'accès en est défendu par un fouillis d'orties brûlantes et de ronces armées de piquants.

Dans l'intérieur, le château était divisé par un corridor central le long duquel s'ouvraient les pièces du château. Le plafond en était lambrissé. On y voyait peints des pots de fleurs d'où s'échappaient des guirlandes encadrant de grands personnages, peintures qu'un artiste, de passage avant la démolition, reportait au commencement du *xvii^e* siècle.

Or sur l'arc triomphal de l'église d'Ayguesvives on voit encore des pots de fleurs d'où s'échappent les mêmes guirlandes et que M. le curé de Sennezelles, l'abbé Mauroux, rapporte à des peintres italiens qui barbouillèrent pas mal d'églises et entre autres celle de Ste-Livrade, du temps de Louis XIII. Les mêmes motifs de décoration d'une part et la suzeraineté des Raffin sur Hauterive et Ayguesvives permettent en toute vraisemblance de penser que les peintures du plafond d'Hauterive sortent des mêmes mains. Ces fresques d'Ayguesvives sont d'ailleurs sans valeur et, s'il est un regret à exprimer, c'est d'ignorer la qualité des personnages qui décoraient le plafond lambrissé du corridor du château d'Hauterive.

Il ne faut pas confondre le château dont nous venons de parler avec la haute tour qui s'élevait au *xiii^e* siècle sur la motte dont on voit encore le relief dans le bois d'Hauterive, sur la rive nord de la cascade et que M. G. Tholin a décrite dans la *Revue de l'Agenais*. Le traité de Paris de l'an 1229, après la guerre des Albigeois, en ordonna la destruction, comme conséquence des défaites de nos pères hérétiques.

Si l'on veut suivre topographiquement la série et l'ordre des divers emplacements des anciennes constructions aujourd'hui disparues, leur échelonnement du sud au nord était le suivant : le château des Raffin et le bourg qui y était adossé, l'église Ste-Catherine dont le carreau s'affaisse sur un sous-sol profondément excavé par les tombes des seigneurs d'Hauterive qui gisent du côté nord sous une modeste dalle de briques, le moulin, la Motte de la Tour

d'Hauterive et enfin le village de Boutoric, dont il ne reste aucun vestige, si cruellement ravagé par la peste de 1631 ¹.

II

Après les châteaux, les seigneurs.

Sur la branche des Raffin, seigneurs d'Hauterive et d'Aygués-Vives, Madame la comtesse de Raymond débute ainsi :

« Il est impossible de relier cette branche à celle de Péricart d'une façon positive mais il est probable qu'elle a pour auteur un fils puiné d'Arnaud de Raffin et de demoiselle de Salle de Pilles, chefs de la branche de Péricart. »

Arnaud de Raffin (5^e génération) épouse. d'après Madame de Raymond, Anne de Mairilhac.

De ce mariage naissent : 1^o Arnaud II, de Raffin, seigneur d'Aygués-Vives, chevalier de l'ordre du Roy ; 2^o Marie de Raffin, épouse d'Adrien de Salmon.

En 1575, le même Arnaud II épouse Marguerite Achard ².

De ce mariage naissent : 1^o Noble *Philippe de Raffin*, le premier seigneur que nous trouvons à Hauterive mentionné dans le 1^{er} cahier des *Registres paroissiens* qui va de l'an 1595 à l'an 1600 ; 2^o Marguerite de Raffin, femme de N... Majonnade.

Je reprends en ce point la généalogie des Raffin.

Dans les Registres paroissiaux de Notre-Dame de Pinel et de Sainte-Catherine de Hauterive. son annexe. on trouve à la date du 36 septembre 1595, comme parrain de *Philip Salmon, M^r d'Hauterive*.

A la date du 18 février 1596, *Mlle d'Hauterive*, ayant pour père M^e Gérauld Gaultier, juge dudit lieu, sert de marraine à Géraud Salmon, fils de Claude Salmon et de Marguerite Rey. M. d'Hauterive assiste à ce baptême.

Le 10 mai 1597, le vicaire de Pinel, Pierre Mouran, baptise à Sainte Catherine d'Hauterive un autre Jehan Salmon ³. Le parrain était François Salbaing, procureur du Roy à Sainte-Livrade qui de-

¹ Voir *Registres paroissiaux*, de Pinel.

² Voir Fonds Raymond n^o 24.

³ Ces *Salmon* ne seraient-ils pas parents par alliance de Marie de Raffin de Salmon dont parle Madame M. de Raymond dans la citation que nous avons faite plus haut ?

vait tenir au lieu et place d'un autre parrain, puisque le filleul ne porte pas son prénom. La marraine était Jehanne de Cadrès, dame de Paulhiac.

Parmi les témoins se trouvent *E. de Sainteric* et M. d'Hauterive.

Cette signature, *E. de Sainteric*, est-elle de Mademoiselle d'Hauterive ?

L'acte ci-dessus du 18 février 1596 est on ne peut plus explicite. L'acte désigne Mlle d'Hauterive comme *marraine* et au bas du même acte, à côté de la signature du prêtre Pierre Mouran, se trouve la signature *E. de Sainteric* accompagnée du qualificatif de *marraine*.

E. de Sainteric et Mlle d'Hauterive, sans contestation possible, ne sont qu'une seule et même personne. L'identification est certaine.

Quel était le nom de M. d'Hauterive, son mari ?

Il est facile de le savoir par le premier acte ci-dessus.

M. d'Hauterive est parrain de *Philip* Salmon et, comme le filleul, prend le nom de son parrain, M. d'Hauterive s'appelait *Philip*.

C'est notre Philippe de Raffin. Cette date de 1595 indique nettement qu'il était seigneur d'Hauterive à cette époque, qu'il avait pour première femme cette mystérieuse E. de Sainteric, sur laquelle je n'ai pu recueillir de renseignements, malgré toutes mes recherches, et qu'il eût ensuite pour seconde femme Anthoinette de Ranse, que nous allons retrouver.

III

D'après cette hypothèse, Philippe de Raffin était marié en secondes noces à Anthoinette de Ranse et ce, avant 1610.

De ce mariage naquirent trois enfants :

1° *Jean de Raffin*, né en 1610 ;

2° *Clayre de Raffin*, née en 1611 ;

3° *André de Raffin*, né en 1612.

Mme M. de Raymond place la naissance d'André avant celle de Claire, ce qui est une erreur, comme en témoignent les baptistaires suivants relatifs aux enfants de Philippe :

« Le dix huitiesme novembre mil six cent (*sic*)¹ feust baptize.

¹ Le millésime est incomplet mais la date n'en est pas moins sûre, les actes étant inscrits entre octobre et décembre 1618.

noble Jehan de Raffin, sieur d'Hauteripves huit ans environ fils à noble Philip et Anthoinette de Ranse¹ maries ont este parrins (un blanc) et (en blanc) estant en présence de (en blanc). »

« Le mesme jour et an feust baptizee damoyselle Clayre, sa sœur, aagée de sept ans ou environ ont este parrin (en blanc dans le texte).

« Le mesme jour et an feust baptize noble André son frère aage de six ans ou environ feurent parrins (en blanc dans le texte).

Lorsque ces baptêmes se firent, Philippe de Raffin, père de ces trois enfants était mort depuis quatre ans déjà, en janvier 1614.

Philippe fit son testament le 30 décembre 1613. Voici les extraits qu'en a faits Mme de Raymond et que je cite textuellement² :

« Je veux estre enseveli dans l'Eglise à Hauterive y donnant cinquante escus pour y fere tombeau...

« ... Je donne à ma femme l'administration de tous mes biens, sans qu'elle en puisse rendre compte mais comme il faut toujours faire un héritier je donne à Jean de Raffin mon aysne tous mes biens meubles et immeubles.

« C'est ma volonté et pour André mon second fils³ lui donne 2,000 escus... »

Autant à sa fille nommée Clère de Raffin, autant au posthume s'il y en a...

Substitue André à son frère aîné au cas où il mourrait sans enfants nés en légitime mariage.

Le testament était écrit de sa main. Il est aux minutes de Bélen-gier, notaire royal, à Agen, étude Despans.

Mme de Raymond ajoute que Philippe de Raffin mourut entre le 3 janvier et le 18. Nous avons découvert la date précise de sa mort dans le mortuaire des Registres Paroissiaux de Casseneuil, dans le volume qui va de 1614 à 1638.

Philippe de Raffin mourut le 5 janvier 1614, à Agen.

¹ Anthoinette de Ranse était le second enfant de Guillaume de Ranse, vicomte de Brouilhois, seigneur de la Perche, de Lacourt et de Plaisance, secrétaire du Roi et de la Reine. Il avait épousé Anthoinette Desnoyers (ou des Ecuyers, d'après J. Bourrouse de Laffore) de Gandilhac. (Fonds de Raymonds, n° 24. — J. B. de Laffore, in *Revue de l'Agenais*, t. XII, p. 125).

² Voir : Fonds de Raymond, n° 24.

³ Il appelle André son second fils, mais ce n'est pas son second enfant ; Clayre de Raffin est le second. — C'est ce qui a trompé Mlle M. de Raymond.

« Le cinquiesme du mois de janvier mil six cent quatorze est allé de vie à trespas noble Philip de Raffin ¹, seigneur d'Autheripve ez la ville et C^{ue} d'Agen et feust enterre audit Haulterivè le huictiesme du moys et an susdit. »

DELAROCQUE, vicaire.

PUJOLS prestre de Cassanel.

(Reg. Par. p. III — 1614-1638).

Thoinette de Ranse, sa femme, mourut le 1^{er} mai 1660 dans une vieillesse avancée :

« Le premier de May 1660 dame Thoinette de Ranse feust ensevelye dans l'Eglise d'Hauterive par M^e Miran nostre vicaire. » (Reg. Par.)

Elle avait survécu de huit ans à sa bru, Françoisse de Nort, morte le 2 mai 1652, comme nous le verrons ci-après.

IV

Jean de Raffin, fils aîné de Philippe et de Thoinette de Ranse, au

¹ Philippe de Raffin était sans doute le *Vieux Perricard*, comme on le nomme encore avec terreur à Hauterive, supposition d'autant plus forte que M. Marcheval, habitant du bourg, qui m'a fait le récit qu'on va lire, affirme qu'il était marié à une Ranse. Le vieux Perricard était un seigneur cruel. Les manants de sa seigneurie où il avait haute, moyenne et basse justice, lui devaient trois jours de corvée par semaine. On se transmet à ce propos de père en fils l'anecdote suivante qu'on rapporte à plus de deux cents ans en arrière, coïncidence encore fortement démonstrative de l'assimilation que nous faisons entre le Vieux Perricard et Philippe de Raffin : Un jour, il avait envoyé ses corvéables bêcher sa vigne de Pinel, établie sur une pente très raide. Il les obligea à commencer le bêcheage par le haut de la crête, la tête en bas, c'est-à-dire tournée vers la déclivité, afin d'empêcher, disait-il, les mottes soulevées par la bêche de rouler sur la pente. Fatigués de ce travail accablant, les corvéables s'assayaient de temps en temps sur le bout du manche de leurs bèches. Le lendemain, le Vieux Perricard leur fit remettre des bèches à extrémité armée d'une pointe. Les paysans plantèrent le manche en terre et s'assirent sur le plat de l'outil. Le seigneur courut à son château, fit chauffer à grand renfort de fagots la *grand'chambre* qui était au bout du corridor et les y enferma. Les malheureux furent obligés de jeter sur le sol leurs vêtements et jusqu'à leur chemise pour ne pas se brûler les pieds. Telle est la légende.

baptême de Jehan de Nomes (31 oct. 1613), dont il était parrain, prend simplement le nom de noble Jehan de Rafin.

Au baptême de Jean Perry (3 mai 1615), il accole à son nom la qualité de sieur d'Hauterive, ce que justifiait le décès de son père Philip survenu à Agen le 5 janvier 1614, des titres et des seigneuries duquel il héritait comme fils aîné ¹.

En 1637, nous trouvons Jean de Rafin, marié à Françoise de Nort.

Les registres de Pinel ne contiennent que la naissance d'un seul enfant mâle, *Jules César*, qu'on baptisait le 12 septembre 1637. Le père avait alors 27 ans.

» Le douziesme de septembre 1637 a este baptize noble *Julhes César de Rafin*, fils de noble Jehan de Rafin, seigneur d'Aulteripve et de Aygues Vives, *cappitaine au régiment de Guienne*, et de noble damoiselle Françoise de Nort. Parin noble Julhes César de Nort. Pour la marrine, noble Anthoinette de Ranse damoiselle ayeule dudit Julhes César.

(Ont signé)

Julhes César de Nort, parin
Toinette de Ranse, marine
Favols, présent
Caussade, présent
Garrigou, présent

Hauterive
Françoise de Nort, mère
Jean de Bechon
Gaultier, présent

FILHOLLY, vicaire ².

M^e de Raymond, qualifie Jehan de Rafin, de capitaine au régiment d'Anjou et on voit par l'acte précédent qu'à ce moment du moins (1637) il était capitaine au régiment de Guyenne.

Du 12 septembre 1637 au 2 mai 1652 les Registres paroissiaux ne contiennent la mention d'aucune autre naissance d'enfants mâles ou femelles issus de Jean de Rafin et de Françoise de Nort. Nous em-

¹ Le 11 décembre 1622, Jean de Rafin, seigneur d'Hauterive, était parrain de Jehan Salmon, qui avait pour marraine Jeanne de Cambes, femme de M. de Feuillade, sieur de Ménoyre (V. Reg-Par de St-Etienne de Fougères).

² La famille de Nort a fourni des magistrats au siège présidial de la sénéchaussée d'Agenais — et des consuls à la ville d'Agen. — Parmi les signataires, se trouvent donc un Deshoms, seigneur de Favols ; deux Caussade, Caussade et Béchon ; Gaultier, le juge d'Hauterive ; Garrigou, un notaire, qui a laissé son nom à une grande propriété située dans la vallée du Tolzat, au-dessous et au nord de Pinel.

pruntons aux travaux de madame de Raymond la descendance suivante :

2° Jean Louis de Raffin, dit le chevalier d'Hauterive ¹.

3° Jean Raffin, seigneur d'Ayguesvives, capitaine au régiment d'Anjou, mort en 1715, couvert de blessures.

4° Marie de Raffin que M^e de Raymond qualifie d'épouse de Louis de Cientat (30 avril 1661).

5° Claire de Raffin.

Le 25 octobre 1643, Jean de Raffin père assista à Sainte-Livrade au contrat de noble Charles Dangereux ² et de damoiselle Blaise de Roche. Sa femme Françoise de Nort mourut le 2 mai 1652.

« Le second du mois de mai susdit an, dame Françoise de Nort, femme de noble Jehan de Raffin feust ensevelie dans l'église d'Aute-rive. Elle fonda un obit par son testament et donna cinquante escus pour deux messes ».

V

Revenons maintenant au second enfant de Philippe de Raffin, Clayre de Raffin, sœur de Jean.

Le 31 octobre 1613, cinq ans avant son baptême à l'église d'Hauterive — elle n'était en effet qu'ondoyée — elle est marraine, avec son frère Jean, parrain, de Jean Nomes et tous les deux tiennent Claire de Tressel, le 21 novembre 1621.

On la retrouve encore, remplissant les mêmes fonctions et ayant pour compère Raymond de Cours, recteur de Cancon, au Baptême

¹ Par testament du 23 may 1674 (chez M^e Lalibert, notaire à Sainte-Livrade) il lègue à son frère noble Jean de Raffin, capitaine au régiment d'Anjou, qui suit, 8,000 livres et institue pour héritier général messire Jules César de Raffin, son frère aîné (Voir Fonds de Raymond n° 24).

² Il s'agit de Charles Dangeros, seigneur de Castelgaillard. On me permettra de relever une erreur de la page 352 du tome xix de la *Revue de l'Agenais* où il est question de messire Marc Antoine Géraud de Castelgaillard dont on indique le château de Castelgaillard, en face de Penne d'Agenais. L'erreur est complète. Le château de Castelgaillard appartenait à la paroisse de Cazeneuve, juridiction de Tombebout, et était situé en face de ce dernier château et au nord. J'ai, d'après les Registres paroissiaux de Cazeneuve et de Sainte-Livrade, toute la descendance des Dangeros de Castelgaillard.

de Raymond Gary, le 31 octobre 1627 et où figure parmi les témoins M^r de Ménoyre, sieur de Feuillade, de la paroisse de Saint-Etienne de Faugères.

Le 1^{er} novembre 1630, au baptême de Clere Vergnes, Clere de Raffin, marraine, est qualifiée de « *fame de Monsieur Desoulhiez.* »

« Le 1^{er} Novembre 1630 a esté baptisee Clere Vergne, fille de Jehan et de Jehanne Lauriere le parin noble Jehan Gaston seigneur de Montesquy de Castillionnes, la marine Clere de Raffin, *fame de Monsieur Desoulhiez.* »

(Ont signé)

Marine Clere de Raffin

Parin de Montesquieu

• Marie de Raffin témoin •

Comme on le voit, Clere de Raffin était femme de M. Desouliez qui n'est autre que le seigneur d'Houeillès, Alexandre de Monlezun ¹.

Parmi les témoins figure une *Marie de Raffin* qui est un quatrième enfant de Philippe de Raffin dont ne parlent pas les registres paroissiaux et qu'ignorait Mme de Raymond.

Le 8 février 1622, elle figure à titre de *marine* au baptême de Jehan Ferlus et enfin à son mariage, on y déclare que *Thoinette de Rause est sa mère.*

En effet le 21 octobre 1634, Marion de Raffin épousait noble Jehan de Boussac.

On l'appelait et elle signait : *Marion de Raffin* ou noble *Marion d'Hauterive.*

« Le vint et huictiesme octobre 1634 dans la chapelle du chasteau d'Auterive ie administre le Sainct Sacrement de mariage a noble

¹ Clere pourrait bien avoir été mariée en 1627 au plus tard, si on en juge par le baptême suivant où elle est qualifiée de *Madame* :

« Le dix neufviesme iour d'octobre mil six cent vint et sept a este baptise Pierre Salmon fils légitime et naturel de Philip Salmon et a este parrin Pierre de Lacrompe et marrine *Madame* Clere de Raffin

(Ont signé)

Lacrompe parrin

Clere Raffin

Landrivie

D'Auterive

Bichou

Coquet »

(M. le Président de Coquet avait une propriété dans la juridiction d'Hauterive. Il est porté au livre des tailles pour l'an 1662).

Jehan de Bousac, seigneur de Crampels et a mademoiselle Marion de Rafin la sainte messe fust dicte par moy en presance de Monsieur d'Autherive *soun frere* et de mademoiselle d'Autherive *sa mere* en foy de coy ay signe

FILHOLLY vicaire »

Ce « *Monsieur d'Autherive soun frere* » est Jean de Rafin, seigneur d'Hauterive depuis la mort de son père Philippe, en 1614, et « *sa mere* » était Anthoinette de Ranse qui, je le rappelle, mourut vingt-six ans après, le 1^{er} mai 1660.

Il faut donc ajouter un quatrième enfant à la nomenclature des rejetons de Philippe, Marion de Rafin. Il est probable qu'elle doit être classée la quatrième dans l'ordre des naissances. La présomption est d'autant plus sérieuse qu'on n'a pas oublié les termes du testament de Philippe. Après avoir donné 2,000 écus à André, il ajoute : « Autant à sa fille nommée Clere de Rafin. *autant au posthume s'il y en a* ».

L'enfant posthume, pressenti dans ses dernières volontés, était justement Marion.

Quant à André de Rafin, né en 1612 et troisième enfant de Philippe dans l'ordre des naissances, il disparaît. On ne rencontre plus son nom ni au livre des mariages, ni au livre des mortuaires. Mme M. de Raymond, de son côté, déclare « sa destinée inconnue »¹.

VI

Jules César (I) de Raffin, fils aîné de Jean de Raffin et de Clémence de Nort, seigneur haut justicier d'Hauterive, épousa Marguerite de Cieutat, troisième fille de Jean de Cieutat, seigneur de Villebeau, de Brauwal, du Roy, chevalier de l'ordre de St-Michel, lieutenant d'artillerie de France au département de Guienne et de Claire de Montalembert.

De ce mariage naquit Jean de Raffin qui suit.

Nous n'avons pu découvrir s'il y avait eu d'autres enfants.

M^{me} la comtesse de Raymond marie Jules César de Raffin en secondes noces avec *Clémence de Villemon*.

Les registres paroissiaux de Pinel et Hauterive contredisent cette

¹ *Loco citato*.

affirmation de la manière la plus formelle et sans discussion possible et font de *Clémence de Villemon* la femme de *Jean de Raffin*, fils de Jules César.

La descendance que nous avons relevée aux mêmes sources ne s'accorde pas avec les dires de M^{me} de Raymond et je n'essaierai même pas de les concilier, tant les dissidences sont inconciliables.

La descendance que nous donnons scrupuleusement est toute entière tirée des baptistaires que nous publions ci-dessous et justifiée par eux.

VII

Jean de Raffin, *seigneur d'Ayguesvives*, épouse *Clémence de Villemon*, de la famille des Villemon, seigneurs de la Roque Timbaut, avant 1684.

Il prend le titre de *seigneur d'Hauterive* du 18 février 1689 après la mort de son père survenue le 7 février de la même année. Il meurt lui-même à l'âge de 31 ans le 22 décembre 1690, ce qui reporte la date de sa naissance à l'année 1658 ou 1659.

De son mariage avec Clémence de Villemon, il eut :

1^o Jean de Raffin (24 juillet 1684).

2^o Marie de Raffin (31 août 1687).

3^o Marguerite de Raffin (18 février 1689) qui mourut le 31 décembre 1691, un an après son père.

4^o Magdeleine de Raffin (11 septembre 1690).

5^o et 6^o Enfin Jules (César) de Raffin et Claire Charlotte de Raffin, lesquels ne sont pas inscrits au baptistaire des registres de Pinel et Hauterive et dont la date de naissance est inconnue.

Voici la transcription des actes qui se rapportent aux naissances et aux décès dont nous venons de parler :

1^o « Le vingt quatriesme du mois de Mars, au susdit ¹, nasquit Jean de Raffin, fils naturel et légitime de Messire Jean de Raffin, *seigneur d'Ayguesvives* et de dame *Clémence de Villemon* et fust baptisé le 25^o dudit mois et an. Son parrin a eslé messire Jean de Raffin, grand oncle paternel ², premier capitaine du régiment d'Anjou et la marraine veuve Artémise de Nesmon, absents, les présentant,

¹ 1684.

² Ce grand oncle paternel, dont la naissance ne figure pas aux registres paroissiaux, était le frère de Jules César I, lequel M^{me} de Raymond appelle Jean de Raffin, capitaine au régiment d'Anjou (Voir plus haut).

Messire Jules de Raffin, *seigneur d'Hauterive*, et *dame Marguerite de Cieutat*, qui ont signé avecq M. Miran, curé...

FOURNIER, vicaire.

2° « Le 31^e d'Aoust, an susdit (1687) est née demoyselle Marie Anne de Raffin, fille de noble Jean de Raffin, *seigneur d'Ayguesvives* et de *dame Clémence de Villemon* mariés, son parrain a esté noble Jean de Villemon, son oncle; sa marraine dame Marie Anne de Laborde de Malartic, baptisée le 2^e de septembre par moy soub-signé. »

(Ont signé) :

De Villemon parein.

Ayguesvives père.

Miran curé ancien.

3° « Le 18^e de février (1689) nasquit Marguerite de Raffin, fille légitime de Messire Jean de Raffin, *seigneur d'Hauterive*, d'Ayguesvives, baron de Savignac et de *dame Clémence de Villemon* et fust baptizé le 20^e. Son parrain messire Alexandre de Monlesun, seigneur de Hollès et sa marraine damoiselle Claire de Rafin.

4° « Le onziesme de Septembre 1690 nasquit Magdeleine de Raffin fille naturelle et légitime de Jean de Raffin, chevalier, seigneur d'Hauterive et d'Ayguesvives et baron de Sévignac et de *dame Clémence de Villemon* et fut baptizée le mesme jour tenue sur les fons par M^r et M^{lle} d'Hauterive ses fraire et sœur et au nom de M^r et M^{me} de Castelvial par Miran curé ancien et raporte icy par

Fournier curé »

J'arrive maintenant à la preuve que Jean de Raffin a eu encore deux enfants, à naissance de date inconnue, à savoir Jules César de Raffin et Claire Charlotte de Raffin.

A la date du 14 mai 1707, Jules César de Raffin, *seigneur d'Hauterive*, fils de feu Jean de Raffin, (mort le 22 décembre 1690) et de *dame Clémence de Villemon*, passe un acte devant Géliou, notaire à Agen, avec sa mère veuve représentée par M^e Antoine Fraissengues, notaire royal à Sainte-Livrade (V.-J. de Bourrousse de Laffore. *Revue de l'Agenais*, t. xii, p. 208).

Jules César II de Raffin, seigneur-marquis d'Hauterive, était probablement le premier rejeton de Jean de Raffin et de Clémence de Villemon.

M^{me} M. de Raymond l'indique comme l'ainé des enfants de Clémence de Villemon qu'elle marie bien à tort, comme nous l'avons vu, en secondes noces, avec Jules César I.

Le frère de Jules César II, nommé Jean de Raffin, que M^e de Raymond donne comme le second enfant de Clémence de Villemon, et qu'elle fait chanoine de Saint-Caprais d'Agen, était-il cet abbé d'Hauterive, qui figure tantôt comme témoin, tantôt comme officiant dans les Registres paroissiaux et qui signe *l'abbé d'Hauterive* ?

Quant à leur sœur Claire Charlotte, il est impossible, en l'absence de documents, de déterminer son rang dans l'ordre des naissances. Son acte de mariage démontre sa filiation.

Le 15 septembre 1712, Claire Charlotte de Raffin épouse le sieur de Rebessac. Elle est qualifiée dans l'acte de fille de *Jean de Raffin* et de *dame Clémence de Villemon* :

» Le quinziesme septembre 1712 j'ay imparti la benediction nuptiale à messire Gratien Dordé sieur de Rebessac et à demoiselle Claire Charlotte de Raffin fille naturelle et légitime de *messire Jean de Raffin* seigneur dudit Hauterive et de *dame Clémence de Villemon* après avoir flancé à l'église d'Hauterive et les proclamations faites de part et d'autre avec certificat du sieur curé de Saint-Pierre del Pech sans qu'il y ait eu aucune oposition, en présance de M. Laduie et M. Cadrés de Tremons qui n'ont signé ny les parties parce que je n'avois point de registre. A Hauterive par moy Fraissengues vicairé d'Hauterive ¹.

Pour terminer ce qui a trait à Jean de Raffin, voici l'acte de décès de ce dernier :

« Le 22^e de décembre 1690 mourut messire Jean de Raffin, seigneur d'Hauterive et d'Aygues Vives et baron de Savignac, age d'environ 31 ans et fut enterre dans l'église d'Hauterive en présence d'Antoine Dalidou campanier et d'autre Anthoine Monteils tisseran...

FOURNIER, curé ².

Sa femme, dame Clémence de Villemon, vivait encore en 1714. Le 25 avril de cette année, elle était marraine de sa petite fille Clémence de Raffin.

¹ De ce mariage naquit à Hauterive, le 13 mai 1713, Clémence Dordé : « Le 13^e du mois de May 1713 naquit Clémence Dordé, fille naturelle et légitime de Messire Gratian, sieur de Rebessac et de dame Claire Charlotte de Raffin et fut baptizée par moy curé soubssigné le lendemain. Son parrain Monsieur Labé d'Hauterive au lieu et place de Messire (en blanc) Dordé sieur de St Pierre et sa marraine dame Clémence de Villemon grand'père et grand'mère de la mariee. »

² M. J. de Bourrousse de Laffore indique le mariage d'une Jeanne de Raffin d'Hauterive (vers la fin du xvii^e siècle ou le commencement du xviii^e) avec

Nous avons dit que Jules César I de Raffin père de Jean de Raffin était mort le 7 février 1689. La mère de Jean, Marguerite de Cieutat, était morte l'année précédente, le 1^{er} août 1688.

Je transcris ici les actes de ces deux décès : « Le 1^{er} août (1688) dame Marguerite de Cieutat mourut le chasteau du lieu (*sic*) d'apoplexie et fut ensevelie le v présents Anthoine Dalidou et André Séguy. »

« Le 7^e de février (1689) est mort messire Jules de Raffin, seigneur d'Hauterive, d'Aygues Vives et de Savignac ¹ et a esté enterre dans l'église d'Hauterive... »

FOURNIER curé.

VIII

Messire Jules César II de Raffin, fils de Jean et de Clémence de Villemon, continue la descendance directe.

Jules César épouse en 1711 Suzanne de Fumel-Montaigu, fille de François de Fumel et de Jeanne de Caumont.

Suzanné mourut le 22 mai 1723 et son mari, Jules César II, qui, dans un acte du 22 mai 1728, est dit *habitant d'Agen*, mourut 37 ans après, le 26 novembre 1760.

M^{me} de Raymond ne lui donne *qu'un fils unique*, Arnaud Augustin, qui est en réalité le quatrième.

De ce mariage naquirent 7 enfants dont les baptistaires se trouvent inscrits aux registres paroissiaux de Pinel et Hauterive :

François, comte de Narbonne Lara, seigneur de Massanès, sieur de Gandaille. (*Revue de l'Agenais*, t. XII, p. 120. — *Etat de la noblesse*, etc.)

Mme M. de Raymond fait de cette Jeanne une fille de Clémence de Villemon.

Elle donne encore à cette dernière une autre fille, N... de Raffin, mariée à Henri-Ignace comte de Montalembert, et un autre enfant mâle, Charles de Raffin, qualifié aussi de seigneur d'Hauterive, mari de..., et qui aurait eu pour fille Cécile de Raffin, mariée, en 1761, à Jean-François de Calvimont.

Les registres de Pinel et Hauterive sont muets sur ces trois derniers enfants, Jeanne, N... de Raffin et Charles de Raffin.

Si Jean de Raffin a eu de Clémence de Villemon ces neuf enfants, il faudrait faire remonter son mariage à 1680 ou 1681 au plus tard.

¹ Savignac et non Sauvignac, comme l'écrit J. de Bourrousse de Laffore.

- 1° Jean Hélène de Raffin, né le 17 Avril 1713.
- 2° Clémence de Raffin, née le 25 Avril 1714.
- 3° Jean-Baptiste de Raffin, né le 13 Avril 1715 ¹.
- 4° Arnaud Augustin de Raffin (28 Août 1717).
- 5° Françoise Eléonore (8 sept. 1718).
- 6° Marie Magdeleine (1^{er} oct. 1720).
- 7° Louis de Raffin (28 décembre 1721).

Je transcris littéralement le premier de ces actes et je résume les autres :

1° « Le dix et septiesme du mois d'avril 1713 nasquit Jean Hélène de Raffin, fils naturel et légitime de messire Jules César chevalier seigneur d'Hauterive et baron de Savignac et de dame Suzanne de Fumel et fut baptize le 23^e desdits mois et an, monsieur l'abbé d'Hauterive le présentant pour haut et puissant seigneur Jean de Raffin, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, brigadier des armées du Roy, sous-lieutenant et commandant à Sedan, son parrin ² et sa mareine damoiselle Hélène de Fumel ³ es présences des sousignés.

C. de Villemon.

D'Hauterive père.

L'Abbé d'Hauterive ⁴.

De Rebessac.

Hélène Fumel.

Barroussel.

Cl. de Raffin.

Barroussel.

Fournier, curé.

¹ Onze jours après la naissance de Jean-Baptiste, sa mère Suzanne de Fumel, relevant à peine de couches, remplit les fonctions de marraine au baptême de Jules Mourgues (24 avril 1715) et signa : *Fumel d'Hauterive*.

² Ce Jean de Raffin doit être le grand oncle de Jules César II que nous avons vu porter le titre de Capitaine au régiment de Guienne et suivant M^{me} de Raymond, celui de Capitaine au régiment d'Anjou, soldat qu'elle dit être mort, couvert de blessures, deux ans après, en 1715.

³ A la date du 20 juillet 1717, on trouve le mariage à Hauterive de dame Hélène de Fumel avec messire Louis de Carabelles. Le curé y mentionne les certificats de publication des bans par MM. les curés de Saint-Etienne de Villeneuve pour Durand de Carabelles et de Saint-Pierre de Tourtrès pour Hélène de Fumel. A ce mariage étaient présents les témoins suivants qui ont signé : Feytou ; Dalisbert ; Fumel ; Dalisbert ; De Hauterive ; Carabelles ; Galaup du Marais ; Fumel de Hauterive ; Carabelles, curé de Moncessac ; Forgaron Niore ?

⁴ L'Abbé d'Hauterive figure plusieurs fois dans les registres paroissiaux à titre d'officiant commis pour des baptêmes et des mariages. Son prénom ne s'y trouve pas. Il est toujours désigné comme ci-dessus,

2° Naissance de Clémence de Raffin (27 avril 1714), baptisée le 1^{er} mai. Parrain : François de Feytoux, escuier, seigneur de Feytoux. Marraine : Dame Clémence de Villemon, sa grand'mère.

Comarque, vicaire.

3° Naissance de Jean-Baptiste de Raffin (13 avril 1715). Baptême le 16. Parrain : Jean-Baptiste de Villemon, seigneur et baron de Laroque-Timbaut et de Cessac, conseiller du Roy, général en les cours des Aydes de Bordeaux. Marraine : Dame Marie de Raffin de Cieutat ¹.

4° Naissance d'Armand-Augustin de Raffin (28 août 1717), fils de messire Jules César de Raffin, seigneur d'Hauterive, Laroque-Timbaut ² Savignac et Cessac et de Suzanne de Fumel. Baptême le 1^{er} septembre. Parrain : Messire Armand Durand de Carabelles. Marraine : Dame Claire de Raffin de Rebessac.

Ont signé :	Carabelles.	D'Hauterive, prestre.
	Claire de Raffin de Rebessac.	Rebessac.
	Fumel Dalisbert.	Dalisbert.
		Fournier, curé.

5° Françoise Eléonor de Raffin, née le 18 septembre 1718, baptisée le 19 septembre. Tenue par messire Gratian de Dordé de Rebessac et par dame Eleonor de Lussan de Fauguerolles.

« Et fut baptisée par moy.

D'Hauterive, prêtre ».

6° Naissance de Marie Magdeleine de Raffin (1^{er} octobre 1720). Baptisée le 2 octobre. Parrain : Guilhem Gary. Marraine : Anne Marcadette ³.

7° Naissance de Louis de Raffin (28 décembre 1721). Parrain : Messire Louis de Durand de Carabelles. Marraine : Dame Anne de Galaup, mère du Seigneur de Carabelles. « L'Office fait par l'Abbé de Hauterive ».

¹ Elle était femme de Louis II de Cieutat, baron de Pujols et de Brauval.

² C'est la première fois qu'on rencontre ce titre de Seigneur de Laroque-Timbaut et de Cessac.

³ Nous ferons remarquer que les prénoms de la baptisée ne répondent pas au prénom de la marraine.

IX

D'après J. de Bourrousse de Laffore (Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne. T. iv. p. 424). Messire Arnaud Augustin de Raffin, chevalier, marquis d'Hauterive¹, baron de Laroque-Timbault et autres places, épousa le 8 septembre 1739, Marie Anne de Lard de Rigoulières, qui mourut le 2 juin 1742,

Cet *Arnaud* est certainement le même que celui que nos registres de Pinel appellent *Armand* Augustin de Raffin, 4^e enfant de Jules César de Raffin et de Dame Suzanne de Fumel, lequel épousa plus tard, le 4 février 1749, noble Dame Marie Joséphe Charlotte de Cadrieu, *en secondes noces*.

De son premier mariage, il eût 1^o Demoiselle Marguerite de Raffin ; 2^o Cécile de Raffin, dont les baptêmes ne sont pas rapportés mais qui figurent dans les Registres aux baptêmes de leurs frères du second lit, Arnaud Jean Louis Joseph et Arnaud Louis Jules, comme leurs sœurs *consanguines*, ainsi qu'on le verra dans les actes rapportés ci-dessous.

Du mariage d'Arnaud Augustin de Raffin et de Marie Joséphe Charlotte de Cadrieu sont issus, d'après M^e de Raymond, les enfants suivants :

1^o Jean Louis de Raffin, page du Roi.

2^o Arnaud Jean Louis Jules de Raffin, marquis, dit le chevalier et qui doit être celui qui épousa Mademoiselle de Beaumont (du Repaire).

3^o Alphonse de Raffin, chevalier, puis marquis de Raffin, mort à Rosery (près de Sembas).

4^o Marie Louise de Raffin, qui épousa Joseph François de Mothe de Blanche.

5^o Marie Julie de Raffin, qui épousa Jean François de Laborie de Saint-Sulpice.

Ce qui porte à sept le chiffre des enfants de deux lits.

Nos registres paroissiaux donnent du second lit les enfants suivants :

¹ C'est la première fois qu'apparaît ce titre de Marquis dans les Registres paroissiaux. Mais Jules César II de Raffin, le père, le portait déjà.

1° Arnaud Jean Louis Joseph de Raffin, né le 4 septembre 1753.

2° Arnaud Louis Jules de Raffin, né le 20 octobre 1753,

3° Suzanne Victoire de Raffin, née le 16 juin 1765, qui ne figure pas ci-dessus.

Le premier baptême est ainsi libellé :

1° Le quatre septembre 1753 est né Arnaud Jean Louis Joseph de Raffin, fils naturel et légitime de Messire Arnaud Augustin de Raffin chevalier seigneur marquis d'Hauterive et de dame Marie Josephe Charlotte de Cadrieu et a été ondoyé dans le château d'Hauterive par permission de Monseigneur l'Evêque le même jour. Les cérémonies ont été suppléées le troisième octobre de la même année dans l'église dudit lieu. A été son parrain messire Arnaud Jean Louis de Cadrieu son ayeul maternel et sa marraine damoiselle Marguerite de Raffin sa sœur consanguine. Qui ont signé.

Raffin, père ; Cadrieu de Raffin, mère.

Cadrieu, ayeul et parrein.

Marguerite de Raffin, marreine ; Cecille de Raffin.

Béchon de Caussade ; Barroussel.

Fraissengues, vicaire. »

Je résume les autres actes de baptême :

2°. — 20 octobre 1755. N. de Armand Louis Jules, ondoyé ce même jour. Baptisé le 18 novembre. Parrain : Messire Arnaud Jean Louis de Guiscard, chevalier, seigneur de la Bourlie. Marraine : Demoiselle Cécile de Raffin, sa sœur consanguine.

(Ont signé.)

Raffin d'Hauterive, père.

Cadrieu de Hauterive, mère.

Le Vicomte de Guiscard Cadrieu, parrin. D'Hauterive, marraine.

De Cadrieu.

Cadrieu, ayeul maternel.

3° Le 16 juin 1766. B. de Demoiselle Suzanne Victoire de Raffin. Parrain : Messire Jean Arnaud Louis Joseph de Raffin, père. Marraine : Demoiselle Suzanne Armande Durand de Carabelles.

A une date antérieure, 12 mai 1762, jour du baptême de Jules Villeneuve, le parrain de ce dernier est Jean Jules de Raffin et la marraine Julie Josèphe de Raffin, probablement la même que M^e de

Je ferai remarquer 1° qu'Armand Augustin prend ces titres du vivant de son père Jules César, mort en 1760, comme on le verra plus bas ; 2° que ses frères aînés ont dû disparaître.

Raymond appelle Marie Julie de Raffin qui épousa Jean François de Laborie. Suzanne Victoire, née en 1765, serait donc sa sœur cadette.

Nous avons dit que Jules César II de Raffin mourut en 1760. Nous transcrivons ici l'acte de son décès :

« Le 26^e novembre 1760 est décédé Messire Jules César de Raffin, marquis seigneur d'Hauterive, de Savignac, Laroque-Timbaut et autres places à Agen¹ et a été transporté à Hauterive où il a été inhumé dans l'église le vingt-sept dudit mois et en présence de Jean Chopis, Jean Baptiste Chiron, Guillem Menaud qui ont déclaré ne savoir signer de ce requis par moy.

Veyssier, curé ».

X

A partir de l'année 1765, les Registres paroissiaux ne contiennent plus rien sur les événements familiaux des Raffin d'Hauterive.

Le château paraît abandonné de ses maîtres².

Les domestiques et les intendants seuls les représentent.

Un valet du château, Gabriel Dupuy, y meurt le 19 Août 1770, et on rencontre en février 1776 le nom de l'homme d'affaires de Monsieur le marquis d'Hauterive, le sieur Michel Vielmont.

Et c'est tout.

Treize ans après, le 9 novembre 1789, la communauté d'Hauterive arrête « qu'il serait présenté à Monsieur de Hauterive, seigneur du « présent lieu, une adresse par laquelle il serait prié de notifier à la « communauté les titres en vertu desquels il jouit de la maison commune servant actuellement de logement au musnier de Pinel »³.

Le citoyen Payri fut investi de cette mission.

Les temps sont bien changés depuis le vieux Perricard !

¹ On se souvient que son grand ancêtre Philippe de Raffin était aussi mort à Agen en janvier 1614 et transporté à Hauterive. Celui du marquis Jules César II y fut aussi transporté et y arriva le lendemain de la mort et non trois jours après.

² En 1781, messire Armand Augustin de Raffin habitait Villeneuve, paroisse Sainte-Catherine.

³ Le moulin à vent de Pinel est démoli depuis une dizaine d'années. Il était situé à l'est de l'église sur une butte conique. A l'ouest de l'église se trouve la maison commune.

Voilà une communauté qui, avec sa fierté citoyenne, demande au Seigneur, au haut et puissant Seigneur marquis d'Hauterive, de vouloir bien produire ses titres !

La nouvelle royauté maintenant, c'est la royauté populaire ¹ !

Dr L. COUYBA.

Quelques années avant 1789, le dernier marquis, pendant qu'il résidait à Hauterive, fit arranger divers outils agricoles par le forgeron Béboulène, dont l'arrière petit-fils en ligne féminine exerce encore la même profession dans le bourg. Béboulène les lui rapporta le lendemain. C'était un ouvrier de force peu commune et d'un caractère emporté. Le Seigneur marquis mécontent de son travail, jeta ses outils à terre et le bâtonna avec sa canne, comme au bon vieux temps. Béboulène furieux se jeta sur lui, le roua de coups et le laissa pour mort sur la place. Il se hâta, le jour même de partir pour l'Espagne où il resta deux ou trois ans avant de rentrer.

ITINÉRAIRE RAISONNÉ

DE MARGUERITE DE VALOIS EN GASCOGNE

(1578-1586)

PRÉFACE

Les Archives Nationales, à Paris, renferment un document inappréciable pour l'histoire de la seconde moitié du xvi^e siècle : ce sont les Comptes de la Reine de Navarre, Marguerite de Valois, première femme d'Henri IV.

Sous ce titre, *Trésorerie et Recepte générale des finances et maison de la Reine de Navarre*, ils comprennent, sous la cote KK, vingt-huit volumes grand in-4°, du n° 158 au n° 186 inclusivement, s'étendant de l'année 1572, date du mariage de Marguerite, à l'année 1611, qui ne précède que de quatre ans celle de sa mort.

Tenus avec la plus scrupuleuse exactitude par les contrôleurs généraux, nommés à cet effet par la Reine, ces comptes établissent année par année, mois par mois, jour par jour, d'abord les recettes advenues, puis, beaucoup plus nombreuses et aussi détaillées que possible, les dépenses, dépenses générales, avec « *l'estat des gaiges des dames, damoiselles, gentilhommes et aultres officiers de la Royne de Navarre, seur unique du Roy* », dépenses privées, relatives à l'entretien journalier de ladite dame et de sa suite, à ses toilettes, à ses menus plaisirs, etc., principalement à ses déplacements et à ses voyages.

C'est cette dernière partie qui, incontestablement, offre le plus grand intérêt, d'autant que, à peine indiquée par un très petit nombre d'écrivains qui se sont occupés de cette princesse, elle n'a encore jamais été publiée *in-extenso*. Et pourtant on y trouve l'énumération, sûre et précise, de chacune de ses étapes, avec le nom du lieu où elle dîne, où elle soupe, où elle couche.

On comprend quelle utilité s'attache à la publication d'un semblable document, qui, s'il avait été plus souvent consulté, aurait évité à bien des auteurs, passés et présents, des erreurs souvent grossières, qui se sont glissées dans leurs ouvrages. Aussi que de contradictions n'aurons-nous pas à relever ! Quel jour nouveau ces pièces ne vont-elles pas jeter sur les faits et gestes de Marguerite, sur ceux de sa mère, alors qu'elle séjourne auprès d'elle, sur ceux de son mari surtout, dont l'itinéraire, depuis longtemps publié, va se trouver quelquefois modifié, très souvent complété.

« Pour fixer l'itinéraire d'Henri IV, écrit Berger de Xivrey dans sa préface, j'ai trouvé des secours, *que rien n'aurait remplacés*, dans le journal de sa dépense, con-
servé à Pau et embrassant les années écoulées de 1576 à 1589 » ⁽¹⁾. Dignes pendants des comptes du Roi de Navarre, ceux de sa femme constituent les plus solides jalons d'une histoire au jour le jour de cette aimable princesse, que puisse rencontrer celui qui tenterait encore de l'écrire et que ne rebutteraient pas les nombreuses pages qui déjà lui ont été consacrées.

Cette tâche, un instant, nous avons songé à l'entreprendre, ayant pendant plus de dix ans amassé à cet effet tous les matériaux nécessaires. Des circonstances, indépendantes de notre volonté, nous ont empêché de la mener à bonne fin.

(1) *Recueil des Lettres missives d'Henri IV*, par Berger de Xivrey, t. I, préface, p. xxvii.

Néanmoins, comme il serait regrettable que les historiens futurs de la Reine Marguerite ne profitassent pas des documents que nous possédons, nous croyons utile de livrer aujourd'hui, une fois de plus, à la publicité la plupart de ceux qui concernent plus spécialement son séjour en Gascogne. C'est l'époque qui pour nous offre un attrait tout particulier et que ses panégyristes, comme elle-même d'ailleurs dans ses charmants Mémoires, ont le plus négligée.

L'itinéraire de la Reine Marguerite durant cette période, que nous allons publier in-extenso d'après ses livres de comptes, formera donc une suite aux Lettres inédites d'elle que nous avons déjà fait connaître ⁽¹⁾, en attendant peut-être qu'un jour nous publions toute sa correspondance.

Nous allons la prendre au mois d'août 1578, alors qu'elle quitte la Cour de France et que Catherine de Médicis la ramène officiellement à son époux. Mais durant ces dix mois qu'elle demeure avec elle, elle s'efface totalement devant la Reine-Mère, dont la curieuse correspondance, que vient de publier M. le comte Baguenault de Puchesse dans le tome vi des *Lettres de Catherine de Médicis* ⁽²⁾, nous sera pour cette période d'un précieux secours.

La Reine de Navarre n'entrera véritablement en scène qu'après sa séparation d'avec sa mère, en mai 1579. Nous la suivrons, accompagnant son mari à Pau, le soignant malade à Eauze, et venant prendre possession, dans l'été de cette année, de son château de Nérac.

Mais, comme le long séjour qu'elle y fera durant deux

(1) *Lettres inédites de Marguerite de Valois, tirées des Archives de Condom* (Auch 1881). — *Lettres tirées de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg et publiées par la Société historique de Gascogne* (Auch, 1886).

(2) On sait que M. le comte Baguenault de Puchesse a été chargé de continuer pour la *Collection des Documents inédits de l'Histoire de France* la magistrale publication des *Lettres de Catherine de Médicis*, commencée par M. le comte Hector de La Ferrière dans les cinq premiers volumes (1559-1577).

ans, pourrait paraître par trop monotone, nous aurons pour l'égayer la chronique scandaleuse de cette époque et les Mémoires des principaux personnages, chefs des deux partis rivaux, relatant les plus petits détails de la vie du couple royal, ses brouilles, ses réconciliations, les intrigues amoureuses de chacun, leurs visées politiques, les causes si diversement appréciées de la guerre des Amoureux, les exploits d'Henri de Navarre, les négociations de la paix de Fleix auxquelles Marguerite prit une si importante part, le séjour à Coutras et à Cadillac, le retour à Nérac, la passion d'Henri pour Fosseuse, le voyage à Bagnères, la rupture entre les deux époux et finalement le retour de Marguerite à Paris.

Ce sera, jusqu'en ce milieu de l'an 1582, ce que nous appellerons l'époque heureuse de son existence, celle où encore respectée de tous les partis la Reine de Navarre en imposa à son entourage et joint à sa réputation de politique habile, qui a su rendre à son mari plus d'un signalé service, celle de protectrice des Lettres et des Arts, où elle excellait elle-même. Sa correspondance, du reste, en grande partie inédite, viendra à l'appui de ces multiples révélations.

Si son éloignement de la Cour de Nérac nous fait passer rapidement sur les derniers mois de l'année 1582 et les sept premiers de l'année suivante, en revanche, une abondante moisson de documents nouveaux viendra éclairer les causes de son départ subit en août 1583, sa querelle avec le Roi son frère, l'insulte qu'elle reçut de lui, et les longues et délicates négociations qui s'engageront entre la Cour de Navarre et la Cour de France au sujet de sa réconciliation avec son mari. Chacune de ces pénibles étapes sera marquée soit par quelque-une de ses lettres, soit par les relations diplomatiques des ambassadeurs étrangers, notamment celles des envoyés Toscans et Vénitiens, qui remettront plus d'une fois au point les dires souvent erronés et jusqu'ici seuls accrédités des chroniqueurs du temps.

L'année 1585 ne sera point la moins intéressante. Aux nombreux documents déjà publiés sur Marguerite durant cette année néfaste, nous en ajouterons quelques autres que nous fourniront, soit ses missives de plus en plus douloureuses, soit les Archives municipales des villes qu'elle traversera. A Agen notamment, qu'elle habitera plus de six mois, la série est loin d'être épuisée. Et nous verrons, pièces en mains, ce qu'il faut accepter des versions plus ou moins fantaisistes qui jusqu'à ce jour ont raconté le siège de Ville-neuve, l'émeute de septembre dans les rues d'Agen, la fuite précipitée et misérable de la malheureuse Reine vers les montagnes d'Auvergne. Nous la suivrons avec tout son train d'Agen à Carlat, de Carlat à Ibois, et d'Ibois au château d'Usson, ne la laissant qu'au moment où les portes de cette sombre forteresse se refermeront sur elle pour plus de vingt années.

De même que dans les comptes d'Henri IV à Pau, quelques lacunes se rencontrent dans ceux de la Reine de Navarre, qui s'arrêtent brusquement souvent à une date des plus intéressantes de son existence. D'autres documents heureusement nous permettront de les compléter. Ainsi, le volume 163, comprenant l'année 1528, finit au 23 novembre. Les lettres de Catherine de Médicis, que sa fille accompagnait à cette date, se substitueront facilement aux pages envolées. Une autre fois, les Comptes de la Reine et avec eux son itinéraire s'arrêtent au 9 juillet 1579 pour ne reprendre qu'au 12 août. La correspondance des deux époux nous viendra à ce moment en aide. Enfin la partie relative aux différents séjours de Marguerite durant toute l'année 1581 fait totalement défaut au volume 168 des Archives nationales. En revanche, nous avons été assez heureux pour retrouver une bonne partie de ce registre, égarée aux manuscrits de la Bibliothèque Nationale, dans le volume 11,494 du fonds français.

Ainsi, malgré ces quelques vides faciles à combler, vivrons-nous, durant huit années, dans l'intimité de la Reine Marguerite. Ainsi la suivrons-nous jour par jour et pour ainsi dire pas à pas dans ses longues pérégrinations à travers notre pays, tantôt heureuse et fière, insouciant, amoureuse, tantôt remuant, capricieuse, aspirant à jouer un rôle politique, désabusée, tombant de chute en chute, délaissée par sa mère, par son frère et par son mari, et à ce point abandonnée de tous « que sa vie, écrit-elle, est réduite à la condition de celle des esclaves » et qu'elle préfère la mort aux malheurs qui l'accablent ; mais avec cela, toujours captivante, toujours charmeuse, et, malgré tout, jetant sur la Cour de Nérac, en ces heures où l'histoire de la Gascogne devient une vraie page de l'histoire de France et où tous les regards sont tournés vers ce petit coin de terre, un éclat impérissable.

Mais auparavant, pour l'intelligence même des textes qui vont suivre, jetons un rapide coup d'œil sur l'état de cette province, au moment où, par sa présence et celle de son escadron volant, la Reine-Mère entreprend de la pacifier ; cherchons à démêler le fil de ses intrigues ; transportons-nous au Louvre et voyons la situation respective de chaque parti ; démasquons les visées ambitieuses de leurs chefs ; pénétrons-nous du mouvement général des esprits ; et, nous attardant un peu sur leurs jeunes années, dévoilons, en soulevant indiscrètement le rideau de leur alcôve, les relations plus ou moins intimes qu'ont pu avoir ensemble le Roi et la Reine de Navarre.

PH. LAUZUN.

L'EXPOSITION DES BEAUX-ARTS

A MONTAUBAN

(EN 1897)

Suite et fin

J'ai sous les yeux une excellente *Petite histoire de l'Art*, écrite par M. Henri Motte et éditée par Armand Collin. La culture artistique y est prise à ses premiers bégaiements, alors que les chasseurs de rennes taillaient le silex et sculptaient les bois des cervidés sous les surplombs rocheux de Bruniquel et des Eyzies. Etapes par étapes, l'éblouissante histoire se déroule jusqu'aux maîtres consacrés déjà par l'histoire bien que nous les ayons vus mourir. Puis arrive comme corollaire, la constatation suivante qui vaut la peine d'être reproduite *in-extenso*, car elle est la conclusion naturelle des observations que nous avons pu faire au Salon montalbanais :

« Aujourd'hui, un artiste sincère ne se livre plus à des études spéciales, il étudie aussi bien le nu que le paysage ; c'est grâce à cette multitude d'études que l'art dit « *plein-air* » trop souvent pratiqué à l'atelier, a pu prendre une direction nouvelle. Jusqu'à nos jours, l'étude de la figure humaine s'était faite dans un intérieur, avec un éclairage à direction précise ; par le *plein air*, tous les effets de lumière sont changés, les corps s'éclairent de tous les côtés, les ombres mêmes conservent une grande force de coloration par la diffusion de la lumière, et les aspects sont tout différents de ceux qu'on avait autrefois. Une grande simplification se produit, les silhouettes s'enlèvent nettement et d'une pièce sur les fonds clairs ou sombres avec des contours éclairés. Ce nouveau courant artistique, s'il est bien dirigé, peut être très fécond. Tous les sujets que nous avons vu traiter par les anciens maîtres peuvent être repris sous une forme nouvelle... » L'auteur de ces paroles n'est pas un subversif, un anarchiste de la peinture. Ses prédilections vont certainement aux maî-

tres classiques ; seulement son étude de l'histoire de l'art lui a montré qu'il faut toujours que celui-ci se renouvelle pour ne pas périr, et que ce perpétuel renouvellement est un de ses plus grands charmes. Les maîtres les plus universellement estimés, ceux qu'on a nommés les dieux et les demi dieux de la peinture, ont tous commencé par être des révoltés, de Cimabuc qui secoua le joug pesant du byzantinisme, à Ingres et à Delacroix qui enterrèrent si grandement l'arrière queue de l'école davidienne. Soyons donc indulgents pour les tentatives nouvelles qui dérangent nos routines ; efforçons-nous surtout de les comprendre, cela vaut mieux pour tous qu'un dédain systématique.

Un des principaux charmes de l'exposition montalbanaise est d'avoir donné une place relativement importante aux œuvres symbolistes, — est-ce vraiment le terme consacré ? qu'on m'excuse : je vis trop loin du mouvement moderne pour en posséder imperturbablement le vocabulaire — de deux frères montalbans, Jules Oury, plus connu sous le pseudonyme de Marcel Lenoir, et Louis Oury, le jeune sculpteur dont le projet d'affiche pour l'Exposition de Bruxelles a été dans son genre, un véritable événement.

Je suis très à l'aise pour parler de ces compositions étranges, même pour les louer ; mes accointances avec Ingres et mes sympathies pour l'art italien sont assez connues de ceux qui me font l'honneur de me lire, pour qu'aucun ne puisse m'accuser de parti-pris. Dieu merci, je ne suis enrégimenté dans aucune école, et je me suis trop curieusement promené dans l'histoire de l'Art, pour n'avoir pas appris, depuis longtemps, à dégager de toute œuvre la part qu'elle contient de beauté propre et d'originalité. Ingres qui, le premier, a su admirer à la fois les byzantins et Raphaël, les Japonais et les Vénitiens, les Grecs et les Quattrocentistes, était un bon initiateur pour cela. Et c'est peut-être l'origine de l'intérêt puissant qui m'a longtemps retenu devant les aquarelles de Marcel Lenoir, parce que j'y ai retrouvé un peu de toutes les esthétiques connues, des bribes de tous les styles classés, de Pansélinos à M. Walter Crane, de tous les styles surtout où l'hieratique prédomine, mis au service d'idées d'une acuité et d'une complication ultra modernes. Au reste, j'ai déjà vu quelque chose en ce genre au monastère du Mont Cassin où un bénédictin allemand a, un peu lourdement, mis au service de son mysticisme exalté la somme entière des connaissances archéologiques et ethnographiques combinées en un symbolisme quintessencié à rendre fou Kreutzer lui-même.

Il est permis de douter que cet art alambiqué et savant devienne jamais populaire, mais il ne laissera pas indifférents ceux qui savent analyser, comparer et deviner. Après ces trop longues considérations il faudrait bien pouvoir donner une idée précise du genre à ceux qui ne le connaissent pas ; mais quelle redoutable entreprise ce serait ! Devant la composition intitulée : *Le Monstre*, je me disais que le plus concis des descripteurs en aurait bien pour dix pages, au moins, et que, fatalement, cet énorme travail n'aboutirait qu'à un très piètre résultat.

Non loin de ces curieuses enluminures d'un style si personnel, est une œuvre de sculpture un peu tourmentée et maladive elle aussi, quelque chose qui fait songer à un sujet de Millevoye interprété par un maître à la fois brutal et raffiné, tel qu'un Tiepolo de l'ébauchoir. Ce sont les *Feuilles mortes* de M. Louis Oury. Pour ménager les nerfs de mes lectrices, je ne décrirai pas cette macabre allégorie de la beauté en proie à la mort, mais je comprends très bien l'intérêt qu'elle excita à l'un des derniers Salons. Il y a tant de ratés qui cultivent le laid et l'horrible qu'on s'intéresse quoiqu'on en ait, à celui qui sait revêtir de beauté et de poésie le plus affreux des sujets. Il est peu de personnes qui voulussent placer dans leur salon cette précieuse sculpture ; mais que l'on surmoule la tête de la jeune femme doucement endormie sur son oreiller de feuilles mortes, en laissant tout le bas de l'allégorie, le crâne satanique et la serre décharnée de la mort ; on aura un gracieux sujet que les plus délicats s'empresseront de placer sur un socle de peluche parmi leurs plus précieux bibelots.

Les paysages reposent de ce cauchemar romantique ; il y en a d'excellents. De M. Bill, un *Port du commerce à Toulon* qui est bien joliment peint dans cette note bleue si familière à ceux qui ont vu les côtes de la Provence ; de M. Deneux, de bonnes aquarelles de Bretagne et de Venise ; de M. Falies, une excellente étude de sous-bois au feuillage automnal ; de M. Octave de Champeaux, les *bords de l'Aveyron à Saint-Antonin*. Il y a longtemps que nous connaissons ce consciencieux tableau où réapparaît, magistralement reproduit, un des innombrables points de vue de cette belle vallée de l'Aveyron qu'on ne visite pas assez. M. de Champeaux a supérieurement interprété le caractère propre aux montagnes du Bas Quercy ; nous désirerions seulement plus de limpidité dans le ciel. L'artiste s'est peut-être inconsciemment souvenu des atmosphères un peu lourdes des pays d'Outre Manche, d'où il a rapporté tant d'excellen-

tes études, pour le régal des délicats qui les admireront toujours, dans le *Tour du Monde*.

Voilà, appréciée à très grands traits, l'apport parisien au Salon Montalbanais. Il est riche plus qu'on ne pouvait l'attendre d'un début, fécond en révélations pour les provinciaux, en enseignements pour les jeunes artistes de la région, pour ceux auxquels il manque seulement un milieu plus vivant et de légitimes encouragements pour prendre rang un jour parmi les maîtres.

Un albigeois, M. Henri Cahuzac, est en bon chemin pour en arriver là, s'il sait se choisir une manière franchement personnelle. Son tableau intitulé simplement *Albigeoise* se ressent beaucoup certainement de l'enseignement de Henner, mais cela ne l'empêche pas d'être une œuvre adorable, d'un charme profond en même temps qu'un véritable régal pour les yeux. Savoir peindre et savoir choisir un sujet agréable sont deux choses tellement différentes que la plupart des peintres n'ont pas su les concilier; exemple : les maritornes de Rembrandt et les paysans simiens de Millet. La recherche du caractère l'emporte presque toujours sur celle de la beauté. M. Cahuzac s'efforce de réunir à la fois le caractère, la beauté et le goût pittoresque : ce sont là de bien précieux éléments de succès.

Un autre qui serait sans doute arrivé depuis longtemps à cette notoriété dont je parlais plus haut, si le milieu ne lui avait pas fait défaut, c'est M. Gaston Célarié, un beau talent auquel il a fallu une force de volonté peu commune pour ne pas s'étioler. Son exposition est de tout point remarquable. Le grand portrait de jeune fille, à la mine de plomb où se révèle un fervent disciple de Holbein — le Holbein des crayons de Windsor — vaut la plus savante des peintures. L'originale étude intitulée *Grimaces* est un fier morceau d'une facture large à la fois et précise qui fait songer en même temps à Goya et à Brawer. C'est très complexe cette simple tête d'étude dont le tricorné d'*estudiante* espagnol, orné en guise de cocarde de la classique cuiller de bois, a peine à contenir entre les baguettes dorées du cadre. Vous tous qui avez visité le Louvre, vous avez remarqué dans la galerie Lacaze cette tête de buveur, de face, lançant directement en avant un flot de fumée qu'elle vient d'aspirer dans sa pipe hollandaise pleine de « petum » jusqu'au bord. D'autre part, vous tous qui aimez Rembrandt vous avez dans la mémoire ces petites eaux fortes qui s'appellent, dans le catalogue de Bartch, le *Rembrandt aux cheveux crépus*, le *Rembrandt faisant la moue*, le *Rembrandt à la bouche ouverte*, le *Rembrandt aux yeux hagards*,

etc. ; la toile de M. Célarié a quelque chose de tout cela : et c'est beaucoup qu'elle puisse évoquer de tels souvenirs, sans éveiller l'idée d'un pastiche.

Ce n'est pas le milieu excitant et choisi qui manque à M. Bourdelle, qui nous a donné jusqu'ici beaucoup de séduisantes promesses, mais dont l'apport à cette exposition — nous le constatons avec peine — est bien déconcertant. Quel mauvais génie l'a-t-il touché de sa baguette, qu'il n'ait su trouver dans tout son riche atelier que les bibelots d'un goût plus que douteux dont il nous a affligé la vue et qui sont, à tout prendre, la charge des grès superbes de Jean Carriés. Heureusement que pour le juger on a, à Montauban, et son *Annibal* et ses bustes de Michelet et d'Arago...

M. Marre a infiniment mieux compris ses devoirs envers sa ville natale. Son portrait de vieille dame est une excellente étude, que son ton discret, l'effacement savamment calculé des couleurs fait malheureusement délaissier par le gros du public mais qui séduit dès l'abord tous les raffinés. Son tableau *Les Prunes* a la tonalité délicate et veloutée des fruits dont il porte le nom. M. Marre sait voir, sait peindre et sait surtout mener ses œuvres à bonne fin : un grand talent qui manque à bien des maîtres pour lesquels le tableau s'arrête fatalement à l'esquisse...

M. Alphonse Faure est un jeune, mais c'est un vaillant qui arrivera par la voie classique des difficultés abordées de front et systématiquement enlevées selon les règles des maîtres.

M. Besançon, par contre, est un indépendant, un prime-sautier, plein de qualités naturelles et de feu. Ses débuts sont de nature à intéresser, et nous faisons des vœux pour que la constance avec le travail fécondent ces heureux dons.

Il y a quelques années, la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne visitant les gorges de l'Aveyron, s'arrêta longuement aux belles ruines du château de Penne. Les plus graves de ses membres furent assez scandalisés de trouver sous certaines voûtes profondes des peintures macabres faisant saillir du mur, dans un coin d'ombre, assez de têtes de morts et d'os en sautoir pour faire croire que c'était là un des mystérieux tribunaux de la Sainte-Vehme. On s'informa, et l'ont appris que les vénérables ruines avaient abrité, quelques semaines, un jeune peintre qui y avait travaillé avec ardeur. Pour se distraire, en ce nid d'aigle désert, et aussi pour faire une niche aux superstitieux paysans du lieu, il avait peint ces fresques subversives. Il y avait là un gai souvenir des rapins chevelus de Barbizon

qui faisait bien augurer de l'avenir de celui qui transportait avec tant de désinvolture les mœurs de Fontainebleau dans les combes de l'Aveyron. Les œuvres diverses qu'il nous montrent aujourd'hui prouvent qu'on ne s'était pas trompé.

On n'invoque pas en vain le nom de cette belle école de Fontainebleau, qui a renouvelé l'art du paysage ; même au fond du pays Quercynois on peut toujours glaner quelque souvenir local qui s'y rattache intimement. N'a-t-on pas raconté, en des livres sérieux et dignes de foi, qu'au premier rang de ces brillants émules de Théodore Rousseau et de Cabat se trouvait Henri Nazon qui, sacré maître déjà, et peintre de la lumière jouant dans les feuillages, excellait à miner autour de la mare aux Hévés, les nymphes poursuivies par les satyres ? Pourquoi devons nous constater l'absence de ce nom historique d'une exposition faite dans sa ville natale !

La vallée de l'Aveyron, dès longtemps chère aux archéologues, est insensiblement devenue le petit Fontainebleau où les jeunes peintres montalbanais vont à qui mieux mieux étudier la langue du pittoresque. Malheureusement sauf les *Bords de l'Aveyron à Bruniquel*, de M. George Hugues, le grand tableau, plus haut mentionné, et les belles aquarelles que M. de Champeau a magistralement peintes tant à Montricoux qu'à Bruniquel, ce curieux coin de notre province n'est guère représenté dans notre exposition, alors qu'il pourrait l'être si bien.

En écrivant ceci, je songe à une admirable vue de la grande falaise qui se dresse en face du château de Bruniquel. superbe étude de soleil levant que le regretté sénateur Gustave Garisson me montrait un jour avec orgueil dans son salon ; elle était signée Nazon... Je songe encore à d'autres études bien séduisantes que Firmin Bouisset et Louis Popineau rapportèrent de Penne et de Cazals, à d'autres encore... Espérons que leurs auteurs tiendront à réparer cette omission au prochain Salon.

L'envoi de M. Saint-Cyr Anduze tient au paysage par deux tableaux, où l'intention de marcher sur les traces de l'excellent Charles Jacques est hautement affirmée — voir le livret — et au genre, par deux toiles aux qualités pittoresques indéniables. M. Anduze se souvient peut-être un peu trop — inconsciemment s'entend — des œuvres vues et des maîtres admirés ; mais son romantisme truculent et coloré n'est pas fait pour nous déplaire. Maintenant que l'école de 1830, celle des Devéria et des Gigoux est bien morte, pour-

quoi serait-il interdit de s'en inspirer alors qu'il est licite de le faire pour des écoles encore plus défuntés ?

La *Mélancolie* est un intéressant pastel de M. Félix Bouisset. Cette jeune femme qui semble venue d'Assise ou de Pérouse, enfermée dans son trilobe mystique, est le produit d'un talent bien audacieux, car personne, que je sache, n'avait encore songé à pasticher au pastel les icones russes et les madones des quatrecentistes. Mais le pastel, de nos jours, a toutes les audaces dont plusieurs ont abouti à des succès. Ceci nous amène à faire quelques distinctions techniques dont nous n'avions pas tenu compte jusqu'ici, l'apport de la plupart des exposants étant généralement fort varié, et cette variété régnant jusque dans les salles où les genres n'étaient, avec juste raison, que très approximativement séparés. Par exemple, dans le Salon d'honneur, où, à première vue, la peinture à l'huile semblait régner en souveraine, la sculpture avait pris place, les pastels accaparaient tout un coin, sans compter ceux qui s'espaciaient de droite et de gauche sur les panneaux ; sans compter nombre de dessins, d'aquarelles, de miniatures, de faïences artistiques, etc. . . Ce serait dépasser le but poursuivi dans ces simples notes que d'étudier séparément chacune de ces aimables spécialités, mais ce serait être injuste que de n'en rien dire du tout.

Si nous classions tous ces genres divers d'après le mérite des œuvres exposées, ce serait la gravure qui tiendrait incontestablement le premier rang, grâce aux envois de M. Desboutin, dont les sept grandes eaux-fortes sont tout à fait merveilleuses. Les cinq pièces d'après Fragonard ont tout le charme du voluptueux artiste avec, en même temps, une certaine note dramatique et forte que le pauvre Frago ne posséda jamais. De ces belles gravures on peut dire hautement qu'elles sont supérieures à l'original, comme c'est arrivé tant de fois, et pourtant que de visiteurs, très convaincus de l'excellence de leur goût leur ont jeté un regard distrait et, sans s'arrêter, ont couru s'extasier devant quelque lamentable croûte. Supérieures à ces planches, dans lesquelles M. Desboutin a su imiter les fac-simile de Desmarteaux tout en conservant à son art toute sa noblesse originelle ; supérieures encore à ces planches sont à notre goût les deux portraits du même aquafortiste, dont celui d'Alexandre Dumas fils est une de ces créations qu'on n'oublie plus quand on les a vues une fois, ne fut-ce qu'en passant. Remercions l'éminent graveur de ce bel envoi. Si la foule a passé devant sans se douter que c'étaient des chefs-d'œuvre, tous ceux qui ont le sens exact

des choses de l'art s'en sont longuement pénétrés. Or, en dépit de Proudhon et des esthéticiens socialistes, en cette matière, c'est l'élite seule qui fait loi. Qu'importe le jugement de ces vagues spectateurs qui ont également honni Ingres et Delacroix et ont sacré grands maîtres ex æquo le mélodramatique Delaroche et le jovial Biard !

M. Desboutin, qui représente si dignement la glorieuse école française de gravure à Montauban, est un étranger. Nous le remercions d'avoir répondu de si loin à notre appel, alors que des enfants du pays s'abstenaient presque entièrement comme le Montalbanais Louis Monziès et le Moissaquais Lalauze.

De M. Lalauze, l'illustrateur par excellence des livres de grand luxe de notre temps, nous n'avons absolument rien, et de M. Monziès, son digne émule, rien qu'une eau-forte — *La lecture chez Diderot, d'après Meissonnier*. — alors qu'ils eussent pu à eux deux peupler de trésors ce modeste Salon. Pour M. Monziès, l'inconvénient n'est pas très grand, car une vitrine du Musée Ingres montre un admirable choix de ses plus belles eaux-fortes en états irréprochables, auprès d'un amusant tableautin où le distingué graveur, marchant un peu sur les traces de Meissonnier, a fait preuve d'une entente du costume et de la mimique des plus remarquables. Pour M. Lalauze, nous n'avons pas même cette compensation, car le Musée de Montauban ne possède rien de lui ; espérons que cette regrettable lacune n'est que momentanée et que le zélé conservateur de cet établissement la comblera prochainement, comme il en a déjà comblé tant d'autres au cours de sa fructueuse gestion.

Si la gravure laissée, semble-t-il, assez froids les amateurs provinciaux, le pastel, par contre, les enchante. M. Besançon en expose de très vivants et d'une facture curieuse qui est, à elle seule, tout un régal. M. Bourdelle, de son côté en a quatre, de toute première qualité et qui nous consolent un peu de sa déplorable contribution à la section de sculpture. Dans ces portraits, uniquement préoccupé des modèles qui posaient devant lui, il a saisi la vérité avec aisance, souplesse et maîtrise ; que nous voilà loin des répugnants fantoches qui sentent d'une lieue l'influence morbide de l'auteur des « Portes de l'Enfer ! »

M. Michel Fronti sous le nom de *Ponponnette*, expose une étude de jeune femme qui a fait s'arrêter bien des visiteurs, émerveillés de trouver tant d'éclat dans ce frais pastel, alors que, dans une peinture à l'huile du même auteur, s'affirmait une prédilection mar-

quée pour les couleurs conventionnelles de l'école de M. Gérôme.

C'est là le dessus du panier, la fleur des pastels exposés, mais auprès de ces belles floraisons, tout le monde remarquait nombre de boutons pleins des plus séduisantes promesses : les deux études de femmes de M^{me} Frédérique Vallet ; la *Parisienne* de M^{lle} Tournoy ; la tête d'étude de M^{me} de Mazet ; le très beau portrait de M^{me} P. par M. Marre, qui excelle à donner au pastel une vigueur toute particulière ; la belle *Mauresque* de M. Jubien ; les trois portraits, fort consciencieux de M. A. Faure ; le *Mannequin*, de M. Célarié, etc.

Moins d'aquarelles que de pastels, mais quelques très bonnes pages dans le nombre. Nous avons déjà parlé de celles de M. de Champeaux ; il convient d'y revenir, car toutes ont un caractère local bien fait pour nous retenir. Le consciencieux artiste eut pu nous envoyer quelques-uns des admirables paysages irlandais qu'il a exécutés pour l'illustration des attachantes notes de voyage de M^{lle} Anne Marie de Bovet sur l'Émeraude des mers, il a préféré nous montrer notre propre pays, ce dont il faut lui être reconnaissant. La *Grand'Rue* et ses *Remparts de Montricoux*, le *Beffroi*, la *Rue de Bombicut* et le *Collège de Peyrol de Bruniquet* sont de véritables documents archéologiques, en même temps que de magistrales peintures à l'eau. Que les peintres ne dessinent-ils toujours les monuments anciens avec cette conscience ! Que les archéologues ne revêtent-ils leurs précieux relevés d'une telle parure artistique !

L'aquarelle est le plus cosmopolite, le plus voyageur des arts. Il n'est pas aisé de mobiliser le chevalet et les grandes toiles de la peinture à l'huile, tandis qu'une petite boîte de couleurs au miel et un gobelet de voyage suffisent à la peinture à l'eau. Cela nous vaut de pouvoir admirer à Montauban d'éblouissants souvenirs d'Orient, je veux dire le *Dromadaire favori du Kédivé* et la *Cour du Harem au Caire*, dont M. Alphonse Birck a fait de véritables tableaux ; cela nous vaut encore le *Palais des Doges* et *Santa Maria della Salute*, par M. Gabriel Déneux : deux excellentes notes vénitiennes auxquelles on ne saurait reprocher qu'un peu trop de rudesse ; au bord du Grand Canal les tons sont moins heurtés, le ciel des lagunes adoucit et harmonise mieux les couleurs.

Miss Smith Toulmin a une aquarelle que d'après son titre, le *Désert*, on serait tenté de rapprocher de celles de M. Birck, mais son *Désert* est celui de Saint-Guillem, comme sa *Vallée du Verdus*. Cela nous reporte en plein cœur de la patrie, et nous émeut davantage. Les paysages de la terre de France valent bien ceux de partout ail-

leurs, aussi nombre d'aquarellistes s'empressent-ils de la parcourir, le carton sous le bras, pour nous en raconter les merveilles. M. George Eugène Marquet, nous montre la *Plage des Grandes Dalles à marée basse en Normandie*, M. Victor Falies, un *Sous Bois*, un *Ruisseau à la Maloue* et un *Calme en Mer*. M. Hildebrant une jolie *villa Bordelaise*, M. Alexandre Cabié, le *Soir dans le Cantal*, un *Etang en Dordogne*, et un autre *Soir près de Royan*... j'arrête cette topographie artistique que viendraient grossir démesurément des fusains comme les *Rives de l'Orb à Bédarieux* par M. Baumel et d'agréables mines de plomb comme celles où avec infiniment d'esprit Mlle Henriette Lecoq nous détaille les coins pittoresques de Roscoff.

La classe des dessins contient une œuvre tout-à-fait hors de pair, le portrait de jeune fille dans lequel M. Célarié s'est heureusement ressouvenu d'un mode exquis auquel Ingres doit quelques-uns de ses plus incontestables chefs-d'œuvre. Dans son adorable pâleur aristocratique cette jolie tête est un chef-d'œuvre ; il n'y a qu'une voix pour le dire.

Autant cette jolie jeune fille est calme et délicatement dessinée— j'allais dire peinte, tant les valeurs y sont excellemment observées— autant le grand dessin de M. Salières est violent et mouvementé. Le *Sac de Béziers par les Croisés en 1209*, peu remarqué parce qu'il était accroché beaucoup trop haut, nous a paru une œuvre consciencieuse et forte, presque épique, qui faisait d'abord songer à Gustave Doré, mais qui par sa disposition perspective et sa rigueur historique nous paraît plutôt apparentée à la *Représentation d'un mystère du Moyen-Age* de M. Grasset, l'un des jeunes maîtres qui auront le plus fait pour la rénovation de l'art français.

Quand on relit des notes prises sur place soit dans un voyage, soit dans une exposition, il arrive, presque fatalement, que les souvenirs s'éveillant et s'échauffant on revoit en entier à la fin ce qu'on n'avait qu'entrevu au début. La mémoire reconstitue peu à peu l'ensemble dont on avait à peine remarqué les parties; les lambeaux détachés se recousent, l'imagination pour ne pas dire la logique, comble les vides, et les riches impressions du début tendent à devenir trop touffues comme l'arbuste dont les trois ou quatre branches maitresses, se subdivisent graduellement en ramures innombrables, en feuillages infinis. A temps, nous nous apercevons que nous suivions insensiblement cette marche qui, pour être naturelle, n'en est

pas moins aux antipodes des saines règles de la composition. Revenons au plus vite à la sobriété du début et seulement pour réparer de trop flagrantes omissions.

Nous pourrions dire à M. Louis Cabanes, pour nous excuser de n'avoir pas encore signalé sa très remarquable exposition, que nous gardions sa *Virgo Matutina* pour la bonne bouche. Ce ne serait pas exact car nous avons laissé la fantaisie seule et le hasard des souvenirs présider au groupement de ces impressions capricieuses, mais par ses qualités exceptionnelles l'œuvre de M. Cabanes mérite pleinement cette place à part.

Ceux qui se repaissent habituellement le regard de l'imagerie religieuse, dont l'arrière queue de la Renaissance, le servile troupeau sans feu, sans originalité et sans talent, des Guide, des Dominiquin et des Carrache, a transmis l'abominable poncif à nos lithographes de dixième ordre, ceux-là ont été déconcertés par la *Virgo Matutina* du jeune maître Montalbanais. Ce mélange heureux de réalité et de poésie, ce groupe maternel endormi, ce vol d'anges aux ailes diaprées, ces lueurs qui s'éteignent en fumant, ce paysage oriental maigre et net estompant légèrement son profil bleu dans les brouillards du matin, tout cet ensemble si nettement vu par l'œil intérieur de l'artiste et si magistralement réalisé par son pinceau, est, en effet, une de ces créations qui exigent un effort intellectuel pour être comprises, chose à laquelle on n'est guère habitué en province. Mais quel est le chef-d'œuvre qui n'en a pas demandé tout autant ? Pour ne pas sortir de Montauban, qu'on veuille bien me nommer une seule des œuvres d'Ingres qui n'ait pas soulevé, à son apparition, des tempêtes, des colères et des scandales .. pourtant ce sont des chefs-d'œuvre ; nul ne songe plus à le contester. Mais que sert de rappeler d'illustres exemples alors qu'on sait bien que personne n'en tirera les leçons qu'ils contiennent !

Ceci est une boutade injuste. L'éducation artistique, pour être lente à se faire, n'en progresse pas moins toujours d'un pas régulier. Sauf quelques esprits extrêmes dont l'œil obstinément fixé sur le passé s'est si complètement ébloui à contempler le soleil couché qu'il ne peut plus goûter les splendeurs du soleil levant, tous graduellement en viennent à cette large et bienveillante tolérance qui est l'essence même du bon sens, la condition indispensable du progrès. On sait désormais admirer les grandes œuvres du passé, sans nier obstinément celles dont chaque année qui s'écoule vient grossir notre glorieux patrimoine artistique. Il y a une incontestable

élévation du niveau intellectuel dans la nation, et cette élévation est moins due certainement aux livres qu'aux expositions qui, d'un bout à l'autre du territoire, ont initié le bon public au mouvement incessant dont le monde des arts est inéluctablement travaillé. Et nous voici revenu à notre point de départ, je veux dire la haute portée éducatrice des heureuses entreprises de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne.

Au risque de nous répéter, nous reviendrons sur ce sujet ; cela vaudra mieux que d'imiter l'ennuyeux exemple des critiques parisiens qui, chaque année régulièrement, se lamentent de n'avoir pas à signaler l'apparition subite, la génération spontanée d'un nouveau Michel Ange ou d'un Rembrandt frais émoulu.

Les sociétés scientifiques et littéraires des départements ont conçu leur mission de deux façons bien différentes. Pour les unes, il n'y a pas de mission du tout : le seul but sérieux, véritable, quoique non avoué, est de se pousser du galon, de pontifier en famille, de se prendre pour quelqu'un, pour peu que la société à laquelle on appartient ait une existence plus ou moins séculaire, de distribuer des médailles quelconques à des déclassés qui font métier de démarquer les vers d'autrui. Voltaire au siècle dernier se moquait déjà de ces sociétés là, et leur ridicule inutilité est aujourd'hui ce qu'elle était alors. Pour les associations de la seconde classe, le travail et la production sont des besoins réels, la seule raison d'être ; si elles cessaient de travailler elles disparaîtraient fatalement, car ses membres actifs sollicités de toutes parts par cent associations rivales, sans compter celles qui vivent officiellement sous la direction de l'Etat, auraient vite fait de les délaisser. Il y a entre elles une éternelle émulation qui n'exclut pas la bonne confraternité. Le travail de celles-là est sérieux, patent, profitable. La Société française d'Archéologie, les Congrès scientifiques de la Sorbonne, l'Association française pour l'avancement des sciences, semblent avoir été créés spécialement pour en drainer l'incessante production au profit des centralisateurs parisiens, des explorateurs de cabinet qui se font de belles notoriétés au dépens de tous ces obscurs mais infatigables ouvriers.

Or qui travaille progresse et qui progresse sent l'irrésistible besoin d'entraîner les autres après lui, de faire du prosélytisme, de la propagande, en faveur des conquêtes nouvelles. C'est ce que font journellement cent associations scientifiques provinciales, c'est ce que fait surtout en ce moment, la Société Archéologique de Tarn-

et-Garonne, qu'il faut hautement féliciter d'avoir un instant transporté son habituelle activité du terrain de l'histoire et de l'art rétrospectif, sur celui de l'art le plus vivant et le plus nouveau.

Car il y a un art nouveau qui s'impose, désormais, et dont on peut bien discuter les œuvres, mais non contester le triomphe complet et définitif. Nous en avons vu quelques spécimens à l'exposition montalbanaise, et ils ont conquis l'admiration raisonnée de tous ceux dont l'opinion compte pour quelque chose. Chercher à le définir dans ces notes serait une entreprise inconsidérée et inutile : tout le monde a assez senti ce qu'il doit aux influences exotiques, aux modèles anglais et, plus encore peut-être, à l'éducation de l'œil, que nous avons puisée dans la photographie.

Or cette incomparable révélatrice s'est trouvée admirablement représentée à l'exposition. Les spécialistes y ont noté des chefs-d'œuvre véritables. Nous ne sommes pas spécialiste le moins du monde, mais nous avons goûté, autant que ces messieurs, entre cent photographies vraiment excellentes, les envois de tout point supérieurs de M. le commandant Duchossoy, de M. l'abbé Laborie et de M. Trutat. Les vues d'Alger, du premier, le Christ de Mirabel et le cloître de Fontfroide, du second, les coins de villages quercinois du troisième, sont des œuvres exquises où la science impeccable de l'opérateur semble s'être fait la docile servante de l'art à la fois le plus sincère et le plus raffiné. De telles photographies, je répéterai ce que j'ai dit plus haut de certaines gravures ; elles valent mieux que bien des tableaux. Ce n'est plus du métier, le résultat plus ou moins surprenant de délicates manipulations, l'œuvre inconsciente des agents naturels. La personnalité de l'opérateur s'y perçoit comme celle du peintre sur sa toile, et pour la photographie montée à une telle valeur artistique la célèbre définition de Bacon, *homo additus naturæ*, devient légitime.

Depuis quelques années le Salon parisien fait une part de plus en plus grande à ce que, faute d'expression plus exacte, on appelle l'art industriel c'est-à-dire au groupe d'industries dont les produits allient en une certaine mesure la préoccupation artistique à l'utilité pratique, telles que l'orfèvrerie, la céramique, l'ébénisterie, la broderie, la reliure, etc. C'est une grave lacune dans notre exposition montalbanaise, que cette branche, si longtemps méprisée et pourtant si intéressante, de l'art, n'y soit pas représentée, ou l'y soit si peu qu'elle n'y paraisse guère. Disons toutefois quelques mots de ce peu.

Quelques vitraux, d'abord, de MM. Broué, Lalande et Lombrail, tous vitraux d'appartement, en verre peint, ce qui leur enlève une grande partie de leur valeur. Mais même réduits à ces conditions inférieures c'en est assez pour montrer le parti qu'on devrait tirer du vitrail pour la décoration intérieure, en général si mal conçue, si arriérée et si pleine de disparates dans notre région.

M. Léon Branchot, de Bordeaux, a exposé un très intéressant essai de petit flambeau artistique en bronze patiné où les formes féminines s'allient au mieux avec le décor floral.

Quelques bonnes peintures sur faïence et porcelaine ont été envoyées par des dames : à citer particulièrement, en ce genre si intéressant, la *Clémence Isaure* de Mlle Marie Jeanjean, le plat décoratif en porcelaine où M^{me} Carmen Gérard a reproduit une composition de Boucher, les plaques de porcelaine de Mlle Broué et de Mlle C***, qui trop modestement garde l'anonyme, etc. M. Cavanilhac — un montalbanais d'avenir — a exposé un tympan de porte d'église, en faïence, dont il y aurait beaucoup de bien à dire... J'ai beau relire mes notes et fouiller dans ma mémoire, je ne trouve plus aucun objet, dans les trois salles de l'exposition, qui puisse s'adjoindre à la trop maigre section de l'art industriel.

Comme compensation, peut-être, la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne a tenu à ce que son Salon moderne se doublât d'une exposition rétrospective, et ici encore elle a résolument et heureusement innové.

On sait assez ce que sont la plupart de ces expositions, conçues sans méthode et exécutées au petit bonheur, où les objets les plus disparates se rencontrent et s'annihilent mutuellement au lieu de se faire valoir. Dans celle d'où nous sortons, au contraire, tout concourt à l'effet général, rien n'est sacrifié, tout simplement parce que au lieu de tout admettre à l'aveuglette, les organisateurs ont opéré une sage sélection imposée par le but poursuivi qui est de montrer l'histoire du mobilier et des costumes, et auquel ils ont été de tout point fidèles. Pour l'atteindre plus sûrement, ils ont réuni les divers types d'ameublement, du xvi^e siècle à l'Empire, en six groupes bien définis, installés en autant d'appartements séparés, système excellent en ce que le visiteur le moins préparé s'y initie complètement à cette insensible évolution du style qui est la pierre d'achoppement de tant d'amateurs, même exercés. Dans les musées de France, pays d'administration et de paperasse, les objets sont désormais classés non d'après leurs rapports artistiques et chronologiques, mais d'a-

près la matière dont ils sont formés, ce qui réunit dans les mêmes salles au musée de Cluny, les armes et les batteries de cuisine, les vêtements et les tentures, les tables et les buffets avec les statues et les retables d'église ; en Allemagne, au contraire, on s'efforce de grouper dans une même salle tous les objets d'une même époque que tant de liens indissolubles réunissent entre eux. Chaque système a ses avantages et ses inconvénients ; mais, tout bien considéré, c'est l'allemand qui l'emporte, nous n'en voulons pour preuve que le succès qu'il a obtenu à Montauban sous la très érudite et très artistique direction de M. le chanoine Pottier et de ses aides dévoués. Que ce succès, si mérité, leur fasse à tous un devoir de ne pas ajourner trop longtemps l'ouverture d'une nouvelle exposition rétrospective et d'un nouveau Salon Montalbanais !

Montcils de Quercy. Décembre 1897.

JULES MOMMÉJA.

L'INVASION

DE L'ARMÉE DES PRINCES EN AGENAIS

[FIN NOVEMBRE 1569-JANVIER 1570]

(SUITE ET FIN)

La rupture du pont, quelle qu'en fût la cause, était un gros événement, Monluc, qui en fut informé dès le jeudi matin (22 décembre) et qui envoya aussitôt des mariniers à Bordeaux pour y porter la bonne nouvelle, a longuement insisté dans son livre sur le « profit » qu'elle apporta : d'après lui, l'amiral avait l'intention de faire venir de l'artillerie de Navarreins, de s'emparer de toutes les places de la Garonne jusqu'aux portes de Bordeaux, et d'affamer cette ville : « Je ne sçay, ajoute-t-il, s'ilz eussent eu Bourdeaux, s'ilz » l'eussent rendu aussi peu que la Rochelle ; pour le moingz ils se » pouvoient bien vanter, ayant eu Bourdeaux et tenant la Rochelle, » qu'ils avoient le meilleur coing et le plus fort du royaume de » France, tant par mer que par terre....¹ » L'amiral avait-il un pareil dessein ? Il semble bien qu'il fût descendu dans le Midi pour y rallier seulement les troupes de Mongomery en Gascogne, de Monbrun en Languedoc, et se rabattre avec elles sur le centre de la France et sur Paris². Aussi se préoccupait-il de rétablir au plus tôt ses communications avec la rive gauche de la Garonne, où trois cornettes de ses reîtres étaient engagées et logées à Lavardac, entre

¹ *Monluc*, t. III, p. 381.

² C'est le dessein que lui prête Castelnau, qui dit le tenir de la bouche même de Coligny (cf. *Mém. de Castelnau*, liv. VII, chap. XII, cité par M. le comte J. Delaborde, *Gaspard de Coligny, amiral de France*, 1882, in-8°, t. III, p. 165-166).

le Port-Sainte-Marie et Nérac. Dans sa lettre du 24 à la reine de Navarre, il laissait espérer que dans peu de jours le passage serait de nouveau assuré et qu'il pourrait retirer non-seulement ses propres troupes qui avaient passé le fleuve, mais aussi toutes celles de Mongonmery, cantonnées toujours à Condom, Nérac et Bruch. Le nouveau pont fut fait « soudain » dit la Popelinière, « de quatre grans » bateaux, dont il y en avoit deux attachez ensemble et couverts de » bonnes aisses, sur lequel quantité d'hommes pouvoient passer de » front ¹. » Suivant Monluc, qui se vante d'avoir mis l'amiral quatre ou cinq jours dans l'embarras, « ne scaissant de quel boys faire » flesches, et logé chez Guillot le songeur, » on se contenta de faire » ung petit pont sur deux batteaux, qui y pouvoient passer seulement » cinq ou six chevaux au coup, et avec une corde tiroient les bat- » teaux, à la mode d'Italie. » Les trois cornettes de reitres engagées sur la rive gauche repassèrent la Garonne sur ce pont, après avoir été arrêtées quelque temps par la crue d'un ruisseau « qui passe au Pa- » ravis, monastère de religieuses.² » La Popelinière se trompe évidemment en laissant entendre que toute l'armée passa la Garonne le 18 décembre: cette date, on l'a vu, est antérieure à la rupture du pont. Si il ne faut pas la corriger et lire 28, elle s'applique sans doute au passage des reitres qui, à partir du 20, avaient séjourné au Mas-d'Agenais jusqu'à la Noël. De là, dit l'historien protestant, plusieurs partis de cavaliers, commandés par la Loue, coururent vers Villefranche-de-Queyran, Bazas et, à travers les Landes, vers Roquefort, Saint-Justin et Mont-de-Marsan « pour se remplumer de leurs pertes » et y surprendre les moins advisez, puis retournant par Sos, Bruch » et autres villes de Gascongne reprindrent les troupes au Port de » Sainte-Marie le troisième de janvier mil cinq cent soixante et dix ³. »

Pendant ce temps, les troupes de Mongonmery s'étaient enfin ébranlées. Elles se mirent aussitôt en devoir de franchir la Garonne sur le nouveau pont. La cavalerie passa d'abord, puis les gens de pied. L'opération fut longue: elle dura de cinq à six jours, s'il faut en croire Monluc, et ne se fit pas sans encombre. Le comte de Candale,

¹ La Popelinière, *op. cit.* t. 1, p. 368 r^o.

² Monluc, t. III, p. 385. — Le Paravis, Lot-et-Garonne, commune de Feugarolles, canton de Lavardac. — C'est dans ce couvent qu'était religieuse une des filles de Monluc, Marie.

³ La Popelinière, *op. cit.*, t. 1, p. 368 v^o.

gouverneur du Bordelais, à qui Damville, depuis sa brouille avec Monluc, avait confié le commandement des troupes royales en Guienne et Gascogne, vint d'Astaffort, avec M. de la Valette, donner une alarme aux troupes de Mongonmery près de Bruch. De son côté, Fontenilles sortit d'Agen avec soixante salades et trois cents arquebusiers, passa la Garonne et surprit un parti ennemi, non loin du Passage, au petit village de la Rozie. D'Aubigné confirme Monluc et parle de la « grande longueur et incommodité » qui retarda l'arrivée des troupes de Béarn sur la rive droite¹. La Popelinière fait allusion aux continuelles escarmouches que l'on soutint contre les « Monlucois. » Il ajoute que le jour même où les deux armées protestantes se rejoignirent (3 janvier 1570)², « se presenterent quelques-uns devant Agen, pour occasionner Monluc de jeter quelques troupes sur la campagne. Mais il pouvoit dire comme cet ancien Romain à son ennemy, qui alors plus fort le vouloit attirer à la bataille : la conduite de ma guerre ne gist pas tant au maniment des armes que en la considération du temps auquel il faut combattre. Si leur donna-il pourtant tellement et si souvent à penser que, crainte de pis, on donna la retraite à la Loue et à ses compagnons³. » Cet éloge donné à la vigilance de Monluc par l'historien protestant nous rend plus acceptables les compliments que l'auteur des *Commentaires* s'adresse à lui-même pendant deux pages entières et permet de ne pas regarder comme une simple rodomontade la phrase si fière qui les termine : « Si j'eusse esté secouru d'argent seulement pour soldoyer des hommes, et que le roy m'eust donné les companyes et gens d'armes que je demandois, j'eusse bien gardé à monsieur l'admiral de faire boire ses chevaux en la Garonne, et les reistres de venir boire notre vin, car le comte de Mongonmery n'eust jamais eu le loisir de les appeler, et en eusse eu bon marché⁴. »

¹ D'Aubigné, *Hist. univ.*, éd. de Ruble, t. III, p. 158.

² Cette date, donnée par la Popelinière, est confirmée par une lettre de Monluc au roi, du 9 janvier : « Mongonmery et ses troupes ont joint despuis cinq ou six jours l'armée des princes... » (éd. de Ruble, t. V, p. 262).

³ La Popelinière, *op. cit.*, t. I, f° 368 v°.

⁴ La Cour eut un instant l'intention d'envoyer en Guienne, pour combattre l'amiral et les princes, une armée commandée par le prince d'Anjou, François de Bourbon, duc de Montpensier. Le 28 décembre 1569,

L'armée des princes et celle de Mongonmery une fois réunies se mirent en marche pour traverser de nouveau l'Agenais et se diriger vers Montauban et Toulouse. Monluc, qui avait été informé de leur départ par « un personnage de la religion », auquel il avait accordé un permis de demeurer en sa maison, sortit d'Agen pour aller les voir passer près du château de Bajamont, propriété de M. de Durfort, frère du sénéchal d'Agenais : « Je sortis, dit-il, avec les » deux compagnies de gens d'armes, et les voyois tous passer à une » arquebousade de moy, et plus près encores, n'ayant moy que huit » ou dix chevaux, ayant laissé la cavallerie ung peu derrière moy ; » que je ne l'avois pencé mettre si bien à couvert que les ennemis » ne la peussent voir. Jamais homme ne se desbanda pour me ve- » nir reconnoistre... »¹ Une lettre de Monluc au roi, datée d'Agen, 9 janvier 1570, nous apprend qu'après avoir quitté le Port-Ste-Marie, les princes logèrent à Preyssas, et l'amiral à Lusignan, et qu'ils marchèrent vers Hauteffage². Les *Commentaires* permettent de compléter leur itinéraire : après avoir logé au Pont du Cassé, l'armée protestante « tira » vers Monjoye et Saint-Maurin, où elle fit halte deux ou trois jours, puis elle descendit vers la Garonne et passa par la Magistère, las Peyres, Pommevic, Valence, d'où, suivant la Popelinière, elle partit le 19 janvier dans la direction de Montauban³. C'est de cette dernière ville que les princes datèrent un mandement qui, pour punir le Parlement de Toulouse d'avoir

Monluc annonçait au capitaine Gimont, qui commandait dans Auch, l'arrivée prochaine de ce secours (Arch. munic. d'Auch, BB, 5, f° 350 r^o). Mais le 9 janvier 1570, il écrivait au roi : « Je n'attendois autre chose que la » venue de monsieur le prince dauphin pour lui obéir, suyvant ce que » Vostre Majesté m'avoit escript... duquel despuis n'ay sceu aucunes » nouvelles. » (Ed. de Ruble, t. v, p. 261). En réalité, la Cour songeait plus à négocier avec l'amiral qu'à renouveler la journée de Moncontour. [Voir sur ces négociations qui furent conduites par Téligny et Beauvais-Lanocle pour les protestants, Biron et Malassise pour le roi, le *Coligny* de M. le comte J. Delaborde, t. III, p. 176 et suiv.]

¹ *Monluc*, t. III, p. 389.

² Lettre de Monluc au roi, 9 janvier 1570 (éd. de Ruble, t. v, p. 261).

³ L'enquête du syndic Boissonnade est d'accord avec la Popelinière : elle mentionne la présence, le 17 janvier, des ennemis à Valence.

fait trancher la tête au capitaine Rapin, livrait le Languedoc à la dévastation, à l'incendie et au pillage ¹.

L'Agenais n'avait pas été mieux traité. Le passage et le séjour de l'armée des princes avaient procuré à ce malheureux pays toutes les horreurs de la guerre. Ce n'était pas seulement pour se joindre avec Mongonmery que l'amiral, après Moncontour, était descendu vers les riches plaines de la Garonne. Sans argent pour payer le contingent allemand, que Wolfgang de Bavière, duc de Deux-Ponts, lui avait amené en juin et que Volrad de Mansfeld commandait depuis la mort de ce prince ², Coligny conduisit ses reîtres, « qui estoient, » dit Lanoue, fort mal contents et demi-enragez d'avoir perdu leur « bagage, » dans un pays encore intact et « non mangé » pour les « rafraîchir ». On sait ce que ce mot veut dire dans la langue militaire de cette lamentable époque. Pendant les cinq ou six semaines qu'elle séjourna en Agenais (début de décembre 1569-mi-janvier 1570), l'armée des princes y commit les plus épouvantables dégâts ³. Les témoignages contemporains sont, sur ce point, unanimes. La phrase très brève, mais significative de la Popelinière, qui dit simplement que « la licence du soldat estoit fort desbordée » ⁴, les euphémismes de Lanoue, qui conseille aux capitaines d'imiter le sage exemple de Coligny, excellent pour refaire de nouveaux corps aux hommes ⁵, sont complétés et éclairés par Monluc, qui dit dans son livre :

¹ Voir le texte de ce document dans l'ouvrage déjà cité de M. le C^{te} J. Delaborde, *Coligny*, t. III, p. 568-569 (n° xxiv de l'*Appendice*).

² Lanoue raconte que le matin de la journée de Moncontour, les lansquenets et les reîtres n'ayant pas touché leur solde refusèrent de marcher (Lanoue, *Disc. polit. et milit.*, p. 823).

³ Une requête des habitants de l'Agenais au roi, publiée en appendice, évalue à 12 ou 15,000 hommes les forces de l'armée des princes unie à celle de Mongonmery.

⁴ La Popelinière, *op. cit.*, t. I, f° 368 v°.

⁵ « Le plus long séjour que fit ceste armée fut vers les quartiers d'Agenois et de Montauban, où elle passa quasi tout l'hiver, et par le bon traitement qu'elle y reçut, se refirent comme de nouveaux corps aux hommes. A cecy doivent regarder ceux qui ont les charges militaires et ne faire pas comme les avars laboureurs, lesquels, pour ne donner ja mais relasche à leurs terres, les rendent stériles ; aussi, quand, pour accroistre leur gloire, ils harassent leurs soldats sans les raffraîchir, ils les accablent. » (*Disc. pol. et mil.* p. 834).

« Messieurs les princes et l'admiral demeurarent cinq semaines ou » plus campés là où j'ay dit... Ils mangeoient leur saoul et faisoient » grand chère, car ils avoient tant paty depuis la perte de Mon- » contour, qui n'estoit possible de plus. Je croy qu'ils avoient plus » d'envie de se reposer que de m'attaquer. » ¹ Au lendemain même du jour où commença l'évacuation du pays, le 9 janvier 1570, l'auteur des *Commentaires* faisait, dans une lettre au roi, le tableau suivant de l'Agenais : « Et Dieu veuille qu'il (le Languedoc) soit » mieulx défandu que ceste pauvre Guyenne, en laquelle ont exercé » infinies cruautés, volleries, pilleries, bruslemens, saccaigemens » et massacres, ayant tué tous les prestres où ilz sont passés, brus- » lés toutes les esglises, ce pour faire perdre la mémoire de nostre » religion. Ilz y ont tué une infinité de catholiques, tant d'hommes » que de femmes ; et ne sont passés en lieu qu'ils n'ayent par ge- » hennes et tourmens tué des hommes et des femmes, tout ce qu'il » y avoit, mangé et après gasté tous les vivres, en tant qu'il ne sera » possible à Vostre Majesté tirer ung seul soul de ce païs, auquel » tout le peuple et les plus riches sont à la faim. » ²

Quelques jours après que Monluc écrivait cette lettre et alors que l'armée protestante n'avait pas encore complètement évacué le pays, le 18 janvier, le syndic d'Agenais Michel Boissonnade adressait aux officiers de la sénéchaussée une requête aux fins de procéder à une information sur les excès commis par les « seditieux communément » appelés hugueneaux, » et, plus particulièrement, par les armées des princes et de Mongomery. Cet important document, que M. G. Tholin a tiré des Archives municipales d'Agen et publié dans le t. xxix des *Archives historiques de la Gironde*, nous donne de ces excès un tableau très vivant et très précis, qui complète et confirme l'esquisse tracée par Monluc dans sa lettre au roi : « Lesquelz » enemys et aussi ne se contentent de tenir les personnes et leurs » biens en leur subjection, les ont thués, massacrés et faict mourir » de cruelles mortz, forcé plusieurs femmes et viollé les filhes, et,

¹ *Monluc*, t. III, p. 369. — Brantôme, parlant de « Messieurs les reys- » tres », dit que l'amiral « les vous pourmena en ce bon pays d'Agenois, se » donnant des ayses et des moyens jusques à la gorge. » (Brantôme, éd. L. Lalanne, t. IV, p. 321.)

² Lettre de Monluc au roi, Agen, 9 janvier 1570 (éd. de Ruble, t. V, p. 263-264.)

» apres avoir mangé tout ce qu'ilz trouverent esd. villes et maisons,
» mis le feu aux monasteres et temples, maisons et granges, cons-
» titués prisonniers jusques au povre laboureur et leurs enfens les
» tenoient prisonniers en grande destresse, pendez en l'air, ayant
» à l'entour de la teste une corde et bilhot au dernier pour leur
» faire rançonner or ou argent, d'aultres qu'on leur a mys les gros
» poulces des mains dans les chains de leurs pistolets, mectre le
» feu aux soles des piedz, les tenans en telle destresse et tourment
» jusques à ce qu'ilz en avoient eu la rançon qu'ilz pouvoient, les-
» quelles inhumanités ilz ont faict en tous les lieux où ils se sont
» arrestés et passés, et mesmes au commencement ez villes de
» Prayssas, Montclar, Sainte-Livrade, Montflanquin, Tournon et
» autres, prises et saizies par les cappitaines appelez Mauciet,
» Chaussaulitz, Lasouille, Carrère et plusieurs autres tant de cheval
» que de pied qui firent une cource despuis Montauban; et led.
» camp et armée desd. enemyz descenduz aud. país d'Agenois en
» forme hostile se seroient emparés universellement dud. país et
» faict tout deguast en icelluy que l'ennemy peult faire, rompeu et
» brisé les cloches desd. esglises, les portes et fenestres des mai-
» sons, coffres. seurres d'icieux descrouchetées, rompues, et
» emporté tout ce que bon leur auroyt semblé, les esclitz et lietiz,
» mangé et beu les bledz et vins, thué et mangé tant de bestail que
» autre ont conduit ez autres lieux et places fortes qu'ilz tiennent
» en ced. pais, ensemble empourté les foinz, pailles, avoynes, bois,
» et, que pis est, tant lesd. troupes que autres, quant n'en pouvoient
» empourter lesd. vivres, y mirent le feu et myrent parmy les flans
» les bledz et les vivres qui leur restoyent et persoyent les thou-
» neaux et barriques remplys de vin, les laissant et faisant thumber
» par terre dans les caves, chaiz et autres lieux où estoient, et le
» semblable a esté faict comme dessus tant par lesd. jadis admyral
» que Montgomery et leurs troupes de reistres et autres gens tant
» de cheval que de pied, c'estant aussi emparés des villes d'Ai-
» guilhon, le Port-Sainte-Marie, Clermont-Dessoubz, Bazex que
» autres divers villes, et par toutes les villes et villages qu'ilz ont
» passé. » ¹

Ce tableau vraiment poignant, où s'étalent dans toute leur horreur la cruauté sauvage et la brutalité stupide d'une soldatesque effrénée,

¹ *Archives historiques de la Gironde*, t. xxix, p. 72-73.

est confirmé par les dépositions de seize témoins, habitants du pays, hommes de robe, marchands, curés de village. Tous « concorde-
» dablement » attestent que l'armée des princes, tant à l'aller qu'au
retour, commit des actes tels « que si l'ennemy infidele, barbare et
» turc estoit en ce pouvre pays d'Agenois et Gascoigne, n'en eusse
» faict ny n'en fairoit aultant, comme ils croyent. » Les témoins
originaires de Valence, Jehan Dupoy, marchand, M^e Marc Ducros,
notaire royal, Bernard Pellissier, praticien, Symont et Guillaume
Terloux, frères, marchands, affirment « avoir veu hier mesmes les
» enemyz ez envyrons dud. Valence faire les susd. boute-feu, saccai-
» gemens et autres cas execrables. » Un vieux prêtre, M^e Jehan Del-
mejanet atteste qu'on lui a pris tous ses vivres, « en façon qu'il n'a
» remède que de mandier. » Et voici la conclusion, le cri unanime
poussé par tous ces pauvres gens : « Au moien du séjour et passage
» que lesd. enemys ont faict en ce pais d'Agenois led. pais univer-
» sellement a esté pilhé et saccaigé et tellement ruyné qu'il ne y
» est demeuré vivres aucuns soit pour les hommes ou bestail, ny
» bestail aussy que bien peu, et veoit-on que le peuple d'iceluy de-
» meure en telle pouvreté que la plus part sont famelliques, men-
» dians et mallades, le pais tellement déguasté, bruslé et ruyné qu'il
» est presque du tout inhabitable, estant de fame et de home, de
» tous vivres, meubles, fructz et autres choses convenables à la
» nourriture de l'homme ¹. »

La ville d'Agen, épargnée par les ennemis, avait pourtant souffert
aussi des effets de l'invasion. Menacée d'une attaque, elle fut
astreinte, pendant près de trois mois, à la dure obligation de loger
cinq compagnies de pied, commandées par les capitaines Raphaël,
Castella, Monpeyran, Darmavaille et de Castéra, et deux de cavaliers,
celles de Monluc et de Fontenilles. De plus, une foule d'habitants
de la campagne, à l'approche de l'ennemi, s'était réfugiée dans la
ville et y avait vécu plus d'un mois ; plusieurs de ces fugitifs, se
donnant comme soldats, avaient profité du désordre pour consom-
mer des vivres sans payer. Enfin, pour mettre Agen en état de dé-
fense, Monluc, nous l'avons vu, avait fait démolir nombre de
maisons et de granges : une partie de la ville était donc en ruines.
La guerre n'avait pas été plus profitable aux habitants des villes que
l'ennemi avait épargnés qu'à ceux des campagnes sur lesquels il

¹ *Archives historiques de la Gironde*, t. xxix, p. 76.

avait impunément exercé sa rage : de toute façon le petit peuple en payait les frais.

La misère était telle que les Agenais adressèrent au roi une requête pour lui exposer le pitoyable état du pays. Ce document, que l'on trouvera publié en appendice, confirme les dépositions contenues dans l'enquête de Boissonnade : on y retrouve un tableau complet, quoique plus résumé, des excès auxquels se livra l'armée des princes. Un seul détail nouveau, mais significatif, est à relever : le passage de ces soudards infecta le pays de maladies contagieuses « dont sont mortz et meurent tousjours ung grand nombre de personnes ». En conséquence, les Agenais demandèrent au roi d'être déchargés des tailles, taillon, erues et autres subsides pour la présente année et la suivante, proposant qu'on y suppléât par la vente des biens et des fruits des rebelles qui ont pris les armes. Le 6 juillet 1570, à Gaillon, le Conseil privé délibéra sur cette requête. Par lettres patentes, datées de Saint-Germain-en-Laye, 11 août 1570, Charles IX, en considération des « grands pertes, ruynes, afflictions et calamitez par eulx souffertes », exempta les Agenais de toutes tailles ordinaires et extraordinaires, à l'exception du taillon, pour une année comprenant le dernier semestre de 1570 et le premier de 1571. Nous publions ce document en appendice ¹.

De tels malheurs étaient-ils capables d'émouvoir les âmes rudes et passionnées des contemporains ? On a, pour le croire, les témoignages de deux des principaux acteurs de ces terribles événements. Deux ans après qu'il les eut racontés dans ses *Commentaires*, œuvre d'apologie personnelle et de passion encore brûlante sur laquelle il n'est pas permis de le juger d'une façon définitive, Monluc adressait au roi, du fond de sa retraite, ce *Discours sur le faict de la paix*, dont on a pu dire très justement qu'« aucun de ses écrits n'a » l'ampleur de ce testament politique »². Il y dénonçait avec éloquence « la nécessité en laquelle les gens de guerre ont réduit le » peuple, » et concluait que vouloir mettre fin à de tels maux par la guerre, « ce seroiet estaindre le feu avec le feu ». Il y rappelait le misérable état de la Guienne, « ce pouvre pays que semble estre aban-

¹ Je dois la transcription de ces deux documents à l'inépuisable obligeance de M. Tholin.

² M. Tholin, dans son étude sur *La ville d'Agen pendant les guerres de religion* (*Revue de l'Agenais*, t. xvi. p. 28-29).

» donné de Dieu et du monde», et songeait sans doute aux horreurs dont elle avait été le théâtre en 1569, lorsqu'il poussait ce cri de pitié : « O Sire, je vous supplie très humblement considérer en quoy vous « estes aujourd'huy parmy les autres princes, et en quelle nécessité » et ruynes est vostre royaume, et mectés fin à tous ces meurtres et » pertes que journellement vous faictes de voz sugetz... »¹. Cet appel à la concorde et à la paix religieuse, sorti de la bouche du vieux capitaine, on le retrouve, trois ans plus tard, sur les lèvres du jeune prince qui avait, lui aussi, vu de près les exploits des reîtres allemands dans l'Agenais. C'est d'Agen que le roi de Navarre datait, le 21 décembre 1576, ce beau manifeste « à la noblesse, ville et » communautéz du gouvernement de Guyenne », où il osait dire : « La religion se plante au cœur des hommes par la force de la doctrine et persuasion, et se confirme par l'exemple de vie, non par le glaive. Nous sommes tous François et concitoyens d'une mesme » patrie : partant il nous fault accorder par raison et douceur et non » par la rigueur et cruauté qui ne servent qu'à irriter les hommes² ». Il dut se rappeler aussi la terrible campagne de 1569 lorsqu'il promulgua d'Agen, le 1^{er} avril 1577, ces ordonnances militaires³ qui proclamaient la liberté du commerce et du labourage, rendaient les capitaines responsables de la conduite leurs soldats, et punissaient des peines les plus sévères le viol, la « picorée », le pillage, l'incendie, en un mot tous les excès dont les soudards de l'armée des princes s'étaient rendus coupables en Agenais.

Paul COURTEAULT.

¹ *Montluc*, éd. de Ruble, t. v. p. 299-324.

² *Recueil des lettres missives de Henri IV*, éd. Berger de Xivrey, t. 1. p. 116.

³ Voir le texte de ce document dans le t. xxix des *Archives historiques de la Gironde*, p. 145-150.

APPENDICE

I. - Rapport d'espion sur le passage des princes à Clairac et leur marche sur Aiguillon.

s. l. n. d. (Clairac, 28 novembre 1569).

Monsieur,

Ce jourd'huy, envyron les neuf heures du matin, au dela de la riviére de Lot devant ceste ville et tout d'un coup et sans attendre aultres nouvelles, j'ay veu arryver quatre ou cinq trompettes qui se sont mysés a sonner haultement, ou pas a pas vis elles suyvoient envyron de douze ou quinze cens chevaux du moings, montés, bien armés et en bel equipaige a les veoyr, avecques leurs cornettes deployées, lesquelles, combien que icelles aye toutes veues, n'ay eu la commodité de les compter, qui tiroient le chemin d'Aguillon, entre lesquelles il y avoient quelques cornettes angloyses, comme on dict, qui sont logées a Polart¹, les aultres a Coloignes, Saint-Bris, et tout aux envyrons dud. Aguillon ; et en ceste ville ny a aucun de logé que mons^r de la Case avec quelques gens ; et sont couryr le bruycl que messieurs les princes et admiral logent a Myt vers Aute-faye et s'en viennent a Agen ; et ceulx icy tiennent qu'ilz viennent ce

¹ *Polard* ou mieux *Poulard* était le nom d'un fief très étendu, composé de nombreuses métairies, possédant une petite église ou chapelle, dont, il y a quelques années, on voyait encore les restes à demi effondrés de l'autre côté de la route qui passe actuellement le long de la maison d'habitation. L'ensemble de ces constructions formait un écart du bourg de Saint-Brice. Le domaine de Poulard payait la dîme à l'abbaye de Clairac ; en 1576 il devint la propriété de la famille de Salomon, qui l'érigea en fief. J'emprunte ces renseignements à une intéressante note que Mlle H. de Bellecombe a bien voulu très gracieusement me communiquer par l'entremise de M. G. Tholin.

jourd'huy prendre led. Aguillon, comme ilz commencent desja a l'attaquer, et le Port, avecques les forces de monsieur le conte qui sont de dela, passent de deça la riyvere vers Moneurt et led. Aguillon, auquel lieu ilz ont ja prins les basteaulx. Le cappitaine de Monthazet le vieulx est dans led. Aguillon, qui est fort regretté de leur part qu'il y soiet, car ilz ont eu sauvegarde pour sa maison.

Monst de la Caze et quelques cappitaines sont arrivez à Clairac et ont faict lever tous les basteaux pour faire passer toute l'infanterye a Clairac. L'armée de messieurs les princes est dela la riyvere, et n'avoyent encore prins Aiguillon, mays estoyent après et l'avoyent sommé deux foyz. L'on ne sçayt où ilz vont, sinon qu'ilz se veulent joindre avant a Clairac. Je m'asseure qu'ilz n'y toucheront riens, car ilz n'y arrestront guieres. Il sera bon que vous ne soyez poinct a Castelnau et que l'on ne sache où vous irez.

[*Au dos :*] Advis et nouvelles des ennemys.

(Bibliothèque Nationale, mss. fr. 15.548, fol. 160 [188 de l'ancienne foliotation]. — Original).

II. — *Lettre de Coligny à la reine de Navarre.*

Port-Sainte-Marie, 24 décembre 1569.

Madame,

Je sçay bien le contantement que ce vous est d'entendre des nouvelles de ceste compagnie ; aussi je ne faulx pas a vous en faire sçavoir le plus souvent que je puis. Et ces jours passez mesmes, en faisant une depesche a Angoulesme, je n'ay pas oublié à vous en faire une et charger le porteur d'icelle d'aller, s'il estoit possible, la vous porter jusques a la Rochelle ; et s'estant encore offerte la presente occasion, je n'ay pas voulu faillir de vous advertir, Madame, que Monsieur vostre filz est en tres bonne santé, graces a Dieu, et toute ceste compagnie aussi, comme vous pourrez plus a plain veoir par les lettres qu'il vous escript, et vous dire aussi comme depuis dix ou douze jours nous sommes en ce lieu ou nous avions dressé ung pont de de bateaulx sur la rivière de Garonne et desja par trois ou quatre jours on avoit passé dessus mesmes quelques troupes de nostre cavallerie, tant de François que de reistres ; et quoy qu'a cause des

grandes et continuelles pluyes, lad. riviere fust tellement enflée que nostre pont eust beaucoup a souffrir, si est ce qu'il avoit tenu bon jusques a ce que, renflant lad. riviere d'heure a autre et a vue d'œil, elle est devenue si impetueuse que la nuict de jeudi dernier, sur les quatre heures du matin, elle rompit les cables et cordages d'un des molins que nous avions ung peu au dessus dud. pont, lequel fut porté et poulé par telle violence contre icelluy qu'il le rompit et s'en alla tout a val l'eau. Toutesfois nous avons commencé a remedier a cest inconvenient et y avons desja de telle sorte pourveu que je vous puis assurer que, avec l'aide de Dieu, nous aurons dans peu de jours si bien et seurement accommodé le passage que nous retirerons à nous non seulement noz troupes qui estoient passees dela, mais aussi Monsieur le conte de Montgomery et toutes les siennes. Cela faict, nous adviserons a ce que nous aurons a faire, de quoy je ne fauldray d'advertir Vostre Majesté par senre voie. Au reste, j'attends en bonne devotion les nouvelles de Vostre Majesté et estime bien n'estre plus guieres sans en avoir par quelque voie que ce soit, ou par M^r de Renty ou par M^r de Thelligny, lequel j'ay chargé de beaucoup de particularités a vous dire. Je présenteray en cest endroict mes tres humbles recommandations a voz bonnes graces et prieray Dieu, Madame, vous donner avec augmentation des siennes en toute prosperité tres longue et tres heureuse vie.

Du Port Sainte Marie, le xxiii^e decembre 1569.

[*De la main de Coligny :*] Je ne sçay si ceste lettre pourra parvenir jusques a Vostre Majesté, qui est cause que je n'oze vous mander beaucoup de particularitez que je ferois sans cela. Je vous diré que, graces a Dieu, tout ce porte bien icy. Monsieur le mareschal Danville m'a envoyé son secretaire Viart pour m'exorter a la paix et pour m'offrir toutes les seuretés que je vouldrois demander, et entre aultres me proposant la conté de Neufchastel. Je luy ay faict response que, voyant ung seur establisement pour la religion en ce royaume, j'accepterois toutes conditions et fusse aux despens de ma vie. Je veoy bien que ce sont toutes tromperies, et mesmes la Vallette publie partout que la paix que le roy nous veust donner, il la veust signer de la pointe de son espée.

Vostre tres humble et tres obeissant serviteur.

CHASTILLON.

[*Au dos :*] A la Roïne de Navarre.

(Bibliothèque Nationale, fonds Baluze, 151, n^o 4. — Original).

III. — Requête des habitants de l'Agenais au roi Charles IX.

(début de 1570.)

Au Roy.

Sire,

Les manans et habitans de vostre pays d'Agenois, voz tres humbles et tres loyaulx subjectz, supplient tres humblement Vostre Majesté entendre les pouvretés, miseres et calamités esquelles ilz sont reduitz et detenez pour l'injure du temps et troubles suscités par les enemis de Vostre Majesté et coreurs, et par les oppressions, foutes, despences et ruynes qu'ilz ont souffert et souffrent encores journellement pour en ces derniers troubles avoir norry et entretenu a leurs despens ung grand nombre de gens de guerre que pour vostre service ont passé et repassé et séjourné audict pays qui ont faict de despences si grandes, excessives et extraordinaires dont le peuple a esté grandement foulé et vexé et encores plus par l'armée et camp des princes de Navarre, de Condé et du jadis admiral, qui sont descendus au dict pays d'Agenois et illec ayant joint leur armée avec le camp de Montgomery, en nombre, comme l'on disoit, de douze a quinze mil hommes, tant françois que alemands, reistres et estrangiers, occuppent le dict pays et y ont exercé toutes les cruautés que l'enemi infidelle et barbare a acoustumé de comectre sur le crestien, et, non contens d'avoir mangé, consummé et despendeu tous les bledz, vins, vivres, foin, pailles, avoynes et autres grains qu'ilz y ont treuvé, ont aussi pillé, saccagé et volé tout'or, argent, meuble et bestailh dudict pais, bruslé et mis en deguast ung grand nombre de villages et maisons, granges, edifices et bastimens en icelluy, ont thés, meurtris et massacrés une grande partie du peuple, prins et constitués prisonniers des plus riches et ayzés d'icelluy, lesquelz ils ont ranssonnés et outre ce par geynes, questions et tourmens estranges ont faict descouvrir et desceller tout le meilleur meuble et tresor que les gens du dict pays avoient caché sur leur venue, craignant leur fureur et rage; et ce que les enemis n'ont eu comodité d'empourter ont gasté, bruslé et mis en ruynes, ont fourcés et violées ung grand nombre de femmes et filles, ruynées et bruslees les esglises et monastaires et en telle rage et fureur ont demeuré troys moys ou plus dans ledict pais et jusques a

tant qu'ilz n'avoient moien d'y pouvoir treuver aulecungs autres vivres tant pour eulx que leurs chevaux, qui les en auroit faict desloger; et, en partant, rompirent portes, fenestres, vitres, coffres, saireures, tables, chelitz et autres choses qu'ilz n'en pouvoient porter ez lieux et maisons ou estoient logés, et infectarent ledict pays de plusieurs maladies contagieuses qui durent encoires audict pays, dont sont mortz et meurent tousjours ung grand nombre de personnes et de 'la famine qu'ilz souffrent et endurent, de sorte qu'on ne peult veoir et contempler au dict pays autre chose que misere, pouvreté et desolation du peuple qui n'a eu le moien ny puissance de cultiver, labourer et ensementer les terres comme ilz avoient acoustumé, que non-seulement leur est ung domaige present mais a l'advenir a la prochaine annee. A ceste cause, Sire, supplient tres humblement Vostre Majeste, en concideration de ce que ledict peuple vous a esté tousjours et sera a jamais tres loial et fidelle a paier les debvoers de tailhes et autres subcides et que a present ilz n'ont moien a leur grand regret ny puissance aulcune de satisfaire aus dictz tailhes, taillon, creues ne autres subcides acoustumés au dict pays et qu'il seroit impossible y pouvoir donner ordre et satisfaire, qu'il vous plaise avoir pitié du peuple tant affligé et les descharger tant pour la presente annee que la prochaine advenir desdictz tailhes et taillon, creues et autres subcides et au lieu d'icelles faire vendre les biens immeubles et fruitz de ceulx qui ont pourté et portent les armes contre Vostre Majesté, dont pourra recouvrer beaucoup plus de sommes que ne montent lesdictz tailhes, taillon, creues et autres subcides, et, ce faisant, donerés moien a voz puvres sujets d'iceulx remettre en nature, cultiver les terres, rediffier leurs maisons et autres bastimens, dont apres Vostre Majesté pourra ayseement retirer lesdictes tailhes et subcides. Et lesdictz suppliants prient Dieu que luy plaise conserver et mainctenir icelluy en prosperité, sainté et longueur de vie.

CAMUS, député.

Au Roy.

Respondu au Conseil privé tenu a Gaillon le vi^e juilliet v^e LXX.

[Cote :] Bequeste pour presenter au Roy pour le pays d'Agennoy.

(Archives de l'hôtel de ville d'Agén, Original, papier, CC, 70).

IV. — Lettres patentes du roi Charles IX accordant à l'Agenais exemption des tailles pour une année.

(Saint-Germain-en-Laye, 11 août 1570).

CHARLES, par la grace de Dieu roy de France, a nostre amé et feal conseiller le general de noz finances estably a Bourdeaulx, salut et dilection. Ayant faict veoir en nostre conseil privé la requeste a nous presentee de la part de noz chers et bien amez les manans et habitans de nostre pays d'Agenois a ce que, pour les causes y contenues ayant mis en consideration les grandes pertes, ruynes, afflictions et calamitez par eulx souffertes, nostre plaisir fust les quicter et descharger de la contribution en noz taille, taillon, aydes, creues et autres subsides, Nous, pour ces causes et autres a ce nous mouvans, avons lesdicts supplians quictez, exemptez et deschargez, quictons, exemptons et deschargeons du faict et contribution a nos dictes tailles, subsides et autres impositions tant ordinaires que extraordinaires, fors et excepté le taillon, pour une annee entiere, a deduire et defalquer moictyé sur la presente et l'autre moictyé sur l'annee prochaine, sans qu'ilz puissent estre contrainctz au paiement des dictes tailles et subsides pour ledict temps desquelles, a quelques sommes, pris et estimation qu'elles se puissent monter, leur avons, en consideration desdictes pertes, ruynes, afflictions et calamitez, faict et faisons don par ces presentes signees de nostre main. Si vous mandons, ordonnons et enjoignons par ces dictes presentes que, faisant lesdicts supplians jouyr et uzer de noz presens don et grace, vous les faictes par le receveur de nos dictes tailles dudict pays tenir quictes, paisibles et deschargez du paiement de nos dictes tailles et autres subsides pour la dicte annee, a deffalquer ainsy que dict est, sans que, par faulte dudict paiement, ils puissent estre contrainctz ne molestez en leurs personnes et biens, voulans pareillement nostre dict receveur en estre tenuz quictes et deschargez et la somme a quoy reviendroient lesdictes tailles et subsides pour la dicte annee passee et allouee et rabatue en ses comptes par nos amez et feaulx les gens de noz comptes, le mandant ainsy le faire sans difficulté en y rapportant ces presentes et recongnissance desdicts supplians sur ce suffisante seulement. Car tel est nostre plaisir, nonobstant les ordonnances faictes sur l'ordre et distribution de noz finances et

autres quelconques a ce contraires ausquelles pour effectuer ces presentes et sans y préjudicier en autres choses, nous arons derogé et derogeons a la derogatoire de la derogatoire y contenue de nostre pleine puissance et auctorité royal.

Donné a Saint-Germain-en-Laye, le xi^e jour de aoust l'an de grace mil cinq cens soixante et dix et de nostre regne le dixiesme.

CHARLES.

Par le Roy en son Conseil,

CLAUSSÉ.

(Archives de l'hôtel de ville d'Agen, Original, parchemin, CC, 70).

ÉTUDE

SUR LES

STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE

DE LA COMMUNE ET JURIDICTION

De Villeneuve - d'Agenois

(De Juin 1260 à Octobre 1785)

(SUITE)

Enregistrement des Privilèges de Villeneuve d'Agenois en la Chambre des Comptes séant dans la ville de Tholoze, fait par Golard d'Escoutenille, grand chambellan et sénéchal de Tholoze et d'Albigéois, dans lequel sont contenus les deux articles des dits privilèges, par lesquels *le Roi veut et entend que les consuls et habitants de Villeneuve soient exempts de toute sorte de péages, gabelles, mal-tôtes, dans le royaume de France*, en date du 3^e décembre 1398, signé Darnaldi.

Enregistrement des susdits privilèges fait par Philippe de Molendino, trésorier de France, dans la ville de Tholoze, le 5 décembre 1398, signé J. Figris. *Registrata est libro albo in cancelleria Tholosae.*

Charles VII nous délivre, à tout jamais, de la domination anglaise ; et la cité de Villeneuve, n'ayant plus à prendre parti, peut, enfin, jouir en paix de ses privilèges, les protéger contre toute atteinte, et s'administrer librement. Nous allons relater les principaux faits de cette administration.

Elle avait, d'abord, à se défendre contre les prétentions des seigneurs de Pujols dont les mauvaises chicanes sont écartées par une transaction reçue le 4 septembre 1450 par Pierre Brunet, notaire ¹. Je transcris les étranges griefs de noble Jean de Labarthe, seigneur d'Aure, et en partie, de Pujols et de Casseneuil, et de noble Guillaume de Pujols, seigneur, en partie, du dit lieu.

1^o Jean de Labarthe dit qu'il a contribué, plus qu'aucun habitant, pour la fondation et l'établissement des Frères Prêcheurs ²; que la

¹ Inventaire général des statuts, page 121.

² Couvent situé rue de l'Observance ; aujourd'hui dépôt d'étalons.

première messe qu'on disait dans la dite église était pour lui et pour ceux de sa race et lignée ; qu'il avait fait apposer ses armes au dit couvent ; que, pour lui faire dépit, les habitants ont démoli le monastère *et fait entrer, de nuit, les moines d'Eysses et de Moissac pour le démolir* ; et que, par cet affront, on a jeté dans la boue et foulé aux pieds, ses armes.

Réponse des seigneurs consuls : Ils n'ont jamais su que les Frères Prêcheurs aient été fondés par ledit noble Jean de Labarthe, mais bien par Armand Darius et Bernard de Lustrac, auxquels la première et la deuxième messe appartenait. La destruction du monastère n'a jamais été faite de leur consentement, ni par aucun habitant de la ville. (Donc par les seuls moines d'Eysses et de Moissac.)

2° Les consuls ont mis en prison un homme de sa juridiction, le nommé Le Bastier, et ont confisqué ses biens. Réponse : Bastier était un voleur prouvé qui avait commis plusieurs larcins dans la ville ; il y était né, y avait été baptisé, et les consuls avaient juridiction sur lui.

3° Que Nicolas Delmas, son capitaine étant venu à Villeneuve pour demander les droits dudit seigneur, les consuls lui coururent sus et l'auraient tué avec leurs épées, s'il ne s'était réfugié et enfermé dans l'église.

Réponse : Il est faux que personne ait couru sus à Nicolas, son capitaine, et l'ait menacé de le tuer, ou frapper d'aucune arme ; il n'a pas été obligé de se réfugier dans la dite église.

4° De tout temps, ceux qui entrent à Pujols sont obligés de lui payer péage, comme il justifiera par de bons titres, et les habitants de Villeneuve ne lui veulent rien payer. Réponse : De tout temps, et depuis que Villeneuve a été bâtie, Pujols a toujours été du ressort et juridiction de la dite ville, et tous les habitants de Villeneuve sont quittes de droit et exempts de tout péage à Pujols.

5° La plus grande partie des habitants de Villeneuve, passant par Casseneuil, lui avait toujours payé le péage. Depuis le différend, les habitants ne veulent plus payer. Réponse : Si un homme de Villeneuve a passé par Casseneuil portant quelque chose qui doive péage, les seigneurs n'ont qu'à le nommer et on leur rendra justice.

6° Certains habitants refusent de payer la rente qu'ils devaient pour leurs biens situés dans la juridiction de Pujols. Réponse : Les consuls ignorent quels sont les habitants qui doivent la rente ; mais s'ils refusent, que les seigneurs les citent devant les consuls ou le bailli de Villeneuve qui les feront ester à droit.

7° Un nommé Poudevigne, ayant été tué dans la juridiction de Pujols, les habitants de Villeneuve l'en enlevèrent, sans appeler ledit seigneur ni ses officiers. Réponse : Ni eux, ni aucun de Villeneuve n'a fait enlever Poudevigne ; ils ont entendu dire que Guilhem de Fumel, du consentement de Madame de Labarthe et du bailli de Pujols, a fait enlever le corps mort.

8° Ils ont enlevé, de même, ma donne Dugas de Charnal qui s'était noyée dans la juridiction de Pujols. Réponse : ma donne Dugas fut trouvée noyée dans la juridiction de Villeneuve.

9° Un de leurs serviteurs ayant été tué dans Villeneuve, les consuls refusèrent d'informer, bien que les dits seigneurs les en eussent requis et instamment prié de leur rendre justice. Réponse : On a recherché l'assassin de ce serviteur tué dans Villeneuve et entendu plus de 200 témoins.

Les prétentions soulevées ayant été ainsi réfutées, les seigneurs de Pujols abandonnèrent leur action. Il fut convenu qu'aucun péage n'était dû, par les habitants de Villeneuve, à leur entrée à Pujols ; que les seigneurs les maintiendraient dans leurs franchises, libertés et anciennes coutumes, se réservant, les dits seigneurs, les droits et devoirs féodaux, et de pouvoir imposer leurs droits de péage aux personnes étrangères. Il est aussi stipulé que les seigneurs et habitants de Pujols jouiront des privilèges et franchises de Villeneuve, comme il y a longtemps ; que les sur-fléfs faits par les habitants de Villeneuve seront de nul effet et seront respectivement quittes de tout arrérage de rente, jusqu'au jour présent.

Louis XI avait trop besoin de l'appui des communes, dans sa lutte contre les grands vassaux de la couronne, pour ne pas confirmer les privilèges accordés à Villeneuve par Louis d'Anjou et Charles V. C'est ce qu'il fit, la première année de son règne, à Saint-Jean-d'Angély, au mois de février 1461 ¹.

Charles VIII approuve et confirme ces mêmes privilèges, à Tours, en février 1483 ; et le 18 mars de cette année il signe, encore à Tours, des lettres-patentes par lesquelles il donne pouvoir aux consuls de Villeneuve d'employer, tous les ans, le douzième denier qu'ils ont accoutumé de lever et prendre sur toute la viande qui se vend et se distribue dans la dite ville, pour être employé, *annuellement*, à la faction de leurs robes et chaperons ; lesquelles robes doivent être moitié noires et moitié rouges, doublées de peaux et autres

¹ Inventaire général des statuts page 8.

fournures, et étaient, anciennement, de la valeur de vingt écus chacune.

Nos consuls sont donc autorisés, par le Roi, à porter des robes mi-parties, avec les insignes de leur charge, et à en prélever le prix, tous les ans, sur les ventes de la boucherie de la ville. L'octroi de ce beau costume était un honneur de plus pour la cité de Villeneuve ; mais les habitants de la campagne, moins sensibles à cet honneur que les citadins, réclamaient des avantages plus sérieux et une participation plus directe de leurs représentants, dans la gestion des deniers communaux. Cette juste réclamation fut accueillie favorablement et mit fin à un procès pendant devant le Parlement de Bordeaux. « La bonne union » fut scellée le 18 mars 1502, sous le règne de Louis XII, par la transaction suivante ¹.

« Transaction passée entre les consuls et les syndics des habitants » hors les murs de la ville et dans la juridiction. Débat entre An-
» toine Blandanet, syndic de Courbiac ; Jean Clavié, syndic de
» Sainte-Radegonde ; Lavernhe, syndic de Saint-Sernin ; Dominique
» Papon, syndic de Trémons ; Arnaud Maleteste, syndic de Lamothe-
» Fey ; Bernard Gibergues, syndic de Saint-Jean-de-Lerm ; et Jean
» Crochepeyre, syndic de Saint-Sulpice de Soubiroux ; appelants,
» d'une part ; et messeigneurs Naudet del Mazès, Bertrand Costas,
» Pierre Sallèles, James de Monleau, Alaric Daymes, et Antoine
» Tosto, consuls de Villeneuve, appelés, d'autre part ; et ce, à cause
» que les consuls avaient fait exécuter les manants et habitants des
» dites paroisses, pour cause de la réparation du pont de la dite ville.
» Mais par l'entremise de certains amis, les dites parties se sont
» ainsi accordées. »

« Aujourd'hui, 18^e jour du mois de mars, l'an 1502, en la maison
» commune de Villeneuve, en la forme et manière que s'ensuit. »

» Les consuls sont contents de rendre et restituer les gages et
» meubles pris, par exécution, pour la réparation du pont, en payant
» au prorata, comme est contenu en l'arrêt et ses dépens. »

« Les consuls sont contents *qu'un homme soit élu* pour chacune
» desdites paroisses étant de l'honneur et juridiction de ladite ville,
» lequel sera appelé, par les consuls, aux impositions et tailles qui,
» dorénavant, se feront en ladite ville, et, aussi, aux retaillements
» et rendition de comptes. »

« Que lesdits personnages, *élus* par les dites paroisses, pour ouir

¹ Inventaire général des statuts, pages 116 et 117.

» la rendition des comptes, impositions de tailles et retaillement, ju-
» reront, par serment aux consuls, quinze jours après Pâques, de ne
» révéler les secrets de la ville ; et que, bien et loyalement, durant
» leur année, se porteront aux choses qui touchent les dites imposi-
» tions, cotisations et retaillements, ou nouvelles impositions et ren-
» dition de comptes. »

« Que les manants et habitants en la juridiction et hors les murs,
» pourront mettre leurs vins, recueillis en la juridiction, dans la ville
» de Villeneuve, dans la fête de Saint-Martin d'hiver. Et s'il arrive
» qu'ils soient occupés à semer leur blé, les consuls pourront allon-
» ger et diminuer le temps pour charrier leur vin, à leur bonne dis-
» crétion et au profit et moindre dépense des pauvres gens. »

« Moyennant les choses susdites ils seront bons amis et vivront,
» dorénavant, en bonne union ; toute rancune et procès cesseront,
» et les dépenses des poursuites dudit procès seront dépensées, sans
» que, pour raison de ce, une partie soit obligée de rembourser l'au-
» tre. »

« Sur toutes les choses susdites les parties se réservent le bon
» plaisir et vouloir de la Cour du Parlement de Bordeaux, là où le-
» dit procès a été commencé et demeure indéci. »

« Parce que, par arrêt de la Cour du Parlement de Bordeaux, a
» été dit que les gages, meubles et biens pris aux habitants de
» dehors les murs seront rendus et restitués réellement et de fait,
» avec tous dépens, dommages et intérêts ; comme certains gages,
» meubles et biens, pris auxdits habitants, se sont perdus, aliénés ou
» vendus ; qu'on ne pourrait les retrouver à présent ; attendu la
» perte desdits meubles et dépens, les consuls bailleront 38 livres,
» 15 sols, 4 deniers tournois à Antoine Lavernhe, Antoine Blanda-
» net, Jean Clavié, Bertrand Gibergues, et Dominique Papon, syn-
» dics à ce présent. »

« Les consuls offrent de faire et tenir les susdites choses auxdits
» consuls forains, et sur autre chose, sinon ce qui est contenu en
» leurs coutumes, statuts, privilèges, styles accoutumés et styles
» d'ici en arrière ; lesquels pactes demeurent reçus par moi, notaire,
» en présence de M^e Guiraud de Fontany, Jean Celles, notaires de
» Villeneuve, de François Laurens du lieu d'Ourliac, Martial Guys-
» son du lieu de Belvès, Pierre Sauret, marchand de la cité d'Agen,
» Antoine Martin, habitant de Monclar, et de moi, Guillaume de
» Cors, notaire d'Agen. »

Cette heureuse concorde, entre les habitants de la ville et de la

campagne, permet à la communauté d'exercer, sans troubles, les précieuses prérogatives confirmées par tous nos rois. Ainsi, le 3 juillet 1511 ¹, nous voyons que M^e Léonard Barret, ayant été pourvu de la charge de bailli de Villeneuve, prêta, devant *Messieurs les consuls*, serment de bien et fidèlement exercer sa charge. Le 22 juillet de la même année ², Martial de Corti, juge ordinaire de l'Agénois, ayant créé un lieutenant de juge, dans Villeneuve, pour occuper et rendre la justice, *les consuls lui firent prêter serment de garder les droits et les libertés et coutumes desdits consuls*. Le 5 septembre 1511 ³, honorables et sages personnes, noble Arnaud de Vinhal, seigneur de Brauval, Jean Brinhol, Bertrand Fauret, Antoine Guithon, Guilhem Costas, et Bernard Serrar, consuls, baillèrent à M^e Gillet Perreau, étaigneur, la charge de marquer les mesures d'étain pour le vin et l'huile, et le taxèrent, pour sa peine, à 3 deniers pour chaque marque. Il prêta serment devant eux.

Le même jour, ils baillèrent à M^e François Pémiault, menuisier, la charge de marquer toutes les mesures et aunes de la ville et juridiction, avec, pour son salaire, 12 deniers par marque, et ils lui firent prêter serment.

En 1512 ⁴, noble Arnaud de Vinhal et ses collègues et consuls de Villeneuve, conformément à leurs privilèges, statuts et coutumes, et bien informés de la science et capacité de M^e Guy de Roé, *le choisirent et créèrent pour leur juge, pour, et au nom des susdits consuls, connaître des causes civiles*.

Mais, il nous manquait la marque vivante de la souveraineté, le bourreau. Cette lacune fut comblée le 14 novembre 1516 ⁵. Ce jour-là, M^e Aymard Gomène, exécuteur de la Haute-Justice, natif de Bordeaux, prêta serment devant Messieurs les consuls de Villeneuve, de bien et o'neureusement exercer son office, de tenir le pont, la place et la halle nets, et de ne sortir sans la permission des dits consuls.

L'année suivante, le roi François Premier confirme à Amboise, le 13 février 1517 ⁶, les privilèges des consuls. « Après avoir ap-

¹ Inventaire général des statuts, page 129.

² Inventaire général des statuts, page 128.

³ Inventaire général des statuts, page 128.

⁴ Inventaire général des statuts, page 130.

⁵ Inventaire général des statuts, page 129.

⁶ Inventaire général des statuts, pages 8 et 9.

» prouvé et ratifié tout ce qui leur avait été accordé par ses prédé-
» cesseurs, il les maintient et donne de nouveau les susdits privilè-
» ges, ensemble leur permet et donne pouvoir de prendre le dou-
» zième denier sur chaque boucher qui vendra ou débitera de la
» viande en ladite boucherie de la dite ville ; leur donne, aussi, pou-
» voir de porter des robes et chaperons mi-parties, savoir de couleur
» rouge et noire, comme ils avaient accoutumé anciennement
» (comme on peut voir par les lettres-patentes du roi Charles, de
» l'an 1483, qui sont au 19 fol. du présent inventaire) et afin d'hono-
» rer la charge et dignité consulaires, et qu'elle soit dans un plus
» grand respect, permet à chaque consul d'en faire faire, tous les
» ans, une, *aux dépens des deniers communs* et de ladite bouche-
» rie. »

Au bout de dix ans, après la défaite de Pavie, la captivité du Roi, et le désastreux traité de Madrid, les villes avaient été obligées de contribuer à la rançon de François I^{er}, et aux lourdes charges imposées par Charles-Quint. Villeneuve dut restreindre ses dépenses d'apparat. Le syndic des habitants obtint, le 21 mars 1527 ¹, des lettres-patentes du sénéchal d'Agenois et de Gascogne portant inhibition, aux six consuls de Villeneuve, de ne faire de nouvelles élections de consuls, attendu *la nécessité* de la dite ville ; d'autant que si on faisait de nouvelles élections, il faudrait que les consuls eussent de nouvelles robes et chaperons qui sont, chacune, de la valeur de vingt écus ; d'autant mieux que *le Roi prenait, par emprunt, cette année, la moitié de tous les émoluments de la dite ville.*

Pour compenser de si grands sacrifices, la ville et la juridiction, et toutes les juridictions qui ont formé, depuis, l'arrondissement de Villeneuve, demandaient que le siège de sénéchal, accordé par la Charte du duc d'Anjou, en 1369, et qui nous avait été enlevé, grâce aux intrigues des gens d'Agen, nous fut restitué. Je lis, en effet, à la date du » 9 août 1527 ², une procuration, signée de Lapoujade, notaire, et faite par les consuls de la ville de Castillonès à noble Guyon Hébrard, seigneur du Rooy, et à Jean de Fauret, consuls de Villeneuve, *pour la poursuite du siège de sénéchal d'Agenois qui était anciennement dans la dite ville de Villeneuve.* Mais cette réclamation, qui se poursuit pendant vingt ans, n'aboutit pas, ainsi que nous le verrons ci-après.

¹ Inventaire général des statuts, page 20.

² Inventaire général des statuts, page 22.

Après 277 ans d'administration prospère et pacifique, les Villeneuvois, chez lesquels commençait à se manifester cet esprit de jalousie qui a, trop souvent rongé, depuis lors, l'âme de nos concitoyens, les Villeneuvois décidèrent qu'il était injuste que le premier consul eût la primauté pendant un an, et qu'il fallait l'accorder à chaque consul, tour à tour, pendant une semaine.

D'après la Charte de 1260, les consuls n'admettaient entre eux d'autre primauté que celle du rang de nomination. Le premier consul était président de droit de la communauté, pendant l'année de son consulat ; et voilà qu'on veut que cette présidence soit, comme je viens de le dire, accordée à chaque consul suivant son tour, et pour une semaine, seulement. L'état d'anarchie créé par cette prétendue réforme des anciennes coutumes, que le pouvoir central du Roi allait bientôt, de son côté, battre en brèche sans relâche, révéla, aux esprits les plus brouillons, ce que la manie tracassière peut enfanter de sottises ; et l'on revint, bien vite, aux anciens usages.

C'est le 2 septembre 1537 ¹, que furent rédigés ces lois, usage, style et ordonnances pour la majorie des consuls de Villeneuve, seconde ville de l'Agenois :

« Aujourd'hui, dans la maison commune, régnant François I^{er}, se »
» sont assemblés noble Jean de Badet (Badech) premier consul, sire »
» Jean Pyot, Pierre Dubrenil, Etienne Costas, consuls de ladite ville, »
» l'année présente ; assistés de noble Guyon d'Hebrard, seigneur du »
» Rooy, Guilhem Costas, et autres faisant la majeure partie des »
» jurats et habitants de ladite ville ; *lequel de Badet premier consul* »
» *étant absent*, mais, à sa place, noble Jean de Vignal, seigneur de »
» Brauval, a dit et remontré qu'en plusieurs villes et cités du »
» royaume, même dans la ville d'Agen qui est la capitale du pays, »
» tiennent et observent une autre coutume différente à celle de Vil- »
» leneuve ; et que les consuls sont régis et gouvernés par Majories ; »
» c'est-à-dire que, ou il y a 6 consuls on divise l'année en 6 parties ; »
» s'il y en a 8, en 8 parties, et celui qui tombe dans la troisième, »
» première ou dernière partie du temps, tient les clefs de la maison »
» commune et les autres, excepté celles du coffre ou armoire ou »
» sont les privilèges et secrets de la ville, auquel coffre il y a autant »
» de serrures et de clefs comme ils sont de consuls en nombre ; et »
» chacun des consuls en a une, et le dit coffre ne se peut ouvrir »
» que tous les dits consuls ne soient présents. Quand il y a quelque

¹ Inventaire général des statuts, page 130.

» affaire, on s'adresse au *Maire* qui est en charge à son tour, qui
» la remontre à ses collègues ; et si on a besoin de la Jurade pour
» y délibérer, il fait appeler les jurats par les Mandes de la ville ; et
» celui qui est *Mage* ou *Maire*, dans le temps que l'affaire se pré-
» sente, encore bien qu'il soit le dernier de tous les consuls, a ce
» privilège de représenter l'affaire à la Jurade et d'en colliger leurs
» opinions. »

» Et, quand il y a d'autres petites affaires de police qui ne requiè-
» rent pas de délibérations ni d'assemblée de Jurade, le dit *Maire* en
» connaît en seul ; et alors on sait à qui s'adresser, et on sait lequel
» consul est *Maire*, et a droit de connaître des choses qui se passent
» dans la dite ville, laquelle en est mieux policée ; car, si on n'ob-
» serve cela, un consul défait ce que l'autre aura établi ; et, par
» ainsin, celui qui sera *Maire* aura plus de surveillance pour les
» affaires de la communauté, et sera obligé de rester dans la ville
» et d'abandonner ses propres affaires. »

» Laquelle susdite requête ayant été ouïe par la Jurade et trouvée
» très utile et nécessaire pour la conservation et maintien de la
» chose publique, et que la ville en soit, désormais, mieux gouver-
» née et policée, de l'avis et consentement de ladite Jurade a été
» résolu qu'elle serait réglée par Majories et Semaines ; que cha-
» cun des consuls, par rang et ordre, servira une semaine, et celui-
» la sera appelé le *Mage* ou *Maire*, auquel toutes les affaires de la
» ville s'adresseront en premier lieu ; et si ce sont de petites affaires
» de police, pourra, seul, les décider en absence ou en présence de
» ses collègues ; et s'ils ne peuvent les décider et qu'il faille appeler
» les jurats, le dit *Mage* sera obligé de les faire assembler par les
» Mandes ; et l'assemblée faite, les consuls, avec leurs chaperons,
» et le dit *Mage*, encore bien que ce soit le dernier consul, leur
» fera le détail de l'affaire et colligera paisiblement leurs voix, et
» fera enregistrer la délibération de l'affaire dans le livre des opi-
» nions de la ville ; lequel *Mage* aussi, durant sa mairerie ou se-
» maine, aura devers soi les clefs de la dite maison commune, et,
» aussi celle de la tour appelée de Monflanquin, la ou sont les cof-
» fres secrets de la dite ville et les harnois. »

» Mais, quant au coffre ou sont les dits secrets, y aura 6 serrures
» et autant de clefs ; et chacun des consuls, par ordre, aura et tien-
» dra la sienne durant le temps de leur consulat, le quel coffre ne
» se pourra ouvrir que toutes les 6 clefs n'y soient. Mais, si d'aven-
» ture quelqu'un des consuls était malade ou s'en allait dehors, et

» que, cependant, on eut besoin de quelque pièce du coffre, celui
» qui sera malade ou s'en ira hors la ville, sera tenu de laisser sa
» clef a quelqu'un de sa maison, lequel sera tenu de la bailler aux
» autres consuls. »

» Quant à leur cour, celui qui sera Mage, ou de Semaine, la pourra
» aller tenir sans appeler aucun autre de ses collègues, à la quelle il
» présidera et appointera et fera les actes de justice requis, *durant*
» *la semaine*; la quelle finie, baillera la charge à celui qui viendra,
» par rang et par ordre, après lui, auquel il remettra les clefs de la
» dite ville. Et que *celui qui s'en voudra aller dehors, pendant sa*
» *mairerie et semaine, n'y pourra aller sans, premièrement, avoir*
» *laissé sa charge et les clefs à tel qu'il lui plaira de ses collègues,*
» sous peine d'amende. Ainsin signé, Bosco. »

Henri II confirma les privilèges, statuts et coutumes des consuls et habitants de Villeneuve, à Fontainebleau, au mois de février 1547; et, ce même jour, signa l'établissement de la foire des saints Gervais et Protais, portant confirmation de la foire de saint Géraud et de celle de saint Blaise qui nous avaient été accordées par ses prédécesseurs. Par les lettres-patentes de la présente institution de la susdite foire, le Roi donne pouvoir, aux consuls et habitants, de bâtir des halles et autres édifices nécessaires pour tenir les susdites trois foires, et ne spécifie point combien de temps on peut les tenir¹.

L'année suivante, le premier Octobre 1548, les réclamations pour le siège du sénéchal, qui, ainsi que je l'ai dit plus haut, duraient depuis plus de vingt ans, n'ayant pu aboutir, nos consuls demandent à rentrer en possession des pièces du litige. Nous trouvons, à ce sujet, une procuration faite par les sieurs Jean Bure, Jean Bap, et les autres consuls de Villeneuve, leurs collègues, à Durand Carcany, Procureur au Grand Conseil, pour recouvrer certaine enquête faite sur la commodité ou incommodité des lieux, touchant le siège du sénéchal d'Agen, que les habitants de Villeneuve poursuivaient contre ceux d'Agen; et diverses autres pièces qui étaient entre les mains de feu M^e Jean Baillif, conseiller et grand rapporteur du Roi; à laquelle procuration sont attachés les frais faits par le dit M^e Durand Carcany pour la recherche des dites pièces.

Cette déconvenue marque la fin de notre période ascendante et de notre autonomie. Le mouvement de centralisation administrative qui va se poursuivre, sans relâche, jusqu'à son entier achèvement sous

¹ Inventaire général des statuts, pages 9 et 16.

Louis XIV, commence, en Juin 1555, par un édit d'Henri II qui crée l'office de surintendant de l'administration des deniers communaux, dans chaque généralité du royaume.

Nous allons suivre, maintenant, la décadence, chaque jour plus marquée, de nos institutions municipales, jusqu'au moment où la Révolution Française leur rendit une liberté que Napoléon Premier devait confisquer de nouveau.

FERNAND DE MAZET.

(A suivre).

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Deux épisodes de l'histoire de l'Agenais pendant la guerre de cent ans, par Henri Courteault, Toulouse, imp. Douladoure-Privat, s. d. (1898), in-8° de 14 pl.

De Darnalt à Andrieu, tous les annalistes agenais sont en défaut pour ce qui concerne l'histoire de la guerre de cent ans et notamment les cinquante dernières années de ces grandes luttes. Sur la période de 1400 à 1453, Darnalt a dix pages seulement que tous ont rééditées sans y ajouter grand'chose. Sous prétexte que les meilleures sources d'information étaient à Londres, on s'est dispensé trop facilement de chercher autour de soi pour combler de grosses lacunes. Ce n'est que peu à peu que les documents français sont mis en lumière.

Le mémoire de notre excellent confrère, M. Courteault répond bien à son titre ; il apporte une notable contribution à notre histoire. Deux lettres de rémission accordées à Jean de Beauville (mars 1443) et à Bérard de Sales (7 septembre 1442) mettent en relief deux de ces capitaines de second rang, dont les prototypes de premier rang sont notre Xaintrailles, aux mœurs adoucies par la vision de Jeanne d'Arc, et Rodrigue de Villandrando, un brave, un bandit, qui, malgré tout, servit utilement la cause française. Les portraits sont rares dans les galeries du Moyen âge. En voilà deux de plus.

Le commentaire des lettres de grâce, qui sont le fonds de la notice de M. Courteault, est parfaitement au point.

Parmi les faits de guerre, qui sont relatés pour la première fois, signalons le siège du château de Najéjoul, occupé par les Anglais¹.

¹ Najéjoul, commune de Cazideroques, canton de Tournon. Le château fort remontait à la première moitié du XIII^e siècle.

Il fut entrepris, vers 1437, par les gens du comte d'Armagnac. La garnison livra cette place moyennant une somme de 3,000 moutons d'or que devaient lui payer les états de Quercy. Najéjoulx ne tarda pas à retomber aux mains des ennemis, car le vicomte de Lomagne dût l'assiéger de nouveau quatre ans plus tard et, l'ayant pris d'assaut, le fit complètement raser¹.

G. T.

¹ J'aurai à donner des détails sur ce fait dans un mémoire joint à l'*Histoire de Montpezat* par M. A. de Bellecombe, qui est en cours de publication.

NÉCROLOGIE

DOMBROWSKI

Le 4 août dernier, mourait subitement M. Dombrowski, conservateur du Musée d'Agen, membre correspondant de notre Société littéraire. Sa santé était depuis quelque temps ébranlée, mais rien ne pouvait faire prévoir ce dénouement fatal.

On était à la veille des fêtes du centenaire de Jasmin, dont le prélude devait être la remise au Musée du gracieux bas relief de Puech *La Muse gasconne couronnant de fleurs le buste de Jasmin*. Dans les dernières heures de sa vie, M. Dombrowski s'occupait de l'aménagement de la salle Annac, où devait avoir lieu l'inauguration solennelle de ce nouveau monument — une œuvre de bronze — érigé à la gloire de notre grand poète.

Il était à la peine; il ne devait pas être à l'honneur.

Lorsque la Société du Musée d'Agen, fondée en 1876, après quatre années d'efforts, admirablement secondée par toute la population de la ville et par les pouvoirs publics, eut accompli une partie de son œuvre, elle songea à en assurer la perpétuité. Il s'agissait de conserver et de classer les collections d'une nature si variée : galerie de tableaux, vitrines d'objets d'art, séries archéologiques, histoire naturelle, etc. Et, pour cela, il fallait un conservateur attitré, capable de consacrer tout son temps au Musée. M. Dombrowski fut désigné par la Société et la Municipalité, agréant cette présentation, lui confia cette fonction en l'année 1880.

M. Dombrowski, issu d'une grande famille polonaise, avait cherché un refuge en France à la suite des dernières révolutions qui avaient agité sa patrie. Il s'était fait récemment naturaliser français. Fixé pendant de longues années dans la Dordogne, la Gironde, le Lot-et-Garonne, il avait gagné honorablement et courageusement sa vie en faisant des portraits et de la photographie. Comme il avait la passion des études d'archéologie préhistorique et de géologie, ses journées

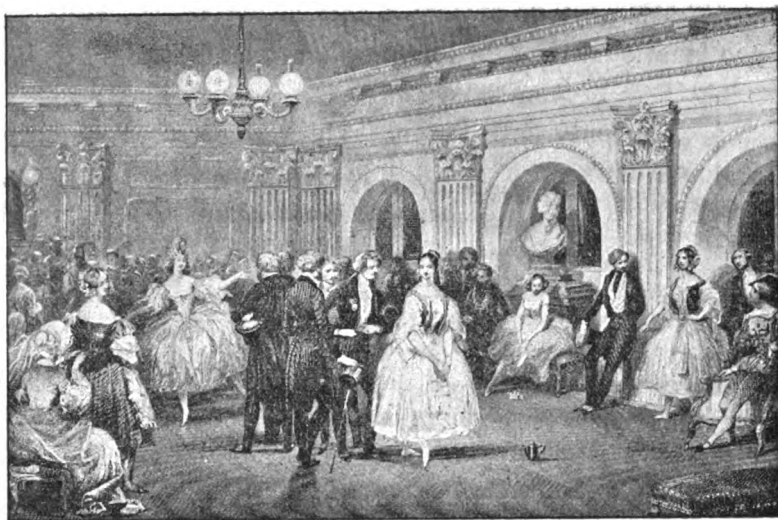
libres étaient employées à parcourir le pays à la recherche des fossiles ou des outils de l'âge de la pierre. On lui doit la découverte de quelques stations. Il avait constitué une collection intéressante, que lui acheta la Société du Musée, et collaboré avec M. le comte Ludovic de Bonnal, dont la galerie géologique est des plus remarquables. Il restaurait et reconstituait admirablement les fossiles.

Dans son nouvel emploi, il ajouta un fonds important de minéralogie à la collection Combes acquise par la ville d'Agen. Il eut aussi beaucoup à faire pour accroître et préserver les séries ornithologiques, qui sont assez riches.

Son affabilité, sa complaisance étaient grandes. Sans jamais se plaindre, même des importuns, il aimait à faire les honneurs du Musée à tous ceux qui s'adressaient à lui. A défaut d'une famille, il comptait bien des amis dévoués, qui, attristés, se pressaient à ses funérailles. Il a rendu des services à son pays d'adoption et nous devons garder fidèlement son souvenir.

G. T.





UN SCULPTEUR OUBLIÉ *

GAËTAN MERCHI

L'auteur du buste de la Guimard, Gaëtan Merchi, est-il, comme l'écrivait E. de Goncourt ⁽¹⁾ en 1893, tout a fait tombé dans l'oubli ? Oui, peut-être est-ce vrai en ce Paris qui en a vu bien d'autres et qui ne s'attarde guère, on le sait, à d'éternels regrets ; ce n'est point le cas de la province, moins enfiévrée, moins ingrate, ni surtout du petit coin de terre où ce maître sculpteur est venu terminer ses jours, entouré

* Cet article et les planches qui l'accompagnent ont déjà paru dans la *Gazette des Beaux-Arts* (N° du 1^{er} octobre 1898). Nous croyons devoir les reproduire dans cette *Revue*, à cause des souvenirs agenais qui s'y rattachent. (N. D. L. R.)

(1) *La Guimard*, par E. de Goncourt, p. 144.

d'une famille patriarcale dont les descendants gardent de lui le plus pieux souvenir.

Les documents entièrement inédits, trop rares et trop clairsemés malheureusement, que nous avons pu découvrir, ainsi que ceux qu'ont bien voulu nous communiquer notre regretté collègue et ami, M. Gaëtan Recours, ancien trésorier de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, petit-fils du sculpteur, et, après lui, son fils M. Louis Recours, vont nous permettre de faire revivre aujourd'hui sa mémoire. S'ils ne nous dévoilent pas tous les secrets de son existence si mouvementée, ils jettent néanmoins sur cet artiste un rayon de vive lumière qui lui assurera, nous l'espérons, une place définitive dans la glorieuse phalange de nos sculpteurs d'autrefois.

Gaëtan Merchi, ainsi que son nom l'indique, était d'origine italienne. Il naquit, en 1747, à Brescia où résidait sa famille, et non à Venise comme le porte à tort son acte de décès ⁽¹⁾.

Son père, Tobias Merchi, avait épousé sa cousine Lucie-Louise Merchi. Il en eut dix-sept enfants, qui presque tous se consacrèrent à l'art. Gaëtan, dont le frère aîné avait vingt cinq ans de plus que lui, vint au monde le dernier. Un autre de ses frères, Giacomo, résida de bonne heure à Paris, où il cultiva la musique ⁽²⁾.

(1) Papiers de famille.

(2) A l'appui de cette tradition de famille, on lit en effet dans Fétis :

« Merchi, musicien, guitariste et joueur de mandoline, naquit à Naples (?) vers 1730 et vint à Paris en 1753 avec son frère. Tous deux se firent entendre dans des duos de *calascione*, sorte de guitare ordinaire, et sur la mandoline. Merchi fut longtemps en vogue à Paris comme maître de ces instruments. Il vivait encore et enseignait en 1789. Chaque année il publiait un recueil d'airs avec accompagnement de guitare, de préludes et de petites pièces dont il avait paru vingt-six volumes en 1788. Le nombre de ses ouvrages pour guitare ou pour mandoline est d'environ soixante. On ne connaît plus aujourd'hui de toute cette musique que des trios pour ces violons ou deux mandolines et violoncelle : *Œuvre 9 ; Le Guide des écoliers pour la guitare, ou préludes*

Dès ses plus jeunes années, Gaëtan Merchi étudia la sculpture, et, comme sa famille n'était pas riche, il dut, à l'âge de vingt-cinq ans, c'est-à-dire vers 1772, quitter l'Italie et chercher fortune à l'étranger. Ses premiers pas le portèrent en Russie, et il se fixa à Saint-Pétersbourg. Là, toujours d'après les documents de sa famille, il fut remarqué par l'impératrice Catherine, alors au faite de la puissance, et obtint d'elle une pension. Mais cette faveur, comme toutes celles qu'accordait l'inconstante souveraine, dut être bien éphémère, car peu après, en 1777, nous trouvons Merchi installé à Paris où, sans doute, l'avait appelé son frère le musicien.

C'est ce qui nous explique comment notre jeune sculpteur fut mis, dès les premières heures de son séjour dans la capitale, en contact avec le monde des artistes et plus particulièrement avec le personnel de l'Académie royale de musique, comment il en fit sa principale société et comment il ne tarda pas à y acquérir une réputation exceptionnelle, jusqu'à en devenir en quelque sorte le sculpteur attitré.

Dans les relations mondaines de cette époque, l'Opéra eut une importance toute particulière. Là se trouvaient réunies trois fois par semaine toutes les classes de la société; là se coudoyaient sans vergogne aucune les princes du sang et les financiers, les grands seigneurs et les philosophes, les plus célèbres impures et les galants abbés de cours. L'opinion des premiers sujets, aussi bien de la danse que du chant, y

aussi agréables qu'utiles, avec des airs et des variations, op. 7; et Menuets et Allemandes connus et variés, op. 23. Merchi a aussi publié un *Traité des agréments de la musique exécutée sur la guitare, contenant des instructions claires et des exemples démonstratifs sur le pincer, etc.* Paris, l'auteur 1777. In-8° (*Biographie universelle des Musiciens et Bibliographie générale de la Musique*, par Fétis, édit. Didot, t. IV, art. Merchi.) Dans sa *France littéraire*, Quérard cite également ce dernier ouvrage : art. *Merchy*, t. VI. Bien que Fétis et Quérard ne donnent pas le prénom du compositeur, tout nous porte à croire qu'il s'agit de Giacomo Merchi.

faisait loi, et, chaque soir, la cour et la ville se répétaient, en le colportant de bouche en bouche, le dernier mot toujours spirituel et toujours mordant de M^{lle} Arnould. Aussi que d'épigrammes y jaillissaient ! Que de cabales, que de jalousies, écloses dans cette atmosphère surchauffée par toutes les élégances, toutes les vanités, tous les vices !

C'est l'époque où, chargée de richesses, d'honneurs et d'années, songe à se retirer la célèbre Sophie (1778) ; où Vestris I^{er}, le *diou de la danse*, ainsi qu'il se qualifiait modestement lui-même, cède la place à son fils Auguste, à seule fin de fonder la légendaire dynastie des Vestris ; où Dauberval règne sans partage sur tous les cœurs ; où enfin, au milieu de cette élégante guirlande des plus séduisantes danseuses, Allard, Peslin, Théodore, Heinel, Dorival, Gervais et bien d'autres encore, brille au premier rang Marie-Madeleine Guimard.

En l'année 1779, la Guimard était à l'apogée de sa gloire. Agée de 35 ans, depuis 1762 pensionnaire de l'Opéra, où elle avait créé et dansé plus de cinquante rôles différents, tour à tour entretenue par le maréchal prince de Soubise, par M. de la Borde, fermier général, et finalement par Mgr de Jarente, évêque d'Orléans, la célèbre danseuse défrayait les conversations de tout Paris par le luxe insolent de son train et par ses folles prodigalités. On sait, dans leurs moindres détails, l'histoire de ses soupers et de ses amours. On connaît les pièces qu'elle faisait jouer à son théâtre de Pantin d'abord, puis à celui plus vaste de son hôtel de la Chaussée d'Antin, « véritable boudoir, où les loges à tentures de taffetas rose étaient toutes relevées d'un galon d'argent », et où elle attirait si bien le monde de la Cour et des théâtres que l'Opéra lui-même était souvent forcé de fermer ses portes, faute d'acteurs et de danseurs. Protectrice en même temps des jeunes artistes, encourageant Fragonard et David, la Guimard se piquait de secourir elle-même les in-

fortunes ; et on la vit plus d'une fois au chevet du lit des pauvres et des moribonds de son quartier, jetant à pleines mains l'or qui lui venait de ses amants. Avec cela, en toutes choses, un grand sens artistique, une sincère recherche de bon ton, d'élégance, de distinction, qui la faisait appeler par Métra « la déesse du goût ⁽¹⁾. »

Et pourtant, au physique, la Guimard n'était point belle. Sa maigreur lui valut, on le sait, ce joli mot de Sophie Arnould, faisant allusion à ses relations avec Mgr de Jarente, détenteur de la feuille des bénéfices : « Je ne conçois pas comment ce petit ver à soie n'est pas plus gras ; il vit sur une si bonne feuille ! ⁽²⁾ » — « Seulement, écrit Goncourt, un visage composé pour l'expression de la tendresse, et de la volupté ; une taille moyenne d'une extrême sveltesse, la taille et la physionomie de la danseuse demi-caractère. Moulée et dotée par les Grâces, elle est à l'Opéra la grâce du XVIII^e siècle, dédaigneuse des difficultés de la danse, mais se dessinant dans une harmonie intime de tous les mouvements, mais se prodiguant et se montrant en la noblesse des positions, en l'élégance des attitudes, avec ce visage d'enjouement et avec ce souris, qui, selon l'expression du panégyriste de la danseuse, vaut l'immortalité ⁽³⁾. » Et, par-dessus tout, une mimique délicieusement expressive, une « éloquence de la physionomie » qui troublait tous les esprits et captivait tous les cœurs.

Mais si la Guimard a laissé jusqu'à nos jours un souvenir impérissable, elle ne le doit pas tant peut-être à la chronique scandaleuse de son époque et aux mémoires du temps qu'à son buste sculpté par Gaëtan Merchi. Le nom de celui-

(1) *Correspondance secrète, politique et littéraire, ou Mémoires pour servir à l'histoire des Cours, des Sociétés et de la Littérature en France depuis la mort de Louis XV.* Londres, J. Adamson, 1788.

(2) *Arnoldiana.* Paris, 1813.

(3) *La Guimard*, par E. de Goncourt, p. 2.

ci reste, en effet, indissolublement lié au nom de la Guimard. Et l'on ne sait trop si c'est lui qui l'a fait revivre à nos yeux, aussi capiteuse qu'au soir où elle obtint son plus grand triomphe dans le rôle de Nicette, de *La Chercheuse d'esprit* (mars 1778), ou si c'est elle, au contraire, qui l'a mené doucement à l'immortalité.

Or donc, en 1779, ainsi qu'il l'a gravé lui-même à côté de son nom, au-dessous du bras droit de la danseuse, Merchi modela le buste de la Guimard ; elle avait alors trente-cinq ans ; Merchi en avait trente-deux. Par la reproduction que nous donnons ici, nos lecteurs pourront apprécier en toute connaissance de cause ce qu'il y a de finesse, de distinction, de morbidesse, dans cette délicieuse œuvre d'art. Néanmoins, nous nous ferions un vrai scrupule de ne point reproduire, comme document à l'appui, la description enthousiaste qui, par deux fois, a été faite de ce buste charmant ⁽¹⁾.

« M. Alphonse Royer, directeur de l'Opéra, grand amateur des Beaux-Arts, écrivait Albert de La Fizelière dans le *Courrier de Paris* du vendredi 17 décembre 1858 sous la rubrique *Chronique Pari-*

(1) A la suite de l'article d'Albert de la Fizelière que l'on va lire, M. Gaëtan Recours, notaire à Agen et petit-fils du sculpteur, ainsi que nous l'avons déjà dit, désira vivement posséder la photographie du buste de la Guimard. Il écrivit à cet effet, en janvier 1859, à la direction de l'Opéra, qui lui opposa un refus formel. M. Recours ne se découragea pas. Il revint plusieurs fois à la charge, et, devant le mauvais vouloir de l'Opéra, fut obligé de s'adresser trois ans après (juin 1862) au ministre de l'Empereur et des Beaux-Arts, qui était alors le maréchal Vaillant. Ce dernier, comprenant la légitimité des désirs du petit-fils de Merchi, donna aussitôt l'ordre à L. Crémière, photographe attitré de la maison de l'Empereur, 28, rue de Laval, de se rendre à l'Opéra, de prendre plusieurs photographies du buste de la Guimard et de les envoyer à autant d'exemplaires qu'il le désirait à M. G. Recours, à Agen. Digne descendant du sculpteur Merchi, M. G. Recours, en véritable artiste qu'il était, a su très consciencieusement restaurer et aménager dans le goût du xvi^e siècle la grande salle, vraiment imposante, de l'ancien hôtel de Monluc, rue des Juifs, à Agen, acheté par lui il y a quelques vingt ans. C'est avec un soin pieux que son fils, M. Louis Recours, conserve et agrandit chaque jour les belles collections de livres, d'estampes, de vieilles gravures, de meubles rares, que son père y avaient réunies.

sienne, a fait poser à la place d'honneur, au centre de la cheminée de son cabinet, un buste en marbre qui est un chef-d'œuvre.

Cette merveille, *qui n'a pas d'égale dans les produits du XVII^e siècle*, si ce n'est peut-être le buste de Rotrou par Caffieri, exposé dans le foyer public de la Comédie Française, est due au ciseau magique de Merchi. Ce sculpteur était un de ces italiens qui, vers la deuxième moitié du XVIII^e siècle, vinrent exercer à Paris un talent arrêté sur les limites extrêmes d'une décadence prochaine, mais encore animé du souffle puissant de l'école florentine.

Ce buste représente une femme en la personne de qui se résume le caractère artistique de l'ancien Opéra : M^{lle} Guimard, type essentiellement élégant et voluptueux de la danse française moderne ; car c'est à elle que commence cette grande école qui régna sans partage avec Marie Taglioni, et va reparaitre pour triompher encore avec la jeune Emma Livry, l'espoir de la chorégraphie nationale ⁽¹⁾.

La sculpture ne saurait aller plus loin. Elle atteint dans cet adorable portrait les confins de la peinture, à laquelle elle semble emprunter, pour exprimer l'accent d'une physionomie mobile, son coloris, ses effets de clair-obscur et jusqu'à ses empâtements pleins de morbidesse. L'œil nage dans des flots de volupté ; la prunelle frétille et sourit à l'ombre des cils, et la bouche, en se relevant gaïement à la commissure des lèvres, creuse dans les joues et sur le menton des fossettes assassines.

L'esprit qui frétille dans le feu de ce regard provoquant, la malice cachée dans le pli de ces lèvres moqueuses, auraient pu naître facilement sous le ciseau d'un sculpteur français. Mais, seul, un artiste italien sait répandre sur les traits d'une figure de marbre ce velouté voluptueux de la nature et prêter à la matière inerte ce tissu de fleur, moelleux et ferme à la fois, comme l'épiderme carminé d'une jolie fille.

Ce buste, qui fait aujourd'hui l'ornement du cabinet directorial, fut exécuté par l'inimitable Merchi pour M^{sr} de Jarente, évêque d'Orléans, renommé par ses dissolutions et qui avait la feuille des bénéfices. »

(1) On sait quelle triste fin eut cette jeune et charmante artiste, brûlée en novembre 1862 par les flammes de la rampe qui se communiquèrent à sa robe de gaze, à une répétition de la *Muette de Portici*. Portée à son domicile de Neuilly, Emma Livry ne mourut qu'à la fin juillet 1863, « après huit mois et demi de souffrances endurées avec le courage et la résignation d'une martyre. »

Quant à Edmond de Goncourt, qui a pu apprécier également ce buste à sa guise, voici comment il le décrit dans son étude sur la Guimard :

« M^{lle} Guimard a un front bombé, des yeux grandement fendus dont les coins sont un rien retroussés, un petit nez à la courbure aquiline, aux narines du plus délicat dessin et largement respirantes, une bouche aux lèvres minces, minces, mais avec le gracieux et res-sautant contour d'un arc, un menton charnu terminé par un méplat sensuel. C'est un visage ciselé, dont la finesse de l'arête du profil ne se voit tout à fait bien que dans la glace, où il est reflété par derrière ; c'est une toute petite mignone figure à l'ovale un peu court et qui fait paraître encore plus ramassé l'échafaudage de ses cheveux relevés, où de tout en haut descend sur l'épaule gauche un brin de lierre qui, passant sous la chlamyde, vient mourir sur le plissé de la chemise, y étalant ses baies et ses feuilles.

Sous la tête, se dessine un petit corps maigre, aux épaules abattues, à l'attache voluptueuse du sein, avec son petit pli triangulaire sous l'aisselle, et avec encore un peu de cette gorge que l'agent de police Marais vantait comme la plus jolie gorge du monde, alors que la Guimard n'avait que quatorze ans.

Ce buste, disons-le, en sa joliesse sèchement nerveuse, et avec ce qu'il y a dans le retroussis des yeux, dans le serpentement pervers de la bouche, semble le buste du vice, — du vice élégant, distingué, aristocratique (1). »

Dirons-nous l'odyssée de ce buste de la Guimard ? En 1837, Edmond Duponchel, nommé l'année précédente directeur de l'Opéra, reçut avis que, par son testament, le danseur Nivelon, ancien pensionnaire de l'Académie de musique avant la Révolution, léguait à cette même Académie le buste en marbre blanc de M^{lle} Guimard, par Merchi, dont il était possesseur. Duponchel écrivit aussitôt, d'abord à la date du 5 décembre de cette année, puis à celle du 19 janvier de l'année suivante, 1838, deux lettres au ministre de l'Inté-

(1) *La Guimard*, par E. de Goncourt, chap. xxxvii, p. 142-143.

rieur, dans lesquelles il demandait d'être autorisé à accepter ce legs, « cette autorisation m'étant nécessaire, écrivait-il, pour envoyer prendre le buste ⁽¹⁾. » L'autorisation ne se fit pas attendre ⁽²⁾, et le chef-d'œuvre de Merchi, *devenu propriété nationale*, entra en ce moment officiellement à notre Académie de musique.

Comment Nivelon le possédait-il ? La Guimard lui en avait-elle fait cadeau en 1784, alors qu'ils étaient camarades de danse et que s'établit (c'est encore Goncourt qui le donne à entendre) une tendre liaison entre l'éternelle coquette et le plus beau des danseurs, Nivelon, « le vainqueur de tous les cœurs, disent les mémoires du temps, le héros fait à peindre, l'homme qu'on s'arrache et qui donne également et dans la grisette et dans la condition et dans l'impure » ? Ce buste, au contraire, avait-il été exécuté pour Monseigneur de Jarente, comme l'insinue La Fizelière, sans aucune preuve à l'appui d'ailleurs ? Était-il redevenu la propriété de Merchi, ou, plus simplement encore, n'était-il jamais sorti de son atelier, ainsi qu'on pourrait le croire en le retrouvant sur la liste de ceux qu'il vendit quelque temps après ? Sur ce point, nous en sommes réduit aux conjectures. Mais, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il appartenait au commencement de ce siècle au danseur Nivelon et qu'il devint, grâce à sa générosité testamentaire, à partir de 1838, la propriété de l'Opéra.

Le buste de la Guimard, par Merchi, fut d'abord placé au foyer de la danse, où, il y a peu d'années encore, de vieux habitués se rappelaient l'avoir vu. Il se retrouve, du reste, dans un très joli dessin d'Eugène Lami (dont la gravure par Staines est conservée aux archives de l'Opéra), occupant la niche centrale de l'ancien foyer de la danse de la rue Le Peletier et dominant majestueusement la foule des danseuses,

(1) Archives de l'Opéra.. Donations de bustes, dossier n° 173.

(2) *Ibidem*. Lettre du ministre à Duponchel, du 2 mai 1838, même dossier.

des figurantes et des habitués, dans les costumes à la mode de 1840. C'est là qu'alla le chercher, en 1858, Alphonse Royer, directeur de l'Opéra depuis 1856, pour le mettre, comme l'a écrit Albert de La Fizelière, témoin de la translation, « à la place d'honneur, au centre de la cheminée du cabinet directorial ». C'est à cette dernière place enfin que l'a trouvé Emile Perrin, lorsque, en décembre 1862, il remplaça Alph. Royer à la direction de l'Opéra, et c'est là qu'il est resté jusqu'en 1871.

A ce moment, Perrin jugea prudent, avec juste raison, de le soustraire, en l'emportant chez lui, aux haines aveugles et au vandalisme des incendiaires de la Commune. Revenu depuis à l'Opéra, il orne aujourd'hui, en y brillant au premier rang, la belle galerie des bustes qui fait suite à la Bibliothèque et où, désormais, tous les amateurs peuvent à leur aise venir l'admirer ⁽¹⁾.

(1) E. de Goncourt écrit, dans son *Iconographie de la Guimard*, p. 318, qu'il existait un autre buste de cette danseuse au foyer de la danse de l'Opéra, disparu lors de la Commune. Cet auteur commet ici une confusion d'autant plus grossière que dans le texte même de cet ouvrage, p. 214 notamment, il reconnaît que c'est bien le buste de la Guimard, par Merchi, qui a appartenu à Nivelon, buste qui fut légué par ce dernier à l'Opéra en 1837 et accepté par Duponchel. Les archives de l'Opéra sont formelles à cet égard et établissent nettement qu'il n'a jamais existé qu'un seul buste en marbre blanc de la Guimard, celui modelé par Merchi.

E. de Goncourt nous apprend encore qu'il existe chez la petite-fille de Victor Hugo, M^{me} Léon Daudet, (aujourd'hui M^{me} J. Charcot), une terre cuite du marbre de Merchi, provenant d'un legs fait à M. Lockroy père. « Cette terre cuite, écrit-il, est d'une grande finesse de travail, mais d'une pâte un peu sèche, à la cuisson dure, qui lui donne un peu l'aspect d'une répétition industrielle du temps. M. Edouard Lockroy, auquel j'ai demandé des détails sur la provenance de ce buste que je savais venir de son père, n'a pu m'en donner aucun. Il croit se rappeler seulement que c'est un cadeau fait à un de ses oncles. » (*La Guimard*, p. 319). Ce buste a figuré à l'Exposition de Marie-Antoinette.

De récentes investigations, faites par nous à Paris, nous ont permis de découvrir trois nouvelles terres cuites du buste de la Guimard et, qui plus est, le moule qui a servi à les façonner. Une d'elles, de teinte grise, retouchée à l'atelier et très finement modelée, appartient aujourd'hui à M. Henri-Emile Perrin. Les deux autres appartiennent à des collectionneurs. Nous croyons savoir comment ces moulages ont été effectués.

Gaëtan Merchi avait, en 1779, trente-deux ans. Une très jolie miniature sur ivoire, conservée par son arrière petit-fils, M. Louis Recours, le représente à cette époque, la figure en ovale allongé, le front large et découvert avec beaucoup de cheveux, les yeux vifs, perçants, intelligents, le nez un peu fort, la bouche finement railleuse, le buste drapé dans une sorte de redingote rouge à grand collet, légèrement déboutonnée, le col de la chemise retombant sans cravate au-dessous. Sur un passeport de l'an IV, il est dit que Merchi, alors âgé de quarante-huit ans, a le nez bien fait, les cheveux blonds, les yeux bruns, et que sa taille est de cinq pieds trois pouces. Notre sculpteur était donc ce qu'on appelle un joli homme, bien fait pour plaire à l'escadron volant dont il aimait à s'entourer. Car pas une de ces demoiselles de l'Opéra n'avait voulu rester en arrière de la Guimard, toutes lui ayant demandé, après elle, de modeler leurs bustes.

Les archives de l'Opéra contiennent en effet, dans le précieux dossier relatif à la Guimard, une lettre d'un certain M. Biès, à la date du 16 novembre 1847, ainsi conçue : « J'avais demandé à M. Roqueplan une dizaine de jours pour mouler le buste de Guimard. Depuis, j'ai dû laisser sécher et durcir ce moule, fait en plâtre et mastic, préposé pour ce genre de moulage. Je vais de suite faire couler et mouler ces trois bustes. J'aurai l'honneur de les adresser à M. Roqueplan, avec le moule qui lui appartient. Agréez, etc. »

Il ressort de cette lettre que Nestor Roqueplan, avec lequel s'était associé Duponchel, lorsqu'en mai 1847 ce dernier reprit la direction de l'Opéra, séduit lui aussi par le charme tout-puissant qui se dégage du chef-d'œuvre de Merchi, lui commanda un moulage de ce buste, que ce travail fut effectué (le moule étant fait en plâtre et mastic) et que trois épreuves en terre cuite furent obtenues, les trois, sans doute, que nous retrouvons aujourd'hui. Quant au moule lui-même, il resta la propriété de Roqueplan jusqu'au jour de sa mort, puis suivit les vicissitudes de ventes successives.

Nous ne saurions trop remercier ici l'aimable archiviste de l'Opéra, M. Nutter, pour la complaisance extrême qu'il a mise à nous faciliter ces recherches et qui nous a permis de mener à bonne fin l'œuvre que nous avions entreprise.

— De nos jours plusieurs sculpteurs, dont la spécialité est de reproduire ou pasticher des bustes du XVIII^e siècle, ont exécuté à différentes reprises des terres cuites représentant la Guimard de Merchi.

Aussi Métra, un des rares chroniqueurs de ce temps qui parlent de lui, nous apprend-il que « Merchi semble avoir été en ces années le sculpteur attiré des grandes impures. » C'est ce qui ressort du passage suivant de la *Correspondance secrète*, où cet auteur écrit, à la date du 25 avril 1781 :

« Les vers que je vous ai envoyés en l'honneur de nos cinq plus agréables danseuses ont été faits à l'occasion des bustes en talc que M. Merchi, l'un de nos sculpteurs, offre au public à bon marché. J'ai parcouru dernièrement son atelier. C'est une galerie de portraits de nos plus jolies coquines. Ce spectacle est très agréable ; mais à chaque figure qui frappait mes yeux, je le dis avec peine, il me revenait sans cesse à l'esprit les vers faits sur le buste de M^{lle} Arnould en 1775 :

Et je veux...
Que ce buste en cent lieux figurant
Puisse pour quatre sous hors de la platrière,
Passant chez nos neveux du marquis au bourgeois,
Orner en même temps le Muséum des Rois
Et le portail de la Salpêtrière.

N'appartient-il qu'au vice, me disais-je, d'encourager les Arts ? Dans cet atelier, pas une statue qui me montre la vertu ! Quelques femmes il est vrai, de celles qu'on appelle honnêtes, mais qui, avec les vices des premières, ont l'hypocrisie de plus, sans ce vernis séduisant qui les couvre dans les autres ⁽¹⁾. »

Voici les quatrains envoyés précédemment par Métra, faits (écrit-il page 193 de ce même tome XI, à la date du 15 avril 1781) par un amateur, pour accompagner *les bustes sculptés par Merchi* des cinq premières danseuses de l'Opéra, qui étaient M^{lles} Guimard, Heinel, Théodore, Allard et Peslin.

(1) *Correspondance secrète, politique et littéraire ou Mémoires pour servir à l'histoire des Cours, des Sociétés et de la Littérature en France, depuis la mort de Louis XV*, t. XI, p. 221. Londres, John Adamson, 1788.

I

Grâce, maintien, taille légère,
Tout ici charme le regard ;
Est-ce une nymphe, une bergère ?
Non ; c'est Terpsichore en *Guimard* (1).

III

Qui plaît le plus dans *Théodore* ?
Fraicheur, esprit, grâce, talent ?
C'est un secret que l'on ignore ;
Mais pour charmer elle en a cent.

II

Dans *Heinel*, on aime, on admire
Et les grâces et la beauté ;
De Vénus elle a le sourire,
Et de Junon la majesté.

IV

Quelques bacchantes par leurs armes
Subjuguèrent l'Inde autrefois :
Par ses talents et par ses charmes
Allard tient Paris sous ses lois.

V

De la gaieté, de la folie
Combien *Peslin* tient de pouvoir !
Qui la voit jamais ne l'oublie ;
Qui s'en souvient veut la revoir.

E. de Goncourt, qui reproduit également ces vers avec quelques variantes (2), ne croit pas, n'en ayant jamais trouvé aucun exemplaire dans les ventes, que ces statuettes en talc de la *Guimard* et de ses camarades, de huit pouces de hauteur, aient été exécutées par Merchi. La seule raison qu'il en donne, qu'aucun catalogue du XVIII^e siècle ne les mentionne, ne nous paraît pas suffisante. Nous préférons nous en tenir à l'affirmation bien explicite de Métra, qui les avait vues.

Jusqu'à la Révolution, Merchi reste le sculpteur habituel et très en vogue du personnel de l'Opéra. Nous n'en voulons pour preuve que ce paragraphe des *Mémoires secrets*, d'autant plus précieux qu'il nous révèle la liste de ses principales créations à cette époque :

(1) Dans son ouvrage : *L'Académie royale de musique au XVIII^e siècle*, t. 1, p. 369, M. Campardon écrit que, en 1780, le sculpteur Merchi fit une statuette en talc de M^{lle} Guimard représentée en Terpsichore.

(2) *La Guimard*, p. 146.

« Les amateurs des arts et des spectacles s'empressent de se pourvoir d'une collection précieuse de bustes que vient de mettre en vente le sieur Merchi, sculpteur. Ils sont au nombre de quinze et représentent : MM. Piccini, Sacchini, Legros, Lainé, M^{lles} Beaumesnil, Girardin cadette, Guimard, Heinel, Théodore, Allard, Peslin, MM. Vestris père, Nivelon. Carlin, M^{lle} Todi (1). »

S'agit-il ici du beau buste de l'Opéra, qu'aurait acheté alors Nivelon et qui serait demeuré sa propriété jusqu'en 1838, ou bien d'une simple statuette en talc, de celles dont parle précédemment Métra ?

Merchi, du reste, vers cette époque, paraît avoir rompu avec sa vie quelque peu débraillée des premiers jours. Au moment où la Révolution éclatait et dispersait à tout jamais cette société élégante dans laquelle jusqu'alors il avait vécu, il songea à se marier et à fixer définitivement sa vie. Il épousa une honnête et charmante fille, Julie-Catherine Laforest, quatrième enfant de Nicolas-Laurent Laforest, négociant à Paris, et de Julie Seuriot (2). Il en eut une première fille qui naquit à Paris, où il habitait toujours, le 9 mars 1793, et qui reçut les prénoms de Françoise-Thérèse-Alphon sine.

Mais les mauvaises heures étaient arrivées. Que pouvait espérer de ce nouveau régime l'élégant modelleur des belles impures, le favori des grands seigneurs, le chéri des déesses du chant et de la danse ? Sa vie même courait des dangers, en ces heures de haine farouche, de basses délations. Aussi résolut-il de quitter la France et d'aller sous un ciel plus clément vivre à l'abri des orages, dans le calme qu'exigeaient ses études artistiques.

Nous ignorons pourquoi il choisit l'Espagne plutôt qu'un

(1) *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres*, t. XX p. 82. Londres, J. Adamson, 1783. Goncourt donne faussement la date de 1792 au lieu de 1782.

(2) Archives de famille.

autre pays, l'Italie par exemple, sa terre natale. Sa fréquentation des puissants de la cour de Louis XVI lui avait-elle attiré un protecteur au delà des monts ? Bref, il quitta Paris à la fin de 1795 (son passeport porte la date du 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795), et il alla s'établir à Madrid, où le rejoignirent, dix-huit mois plus tard, le 22 floréal an V (11 mai 1797), sa femme et sa petite fille, âgée de quatre ans ⁽¹⁾. Sa réputation l'y avait précédé. Dès son arrivée, il fut bien accueilli par la haute société madrilène ; il devint un des familiers de la cour de Charles IV, et fut tout particulièrement protégé par ce prince, à tel point que celui-ci voulut être le parrain de sa seconde fille, Julie-Charlotte-Fernande-Louise, née le 23 mars 1798 à Madrid et baptisée dans l'église paroissiale de N.-D. des Douleurs de la résidence royale du Buen-Retiro. Le roi nommait en même temps Gaëtan Merchi son sculpteur particulier, *escultor de camàra* ⁽²⁾.

C'est de cette époque (1799) que date le buste du monarque espagnol par Merchi. M. Louis Recours conserve précieusement l'esquisse originale crayonnée par l'auteur lui-même, esquisse destinée à servir de modèle à la gravure qui en a été faite depuis en Espagne. Au bas de cette gravure on lit en effet : *Gajetanus Merchi inv. et sculps. — Antonius Martinez delineavit. — Joannes Brunetti incisit: Madrid, 1799.*

Sur l'esquisse, le buste de Charles IV, depuis le socle jusqu'aux cheveux, mesure 222 millimètres de hauteur. Sa plus grande largeur aux épaules est de 143 millimètres. En costume de cour, le cordon de la Toison d'Or au cou étroitement enserré dans une large cravate, le menton sensuel et proéminent, le nez légendaire plus fortement accentué que

(1) Archives de famille.

(2) *Ibidem.*

celui de n'importe quel Bourbon, les yeux petits, peu intelligents, le front fuyant, les cheveux roulés sur la nuque selon la mode du temps, avec cela un air de grandeur et de majesté vraiment royales, tel nous apparaît ici Charles IV et tel nous le retrouvons sur les autres portraits, notamment sur ces quadruples de 1793, si bien gravées et si fortement recherchées des collectionneurs.

Où se trouve actuellement le buste de Charles IV par Merchi ? C'est ce que, malgré nos plus minutieuses recherches, nous n'avons pu découvrir. A Madrid, où nous nous sommes adressé, il nous a été répondu qu'il n'existait ni au Musée national du Prado, ni à l'Académie des Beaux-Arts, ni au Palais Royal. A-t-il été emporté par Charles IV, lorsque ce malheureux monarque dût, quelques années plus tard, abandonner misérablement l'Espagne ? Et, dans ce cas, l'aurait-il suivi à Compiègne, à Marseille, et finalement à Rome ? Fut-il, au contraire, comme semble le donner à entendre la lettre qu'écrivit dans la suite Merchi à Ferdinand VII et que nous reproduisons plus loin, brisé par les insurgés ou volé lors des révolutions et des invasions qui ensanglantèrent l'Espagne au commencement de ce siècle ? Si ce buste, ou quelques autres de ceux des autres membres de la famille royale, existe encore, comme l'écrivit Merchi lui-même, nous serions heureux que, posée ici par nous, cette question pût être résolue par un de nos lecteurs.

Merchi resta environ sept ans à Madrid, où il devint père d'une troisième fille, Marie-Caroline, née le 21 novembre 1801. Néanmoins, il ressentit peu après le contre-coup des infortunes de son royal protecteur. C'est ce que nous apprend son petit-fils, notre ami regretté M. Gaëtan Recours, dans la trop courte notice biographique sur son grand-père qu'il a bien voulu rédiger autrefois pour nous, lorsqu'il écrit : « A la suite des révolutions espagnoles, qui enlevèrent à la famille de ma mère la petite fortune que l'économie

dé mon grand-père avait ramassée, la famille Merchi se vit encore forcée de replier sa tente et de quitter Madrid pour se retirer à Bilbao. » Ce ne fut pas toutefois après l'abdication forcée de Charles IV en 1808, mais quelque temps avant, puisque dans cette dernière ville naquit, le 5 août 1805, son quatrième et dernier enfant, un fils cette fois, qui reçut les prénoms de Pierre-Gaëtan.

D'abord pensionné par Charles IV, tant que ce prince resta sur le trône d'Espagne, Merchi put vivre dans une honnête aisance, grâce aussi à son talent de sculpteur, universellement apprécié. La chute définitive de ce monarque, l'occupation temporaire par Joseph Bonaparte, les guerres qui désolèrent la péninsule jusqu'en 1814, n'étaient pas faites pour améliorer son sort. Après un séjour de sept ans à Bilbao, Merchi fut encore forcé de quitter un pays qui ne lui offrait plus ni avantage, ni sécurité, et il rentra en France avec toute sa famille, d'abord pour demeurer à Bayonne, qu'il habita seulement dix mois, dans la rue de la Poissonnerie (1812-1813), puis pour se fixer à Agen, où il arriva en cette année 1813 et qu'il ne devait plus quitter.

Aucun de ses descendants n'a pu nous dire quelles raisons déterminèrent Merchi à choisir cette ville comme dernière résidence. Toujours est-il que l'aimable artiste se plut fort sur les bords de la Garonne, qu'il y fut apprécié, et que la riche bourgeoisie agenaise s'empressa de l'admettre, lui et ses filles, dans sa société. Merchi, de son côté, ne voulut point demeurer en reste avec elle, et, pour la remercier de sa généreuse hospitalité, il se complut à modeler les bustes de quelques-uns des enfants qui jouaient le plus souvent autour de lui, laissant ainsi partout où il passait des traces ineffaçables de son talent.

Voilà comment nous possédons, précieux héritage de nos arrière-parents, dont Merchi était devenu l'un des familiers les plus intimes, deux très jolis bustes en plâtre, l'un de

notre père Antonin Lauzun, à l'âge de douze ans, l'autre de sa sœur Blanche, moins âgée que lui de deux ans. Ces bustes furent faits vers 1816 ; ils mesurent chacun 35 centimètres de hauteur. Leur plus grande largeur aux épaules est de 20 centimètres.

Quoique Merchi fut alors âgé de 69 ans, on retrouve dans ces dernières œuvres la même sûreté de main, la même vigueur, la même délicatesse qui l'avaient placé hors de pair dans ses autres créations.



ANTONIN LAUZUN

Par G. Merchi.



BLANCHE LAUZUN

Par G. Merchi.

Le buste du jeune homme ne se distingue-t-il pas surtout par une étonnante expression de vivacité dans le regard, d'intelligence dans le front, de bonté dans la bouche ? Et ne faut-il point voir dans l'élégance de son costume, de même que dans le pointillé de la dentelle qui orne le cou de la jeune fille, cette recherche méticuleuse tout italienne, à laquelle ne saurait s'arrêter un sculpteur français ? Merchi, du reste, subit plus qu'aucun autre artiste l'influence du milieu où il se trouve. Sa Guimard ne reflète-t-elle pas toute la grâce morbide et voluptueuse de l'époque de Louis XV ? Son Charles IV, la majesté et la morgue du trône d'Espagne ?

Ses dernières créations, la finesse en même temps que la raideur un peu sèche de l'époque où fleurissaient David et Prud'hon ?

Merchi avait 71 ans lorsqu'il fut frappé, à Agen, de paralysie. C'est ce qu'il nous apprend dans une pétition qu'il adressa en 1819 au roi d'Espagne Ferdinand VII, lui demandant une pension et faisant valoir les services qu'il a rendus à son père et les injustices du sort dont il a été victime :

« *Escultor de cámara* de Sa Majesté, écrit-il, qui a eu l'honneur de faire les portraits en buste de ses augustes auteurs et de toute leur famille, les circonstances amenées par le gouvernement tyrannique qui a privé pendant plusieurs années les Espagnols de toute félicité l'ont obligé de se retirer en France avec son épouse et quatre enfants, dont trois filles et un garçon, tous nés en Espagne.... Tout ce qu'il avait laissé ou retiré dans le logis que lui avait accordé le roi Charles IV a été pillé, y compris tous ses ouvrages. Ses ressources sont anéanties. Aussi ose-t-il implorer la bonté paternelle et l'amour pour les arts dont le roi Ferdinand a donné tant de preuves, et lui demande-t-il la pension dont il est privé depuis plus de dix ans ⁽¹⁾. »

Quatre ans après, « le 23 octobre 1823, à 2 heures du soir, dans sa maison de la rue Lalande », mourait à Agen, Gaëtan Merchi ; il était âgé de 76 ans ⁽²⁾.

Des quatre enfants qu'il laissait, sa seconde fille, Louise, la filleule de Charles IV, fut la seule qui se maria. Elle épousa, en 1827, Mathieu Recours, d'une famille originaire de Tulle et qui, depuis longtemps, s'était fixée à Monclar d'Agenais. A la mort de Gaëtan Merchi, sa femme qui vivait encore, se retira dans cette dernière ville auprès de sa fille Louise, et elle y mourut le 6 avril 1830, laissant d'universels regrets.

A peine installées sur les bords de la Garonne, Madame Merchi et ses trois filles cherchèrent, dès 1814, à gagner ho-

(1) Archives de la famille Merchi.

(2) Etat-civil de la mairie d'Agen. Reg. des décès, 1823. n° 249.

norablement leur vie, que le ciseau du sculpteur ne suffisait plus à entretenir. Elles fondèrent à Agen une pension de demoiselles qui fut florissante pendant vingt-six ans (1814-1840). « En cette dernière année, écrit Gaëtan Recours, la » santé de ma tante Caroline les força d'abandonner une » profession qui n'avait pas accru leur fortune, mais qui » leur avait valu de nombreux amis et l'estime de tout le » pays. »

Le souvenir de la famille Merchi n'est donc pas près de s'éteindre. Et, si la gloire du sculpteur s'est un moment éclipsée ; si la plupart de ses productions, que généralement il ne signait pas, ont été dispersées à tous les vents, méconnues ou détruites ; si les bustes de la famille d'Espagne demeurent introuvables ; si se sont envolées aussi, sans doute sur la ritournelle de quelque menuet du divin Mozart, les gracieuses statuettes des Heinel, des Peslin, des Allard, de Vestris lui-même, et de tout ce monde frivole et charmant qui décoraient si bien les coulisses du dernier siècle ; le buste de la Guimard, du moins, reste intact, suffisant pour attester à tout jamais la finesse, la suprême élégance de « l'imitable » Merchi.

PH. LAUZUN.



SOUVENIRS DU VIEUX CLAIRAC

QUELQUES SCÈNES DE LA RÉVOLUTION

» Dès avant le 14, il (le conseil municipal) s'était procuré quatre
» pièces de canon ainsi qu'il est établi dans la proclamation de la
» municipalité, et fait travailler à un pavillon patriotique de la liberté
» placé au fond de la grande allée des promenades publiques lequel
» était en forme de quinconce, sa grande façade, sur l'allée, de trente
» pieds d'ouverture sur quarante-cinq de profondeur et vingt-cinq
» pieds d'élévation. Le fronton de la grande façade orné d'une bande
» de six pieds aux trois couleurs de la nation rentrant sous le pa-
» villon et en formant tout le pourtour, sous lequel était placé l'autel
» de la religion et de la patrie, orné et décoré sur les gradins espa-
» cés dans les proportions les plus régulières la plus grande abon-
» dance de pots de fleurs, le tout orné de guirlandes et couron-
» nes de verdure. Au centre et à la plus grande élévation du fronton
» du pavillon était placé le portrait en grand de Louis XVI roi des
» français et restaurateur de la liberté.

» En suivant et de conformité à la proclamation de la municipalité
» le régiment patriotique et troupe légère cavalerie ont été rendus
» sur les promenades à onze heures accompagnés d'un peuple im-
» mense relativement au petit territoire de la municipalité et tout
» dans le plus grand ordre ; à onze heures et demi un détachement
» de troupes est venu prendre la municipalité qui s'est rendue sous
» le pavillon où étaient placés les sièges qu'ils occupent dans l'hôtel
» commun, élevés sur une estrade de trois pieds ; observant que
» pendant la marche de la municipalité, il y a eu un moment d'une
» pluie abondante qui n'a point dérangé l'ordre de sa marche, ni
» même personne sur la promenade, tant le zèle a d'empire sur tous
» les citoyens. La municipalité placée sur ses sièges a été saluée,
» avec la commune qu'elle représente, de cinq coups de canon ; le
» clergé séculier et régulier au nombre de sept prêtres en chape sur

» les marches de l'autel, la commune dans un silence religieux.
» M. le Maire s'est levé à midi précis, le son général des cloches
» l'ayant annoncé, il a prêté à haute et intelligible voix le serment
» suivant :

» Nous jurons de rester à jamais fidèles à la nation, à la loi et au
» Roi ;

» De maintenir de tout notre pouvoir la constitution décrétée par
» l'assemblée nationale et acceptée par le roi, de protéger confor-
» mément aux lois la sureté des personnes et des propriétés, la libre
» circulation des grains et subsistances dans l'intérieur du royaume
» et la perception des contributions publiques sous quelques formes
» qu'elles existent, de demeurer unis à tous les français par les liens
» indissolubles de la fraternité.

» La municipalité, les troupes et la commune levèrent la main
» droite et les yeux vers le ciel en criant : nous le jurons. L'Etat-
» major du régiment s'avance sous le pavillon, fit le même serment
» et se transporta ensuite à la tête de chaque compagnie et leur fit
» prêter le serment en présence de la municipalité; les cris, les accla-
» mations de vive la fédération générale, la constitution, la loi, le
» roi furent répétés par l'ensemble jusqu'à extinction des forces.
» Alors le plus digne des pasteurs¹ par ses vertus et par ses mœurs,
» âgé de 87 ans, curé depuis cinquante-deux années de la paroisse
» Saint-Pierre de cette ville et annexes y jointes porté sous le pa-
» villon par les troupes, adressa aux citoyens un discours le plus
» précis et le plus patriote qui dura demi quart d'heure, où il parut
» que l'énergie de son âme n'avait rien perdu de sa force et de sa
» sensibilité. Le Vicaire du Chapitre de Saint-Jean de Latran, M. Os-
» ter célébrant, en adressa un à l'assemblée dans le principe de la
» religion et d'une morale pure relative aux circonstances; l'un et
» l'autre fortement sentis furent vivement applaudis. Le silence bien
» rétabli, la batterie de canon tira cinq coups, le *Te Deum* et l'*Exau-*
» *diat* furent chantés, après lequel la mousquetterie du régiment
» fit une décharge générale que cinq coups de canon soutinrent;
» et tout terminé la municipalité fut ramenée à l'hôtel commun par
» un détachement ainsi qu'elle avait été prise, tambour battant.

« Au même instant, la troupe nationale fit dresser des tables sur
» les mêmes promenades pour un souper patriotique, observant

¹ Le curé Vergnes.

» qu'il en eut fallu plus de douze cents si les soldats nationaux de
» la campagne n'avaient été reprendre les travaux précieux de la
» moisson. Observé et omis en son rang que la fête avait été an-
» noncée la veille par un coup de canon à six heures et demie et un
» autre à sept heures et demie, celui-ci suivi du son de toutes les
» cloches. Et dans la matinée de la journée auguste un coup de ca-
» non par heure depuis six à onze inclusivement. La batterie de ca-
» nons placée sur un des bouts hors d'œuvre de la promenade a
» été servie par une marine aussi zélée pour le service de la nation
» qu'intelligente dans la manœuvre, qui forme un type d'une com-
» pagnie d'artillerie, qui se propose de s'établir pour la municipalité
» de ce lieu. M. Desmazes aîné, ci-devant capitaine de navire, ar-
» mateur du port de Bordeaux, natif et citoyen du lieu, a dirigé le
» service de l'artillerie avec toute l'intelligence possible et a été
» agréé des citoyens marins pour la commander ; il a de suite
» fait faire le parc d'artillerie et y a fait placer un pavillon blanc.

« Les tables mises, la journée ne paraissant pas vers les cinq heu-
» res promettre un temps serein, les citoyens maîtres de bateaux
» ont fourni voiles et agrès pour mettre à couvert tous les frères et
» convives patriotes, et par l'intelligence et l'ardeur de la marine,
» de la municipalité, toutes les tables ont été mises à couvert en
» une demi-heure. A cinq heures et demi les patriotes soldats na-
» tionaux et autres citoyens ont couverts les tables avec une profu-
» sion que dictait leur bienfaisance pour alimenter de la desserte les
» indigents et les nécessiteux. Les officiers municipaux ont assisté
» au banquet répartis dans toutes les compagnies sans marque dis-
» tinctive, ainsi convenu pour souper en frères avec tous les conci-
» toyens, les traitant tous de camarades et en étant traités de même ;
» l'ordre et la décence alliés à la gaité la plus vive faisaient la base
» de la fête. Une santé unanime et la première fut portée à la Fé-
» dération générale de l'empire, celles qui suivirent à la constitution,
» à la loi et au Roi.

» Le souper fait vers huit heures, la batterie de canon fit le salut
» à la fédération, constitution à la loi et au roi par 13 coups et tou-
» jours le nom de ce bon roi fit retentir le ciel des plus vifs trans-
» ports et des prières pour sa conservation et celle de ses descen-
» dants à toujours placés, sur le trône des lys.

» Les danses commencèrent et l'effusion des cœurs fut si vive que
» les ministres de la religion de l'empire et ceux des non catholi-

» ques¹ s'embrassèrent en frères et dansèrent un instant pour com-
» plaire aux citoyens qui les en prièrent ; le digne et respectable pas-
» teur de quatre-vingt sept ans assistant au banquet, témoin tranquille
» de tout à cause de son grand âge, ne le fut pas par le sentiment.
» Il dit qu'il n'avait jamais versé de si douces larmes en bénissant
» les citoyens qu'il a presque tous vus naître, ils le portent tous
» dans leur cœur, comme il les y a toujours porté lui-même. Tou-
» jours pris chez lui ce digne pasteur et rapporté par les bras des
» patriotes, ses concitoyens, il se distingua par une illumination
» complète. La ville après le signal que donna le pasteur le fut à
» l'instant ainsi que les faubourgs. L'allégresse continuant, la com-
» pagnie des volontaires fit lancer des fusées et tirer un feu d'arti-
» fice sur les allées, les danses soutenues se portèrent dans les
» salles de l'abbaye à cause des brumes et de la fraîcheur de la nuit
» et tout s'est terminé sans trouble aucun, avec ce mutuel respect
» et fraternité qui maintient la paix.

» Le présent verbal a été remis à la rédaction de M. Channet
» aîné, l'un des officiers municipaux, par le conseil qui lui a fait
» cet honneur ; il prie la municipalité et tous les citoyens d'excuser
» son insuffisance et surtout de faire ajouter les circonstances qu'il
» peut avoir omises, ainsi que le blâme s'il a augmenté rien dans la
» simple narration des circonstances. . Signé du Conseil. »

A la suite de ce récit la municipalité fit ajouter le récit des évène-
ments du lendemain de la fête, ainsi que suit : « Les soldats patriotes
» dignes rejetons de ceux dont l'histoire dit qu'ils étaient le peuple le
» plus aguerri de la Guienne, en continuant la fête auguste de hier
» qui n'a presque pas discontinué de la nuit avec la plus grande des-
» sence (sic) parcourant la ville avec les instruments en dansant
» et joignant à eux les citoyens qui participaient tous à la même
» allégresse. Vers midi, ils se sont portés sur la promenade et y ont
» fait un diner impromptu pareil au souper de la veille, par un su-
» perflu abondant pour les pauvres. L'artillerie, à la santé portée à
» Sa Majesté, a tiré trois coups de canon et la journée a été ter-
» minée par cinq coups de canon dernier signe et complément de
» l'auguste fête générale à tout l'empire. et à laquelle nulle muni-
» cipalité ne s'est portée, ni comportée avec plus de zèle, de patrio-

¹ Il devait y avoir à Clairac à ce moment au moins trois pasteurs protestants.

» tisme et de fraternité.... Sur la demande des troupes et des
» citoyens la municipalité se porta à la batterie et fit exécuter un
» dernier salut pour Sa Majesté et l'on se sépara aux cris unanimes
» de Vive le Roy. »

On voit par le récit officiel que le temps ne favorisa pas les bons patriotes ; en lisant certains détails il nous paraît que le narrateur avait bu des eaux de la Garonne, ce qui n'a rien de surprenant vu la proximité de cette rivière. On sait ce que sont les pluies de Juillet dans nos contrées ; une de ces averses tomba au moment où les autorités, l'abbé, les capucins, le curé porté en chaire par les officiers de diverses compagnies, arrivaient sur les allées, escortés par le détachement de l'armée patriotique et la musique.

Malgré ce contre-temps le curé gagna le pavillon avec les autorités, tandis que la foule se pressait autour des arbres pour avoir un peu d'abri ; elle écouta les discours mentionnés dans le récit municipal et prêta le serment. Une éclaircie se produisit et, malgré l'averse qu'ils venaient d'essuyer, la plupart des gens restèrent à regarder dresser les tables sous des tentes, de chaque côté de la grande allée.

Après le repas, où le vin plus abondant et meilleur qu'aujourd'hui, avait réchauffé les têtes et les jambes, tout le monde dansa : soupirs, spectateurs, qui par bonne volonté, qui par force pour ne pas réveiller la bête féroce endormie dans toutes les foules ; il est à supposer que le clergé n'aurait pas manifesté sa joie de cette manière, l'abbé aurait préféré probablement, ne pas recevoir musique et danseurs dans les salles et les cloîtres de l'abbaye. Le lendemain, encore excités par les fumées du vin, les jeunes gens gardèrent les tambours, ils coururent les rues en dansant et forcèrent à danser tous ceux qu'ils rencontraient, vieux ou jeunes, entrant même dans les maisons ; plus d'une dame de Clairac se trouva contrainte de suivre ce branle à travers les rues avec cette bande d'ivrognes et de tapageurs. Les capucins n'échappèrent point à cette contrainte. Une nouvelle pluie très violente interrompit pourtant cet excès d'enthousiasme et, après un moment d'arrêt à la chapelle dressée sur les allées, cette assemblée bizarre se sépara. Les uns retournèrent à l'abbaye finir la fête, les autres se sauvèrent dans leurs maisons, pour se reposer et réparer le désordre de leur costume, fortement compromis dans cette course à travers les rues inondées. On voit d'après ces détails que le récit de l'officier municipal atténuait légèrement les exubérances de la foule et les cataractes du ciel ; le cou-

rage invincible dont il louait les patriotes n'avait pas eu non plus grand mérite à s'exercer.

Après cette fête, les marins du Lot, qui avaient prêté leur concours pour dresser les tentes et tirer le canon, demandèrent à former une batterie d'artillerie. Plusieurs d'entre eux avaient servi sur les vaisseaux de guerre comme canonniers ou matelots; de là sans doute leur désignation de « gens de mer » que ne comportait pas la seule navigation sur le Lot et la Garonne, malgré la réputation de celle-ci. Sous le commandement de M. Desmazes, ancien armateur de Bordeaux, ils s'assemblèrent pour demander l'autorisation de la municipalité; elle leur fut accordée ainsi que l'achat de canons et de munitions. Leur commandant, qui jusque là n'était venu qu'en passage à Clairac, y acheta une maison et s'y fixa définitivement.

Dans les actes de la mairie de cette époque, il est mentionné à diverses reprises les achats d'armes et munitions mais jamais d'uniformes; cependant nous supposons que pour la fédération les troupes devaient avoir un costume spécial. Etaient-elles composées d'anciens soldats portant leurs vieux uniformes, ou bien n'avaient-elles de commun que le fusil sur l'épaule, chacun étant vêtu selon la mode du temps, les uns de la veste courte en cadi, les autres de l'habit de couleur, c'est un point que nous n'avons pas élucidé.

Au mois d'Août, les députés, qui avaient été envoyés à la Fédération de Paris, revinrent à Clairac. Quelques-uns d'entre eux avaient peut-être monté la garde chez le roi, l'avaient vu, mais leur rapport à la municipalité est muet sur ce point.

Ils vinrent à l'hôtel commun dès leur arrivée « témoigner au conseil municipal la plus faible partie des sentiments qu'ils ont éprouvé dans ce grand jour, dont ils ne peuvent peindre toute l'étendue, non plus que les égards et attentions fraternelles de la garde nationale parisienne ainsi que de tous les fédérés à l'empire. Ont de plus remis sur le bureau le certificat délivré à chacun d'eux et fait apercevoir qu'ils avaient chacun une médaille donnée à tous les fédérés leurs confrères par la commune de Paris... »

Un des certificats fut enregistré. En voici la teneur :

« Nous maire de la ville de Paris, commandant général de la garde nationale parisienne, président et commissaire de la commune pour le pacte fédéral certifie que Monsieur M... a assisté à la fédération en qualité de député du départ. de Lot-et-

» Garonne, district de Tonneins, et que, pendant son séjour dans nos
» murs, il nous a donné les témoignages du plus pur patriotisme et
» de la fraternité la plus entière. En foi de quoi nous lui avons dé-
» livré le présent, auquel nous avons apposé le cachet de la Confé-
» dération. A l'hôtel de ville, le 21 Juillet 1790, signé Bailly maire,
» Lafayette commandant général, Charon président des commissai-
» res pour le pacte fédératif, Joseph, commissaire et Lobbet.

Le cachet portait, dans un cercle allongé : *Confédération nationale, Paris 1790.*

Dans une pétition, datée du mois de septembre, quelques personnes de Clairac demandaient le maintien des religieux capucins. La municipalité qui paraissait portée à les laisser en paix, loua le zèle des pétitionnaires, mais elle se retrancha derrière les lois de l'assemblée nationale. Quelques mois avant cette pétition un des frères capucins, — ils étaient trois, — avoit demandé à quitter le couvent pour vivre dans sa famille sous les habits séculiers, tout en continuant à se conduire comme un capucin ; la municipalité l'y avait autorisé. Il n'est pas dit si ce frère était de Clairac ; en religion il portait le nom de frère Hilurion.

Du temps où l'abbé était seigneur de Clairac, on entendait entre le 15 septembre et le 1^{er} octobre « le cri des vendanges », c'est-à-dire, qu'à son de trompe, on annonçait la maturité du raisin, afin que les fermiers chargés de lever la dime pour l'abbaye préparassent leurs vaisseaux vinaires et les moyens de transports nécessaires à l'enlèvement, sur le champ du propriétaire, de cet impôt en nature. Les cultivateurs, après nombre d'années, n'avaient plus voulu le porter eux-mêmes à l'abbaye et, d'après une convention, passée en 1509 c'était l'abbé qui se chargeait de faire enlever sa part sur le champ ; mais souvent les fermiers décimaux ne s'acquittaient pas en temps voulu, au gré des propriétaires, de cette charge ; de là des contestations sans fin et la récolte décimale plus ou moins bonne. En 1790, la liberté ayant été donnée à chacun de disposer des fruits de la terre et l'impôt ayant changé de nature, car il n'était pas aboli ; il semblait que « le cri des vendanges » était inutile ; mais la municipalité pensa qu'à cause des grappeurs et pour d'autres considérations qu'elle n'expose pas dans son arrêté, il valait mieux maintenir le ban des vendanges.

Les impôts n'étaient plus payés, la municipalité fit deux proclamations pour rappeler aux habitants qu'ils devaient les verser entre les mains du collecteur. Une forte grêle s'était abattue le 26 août

sur la région d'Aiguillon ; MM. Roussel, notaire royal et Desmanes furent nommés pour reconnaître les dégats et faire indemniser les propriétaires.

Les dames de la Foy, qui depuis longtemps tenaient un pensionnat à Clairac, sous le vocable « d'Ecole charitable du Saint Enfant-Jésus », demandèrent, par l'entremise de M. Séré jeune, membre du directoire du district, qu'il leur fût accordé un logement fixe et gratuit et des gages pour leurs institutrices. Le maire de Clairac, tout en reconnaissant la justesse de leurs demandes et l'utilité de leur école, répondit qu'il ne pouvait rien décider à ce sujet avant que l'assemblée n'en eût ordonné. On avait bouleversé l'ancienne institution des écoles et des régents sans la remplacer de suite. Le district ne voulut prendre non plus une décision et les dames de la Foy restèrent dans l'incertitude de ce qui adviendrait de leur établissement.

Un des officiers de l'état-major de l'armée patriotique de Clairac ayant trouvé que la tranquillité de la ville ne nécessitait plus de patrouilles de nuit, prit sur lui de les supprimer. Comme l'automne avançait, les personnes chargées de la patrouille furent très satisfaites d'en être dispensées. Malheureusement pour elles un officier plus zélé, s'étant aperçu de la chose, réclama devant le conseil municipal, alléguant les longues nuits d'hiver, pendant lesquelles les vols, les enlèvements étaient plus fréquents ; sur cette considération le conseil rétablit les patrouilles de nuit et invita tous les bons citoyens à dénoncer les perturbateurs de l'ordre.

En novembre, le conseil municipal fut renouvelé en partie ; quatre de ses membres étaient arrivés au bout de leur mandat, ils furent presque tous réélus. On nomma aussi neuf notables et le syndic de la commune fut changé : M. Chaumel fut nommé procureur syndic en remplacement de M. Dubosc. Ils prêtèrent tous serment le 18 novembre.

Le trois décembre, le conseil, en corps, se transporta dans la salle d'audience de la « ci-devant justice ordinaire de Clairac », dont M. Roussel était procureur d'office. Le dernier juge était, croyons-nous, M. Bertrand. Il devait procéder à un inventaire. M. Roussel et son greffier, Blaise Taffanel, étant présents, les autorités municipales apposèrent les scellés. Taffanel eut la permission de retirer de l'armoire du greffe le registre des naissances, mariages et décès, des non-catholiques. On mit aussi les scellés chez la femme Carrère, dont le mari avait été greffier de la justice ; on le soupçonnait d'a-

voir gardé des papiers. Nous avons vu plus haut qu'il avait été la cause de troubles dans la ville et depuis ce temps il avait disparu.

L'assemblée nationale ayant rendu un décret pour supprimer l'offre de l'encens aux personnes qualifiées quand elles entraient dans l'église, voulant qu'il ne servit qu'à rendre hommage à la divinité, le procureur syndic s'appuya sur ce décret pour accuser l'abbé Oster d'enfreindre la loi et d'inciter les autres membres du clergé à s'y soustraire. Avant de poursuivre et de dénoncer les coupables au district, car Clairac ne pouvait rien sans passer par Tonneins, le conseil résolut d'avertir l'abbé. Celui-ci leur répondit par lettre ; il y disait que l'encens n'était réellement employé que pour les besoins religieux ; quoique l'on s'en servit en dehors du moment où le Saint Sacrement était exposé sur l'autel ; il ne s'adressait qu'à Dieu, en agissant ainsi, lui l'abbé, ne faisait que suivre l'ordre établi par l'Eglise. Il ajoutait que les membres de la municipalité, appartenant tous à la religion réformée, ne pouvaient connaître les rites et pratiques du culte catholique, ce qui leur faisait mal interpréter le décret. « Le décret, dit l'abbé, vise l'offre de l'encens aux patrons, » seigneurs et autres personnes qui, en vertu de certains privilèges, » recevaient cet hommage à leur entrée dans l'église ; pratique qui » ne se fait plus. Après ces explications, la municipalité ne s'opposera sans doute pas à l'exercice des solennités religieuses dans » l'église du chapitre de Saint-Jean de Latran dans laquelle il est » chargé de faire les fonctions ecclésiastiques, comme son vicaire. »

Malgré cette lettre, deux membres du conseil ayant assisté à la grand'messe, déclarèrent avoir vu l'abbé Oster se faire encenser au mépris de la loi et des avertissements qui lui avaient été donnés. Sur leur déclaration, le conseil laissa le procureur dénoncer l'abbé au district. On voulait se débarrasser des abbés de Saint-Jean de Latran, parce qu'ils étaient italiens et avaient détenu un pouvoir qu'on craignait de voir renaitre.

Au mois de janvier 1791, le conseil municipal fit connaître aux religieux capucins et aux Dames de la Foy la nouvelle loi sur les communautés. Les capucins n'étaient plus que deux. Les Dames de la Foy, au nombre de trois, déclarèrent vouloir rester en communauté et continuer à instruire les jeunes filles. C'étaient, Mesdames Jeanne Laborde, supérieure ; Angélique Picot et Genviève Retouble.

Les travaux de la mairie s'étant accrus par suite des changements survenus dans l'administration, on nomma un suppléant au greffier de la mairie ; il fut chargé de porter les cédules du juge de paix. En

décembre 1790, deux juges de paix avaient été nommés pour Clairac. On procéda aussi à la division de la municipalité en seize sections ; toute la paroisse de Saint-Brix faisait alors partie de la municipalité de Clairac.

La première section dite du Midi comprenait la partie basse de la ville, le long de la rivière, et remontait jusqu'aux promenades vers le couchant, laissant la moitié de la ville au Nord qui se trouva comprise dans la seconde section dite du Nord ; cette section embrassa tout le reste de la ville jusqu'à sa sortie sur le chemin de Tonneins, rejoignant la première au portail des promenades. Ainsi Clairac se trouva partagé en longueur parallèlement à la rivière. La troisième section s'appelait de Roussannes ; elle s'étendait à l'Est jusqu'à Laparade ; la quatrième, de Naufon, entre le chemin de Laparade et le Lot ; la cinquième, de Vivens, joignait celle de Naufon et revenait vers la ville jusqu'au pont de Maubourguet, elle enclavait les deux Vivens, la propriété de Montesquieu et sa voisine. Au-dessus du pont de Maubourguet était un champ appelé *sol de la dîme*, sans doute parce que les abbés y faisaient battre les grains provenant de la dîme. De ce côté de la rivière étaient aussi les trois piliers à Lalanne, ils devaient avoir une signification juridique ou seigneuriale ; c'étaient probablement des fourches patibulaires. Ils furent abattus en mars 1791 à la suite d'une échauffourée survenue à l'occasion du serment du clergé. La sixième, dite des Bellocs, remontait le côteau vers Grateloup ; celle de Montbarbat, la septième, joignait Laparade par les côteaux et les autres sections vers le chemin de Laparade à Clairac ; la huitième, de Laboup, était sur le ruisseau de Latorgue avec celle de Capdemail. La section du Secretary, formant la dixième, paraît avoir été la plus étendue : elle prenait presque à Clairac au Nord-Ouest et remontait par le Nord jusqu'à la Torgue et au carrefour de Saint-Etienne, limite de Clairac et Tonneins ; la onzième, de Pleyde, la suivait du côté de Tonneins et venait tomber au Midi sur le chemin de Clairac à Tonneins ; la douzième, de Castille, prenait de l'autre côté du chemin de Tonneins et se prolongeait au couchant sur les limites de la municipalité de Tonneins pour venir rejoindre la section du Midi au Pont-Payrin, enclavant ainsi le Vaqué, Barutet, Seilhade, où il y avait un bois plus considérable que le petit boqueteaux restant de nos jours ; elle joignait la section de Fernan, qui allait jusqu'à la rivière du côté du Midi, et au couchant atteignait les limites de Nicole et d'Unet. La quatorzième section, dite de Lacapelle, était de l'autre côté de la rivière, prenant à la

limite de la paroisse de Lafitte, elle suivait une bonne partie du Lot en revenant vers Clairac. Celle de Capbert prenait au chemin *ferrat* qui va d'Aiguillon à Lafitte, remontait le ruisseau Caillabou jusqu'au bois de l'abbé en dessous de Saint-Vincent et revenait vers Aiguillon au pont de la Peyre. La seizième, de Fauquier, s'étendait depuis le pont du Léougé jusqu'à Boussère.

Les sections établies, on nomma une commission pour étudier le revenu foncier de chacune, afin d'établir l'impôt ; mais ce travail nouveau pour ceux qui l'entreprirent, demanda beaucoup de temps ; il n'était pas fini à la fin de 1791.

A Clairac, tous les esprits étaient agités par le serment demandé au Clergé : les uns l'approuvaient, les autres le blâmaient. Beaucoup, qui ne s'occupaient généralement pas des choses de la religion, suivaient avec intérêt ces débats et se demandaient ce qui adviendrait de l'application de cette loi. Les discussions étaient vives et séparèrent beaucoup de personnes dans les sociétés de Clairac. Une certaine curiosité s'attachait aussi à deviner quels seraient les prêtres qui se soumettraient au serment et ceux qui le refuseraient, si leurs offices après leur décision seraient aussi suivis et s'ils mériteraient la confiance de leurs paroissiens.

D'après le registre officiel le curé de Saint-Brix prêta le *serment entre les mains des officiers municipaux et des notables* délégués de Clairac à cet effet ; d'après d'autres sources, les curés de Coleignes, Lafitte, Granges, Castelmoron prêtèrent aussi le serment. Clairac se mit en fête le 30 janvier pour cette cérémonie du serment, le curé, M. Vergnes, son vicaire M. Fabre et M. Renaud, curé de Marsac, prêtèrent serment devant tous les fidèles et toute la municipalité assemblée. Le curé et son vicaire prononcèrent des discours « dont le patriotisme et la pure vérité de la foi émurent les » habitants jusqu'aux larmes » (récit officiel). La municipalité décida que le discours du vicaire serait inséré dans le journal d'Agen. Le soir on porta une couronne civique au vicaire avec des flambeaux, mais cette couronne ayant été enlevée dans la nuit, les garnements en prirent prétexte pour faire du tapage, enlever le mai élevé devant l'abbaye, briser les armoiries du chapitre de St-Jean de Latran et renverser les trois piliers à Lalanne ; il n'y eut pas d'attentat sur les personnes.

L'abbé, à qui on avait signifié qu'il serait considéré dorénavant

comme fonctionnaire public, rappela qu'il ne relevait que de ses supérieurs de St-Jean de Latran et refusa le serment. Il ajouta à son refus qu'aucun prêtre assermenté ne dirait la messe au grand autel, propriété du Chapitre ; il continua à officier jusqu'à ce que des mesures prises à Agen le contraignirent par force à abandonner son ministère. Il dut probablement quitter Clairac à ce moment.¹ La municipalité ayant, conformément aux décrets de l'Assemblée, publié qu'elle ne reconnaissait le droit de servir le culte public qu'aux prêtres assermentés, ceux qui s'y refusèrent se virent contraints de se tenir cachés.

Ils célébrèrent le culte en secret chez des amis, à la campagne, pour tous ceux qui ne voyaient dans les prêtres *jureurs* que des déserteurs de la foi. C'est alors que commença vraiment dans Clairac la vraie révolution. Les ruptures entre parents, l'inquiétude d'être découverts, quelques arrestations qui s'opérèrent portèrent la tristesse dans toute la ville. Beaucoup de femmes de Clairac allèrent à Ste-Radegonde entendre la messe : d'autres cherchèrent à faire donner la permission à un abbé non assermenté de pouvoir dire la messe à la chapelle de l'abbaye ; mais ce fut refusé et cet abbé mis en suspicion. Dans l'agitation où se trouvaient les esprits, les vieilles querelles religieuses entre protestants et catholiques se réveillaient ; on chercha à entraîner les premiers à voter pour la nomination de l'évêque d'Agen, mais plusieurs hésitèrent trouvant avec raison que cette élection devait rester en dehors de la politique et ne les regardait pas comme question religieuse.

Les deux capucins restés dans la maison de leur ordre furent renvoyés, la maison confisquée et mise en vente. Un de ces deux capucins, Eléonard Gard, en religion frère Raphaël de Ponteyrand, prêta le serment et remplaça M. Sagnes ; celui-ci, que les registres officiels porte comme déserteur, était un des vicaires du curé de Clairac ; il avait fui pour ne pas agir contre sa conscience en prêtant le serment. L'abbaye dut être confisquée après ces mesures, et sans doute l'abbé s'était retiré. Des commissaires furent nommés au mois de mai pour assister au district de Tonneins à la vente et adjudication des biens nationaux de la région. Entre autres biens

¹ Trois lettres de M. Oster de 1791, qui ont été vendues dans la collection de M. de La Roche, disaient peut-être ce qu'il advint des persécutions.

saisis illégalement à cette époque troublée se trouvèrent, dans les environs, le couvent de Notre-Dame du Paravis, une maison presbytérale à Tonneins, le château et la forêt de Calonges, etc.

La garde nationale ayant profité des agitations pour chercher à se soustraire à l'autorité de ses chefs et à la régularité de son service, la municipalité fut obligée d'intervenir ; elle rendit un arrêté d'après lequel tous les citoyens jusqu'à l'âge de 60 ans étaient tenus de faire la patrouille à la première réquisition.

Les officiers qui faisaient partie du club des Amis de la Constitution, firent chanter, le 3 avril, à l'issue des vêpres, un *Te Deum* à l'occasion de la convalescence du Roi. Le mois suivant, ils assistèrent avec la municipalité à un service funèbre en l'honneur de « l'immortel Honoré Riquetti Mirabeau », c'était le président du club qui en avait pris l'initiative.

La nouvelle de la fuite de la famille royale causa une profonde émotion ; un redoublement de zèle fut prescrit à la garde nationale. On fit afficher au corps de garde un tableau marquant les heures de tournées et de factions. Une circulaire de la municipalité prescrivait de n'inquiéter aucun habitant dans sa personne ou dans ses biens. Le commandant de l'artillerie profita de ce moment pour réclamer l'achat des canons de campagne sur affût, qu'on lui avait promis. Malgré l'état peu florissant des finances, la municipalité n'osa pas éluder de nouveau cette demande ; elle donna l'autorisation au commandant d'écrire à Bordeaux pour se procurer les pièces.

Le jour de la célébration de la fête de la fédération approchant, le procureur syndic émit le vœu qu'elle fût tous les ans célébrée avec la même solennité ; qu'un autel s'élevât, comme l'année précédente, au milieu des allées et que le même cérémonial fût observé ; la municipalité accepta à l'unanimité. M. Philipot, colonel des gardes nationales, en remplacement de M. de Bacalan, démissionnaire ou décédé, fut chargé de représenter Clairac à la fédération d'Agen, tandis que le commandant Saffin et M. Passet le représenteraient au district. Des plaintes s'étaient probablement élevées au sujet des danses forcées que les intrépides meneurs de la fête avaient conduites l'année d'avant, car l'arrêté du conseil porte en 1791, défense « de forcer les citoyens à faire des mouvements, danses involontaires, ni tous élans qui sont moins une preuve de patriotisme qu'un » délire licencieux qui trouble l'ordre... »

La seconde fédération se célébra comme la première avec accom-

pagnement de cloches et canons, « drapeaux et étendards déployés ». Malheureusement on ne dit pas comment étaient ces signes de ralliement, si la ville avait écartelé son soleil sur l'un d'eux ; on ne dit pas non plus si il y eût un aussi nombreux concours de peuple. Le temps fut plus favorable et le spectacle dut être plus gai en apparence. Les juges de paix et leurs assesseurs avaient été convoqués mais celui de la ville ne voulut pas occuper la place qu'on lui avait désignée près de l'autel de la patrie, quoiqu'il y eut un siège pour tous, il se retira du cortège ; son greffier ne put le suivre étant à la tête d'une compagnie de la garde nationale ; cet incident jeta un peu de froid dans le commencement de la cérémonie. Cependant chacun des membres du conseil s'étant assis, un coup de canon annonça à « tous les citoyens la présence de leurs magistrats. »

L'office fut célébré par le curé de Marsac, assisté des deux vicaires de Clairac, l'âge de M. Vergnes ne lui permettant sans doute plus de paraître. Chacun de ces messieurs prononça un discours. Les membres du conseil général suivirent les compagnies des troupes pour faire prêter le serment que répétaient les citoyens les plus proches. Au serment à la constitution, à la loi et au roi était ajouté : de vivre libre ou mourir, de regarder tous les français comme ses frères, formule qui devient généralement le signal de traiter ses frères en ennemis. Clairac en donna l'exemple comme les autres. Des danses et un souper terminèrent la fête mais sans l'effervescence de l'année précédente.

Un changement qui dut apporter du trouble dans le commerce de Clairac, ce fut la loi sur les patentes ; les citoyens qui y étaient soumis ne se pressaient pas de les payer. Comme pour les impôts, il fallut les engager plusieurs fois par voie d'affiches à les acquitter. Du temps de l'affermage de la boucherie, la commune louait pour le débit de viande une grande maison située sur une des places de la ville ; depuis que chacun avait le libre exercice de ce commerce, cette maison étant inoccupée, le procureur proposa de la louer au plus offrant. On taxa les bouchers : ils ne devaient vendre la viande de veau et mouton que six sols la livre de seize onces ; celle de brebis quatre ; mais on pensa qu'il serait bon de nommer un adjoint pour surveiller les boucheries afin qu'elles ne donnent pas de la brebis pour du mouton. Il n'est pas question de bœuf, qui n'entrait pas sans doute dans l'alimentation à cette époque. On proposa une pareille surveillance sur les boulangers ; le pain dit *choïne* valait trois sols quatre deniers, le pain *co* deux sols sept deniers ; il était défendu aux

personnes qui avaient chez elles du blé et de la farine de venir acheter du pain chez les boulangers de Clairac.

La municipalité de Clairac témoigna une grande allégresse à la réception de la lettre du roi à l'assemblée par laquelle il acceptait la constitution ; une proclamation fut adressée aux citoyens disant qu'ils se réjouiraient tous comme leurs conseillers s'ils étaient pénétrés « du vrai patriotisme qui use d'indulgence et pardonne même » à ceux qui n'ont pas donné des preuves de civisme... »

Un *Te Deum* suivi de l'hymne à la nation fut chanté le dimanche suivant après vêpres. Tous les membres du conseil y assistèrent en écharpe ; un détachement de l'armée les accompagnait ; il y eut le soir feux de joie et divertissements.

Au milieu de toutes ces occupations, l'entretien de la ville et de ses environs laissait fort à désirer ; les archives municipales mentionnent à plusieurs reprises le mauvais état des rues et surtout des abords de la rivière. Au mois d'octobre, la municipalité décida de réparer le chemin qui allait à Fernan ; à cet effet elle établit un atelier de charité depuis le Pont Payrin jusqu'au haut de la côte du faubourg du Couloumé. Il y avait là un endroit au-dessus de la rivière où les charrettes ne pouvaient presque plus passer. Une somme de 525 livres fut affectée à cette réparation, mais, soit manque d'argent ou paresse des gens employés, les réparations se firent lentement et se bornèrent à peu de chose.

Le 23 octobre, fut promulguée à Clairac la loi du 14 septembre avec la déclaration des droits de l'homme. Le Procureur-syndic fit un discours sur les beautés de cette déclaration, mais, soit qu'on ne l'ait pas trouvé digne de la reproduction, soit que le secrétaire ait été pris de paresse, le texte est resté incomplet sur le registre officiel ; on n'a pas mentionné non plus l'effet que cette nouvelle loi produisit sur la population.

De nouvelles élections municipales et de notables eurent lieu en novembre. La municipalité sortante représenta dans sa proclamation aux habitants qu'ils devaient leur tranquillité à la sagesse de leurs conseillers municipaux, « les exemples des municipalités où il » y a eu malheureusement des troubles l'attestent. » En conséquence, les Clairquois étaient exhortés à nommer des hommes sages et fermes, d'un esprit paisible. Les élections eurent lieu en deux sections, l'une siégeant dans une des salles de la « ci-devant abbaye », l'autre dans la salle des Amis de la Constitution. Le maire et le procureur furent réélus à la pluralité des voix, ainsi que quatre con-

seillers ; le bureau fut renouvelé, mais M. Desmazes jeune, qui avait été élu, fut récusé par le procureur du département, à cause de son oncle, M. Salomon, déjà membre de la même assemblée.

La municipalité s'occupait toujours de l'établissement de l'impôt foncier et mobilier, sans pouvoir arriver à une solution pratique et équitable. Le commerce, l'échange des moindres denrées se ressentait de l'incertitude régnant sur cette question des impôts ; les paysans regardaient les assignats avec méfiance et ne voulaient pas les accepter ; ils se plaignirent à la mairie, mais on leur répondit par un arrêt portant cours forcé de ces papiers. Les boulangers furent aussi obligés à donner du pain en aussi minime quantité que ce fut dans toutes les qualités. L'année était mauvaise ; les habitants du faubourg de Longueville, qui vivaient de la rivière, souffraient plus particulièrement, le ralentissement du commerce et des transports les laissant sans ouvrage. La municipalité leur fit distribuer du pain à plusieurs reprises ; étant elle-même fort obérée, elle se fit porter sur la liste des distributions faites par le département.

Ce qui attrista le plus la ville de Clairac, qui jusque alors avait montré dans certaines sphères encore assez d'animation, ce furent les enrôlements dits volontaires de 18 à 50 ans. Entre autre invitation que la proclamation fait aux habitants pour les entraîner nous relevons ceci : « Liberté entière toujours existante et court engage-
» ment que l'honneur a seulement juré en vous et votre serment
» vous engage de remplir, traitement pécunier que vous comptez
» pour peu, mais la nation, cette tendre mère, salarie selon ses fa-
» cultés ceux qui la défendent ; jamais marâtre comme le despo-
» tisme, votre mort au chemin et au comble de l'honneur est un
» deuil pour elle, c'en est assez : lisez la loi et vos cœurs seront
» embrasés. vous pouvez tous prendre le même régiment
» vous serez libres aussi à cet égard »

Le dimanche après cette proclamation tous les hommes du canton devaient se présenter sur la place d'armes. La municipalité demanda à ses administrés de leur faire bon accueil. Si le temps était mauvais on devait se réunir à l'église. Pour la première fois cette délibération est datée : an IV de la liberté. On peut supposer que cette réunion ne fut pas des plus gaies ; les parents des jeunes gens avaient peu d'enthousiasme. Plus tard, les lettres qu'ils recevaient à de longs intervalles des frontières si éloignées de Clairac, leur laissaient beaucoup d'inquiétudes. Les nouvelles des armées que donnaient ces soldats ne corroboraient pas toujours les relations enthous-

siastes des gazettes officielles, ou les cris de trahison des patriotes en chambre, ils étaient nés déjà. Aussi l'opinion publique était indécise et assombrie; d'aucuns très épris au début des nouvelles idées trouvaient que la réalité ne correspondait pas à ce qu'ils avaient imaginé.

Le maire de Lafitte et son adjoint, avec une députation de leur garde nationale, portèrent en offrande à Clairac pour la caisse des recrues le produit d'une saisie de tabac. Ce don fut accueilli avec beaucoup de reconnaissance et de satisfaction. M. Duminy, secrétaire-greffier de la mairie depuis fort longtemps, se retira. Le registre officiel est muet sur les causes de cette retraite; on lui donne force louanges. Un « citoyen actif » J. J. Buscaille fut nommé à sa place. On demandait toujours un percepteur des impôts et personne ne s'offrait. La municipalité en réitérant ses demandes éleva la remise pour le percepteur de neuf deniers par livres à douze pour l'impôt foncier, et au dessus de trois pour le mobilier.

Les transactions devenant de plus en plus difficiles, quelques personnes demandèrent qu'on fit des coupures des assignats. La mairie tenta une émission de quatorze mille petits assignats, dits billets de confiance, de cinq, dix et vingt sols. Les membres du conseil et notables divisés en groupe les signèrent, chaque groupe signa une série de deux mille. Pour leur donner une garantie la même valeur en assignats fut enfermée dans un coffre à deux serrures commis à la garde de M. Larrat, médecin. Une des clefs était aux mains de M. Pucheran, officier municipal. L'autre dans celle de M. Andebz cadet, notable. Ces billets avaient cours dans les municipalités de Clairac et de Lafitte; leur usage ayant été reconnu pratique, une nouvelle émission fut faite un mois après, pour six mille livres. La commune avait délibéré d'en supporter les frais. Le département lui alloua aussi à cette époque pour les subsistances trois mille sept cents livres, auxquelles le procureur proposa que la municipalité ajoutât des fonds pris à tous les bons citoyens pour augmenter cette somme et acheter assez de grains ou de farine jusqu'à la récolte prochaine. Il demanda que l'achat se fit dans le plus grand secret devant être opéré par un négociant, peut-être lui-même, car il l'était sur cette denrée principalement. Le conseil adopta sa proposition.

Ici il y a une lacune dans les registres de la mairie, n'ont-ils plus été régulièrement tenus, les a-t-on fait disparaître? Ce n'est qu'après 1800 qu'ils reprennent un cours régulier.

Aussi nous arrêterons là au moins pour le moment le cours de cette petite étude qui nous a été facilitée par l'obligeance de M. de Villemor, adjoint au maire de Clairac, et de M. Faragou, le secrétaire.

II. DE BELLECOMBÉ.

JOURNAL AGENAIS DES MALERAYSSÉS

(SUITE)

1764-1765

Election consulaire faite le 15 septembre 1764 par MM. Benaud, Dartus, Darribau, Barsalou, Gardette et Paquin, qui ne nommèrent personne à la place de M. Mazet, seul consul titulaire pour cette année, parce que selon l'édit du Roy du mois d'aoust précédent, Mazet ne devoit quitter sa charge qu'au 1^{er} janvier suivant. Voulant profiter du droit que leur en donnoit le même édit royal, MM. Benaud, Darribau, et Gardette, consuls élus l'année précédente, se continuèrent eux-mêmes et nommèrent avec eux MM. Marchand et Mauron, négociants, de sorte que nous eûmes jusqu'à la fin de l'année 1764 la liste suivante :

1. M. Benaud, consul électif.
2. M. Mazet, consul titulaire.
3. M. Darribau, consul électif.
4. M. Marchand, id.
5. M. Gardette, id.
6. M. Mauron, id.

Le 31 décembre 1764, pour obéir à l'édit du Roy, M. Mazet, consul titulaire, convoqua les autres consuls à l'hôtel de ville, se démit de sa charge et leur remit sa robe consulaire. Il s'éleva alors une dispute dans le corps de ville entre les consuls en charge et les jurats. Ceux-ci vouloient avoir voix à l'élection du nouveau consul qui devoit remplacer M. Mazet et les consuls prétendoient être seuls en droit de le choisir. Ils écrivirent les uns et les autres à M. le Contrôleur général qui décida que c'étoit à MM. les consuls à faire la nomination. Tout le mois de janvier s'écoula dans les retards occasionnés par cette querelle, de sorte que MM. les consuls convoquèrent l'assemblée seulement pour le 3 février 1763 et nommèrent à la place vacante M. Murailhe de Lespinasse. Il fut revêtu de la robe consulaire et prêta le serment, la cloche sonnante, entre les mains de M. Benaud consul.

En 1764, M. Gounon, maire de la ville d'Agen, M. Latour, receveur des deniers royaux et M. de Boutin, intendant en Guyenne, firent tous trois une société pour faire bâtir une manufacture de toiles à voile pour la marine ; ils demandèrent au Roy une gratification à raison de cette entreprise. Le Roy leur accorda quarante mille livres, savoir vingt mille livres comptant et deux mille livres par an, pendant l'espace de dix années. MM. les associés firent venir un ingénieur de Paris pour tirer le plan de cette facture. Ils achetèrent à Madame Davach une faisande appelée *Marche*, situé derrière le séminaire ; ils y firent bâtir leur manufacture. La première pierre de taille y fut posée sur les fondements au coin qui est du côté du levant, le 5 décembre 1764, par M. de Chabannes, évêque et comte d'Agen. Tous les ouvriers qui devoient travailler à cette manufacture, au nombre de quarante, y accompagnèrent, bien rangés, M. l'évêque, au son des fifres et des tambours, portant chacun en leurs mains un outil essentiel pour leur métier. Ils avoient fait placer les coulevrines tout près de ladite facture, qui furent tirées à l'arrivée de M. l'évêque et au moment qu'il posa la pierre. Ils avoient aussi fait faire pour la circonstance de petits outils de maçon, fort jolis. Ces outils furent présentés à M. l'évêque dans une corbeille garnie avec beaucoup de goût et il s'en servit pour poser ladite pierre. On avoit creusé au dessous un trou carré, où on mit une plaque d'airain sur laquelle étoient gravés les noms des associés et le millésime de la fondation. Cela fait, M. l'évêque se retira, accompagné comme il l'avoit été en y allant, et donna aux maçons un louis d'or de vingt quatre livres pour boire à sa santé.

1765-1766

Election consulaire, faite le 15 septembre 1765, par MM. Benaud, Darribau, Gardette, Muraille, Marchand et Mauron, consuls, qui nommèrent MM. de Montpezat, Lagarenne-Pommaret et Chemin, jurats à la place de MM. Benaud, Darribau et Gardette. Nous eûmes, donc cette année pour consuls :

1. M. Muraille de Lespinasse, ancien.
2. M. Marchand, id.
3. M. Mauron, id.
4. M. de Montpezat, nouveau.
5. M. Pommaret, id.
6. M. Chemin, id.

Durant le mois de Novembre 1765, on reçut dans Agen comme dans tout le royaume la nouvelle que Monseigneur de Bourbon, Dauphin de France, fils du roy Louis XV, était très dangereusement malade. M. de Chabannes, évêque et comte d'Agen, donna un mandement pour inviter les fidèles à faire des prières à Dieu pour le rétablissement d'une santé si précieuse. Il ordonna que le Saint-Sacrement seroit exposé pendant trois jours consécutifs dans l'église cathédrale et qu'avant de donner la bénédiction on y chanteroit chaque jour les psaumes : *Miserere mei, Deus*, et : *Exaudiat te Dominus*. Pareille cérémonie devoit être répétée dans l'église collégiale, également pendant trois jours, puis se continuer dans l'église paroissiale de Sainte-Foy et dans celle des RR. PP. Cordeliers, et le lendemain, dans l'église de Saint-Hilaire et dans celle des grands Carmes, mais dans ces dernières églises, pendant un jour seulement. Il fut aussi prescrit par M. l'évêque que les mêmes prières publiques seroient adressées à Dieu, en la même forme solennelle, dans toutes les paroisses du diocèse, le dimanche qui suivroit la réception de son mandement. Enfin, les communautés de religieux et de religieuses et les trois compagnies de Pénitens ayant demandé la permission de faire les mêmes offices dans leurs chapelles, cette faveur leur fut aussi accordée. Monseigneur le Dauphin avoit cinq enfants, deux filles et trois garçons, à scavoir : le duc de Berry, le comte de Provence et le comte d'Artois. Sa maladie fut longue ; il avoit un abcès dans le corps. Il mourut le 20 Décembre 1765, muni de tous les sacrements de l'Eglise, après avoir donné de grandes marques de chrétieneté et d'une parfaite soumission aux ordres de la Providence.

On dit, qu'étant bien mal, il demanda à parler à son fils aîné, qui n'était alors âgé que de onze ans quatre mois et qu'il luy fit une morale conçue à peu près en ces termes : « Mon fils. je vous recommande de respecter votre Roy, il le mérite ; et si jamais la Providence place la couronne sur votre tête, souvenez-vous que le plus grand bonheur d'un Roy consiste dans le bonheur de son peuple. » Tout de suite après la mort de son fils, le Roy Louis XV donna le titre de Dauphin au duc de Berry, et le 10 du mois de Janvier 1766, M. l'évêque d'Agen recut du Roy une lettre lui annonçant la mort du Dauphin et le chargeant de faire prier Dieu pour le salut de son âme. M. l'évêque donna de nouveau un mandement par lequel il était ordonné que le jeudi suivant, 16 janvier, après les vêpres du jour, on chanteroit les vêpres des morts, qui seroient annoncées par

les cloches de la Cathédrale, sonnait à toute volée, et que le lendemain, 17 du même mois, jour de S. Antoine, une grande messe de mort seroit célébrée, qui seroit aussi annoncée par le même son de cloches. M. l'évêque fit inviter à cette messe MM. les officiers du présidial et MM. les consuls. Le chœur de la Cathédrale et l'auditoire étoient tapissés en noir et, dans le milieu du chœur, on avoit dressé une chapelle ardente. Par ordre de MM. les consuls, les boutiques furent tenues fermées depuis l'heure des premières vêpres jusqu'après la grande messe du lendemain.

En vertu du même mandement, le samedi, 18^e du même mois de Janvier, pareille messe fut dite dans l'église collégiale de Saint-Caprais, et les lundi et mardi, 20 et 21 dudit mois, dans les églises de Sainte-Foy et de Saint-Hilaire. La même cérémonie fut prescrite à toutes les paroisses du diocèse, aussitôt après la réception du mandement, et l'autorisation de faire dans leurs églises un service pour Monseigneur le Dauphin fut accordée à toutes les communautés religieuses. Les trois compagnies de Pénitens demandèrent et obtinrent aussi la même permission. Ils firent faire des catafalques fort élevés, très-bien décorés et garnis de deux ou trois cens cierges avec des emblèmes et des représentations afférentes au sujet. Leurs chapelles étoient toutes tapissées en noir, avec les armes du prince semées de toutes parts. La Mort étoit représentée au haut des catafalques, tenant sa faux à la main et la couronne de France sous ses pieds. Chaque compagnie se piqua de faire au mieux célébrer son service, en un jour différent, et distribua après la messe des aumônes aux pauvres pour le repos de l'âme de Monseigneur le Dauphin. Ce prince fut généralement regretté dans toute la France, à l'exception des courtisans qu'il n'aimoit pas. Il joignoit à une solide piété beaucoup d'esprit. Il avoit une grande affection pour son peuple et on se promettoit sous son gouvernement un règne fort heureux.

Pendant l'hiver de 1766 il fit de très grands froids. Il commença de geler bien fort le 1^{er} janvier 1766 et le froid augmenta toujours jusqu'au 13 février, qui étoit le lendemain du jour des Cendres. Il fut si terrible que tous les menus grains et lins se gâtèrent et la plus grande partie des vieilles vignes fut gelée. Les bleds en certains fonds disparurent et il n'en paroissoit pas plus sur la terre à la fin du mois de février, que s'il n'en avoit pas été semé. La rivière du Lot étoit si fort gelée, qu'à Aiguillon, on y passoit sur la glace, à pied, à cheval et en chaise. Le courrier passa dessus avec sa brouette.

La rivière de Garonne étoit aussi gelée depuis Bordeaux jusques au dessus de Saint-Macaire en sorte qu'à Langon le courrier et plusieurs autres personnes la traversèrent en chaise roulante. Elle ne se gela pas tout à fait devant Agen ; il y resta dans le milieu un espace libre d'environ un tiers de sa largeur. Cependant les bateaux étoient partout arrêtés et pas un bateau de poste ne partit, soit parce qu'ils étoient pris dans la glace sur les bords de la rivière, soit parce qu'il passoit des glaçons trop épais.

Il est à remarquer que la récolte de cette année fut abondante. Les bleds étoient clairs, mais bien nets et les épis en étoient longs et biens fournis. Ceux qui ne coupèrent pas les vignes gelées n'eurent pas à s'en repentir, parce qu'elles repoussèrent du pied entre deux terres. Cependant le froid avait été si considérable qu'il n'y eut pour le carême, ni herbes, ni racines, ni laitage, ce qui obligea M. de Chabannes, évêque et comte d'Agen, d'étendre l'usage du gras, dans toute l'étendue de son diocèse. Aux termes de son mandement, il fut permis de faire gras, savoir le dimanche, à dîner et à souper, le mardi et le jeudi, à dîner seulement, jusques au dimanche des Rameaux exclusivement. Les paysans et les pauvres furent autorisés à faire la soupe avec de la graisse, tous les jours de la semaine, à la charge par ceux qui profiteroient de la permission, de mettre, toutes les semaines, dans le tronc de leur paroisse, une petite somme d'argent, selon la dévotion et la faculté d'un chacun ; et quant à ceux qui ne pourroient pas s'acquitter de cette aumône, il leur fut prescrit de dire cinq *Pater*, cinq *Ave* et cinq *Gloria Patri*, tous les jours qu'ils feroient gras.

(A Suivre)

ÉTUDE

SUR LES

STATUTS, ACTES DES CONSULS & DÉLIBÉRATIONS DE JURADE

DE LA COMMUNE ET JURIDICTION

De Villeneuve-d'Agénois

(De Juin 1260 à Octobre 1785)

(SUITE)

CHAPITRE II

Les consuls avaient commencé, le 11 décembre 1553¹, contre les curés de Ste Catherine, une lutte qui se poursuivra jusqu'au milieu du xviii^e siècle. Ils avaient obtenu du sénéchal d'Agénois et de Gasconne, des lettres contre Frère François de Bellaguier, abbé d'Eysses et curé de *l'église paroissiale de Ste Catherine* « de ce qu'il ne tenait compte de donner aucun prédicateur pour prêcher l'avent et le carême dans la dite ville. » Mais, le 18 Mai 1556², ils reçoivent de ce même sénéchal un appointement qui leur enjoint de délivrer des extraits de certains articles de comptes requis par François de Bellaguier, abbé d'Eysses, pour le paiement du prédicateur qui avait prêché l'avent et le carême à Ste-Catherine.

François II adresse, de Blois, en Février 1559³, la confirmation des privilèges, libertés, franchises, statuts et coutumes des consuls et habitants de Villeneuve, et ratifie les privilèges que les autres rois, ses prédécesseurs, leur avaient accordé.

Ces confirmations, à chaque règne, vont hélas ! en diminuant de valeur, et ne sont, de plus en plus, que des formules de bienveillance.

En 1561, (annotations des listes consulaires) les élections de M. de Bonrepos, premier consul, Jacques La Bernardie, 3^e, et Jean Pigne, 6^e, furent cassées par arrêt du Parlement, et à leur place furent mis MM. de Saint-Gruères, Olivier Bap, et Jean Polle qui exercèrent la dite charge deux années.

¹ Inventaire général des statuts, page 20.

² Inventaire général des statuts, page 3.

³ Inventaire général des statuts, page 128.

En 1566, les élections de MM. de Blanche, premier consul, et de Jean Cieutat, 3^e, furent aussi cassées, parce qu'il n'y avait que trois ans qu'ils avaient été consuls.

MM. de Lestelle et Jean Douzon furent mis en leur place.

En 1571, M. du Tiers, deuxième consul, ne voulut pas prêter serment ; et en 1573 M. Raymond Delbosq, 6^e consul, refusa le serment parce que Jean Massé, 5^e consul, était devant lui, *et qu'il était du côté de St Etienne*. Ce quartier qui occupe la rive gauche du Lot a toujours été, depuis lors, traité par les Assemblées communales, ou la majorité appartient aux gens de la rive droite, en frère déshérité. Il n'a droit qu'à 2 consuls sur 6, et, encore, ces deux consuls ne doivent occuper que les derniers rangs, qu'elles que soient leur notoriété et leur capacité. L'hostilité qui naquit de ces dédains éclatera plus d'une fois, au cours de cette étude ; elle s'est, heureusement, atténuée de nos jours.

Malgré des chicanes fréquentes avec son clergé, le villeneuvois, dans le fonds, est un catholique, ainsi que je l'ai montré dans mon histoire de la ville et dans mon livre sur la Révolution à Villeneuve. C'est ce que prouve, encore une fois, l'acte du 23 Novembre 1577 ¹.

« Prestation de serment faite par les consuls Delagarde, de Ca-
» zaux, Jean Nauville, Pierre Bercegol, Jacques Jalras, Jean Del-
» bosq, et plusieurs habitants qui ont signé, et diverses autres per-
» sonnes, de la ville de Villeneuve d'Agenois qui ne savaient écrire,
» lesquels ont juré à Dieu, devant deux notaires, de vivre et mou-
» rir en unité de foi en la religion catholique, apostolique et ro-
» maine ; de maintenir la dite ville *sous l'obéissance du Roi*, et
» d'observer, de point-en-point les ordonnances du royaume ; signé,
» Dubois et Mémoire, notaires royaux. »

Les Villeneuvois adhèrent donc à la Sainte-Ligue, mais en reconnaissant le Roi pour chef. Aussi, en Novembre 1582 ², recevons-nous la confirmation de nos privilèges signée à Paris par Henri III, roi de France et de Pologne ; et. en 1588 ³, des lettres-patentes de ce même roi donnant main-levée, aux consuls de Villeneuve, des deniers patrimoniaux de la dite ville pour être convertis aux réparations et fortifications d'icelle ; lesquels deniers avaient été saisis

¹ Inventaire général des statuts, page 24.

² Inventaire général des statuts, page 10.

³ Inventaire général des statuts, page 21.

par certains particuliers, qui **avaient** fourni quelques sommes pour l'entretien de diverses **compagnies** à pied et à cheval commandées par M. le chevalier de Monluc.

L'année suivante, nous adhérons de plus en plus à la Sainte Ligue ; mais, *cette fois-ci, contre le Roi*, car notre catholicisme intransigeant se refuse à reconnaître les droits de notre voisin de Nérac, Henri de Bourbon, roi de Navarre. On trouvera, à la page 163 de mon histoire de Villeneuve, la liste des 150 signatures obtenues par M. de Foucauld, agent du duc de Mayenne ; et apposées, le 15 novembre 1589, au bas de la déclaration de foi catholique et d'adhésion à la Sainte Ligue.

La même année, M. du Tiers, 2^e consul, et Jean Escudière 6^e refusent le serment. Il n'y avait eu que cinq consuls en 1581 ; et en 1582-83 Jean Massé, ayant été une fois consul, n'a voulu aller après Guiraud Laborie 4^e ; une sentence du sénéchal d'Agen cassa l'élection de ce dernier, et mit en sa place Jean Laborie, dit Jean Picha, ces deux consuls servirent deux ans. (Listes consulaires.) Le Parlement de Bordeaux ne tarde pas, lui aussi, à se mêler de nos affaires municipales ; un arrêt du 10 décembre 1597¹, signé de Pichon, touchant le changement de l'élection consulaire dit : « Il ne sortira » que trois consuls, annuellement, et il en restera autres trois des » six premiers qui composaient tout le corps du Consulat. »

Le 18 février 1600, la tour du milieu du pont est tombée dans la nuit du vendredi au samedi (listes consulaires). En décembre de la même année, Henri IV, malgré notre conduite à son égard, nous donne, à Lyon, le droit de faire bâtir la halle et de créer deux nouvelles foires². « Institution et établissement de deux foires dans la » ville de Villeneuve d'Agénois accordées aux consuls et habitants, » par Henry, roi de France et de Navarre ; savoir, celle du premier » lundi d'après Quasimodo, et du jour de Saint-Etienne qui est le » troisième d'août, lesquelles susdites foires dureront huit jours. » L'enregistrement de ces lettres-patentes fut fait, en la sénéchaussée d'Agen et de Gascogne, le 17 mars 1601, et signé par Sauveau et Dorty, juge-mage ; de plus la préséance des consuls sur le bailli est reconnue par une transaction de 1604, *à la condition que le premier consul sera toujours un gentilhomme.*

Mais les chicanes soulevées pour nous dépouiller de nos privilèges,

¹ Inventaire général des Statuts, page 4.

² id. id. pages 17 et 18.

si souvent confirmés, ne s'arrêtent pas. Nous trouvons, à la date du 29 juillet 1606 ¹, un arrêt de messieurs les commissaires de l'assemblée des francs-fiefs, tenue dans la ville de Bordeaux, par lequel « est ordonné, qu'attendu que les consuls de la ville de Villeneuve » d'Agenois ont joui, *depuis l'an 1301*, des privilèges et exemptions » de payer le droit des francs-fiefs, qu'ils se pourvoiront devant Sa » Majesté pour obtenir déclaration *si telle est sa volonté qu'ils en » soient exempts.* »

Un an, seulement, avant sa mort, le 7 avril 1609, le Roi consentit à confirmer les privilèges, statuts et coutumes des consuls et habitants de Villeneuve, et à les décharger de payer les droits de franc-fief ². « Et sur le dos d'icelle est l'enregistrement en la Chambre des » Comptes, du 19 mai 1609, signé Bourlon, et contentor Angemoust, » et copié vidimus par Dorlic, secrétaire du Roi, Maison et couronne » de France, des lettres patentes d'Henry Quatrième, roi de France, » qui confirment les consuls et les habitants dans leurs privilèges, » franchises et libertés, contenant la décharge des francs-fiefs dont » lesdits habitants sont exempts. »

Louis XIII les confirme, aussi, par lettres-patentes datées de Paris, en juillet 1612 Simple formule gracieuse ³.

Le Parlement a encore à s'occuper, l'année suivante, des contestations entre le clergé et les consuls et donne tort à ces derniers ⁴. « Arrêt du Parlement de Bordeaux donné au requis du syndic des » RR. PP. Jacobins de la ville de Bordeaux, contre les consuls de » Villeneuve qui refusaient de payer le prédicateur, qui avait prêché » l'avent et le carême dans ladite ville, des quêtes et aumônes que » les recteurs de Sainte-Catherine et de Saint-Etienne avaient amas- » sées pour le paiement du dit prédicateur ; d'autant que les dits » consuls croyaient n'être point obligés au dit paiement ; en date du » 17 juillet 1613, signé de Pontac. »

Nous avons, en outre, une autre querelle. Un Monsieur de Monferrand avait obtenu du Roi la charge de gouverneur de Villeneuve. Les consuls engagèrent devant le Parlement un procès dont les phases sont ainsi relatées ⁵ : « Arrêt du Conseil donné entre M. de Mon-

¹ Inventaire général des Statuts, page 4.

² Inventaire général des Statuts, pages 10 et 22.

³ Inventaire général des Statuts, pages 10.

⁴ Inventaire général des Statuts, page 4.

⁵ Inventaire général des Statuts, pages 5, 6, 126.

» ferrand et les consuls de Villeneuve par lequel il est ordonné que
» les dits consuls mettront, dans trois mois, le procès en état d'être
» jugé, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, du 7 juillet
» 1623, signé Choisy. »

« Transaction passée entre Messieurs les consuls de Villeneuve et
» M. de Monferrand pour raison de la charge de gouverneur de la
» dite ville, prétendue par le dit sieur de Monferrand, par la quelle
» il est dit que, moyennant la somme de 4,000 livres, ledit sieur de
» Monferrand renonce et se départ, en faveur des dits consuls, de
» la susdite charge; portant quittance de la somme de 740 livres,
» d'un côté, en date du 19 décembre 1624 signée Daubert, et de la
» somme de 1532 livres, d'autre, en date du 15 janvier 1625, signée
» du dit Daubert, notaire. »

« Arrêt du Conseil par lequel les consuls et les habitants de la
» ville de Villeneuve sont déchargés des droits prétendus par M. de
» Monferrand, en qualité de gouverneur de la dite ville, lequel ar-
» rêt confirme et homologue la transaction passée entre ledit sei-
» gneur de Monferrand et les dits seigneurs consuls de Villeneuve.
» Donné à Fontainebleau le 10 juillet 1625, signé Bertrandy. »

« Commission du Grand Conseil pour signifier l'arrêt du 10 juillet
» 1625, obtenu par Messieurs les consuls de Villeneuve contre M. de
» Monferrand. »

On le voit, le Roi, guerroyant les protestants de Tonneins, Clairac et Montauban, en avait pris à son aise avec les libertés, franchises et prérogatives de la ville; et les consuls en sont réduits à racheter, à beaux deniers comptants, les droits inscrits dans leurs chartes et confirmés par Louis XIII lui-même. Mais leurs libertés vont encore être diminuées. En mai 1635, Richelieu crée les Intendants. Cette mesure qui porte un coup fatal aux grands du royaume, n'épargne pas les petits. En séparant la Justice de l'Administration elle enlève une prérogative de plus à nos consuls. Nous verrons quels conflits cette séparation va susciter; mais, dorénavant, l'initiative des communautés est subordonnée au *Bon Plaisir de Monseigneur l'Intendant*, et cette formule de soumission va clôturer toutes les délibérations des consuls et de la Jurade.

Les questions de préséance, après la perte de tous les droits anciens, nous paraissent singulièrement mesquines; elles avaient, ainsi qu'on pourra le constater souvent, une importance très grande aux yeux de nos consuls qui, ayant été dépouillés de la réalité du pouvoir tenaient, d'autant plus, à en conserver le signe et l'appar-

rence; la fierté des franchises populaires fait place à la vanité des honneurs; de leur côté, les hauts et puissants seigneurs sont devenus d'humbles courtisans, et, du haut en bas de l'échelle sociale, tout a dégringolé jusqu'à la plus extrême platitude; aussi, ne devons-nous pas nous étonner de rencontrer des notes aussi puériles que celle-ci : « En 1643, M. Thomas Vilatte, médecin, n'a pas dénié de » marcher après un juge de seigneur, M. Jean de Baratet, juge de » Tombebouc, et après un notaire, M^e Jean Benech. »

Le cardinal Mazarin crut devoir, en décembre 1645, nous leurrer, encore une fois, d'une confirmation royale; et l'Inventaire enregistré, gravement, « la confirmation de tous les privilèges, statuts et » coutumes des consuls et habitants de Villeneuve d'Agenais faite » par Louis XIV, roi de France et de Navarre, à présent régnant, qui » confirme et ratifie toutes les précédentes ¹. »

Ces lettres-patentes ne furent enregistrées au Parlement de Bordeaux que par arrêts du 4 février et du 22 avril 1658, à cause de la révolte de Villeneuve, pendant la Fronde. J'ai publié, dans une étude spéciale parue dans la *Revue de l'Agenais*, en 1896, tous les documents relatifs à cette dernière prise d'armes du peuple villeneuvois contre les abus de l'autorité royale. Je n'y reviendrai donc pas.

Nous n'avons plus, dans les pages suivantes, qu'à noter les derniers soupirs de la vie communale, sous l'étreinte du despote qui va dire : « l'Etat, c'est moi ! »

La pauvreté marche d'un pas égal avec la servitude. Le 24 Novembre 1666 ², un arrêt du Conseil d'Etat, touchant les vérifications et liquidations des dettes de la ville de Villeneuve et autres communautés dépendantes de l'Election d'Agen, dit que les créanciers de la communauté de Villeneuve seront payés de la somme de 35,464 livres, 9 sols, 10 deniers, en huit années; signé, de Bechamel.

Enfin, la communauté ne se trouve plus assez riche pour payer six consuls, nombre qu'elle était accoutumée d'élire depuis 1260. Elle prend en Janvier 1672, l'initiative de cette demande de réduction du nombre de ses consuls ³.

Le 3 Janvier, M. de Montmarès, premier consul, expose à l'assemblée de Jurade « qu'il serait nécessaire qu'il n'y eut que quatre » consuls; savoir, trois du côté de la paroisse Ste-Catherine, et un

¹ Inventaire général des Statuts, page 10.

² Inventaire général des statuts, page 3.

³ Registres de la communauté, collection F. de Mazet, arch. dép.

» en celle de St-Etienne, à cause du peu de familles qui s'y trouvent
» capables d'être admises aux dites charges dans la dite paroisse,
» ce qui cause, dans toutes les élections, beaucoup de confusion et
» des troubles, et d'autant mieux que ce sera le soulagement du
» public pour la diminution de leurs gages. Sur quoi, il a été déli-
» béré qu'il sera baillé requête à Monseigneur le maréchal d'Albret,
» gouverneur, pour le Roi, en cette province, aux fins de la dite ré-
» duction. Si cette réduction est faite, les habitants de St-Etienne ne
» supporteront, à l'avenir, que le quart des charges comme n'ayant
» que le quart des honneurs ; sinon ils supporteront les mêmes char-
» ges comme ils ont fait jusqu'à présent. Ont signé : Montmarès,
» Malateste, Delbosq, Lecoq, Bure, consuls ; Tantare, de Rives, Bu-
» rin, Cocquard, Bauger, Dulaurens vieux, Villeneuve, Habarès,
» Chapdu, Labarrière, Charbel vieux, Jalras, Gabel, Galaup, Delan-
» des vieux, Descazals vieux, Sargenton, Lacrompe, Charbel jeune,
» Dulaurens jeune, Alibert, Auzeral, Bercegol, Mémoire jeune, Li-
» mousin, Rangouse jeune, jurats ; et Charbel, notaire royal et se-
» crétaire de la ville. »

Le 8 janvier, Messieurs de Montmarès et Malateste, consuls, dé-
putés à Bordeaux par la communauté, sont de retour et rendent
compte à l'assemblée de la Jurade, des résultats de leur voyage :
« Ils ont, disent-ils, rendu les devoirs de la communauté à Mgr le
» Maréchal d'Albret, et ont fait dresser la requête qu'ils ont présen-
» tée au Maréchal, sur laquelle il a donné son ordonnance ; ils en
» donnent lecture et la remettent au secrétaire. L'assemblée remercie
» les deux députés des soins et peines qu'ils ont pris dans leur
» voyage à Bordeaux et à Agen, approuve leurs négociations, et les
» prie de prendre le soin de procéder à l'homologation de l'ordon-
» nonce. »

Voici le résumé de la requête présentée au maréchal d'Abret :
« Les députés de la ville de Villeneuve d'Agenois vous remontrent,
» très humblement, qu'au lieu de six consuls qu'avons accoutumé
» d'élire annuellement ; vu la disette d'hommes capables de rem-
» plir la charge, et le soulagement des frais nécessaires pour l'achat
» des livrées et pour les gages des consuls, et, enfin, l'exemple des
» villes de Cahors, Rodez, Villefranche et autres plus nombreuses
» et plus importantes que celle de Villeneuve, ayant obligé les habi-
» tants de ladite ville de réduire le nombre des consuls à quatre,
» la réduction a été agréée d'un commun suffrage. Par le même acte,
» il a été délibéré que Votre Grandeur sera très humblement sup-

» pliée de vouloir approuver cette réduction. La communauté en
» attend l'entérinement, avec d'autant plus de justice qu'outre le
» soulagement que cette pauvre ville, qui n'a d'ailleurs que trop de
» charges, recevra par cette réduction, c'est le vrai moyen de rem-
» plir la dite charge des personnes solvables et capables de s'en
» acquitter dignement ; au lieu que, jusqu'à présent, la disette des
» personnes *a contraint les dits habitants de porter, bien souvent,*
» *dans la dite charge, des artisans et des personnes non lettrées.*
» Etant remarquable que, comme la dite ville est divisée en deux
» paroisses, dont l'une appelée de Ste-Catherine renferme quasi
» toute la ville, et l'autre, appelée de St-Etienne, ne contient qu'un
» petit quartier *où il n'y a quasi que des artisans*, du quel quartier
» on avait d'ancienneté, accoutumé d'élire deux consuls, cette
» disette cause beaucoup de contestations et d'inconvénients. Il est
» notoire que, dans les villes de Cahors, Rodez, Villefranche, toutes
» de votre gouvernement et bien plus grandes et plus célèbres que
» celle de Villeneuve comme ayant, toutes, évêché et siège prési-
» dial, même Cahors Université fameuse et naguère cour des Aydes,
» et Bergerac, on a fait pareille réduction. Bordeaux qui avait douze
» jurats n'en a plus que six. Il vous plaira, donc, approuver ladite
» réduction et ordonner qu'il ne se fera, à l'avenir, dans la ville de
» Villeneuve, que quatre consuls. »

L'acte de Jurade fut approuvé, le 12 janvier par le maréchal d'Albret et homologué par arrêt du Parlement du 1^{er} août de la même année. On a pu constater, par ces documents, que l'hostilité et le dédain des habitants de la rive droite envers ceux de la rive gauche, qui s'étaient déjà manifestés, il y a cent ans, à propos du rang, ne se sont pas atténués. Au lieu d'élire le tiers des consuls, la paroisse de St-Etienne n'en élira que le quart ; sur la rive droite, dit la requête, est quasi toute la ville ; la paroisse de St-Etienne ne contient qu'un petit quartier *où il n'y a quasi que des artisans*. On voit, aussi, que l'esprit de Bourgeoisie était très fort, à cette époque et très fermé aux idées démocratiques et égalitaires. Malgré cela, peut-être à cause de cela, notre bourgeoisie lutte contre les abus fiscaux des agents de l'Intendance, avec une grande énergie et une rare persévérance.

Le 26 janvier 1676 ¹, M. de Calbiac, premier consul, annonce à l'assemblée de jurade que la délégation de la ville n'a pu voir, à

¹ Registre de la communauté, collection F. de Mazet, Arch. dép.

Bordeaux, le maréchal d'Albret qui était malade, mais qu'elle a salué le comte de Montaignu, lieutenant du Roi, et lui a fait connaître les souffrances que la communauté a, particulièrement, en à supporter de la part des gens de guerre, au-delà des ordres du Roi ; le grand nombre de coupables, et la nécessité de la complète exécution des ordres de Mgr l'Intendant.

La communauté qui a fort à se plaindre du fermier des émoluments, le nommé Nicolas Taillade, charge messieurs de Latour de Méja, de Malateste sieur de Jampeau, de Faure de Lapeyrière, Delbosq, Delbrel, de Labarrière et Gabel de vérifier les comptes de Taillade, de protester contre les rigueurs apportées aux ordonnances de l'Intendant, et de requérir le juge de recevoir leur plainte. Cette énergique défense de nos intérêts était d'autant plus légitime que la séance du lendemain, 27 janvier 1676, nous fait connaître le poids énorme des tailles levées pour le Roi.

C'est la première fois que les registres des délibérations nous donnent un compte à peu près complet du budget de Villeneuve ; aussi le transcrivons-nous dans son entier.

» *Levée et imposition des tailles de cette année :* »

» Il sera levé et imposé 455 tailles, nombre porté par les vérifications des amendes, à raison de 21 livres 5 sols, et rendant 12553 livres 15 sols, somme qui sera payée par les consuls.

» 1^o *Pour la taille du Roi*, suivant l'amende envoyée par Mgr de Sève, intendant de la généralité de Bordeaux..... 9,900 l.

» 2^o *Pour les troupes des gens de guerre*, suivant l'ordonnance de l'Intendant, du 29 octobre 1675, 1538 livres, sur lesquelles 200 livres ont été payées par le sieur Maydieu, consul, des deniers de la communauté..... 1,338 l.

» 3^o Il sera payé à M. de Calbiac, premier consul, 64 livres, 19 sols ; soit 25 livres audit Calbiac et 39 à M. Gantagrel, consul, qui les lui avait avancées pour le voyage à Bordeaux..... 64 l. 19 s.

» 4^o A Monfourton, consul, pour avances à la communauté..... 47 l. 5 s.

» 5^o Item, à Trilhard, consul. 42 l. 19 s.

» Item, à Cantagrel.. 2 l. 10 s.

» 7° Payé à M ^{rs} Jehan Charbel et Pierre	
» Tancogne, notaires, pour avoir fait le rôle	
» des tailles.....	32 l.
» 8° Pour du papier timbré.....	6 l. 10 s.
» 9° Pour avoir fait dresser certains docu-	
» ments et pour le sceau.....	6 l. 10 s.
» 10° Aux quatre valets de ville.....	164 l.
» 11° Pour les six porturins (portiers).....	72 l.
» 12° Pour l'organiste de Sainte-Catherine,	
Vignaud.....	45 l.
» 13° Au sacristain de Sainte-Catherine, en-	
» tretien de l'horloge.	8 l.
» 14° Au sieur Roux, régent.....	200 l.
» 15° Au sieur Lacrompe, deuxième régent.	100 l.
» 16° Au prédicateur du carême, avent et	
» octave.....	200 l.
» 17° Au sieur Jean Velan, bourgeois de	
» Bordeaux, pour des frais en faveur de la	
» communauté.....	55 l. 7 s. 3 d.
» 18° Au syndic de l'hôpital, pour l'intérêt	
» de 2.547 livres, 7 sols, 11 deniers qu'on lui	
» doit... ..	127 l. 7 s. 3 d.
» 19° A M ^e Jean Boudet, procureur du Roi,	
» pour l'intérêt de 1764 livres 14 sols que le	
» ville lui doit....	88 l. 5 s.
» TOTAL....	12,497 l. 12 s. 6 d.
» Le coût de la levée, à 6 deniers pour livre,	
» pour les consuls chargés de la faire, sera	
» payé 313 livres 6 sols, ce qui élève le	
» total à	12,810 l. 12 s. 5 d.
» Pour parfaire la somme de 12,553 livres 15 sols de la taille, dé-	
» duction faite des sommes dessus énoncées par articles, il reste	
» 42 livres 16 sols, 6 deniers dont les sieurs consuls rendront	
» compte ; ils rapporteront les quittances valables, en faveur de la	
» communauté, de toutes les sommes exprimées dans le présent	
» acte, suivant les autorités et coutumes, d'autant qu'il est dû à la	
» communauté la somme de 1,085 livres pour tout rôle du prix des	
» affermes du receveur de la communauté de l'année courante,	
» par Taillade, suivant contrat du 24 décembre reçu par le secré-	

» taire de la communauté. L'assemblée a délibéré que la somme de
» 1,085 livres ne sera employée, par les consuls, ni devra l'être
» sous quelque prétexte que ce soit, que par les actes de Jurade qui
» y seront faits, dans la forme accoutumée et non autrement, à
» peine, par les consuls, de faire un second paiement. »

La part du lion, la part du Roi est donc pour la taille et les gens de guerre de 11,238 livres, et la part de la communauté de 1,572 livres, seulement. Dans les sommes à prélever par elle, figurent 216 livres, 2 sols, 3 deniers d'intérêts dûs pour une dette de 4,311 livres, 21 sols, 11 deniers.

Ce n'est pas tout ; le 24 février, Thomas Tancogne, receveur à Agen, donne lecture d'une sommation de l'Intendant à M. Monforton, consul, d'avoir à payer 553 livres pour la levée des Arts et Métiers. L'assemblée décide que les consuls emprunteront cette somme, la quelle somme ils indiqueront à prendre sur Nicolas Taillade, Jean Pontié et Fortis Chabrié, fermiers des émoluments de la communauté, sur le premier quart qu'ils sont obligés de payer ; et ce, avec l'intérêt des 553 livres au denier-vingt. Les consuls porteront l'argent à Agen, au bureau du sieur Tancogne, en diligence, pour éviter plus grands frais.

Le 3 mars, on n'a pas pu se procurer, encore, la somme de 553 livres, pour la levée des Arts et Métiers, et nous recevons une nouvelle ordonnance, contrainte et exploit. Le receveur supplie l'assemblée de lui donner les moyens pour procurer les fonds, d'autant que les consuls en sont démunis, tout en se réservant de se pourvoir, ensuite, contre l'ordonnance. L'assemblée décide qu'on obligera le syndic de l'hôpital, déjà notre créancier pour 2,547 livres, à prêter 553 livres, qui lui seront rendues sur les deniers de la communauté, et, principalement, sur les premiers pactes de l'affirme des nouveaux émoluments de l'année courante ; toujours sur Nicolas Taillade, Fortis Chabrié, Jean Pontié et Pierre Reynes qui se sont engagés à payer à Philibert, consul et syndic de l'hôpital, la somme réclamée, plus 5 livres 10 sols pour solder les frais du voyage à Agen et de l'exploit de signification ; soit, en tout, 558 livres 10 sols.

L'hôpital¹, à son tour, réclame d'urgentes réparations ; on a dû transporter les lits des pauvres, du rez-de-chaussée au premier étage, et construire une galerie sur le cimetière². Le syndic est

¹ Presbytère actuel de Sainte Catherine.

² Place Jeanne d'Arc.

chargé de faire établir deux devis ; l'un pour la maçonnerie, l'autre pour le charpentage et feuillage, par affiches apposées aux portes des deux églises paroissiales, et au poteau et plan public de la ville. Si l'assemblée trouve à propos ce travail, il sera mis à la moins dit, au parquet royal, devant M. le Juge et procureur du Roi, en présence des consuls.

Le syndict Philiber a, heureusement, quelques ressources, les fils d'Arnaud Malbec, de Ste-Livrade, désirant lui payer la somme de 1,464 livres, que leur père doit à l'hôpital, par cession faite à Jalras, ancien syndic.

Comme consolation à ces tracasseries d'argent, un grand honneur, très dispendieux aussi, nous est réservé pour le mois de mai. M. de Saint-André, écuyer du maréchal d'Albret, est venu nous annoncer la prochaine visite du tout puissant gouverneur de la Province. Il a donné l'ordre de faire recouvrir un petit bateau pour le conduire vers le maréchal ; le maître du bateau ayant réclamé 15 livres « l'assemblée déclare qu'il ne faut pas souffrir que le sieur de » St-André paie le port et la conduite de bateau qu'il désire » et que les consuls donneront les 15 livres promises au maître de bateau.

Le 23, M. de Calbiac, premier consul, annonce l'arrivée du Maréchal à Agen ; aussitôt il est délégué, avec trois jurats, pour aller lui présenter les hommages et les réclamations de la communauté, et l'inviter à venir à Villeneuve. Enfin, le 28 mai, M. de Calbiac dit à l'assemblée « que, suivant l'acte de Jurade du 23, portant députation » de sa personne pour aller à Agen, rendre les devoirs de la communauté à Mgr le maréchal d'Albret, gouverneur, pour le Roi, en » cette Province, il a fait ce voyage en compagnie du sieur Monfour- » ton son collègue et du sieur Charbel, jurat et secrétaire de la ville, » lesquels, après avoir salué Son Excellence, et lui avoir assuré des » respects de la communauté, il leur avait dit qu'il se rendrait dans » cette ville, samedi prochain, ce qui oblige les dits sieurs consuls » de convoquer l'assemblée aux fins de délibérer sur ce sujet de » cette entrée ; et pour le logement de mon dit seigneur et de mes- » sieurs ses officiers ; et si l'on doit fournir de poudre aux habitants » qui prendront les armes ; et, ensemble, si on juge à propos de » faire des provisions pour sa subsistance, scit vin, bois, chandelles, » et autres choses nécessaires. Sur quoi, après avoir remercié les » dits sieurs députés des soins et de la peine qu'ils ont pris en leur » dit voyage, a été délibéré que M^{rs} les consuls sont priés de rap-

» porter tous leurs soins qui seront nécessaires pour l'entrée de mon
» dit seigneur le Maréchal, afin que tout soit à l'honneur et gloire
» de la communauté, et à la satisfaction de Son Excellence ; et que,
» pour cet effet, les dits sieurs consuls prient M^{rs} les capitaines de
» quartier de se tenir prêts, et feront avertir, aussi, tous les habitants
» de tenir leurs armes nettes, et qu'ils soient prêts lorsque leurs
» capitaines les avertiront ; et, ceux qui auront des chevaux, de les
» mettre en état d'être montés pour aller au devant du seigneur
» Maréchal ; et que, les habitants qui n'auront pas de quoi d'avoir
» de poudre, les dits sieurs consuls leur en fourniront celle que
» leurs capitaines trouveront à propos. Et pour le logement de Son
» Excellence et de M^{rs} ses officiers, ensemble des provisions et
» autres choses nécessaires, l'assemblée s'en remet à la prudence
» des sieurs consuls et dit que tous leurs frais seront faits aux dé-
» pens de la communauté. »

La fête dut être brillante, puisque elle excita la jalousie et la colère des adversaires des consuls. Le premier juin, après le départ du gouverneur, M. de Calbiac, premier consul, expose à l'assemblée « que venant d'accompagner le maréchal d'Albret, et étant de retour au coin de la place, le sieur de Larrive, le jeune, lui aurait dit *que son règne ne tiendrait pas longtemps* ; et, après lui avoir répondu avec douceur, il se serait emporté de paroles injurieuses, mais encore, par effet, *il aurait mis la main à l'épée contre le sieur de Calbiac*, et lui aurait dit *qu'il fait son bien entendu et qu'on ne le craignait de rien*, avec des emportements et violences extraordinaires, dont ledit sieur de Calbiac désire dresser son procès-verbal, et demande à la communauté l'ordre qu'elle désire que les consuls donnent. L'assemblée délibère que Calbiac dressera son verbal des excès contre sa personne commis par le sus-nommé, et que les sieurs consuls en poursuivront la réparation par devant Mgr le Maréchal ou souveraine cour de Parlement ; et que à ces fins, la communauté prend le fait et cause pour eux. »

Les jalousies d'alors étaient les mêmes que celles d'aujourd'hui ; mais, en ce temps-là, on savait reconnaître ses torts, ce que les oppositions de nos jours ont désappris. Voici ce qui se passe le lendemain, 2 juin. « Calbiac dit qu'étant sur le point d'aller devers Mgr le Maréchal d'Albret, pour porter la plainte de la communauté contre le sieur de Larrive, M^r de Cours lui aurait demandé cette affaire, et l'aurait obligé de répondre ; auquel le dit sieur de Calbiac aurait dit qu'il demande avis de l'assemblée sur sa demande

» et sur ce sujet, et ce que le sieur de Calbiac doit répondre au dit
» seigneur de Cours. L'assemblée délibère que, sur la demande du
» seigneur de Cours, la communauté a trouvé bon de la lui accor-
» der, sous la condition que M^r de Bury, comme étant délégué de
» la communauté, est prié de prendre les intérêts de la commu-
» nauté et des consuls avec M^r de Cours, avec double pouvoir que
» la communauté lui donne de trancher ledit différend et de conser-
» ver l'intérêt de la communauté, ainsi qu'il le jugera à propos. Ce
» fait, le dit sieur de Cours déclare que Larrive est marri d'avoir
» mis la main à l'épée et demande pardon à la communauté, et
» declare etre marri d'avoir proféré des paroles injurieuses contre
» M^r de Calbiac. » Et l'incident est clos.

En automne, autre visite flatteuse, mais encore plus redoutable que celle du gouverneur. C'est celle de l'Intendant qui coïncide, généralement, avec l'arrivée des mauvaises nouvelles. Le 22 octobre, sur le bruit qu'il y aura quartier d'hiver, en cette ville, il est délibéré que les consuls enverront, dès demain, à Sarlat ou Périgueux, devers Mgr l'Intendant, pour savoir, au vrai, quand le quartier d'hiver viendra en la présente ville ; et s'il y va, les consuls sont priés de pourvoir à trouver du foin et de l'avoine pour faire des magasins, le tout aux frais de la communauté. Le 27, Calbiac annonce qu'il est averti que M^r de Sève, intendant, viendra à Villeneuve ; et les consuls sont chargés de le recevoir le mieux qu'ils pourront. Le 30, l'Intendant a parlé ; « Calbiac dit que Mgr l'Intendant l'a assuré » qu'il y aurait quartier d'hiver de cavalerie ; et il s'agit de délibérer » l'ordre qu'il faut tenir pour le soulagement du public. Sur quoi, » après avoir remercié M^{rs} les consuls des soins qu'ils ont pris » auprès de Monseigneur, pendant qu'il a demeuré dans cette ville » ou à Monflanquin, l'assemblée a délibéré que, suivant l'acte de » jurade du 25 du présent mois, les consuls sont priés d'emprunter » jusqu'à la somme de 600 livres, pour employer en foin et avoine ; » et, pour cet effet, l'assemblée donne pouvoir aux consuls d'obli- » ger les biens et revenus de la communauté, et de faire les maga- » sins et établir les étapiers tels que les sieurs consuls trouveront à » propos, et que le tout soit fait au soulagement des habitants. »

Le 31, la compagnie de cavalerie arrive ; les consuls, le jour même, se sont obligés, en faveur du sieur Jalras leur collègue, pour la somme de 600 livres. L'assemblée s'empresse de remercier les consuls ; elle approuve et ratifie l'obligation souscrite par eux des 600 livres en faveur de Jalras, et autorise ce dernier à prendre

cette somme sur les deniers qui proviendront des émoluments de la communauté. l'année prochaine, et sur le premier pacte du ferme, moyennant que les consuls demeurent totalement déchargés de la dite obligation, prenant, la dite communauté, l'effet et cause pour eux, à la charge, par les consuls, de lui rendre compte de l'emploi de la dite somme de 600 livres.

Avoir une garnison, est une faveur que toutes les villes sollicitent, aujourd'hui ; mais, avoir des garnisaires, et quels garnisaires ! c'était, sous Louis XIV, une véritable calamité. Nous allons en subir l'épreuve, dès les premiers jours.

Le 8 novembre, Calbiac représente qu'il est arrivé, dimanche dernier, une compagnie de cavalerie du Roussillon. Le capitaine vint prendre du foin, et remit l'ordre du Roi par lequel Sa Majesté ordonne que la dite compagnie demeurera en garnison à Villeneuve, pendant le quartier d'hiver prochain, pour y vivre, *en payant*, suivant ce qui est porté par l'ordre de Sa Majesté, du premier octobre, et que les consuls et habitants recevront et logeront la compagnie et lui fourniront les choses nécessaires. L'assemblée décide que les consuls devront suivre ponctuellement les ordres du Roi, après avoir fait acte au commandant de la compagnie des privilèges de la ville, la communauté déclare, aussi, qu'elle est prête à lui fournir le logement, suivant le désir de Sa Majesté qui est *en payant de gré à gré*, et pour cet effet, elle lui demande de faire une revue de ses cavaliers effectifs pour savoir, au vrai, les logements qu'il faut donner ; elle demandera, en outre, au commandant, s'il a des fonds pour satisfaire aux étapes, suivant le règlement de Sa Majesté, et, au cas contraire, elle charge les consuls de faire diligence vers Mgr l'Intendant, pour nous indiquer les fonds destinés au paiement des dites étapes. Quant à la réquisition de paille à délivrer, M. Delbosq. jurat, la fournira.

Le 7, M^{re} de Calbiac et Charbel, jurat, de retour d'Agen où ils ont vu l'Intendant, apportent l'heureuse nouvelle que Sa Grandeur est dans l'intention de faire exécuter les ordres du Roi, au sujet des fournitures de la compagnie de Roussillon. Malgré ces assurances, les exigences des cavaliers soulèvent des contestations. Le 15 novembre, nous apprenons que le sieur Antonin de Hyre a pris, à une époque antérieure, chez Jean Boutoi, bourgeois, pour des chevaux d'officiers. du foin jusqu'à concurrence de 500 livres, et qu'il assigne la communauté au sénéchal d'Agen, pour qu'elle paie le dit Boutoi. Celui-ci, à son tour, assigne la communauté en paiement de

ces 600 livres, et l'intendant ordonne que ces requêtes, par lesquelles les consuls sont assignés devant lui, pour vendredi prochain, leur soient communiquées.

Pour le soulagement des bourgeois et habitants, l'assemblée propose, alors, de traiter, en ce qui concerne les officiers, moyennant 10 livres 10 sols par officier, pour le temps qu'ils demeureront dans cette ville. Quant au sieur de Hyre, les consuls doivent agir auprès de l'Intendant, lui représenter nos justes raisons, et lui montrer l'arrêt du conseil donné, naguère, en faveur de la communauté, dans lequel il verra que la dette du sieur de Hyre n'est pas due par les habitants de la juridiction. Le 22, l'assemblée adjoint M. de Labarrière, jurat, au consul Monfourton qui est auprès de l'Intendant ; elle lui remet les procurations et les mémoires nécessaires pour discuter l'affaire de Hyre, et déclare qu'elle a approuvé, depuis douze ou treize jours, et qu'elle approuve de nouveau le traité passé avec les officiers pour les 10 livres 10 sols à leur fournir pendant leur séjour. Le 26, Calbiac communique un ordre de M^r de Sève, enjoignant de payer 1,025 livres 10 sols, somme à laquelle monte la quote-part de l'Ustancile pour les troupes du quartier d'hiver de la première année, et de remettre cet argent à Jean Jalras, porteur de quittance du trésorier de l'Extraordinaire. Les consuls devront payer, en fractions égales, de 15 jours en 15 jours, à commencer au premier jour du présent mois de Novembre ; et, à défaut de satisfaire, ponctuellement, à cet ordre, la communauté y sera contrainte par logement effectif de deux cavaliers de dragons auxquels il sera payé 20 sols par jour, jusqu'à complète obéissance, de plus, s'il le faut, l'intendant imposera les tailles de la communauté.

En présence de cette menace, et pour éviter plusieurs frais aux pauvres taillables, les consuls et les jurats en sont réduits à chercher des personnes qui veuillent bien leur prêter 500 livres, en attendant la nouvelle imposition que la communauté doit faire l'an prochain. Heureusement, un généreux citoyen, M^r Boissière, bourgeois de la présente ville, offre de prêter cette somme, *sans intérêts*, à condition d'en être remboursé sur le premier denier de la nouvelle imposition, et d'être déchargé de l'odieux logement des gens de guerre. Cette offre est, comme bien on pense, acceptée avec reconnaissance. Quant à l'affaire de Hyre, l'assemblée persiste dans ses revendications, ordonne l'envoi de toutes les pièces aux avocats en parlement, avec la signification des actes d'appel contre l'ordonnance, et prescrit de demander son avis à Mgr l'Intendant et de

l'obliger à nous envoyer une Commission du Conseil sur l'appel de la dite ordonnance.

Le 28, l'assemblée ratifie les conditions du pret Boissière qui sera remboursé le premier Mai prochain.

Le 4 Décembre, nouvelles exigences. M^r de Calbiac dit qu'il a reçu avis que Mgr le comte d'Ilhes, mestre de camp du régiment de cavalerie du Roussillon, va venir inspecter la compagnie de ce régiment qui tient garnison à Villeneuve.

Doit-on lui fournir le logement et les vivres nécessaires? le logement seulement, répond l'assemblée. Calbiac ajoute, ce qui est un soulagement, qu'il a reçu les billets des Aydes donnés par l'intendant pour le foin, paille et avoine que nous devons procurer à la compagnie de cavalerie. Les consuls sont autorisés, avant de les faire signifier aux commissaires des Aydes, à les remettre au commandant de la garnison, à la condition d'en retirer quittance par main-publique; c'est ce qui fut fait, le 10, par l'acte suivant: « Par » devant nous, notaire royal et secrétaire de la ville, étant présents » M^r de la Tournière lieutenant et commandant de la compagnie de » cavalerie en garnison à Villeneuve, lequel, de son gré, a reconnu » et confessé avoir reçu de Messieurs les Consuls, et par la main du » sieur Cantagrel, l'un d'iceux à ces fins, sept billets de Mgr l'Inten- » dant, pour les aydes de l'avoine, paille et foin qui sont levés sur » les communautés de Penne, Pujols, Tombebouc, Ste-Livrade, Mon- » clar, St-Pastour et Castelnau-de-Grattecambe; de quoi le sieur de » la Tournière a déchargé les sieurs Consuls. Fait en présence de » Jacques Charbel, notaire; montant, ces billets d'aydes, à 360 quin- » taux de foin, 240 quintaux de paille et 240 sacs d'avoine. »

Même séance. « Avant de quitter leur charge, les Consuls de la » présente année, vu qu'il y a beaucoup de papiers de la commu- » nauté entre les mains des particuliers, ce qui est préjudiciable » d'autant plus que lorsque la communauté en a besoin ils ne se » retrouvent pas, ordonnent qu'il sera fait inventaire de tous ceux » qui sont dans les coffres, et délèguent, pour les compter, les sieurs » Méja de Rivière, Delbrel, Cabaues, Villeneuve, Labarrière, Delbosq, » et autres qui voudront assister. » Cette mesure, si nécessaire dans tous les temps, était particulièrement urgente au moment où tous nos droits étaient contestés par les agents du pouvoir royal.

Le 13 décembre. M^r Trilhard, consul, demande à rendre ses comptes passés et réclame de nouveaux vérificateurs. Le 15. revient encore, l'affaire de Hyre. Calbiac dit que Bauger, bourgeois et con-

sul de l'an 1673, nous adresse un exploit de signification d'une ordonnance de M^r de Sève, intendant, concernant cette affaire, et portant condamnation contre les consuls de 1673 en principal intérêts et dépens; cette ordonnance est datée d'Agen le 23 novembre dernier et l'exploit de signification, du jour d'hier.

L'assemblée décide, aussitôt, « qu'attendu que la conséquence » vicieuse que la dite ordonnance cause à la communauté, il sera » fait appel à M^e de Baudouin, avocat de la communauté au conseil » afin d'envoyer en diligence des lettres d'appel du Conseil portant inhibition de mettre la dite ordonnance à exécution. La communauté prend fait et cause pour les consuls de 1673, et prie » M^e Banger, l'un d'eux, d'avancer deux louis d'or pour envoyer à » plaider sur ce sujet. Ces deux louis d'or lui seront remboursés par » la communauté.»

Le 24 décembre, Trilhard, consul, écrit que Mgr le comte de Montaigu, lieutenant du Roi en cette province, est arrivé à Bordeaux; et l'assemblée s'empresse de députer vers ce puissant personnage, M^r de Calbiac pour lui rendre les devoirs de la communauté. Il s'agit, surtout, d'obtenir quittance de 2,195 livres qu'a consenties Joseph Brugière, Le 31 décembre, Calbiac et Trilhard sont de retour de Bordeaux, mais, c'est à leurs successeurs qu'incombera le règlement de toutes les affaires en litige.

En effet, en janvier 1677, c'est M^r de Galaup qui est premier consul, et les ennuis avec les officiers du régiment de Roussillon recommencent. Dès la première séance, M^r de Galaup annonce que le comte d'Ilhes est arrivé à Villeneuve depuis un jour, qu'il a eu l'honneur de le voir, que le comte désire, non seulement être nourri et logé, mais encore être payé pour son état-major, ses troupes, ses valets et ses chevaux, suivant, prétend-il, les ordres du Roi. L'assemblée charge, incontinent, M^r de Galaup d'aller à Bordeaux, avec un jurat de son choix, rendre les respectueux devoirs de la communauté à Mgr le comte de Montaigu, lieutenant de sa Majesté en cette province, et à Mgr de Sève, Intendant pour le Roi dans la généralité de Bordeaux; de prier ces messieurs de régler les dépenses à l'égard du comte d'Ilhes, au cas où elles ne pourraient être réglées de gré à gré, et elle charge, d'autre part, M. de Galaup de s'entendre avec M^e Vacquié, avocat au Parlement, sur les contestations élevées par lui au sujet des honoraires qui lui sont dus par la communauté.

Le 22 janvier, Limouzin, consul, de retour de Bordeaux, lit une lettre de Galaup qui fait connaître les intentions de l'Intendant, sur

les demandes du comte d'Ilhes et des officiers de la garnison ; il donne aussi lecture d'une requête présentée par Galaup à l'Intendant, avec l'ordonnance de ce dernier mise au pied d'icelle, le 6 du courant. L'assemblée décide qu'il faut y obéir ponctuellement.

Il s'agit, maintenant, de trouver les ressources nécessaires, et nous voyons, à la séance du 27 janvier, que le budget des dépenses est très supérieur à celui de l'an dernier. L'assemblée procède à la destination des sommes provenant de l'attribution faite par les officiers de la généralité d'Agen, aux fins de l'imposition de la taille ; elle délibère qu'il sera imposé, pour la présente année, sur la taille et sur les taillables, le nombre de 523 (au lieu de 455 l'an dernier). Ces 523 cotes, à raison de 21 livre 5 sols chacune, fourniront une somme de 11,774 livres, 15 sols. (au lieu de 12,553 livres l'an dernier.)

Pour la taille du Roi.....	10,478 l.
(l'an dernier elle ne s'élevait qu'à 9,900 livres.)	
Pour l'Ustancile.....	1,028 l., 10 s
Pour la garnison.....	945 l.

Pour les seuls officiers en conséquence du traité fait avec eux, il sera payé, à chacun, 10 livres 10 sols à compter du premier courant jusqu'au dernier de mai prochain. Si la compagnie déloge plus tôt, les consuls feront état à la communauté des sommes qui leur resteront de moins payé.

Plus sera payé pour l'état-major du régiment, selon le traité passé avec le comte d'Ilhes, pour le même temps, l'avoine à 42 sols le sac.....	189 l.
---	--------

Les comptes et les dépenses à payer par la ville restent presque les mêmes que l'an dernier, soit.....	1,268 l., 2 s., 6 d.
--	----------------------

Plus, pour avoir moyen d'imposer les sommes nécessaires pour subvenir aux frais et dépens qu'il convient de faire, à raison de ladite compagnie qui est en quartier d'hiver, il a fallu vérifier, pour prendre dans les rôles de la vérification le depte principal dû au sieur Boudet ; attendu qu'il n'y a pas assez de fonds pour l'imposer, il a été délibéré que, pour le soulagement des taillables, il sera imposé et payé par les consuls la somme de sept cents livres, de-

meurant, néanmoins, les consuls déchargés du surplus du dit depte; et la communauté prend à soi pour le prélèvement de tous les événements, ci..... 700 l.

Pour la collecte de cette somme à raison de 6 deniers pour livre.. 365 l.

Toutes lesquelles sommes revenant à un total de... 14,973 l., 2 s., 5 d.

Et d'autant les 523 articles ci-imposés ne viennent qu'à la somme de 14,774 livres, 15 sols, il sera dû aux consuls 191 livres, 7 sols, 5 deniers, de la quelle somme le remboursement sera payé sur les deniers des émoluments de la fin de l'année, qui consistent en la somme de 2,338 livres; savoir : 480 livres pour la marque de l'eau-de-vie; 510 livres pour la jauge du vin; 590 livres pour les poids; 520 livres pour le douzain du Mazel, et 95 livres pour la marque du fer; les dits émoluments affermés au sieur Bruguière, consul.

Plus, pour les deux bancs d'étalage de la boucherie, dûs pour la coupe des agneaux, 45 livres; pour la place des bancs, sous la halle, 5 livres; ces dits émoluments afferants à Nicolas Tailhade; plus pour le mesurage, affermé au sieur Villeneuve, 50 livres; et, finalement, pour la pierre et préjudice à commissoire, 20 livres, affermé à Daymez; revenant tout le susdit émolument à 2,331 livres.

Il reste dû de l'an dernier, 655 livres, ainsi que l'a déclaré Cantagrel, consul. Plus 600 livres dûes à Nicolas Jalras, bourgeois, pour le prêt qu'il avait consenti aux consuls de l'année dernière, et indiqué par ceux-ci à l'assemblée de Pâques.

Ces deux sommes déduites de 2,331 livres, il reste, des dits émoluments 1,076 livres, dont les consuls de la présente année demeurent chargés, soi réservant, la communauté, de faire rendre compte aux consuls de l'année dernière, des dites sommes par eux remises. Sur cette somme de 1,076 livres restante des dits émoluments, les consuls de la présente année se paieront de 190 livres, 6 sols, 5 deniers à eux dûes, à raison des sommes indiquées dans ladite imposition; et partant, il restera, dès lors, en leurs mains, la somme de 877 livres, 12 sols, 7 deniers.

Sur la quelle somme il sera payé à M^e Jean de Carmentran, prêtre et curé de Ste-Catherine, 160 livres d'une part pour raison des arrérages de louage de la maison presbytérale, ou dépenses faites à raison de ce, suivant l'accord fait par la communauté et le sieur Carmentran. Ensemble lui sera payé, 30 livres pour le louage de la

maison presbytérale de l'année courante, à commencer au premier du présent mois ; réunissant lesdites sommes on arrive à celle de 190 livres. Laquelle somme déduite de 877 livres, 12 sols, 7 deniers, il reste encore de revenant bon 687 livres, 12 sols, 7 deniers, de la quelle somme les dits consuls ne pourront employer que par acte de Jurade.

FERNAND DE MAZET.

(à suivre)

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Inventaire général des piles gallo-romaines du sud-ouest de la France et plus particulièrement du département du Gers, par M. Philippe Lauzun, *Bulletin monumental*, 1898, 68 pp. et tirage à part.

Il est d'ordinaire assez facile de reconnaître la destination des monuments antiques qui sont encore conservés ou dont on découvre les substructions : on distingue fort bien les théâtres des arènes, les villas des thermes. Les types des temples étant très variés, il n'est pas aussi aisé de se prononcer sur la destination de petits édifices, les uns ornés de portiques, les autres sans décoration, qui paraissent avoir été adaptés au culte païen.

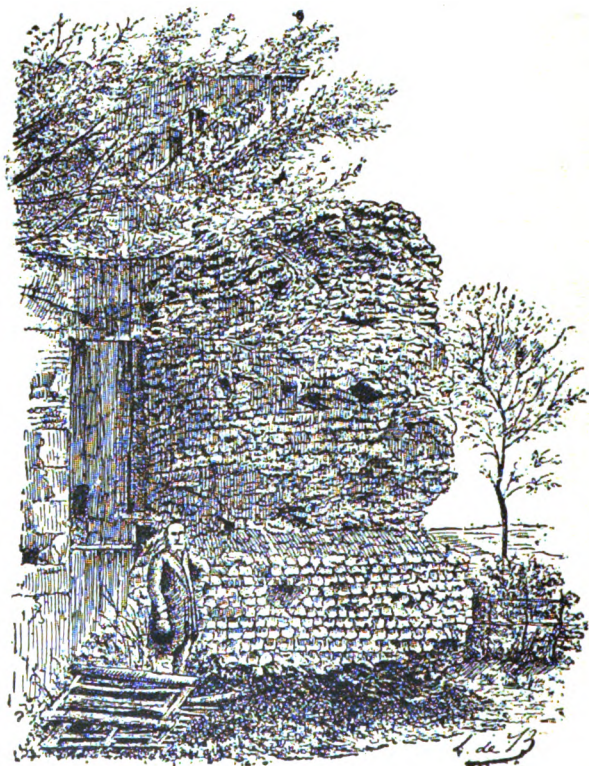
On n'est pas encore complètement d'accord pour classer parmi les temples un genre d'édifices de l'époque romaine, inconnu en Italie, particulier à notre sud-ouest, à l'Algérie et à la Tunisie, les piles.

Les piles sont des constructions très simples mais assez solides pour avoir bravé les siècles. Ce sont de petites tours pleines, sur plan carré ou barlong, plus rarement circulaire. Elles se composent d'un massif de blocage avec revêtement en petit appareil. Leur hauteur était, en moyenne, d'une dizaine de mètres, à en juger par les spécimens les mieux conservés. Celles qui sont dans ce dernier cas ont toutes une niche, dont l'orientation, la place et les dimensions varient d'un monument à l'autre. Une pyramide basse, à quatre pans, en moyen appareil, devait servir de couronnement à ces édifices.

On a disserté depuis longtemps et on disserte aujourd'hui plus que jamais sur la destination des piles. Pour jeter quelque jour sur cette question, M. Lauzun a exécuté un travail par lequel, semble-t-il, on aurait dû commencer. Il a fait un inventaire descriptif complet de ces monuments épars dans quatorze départements, à savoir vingt-neuf piles qui existent encore et dix-sept autres qui ont été

récem ment détruites : total quarante-six. Son mémoire est accompagné de treize planches fort exactement dessinées par M. Lac de Bosredon, d'après des photographies, dont la plupart ont été exécutées par l'auteur.

M. Lauzun note la position relative de ces monuments par rapport à d'autres piles ou par rapport aux voies romaines. Il donne leurs

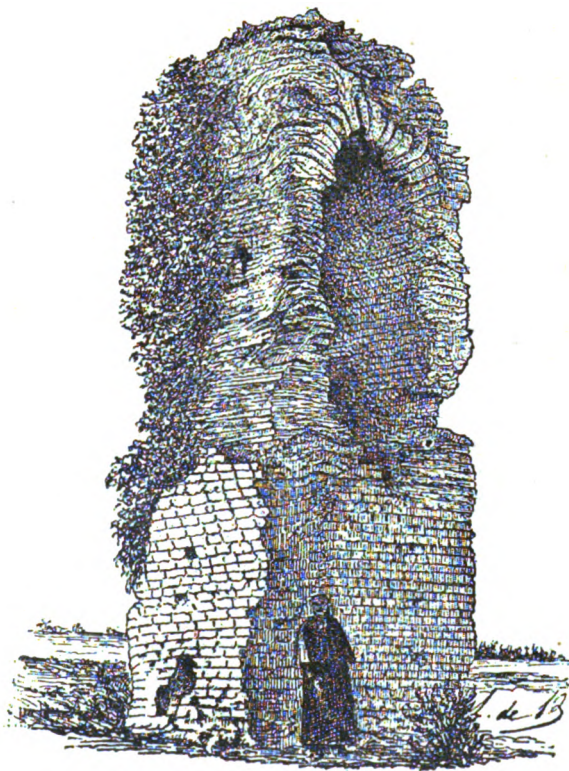


LA TOURRASSE, près d'Alguillon (Lot-et-Garonne).

noms et les noms des lieux dits du voisinage. Il y a aussi de la bibliographie ¹, des notes sur le résultat des fouilles faites soit au ha-

¹ M. Lauzun cite, entre autres, les travaux de MM. Sabathier, Noguier, Chaudruc de Crazannes, Arcisse de Caumont, de Lahondès, du Châtellier, Bossebœuf, du Mège, Saint-Amans, Cénac-Moncaut, Barry, Alfmer, Lièvre, C. Jullian, Nicolaï.

sard. soit dans un but scientifique autour de quelques-uns de ces édicules. Enfin, sans se prononcer, l'auteur expose les diverses opinions qui ont été émises sur la destination des piles. L'exécution de ce programme est irréprochable et, après la grande publicité donnée à l'*Inventaire* par le *Bulletin monumental*, nul de ceux qui, à l'avenir, voudront traiter la question d'origine ne pourra se dispenser de citer ce mémoire.



PEYRELONGUE, près de Saint-Pierre-de-Buzet (Lot-et-Garonne).

C'est une véritable tentation de revenir avec M. Lauzun sur les diverses conjectures émises au sujet de la destination des piles. Quelques-unes sont appuyées sur des faits. On a déjà obtenu quelques résultats positifs, d'autres négatifs.

On croyait autrefois que les piles étaient toutes situées sur le parcours des voies romaines. Il y a de nombreuses exceptions,

comme l'ont démontré M. A.-F. Lièvre et M. Lauzun. Donc les piles ne sont pas seulement des bornes ou des fanaux.

D'après M. Lièvre, les piles seraient de petits temples, en langue gauloise *nemets*. Il cite des textes anciens dans lesquels elles paraissent désignées sous le nom de *simulacra constructa* et voit dans ces monuments un type de transition entre le menhir et certains oratoires.

Six piles portent le nom de *Peyrelongue*, donné aussi et plus justement aux menhirs, qui sont monolithes. Deux autres piles s'appellent *Le Fâ* (*fanum*) et *Saint-Mars*, ce qui rend peu douteuse leur destination première. *La Monjoie* de Roquebrune est le type de transition avec les oratoires primitifs, type accusé par son nom même aussi bien que par sa structure. La niche est devenue une *cella* accessible. M. A. Lavergne voit là le prototype des vieux sanctuaires à chevet plat.

Quelques piles sont entourées d'une petite enceinte.

Il paraît donc certain que des piles, et peut-être le plus grand nombre, ont été des *pierres-idoles*, suivant l'expression de M. Lièvre, ou de petits temples.

D'autres seraient des tombeaux. On a reconnu des sépultures aux alentours.

M. Lauzun cite trois piles éloignées des voies romaines, situées dans des régions dites *La Couture*. Ce nom (*De Culturis*) paraît s'appliquer à des centres primitifs de défrichements. On s'explique que les premiers pionniers qui ont transformé en cultures un quartier de forêt vierge, perdus dans le désert, aient érigé sur leur domaine un temple ou un tombeau.

Quelques piles seraient-elles des fanaux? C'est l'opinion de vieux auteurs, soutenue par M. Anthyme Saint-Paul¹. Le nom de l'*Estelou*, que porte une pile est bien significatif, peut-être aussi celui de *Luzenac*?²

¹ *Histoire monumentale de la France*, Paris, Hachette, 1884, in-8°, p. 43.

Ceci ayant été contesté, M. Anthyme Saint-Paul me faisait l'honneur de m'écrire à la date du 11 juin 1884 : « Je maintiens la probabilité de l'usage » des piles romaines comme fanaux ; les noms qu'elles portent, même en » Algérie, sont trop significatifs. Comment le fanal était-il allumé, où » était-il adapté ? L'état des monuments ne permet pas de trop s'aventurer à cet égard. »

² Le mot *lux* entrerait dans la composition du mot, mais il est plus probable que Luzenac, comme nos Lusignac, Lusigny, Lusignan, dérive de *Liciniacum*, la propriété de *Licinus*.

Rien n'empêche d'ailleurs que ces monuments n'aient eu une double ou même une triple destination. De même que nos lanternes des morts du moyen âge étaient de petits phares érigés sur des tombeaux, de même la niche d'une idole ou celle d'un monument funéraire pouvait recevoir une lampe qui, la nuit, la signalait de loin.

Enfin les limites des peuples ¹ et les voies romaines pouvaient être jalonnées de temples ou de tombeaux, ou de phares.

Il y a deux exemples de piles géminées ou mieux très voisines l'une de l'autre. Ceci est énigmatique. Cependant on peut admettre deux tombeaux ou deux temples ainsi rapprochés.

Enfin j'ai signalé dans l'Agenais quatre exemples de piles érigées à proximité de voies antiques qui sont exactement situées à trois lieues gauloises l'une de l'autre. Cette disposition pourrait n'être pas fortuite.

Il est à souhaiter que des fouilles soient opérées sur l'emplacement des piles qui ont été rasées au niveau du sol et aux abords de celles qui sont encore debout. C'est le seul moyen d'être fixé au sujet de la destination la plus ordinaire de ces monuments.

La question de la destination des piles est vraiment d'actualité. Depuis que M. Lauzun a publié son inventaire, depuis que ce compte rendu a été écrit, deux mémoires sur le sujet, l'un et l'autre fort savants, viennent de paraître. Ils se rapportent aux fouilles de Villepouge ou de Chagnon (Saintonge) ². Leurs conclusions sont contradictoires : M. Jullian voit dans la pile de Villepouge un tombeau et M. Lièvre un temple consacré à Isis.

G. T.

¹ J'ai écrit (*Revue*, 1895, p. 525) que notre Peyrelongue de Saint-Pierre de Buzet paraît correspondre au *Fines* de la carte de Peutinger et de l'Itinéraire d'Antonin. Ce serait une limite extrême des Vasutes à l'Est.

Il était d'usage au moyen âge, et sans doute avant le moyen âge, de tenir des assises judiciaires sur les limites des juridictions. Il y aurait lieu de rechercher si la pile de Varaize ne correspondait pas à une limite. On a trouvé tout auprès un texte de formules judiciaires gravées sur des tablettes de bronze, qui a été fort bien étudié par M. G. Jullian.

² *La question des piles et les fouilles de Chagnon (Saintonge)*, par M. Camille Jullian, *Bulletin et mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1896, p. 39-62.

Les fouilles de Villepouge. Isis et la magie en Saintonge au temps des Romains, par A. F. Lièvre. *Bulletin des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e trimestre, 1898, et tirage à part, 20 p.



Viennent de paraître : PIERRE MELLER. *Essais généalogiques*. Le Blanc de Saint-Just, 14 pp. ; — Desclaux, 7 pp. ; — Balguerie, 16 pp. ; — Delpech de Montfort, 8 pp. Ces trois dernières familles ont eu des représentants dans l'Agenais.

JEAN RODES. *Heures égyptiennes*, Paris, Paul Ollendorff, imprimerie agenaise, 1899, in-18, 210 pp. — Ce livre d'impressions très personnelles, études de mœurs et paysages, est l'œuvre d'un agenais grand voyageur. Nous savons qu'il se propose d'écrire un ouvrage sur le Soudan français, qu'il a longuement parcouru et qu'il doit revoir. Le second livre sera sans doute signé de son nom.

NÉCROLOGIE

LE DOCTEUR ALEXANDRE LABOULBÈNE

La *Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen* vient de perdre en la personne du docteur Laboulbène, mort le 6 décembre dernier à Paris, un de ses membres les plus anciens et les plus illustres.

Né à Agen le 25 août 1825, Alexandre Laboulbène montra de bonne heure un penchant très prononcé pour l'histoire naturelle et plus particulièrement pour l'entomologie. Les jours de fête, il s'enfuyait bien vite du magasin de draperies, sombre et triste, que tenait son père sous les Cornières, pour gagner les frais vallons qui avoisinent la ville et là se livrer à ses goûts favoris. Il forma d'abord une très complète collection de Lépidoptères ; et grande était sa joie, lorsque, longtemps après à Paris, quelqu'un de ses jeunes compatriotes lui rappelait que telle espèce n'avait pas émigré des bords de la Garonne, ou que telle autre se retrouvait toujours le long des ormeaux et des frênes que baigne le ruisseau du vallon de Vérone, où lui-même possédait une modeste mais fort agréable habitation.

L'entomologie, on peut le dire, a été un des plus solides et des derniers liens qui ont rattaché Laboulbène à son pays natal.

Plus tard il s'adonna de préférence à l'étude des coléoptères ; et il publia, en 1854, en collaboration avec son ami Fairmaire, une *Faune entomologique française ou Description des insectes qui se trouvent en France*, dont le tome 1, de 665 pages et ne comprenant qu'une partie des Coléoptères, a malheureusement seul paru.

Dès qu'il eut terminé ses classes au Collège d'Agen, le jeune bachelier partit pour Paris. Là, sous l'égide du grand naturaliste landais, Léon Dufour, son maître vénéré, il étudia la médecine, qu'il fit marcher de pair avec l'entomologie. Chaque année désormais fut marquée par de brillants succès.

Interne des hôpitaux au concours de 1849, il obtint cette année le premier prix de l'Ecole pratique de la Faculté de Paris. Puis, couronné successivement aux concours de 1850, 1851, 1852, il reçut à celui de 1853 la médaille d'or avec prolongation de deux années. Docteur en 1855, il ne cessa de travailler aux côtés de ses illustres maîtres, Milne-Edwards, Rayer, Claude Bernard, Robin, etc., dont quelques-uns le prirent comme préparateur à leurs cours, et qui tous l'honorèrent d'une vive et constante amitié. En 1855, Laboulbène obtenait une médaille d'argent pour son zèle et son dévouement auprès des cholériques de la Charité ; et depuis, il fut à plusieurs reprises lauréat de l'Institut.

De tels succès ne lui faisaient point oublier Agen. A ses vieux parents il écrit, à cette époque, des lettres charmantes, où, les entourant de la plus touchante affection, il regrette de ne point se trouver plus souvent à leurs côtés pour leur faire partager ses triomphes et ses joies. Mêmes sentiments tendres à l'égard des amis qu'il a laissés. Mais c'est surtout envers les hommes distingués et modestes qui les premiers lui ont inculqué le goût de la science que sa correspondance révèle une gratitude inaltérable. Aussi, dès 1847, brigua-t-il l'honneur d'être compté parmi eux.

Dans la séance du 4 décembre de cette année, M. Bessières, secrétaire adjoint de la *Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*, posa la candidature d'Alexandre Laboulbène comme membre correspondant. Le travail obligatoire qu'il présentait était le *Catalogue des insectes observés près d'Agen*. La docte assemblée avait trop à cette époque le goût de la science, elle comptait parmi ses membres trop de naturalistes distingués, de Raigniac, Chaubard, Chausenque, J. Lamouroux, Debeaux, Bartayrès, etc, pour ne pas être heureuse, sur le rapport très flatteur de son secrétaire perpétuel, d'ouvrir toutes grandes au futur professeur les portes de sa maison. Laboulbène fut reçu à l'unanimité dans la séance suivante du 18 décembre 1847. Il avait à peine vingt-deux ans.

Membre fondateur, et également le plus jeune, de la Société de biologie, plusieurs fois président de la Société entomologique de France, dont il était l'âme avec le Dr Ch. Aubé, Desmarests, Fairmaire, et où sa parole facile, alerte, était toujours religieusement écoutée, Laboulbène fut reçu agrégé au Concours de 1860 et aussitôt après chargé de suppléer en 1864 et en 1866 le professeur Cruveilhier dans sa chaire d'anatomie pathologique. Cette distinction le mit en évidence, si bien que le roi Jérôme l'appela auprès de lui en

qualité de médecin. En même temps s'augmentait brillamment sa clientèle, et, au faubourg St-Germain qu'il a toujours habité, devenait-il un des praticiens les plus en vogue.

En 1878, Laboulbène fut nommé médecin de la Charité, où son service était fort recherché par les étudiants, jaloux de profiter de son expérience et de ses claires démonstrations. Peu après, il fut reçu membre de l'Académie de médecine, qui le nomma son président en 1893. Enfin en 1879, la faculté de Paris lui confia la chaire d'histoire de la médecine et de la chirurgie, qu'il a occupée avec un incontestable talent jusqu'à ces dernières années.

Le docteur Laboulbène était officier de la Légion d'honneur.

— Nous n'entreprendrons pas ici de donner la liste, fort longue, de ses nombreux travaux. Dans sa *Bibliographie générale de l'Agenais*, Jules Andrieu en a reproduit la nomenclature à peu près complète. Lui-même du reste avait pourvu à ce soin en publiant par deux fois le catalogue de ses œuvres, sous le titre d'abord de *Notice sur les Travaux scientifiques du docteur Laboulbène* (Paris, Impr. Emile Martinet, 1872, in-4° de 64 pages), puis, sous celui de *Addition à la notice sur les Travaux scientifiques du docteur Laboulbène* (Paris, ibid., 1879, in-4° de 8 pages). A cette dernière date, ses œuvres se chiffrent par le nombre de 214, articles, livres, brochures, mémoires, notes ou simples observations. Elles embrassent le domaine entier des sciences médicales et entomologiques, et ont paru soit directement en librairie, soit, plus nombreuses, dans la plupart des Revues, Dictionnaires ou Journaux scientifiques de la France et de l'étranger.

La qualité dominante de Laboulbène était la bonté.

Très affable auprès de ses malades, il savait plus qu'aucun autre, par des paroles encourageantes où perçait une pointe de gaieté, relever leur moral. Aux examens de l'école de médecine son indulgence était proverbiale ; toujours juste, il ne pensait pas néanmoins, par de sottes interrogations, devoir rebuter les jeunes gens dans la voie, souvent ardue, où ils s'engageaient. Mais c'est surtout à ses compatriotes, qui venaient fort nombreux faire appel à ses conseils, qu'il était heureux de prodiguer les trésors de ses connaissances et de mettre à leur service ses peines et ses soins. Un tel caractère ne pouvait que lui concilier l'estime générale. Aussi sa mort a-t-elle été vivement ressentie par tous.

Dans ces derniers temps, Laboulbène ne faisait plus à Agen que de rares apparitions. Par son mariage, il était devenu propriétaire

d'un important domaine dans l'Anjou, et c'est là qu'il allait pendant les vacances se reposer chaque année de ses labeurs incessants. Malgré cela, grâce à de fidèles amitiés qu'il avait maintenues dans son pays d'origine, son souvenir ne s'effaçait pas. Disons plus, il ne s'y effacera jamais. La ville d'Agen déjà, a cru, depuis longtemps, devoir honorer ses mérites en donnant son nom à l'une de ses rues. Et aujourd'hui, si l'on en juge par les profonds regrets non seulement de ses anciens élèves, mais de tous ceux qui, comme nous, l'ont connu, apprécié et aimé, on peut avoir la certitude que sa mémoire sera longtemps pieusement conservée.

Ph. LAUZUN.

*
* *

L'ABBÉ ALIS

Encore une place vide dans les rangs de la petite phalange des historiens de l'Agenais !

M. l'abbé Alis vient de mourir, dans la force de l'âge, infatigable travailleur qui aurait pu revendiquer pour lui cette ancienne épitaphe : « Plaignez-moi parce que je me repose. »

Né à Villeneuve, le 12 mars 1850, après de fortes études théologiques, M. l'abbé Alis exerça d'abord les fonctions de vicaire dans la paroisse de Saint-Hilaire d'Agen (1876-1881). Rien ne faisait prévoir alors sa vocation future. Vers ce temps là, j'eus l'occasion de faire sa connaissance mais bien en dehors des archives. Placé durant cinq années dans un centre où le travail est facile, où les sources abondent, M. l'abbé Alis ne songeait pas encore à compulsier les chartes, à étudier nos annales.

Il devait être appelé à desservir successivement les cures d'Allez-Caseneuve, de Mauvezin, d'Agmé, de Caumont, de Saint-Colomb. A Mauvezin, à l'âge de 32 ans, la curiosité s'éveilla.

Des rares châteaux-forts du moyen-âge qui subsistent dans notre département celui de Mauvezin est le mieux conservé, le seul encore

habitable. On y trouve un fonds d'archives important soigneusement enfermé, de temps immémorial, dans un coffre énorme. Les serrures de ce coffre s'étaient pourtant ouvertes quelques fois, notamment pour M. Jules Delpit, qui en avait tiré bon nombre de textes du moyen âge publiés par lui dans la série des *Archives historiques de la Gironde*. Il y a environ trente-cinq ans, M. Paillard, préfet de Lot-et-Garonne, ancien élève de l'Ecole des Chartes, désireux de connaître ce trésor, avait obtenu d'en faire exécuter, tant bien que mal, un inventaire ; mais l'inédit abondait quand même et les chartes imprimées n'avaient pas été mises en œuvre.

M. l'abbé Alis, ayant tenté d'écrire une histoire de Mauvezin, se passionna si bien pour ce genre d'études qu'il ne cessa plus, nuit et jour, d'amasser des notes et de rédiger.

Il fut le premier à donner à nos monographies communales une ampleur de gros livre. Les histoires de Villeneuve par M. Cassany-Mazet, de Tonneins par M. Lagarde, de Casteljaloux par M. Samazeuilh, de Lavardac par M. Truaut, ne paraissent que des brochures comparées aux quatre grandes histoires que M. l'abbé Alis a fait paraître en moins de douze ans : Mauvezin, 1887 (x, 679 pp.) ; Sainte-Bazeille, 1892 (iii, 607 pp.) ; Aiguillon, 1893 (vi, 564 pp.) ; Caumont, 1898 (v, 481 pp.)¹.

On peut dire de lui qu'il travaillait avec acharnement, luttant de front contre toutes les difficultés, y compris celles, assez grandes, que l'on rencontre pour l'écoulement des livres spéciaux et d'un prix élevé.

Peut-être allait-il un peu vite, peut-être aurait-il gagné à méditer cette boutade d'un épistolier, moins paradoxale qu'on ne le pense : « Je vous ai écrit une lettre bien longue, n'ayant pas eu le temps de » la faire courte. » Mais il serait cruel de faire un reproche à celui que hantait le pressentiment d'une fin prochaine. M. l'abbé Alis était atteint d'une maladie des plus douloureuses, qui exige des opérations successives et dont l'issue est fatale.

Il éprouvait si bien le besoin d'une diversion violente aux souff-

¹ Pour plus de détails sur la biographie et les publications de M. l'abbé Alis, voir la *Bibliographie* de Jules Andrieu et les comptes-rendus faits dans cette *Revue* : 1887, p. 374 ; 1893, p. 272 ; 1898, p. 188. Rappelons qu'une lettre de M. Tamizey de Larroque sert d'introduction à l'*Histoire de la ville d'Aiguillon*.

frances physiques et aux amertumes inévitables de la vie, il s'est adonné jusqu'à la fin avec une si grande ardeur à ses études d'historiographe que, dans sa dernière lettre — elle remonte à quelques mois — il me demandait des renseignements sur les sources à utiliser pour écrire des monographies sur Lauzun, sur Meilhan, sur Penne.

J'en possède, hélas ! beaucoup de ces lettres d'amis et de chercheurs, en tête desquelles j'ai mis ces deux mots : *novissima scripta*. J'ai constaté que presque toutes sont remplies de projets d'avenir. La mort nous surprend toujours.

Mais il est des hommes dont elle n'éteint pas le souvenir. Les œuvres de M. l'abbé Alis, dans lesquelles on trouve une somme considérable de renseignements, sont destinées à lui survivre.

G. T.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXV*

ARCHÉOLOGIE

Archéologie religieuse

Deux vieilles églises de Montpezat, par M. G. Tholin, 413

Archéologie civile

La maison du sénéchal, à Agen, par M. G. Tholin, 193.

Archéologie militaire

Le château d'Estillac (suite et fin), par MM. G. Tholin et Ph. Lauzun, 5.

Bibliographie

Châteaux gascons de la fin du xiii^e siècle, par M. Ph. Lauzun (*Ph. Tamizey de Larroque*), 156.

Inventaire général des Piles gallo-romaines du Sud-Ouest de la France et plus particulièrement du département du Gers, par M. Ph. Lauzun (*G. Tholin*), 557.

BEAUX-ARTS

La peinture et la sculpture chez les Musulmans, par M. Lac de Bosredon, 70

Les anciennes faïenceries de l'Agenais, par M. G. Sabatier, 97.

L'exposition des Beaux-Arts à Montauban, par M. J. Momméja, 270, 446.

Un sculpteur oublié : Gaëtan Merchi, par M. Ph. Lauzun, 493.

Bibliographie

Les Tiepolo, par Henry de Chennevières. (G. Tholin). 279.

HISTOIRE

Histoire régionale

Les procès de Messire François de Fumel (1624-1632), par M. l'abbé J. Dubois, 147.

L'Evêché des Gascons (1^{re} partie) par M. J. F. Bladé, 159.

Notes sur la féodalité en Agenais, par M. G. Tholin, 171.

L'invasion de l'armée des Princes en Agenais (1569-1570), par M. Paul Courteault, 234, 461.

Itinéraire raisonné de la Reine Marguerite de Valois en Gascogne, par M. Ph. Lauzun. (Préface). 440.

Bibliographie

La chasse aux sorcières dans le Labourd (1609), par M. J. Bernou (G. Tholin), 93.

Deux épisodes de l'histoire de l'Agenais pendant la guerre de cent ans, par M. Henri Courteault (G. Tholin), 489.

Histoire municipale

Etudes sur les statuts, actes des Consuls et délibérations de Jurade de la Commune et Juridiction de Villeneuve-d'Agenais, par M. Fernand de Mazet, 27, 106, 478, 536.

Souvenirs du vieux Clairac, par M^{lle} H. de Bellecombe, 221, 513.

Journal Agenais des Malebaysse, 179, 531.

Bibliographie

Histoire de la Ville, du Château et des Seigneurs de Caumont, par M. l'abbé Alis (G. Tholin), 188.

Histoire de Notre-Dame d'Ambrus, par M. l'abbé Dubois (G. Tholin), 191.

Histoire nobiliaire

Les Raffin d'Hauterive, d'après les registres paroissiaux de Pinel, par M. le Dr Couyba, 417.

DOCUMENTS HISTORIQUES

Lettre du roi Henri de Navarre, avant son avènement au trône, 89.

Bibliographie

Un faux diplôme Carolingien, par M. Jacques Soyer (*G. Tholin*), 90.

SCIENCES

Histoire naturelle, Bibliographie

Révision de la flore Agenaise par M. J.-O. Debeaux (*G. Tholin*), 91.

LITTÉRATURE

Centenaire de Jasmin : Compte-rendu de la séance des Jeux-Floraux, 305.

BIOGRAPHIES

Un ministre de la marine et son ministère sous la Restauration.

Le baron Portal (suite et fin), par M^{me} la bar^{ne} de Gervain, 43.

Vie de M. Hébert, évêque, comte d'Agen (suite et fin), par M. l'abbé Durengues, 60, 129, 251.

Un cadet de Gascogne à la cour de Louis XIV : Lauzun, par le père H. Chérot, 75.

Notes sur deux imprimeurs Agenais : R. Fumadères et J. Laplace, par Ph. Tamizey de Larroque, 86.

De quelques documents nouveaux sur Joseph Teulère, par Ph. Tamizey de Larroque, 152.

Le chroniqueur Proché (Documents inédits), par Ph. Tamizey de Larroque, 198.

NÉCROLOGIES

Le baron de Ruble (*G. Tholin*), 96.

Ph. Tamizey de Larroque (*L. Delisle, G. Tholin, J. Serret*), 282.

Dombrowski (*G. Tholin*), 491.

Le Dr Alexandre Laboulbène (*Ph. Lauzun*), 563.

L'abbé Alis (*G. Tholin*), 566.

TABLE DES PLANCHES

1. Le château d'Estillac.....	1
2. Les sceaux de Jeanne Plantagenet....	25
3. Spécimens de faïenceries de Moncaut-Laplume.....	104
4. La maison du Sénéchal, à Agen.....	193
5. La muse gasconne à Jasmin.....	305
6. L'église de Saint-Médard de Montpezat.....	413
7. L'église de Saint-Jean de Montpezat.....	415
8. Buste de la Guimard, par Merchi.....	493
9. Le foyer de la danse de l'Opéra, vers 1840 (vignette)...	493
10. Bustes d'Antonin et de Blanche Lauzun, par Merchi. .	510
11. Pile de la Tourrasse, près d'Aiguillon....	558
12. Pile de Peyrelongue, près de Buzet.....	559

PERIODICAL

PERIODICAL



